

**De la guerre contre le terrorisme à la conquête impériale des états défailants:
une perspective néogramscienne de l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire
[2001-2010]**

Mathieu ADJAGBE

Thèse soumise à la Faculté des études supérieures et postdoctorales dans le cadre des
exigences du programme de Philosophiae Doctor en science politique

École d'études politiques
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

© Mathieu Adjagbe, Ottawa, Canada, 2014

RÉSUMÉ

Cette thèse sur l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire défie les conceptions classiques en Relations internationales. Elle soutient qu'afin de comprendre le phénomène impérialisme, nous devons comprendre l'ontologie du pouvoir et des états en jeu, et le contexte historique particulier. Suivant les travaux de Robert Cox et d'Alejandro Colás, la thèse suggère une compréhension élargie en reconnectant l'impérialisme à l'empire.

Le modèle analytique montre que l'impérialisme dépasse une exploitation économique, une expansion magnanime de la culture et un exercice brute du pouvoir. La thèse argumente plutôt une politique impériale de sécurité du marché qui engage historiquement la restauration de la souveraineté moderne des états défaillants et la régulation de leur régime, de leur économie et de leur culture.

Par une étude du cas américain en Côte d'Ivoire, notre thèse trouve que leur domination des structures mondiales de la sécurité, du savoir et du marché fait des États-Unis un empire historique. Elle trouve aussi que la Côte d'Ivoire est un état défaillant et que l'impérialisme américain de la mondialisation a heurté le pacte colonial qui fait dépendre la souveraineté ivoirienne de la France. La subversion du capitalisme de type américain, la contestation du régime de transition démocratique, et la réticence de la France à moderniser une accumulation primitive institutionnalisée ont produit la guerre civile et la partition du territoire de la Côte d'Ivoire.

Dans le contexte de guerre contre le terrorisme et de disjonction de la souveraineté ivoirienne, les États-Unis déploient divers programmes mondiaux. *Peace and security, Investing in People, Governing Justly and Democratically, People-to-People* et la mobilisation des institutions régionales et internationales ont aidé à la restauration de la souveraineté et la régulation du régime de transition démocratique. La thèse trouve que les programmes américains étendent en Côte d'Ivoire des biens publics que les empires ont historiquement promus: la condition de stabilité, l'autorité légitime, et le sens d'appartenance communautaire.

ABSTRACT

This dissertation on American imperialism toward Côte d'Ivoire challenges mainstream theories in International Relations. It argues that in order to understand imperialism, we must understand the ontology of the power at work and of states mediating the global capitalism and the historical context. Following Robert Cox's and Alejandro Colás' works, it suggests broadening our comprehension by reconnecting imperialism to empire.

The framework reveals that imperialism is not just naked brigandage, nor selfish expansion of culture or power. The thesis argues an imperial market security politics historically engaged into the restoration of the modern sovereignty of failed states and regulation of their regime, economy and culture.

Through a historical study of the American case in Côte d'Ivoire, the dissertation finds that its dominion of the structures of security, knowledge and market makes the United States of America an empire attuned to the *postcolonie* era with authority to dictate the rules of the game. It also finds that Côte d'Ivoire is a failed state. American led-globalization runs up against the colonial pact which makes France the owner. Subverting modern capitalism, contestations against the democratic transition regime and France supporting the *statu quo ante* crush down into civil war and the disruption of Côte d'Ivoire's sovereignty in an age of terror.

The United States' Government implements *Peace and security, Investing in People, Governing Justly and Democratically* and *People-to-People*. It also dictates the agenda to restore Côte d'Ivoire's sovereignty: electoral legitimacy of rulers and constitutional breakthrough. These global programs and agenda spread out in Côte d'Ivoire, public goods historically fostered by empires: the condition of stability, legitimate authority, and sense of belonging.

Remerciements

Bien des personnes ont contribué à la réalisation de la présente thèse qui a commencé un matin de février 1978; et quoique je ne peux les citer toutes, elles peuvent se convaincre de la profondeur de ma gratitude:

Ma directrice de thèse, Claire Turenne-Sjolander, qui a sacrifié du temps et d'énergie pour un encadrement de maître et démontré que les universitaires ne doivent pas être juste des «cerveaux sur des jambes»: je vous dois infiniment.

Professeurs Dominique Arel et Miguel De Larrinaga pour avoir accepté spontanément de m'accompagner dans ce processus. Dominique a ravivé le courage de travailler un sujet quasi tabou en postcolonie et a su me communiquer par une rigueur propre la capacité de faire une analyse à froid du fait politique.

Mamadou Koulibaly, Gisèle Dutheil et Audace Institut Afrique pour le soutien lors de mon séjour de recherche en Côte d'Ivoire, professeures Sloan Elinor pour la documentation sur les capacités militaires des États-Unis, Jacqueline Best pour les entrées à Washington, et Hélène Pellerin.

Les collègues et professeurs qui ont donné des commentaires et conseils tout au long de ma recherche: Hashimu Maliki, Serge Banyongen, Judith Houédjissin-Cardin, Papa Samba N'Diaye, Modeste Mba Talla et Martin Kalulambi Pongo.

La Faculté des sciences sociales et la Faculté des études supérieures et postdoctorales pour leurs bourses de recherche de terrain et de voyage de recherche.

La rédaction n'aurait pas été possible sans l'appui de la Fondation John et Darlène McKewen et à travers eux, de la Fédération des Familles pour la Paix Mondiale.

Enfin, et avec beaucoup d'amour et de respect, je dédie ce travail à:
Mon oncle, feu Rigobert, qui a décidé de m'envoyer à «l'école des Blancs»,
Mes parents, feu Dossou, et Dogbé et Bolinou Azonhoumon,
Feux mes frères Justin, Benoît et Armand, et ma sœur Ablawa Florence,
Mon fils Enanomohan Shen. J'espère que tu trouveras ici un dépassement possible de soi.

Accronymes

AAR	After Action Report
ABC/FT	Anti-Blanchiment de Capitaux et Anti-Financement du Terrorisme
ACOTA	African Contingency Operations Training and Assistance
ACRI	African Crisis Response Initiative
ADM	Armes de Destruction Massive
ADW	Agent Defeat Weapons
AERIA	Aéroport International d'Abidjan
AFB	Air Force Base
AFEM-BNEDT	Association des Femmes du Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement
AFMLS	Asset Forfeiture and Money Laundering Section
AFRICOM	United States Africa Command
AIFHB	Aéroport International Félix Houphouët-Boigny
AIVI-USA	Association Ivoirienne des Visiteurs Internationaux
AML	Anti-Money Laundering
ANAC	Autorité Nationale de l'Aviation Civile
ANAM	Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie
ANRMP	Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics
ANSI	Agence Nationale de Stratégie et d'Intelligence
ARS	Africa Regional Service
ARSO	Abidjan Regional Security Office
ARV	Antiretoviraux
ASECNA	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
ASG	Ambassador Special Grants
ASP	American Servicemembers' Protection Act
ATA	Antiterrorism Assistance Program
BFA	Banque de Financement de l'Agriculture
BHCI	Banque de l'Habitat Côte d'Ivoire
BIAO CI	Banque Internationale de l'Afrique de l'Ouest – Côte d'Ivoire
BICICI	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire
BIRD	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
BNI	Banque Nationale d'Investissement
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BSR	Base Structure Report
C2	Command and Control system
C4ISR	Command, Control, Communications, Computers, Intelligence, Surveillance and Reconnaissance
CBW	Chemical-Biological Warfare
CCCE	Caisse Centrale de Coopération Économique
CDC	Center for Disease Control and Prevention
CECOS	Centre de Commandement des Opérations de Sécurité
CEDEAO	Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest
CEI	Commission Électorale Indépendante
CENTCOM	United States Central Command

CENTIF	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières
CepRef	Centre de Prise en charge de Recherche et de formation
CFA	Franc des Colonies Françaises ou Communauté Financière Africaine
CIA	Central Intelligence Agency
CIMA	Conférence Interafricaine des Marchés des Assurances
CIPE	Center for International Private Enterprise
CIRDMA	Centre ivoirien pour la recherche et la documentation en musicologie africaine
CIRES	Centre Ivoirien de Recherches Économiques et Sociales
CNDH	Commission nationale des droits de l'homme
CNI	Conseil National Islamique
CNN	Cable News Network
CNO	Centre Nord Ouest
CNRD	Congrès National de la Résistance pour la Démocratie
CNSA-GIABA	Comité National de Suivi des Activités du GIABA
CNTS	Centre National de Transfusion Sanguine
COSCAP	Cooperative Development of Operational Safety and Continuing Airworthiness Programme
COSIM	Conseil Supérieur des Imams
CPI	Cour Pénale Internationale
CRÉPMF	Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers
CRF/FIU	Cellule de Renseignements Financiers, Financial Intelligence Units
CTF	Counter-terrorism Financing
CYBERCOM	United States Cyber Command
DAO	Defense Attaché Office
DCM	Deputy Chief of Mission
DG/ANAC	Direction Générale / Autorité Nationale de l'Aviation Civile
DGD/SDEF	Direction Générale des Douanes / Section Direction des Études Financières
DHAPP	Department of Defense HIV/AIDS Prevention Program
DHS	Department of Homeland Security
DIA	Defense Intelligence Agency
DST	Direction de la Surveillance du Territoire
EAC	Educational Advising Center
ELINT/SIGINT	Electronic Intelligence ou renseignement d'origine électromagnétique, Signals Intelligent
ENM	École Nationale de Musique
ENS	École Normale Supérieure d'Abidjan
EPNFD	Entreprises et Professions Non Financières Désignées
EPW	Earth Penetrating Weapons
ESAT	European Survey and Assessment Team
EUCOM	United States European Command
FAA	Federal Aviation Administration
FAFN	Forces Armées des Forces Nouvelles
FANCI	Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire
FASR	Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée
FATF/GAFI	Financial Action Task Force, Groupe d'Action Financière
FBI	Federal Bureau of Investigation
FDS	Forces de Défense et de Sécurité

FEDARTCI	Fédération des Artistes de Côte d'Ivoire
FENAPCI	Fédération Nationale des Associations Patriotiques de Côte d'Ivoire
FESCI	Fédération des Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire
FinCEN	Financial Crimes Enforcement Network
FMF	Foreign Military Financing
FMFA	Foreign Military Financing Aid
FMI	Fonds Monétaire International
FN	Forces Nouvelles
FNS	Fonds National de Solidarité
FPI	Front Populaire Ivoirien
FSAA	Fonds Spécial d'Auto-Assistance de l'Ambassadeur
GENOVCI	Groupement Économique Nouvelle Vision Côte d'Ivoire
GIABA	Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest
GJD	Gouverner avec Justice et Démocratie
GOCI	Government of Côte d'Ivoire
GRN	Gouvernement de Réconciliation Nationale
GSO	Bureau des Services Généraux
GWOT/GGT	Global War On Terrorism, Guerre Globale contre le terrorisme
HASAA	Haute Autorité de Sureté de l'Aéroport d'Abidjan
HDBT	Hardened and Deeply Burried Targets
ICBM	Missile Balistique Intercontinental
IDE	Investissements Directs Étrangers
IIP	Bureau of International Information Program
IMET	International Military Education and Training
INP-HB	Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny
INSAAC	Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
IRC/CDI	Information Resource Center, Centre d'Information et de Documentation
IRO	Information Resource Officer
ISPAN	Integrated Strategic Planning and Analysis Network
ISR	Intelligence Surveillance Reconnaissance
ISTAR	Satellite Intelligence Surveillance, Target Acquisition and Reconnaissance
IVLP	International Voluntary Leadership Program
JFCC-SGS	Joint Functional Component Command for Space and Global Strike
LBC/FT	Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme
LFT	Lutte contre le Financement du Terrorisme
LONACI	Loterie Nationale de Côte d'Ivoire
MA	Ministère de l'Agriculture
MACA	Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan
MAE	Ministère des Affaires Étrangères
MAT	Ministère de l'Administration du Territoire
MC	Ministère de la Communication
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MHAA	Mois de l'Histoire Africaine-Américaine
MIHTP	Military International HIV/AIDS Training Program
MJ	Ministère de la Justice
MJP	Mouvement pour la Justice et la Paix

MPCI	Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire
MPIGO	Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest
MRT	Mobile and Relocatable Targets
MSP	Mission Strategic Plan
NEC	New Compound Embassy
NED	National Endowment for Democracy
NNSA	National Nuclear Security Administration
NSA	National Security Agency
NORTHCOM	United States Northern Command
NSE	Nuclear Science and Engineering
NUWEP	Nuclear Weapon Employment Policy
OACI	Organisation de l'Aviation Civile Internationale
OBO	Overseas Building Office
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économique
OGAC	Office of the U.S. Global AIDS Coordinator
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONI	Office National d'Identification
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUCI	Organisation des Nations Unies en Côte d'Ivoire
ONUDC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
OPCVM	Organismes de Placements Collectifs en Valeurs Mobilières
OPDAT	Office of Overseas Prosecutorial Development, Assistance and Training
ORSG	Organismes Régionaux de Style GAFI
OSAC	Overseas Security Advisory Council
OTA	United States Department of the Treasury, Office of Technical Assistance
PACOM	United States Pacific Command
PAO	Public Affair Officer
PDCI/RDA	Parti Démocratique de Côte d'Ivoire, Rassemblement des Démocrates Africains
PEPFAR	President's Emergency Plan for AIDS Relief
PGM	Première Guerre Mondiale
PISCES	Personal Identification Secure Comparison and Evaluation System
PSI	Population Services International
QDR	Quadrennial Defense Review
RDR	Rassemblement des Républicains
RETRO-CI	Rétrovirus Côte d'Ivoire
RHDP	Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et le Progrès
RLA	Residential Legal Advisor
RTI	Radio et Télévision Ivoiriennes
SERVIR	Savoir Ensemble Revitaliser la Vie des Ivoiriens Ravagés par le VIH/SIDA
SFTF/PITF	State Failed Task Force, Peace Initiative Task Force
SG/ONU	Secrétaire Général des Nations Unies
SGB CI	Société Générale de Banque – Côte d'Ivoire
SGI	Société de Gestion et d'Intermédiation
SGM	Seconde Guerre Mondiale
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SIOP	Single Integrated Operational Plan

SLBM	Submarine-Launched Ballistic Missile
SNDI	Société Nationale de Développement Informatique
SODEXAM	Société d'Exploitation Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique
SORT	Strategic Offensive Reductions Treaty
SOTRA	Société des Transports
SOUTHCOM	United States Southern Command
SPACECOM	United States Space Command
SSBN	Ballistic Missile Submarine
SSGN	Ship Submersible Guided Missile Nuclear
START	Strategic Arms Reduction Treaty
SWPS	Strategic War Planning System
TEA	Teaching Excellence and Achievement
TIP	Terrorist Interdiction Program
TSA	Transportation Security Administration
UA	Union Africaine
UAV	Unmanned Aerial Vehicle
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UNSCR	United Nations Security Council Resolution
URSS	Union des Révolution Socialistes Soviétiques
USA PATRIOT Act	Uniting and Strengthening America Provide Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act
USAID	United States Agency for International Development
USAP	Universal Security Audit Programme
USOAP	Universal Safety Oversight Audit Program
USTDA	United States Trade and Development Agency
VOA	Voice Of America
WACAF/OACI	Western and Central African Office

Table des matières

RÉSUMÉ	ii
ABSTRACT.....	iii
Remerciements.....	iv
Acronymes	v
Table des matières	x
Introduction générale: De la guerre contre le terrorisme international	1
Un impérialisme nouveau?.....	10
Chapitre I: Reconnecter l'impérialisme à l'empire: une perspective théorique	22
Introduction.....	22
Les approches explicatives	24
Les approches critiques.....	43
Les états défailants comme produits de l'impérialisme.....	84
Raffiner les approches critiques.....	91
Chapitre II: L'empire américain: un pouvoir transglobal de commandement	101
Introduction.....	101
Le dollar et la domination du marché	103
Bretton Woods ou suprématie financière institutionnalisée	112
Pouvoir militaire	122
Domination de l'espace	144
Domination du cyberspace.....	148
Conclusion	155
Chapitre III: La Césarienne du capitalisme monopoliste.....	160
Introduction.....	160
Aux origines de l'état défailant de Côte d'Ivoire	162
Cogestion anti-marché de la souveraineté	172
Mutation du capitalisme impérialiste.....	176
D'un régime illibéral à un autre.....	201
Conclusion	207
Chapitre IV: La restauration de la souveraineté aux frontières globales	213
Introduction.....	213
Restructuration du régime aéronautique	215
Des frontières intelligentes à AIFHB: TIP et PISCES	234
Régulation du régime financier et bancaire ivoirien.....	236
Un régime Anti-Blanchiment de capitaux et Anti-Financement du terrorisme	256
Conclusion	265

Chapitre V: Empire comme autorité: souveraineté nationale et percée constitutionnelle	271
Introduction.....	271
Coup d'état et partition du territoire	273
Percée constitutionnelle à Marcoussis	280
Un anticolonialisme autoritaire.....	287
Conclusion	300
Chapitre VI: Empire comme espace: la sécurisation du territoire ivoirien	306
Introduction.....	306
New Embassy Compound et sécurisation.....	307
Des exercices d'institution du territoire et d'imagination de la nation	314
Légitimer la domination: Investing in People.....	326
Conclusion	338
Chapitre VII: Empire comme culture: la diffusion des valeurs américaines	344
Introduction.....	344
Les institutions culturelles	346
Connexion P2P	351
Gouverner avec Justice et Démocratie.....	366
Conclusion	381
Conclusion générale: une conquête impériale de la Côte d'Ivoire?	386
Bibliographie.....	393
Entrevues	423
ANNEXE	424
Annexe 1	424
Annexe 2: Part du dollar dans les réserves monétaires mondiales	432
Annexe 3: Budgets militaires comparés des complexes sociaux.....	433

Introduction: De la guerre contre le terrorisme international

Je vis un autre ange puissant, qui descendait du ciel, enveloppé d'une nuée... Il tenait dans sa main un petit livre ouvert. Il posa son pied droit sur la mer, et son pied gauche sur la terre; et il cria d'une voix forte ... prends le petit livre ... et avale-le... mais quand je l'eus avalé, mes entrailles furent remplies d'amertume. Puis on me dit: 'Il faut que tu prophétises de nouveau sur beaucoup de peuples, de nations, de langues et de rois.' (Apocalypse 10)

'Empire' constitutes a movement towards convergence in political, economic and social practices ... – a movement tending to absorb the whole world into one civilisation (Robert Cox 2004: 309).

Le phénomène impérialisme, dont l'étude fut longtemps délaissée aux 'révisionnistes', resurgit dans les medias et les cercles de réflexion dominants quand les États-Unis d'Amérique ont déclaré la guerre contre le terrorisme international en réponse aux attentats terroristes du 11 septembre 2001.

Ce mardi-là en effet, les États-Unis étaient au travail. New York grouillait du monde comme Washington qui abrite le Gouvernement américain. Le Président des États-Unis, George W. Bush, assistait à une séance de lecture à l'école Emma E. Brooker à Sarasota en Floride. Puis, soudain, une énorme explosion secoue New York à 8h46. Le Boeing 767-AAL11 ayant quitté Boston pour Los Angeles fonce littéralement dans la tour nord du World Trade Centre entre les étages 94 et 98. CNN diffuse les images aussitôt. Peu avant le crash, American Air Lines fut appelée par Betty Ong qui décrit la prise de contrôle du vol par des pirates. Sous les yeux des téléspectateurs, un second avion, le Boeing 767-UA175, du même point de départ vers la même destination percuta la tour sud entre les 78 et 84 étages. La progression décidée de la machine, l'explosion, la boule énorme de feu, les torrents de fumée noire, et les débris qui tombent sont transmis en live à travers le monde.

La Police déploie 2000 agents autour des tours en ébullition et 500 sapeurs-pompiers affrontent les flammes. Puis l'horreur envahit les petits écrans. Des hommes et des femmes emprisonnés dans les tours se jettent désespérés dans le vide! Dans une brève adresse depuis Sarasota, Bush annonce une «tragédie nationale» et «an apparent terrorist attack on our country». Aussitôt, CNN fait dérouler la bande «America under attack».

Washington panique. Le vice-président Dick Cheney, qui prit les commandes du pays, et son équipe sont conduits au centre de commandement d'urgence dans un bunker situé sous la Maison Blanche. Les Départements d'état et de la Défense évacuent le temps d'une autre explosion dont la déflagration éventa le centre de commandement de la marine à l'ouest du Pentagone. Un troisième avion de ligne, AAL77 au départ de Washington pour la même destination, venait de s'écraser contre le Pentagone. Dick Cheney ordonne la fermeture du ciel, l'annulation de tous les vols commerciaux aux États-Unis, et d'abattre tout avion détourné. La plupart des vols internationaux sont réorientés vers le Canada. Le Secrétaire de la Défense, Donald Rumsfeld, se réfugie dans un bunker sous son bureau. Tous les bureaux administratifs de Washington furent fermés et évacués y compris le FMI et la BIRD: la gare, le métro et les aéroports de la capitale sont bouclés. Les ambassades américaines à travers le monde sont ordonnées de fermer et évacuer. Le DoD passe le système américain de défense en alerte générale DEFCON 3.¹

La tour sud s'écroule dans un gigantesque nuage de poussière enflammé; les colonnes d'acier et les fondations n'ont pu supporter la température de 1 000°C. Un quatrième avion, le Boeing 757-UA93 guidé vers Camp David, s'écrase à Shanksville. Air Force One escorté des F-15 envoie le Président à la base de Barksdale en Louisiane qui accueillait un exercice militaire avant que le Bureau volant du Président se rende à la base nucléaire Offutt dans le Nebraska pour finalement ramener le Président des États-Unis à Washington DC. Le Bureau des Nations unies fut évacué. Vers 10h30 s'effondre la tour nord. Le double building de 420 m de haut et de 110 étages a disparu de la skyline de Manhattan. Des tonnes de débris jonchent les rues et le sud de Manhattan est recouvert d'un immense nuage de poussière comme celui qui a anéanti Pompéi.

Le monde était sous le choc. Dix neuf terroristes venaient de mener des attaques simultanées contre des symboles du Pouvoir des États-Unis faisant 2976 morts venant de 93 pays.² Trois adresses

du Président annoncent le format de la riposte des États-Unis face à une déclaration historique de guerre. La première était prononcée depuis la base de Barksdale:

La liberté elle-même a été attaquée ce matin par un lâche sans visage, et la liberté sera défendue... Nous avons pris toutes les mesures de sécurité appropriées pour protéger le peuple américain. Nos militaires, basés sur notre sol et autour du monde, sont en alerte élevée, et ont pris les précautions de sécurité nécessaires pour assurer la continuité du fonctionnement de votre gouvernement. Nous avons été en contact avec les leaders du Congrès et avec les leaders du monde pour les assurer que nous ferons tout ce qui est nécessaire pour protéger l'Amérique et les Américains... La détermination de notre grande nation est éprouvée. Mais ne faites aucune erreur: nous montrerons au monde que nous réussirons ce test.³

La seconde adresse faite à la Maison Blanche à 20h30 accentue les enjeux des attaques:

Today ... our way of life, our very freedom came under attack in a series of deliberate and deadly terrorist acts ... These acts of mass murder were intended to frighten our nation into chaos and retreat. But they have failed. Our country is strong. A great people has been moved to defend a great nation. Terrorist attacks can shake the foundations of our biggest buildings, but they cannot touch the foundation of America. These acts shatter steel, but they cannot dent the steel of American resolve. America was targeted for attack because we're the brightest beacon for freedom and opportunity in the world. And no one will keep that light from shining...

We will make no distinction between the terrorists who committed these acts and those who harbor them... Tonight I ask for your prayers for all those who grieve, for the children whose worlds have been shattered, for all whose sense of safety and security has been threatened. And I pray they will be comforted by a power greater than any of us spoken through the ages in Psalm 23: "Even though I walk through the valley of the shadow of death, I fear no evil, for You are with me."

... America has stood down enemies before, and we will do so this time. None of us will ever forget this day, yet we go forward to defend freedom and all that is good and just in our world.⁴

La troisième adresse a été prononcée en session solennelle des deux Chambres du Congrès au Capitole le 20 septembre. Bush situe les auteurs, les mobiles et la contre-offensive: la guerre globale contre le terrorisme. Des extraits de cette adresse nous instruisent sur les formes de cette guerre.

Americans are asking: who attacked our country? The evidence we have gathered all points to a collection of loosely affiliated terrorist organizations known as Al Qaida. They are some of the murderers indicted for bombing American Embassies in Tanzania and Kenya, and responsible for bombing the U.S.S. Cole. Al Qaida is to terror what the Mafia is to crime. But its goal is not making money. **Its goal is remaking the world and imposing its radical beliefs on people everywhere.** This group and its leader, a person named Osama bin Laden, are linked to many other organizations in different countries, including the Egyptian Islamic Jihad and the Islamic Movement of Uzbekistan. There are thousands of these terrorists in more than 60 countries. They are recruited from their own nations and neighborhoods and brought to camps in places like Afghanistan, where they are trained in the tactics of terror. They are sent back to their homes or sent to hide in countries around the world to plot evil and destruction.⁵

Afghanistan: régime taliban et ultimatum à un état défaillant type

The leadership of Al Qaida has great influence in Afghanistan and supports the Taliban regime in controlling most of that country. In Afghanistan, we see Al Qaida's vision for the world. Afghanistan's people have been brutalized. Many are starving, and many have fled. Women are not allowed to attend school. You can be jailed for owning a television. Religion can be practiced only as their leaders dictate. A man can be jailed in Afghanistan if his beard is not long enough...

And tonight, the United States of America makes the following demands on the Taliban: Deliver to United States authorities all the leaders of Al Qaida who hide in your land. Release all foreign nationals, including American citizens, you have unjustly imprisoned. Protect foreign journalists, diplomats, and aid workers in your country. Close immediately and permanently every terrorist training camp in Afghanistan, and hand over every terrorist and every person in their support structure to appropriate authorities. Give the United States full access to terrorist training camps, so we can make sure they are no longer operating. **These demands are not open to negotiation or discussion.** The Taliban **must act and act immediately.** They will hand over the terrorists, or they will share in their fate...

Our war on terror begins with Al Qaida, but it does not end there... Americans are asking: why do they hate us? They hate what we see right here in this Chamber, a democratically elected government. Their leaders are self-appointed. They hate our freedoms – our freedom of religion, our freedom of speech, our freedom to vote and assemble and disagree with each other...

We are not deceived by their pretenses to piety. We have seen their kind before. They are the heirs of all the murderous ideologies of the 20th century. By sacrificing human life to serve their radical visions, by abandoning every value except the will to power, they follow in the path of fascism and Nazism and totalitarianism...⁶

Une contre-attaque globale à travers le monde

Americans are asking: how will we fight and win this war? We will direct every resource at our command, every means of diplomacy, every tool of intelligence, every instrument of law enforcement, every financial influence, and every necessary weapon of war, to the disruption and to the defeat of the global terror network. This war will not be like the war against Iraq a decade ago, with a decisive liberation of territory and a swift conclusion. It will not look like the air war above Kosovo 2 years ago, where no ground troops were used and not a single American was lost in combat.

Our response involves far more than instant retaliation and isolated strikes. Americans should not expect one battle but a lengthy campaign, unlike any other we have ever seen. It may include dramatic strikes, visible on TV, and covert operations, secret even in success. We will starve terrorists of funding, turn them one against another, drive them from place to place... And we will pursue nations that provide aid or safe haven to terrorism. Every nation, in every region, now has a decision to make. Either you are with us, or you are with the terrorists. From this day forward, any nation that continues to harbor or support terrorism will be regarded by the United States as a hostile regime...

La déclaration présidentielle d'une guerre globale contre le terrorisme appelle à une campagne militaire, technologique, politique et diplomatique, législative, idéologique contre les états défaillants. George Bush présente l'Afghanistan comme le prototype des états défaillants: des factions en guerre, un territoire divisé entre des seigneurs de guerre et un régime autoritaire.

Combattre Al Qaeda présenté comme une mouvance transnationale requiert des actions qui transgressent les frontières modernes. La riposte annoncée consiste à étendre le régime opposé au régime taliban utilisant les moyens diplomatiques, militaires, légaux, financiers à disposition des États-Unis: défendre la liberté en combattant les ennemis de la liberté, préserver la liberté en engageant les grandes puissances, et étendre la liberté en encourageant des sociétés ouvertes. La règle de droit, les limites du pouvoir de l'état, le droit des femmes, la propriété privée, la liberté individuelle, la diversité, l'égalité devant la justice et la tolérance religieuse sont des principes de la civilisation humaine elle-même (Zelikov 2003).

Le Gouvernement américain débute la guerre contre le terrorisme en engageant les Nations unies et en se dotant d'instruments juridiques et réglementaires historiques. Le 2 octobre 2001, le Président George Bush introduit le *Provide Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism* (Patriot) Act à la Chambre des Représentants. La loi a été votée après marchandage entre le Secrétaire de la Justice et Procureur Général, John David Ashcroft, et les sénateurs Patrick Leahy, Paul Sarbanes, Bob Graham, Trent Lott et Orrin Hatch. Patriot Act a été ensuite introduit au Sénat sous *Uniting and Strengthening America Act, USA Act*. Le dispositif est sorti du Congrès sous la dénomination *USA PATRIOT Act* aussitôt promulgué par le Président Bush le 26 octobre à East Room de la Maison Blanche.

Au plan militaire, le Gouvernement américain explose le budget de la Défense et accroît le rythme de la révolution dans les affaires militaires (Sloan 2002; 2008; 2010; Rumsfeld 2002). En plus de la transformation des commandements militaires existants en commandements unifiés, le Gouvernement en a créé de nouveaux comme Northcom, Spacecom, Africom et Cybercom. Toute l'administration se réorganise également comme la création du Homeland Security Department et la Direction nationale des renseignements (Richelson 2012).

Engager le monde: la Résolution S/RES/1373

Le 28 septembre 2001, les États-Unis ont fait adopter au Conseil de sécurité des Nations unies la Résolution S/RES/1373. La Résolution érige le terrorisme international en une menace à la paix et à la sécurité internationale. Elle fait trois injonctions majeures aux états sur la base de laquelle les États-Unis engagent le monde. Agissant sous le chapitre 7, le Conseil ordonne aux états de:

Prévenir et réprimer le financement du terrorisme, criminaliser la fourniture ou la collecte par leurs nationaux ou sur leur territoire des fonds dont ils sont prévenus ou savent pouvant servir à commettre des actes terroristes; geler sans attendre les fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques des personnes commettant ou tentant de commettre des actes de terrorisme, des entités leur appartenant ou sous leur contrôle; interdire à leurs nationaux ou toute entité sur leur territoire de mettre des fonds, avoirs financiers ou autres services connexes à la disposition des personnes qui commettent ou tentent de commettre des actes de terrorisme, les facilitent ou y participent.

S'abstenir de tout soutien aux entités ou personnes impliquées dans des actes de terrorisme en réprimant le recrutement de membres de groupes terroristes et mettant fin à leur approvisionnement en armes; prendre les mesures pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis par une alerte rapide d'autres états et l'échange de renseignements; refuser de donner refuge à ceux qui financent le terrorisme, organisent, appuient ou commettent des actes de terrorisme ou en recèlent les auteurs; prévenir que ceux qui financent, organisent, facilitent, ou commettent des actes de terrorisme ne se servent de leurs territoires comme une base-arrière; se prêter la plus grande assistance lors des enquêtes et autres procédures portant sur le financement d'actes de terrorisme ou le soutien dont ces actes ont bénéficié, y compris l'aide en vue d'obtention d'éléments de preuve en leur possession; empêcher les mouvements de terroristes ou groupes terroristes en instituant des contrôles efficaces aux frontières, et lors de la délivrance de documents d'identité et de voyage en prenant des mesures anti-contrefaçon, falsification ou usage frauduleux de papiers d'identité et de documents de voyage.

Intensifier et accélérer l'échange d'informations sur les actions de mouvements de terroristes ou réseaux terroristes, les documents de voyage falsifiés, le trafic d'armes, d'explosifs ou de matières sensibles, l'utilisation des technologies de communication par des groupes terroristes; devenir parties de la Convention pour la répression du financement du terrorisme du 9 décembre 1999 et des autres conventions et protocoles internationaux; coopérer plus et appliquer intégralement les conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme ainsi que les Résolutions 1269 (1999) et 1368 (2001) du Conseil de sécurité.

La Résolution lie le terrorisme international au crime organisé, trafic de drogue, blanchiment de capitaux, trafic d'armes et transfert illégal de matières nucléaires, chimiques, biologiques, et souligne en conséquence le renforcement de la coordination des efforts accomplis sur une échelle nationale, sous-régionale, régionale et internationale. Enfin, elle crée le Counter-Terrorism Committee regroupant les membres permanents du Conseil et chargé de suivre l'implantation de la résolution.⁷

Mais le Gouvernement américain pousse loin comme le spécifient les adresses présidentielles. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), le Fonds monétaire international et le Groupe d'action financière (FMI/FAFT/GAFI) sont des canaux par lesquels le Gouvernement des États-Unis engage la restauration de la souveraineté des états dans les domaines de la navigation aérienne et la sûreté des aéroports et sur les systèmes financiers. La Résolution 1373 demande un assèchement organisé du financement et un contrôle des frontières sur une échelle nationale, sous-régionale, régionale, et internationale. Le Gouvernement américain a développé en collaboration avec le FMI/GAFI/FATF d'une part, et avec l'OACI d'autre part, des standards uniformes et les meilleures pratiques et des partenariats avec des acteurs étatiques et privés. Le Département du Trésor américain engage le GAFI/FATF quand Homeland Security fait porter la guerre à l'OACI (Heng et McDonagh 2009; Salter 2005).

En résumé, la guerre globale contre le terrorisme implique la restructuration des états y compris des États-Unis pour un exercice moderne de la souveraineté dans des domaines: marché financier et économie et frontières nationales globalement interconnectées. Cette guerre repose sur ce que Robert Singh a articulé en termes de Doctrine Bush: guerre préventive, confronter la connexion des armes de destruction massive et du terrorisme, changement de régime, et promotion de la démocratie.⁸

La résistance du gouvernement taliban aux injonctions américaines et du Conseil de sécurité a entraîné *Enduring freedom operation* le 7 octobre 2001. Sous commandement américain, l'OTAN organisa les factions opposées en Alliance du nord. Les talibans abandonnent Kabul laissant les Tadjik et les Hazaras prendre le pouvoir. Si le dépôt du gouvernement taliban a obtenu la sanction du Conseil de sécurité, le changement de régime à Bagdad soulève la controverse.

En effet, le 20 mars 2003, contre le veto de la France, de la Russie et de la Chine au Conseil de sécurité, les États-Unis lancent la seconde campagne militaire. *Iraqi freedom operation* a abouti à la capture du Président Saddam Hussein le 13 décembre 2003. Le 17 mars 2003, Bush adresse le monde et un ultimatum aux dignitaires du régime Baathiste:

[E]vents in Iraq have now reached the final days of decision ... The regime has a history of reckless aggression... It has a deep hatred of America and our friends and it has aided, trained and harbored terrorists, including operatives of Al Qaeda. The danger is clear: using chemical, biological or, one day, nuclear weapons obtained with the help of Iraq, the terrorists could fulfill their stated ambitions and kill thousands or hundreds of thousands of innocent people in our country or any other ...

Before the day of horror can come, before it is too late to act, this danger will be removed. The United States of America has the sovereign authority to use force in assuring its own national security. That duty falls to me as commander in chief by the oath I have sworn, by the oath I will keep⁹ ...

... Saddam Hussein and his sons must leave Iraq within 48 hours ... For their own safety, all foreign nationals, including journalists and inspectors, should leave Iraq immediately. Many Iraqis can hear me tonight in a translated radio broadcast, and I have a message for them: If we must begin a military campaign, it will be directed against the lawless men who rule your country and not against you... The tyrant will soon be gone. The day of your liberation is near... I urge every member of the Iraqi military and intelligence services: If war comes, do not fight for a dying regime that is not worth your own life. And all Iraqi military and civilian personnel should listen carefully to this warning: In any conflict, your fate will depend on your actions. Do not destroy oil wells, a source of wealth that belongs to the Iraqi people. Do not obey any command to use weapons of mass destruction against anyone, including the Iraqi people. War crimes will be prosecuted, war criminals will be punished and it will be no defense to say, "I was just following orders."¹⁰

Huit ans plus tard, sur le même ton, le Président Barack Obama adresse un message semblable au monde et au peuple de Côte d'Ivoire le 25 mars 2011. Le 11 avril, le Président Laurent Gbagbo a été capturé par suite de la campagne *Restore Democracy*, une opération secrète Africom¹¹:

The eyes of the world are on Cote d'Ivoire. Last year's election was free and fair and President Alassane Ouattara is the democratically elected leader of the nation. And I commend President Ouattara for offering a peaceful future for all Ivoirians – an inclusive government, reunification and reconciliation. Now Cote d'Ivoire is at a crossroad and two paths lay ahead.

One path is where Laurent Gbagbo and his supporters cling to power, which will only lead to more violence, more innocent civilians being wounded and killed and more diplomatic and economic isolation.

Or Cote d'Ivoire can take another path, where Gbagbo follows the example of leaders who reject violence and abide by the will of the people, where Ivoirians reclaim your country and rebuild a vibrant economy that was once the admiration of Africa.... This is the choice that must be made ...

I want to close by speaking directly to the people of Cote d'Ivoire: You have a proud past, from gaining your independence to overcoming civil war. Now you have the opportunity to realize your future. You deserve a future of hope, not fear. You deserve leaders like President Ouattara, who can restore your country's rightful place in the world. You deserve the chance to determine your own destiny. It's time for democracy in Cote d'Ivoire.¹²

Le 13 décembre 2001, le Président Bush annonce le retrait américain du Traité Anti-Missile Balistique qui remonte à 1972. Du 23 au 24 juillet 2002, le Congrès a adopté American Servicemembers' Protection Act comme amendement au Supplemental Appropriations Act of 2002, HR 4775. Cette loi oppose toute compétence de la Cour Pénale Internationale à juger les citoyens des États-Unis. ASP menace de couper le financement du programme International Military Education and Training et le Foreign Military Financing aux gouvernements qui rechignent à signer le Bilateral Immunity Agreements.¹³ Le Pouvoir inscrit également un amendement (S.AMDT.3787) à ASP: «Nothing in this title shall prohibit the United States from rendering assistance to international efforts to bring to justice Saddam Hussein, Slobodan Milosevic, Osama bin Laden, other members of Al Qaeda, leaders of Islamic Jihad, and other foreign nationals accused of genocide, war crimes or crimes against humanity».¹⁴

Daalder et Lindsay (2003: 372) soutiennent une révolution quand le Gouvernement américain agit comme si le monde est entré dans un âge post-diplomatique où faire des déclarations et donner des ultimatums remplacent les marchandages habituels de concessions entre souverains.¹⁵

Un impérialisme nouveau?

La guerre globale contre le terrorisme (ci-après GWOT) pose la question de sécurité nationale et des états défaillants au regard des adresses présidentielles et de la Résolution 1373. Cette dernière ordonne aux états de contrôler leurs frontières et leur marché. Le programme américain accentue la dimension idéologique de la guerre par une campagne mondiale de démocratisation des états.

Ainsi que nous l'avons souligné en début de cette introduction, la GWOT fait une unanimité apparente dans divers cercles de réflexion en Relations internationales. D'un côté, les dominants privilégient l'empire en accentuant le wilsonisme musclé, le néoreaganisme et les capacités matérielles des États-Unis: militaires, diplomatiques, et économiques. Ce sont les cas de Chalmers Johnson, *The sorrows of empire: militarism, secrecy, and the end of the Republic*; Noam Chomsky, *Hegemony or survival: America's quest for global dominance*; *Masters of War: militarism and blowback in the era of American empire*, édité par Carl Boggs; Clyde Prestowitz, *Rogue Nation: American unilateralism and the failure of good intentions*; Michael Mann, *Incoherent empire*; Andrew Bacevitch, *American empire: the realities and consequences of U.S. diplomacy*; Niall Ferguson, *Colossus: the rise and fall of American empire*; tous publiés entre 2002 et 2005. Comme le suggèrent les titres et leur contenu le démontre, ces livres sont pour la plupart des coups de colère qui accusent davantage que les auteurs n'expliquent. Les quelques explications offertes tendent à être ad hominem (Bacevitch 2002; 2004).

Des universitaires de tradition marxiste dépassent une conception anhistorique en considérant les empires comme des formes hiérarchiques et exploitatrices de contrôle des territoires et des peuples

qui impliquent des structures de domination soutenues par des modes historiquement spécifiques de reproduction sociale et non des formes de gouvernement qui apparaissent et réapparaissent au gré des conjonctures. Pour ainsi dire, l'impérialisme américain requiert une étude approfondie plutôt qu'une reformulation des arguments classiques. Les éditeurs du *The war on terrorism and the American 'Empire' after the Cold War* invitent les universitaires à concentrer les réflexions sur la structure même du Pouvoir américain (Colás et Saull 2006).

Pour les libéraux qui privilégient l'impérialisme notamment, Michael Ignatieff de la Kennedy School of Government à la Harvard University, Robert Cooper, Deputy Secretary for Defence and Overseas Affairs du Gouvernement Blair et Director-General for External and Politico-Military Affairs au Conseil de l'Europe, Sebastian Mallaby (2002), éditorialiste au Washington Post ou encore Dinesh D'souza (2002), la guerre contre le terrorisme relève simplement de l'impérialisme: «America entire war on terror is an exercise in imperialism».¹⁶ Cet impérialisme vise la sécurité du capitalisme en investissant la reconstruction des états défailants:

Premodern state may be too weak even to secure its home territory ... it can provide a base for non-state actors who may represent a danger to the postmodern world. If non-state actors, notably drug, crime, or terrorist syndicates take to using premodern bases for attacks on the more orderly parts of the world ... it is possible to imagine a defensive imperialism. Weak government means disorder and that means falling investment. In the 1950s, South Korea had a lower GNP per head than Zambia: the one has achieved membership of the global economy, the other has not. All the conditions for imperialism are there, but both the supply and demand for imperialism have dried up. And yet the weak still need the strong and the strong still need an orderly world. A world in which the efficient and well governed export stability and liberty ... What is needed then is a new kind of imperialism, one acceptable to a world of human rights and cosmopolitan values. We can already discern its outline: an imperialism which, like all imperialism, aims to bring order and organisation.¹⁷

D'autres libéraux comme Odom et Dujarric (2004), ramènent le débat au régime américain. Ils mettent en avant le libéralisme. Pour ces universitaires, l'impérialisme des États-Unis cherche à impulser la percée constitutionnelle des régimes à travers le monde¹⁸.

De leur côté, les marxistes notamment John Bellamy Foster, Claude Serfati, Alex Callinicos, Jeremy Keenan, Foukas et Gorkay, ou Leonard Seabrooke privilégient un impérialisme de conquête

de marché et de domination globale: le contrôle du pétrole et la vassalisation des centres capitalistes. Prenant appui sur la liberté et l'égalité dans les déclarations présidentielles ci-haut, Ellen Meiksins Wood souligne le djihadisme de la démocratie électoraliste. Pour Wood comme Odom et Dujarric donc, la démocratie et le libéralisme constituent la base du capitalisme américain. Des critiques comme Michael Cox et Richard Saull privilégient un impérialisme anticolonialiste.¹⁹

Suivant une perspective réaliste, Eric Walberg souligne un impérialisme postmoderne qui fait des Nations unies, l'albatros du Gouvernement américain. Le Président Obama vise une hégémonie mondiale au même titre que son prédécesseur. La Doctrine Obama privilégie la négociation et la collaboration tout en soutenant un usage de la force: «the US recognizes no “spheres of influence” by any other nation anywhere in the world, including by Russia and China on their borders and in their immediate neighbourhoods, and that Washington reserves the exclusive right to intervene in a regional conflicts around the world and “internationalize” them when and how it sees fit».²⁰

Deux constats se dégagent: la guerre globale contre le terrorisme comme définie et conduite par le Gouvernement américain est qualifiée en Relations internationales d'impérialisme ou d'empire selon les cercles de réflexion; mais le débat est dans l'impasse quand les universitaires sont campés sur des positions incommensurables. Pour sortir de cette impasse, notre thèse adresse une question fondamentale: Comment devons-nous comprendre l'impérialisme?

La réponse à cette question dépend de deux objectifs complémentaires que poursuit la thèse et qui sont: dépasser les arguments classiques et élargir notre compréhension de l'impérialisme par une perspective néogramscienne du cas américain en Côte d'Ivoire. En effet, bien que la GWOT suscite une abondante littérature sur l'impérialisme américain ou l'empire américain, nous n'avons pu trouver une étude portant l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire. Des commentaires de Foster Bellamy ou de Jeremy Keenan ciblent le nouvel impérialisme américain en Afrique du Nord en particulier en recyclant les arguments classiques. Au Sud du Sahara, l'impérialisme américain

relève du tabou malgré une offensive historique du Gouvernement américain comme le démontrent les chapitres empiriques de la présente thèse qui cible le cas de la Côte d'Ivoire.

Suivant les objectifs définis plus haut, la littérature existante ne nous satisfait pas. Devrions-nous étudier l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire comme ceux de la Belgique, du Nederland ou de la France? Une poursuite déchaînée de la richesse, une expansion magnanime de la culture ou du pouvoir suffisent-ils pour comprendre un processus historique et contradictoire ayant produit la structure mondiale du capitalisme contemporaine? Dans notre imperium capitaliste accompli, la multinationalisation des firmes et des cultures défie l'individualisme méthodologique quand nous cherchons à comprendre l'impérialisme dans une localité située de notre cité globale. Élargir notre compréhension amène à engager la littérature canon pour constater une abstraction de l'empire. Cette pétition de principe dépasse une simple préoccupation normative. Le positivisme «réplivative» a accentué la séparation fonctionnelle d'une totalité sociale constitutive qui a œuvré à la formation et travaille à la restructuration des états et du marché. Une compréhension élargie de l'impérialisme qui intègre la question des états défailants requiert la reconnexion de l'impérialisme à l'empire.

Pour répondre donc à la question de comment devons-nous comprendre l'impérialisme tout en respectant une perspective néogramscienne, la thèse saisit l'impérialisme comme une totalité sociale constitutive qui dépasse les théories libérale, marxiste, et réaliste classiques. La thèse adapte le cadre critique d'empire développé par Alejandro Colás dans *Empire* et la conception critique du phénomène impérialisme de Robert Cox dans *Production, power and world order: social forces in the making of history*. Colás consacre deux dimensions à l'empire: la dimension verticale qui en fait un pouvoir de commandement et la dimension horizontale qui en fait à la fois un espace, marché et culture. Les empires sont construits par expansion à partir d'une communauté politique qui conquiert d'autres communautés en les absorbant par une combinaison de mécanismes coercitifs, légaux, culturels et économiques dans une entité plus grande, un empire. Dans ce processus, l'impérialisme

dénote simplement un mécanisme de conquête et d'absorption par la régulation des régimes et économies. Le pouvoir de commandement consacre cette autorité de régulation et une organisation hiérarchique de son imperium. Pour Colás, domination, expansion et ordre sont trois propriétés distinctives des empires. La domination impériale est facilitée par des institutions qui médiatisent le commandement et la régulation dans un imperium sans frontières physiques. Cet imperium ou espace est ordonné hiérarchiquement par la suzeraineté ou la souveraineté dépendamment de la nature des empires. L'ordre des empires repose sur la condition de stabilité, l'autorité légitime et l'appartenance communautaire. La condition de stabilité est tributaire des biens publics: monnaie, loi, langue et culture, police et armée. En considérant l'empire à la fois comme espace, marché et culture, le cadre critique colasien intègre les différentes catégories classiques: le pouvoir, le marché et la culture; ce qui fait de l'imperium sous contrôle du pouvoir de commandement un espace de relations humaines fondamentales. Comme autorité de régulation, l'empire œuvre à la reproduction du régime politique, économique et de culture qui structure sa base sociale d'accumulation.

Pour Robert Cox, l'impérialisme a servi à la création à la fois d'une hégémonie domestique et mondiale de production. Une accumulation primitive protégée a amené les puissances coloniales à créer des proto-états. La fin des empires coloniaux a cédé à l'impérialisme du système interétatique dont le centre est enchâssé dans des structures d'autorité au sein des états auxquelles s'ajoutent les institutions de Bretton Woods. Robert Cox inscrit le phénomène impérialisme dans une politique de création et d'insertion des proto-états dans une structure mondiale d'accumulation.

Toutefois, la question des états défaillants échappe à ces conceptions. David Morton (2005) nous permet de les connecter au cadre critique d'empire en accentuant la logique accumulative et la souveraineté. Pour Morton, la tension médiatisée entre les deux logiques fait émerger des gangs qui disputent le territoire. Or, la Résolution 1373 des Nations unies ordonne un exercice moderne de la souveraineté des états. Francis Fukuyama (2004) relaie le néogramscien en relevant un choc entre

un anticolonialisme américain et un impérialisme européen résistant à la mutation du principe de cogestion de la souveraineté des états postcoloniaux. La volonté des anciens colons de préserver la suzeraineté butte contre le nationalisme exacerbé et soutenu à la fois par l'impérialisme américain de la mondialisation sur fond de contestation de la légitimité des gouvernants.

Nous aurions pu privilégier un cadre coxien. Seulement, la guerre globale contre le terrorisme saisie en termes d'impérialisme tend à invalider une vision occidental-centrée. En fait, Cox réifie le phénomène impérialisme en le confinant dans la sphère des interactions entre le système interétatique et les proto-états. Outre le manque de développement de programme de recherche, le cadre coxien dépeint les proto-états comme des structures figées et un pouvoir brute exercé sur des populations inarticulées (Young 2004; Morton 2005). Toutefois, Cox revient à charge en mettant en avant Hardt et Negri (2000). Mais là encore, le poststructuralisme décale de la présente thèse qui cherche à élargir notre compréhension par une lecture néogramscienne de l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire quand les États-Unis ont investi dans la restauration de la «très moderne souveraineté» ivoirienne et non sa dissolution. Une observation circonspecte de ce que font les Américains en Côte d'Ivoire milite *ceteris paribus* pour un cadre qui met en avant un projet contre-hégémonique par le haut tout en reconnaissant la dimension verticale du pouvoir américain. La parcimonie dicte une catégorie analytique plus sophistiquée qui dépasse la réification et toute vision occidental-centrée²¹.

Les réflexions sur les états défaillants renforcent la conception critique d'empire de Colás qui en fait des produits d'empire. Le cadre colasien permet de prendre en compte la tension historique entre la souveraineté et le marché dont la sécurité constitue la force d'entraînement de l'impérialisme. Suivant ce cadre, l'impérialisme est une politique impériale de sécurité du marché qui engage la restauration de la souveraineté moderne des états et la régulation non pas seulement de leur régime et de leur économie comme le prétend Colás mais également de leur culture suivant une base sociale propre d'accumulation.

Pour démontrer la validité empirique du cadre critique d'empire inspiré de Colás, ce cadre doit être appliqué à un cas qui sort des sentiers battus. Le cadre théorique qui appuie notre argument est appliqué à l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire. En appliquant le cadre critique contextualisé à ce cas, la thèse pose et répond à une question empirique: Comment opère l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire? La thèse appuie la restauration de la souveraineté moderne et la régulation du régime de transition démocratique et de la culture en Côte d'Ivoire.

Notre dissertation apporte une triple contribution théorique et empirique au savoir en Relations internationales. En soutenant que l'impérialisme est une politique impériale de sécurité du marché, la dissertation élargit notre compréhension du phénomène que nous reconnectons à l'empire à partir d'une perspective néogramscienne. Ce faisant, elle sort le phénomène impérialisme de la réification en en présentant une vision novatrice qui recentre le débat en postcolonie. La contribution empirique qui procède d'une application de notre théorie critique à un cas est substantive. La thèse établit la Côte d'Ivoire comme une «frontière américaine» et la manifestation substantielle de l'impérialisme américain par une observation holiste qui favorise la transférabilité de nos conclusions.

Notre argument d'une politique impériale de sécurité du marché procède d'un cadre critique d'empire fondé sur le matérialisme historique dont la force épistémologique et méthodologique tient de sa capacité à penser une totalité sociale constitutive mouvante. Le matérialisme historique permet de prendre en compte la substance de l'impérialisme et de l'empire observés dans cette thèse à savoir les capacités matérielles, les structures de domination, et l'idée même du capitalisme à partir d'un dialogue fécond autour des conceptions classiques que dépasse la thèse. L'approche méthodologique de la thèse conforte une recherche qualitative qui privilégie l'étude de cas. Roy (2003) suggère cette méthode quand la question de recherche commence par «comment» et c'est le cas de notre thèse qui cherche à comprendre l'impérialisme. Bien que le terrain de validation se limite à l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire, ce cas forme un sous-système qui favorise un raisonnement à partir des

singularités: la «pensée par cas» suivant Passeron et Revel (2005: 9) est une exigence propre au raisonnement par exploration et approfondissement des propriétés d'une singularité observable. Le chercheur n'y borne pas son analyse mais en extrait une argumentation sophistiquée qui permet une utilisation ultérieure de ses conclusions pour justifier d'autres intelligibilités.

En lien avec le matérialisme historique, la dissertation a privilégié la monographie qui favorise un portrait exhaustif du phénomène sous observation c'est-à-dire, l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire en plus de recueillir des informations sur la souveraineté, le régime, le marché et la culture en Côte d'Ivoire et la régulation de ces entités de la part de l'empire américain. Conformément à l'étude de cas, nous avons privilégié la recherche documentaire et des entrevues semi-dirigées. La recherche documentaire qui a été aussi ardue que les entrevues a nécessité de retracer pour étudier les rapports des Départements d'état sur la politique américaine de sécurité en Côte d'Ivoire, de la Défense, du Trésor américain, de la Homeland Security et les programmes de Paix et sécurité des États-Unis. Les rapports des Nations unies et les résolutions du Conseil de sécurité sur la Côte d'Ivoire et sur la guerre contre le terrorisme ont permis de préparer des questions thématiques basées sur les aspects d'empire et de recueillir les perceptions de gestionnaires et diplomates américains de haut rang. Ensuite, nous avons analysé les publications de trois revues d'informations éditées par Information Center de l'ambassade américaine à Abidjan. Enfin, des articles de presse locale et des sites internet complètent notre recherche documentaire.

Concernant les entrevues, nous avons privilégié les acteurs ayant une expertise des questions de sécurité du marché en Côte d'Ivoire. Des gestionnaires américains et ivoiriens, des Commandants de zones et dignitaires politiques des rebelles ivoiriens au sein du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix, et des forces politique du Congrès National de la Résistance pour la Démocratie, des gestionnaires des Nations unies, de la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest et de l'Union Africaine forment la trame de notre échantillon. Au total, 63 entrevues ont

été conduites à Abidjan entre mai et août 2011 et à Washington entre août et décembre 2011. La remarque la plus fondamentale est la prédisposition des gestionnaires américains à refuser toutes communications sur ce que font les États-Unis en Côte d'Ivoire. La persévérance, les relations avec des acteurs situés, et le Certificat d'approbation déontologique du Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche garantissant la confidentialité des sources ont fini par nous ouvrir des portes les plus inattendues. Les chapitres empiriques résultent de la triangulation des données en entrevue et de la recherche documentaire.

Nous rappelons au passage que notre séjour à Abidjan a coïncidé avec la crise postélectorale et la chute du gouvernement Gbagbo dans laquelle les États-Unis ont joué par une opération codée *Restore Democracy* menée par Africom. Dans ce contexte, j'ai été à bien des fois menacé d'être «rafalé» par des éléments des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire appuyées par Africom.²²

Le premier chapitre construit notre argument de politique impériale de sécurité du marché. Il élargit notre compréhension de l'impérialisme par un dialogue entre les classiques, la perspective critique de Robert Cox et la conception critique d'empire d'Alejandro Colás. Cette démonstration place la sécurité du marché et la souveraineté au centre du débat en faisant des deux des produits d'empire et des états défailants le résultat des impérialismes moderne et américain de la mondialisation. Bien que le binôme empire et impérialisme soit des phénomènes historiques, leur articulation ne se dissocie pas du contexte particulier. Parti de ce constat, le second chapitre articule l'empire américain comme un pouvoir de commandement ajusté à la postcolonie. Il démontre les capacités matérielles et institutionnelles des États-Unis. La première partie expose la domination du marché qui passe par une institutionnalisation du pouvoir monétaire et financier notamment la création des institutions de Bretton Woods. La seconde partie est consacrée à la domination des structures de la sécurité et du savoir en exposant le landpower, le seapower, l'airpower, le spacepower, et le cyberpower, la révolution nucléaire et les bases militaires des États-Unis.

Le troisième chapitre appuie un état défaillant de Côte d'Ivoire en présentant des éléments de la faillite de l'état et le processus de séparation formelle entre celui-ci et le marché. La césarienne du capitalisme monopoliste et la subversion du nouveau constitutionnalisme déclenchent un mouvement de régulation du régime de transition démocratique. Les quatre suivants chapitres articulent notre argument de restauration et de régulation de la souveraineté de la Côte d'Ivoire. Le premier nous instruit sur la sécurisation des frontières et l'instauration du régime anti-blanchiment de capitaux et anti-financement du terrorisme. Le suivant chapitre élabore l'empire comme autorité de régulation du gouvernement et de restauration de la souveraineté du territoire. La première partie expose la rébellion pro-Ouattara et la disjonction du territoire. La seconde observe le déploiement américain du programme Peace and security. Les deux derniers chapitres approfondissent la restauration de la souveraineté et la régulation du régime de transition démocratique en relayant l'empire à la fois comme espace et comme culture. Les programmes Investing In People, Gouverner avec Justice et Démocratie et People-to-People révèlent le rôle des diplomates dans la diffusion de la souveraineté et des valeurs de la société de marché. La conclusion générale analyse une conquête impériale de la Côte d'Ivoire.

En définitive, une compréhension élargie de l'impérialisme qui dépasse les classiques par une perspective néogramscienne fonde le cadre critique d'empire inspiré de Colás. Ce cadre respecte sur les plans ontologique, épistémologique et méthodologique le néogramscisme. Celui-ci reconnaît la place des états dans la médiation du capitalisme et leur restructuration ainsi que l'historicisation. Le cadre colasien permet de mettre en vedette et sans discrimination le leadership et la domination du pouvoir de commandement contrairement à l'hégémonie. John Agnew (2005) saisit en l'hégémonie la diffusion de la société du marché ou des valeurs du consumérisme incubées aux États-Unis. La conception d'empire comme culture permet de prendre en compte la société impériale du marché dont les valeurs relèvent de la «civilisation humaine» (Zelikov 2003). Par ailleurs, les Ivoiriens ne

sont pas restés passifs face au pouvoir de commandement américain. La césarienne du capitalisme monopoliste favorisa la subversion qui a produit le régime foncier de 1998 et la Constitution d'août 2000. De plus, la crise postélectorale de décembre 2010 à avril 2011 ajoute à la résistance qui a forcé l'opération *Restore Democracy*. Des travaux sur l'empire (Burbank et Cooper 2010; Tilley 2011; Hall 2000; Price 2008; Stoler et Cooper 1997) auraient meublé le cadre colasien pour démontrer la limite de l'impérialisme américain. Toutefois, le but que poursuit la présente thèse, qui est d'élargir notre compréhension de l'impérialisme dans la discipline des relations internationale par une lecture néogramscienne du cas américain en Côte d'Ivoire et la parcimonie – un principe de base de la connaissance – nous amènent à une observation holiste. Une étude plus poussée de la subversion de la politique américaine en Côte d'Ivoire aurait permis de ressortir les conséquences de l'impérialisme américain et mettre en valeur la receptivité des programmes. Une telle démonstration décale de la portée de la thèse qui vise à dépasser les conceptions classiques du phénomène impérialisme en démontrant que l'impérialisme ne peut se réduire ni à une poursuite déchainée de la richesse, ni à une expansion magnanime de la culture ou du pouvoir; mais que nous avons davantage affaire à une politique impériale de sécurité du marché qui engage historiquement la restauration de la souveraineté moderne de la Côte d'Ivoire et la régulation du régime de transition démocratique, de l'économie et de la culture.

¹ DEFCON = DEFense CONdition: état d'alerte nucléaire des forces armées américaines. DEFCON 5: état d'alerte normal en temps de paix. DEFCON 4: normal, mesures de renseignements et de sécurité renforcées; DEFCON 3: passage en état d'alerte des forces armées; DEFCON 2: Accroissement de l'état d'alerte des forces armées; DEFCON 1: État d'alerte maximal des forces armées. Voir Clarke 2004: 35 (note 1): chapitre 1 «Evacuer la Maison Blanche», Contre tous les ennemis, Paris Albin Michel, pp.15-59.

² Rapport de la Commission nationale publié le 22 juillet 2004.

³ Voir des dépêches dont www.voltairenet.org/article7609.html visité le 15 juin 2013.

⁴ <http://archives.cnn.com/2001/US/09/11/bush.speech.text/>

⁵ Notre emphase.

⁶ Ibid

⁷ Résolution 1373 disponible au [http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N01/557/43/PDF/N0155743.pdf?](http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N01/557/43/PDF/N0155743.pdf?OpenElement) Open Element consultée le 31 août 2001

⁸ Robert Singh, "The Bush doctrine", Mary Buckley and Robert Singh (eds.), *The Bush Doctrine and the War on Terrorism Global responses, global*, Routledge, Abington, 2006, p.12. La doctrine Bush représente un amalgame des approches réalistes en RI et un wilsonisme musclé.

⁹ Notre emphase.

¹⁰ <http://www.cnn.com/2003/WORLD/meast/03/17/sprj.irq.bush.transcript/>

¹¹ Pour l'opération *Restore Democracy*, voir Varenne Leslie: *Abobo-la-guerre: Côte d'Ivoire, terrain de jeu de la France et de l'ONU*, Paris, Mille et une nuits, 2012.

¹² <http://www.whitehouse.gov/photos-and-video/video/2011/03/25/president-obama-speaks-people-cote-divoire>

¹³ Pour de plus amples information sur le BIA, voir http://www.iccnw.org/documents/CountriesOpposedBIA_final_11Dec06_final.pdf, consulté le 10 août 2010.

¹⁴ <http://www.amicc.org/docs/US%20Chronology.pdf> consultée le 10 août 2010.

¹⁵ L'idée s'est particulièrement illustrée lorsqu'après la conquête de Bagdad, Condoleeza Rice alors conseillère à la sécurité nationale s'attaque de façon péremptoire aux puissances récalcitrantes en ces termes: il faut «punir la France, ignorer l'Allemagne et pardonner à la Russie». Voir Peter Rutland et Gregory Dubinsky «US foreign policy in Russia», Michael Cox et Doug Stokes (éds.) *US foreign policy*, 2008, p. 270.

¹⁶ Michael Ignatieff, «Nation-Building Lite», *New York Times Magazine*, 28 juillet 2002

¹⁷ Robert Cooper, «Re-ordering the world: the long-term implications of September 11th»,

¹⁸ William E. Odom et Robert Dujarric, *America's inadvertent empire*, Yale University Press, 2004.

¹⁹ Foukas, V. K. Gökyay, B., *The new American Imperialism: Bush's War on terror and Blood for Oil*, Praeger Security International, 2005; Leonard Seabrooke, «The economic taproot of US imperialism: the Bush rentier shift», *International Politics*, vol. 41 no. 3, 2004: 293-318; Cox, Michael, «Empire, imperialism and the Bush doctrine», *Review of International Studies*, vol. 30, no.4, 2004: 585-608; Gérard Duménil et Dominique Lévy, «The economics of US imperialism at the turn of the 21st century», *Review of International Political Economy*, vol. 11 no. 4, 2004: 657-676; Jeremy Keenan, «Terror in the Sahara: the implications of US imperialism for North and West Africa», *Review of African Political Economy*, vol. 31, no.101, 2004, pp.475-496; Claude Serfati, *Impérialisme et militarisme: actualité du XI^e siècle*, 2004; Alex Callinicos, *The New Mandarins of American Power*, Cambridge, Polity 2003; Foster John Bellamy, «A warning to Africa: the new U.S. imperial grand strategy», *Monthly Review*, vol. 58, no. 2; Ellen M. Wood, «Democracy as ideology of empire», Mooers Colin (éd.) *The new imperialists, ideologies of empire*, 2006, pp. 9-23

²⁰ Eric Walberg, *Postmodern imperialism: geopolitics and the great games*, Clarity Press, Atlanta, 2011, p.115.

²¹ Le marxisme politique et le néogramscisme sont des courants du néomarxisme. Voir Frédéric k Dufour: «Chapitre 10. Approches néomarxistes: la théorie néogramscienne et le marxisme politique», *Théories des relations internationales: contestations et résistances*, 2007, pp.207-229).

²² Durant notre entrevue du 15 octobre 2001 à Washington D.C., il nous a été raconté que des instructeurs Africom ont assisté les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire dans le cadre de l'opération *Restore Democracy*. La hiérarchie militaire des Forces Armées des Forces Nouvelles et de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire nous avaient déjà informées de la participation des forces spéciales américaines à la chute du régime Gbagbo le 11 avril 2011. Voir aussi Varenne Leslie, op. cit.

CHAPITRE I

Reconnecter l'impérialisme à l'empire: une perspective théorique

Introduction

Le présent chapitre cherche à répondre à une question fondamentale à savoir comment devons-nous comprendre l'impérialisme. Le but est d'élargir notre compréhension de l'impérialisme à partir de la perspective critique d'empire d'Alejandro Colás en soutenant que l'impérialisme est une politique impériale de sécurité du marché qui participe historiquement de la construction et de la consolidation d'une structure mondiale d'accumulation médiatisée par, et restructurant constamment les états. La sécurité du marché est la force directrice de l'impérialisme. Un exposé circonspect des approches classiques nous procure des outils conceptuels de base qui permettent de mieux saisir les articulations d'empire chez Colás. Le rapport entre impérialisme, sécurité du marché, et empire devient alors clair quand on prend en compte chaque contexte historique qui structure l'impérialisme. La discussion qui engage davantage les niveaux global et local de la structure mondiale d'accumulation que le «capitalisme chimiquement pur» permet de générer des hypothèses pour étudier l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire dans le contexte de la domination réelle du capital et de la guerre globale contre le terrorisme.

Malgré son regain par suite des attaques terroristes du 11 septembre 2001 et une abondante littérature à lui consacrée, une définition de l'impérialisme qui fasse l'unanimité dans le champ disciplinaire des Relations mondiales reste utopique.¹ Comme la plupart des concepts sociaux, l'impérialisme est un concept ambigu qui a besoin d'être ressassé suivant chaque période historique.² Cependant, les différents cercles de réflexion acceptent l'origine libérale du phénomène impérialisme comme étant une politique expansionniste, un mécanisme herculéen ou encore, un processus de conquêtes extérieures qui conduit à la construction ou à la consolidation d'un empire qui intègre foncièrement la domination. Suivant les différents angles, l'impérialisme est associé à l'expansion du

marché, de la civilisation/culture, ou du pouvoir.³ Trois écoles classiques le saisissent par des facteurs structurants. Le marxisme privilégie le capital et les structures internes aux sociétés occidentales en saisissant l'impérialisme comme étant une réponse aux crises accompagnant des mutations sociales inédites ou simplement la marchandisation de la vie. Tout en reconnaissant l'accumulation capitaliste par l'extension du marché, l'approche libérale encourage la sécurité, la civilisation ou l'expansion du libéralisme en indexant la tyrannie dans les régions en marge du capitalisme européen. L'école réaliste saisit l'accumulation du pouvoir pour la sécurité nationale en imputant l'impérialisme à l'anarchie du système interétatique et aux survivances d'une prédisposition belliciste de domination.

Ces interprétations montrent la résistance de l'impérialisme à toute conception univoque et comme d'autres concepts ambigus tels le pouvoir, la culture, ou le marché, l'impérialisme est un terme souvent employé mais rarement compris; qui plus est la relation entre impérialisme, empire et état défailant au centre de la présente thèse. Quoique les universitaires acceptent la contingence historique dans la périodisation de l'impérialisme alors que le débat se concentre sur l'empire, les problèmes de sécurité au sein des états défailants, produits non controversés de l'impérialisme moderne dans l'espace œcuménique où nous sommes condamnés à vivre, devraient être abordés comme des défis de sécurité d'un imperium capitaliste accompli. Dès lors, toute tentative de saisir les états défailants ne peut faire économie des processus de leur création/formation ainsi que des mécanismes qui les soumettent constamment à transformation. Dans ce débat, la littérature sur les déterminants de l'empire est également fragmentée. Quoique rares soient les analystes minimisant l'ordre comme le catalyseur d'un pouvoir monarchique de commandement et de régulation, aucun consensus ne se dégage concernant l'ontologie même de l'impérialisme. Le défi se résume donc en la démonstration de la constitution du trinôme impérialisme, sécurité du marché, et empire.

Suivant l'idée d'une politique impériale de sécurité visant à protéger une structure mondiale d'accumulation, la première section du chapitre engage le débat par une évaluation des conceptions

classiques basée sur les canons puisque le cadre d'empire, pylône de cette thèse, s'articule autour des concepts élaborés par les classiques libéraux, marxistes, et réalistes. La section des approches critiques amorce l'analyse par la perspective néogramscienne qui introduit la réflexivité dans une politique de recréation du monde en même temps qu'elle ouvre les articulations de l'approche critique d'empire de Colás qui dégage la quintessence d'un phénomène insaisissable de ses formes antique, coloniale, postmoderne, américaine et libérale en introduisant dans l'équation les états défailants représentant une menace à l'accumulation dans les règles de l'art comme étant la force d'entraînement de l'impérialisme dans le contexte historique de la domination du capital. La troisième section discute des états défailants comme des produits d'empire alors que la cogestion de leur souveraineté et la structure de leur régime qui consacrent de facto leur défaillance appellent de nouveau à l'empire en établissant la faiblesse des expériences modernes dont ils procèdent ainsi que la particularité d'un empire transglobal en quête de sécurité du marché. Basée sur cette compréhension, la dernière section raffine les approches compréhensives permettant d'étudier l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire.

Les approches explicatives

La revue de littérature devant nous amener à élargir notre compréhension de l'impérialisme qui est le but de ce chapitre se distribue entre les approches explicatives et critiques. Cette typologie obéit au débat épistémologique qui résume en l'explication et la compréhension les deux façons d'étudier les Relations mondiales. Le «présentisme» caractérise la première fondée sur le chrono-fétichisme qui prend les phénomènes sociaux comme étant des données naturelles alors que la seconde repose sur le «contextualisme». Robert Cox résume la différence en termes d'approches de résolution de problèmes et approches critiques.⁴ Les deux permettent de donner à l'impérialisme tout son relief suivant le but du présent chapitre qui est d'élargir notre compréhension du phénomène à partir de l'approche critique d'empire d'Alejandro Colás. La seconde section approfondit la distinction.

Alors que l'élaboration d'un modèle qui élargisse notre compréhension de l'impérialisme comme une politique impériale de sécurité du marché est la préoccupation du présent chapitre, il nous paraît opportun d'amorcer la réflexion par les conceptions classiques. Une telle démarche permet de discuter des concepts qui balisent le cadre critique d'empire inspiré de Colás devant nous outiller pour étudier l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire comme une politique impériale de sécurité du marché.

Quand bien même Karl Heinrich Marx ne s'est pas directement intéressé à l'impérialisme, le philosophe et économiste politique du dix-neuvième siècle a élaboré une conception intemporelle du capitalisme à la base de la position épistémologique de l'impérialisme comme étant un puissant mécanisme de sécurisation d'une structure mondiale d'accumulation. Par ailleurs, la théorie du capitalisme telle qu'esquissée par Marx dans *Le capital* a servi de bréviaire aux classiques notamment Hilferding et Lénine qui ont engagé le débat avec Hobson. Cette position de principe repose sur l'idée marxienne du capitalisme comme un système social expansionniste de production. Marx dégage suivant ce principe trois périodes marquants du développement du capitalisme. L'accumulation primitive qui rattache le capitalisme au colonialisme au sens de mécanisme de sécurité d'un système marchand d'accumulation se manifestant par le pillage et le brigandage des ressources de peuples étrangers. «The colonial system ripened, like a hot-house, trade and navigation. [...] The colonies secured a market for the building manufactures, and through the monopoly of the market, and increased accumulation. The treasures captured outside Europe by undisguised looting, enslavement, and murder, floated back to the mother-country and were there turned into capital.»⁵

Marx montre l'essence du capitalisme liée à l'expansion du marché. La phase industrielle se définit par la reproduction armée du capitalisme dans les territoires non-occidentaux. L'exploitation qui profite principalement aux métropoles fait de ces territoires le marché de «l'atelier du monde» et de l'impérialisme colonial une politique de sécurisation du marché par la fermeture des frontières.

La dernière phase développe des relations capitalistes de production dans ces régions. Quoique Marx admette une «coercition extra-économique» à l'origine du capitalisme, le penseur a prétendu une expansion vertueuse que relativise Schumpeter qui rappelle la dimension politique du capitalisme liée à l'impérialisme. Évidemment pour Marx, le monde entier est le champ d'action du capital.⁶ Ce départ par Marx prépare aux conceptions hétérodoxes de l'impérialisme à la base de l'approche critique d'empire de Colás qui constitue le cadre théorique nous permettant d'étudier l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire. Étant données les conceptions hétérodoxes elles-mêmes fondées sur les Fabiens, les classiques libéraux sont préalables à tout élargissement de notre compréhension de l'impérialisme.

L'école libérale ou la civilisation par l'exploitation

Bien que Charles Conant ait été le premier à amorcer une systématisation de l'impérialisme en publiant «Economic Basis of Imperialism» dans *The North American Review*,⁷ John Atkinson Hobson dans le contexte de la guerre des Boers est passé pour celui qui a consacré l'impérialisme. Dans son *Imperialism: A Study*, Hobson saisit l'impérialisme comme une politique d'exploitation économique au profit des groupes financiers et industriels organisés. L'intérêt de sa position réside particulièrement dans la distinction établie de Hobson entre colonialisme et impérialisme d'un côté, et de l'autre, entre impérialisme économique et impérialisme politique. Le colonialisme se rapporte à l'implantation d'une partie des habitants d'une nation donnée sur des terres étrangères avec tous les droits de citoyenneté de la mère-patrie. Appelant à la conception de la nation de John Mill, Hobson défend une véritable expansion territoriale de la nationalité ou du stock y compris le culturel et les institutions définissant la nation. Le «nationalisme authentique» a rendu possible le colonialisme.⁸ L'impérialisme quant à lui se rapporte à un «faux colonialisme» lui-même produit de la dégradation du nationalisme authentique par le débordement des frontières naturelles de la nation cherchant à absorber des territoires de peuples inassimilables. Cette idée de la nation amène Hobson à retenir

les colonies de l'impérialisme moderne comme étant des produits de domination et d'exploitation pure et simple.

De cette différence établie, la conception hobsonienne de l'impérialisme devient le contrôle d'un territoire étranger au profit de l'élite économique. Leonard Woolf l'appuie lorsque le Fabien précise l'inclusion des politiques coloniale, des sphères d'influence et du contrôle économique par l'usage du pouvoir à dessein de servir l'intérêt national dans des territoires où la forme européenne de l'état ne s'est pas encore développée.⁹ Hobson cherche alors à comprendre comment la nation britannique a pu engager une entreprise qui défie toute raison instrumentale. Ce qui frappe chez le gladstonien est davantage l'accent sur la haute finance et la racine économique de l'impérialisme.¹⁰ La racine de l'impérialisme économique permet de saisir chez Colás la prédisposition de l'agence à produire une civilisation impériale qui lubrifie l'exploitation en même temps qu'elle subvertit la domination. Pour Hobson, la haute finance est dans la position stratégique de contrôler les nations. Le militarisme, le protectionnisme et l'endettement sont les outils au service de l'impérialisme du capital financier: pour autant qu'un impérialiste soit logique il devient un protectionniste avéré.¹¹ Autrement dit, la haute finance est source des guerres, le protectionnisme garantit les marchés alors que l'endettement permet de prendre en otage l'économie des nations. Ainsi, le **désir** de puissants intérêts organisés pousse à l'impérialisme. Comme nous le verrons avec l'école marxiste notamment chez Boukharine et Hilferding, les institutions dont se dote le capital lui assurent le contrôle de la souveraineté économique des nations.

Au plan politique par ailleurs, Hobson souligne le despotisme des gestionnaires européens qui perçoivent les colonies comme antagoniques au libéralisme propre à la race supérieure. Mais en analyste circonspect, Hobson retourne à l'impact de l'impérialisme qui paralyse les institutions métropolitaines en corrompant le caractère du peuple qui développe l'esprit de servilité, de richesse et de position. Ainsi que l'a rappelé William Langer, l'impérialisme appelle au pouvoir dictatorial,

à un régime centralisé aux méthodes arbitraires d'administration qui se confond au césarisme ou au bonapartisme.¹² L'argument du despotisme annonce un processus contradictoire de civilisation et de racialisation que nous retrouverons dans la conceptualisation critique d'empire comme culture lorsque Colás élabore la domination bifide et l'organisation de l'espace politique. L'impérialisme politique se résume en une expansion par la force brute de la souveraineté territoriale des nations européennes à des territoires étrangers. La théorie hobsonienne de l'impérialisme soulève des limites épistémologiques inhérentes à toute approche de résolution de problèmes. Le Fabien soutient d'y mettre un terme par des réformes sans pour autant transcender l'impérialisme d'autant que Hobson suggère une régulation des nations civilisées pour une expansion magnanime de la civilisation et une exploitation collective des régions devant respecter les droits des arriérés définis plutôt par la représentation de l'humanité civilisée.¹³

L'individualisme méthodologique qui informe la conception de Hobson a permis au libéral de déconstruire l'impérialisme. Toutefois, une telle posture épistémologique privilégie l'agence par rapport à la structure. Leonard Woolf comble cette lacune en recentrant le débat autour de l'état et la mutation de sa structure par le transfert du pouvoir «des mains des ayants-droit à la naissance» aux mains des possesseurs de richesse. Pour le libéral homme politique britannique, l'état envahit toute la vie entière des individus¹⁴ ou pour reprendre Eric Hobsbawm, la nation était devenue «la nouvelle religion civique de l'état».¹⁵ L'industrialisme, le nationalisme et la démocratie tapissent la transformation: instinctivement, l'état est perçu comme un «superbe-joint-provision-compagnie» qui redéfinit le standard de la valeur dont il devait encourager la maximisation par l'impérialisme. Le Fabien mérite d'attacher l'impérialisme à l'état qui, dans la perspective critique d'Alejandro Colás, garantisse l'infrastructure que vient greffer l'empire pour constituer la superstructure de la domination impériale.

Suivant cette conception, l'impérialisme obéit à la compétition géoéconomique d'autant que la montée du pouvoir du Reich et de la France menaçait la sécurité du commerce et du leadership britanniques. Les considérations géostratégiques ainsi que les biens publics concourent ensemble à l'impérialisme économique. Le concept de civilisation lié à la supériorité technologique affermit Woolf qui soutient la suprématie d'une civilisation martiale, expansive et exploitatrice.¹⁶ Au sens woolfien, la civilisation dénote la haute culture qui ne se dissocie de la civilisation matérielle.¹⁷ De ce point de vue, l'impérialisme par son rapport à la civilisation participe à la construction même de l'identité d'une entité en encourageant l'affinité entre le pouvoir, la haute finance, et la culture par des sentiments d'appartenance communautaire et le chauvinisme.¹⁸ L'impérialisme économique dépasse la simple exploitation monétaire comme le soutient Richards Koebner dont la conception ajoute à l'idée d'une politique de construction et de sécurisation d'une structure d'accumulation puisque l'impérialisme sous toutes ses formes était motivé par les ressources naturelles ainsi que des perspectives ultérieures de développement.¹⁹ Dans sa typologie, Koebner défend un impérialisme économique multiforme qui augure la conception de Colás d'empire comme marché.

L'impérialisme de la spéculation est distinctif de la politique rhodésienne portée par ce que Hilferding a dénommé la société par actions.²⁰ L'impérialisme imposteur tient du chauvinisme en quête de gloire et de prestige alors que l'impérialisme militaire dénote simplement le militarisme. Considéré comme étant la «forme la plus toxique» se rapportant au marchandage des coûts des ressources minières ou ce que les économistes appellent «insider trade», le premier type a poussé le pouvoir britannique ayant l'autorité constitutionnelle à intervenir militairement dans la guerre des Boers d'autant que dans le cas espèce, l'impérialisme militaire assure l'ordre et la sécurité d'une économie métropolitaine régentée par les actionnaires mais menacée par la guerre encouragée par la spéculation.²¹ Trois groupes d'arguments sont particulièrement instructifs au regard de la position de ce chapitre qui soutient l'impérialisme comme une politique impériale de sécurité:

la montée de l'anglophobie; la concupiscence que suscite le prestige dont jouit l'hégémon anglais; le mariage du politique à l'économique, et de l'impérialisme au capital qui traduit la domination des cartels.

Par ailleurs, les médias sont une composante majeure par rapport à l'impérialisme devenant une «arme de distraction massive».²² Les moyens de communication et d'information constituent avec la Bourse un pouvoir de commandement et de manipulation au service de l'impérialisme de la spéculation. La culture politique est un autre aspect de l'impérialisme trouvant son fondement dans la diffusion de l'idéologie de la domination. Bien que Koebner admette l'exploitation économique, le Fabien discrimine les forces du marché par rapport aux forces politiques et éthiques alors que l'ensemble de ces différentes forces constitue la racine même de l'impérialisme.

Somme toute, l'école libérale dissipe la confusion entre impérialisme et colonialisme par des concepts plus tard approfondis par l'école marxiste suivant l'objectif du présent chapitre qui est d'élargir notre compréhension de l'impérialisme inspirée par une approche critique d'empire: l'état-nation et ses composantes fondamentales notamment le pouvoir, l'économie et la culture confluent à la domination d'un territoire étranger. Les libéraux ancrent l'impérialisme dans une conjonction de forces dont le nationalisme, la démocratie ou la ferveur religieuse. En privilégiant l'exploitation économique, les Fabiens ont tendance à assourdir le marché qui reste l'épicentre d'une politique de construction d'une structure d'accumulation comme le soutient ce chapitre. En centrant le débat sur le capitalisme, centre de gravité des forces économiques et politico-culturelles, l'école marxiste nous rapproche de l'élargissement de notre compréhension de l'impérialisme, but du présent chapitre.

L'école marxiste et la construction du marché mondial

Les classiques marxistes ont engagé le débat avec les Fabiens en se concentrant sur l'état et la régulation par la substitution du marché à l'économie. Puisque le présent chapitre cherche à élargir notre compréhension de l'impérialisme au sens d'une politique de sécurité du marché par un empire qui procède historiquement de l'articulation d'une structure mondiale d'accumulation, la sous-section de l'école marxiste adresse les canons dont la conceptualisation de l'impérialisme nous y rapproche. Rosa Luxemburg, Nicolaï Boukharine, Rudolf Hilferding et Vladimir Ilitch Oulianov (Lénine) font autorité. La première persuade par une approche holiste qui soutient la constitution de l'impérialisme et du capitalisme en termes d'expansion et de construction mondiale du marché basées sur le concept marxien de reproduction. En lien avec Luxemburg, Boukharine introduit les trusts dans le processus de construction d'une structure globale d'accumulation quand Hilferding retient du capital financier le moteur de l'impérialisme en établissant la constitution dialectale entre la haute finance impérialiste et l'état par une oligarchie aux dimensions militaro-politiques, du marché et culturelles. Pour ces canons, le capitalisme est un système essentiellement tourné vers l'accumulation du capital comme le soutient Geoffrey Ingham.²³

Une construction dialectale du marché

Dans *Accumulation du capital: contribution à l'explication économique de l'impérialisme* publié à la veille de la Grande Guerre, Rosa Luxemburg soutient que l'impérialisme est simplement «une expression politique du processus d'accumulation capitaliste se manifestant par la concurrence entre les capitalismes nationaux autour des derniers territoires non capitalistes encore libres».²⁴ Tandis qu'Otto Bauer n'y voit qu'une avenue de l'accumulation capitaliste, Luxemburg insiste que l'impérialisme au sens d'extension par la force est la seule option qui garantisse une accumulation continue du capital que l'analyste considère comme une totalité sociale dont la reproduction ne peut

se passer du pouvoir politique.²⁵ La reproduction du capital impliquant une répétition régulière de la production renferme un élément historique culturel qui suppose des instruments, des matières premières et des forces de travail qui ne peuvent provenir d'une période antérieure de production; et la soumission. La production dénote un tout dépendant des relations de domination de la nature et de l'homme par l'homme. L'impérialisme moderne se distingue dans ces deux rapports par la mutation des économies naturelles. L'accumulation par la reproduction mondiale du capital est au cœur de l'impérialisme.

Selon Luxemburg basée sur le modèle de la reproduction élargie de Marx en effet, agrandir la production revient à élargir le marché qui se heurte à la taille du capital social. Le modèle marxien reconnaît des crises mais écarte la contradiction fondamentale entre la capacité de production et la capacité de consommation résultant de l'accumulation du capital qui se manifeste périodiquement par des crises qui poussent à l'élargissement du marché. Deux éléments de la reproduction dont la plus-value et les matériaux appellent aux sociétés à économie naturelle à la fois comme débouchés et sources de matières premières. Les sociétés capitalistes et précapitalistes ou le marché intérieur et le marché extérieur sont moins des notions de géographie que d'économie sociales exprimant la structure du capitalisme. Ainsi par exemple, les échanges font de Londres et de Berlin un marché intérieur l'un pour l'autre tandis que les paysans et consommateurs allemands forment un marché extérieur au capital germain. La contradiction entre capitalisation de la plus-value et renouvellement du capital tient de la loi contradictoire de la baisse tendancielle du taux de profit.²⁶ La typologie du marché éclaire sa disposition impérialiste: l'économie naturelle se distingue par ajustement entre la production et les besoins; l'économie marchande produit les matières premières pour alimenter l'économie industrielle génératrice de profit. La typologie luxemburgiste frappe par la régulation et la guerre: l'impérialisme impose une organisation hiérarchique du marché et des relations sociales de domination. L'archaïcité des régimes juridiques des sociétés à économie naturelle obstrue le

plein déploiement du capital. L'impérialisme permet de moderniser ces régimes au mieux ou de les mettre à l'écart au besoin par la violence.²⁷

D'une certaine manière, Hilferding appuie Luxemburg en établissant une relation dialectale entre le marché et l'état où l'impérialisme joue au levain. La civilisation se présente dans l'équation comme un maillon du mécanisme d'intégration différenciée des sociétés à économie naturelle dont l'impérialisme assure le maintien. Luxemburg voit dans la violence qui en découle l'effet direct de la rencontre du capital avec l'économie naturelle. Comme les Fabiens l'avaient noté toutefois, cette rencontre produit un choc dû non seulement à la suprématie technologique du pouvoir colonial mais surtout au sentiment des plus faibles de la volonté des plus forts de prendre possession de la base même de leur existence. Luxemburg appelle aux exemples britannique et français. Si brutaux qu'ils eussent été, les impérialismes antiques avaient épargné le mode de reproduction sociale des indi-gènes. «Puis vinrent les Anglais; et le fléau de la civilisation capitaliste réussit à anéantir toute l'organisation sociale du peuple».²⁸ La terre en tant que moyen de production se trouve au centre de l'impérialisme capitaliste alors que la régulation prend la forme des charges fiscales excessives, des réformes agraires et de la codification ethnique. Huilant l'impérialisme de l'accumulation par la dépossession, la mission civilisatrice vient en appui à la domination. «Le capitalisme peut arracher par la violence leurs moyens de production aux structures sociales étrangères et forcer les travailleurs à devenir les objets d'exploitation capitaliste, mais ne peut les convaincre par la violence à acheter ses marchandises, ne peut les forcer à réaliser sa plus-value.» Alors commence la conquête par des œuvres de civilisation.²⁹ En d'autres termes, la haute culture impérialiste ou capitaliste conditionne les locaux à s'approprier leur propre domination. L'impérialisme disciplinaire facilite la pénétration du corps social par la violation de l'imaginaire collectif même des dominés.³⁰

Dans sa politique d'organisation mondiale du marché, l'impérialisme procède à la séparation de l'agriculture de l'artisanat en introduisant les cultures de rente. Le processus de construction des

États-Unis illustre l'idéal de soumission et de transformation radicale des économies naturelles. Pour Luxemburg, le protectionnisme et l'endettement assurent l'implantation des infrastructures ou les biens publics. Au sens luxemburgiste, le protectionnisme se définit par des accords préférentiels et des tarifs douaniers. L'affinité historique entre l'impérialisme et le capitalisme soulève la question de la hiérarchie. Le capital ainsi présenté comme la force d'entraînement de l'impérialisme absout toute médiatisation. La moindre conclusion venant de la conception luxemburgiste en phase avec la construction d'une structure mondiale d'accumulation est un impérialisme qui regarde se dresser par-dessus des peuples la nation du capital, pour paraphraser Hilferding. Quoiqu'elle élargisse le capital faisant coalescer la production, l'économie et le marché en persuadant que le capitalisme est un mode de vie, Luxemburg épargne l'articulation du capitalisme à l'état, un concept majeur pour une compréhension élargie de l'impérialisme qui demeure le but du présent chapitre. La conception de Boukharine éclaire ce rapport ce qui permet de saisir l'organisation du marché et sa relation à l'état, instigateur du capital qu'il projette à l'extérieur par une politique de sécurité.

En effet, dans *Impérialisme et économie mondiale*, Boukharine conçoit l'impérialisme à partir des tendances de l'économie mondiale et des mutations dans sa structure interne. Le développement du capitalisme tend à créer un marché intégré où les différentes composantes sont interdépendantes. Un tel marché impose ses règles à l'économie nationale où le capitalisme élimine la concurrence à travers le holding formant des unités de production intégrées pour la resurgir au niveau mondial. L'homogénéité dans l'organisation de la production tend à homogénéiser les classes dominantes organisées en des structures hautement centralisées ce qui permet au capital de prendre contrôle de la politique domestique par l'extension de la domination du capitalisme à l'état dont les institutions apparaissent des arènes de légitimation de la volonté des forces coalisées les utilisant pour livrer concurrence aux autres trusts étatiques.³¹ Un double mouvement s'opère: l'internationalisation de l'économie nationale par la création d'un marché mondial et la nationalisation de l'économie.

L'internationalisation de l'économie est motivée par la pression d'investir partout où le taux de profit accroît la rentabilité et l'approvisionnement en matières premières. Dans le premier cas, la composition organique du capital suivant la baisse tendancielle du taux de profit fait baisser la plus value alors que la surproduction et la recherche effrénée de gain exercent la pression sur le capital en surplus. Dans leurs efforts de baisser les coûts de la production tout en s'assurant des matières premières bon marché, les capitalistes recourent à l'impérialisme pour s'approprier des sources de matières stratégiques.³² La seconde tendance liée à l'étatisation de l'économie tourne au holding qui écarte la concurrence à l'intérieur du marché national par la concentration horizontale et verticale. Le capital financier qui en résulte selon Hilferding naît de la double concentration de la production et de la fusion des banques et de l'industrie. Dissocié du capital-argent investi, le capital financier devient l'origine de l'impérialisme militaire par une domination parasitique; mais pour Boukharine, militarisme et impérialisme constituent deux faces d'une seule et même totalité comme le soutient Jean Jaurès: le «*capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage*».³³ Contrairement à Luxemburg qui soutient la guerre par la résistance des économies naturelles à leur dépossession, Boukharine l'impute aux processus contradictoires de construction des capitalismes nationaux et du marché mondial: la guerre entre capitalismes rivaux s'unissant pour livrer bataille aux économies naturelles. L'impérialisme colonial résultant de la concentration du capital s'entend la forme la plus perverse de la concurrence et du protectionnisme, deux modes contradictoires de construction du marché. Pour Lénine, l'impérialisme s'inscrit dans le processus de concentration du capitalisme. En imposant ses marques à la politique extérieure, le marché national cartellisé fait de l'impérialisme une étape dans le développement historique du capitalisme monopoliste où l'état préside au Conseil d'Administration.³⁴ Cette perspective fait de l'impérialisme militaire le mécanisme de redécoupage des territoires de l'écorce terrestre au profit des capitalismes nationaux.

Au niveau domestique, le protectionnisme n'assure que des profits limités. L'impérialisme permet la dilatation physique du marché national protégé. De même que le capital financier est une catégorie particulière du développement du capitalisme, l'impérialisme colonial marque une forme historique dans le processus d'accumulation. Chaque phase de l'impérialisme correspondant à une forme du capitalisme et la rivalité entre différentes unités de production caractérisant le capital, la concurrence à l'ère des impérialismes rivaux étend le protectionnisme en faisant de l'impérialisme un mécanisme qui reproduit la concentration du capital sous l'effet conjugué du nationalisme à une plus grande échelle.³⁵ Lénine résume ce processus de construction: concentration de la production et du capital à travers le holding; capital financier et oligarchie financière; exportation des capitaux; constitution d'unions internationales monopolistes; partage territorial fini du globe entre puissances capitalistes. En bref, l'impérialisme colonial traduit le capitalisme à un stade de domination réelle du capital dans les limites d'un territoire en se donnant des zones de transactions avantageuses, de concessions ou de profit de monopoles pour le territoire économique en général.³⁶

Boukharine mérite d'attacher l'impérialisme et le capitalisme à l'état. Prendre le capitalisme comme un système économique et l'impérialisme comme un mécanisme de son expansion introduit la monnaie et le crédit ainsi que leur rapport à l'impérialisme dans une «alliance mémorable» entre état et capitalisme. Les Fabiens présentaient l'endettement comme un attribut de l'impérialisme au profit de la finance alors que Koebner attache du prix à l'impérialisme de la spéculation. Hilferding approfondit ces réflexions faisant de l'impérialisme la politique du capital financier. En fusionnant la monnaie et le crédit bancaire, cette lecture du capital financier place au centre de l'impérialisme colonial l'extension de la souveraineté monétaire aux territoires sous contrôle. Suivant le sens que lui donne Hilferding, le capital financier renvoie à la forme «la plus haute et la plus abstraite du capital» qui réunit le capital industriel, commercial et bancaire, ainsi que le capital-argent dans une alliance sacrée. La pertinence de Hilferding est moins sa théorie de la monnaie que la société par

actions liée à la concentration et la centralisation de la haute finance. Ainsi que le soutient Geoffrey Ingham qui s'appuie sur Marx et Schumpeter entre autres, l'économie capitaliste se définit comme un tout social dont la haute finance constitue l'épine dorsale. Pour le sociologue qui avoue la prédictibilité des conceptualisations classiques, le système monétaire et de crédit, l'état souverain et la culture sont les fondamentaux du capitalisme. Le système de crédit inclut les banques et toute la machinerie financière dont dépend le marché. Le marché monétaire et des capitaux, le marché de la production et de la consommation, et le marché des actifs financiers donnent la quintessence du marché capitaliste dont la monnaie semble être le pilier.³⁷

L'école marxiste montre fondamentalement que l'impérialisme est le mécanisme de projection du capitalisme. Étant un système d'accumulation, l'extension du capitalisme revient à l'expansion d'une totalité sociale. Non seulement l'impérialisme étend un système économique comme tel mais également la souveraineté des capitalismes nationaux agis par le nationalisme qui constitue en retour le capitalisme et l'impérialisme. Agrandissant la sphère d'accumulation, l'impérialisme fournit au capital des zones avantageuses de transactions mais la dépendance envers l'état réduit l'impérialisme au colonialisme bifide. Le protectionnisme garantit une accumulation nationaliste que la civilisation enduit en conditionnant les dominés: la guerre, le protectionnisme, la régulation et la fermeture des frontières renforcent le capitalisme national. La forme coloniale de l'impérialisme est simplement une étape dans le développement des deux phénomènes. Les écoles libérale et marxiste démontrent que dans cette relation quasi-incestueuse entre impérialisme et capitalisme, le pouvoir constitue le véritable pylône dont les deux contribuent au renforcement. Plus le pouvoir est grand plus grand est le territoire à disposition du capitalisme. La forme coloniale limite l'envergure du capitalisme par nature mondial à l'intérieur des territoires sous la souveraineté du pouvoir étatique en même temps qu'elle permet au capital de gagner une domination réelle dans les frontières d'un espace territorial sous contrôle. Au centre de l'impérialisme réside au-delà de la géoéconomie, la géostratégie du

pouvoir que l'école réaliste articule en lien au but du présent chapitre qui est d'élargir notre compréhension de l'impérialisme en soutenant une expansion du marché, de la culture et du pouvoir. Les libéraux et les marxistes éclairent l'expansion du marché et de la culture en amenant à la conclusion un mécanisme de sécurité du capitalisme; en d'autres termes, l'impérialisme politique/colonial ferme les frontières des territoires qu'il conquiert au profit de l'impérialisme capitaliste. Dans un rapport de mutuelle constitution, impérialisme et capitalisme partagent l'expansion qui fait du pouvoir le pilier d'une politique d'accumulation qui soumet et dépossède à la fois.

L'école réaliste et la dialectique pouvoir-sécurité

L'approche réaliste soutient une accumulation du pouvoir au sens de capacité militaire pour la sécurité nationale en accentuant les considérations géostratégiques. Fondée sur la suprématie et l'autonomie de la politique, l'école réaliste approche l'impérialisme à partir de quatre prémisses: la domination immanente à la nature humaine et à la politique; l'inégale distribution du pouvoir; la souveraineté étatique; et le dilemme de sécurité lié à l'anarchie du système interétatique.³⁸ Ainsi que le soutient Hans Morgenthau, l'impérialisme est déterminé par la volonté d'acquérir du pouvoir. La thèse de pouvoir-sécurité en fait une politique d'élargissement de la sphère de la sécurité nationale au sens critique de Barry Buzan.³⁹ Mais quoique la structure du système interétatique prédispose à l'impérialisme en établissant le cadre de la politique mondiale, les forces déterminant cette politique sont situées à l'intérieur de l'état.⁴⁰ Le dilemme de sécurité crée l'intérêt de défense qui suppose une plus grande capacité alors que la sécurité nationale appelle au contrôle d'un environnement hostile. L'impérialisme décale au-delà d'une simple expansion du pouvoir en s'inscrivant dans une dynamique de construction du pouvoir qui en fait un double mécanisme de sécurisation du pouvoir et d'acquisition des ressources adaptées à sa maximisation comme l'ont articulé Rajan Menon et John

Oneal: «the quest for power in world at large and the imperialism associated with it, although stemming from a variety of motives, seem directly related to the security fears of nation-states and their consequent competition».⁴¹ Dépassant également une accumulation simpliste, la sécurité du pouvoir intègre la protection d'une identité à l'intérieur d'un espace. En clair, l'impérialisme répond aux considérations géostratégiques et à la défense d'un modèle social.⁴² La contribution de l'école réaliste par rapport au présent chapitre qui cherche à élargir notre compréhension de l'impérialisme tient de deux concepts majeurs, le pouvoir et la sécurité. En la matière, Joseph Schumpeter et David Fieldhouse confortent la sécurité du marché et l'idée de guerre consubstantielle à l'impérialisme. Appuyés par Morgenthau et Niebuhr, le premier établit le lien entre posséder une machine de guerre subsumée par la nature humaine et l'impérialisme quand le second rattache la maximisation du pouvoir politico-militaire par expansion à la sécurité.⁴³

Pouvoir monarchique et impérialisme sécuritaire

L'impérialisme traduit, pour Schumpeter, une politique d'hégémonisme mondial liée à une «*disposition, dépourvue d'objectifs, que manifeste un état à l'expansion par la force, au-delà de toute limite définissable*».⁴⁴ Cette conception distingue l'impérialisme démocratique porté par une nation martiale comme dans les cas perse, français ou allemand, l'impérialisme militaire pour la sécurité d'un imperium dans les cas romain et britannique, et l'impérialisme idéologique illustré par les exemples arabe et macédonien. Toutefois, dans la conception schumpétérienne ni la culture ou la religion ni l'armée ne constitue en soi la force d'entraînement de l'impérialisme mais davantage le pouvoir monarchique fondé sur une aristocratie militaro-politique. De l'antiquité à la modernité une machine guerrière émanant du corps social pousse à l'impérialisme selon Schumpeter qui a étudié la structure de l'état monarchique émergeant d'une bataille entre l'aristocratie nobiliaire et le peuple. La possession d'un appareil militaire, une classe de soldats de métier, une structure organisationnelle

centralisée, le nationalisme de clocher, et un instinct de domination enraciné dans un passé lointain expliquent l'impérialisme se manifestant par la guerre. Quoique consubstantielle au phénomène, la guerre n'en est qu'un mécanisme privilégié. Schumpeter éclaircit le militarisme fabien et marxiste qui accentue l'économisme de la guerre en introduisant le pouvoir militaire qui ajoute au marché dans la préparation conceptuelle à l'élargissement de la compréhension de l'impérialisme inspirée par l'approche critique d'empire d'Alejandro Colás qui est le but ultime du présent chapitre.

Dans la perspective de Schumpeter en effet, l'impérialisme par la guerre assure une double fonction de cohésion nationale et du pouvoir monarchique, et de police. L'appareil militaire construit par la guerre crée des guerres dont dépend son existence. Dans le cas romain, soutient Schumpeter, l'impérialisme maintient la sécurité dans un imperium infesté d'ennemis dont doit se délester Rome quoique l'impérialisme romain dissimule les intérêts de la caste des soldats et des fournisseurs de l'armée, du prolétariat, et de l'aristocratie foncière. L'état monarchique basé sur une organisation sociale et une incorporation de l'appareil militaire fait de l'armée une émanation des forces et des aptitudes psychologiques propres. Dans la mesure où l'aristocratie régnait par procuration et que l'enfermer représente une menace à la sécurité intérieure, l'impérialisme maintient la machine de guerre et le pouvoir monarchique. L'impérialisme schumpétérien s'explique au sens de domination par une mentalité belliciste et un complexe militaro-industriel donnant à la première les moyens de sa matérialisation. La conclusion est une politique d'équilibre intérieur des forces.

Dans sa révision historiographique, David Fieldhouse privilégie l'expansion géostratégique du pouvoir dictée par le système interétatique en s'appuyant sur Paul Sweezy et John Strachey.⁴⁵ Bien qu'il admette les données statistiques fabiennes, Fieldhouse toutefois constate la marginalité des investissements tropicaux; un paradoxe attaché à une rupture des pratiques précédentes du point de vue méthode. L'impérialisme colonial vient de la pression de renforcer les pouvoirs économique

et militaire. Les luttes intestines dans le Golfe de Guinée et les intérêts géostratégiques de sécurité appellent à l'impérialisme des états-nation européens en lutte pour la suprématie.⁴⁶

Appuyé par la théorie de l'impérialisme du libre échange de Gallagher et Robinson, Fieldhouse rejoint Schumpeter en soutenant le retour des attitudes et pratiques immémoriales qui consistent à subordonner l'économie à la sécurité dû à une Europe redevenue un camp armé: le contexte historique était à l'équilibre des forces faisant du pouvoir militaire le critère de grandeur alors que le protectionnisme acte l'autosuffisance nationale et le pouvoir de guerroyer. Le système interétatique dont il est le produit fait de l'impérialisme un mécanisme d'affirmation du pouvoir. La sécurité n'évacue pas le marché car le contrôle des régions où l'état possède un enjeu légitime de commerce consolide son pouvoir. L'impérialisme décale la lutte politique puisqu'en Europe l'équilibre prévient toute transformation au statut territorial. Outre les bases militaires dans des régions géostratégiques, l'impérialisme étend le pouvoir politico-diplomatique car la racine de l'impérialisme et la sécurité sont des actifs diplomatiques qui fondent les revendications et les colonies sont des indicateurs de pouvoir dont l'impérialisme favorise l'acquisition.

Les réalistes renforcent l'impérialisme politique ou colonial fabien en démontrant la rupture dans la continuité d'un phénomène qui émerge des appréhensions de sécurité et de domination. La forme territoriale que revêt l'impérialisme exprime la poursuite du pouvoir par d'autres moyens en faisant de l'impérialisme un jeu des plus élevés de pouvoir comme le soutiennent Eric Walberg ainsi que Morgenthau, et Schumpeter: l'impérialisme affermit le pouvoir monarchique.⁴⁷ Des états puissants contrôlent des régions de peur que ne s'en emparent des rivaux. Sans doute, l'école réaliste complète l'impérialisme capitaliste en développant au côté des forces du marché que les libéraux et marxistes ont élaborées, les forces militaro-politiques.

Le but de la présente section était d'engager le débat à partir des conceptions classiques de l'impérialisme comme le cadre théorique inspiré de l'approche critique d'empire d'Alejandro Colás

qui structure la présente thèse articule des concepts développés par les canons. Dans une relation constitutive et malgré les écarts, le pouvoir, le marché et la culture forment la base conceptuelle des théories de l'impérialisme. Alors que l'état forme la matrice de l'impérialisme, les forces politiques, économiques et idéologiques en font un tout social dont la sécurité constitue le *prima* et l'*ultima* de l'impérialisme. Niché dans l'extension de la souveraineté des puissances capitalistes ainsi que le résume Christian Palloix, «l'impérialisme est co-substantiel au capitalisme». L'accumulation par la dépossession exprime la nature même de l'impérialisme qui projette le capitalisme.⁴⁸ Le marché est l'intersection des forces expansionnistes alors que le pouvoir et la structure du système mondial inscrivent l'impérialisme dans une dynamique de construction et de projection du pouvoir pour la sécurité. Les classiques nous permettent de distinguer l'impérialisme politique qui domine par le pouvoir monarchique, l'impérialisme économique qui exploite par un contrôle souverain du marché et appuyé par le pouvoir monarchique, l'impérialisme culturel accompagne à la fois l'exploitation et la domination par un contrôle psychologique.⁴⁹ Un constat se dégage des approches classiques par nature incommensurables. Individuellement prise, aucune n'offre une complète compréhension de l'impérialisme bien que l'ensemble admette une dimension pouvoir-domination du phénomène. Fondés sur une approche positiviste de contrôle souverain des territoires étrangers, les classiques sont inadaptés pour étudier l'impérialisme quand le capital domine le monde tout comme le principe affirmé d'autodétermination.⁵⁰ Suivant le but de la section toutefois, les classiques fournissent des outils conceptuels permettant d'engager l'élargissement de notre compréhension de l'impérialisme en interrogeant l'ontologie de l'état instigateur du phénomène. La conception néogramscienne de l'impérialisme amorce la réflexion analytique au-delà du chrono-fétichisme par la conceptualisation d'un pouvoir hégémonique qui nous amène aux portes de l'approche critique d'empire d'Alejandro Colás qui appuie une politique impériale de sécurité au profit d'une structure d'accumulation.

Les approches critiques

La section précédente a établi des concepts classiques qui permettent à la présente section d'articuler une compréhension élargie de l'impérialisme inspirée d'une perspective critique d'empire. Contrairement aux théories libérale, marxiste et réaliste de l'impérialisme qui sont des approches de résolution de problèmes, les approches critiques au sens coxien poursuivent un but plus réfléchi sur le cadre en prenant en compte la problématique qui suscite la théorisation, et sa relation à d'autres. Les classiques prennent pour cadre le système interétatique et ne parvient pas à le transcender. Ils servent l'ordre établi en soulevant des problèmes et proposant des solutions pour permettre au Prince d'ajuster sa politique d'exploitation des territoires hors-champ. L'abstraction de l'empire absout la verticalité du pouvoir qui a œuvré à la construction du système interétatique. Par contre, les critiques se donnent d'évaluer le cadre pour l'action qui constitue les paramètres des théorisations classiques. Alors que ces dernières sont individualistes en subdivisant et limitant sur le plan méthodologique le phénomène impérialisme, les approches critiques sont holistes en dressant un portrait macro du tout dont la partie au départ observée est juste une composante, et cherchent à comprendre les processus de changement dans lesquels sont engagées les parties et le tout.⁵¹ L'approche critique nous permet de sortir du piège de la réification des classiques qui ne permettent pas de prendre en compte l'empire.

Sur ce, l'approche néogramscienne qui nous amène aux portes du cadre théorique d'empire inspiré par Alejandro Colás est un pas déterminant dans la tentative d'élargir notre compréhension de l'impérialisme au sens d'une politique impériale de sécurité du marché puisqu'elle inscrit l'impérialisme dans une dynamique de recréation continue du monde en combinant pour faire pondérer les catégories conceptuelles classiques dont le marché, le pouvoir, la culture et l'état. Cette approche emprunte la force méthodologique et épistémologique à l'historicisation d'un phénomène contradictoire à partir d'une catégorie analytique qui prend en compte à la fois les dimensions

politique, du marché et culturelle de l'impérialisme. La dynamique de recréation du monde ne relève pas simplement de l'impérialisme parce qu'elle permet d'exploiter des régions d'intérêt géopolitique mais aussi et surtout parce que la dynamique est portée non pas par un état classique mais par un empire qui cherche à étendre les frontières d'un modèle d'accumulation assimilé à un mode de vie. La section des approches compréhensives débouche sur les états défailants qui émergent des entrailles des empires modernes mais dont la disjonction de la souveraineté intérieure en fait des menaces à la sécurité du marché.

L'approche néogramscienne

Dans le chapitre consacré aux «impérialismes rivaux» du livre *Production, Power, and World Order* édité en 1987 par la Columbia University Press, Robert W. Cox soutient un mécanisme de construction d'une structure globale de production. L'impérialisme dans son interprétation inspirée de Luxemburg et de Boukharine couve des relations médiatisées de production et de pouvoir qui transforment l'économie politique mondiale en faisant émerger l'état-providence nationaliste, l'état corporatiste fasciste, et l'état communiste qui, suivant leur politique d'expansion, ont créé des proto-états dans leur zone respective d'influence. Rompant la continuité d'une époque, l'impérialisme a déclenché la fission de l'hégémonisme britannique faisant émerger une nouvelle structure d'accumulation où les nouveaux maillons sont sans cesse transformés. Cox et Barraclough retiennent de l'impérialisme moderne l'un des «moments when humanity swings out of its old paths on to a new plane...». ⁵² Robert Cox avance un faisceau d'arguments constituant d'une politique herculéenne d'accumulation par la recréation du monde dont l'industrialisme, l'urbanisme, la démographie et la révolution technologique.

L'industrialisme modifia la structure du système mondial et l'équilibre des pouvoirs. Dans le même sens que Luxemburg, Cox note la consolidation de l'Allemagne par les défaites autrichienne et française ayant fait de Berlin le centre de l'équilibre des puissances en Europe. Le triomphe du

libéralisme gladstonien et de l'idéologie cobdenite comme l'a souligné Koebner poussa la Grande-Bretagne à se tourner vers la conquête du pouvoir mondial alors que l'émergence des États-Unis au sortir du toilettage de la guerre de sécession, et du Japon comme des pouvoirs hémisphériques ont ajouté au contexte historique mondial.⁵³ Le néogramscien accentue les moyens de l'impérialisme dont il partage la substance avec les classiques en relevant des sous-facteurs structurels ayant milité au passage du système européen à un système mondial d'accumulation. Tout en admettant le «hard power» au sens de Joseph Nye, le néogramscien approfondit la réflexion en identifiant l'acier dont la production, et la technologie constituent la base du pouvoir monarchique avec deux effets pour l'impérialisme: le protectionnisme dont Cox fait une double lecture, et la poussée à une expansion du marché.

Le protectionnisme qui a accompagné l'impérialisme masque les pressions de l'aristocratie foncière, des industriels et des ouvriers d'utiliser l'état d'une part et de l'autre, la détermination de l'état de raffermir son pouvoir monarchique en captant la loyauté des forces vives du complexe social émergeant. Cette lecture du protectionnisme en fait un dispositif de fidélisation des forces sociales dans le processus de construction d'un état hégémonique et donne de la consistance aux conceptions classiques d'un mécanisme de construction du pouvoir économique nationaliste que l'impérialisme permet d'étendre à une plus grande échelle. «The new imperialisms of the major industrial powers were a projection abroad of welfare nationalist consensus among social forces sought or achieved within the nations.»⁵⁴ L'impérialisme semble rallier pour ainsi dire les conceptions schumpétérienne et marxiste puisque Cox fait du phénomène une émanation du corps social ce qui semble coalescer l'impérialisme du peuple au sens schumpétérien. Le fossé entre pays industriels et non-industriels ajouté à l'impression d'une fermeture des portes des seconds a encouragé l'impérialisme que le néogramscien saisit comme une action préemptive de sécurisation de régions d'intérêt géopolitique.

Dans le processus de construction du pouvoir hégémonique par expansion, les forces idéologiques dont le christianisme, la mission de civilisation, et le racisme ont contribué pour beaucoup.

L'urbanisation et l'accroissement démographique sont des sous-facteurs structurels qui ont milité en faveur de la mutation de la structure de l'état. «The liberal state rule over a population in which the old solidarities were being destroyed, releasing individuals and nuclear families for employment by manufacturers.» Autrement dit, la modernisation a bouleversé la structure de l'état et du système interétatique. La répression des insurrections n'étant qu'une solution provisoire à la maîtrise des revendications comme le cas de la rébellion Chartiste en Angleterre, la restructuration des relations état-société affermit l'hégémonie nationale où syndicats, industriels, et état deviennent des façonneurs de la société: «nationalisme, protectionnisme et bien-être» résume le processus de construction du nouveau complexe. «The socialization of the nation has as its natural corollary the nationalization of socialism.» La fusion du nationalisme au bien-être fut récupérée par l'ensemble des forces sociales ayant fait du mariage du nationalisme à l'impérialisme le fondement de l'état-providence: le nationalisme impérialiste aussi naturel que la lutte pour la survie par exploitation.

La dépression économique et la révolution technologique liées à la restructuration du pouvoir ont mis un terme au capitalisme compétitif en faisant émerger une nouvelle structure économique quand s'étend l'application de la technologie à l'industrie. Cox s'appuie sur Gordon en soutenant une inversion des relations sociales de pouvoir par la révolution technologique qui précède la nouvelle structure d'accumulation. L'impérialisme rival dans la construction de l'hégémonie du capitalisme national favorisa l'émergence des oligopoles, et les mutations dans les relations sociales de travail par la science et la technologie dans un contexte social large de protectionnisme ont provoqué une concentration du capital dans des firmes novatrices, une distinction entre les secteurs monopolistes et compétitifs ainsi qu'un changement dans les relations état-capital. Dans une certaine mesure, la science et la technologie ou la culture renforcent le pouvoir monarchique par la recherche

et développement.⁵⁵ Les états échouant à tenir le cap de l'innovation technologique et d'une base industrielle sont exposés à l'impérialisme. La structure du système interétatique intensifie l'obsession sécuritaire et l'impérialisme prit la forme du mécanisme de sécurité politique, du marché et sociétale. Le néogramscisme montre une double logique de l'impérialisme: la construction d'une hégémonie nationale et du pouvoir suivant le tripartisme ou le corporatisme qui sont des variantes nationales du capitalisme, et la projection de cette hégémonie par un pouvoir monarchique renforcé par une maîtrise de la structure du savoir pour reprendre Susan Strange.⁵⁶

En effet, l'impérialisme du système colonial a affermi la base sociale de l'état en construisant de nouveaux blocs historiques comme base des trajectoires distinctes fondées sur le tripartisme, le centralisme et le corporatisme qui sont des modes historiques des relations sociales de production. Cependant, contrairement à Herfried Münkler pour qui les théories de l'impérialisme moderne sont des approches de formation de l'état en Occident, la conception néogramscienne dépasse la sphère occidentale. Dans *Social forces, states and world orders* publié plus tôt dans *Millenium Journal of International Studies*, Cox tourne à la création des forces sociales et proto-états dans les territoires non-européens en accordant la place qu'elle mérite à l'agence de l'impérialisme au sens fabien. L'impérialisme moderne fit émerger une bourgeoisie locale qui médiatise les relations sociales de domination et de production. Dans le cas ivoirien par exemple, Samir Amin a élaboré le capitalisme westphalien comme un appendice qui contraste avec l'hégémonisme du capitalisme français.⁵⁷ Les forces sociales nées des entrailles de l'impérialisme moderne et ayant œuvré à la désintégration du système colonial sont loin d'être anticapitalistes ainsi que le soutient la position critique d'empire que nous verrons avec Colás dans la prochaine sous-section. Pour le néogramscien, l'impérialisme du système colonial a cédé à «l'impérialisme sans colonies» ou encore ce que James Petras a appelé l'impérialisme du «système interétatique impérial».⁵⁸

Dans sa vision, le système interétatique impérial renvoie aux «organes exécutifs à l'intérieur du «gouvernement» chargés d'inciter et de protéger l'expansion du capital au travers des frontières d'état.» Le système forme une structure transnationale qui comprend les institutions économiques mondiales ainsi que les régimes clients de la périphérie. Ledit système est moins que l'état vu des forces non-impériales et anti-impériales à l'intérieur des états. La conception d'un état fragmenté montre une lutte pour ou contre le système interétatique impérial à tous les niveaux de la structure étatique au centre et en périphérie. Ce système n'est autre que la structure mondiale qui s'appuie sur une configuration propre des forces sociales nationales et transnationales où les états sont les noyaux en constante mutation. La structure est une contrainte à l'action qui exerce la pression sur les états via des institutions formelles et informelles sans qu'elles n'usurpent le pouvoir des états. Suivant cette lecture coxienne, la structure du système interétatique impérial forme une totalité intersubjective qui agit les différents éléments constitutifs. Pour le dire autrement, l'attitude des éléments constitutifs du système est façonnée par l'intersubjectivité que refléchet la structure du système interétatique impérial. Le néogramscien réfute l'impérialisme chimiquement pur lié à un exercice brutal du pouvoir monarchique puisque le système interétatique impérial constitue la matrice d'un impérialisme médiatisé par des structures intersubjectives qui renforcent le pouvoir structurel du capital ainsi que l'a élaboré Stephen Gill quand le pouvoir panoptique discipline les forces sociales.⁵⁹ Le matérialisme historique qui informe la démonstration permet au néogramscien de relativiser la suprématie de la structure en recherchant les bases d'une contre-hégémonie. L'impérialisme du système interétatique impérial relayant les Fabiens raffermirait l'impérialisme structurel qui élargit l'accumulation aux forces sociales situées en périphérie.⁶⁰ Le néogramscisme coalesce l'état et le marché au capitalisme, un système social hégémonique de production. Toutefois, l'impérialisme se confondant à l'internationalisation de l'état transgresse les frontières et contrôle

les états par la cooptation des élites à la société de marché qui les attache ensemble ainsi que le souligne Michael Cox (2004).

La conception néogramscienne problématise la force d'entraînement de l'impérialisme en montrant la mutation de l'ontologie de l'état et de l'impérialisme dépendant d'un pouvoir organisé en réseau dont le contrôle échappe à tout état ordinaire. Contrairement aux classiques, la conception néogramscienne de l'impérialisme présente les variantes du capitalisme en lutte pour la suprématie: le capitalisme hégémonique fondé soit sur le tripartisme ou le corporatisme exprime les compromis sociétaux ainsi que la culture qui constitue le substratum de la structure nationale d'accumulation. Malgré l'aplomb d'une conception qui dynamise les différents éléments conceptuels classiques dont le pouvoir, le marché, et la culture autour de l'état, le néogramscisme déconnecte l'impérialisme d'empire tout en élargissant la notion de sécurité de l'accumulation à l'origine de la projection du capitalisme qui émerge de l'impérialisme comme une totalité culturelle, économique et politique constitutive. La clarté de l'argumentation prit un coup lorsque Cox dissocie le système interétatique impérial de la pax americana en soutenant le risque d'obscurcir la différence fondamentale entre des structures hégémonique et non-hégémonique ainsi que les différents types d'impérialisme.⁶¹ Mais ce serait une lecture réductionniste de la conception néogramscienne de l'impérialisme qui n'échappe pas au contexte historique de la Guerre Froide. Le triomphe du capitalisme et la guerre globale contre le terrorisme poussent Robert Cox à revoir sa position en reconnaissant la coconstitution de l'Empire et de l'impérialisme qui s'emploient à étendre le capitalisme américain.⁶² Bien que Cox ramène l'impérialisme à la mondialisation armée du modèle américain, la frontière reste évanescence entre l'impérialisme du système interétatique impérial et la pax americana que Colás ramène à l'empire. De plus, Cox n'a pas développé un programme de recherche qui permette d'étudier l'impérialisme qui se résume en une politique mondiale d'accumulation et d'expansion d'un bloc historique ou l'internationalisation de l'état.⁶³ L'approche critique d'empire qui permet

de prendre en compte à la fois l'hégémonie du capitalisme et le pouvoir monarchique comble cette lacune méthodologique en offrant une catégorie qui permet d'étudier l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire à partir d'une conception triptyque d'empire a la fois comme espace/pouvoir, marché, et culture.

L'approche par empire

Différence entre hégémonie et empire

La différence entre hégémonie et empire tient davantage de préoccupations normatives. La riposte américaine aux attentats terroristes du 11 septembre 2001 formulée en termes de GWOT a suscité un débat entre l'empire américain et l'hégémonie américaine. Certains tournent en dérision l'empire (Snyder 2005; Agnew 2005; Hurrell 2005). Les partisans du premier avancent la réification de la seconde en accentuant une adéquation du terme empire par son reflet du capitalisme américain (Doran 2009; Laban 2005; Vitalis 2006; Münkler 2006; Mabee 2004; Colás et Saull 2006; Leffler 2004). L'hégémonie explique à la fois la «révolution Bush» et la société américaine de marché⁶⁴. Une distinction entre hégémonie et empire éclaire notre choix dans le contexte de la GWOT.

La conception coxienne de l'hégémonie renvoie à un pouvoir contingent qui procède d'un ajustement entre les capacités matérielles, les forces sociales, les institutions et les idées. Elle accorde une place majeure à la légitimité. Dans sa tentative de définir le pouvoir et son exercice, Gramsci lui colle une image du centaure alliant à la fois consentement et coercition ou leadership et domination. La coercition ou le leadership vise à assurer la conformité du comportement.⁶⁵ La conception est actualisée par John Agnew dans le contexte de la GWOT. Agnew accentue une origine grecque qui évacue la dimension territoriale du leadership et de la domination par rapport à la propre vision du géographe. Il admet la suprématie économique, culturelle et militaire qui structure l'hégémonie ainsi que des règles, des institutions et des valeurs communes.⁶⁶ Selon Agnew, l'empire est non seulement

analytiquement et historiquement distinct mais également fondamentalement incompatible avec la trajectoire même de l'hégémonie américaine au cours du dernier demi-siècle. Dans ce sens positiviste comme nous verrons plus tard dans la présentation de la conception colasienne, l'empire renvoie à un gouvernement suprême, au pouvoir absolu, et à la domination. «Empires is the rule exercised by one nation over others both to regulate their *external* behaviour and to ensure minimally acceptable forms of *internal* behaviour within the subordinate states»⁶⁷.

Toutefois, l'argument non-territorial que met en avant Agnew soutenant une compréhension non-impériale de l'hégémonie des États-Unis fait face à une contradiction problématique quand dans sa propre interprétation de la société du marché que l'hégémonie américaine diffuse à travers le monde, Agnew se fonde sur la construction historique des États-Unis. Ce développement historique ne peut évacuer l'impérialisme authentique suivant les Fabiens. Une conception même étriquée de la société de marché comme le fait Agnew ne la rend pas moins impériale. «Agnew's way out of this conceptual deadlock is a peculiar exercise in reification: American hegemony was never imperial, notwithstanding the colonization of the northern part of the American continent»⁶⁸. Hurrell (2005) soulève trois questions pertinentes eu égard au débat. La distinction entre empire formel et empire informel ignore la nature souvent très formalisée du second qui exige un ensemble complexe de normes institutionnalisées; la distinction entre contrôle direct et contrôle indirect tenant pour certains des immenses capacités militaires et qui fonde l'idée de coercition; la troisième question tient du degré d'intrusion à laquelle renvoie l'hégémonie. Seulement, leur soutien populaire à la GWOT amène les Américains à se rendre compte que leur pays devient tout simplement un empire (Kam et Kinder 2007). Le concept d'hégémonie invalide la portée universelle du phénomène impérialisme ou simplement applicable aux relations avec les états de la périphérie. Et comme telle, la préférence faite à l'hégémonie milite en faveur d'un ordre interétatique qui ne rend pas moins résolution de problème la vision de l'hégémonie. Elle montre une théorie racialisée des relations internationales

qui confine toujours l'impérialisme dans les interactions des puissances occidentales avec le reste du monde (Vitalis 2006: 21-31) alors que notre thèse cherche à sortir le phénomène impérialisme du piège de la réification.

Le défaut du point de vue méthodologique de la conception coxienne de l'impérialisme est celui de manque de développement d'un programme de recherche pour étudier l'impérialisme à la fin du système colonial. De plus, Cox semble se rapprocher de la conception poststructuraliste d'Empire (Hardt et Negri 2000) alors que la conception poststructuraliste décale de l'orthodoxie néo-gramscienne qui accorde la place méritée aux états définis par la souveraineté dans la médiation du capitalisme. La conception critique colasienne permet de surmonter les biais méthodologique et normatif en même temps que de prendre en compte la société impériale de marché faisant des valeurs communes d'Agnew celles du consumérisme. Autrement dit, la société de marché est impériale par les valeurs qui la traversent et qui résultent suivant la conception colasienne d'empire comme culture du processus historique et contradictoire de civilisation et de racialisation qui a produit les États-Unis. De plus, hégémonie et empire partagent en commun la domination et se ramènent tous deux au pouvoir représenté en centaure par Gramsci.

Marxisme politique et empire

Alors que le débat sur l'impérialisme et l'empire faisait des vagues dans divers cercles de réflexion en Relations mondiales, Alejandro Colás publia en 2007 *Empire* chez Polity.⁶⁹ Tirant sa source d'une conception néomarxiste et d'une évaluation critique des conceptions classiques, Colás adopte une approche holiste recherchant dans les aspects contradictoires de la domination impériale de par le monde à différentes périodes afin de donner à l'empire une identité conceptuelle et insistant sur la nécessaire historicisation du concept empire. Mais avant d'asseoir sa réflexion, Colás établit deux principes: l'empire qui ravive des sentiments et processus sociaux contradictoires et dont le sens

varie dans le temps et l'espace; et dès lors, son emploi analytique demande une sensibilité particulière à la singularité de diverses expériences impériales notamment, l'unicité des structures de domination, des modes de production sociale et des formes subséquentes d'auto-compréhension de la culture.⁷⁰ La division du monde en états-nation est le second principe qui s'explique par le concept et phéno-mène empire. Basé sur ces principes, Colás formule une double conception de l'empire à la fois comme étant un pouvoir de commandement, l'autorité de dicter les règles du jeu, et un espace foncièrement social. Étudier l'empire revient à examiner les expressions spécifiques de ce pouvoir. «Nul ne tombe dans le réductionnisme linguistique en reconnaissant que l'association étymologique de l'empire au «commandement» et à l'autorité de dicter les règles du jeu est la quintessence du concept». L'empire décrit une façon particulière d'imposer un ordre politique, d'exercer le pouvoir qui incorpore des institutions politiques, économiques et culturelles «géographiquement expansives et socialement hiérarchiques» qui renvoie à la domination, «une expression de pouvoir qui peut, et devrait pouvoir sans doute, être distinguée d'autres concepts associés comme l'hégémonie, la domination globale ou la suprématie.»⁷¹ Nous n'avons point affaire à un simple pouvoir extra-territorial; et l'analyste de distinguer l'empire des manifestations géopolitiques et socio-économiques des inégalités saisissant la spécificité des structures sociales les soutenant et qui rappellent l'empire à notre mémoire collective.

À partir de la sociologie historique des structures et processus impériaux indéterminés, Colás s'emploie à identifier les différentes façons dont les empires ont historiquement organisé l'espace politique afin d'exercer l'autorité et assurer la reproduction des sociétés sous leur domination. Les empires sont construits à partir du trafic des idées, des biens et des personnes, des régimes rivaux, de la prétention à la supériorité économique et militaire et à l'unicité culturelle et politique. Colás relève la particularité de la domination impériale en examinant trois facettes du phénomène sous observation: l'organisation de l'espace politique, la place du marché, et de la culture; ce qui lui a

permis de discriminer le système international défini par l'autonomie et un système impérial défini par la domination. La différence entre les ordres impérial et non-impérial s'exprime en termes de degré où les peuples peuvent décider librement de leur propre avenir socio-économique et politique collectif par opposition à un choix imposé par un pouvoir dominant. Le nœud pour saisir l'empire, soutient Colás, consiste en l'identification de la combinaison de l'organisation territoriale, les modes de création et de distribution de la richesse, et de la dynamique auto-compréhension spécifique de chaque expérience impériale. Cette conception d'empire est fondée sur une étude de la littérature consacrée aux empires pré-moderne, moderne, américain, postmoderne et libéral. Le néogramscien a accordé une attention particulière aux deux premiers en exposant leurs mécanismes de contrôle qui constituent le substratum des suivants. L'empire américain capitalise les divers types d'empire et sa singularité vient de la transglobalité d'un pouvoir totalisant de vie et de mort, pour reprendre Herfried Münkler ou encore Michael Hardt et Antonio Negri, qui enjambe véritablement le cosmos comme un colosse, et de deux principes: «ouverture des portes et fermeture des frontières» ou en d'autres termes l'état souverain et l'économie de marché qui sont des viviers de l'accumulation.

Suivant la méthodologie inspirée de la sociologie historique, Colás commence son analyse par une genèse du concept en se basant sur la conception de Koebner et Schmidt qui appuie le sens anglais du terme latin imperium qui signifie commandement, autorité, «rulership» ou pouvoir en général. Le terme désignait au temps de la république romaine, le pouvoir investi des magistrats pour déclarer la guerre et imposer la loi par la force. L'expansion territoriale romaine lui a conféré sa dimension spatiale, l'imperium du Peuple Romain. Et Colás de préciser qu'à l'autorité civile et militaire des magistrats et des commandants, le concept empire recouvre une autre signification qui est celle d'une entité sociopolitique et géographique spécifique: l'empire romain.⁷²

Colás en dégage trois propriétés dont la première s'inspire de l'impérialisme luxemburgiste. Les empires sont construits par expansion à partir d'une communauté politique relativement petite

qui conquiert d'autres territoires en les absorbant par une combinaison de mécanismes coercitifs, légaux, culturels et du marché dans une entité socioéconomique et politique plus large, un empire. Appuyé par les expériences romaine, espagnole et britannique, Colás tient de l'imperium l'exercice d'un pouvoir illimité par une organisation politique de l'espace qui assume l'absence de frontières physiques et une dynamique de frontière-extension que l'analyste identifie à l'impérialisme, «une politique et un processus guidés par un sens idéologiquement construit de supériorité cherchant à assimiler des populations et régions étrangères dans un régime expansif qui n'est rien d'autre qu'un empire.»⁷³ L'impérialisme exprime un processus social hiérarchique où les entités en expansion proclament et imposent généralement leur supériorité politico-militaire, culturelle et économique en codifiant la sujétion qui dissipe tout doute sur la géographie du pouvoir et l'autorité: «l'empire, c'est l'art de mettre les gens à leur place».⁷⁴

La seconde caractéristique est la domination hiérarchique à partir d'un centre qui concentre les institutions impériales et la richesse à dessein de commander à distance divers peuples faisant des citadelles impériales des périphéries un musée vivant qui superpose des formes impériales aux structures sociopolitiques et économiques existantes.⁷⁵ Colás va loin dans la définition de la nature des relations impériales centre-périphérie en s'appropriant la conception de Motyl inspirée de l'impérialisme structurel: «empire as 'an incomplete wheel, with a hub and spokes but no rim'».⁷⁶ Cette configuration du pouvoir exclut toutes relations horizontales entre les entités périphériques. Par exemple, la politique mondiale de la Côte d'Ivoire a longtemps obéi à l'agenda des États-Unis notamment la guerre par procuration au Biafra, en Angola et le soutien à l'Apartheid sud-africain.⁷⁷

L'ordre est la troisième propriété que retient Colás. Pour autant que l'ordre soit la pièce de rechange de l'expansion et de la soumission, «the meaning of order is in the eye of the beholder». L'ordre impérial au sens colasien renvoie aux biens publics que les classiques mettent à l'actif de l'impérialisme: condition de stabilité, autorité légitime et appartenance communautaire. La condition

de stabilité est tributaire elle-même des infrastructures publiques dont la monnaie, la loi, la langue et la culture, l'armée et la police. Suivant cette lecture, le Commandement militaire américain pour l'Afrique œuvre à transformer les armées africaines en une force impériale de sécurité pendant que l'Africa Centre for Strategic Studies diffuse une nouvelle génération de forces sociales.⁷⁸ Colás soulève la question de la légitimité de la domination en opinant que l'impérialisme moderne n'est qu'une forme perverse de la politique impériale. La reproduction de l'empire considéré comme un vaste régime disparate sur une longue période requiert l'allégeance des sujets et les œuvres de la civilisation y participent pour reprendre Luxemburg. La guerre assure la sécurité des frontières au sens schumpétérien. Le néomarxiste établit une relation explicite de coercition entre un pouvoir monarchique et l'ordre impérial en soulignant la coopération que provoque sa possession. Dans sa tentative de reproduire la stabilité en périphéries, l'impérialisme occasionne de la part des forces de désordre ou du mal selon Münkler des révoltes, des révolutions, des invasions et des migrations, ainsi que des guerres. Dès lors que dressées ces propriétés, le néogramscien part à la recherche des forces expansionnistes derrière les différents empires, de la façon dont ceux-ci ont historiquement organisé les institutions qui médiatisent l'autorité impériale et les mécanismes de performance de l'ordre impérial.

La thèse majeure du néomarxiste est que l'empire est une structure parasitique qui marcotte les catégories et phénomènes comme l'état, la culture, ou le marché. Différentes formes d'empire combinent ces relations variées de différentes façons de sorte que la manière de parvenir à une définition qui renferme l'unité catégorielle de l'empire et ses expressions, soutient Colás, passe par une évaluation des modèles de changement et de continuité historique des empires en dressant les structures et processus sociaux à leur liés. Colás soutient également l'exigence de créativité pour toute étude contemporaine du moment où des significations positivistes restent reliées au concept et phénomène empire.

Une telle approche historiciste du concept et phénomène empire contraste avec la plupart des conceptions classiques. Bien que les sciences sociales analysent le développement historique et les manifestations économiques, politiques et culturelles des empires, ajoute Colás, rarissimes sont les analyses qui saisissent l'empire comme une catégorie distincte et une totalité constitutive. Le néogramscien rejette alors les conceptions réalistes de Samuel Eisenstad par exemple qui reposent sur une définition politique des empires saisis au sens de formes centralisées et bureaucratiques de domination qui contrastent avec l'état caractérisé par la différenciation des activités politiques, la distribution des droits politiques et l'affaiblissement des modèles héréditaires de légitimation des gouvernants. Le contexte de la Guerre Froide influence Robert Wesson qui compare les empires à de «vastes concentrations non compétitives de pouvoir» qui constituent un système séparé d'états autonomes.⁷⁹ Colás rejette la tendance à la réification d'une conception par l'emphase excessive sur les structures politiques aux dépens des dimensions socioéconomiques et culturelles, ce qui limite de saisir la quintessence d'un phénomène mouvant.

Bien que Richard Koebner et Maurice Duverger aient redressé ce biais, ces historiens selon Colás se limitent à une comparaison des expériences impériales évitant ainsi de relever les traits distinctifs des empires.⁸⁰ Contrairement à Michael Mann, David Abernethy, Michael Doyle, et Paul Kennedy ont plutôt élaboré l'empire et l'impérialisme moderne en combinant des récits d'empires et des explications quant à leur apogée et déclin. Toutefois, l'analyste retient comme définition de travail la conception de Doyle qui montre les configurations changeantes du pouvoir impérial: une relation directe ou indirecte dans laquelle un état contrôle la souveraineté effective d'une autre entité par la force, la coopération, la dépendance économique et culturelle. L'impérialisme appert un processus d'établissement ou une politique de maintien d'un empire.⁸¹ Dans cet ordre d'idées, des analystes retiennent la survivance de l'impérialisme dans la politique française qui maintient manu militari le pacte colonial; autrement dit l'ancien colon contrôle en dépit des indépendances la

souveraineté militaire, la souveraineté économique et monétaire ainsi que la politique extérieure de ses ex-possessions coloniales.⁸² Pour Colás qui soutient une structure parasitique se greffant sur d'autres catégories, cette conception ne ressort pas le trait distinctif des empires qui sont aussi des entités politiques où la classe dirigeante détient la capacité d'extraction et de redistribution de la richesse comme les moyens de la violence pour imposer ces formes d'autorité.⁸³ Contrairement aux états-nation, les empires développent des conceptions sophistiquées d'intérieure et d'extérieure, de civilisés et de barbares en imposant des frontières extérieures par la loi, la guerre, les coutume et culture en réponse aux anxiétés métropolitaines eu égard aux effets de la corruption qui résultent d'une expansion de la vie politique domestique. Par nature, l'empire cherche à étendre ses frontières et à absorber de nouvelles populations dans un ordre œcuménique: «les empires ont des frontières et barrières, mais pas de limites extérieures» à la différence des états qui disposent des barrières internes – ethniques, religieuses et nationales – et l'absence d'une démarcation exclusive entre les territoires menace leur véritable existence. Colás en déduit une différence fondamentale avec un empire, une entité multinationale qui prospère de cette diversité quand l'état cherche à unifier le peuple sous la bannière d'une identité culturelle ou constitutionnelle souvent homogénéisant. La bureaucratie impériale assure la gouvernance de la diversité qui dans le cas de l'empire Han aida à la construction de l'état chinois. Dans ce cas, les processus de construction de la nation et de l'état coïncident avec les moments d'expansion liés habituellement au développement du marché. Le néomarxiste rejoint Cox qui soutient comme nous l'avons vu précédemment l'impérialisme moderne ayant fait émerger des formes variées d'états et de blocs historiques à forte saveur culturelle. Colás constate avec Partha Chatterjee une interrelation entre empire et construction de l'état-nation qui défie toute distinction entre des régimes semblables; ce qui le pousse à retenir la poursuite du moment impérial en postcolonie.⁸⁴ La volonté des

états européens admettant les frontières territoriales au centre tout en cherchant à les étendre ailleurs fait de l'impérium un espace de discrimination.

La seconde particularité de l'empire, Colás la saisit dans le mode d'organisation du territoire à partir des contradictions des expériences de formation de l'état et de construction des empires en remontant aux origines de la souveraineté en Relations mondiales qui procède d'un passage de la hiérarchie à l'anarchie en exposant les différentes façons dont s'explique une telle transition. La sociologie historique l'impute à la compétition militaire entre les différentes formes d'autorité ayant résulté de la désintégration de l'empire carolingien qui incitait aux innovations technologiques et opérationnelles, la professionnalisation de l'armée et l'investissement étatique dans les armes; en bref, la construction du pouvoir monarchique. Colás accentue les complexes militaro-fiscaux et la bureaucratie qui en a assuré la gestion. L'état souverain s'est imposé à ses rivaux notamment les cités-ligue ou cités-état. Le marxisme privilégie la verticalité des antagonismes sociaux. Dans le même ordre d'idées que Schumpeter, l'analyste soutient que l'entité territoriale ayant émergé de la crise du féodalisme était une collection de monarchies tribales assurant leur reproduction par les mécanismes absolutistes et personnalisés d'extraction de surplus. La logique spatiale accompagnant ce mode de reproduction est liée tout comme sous le féodalisme à l'expansion territoriale à travers les unions inter-dynastiques ou à la guerre.⁸⁵ L'antagonisme de classe ou le capitalisme agraire versus le capitalisme marchand a accouché du Parlementarisme qui a codifié une séparation formelle entre l'état et la société civile restée l'expression dominante de la souveraineté comme l'explique brillamment Benno Teschke. La division entre l'autorité juridico-politique et le marché distingue les formes d'hégémonie capitaliste et précapitaliste de domination. Nous avons d'un côté le pouvoir politique et de l'autre, le pouvoir économique. Cette lecture conforte la vision néogramscienne qui fait de l'impérialisme un appareil de construction d'une structure hégémonique et de recreation du

monde au profit de l'accumulation. Colás pour ainsi dire relève une alliance entre capitalisme et état souverain ou une imbrication du pouvoir public et du marché qui distingue les empires des états.

La compréhension faite de la souveraineté ouvre à la différence entre les empires et les autres formes d'autorité ayant trait à l'économie que Colás ramène à la place du marché dans la définition des empires en soumettant à la maïeutique la conception sociologique historique de Wallerstein qui appuie l'économie-monde capitaliste, une entité économique par nature qui englobe les empires, les cités-état et les états-nation émergeant. Comme système marchand qui traverse des juridictions particulières, les économies-monde ont existé avant le moyen-âge alors que dans la conception de Wallerstein, de tels systèmes s'étaient mus en empires et la nouvelle économie-monde capitaliste subvertit les entités politiques rivales. Colás en déduit une incommode complicité apparente entre le marché et les empires territoriaux. Prenant le contrepied de cette position, le néogramscien saisit dans la vision d'une économie impériale l'imbrication des institutions politiques et des transactions économiques alors que sous le système-monde capitaliste la logique économique du marché s'est graduellement séparée de l'autorité territoriale et juridictionnelle des états. Les fonctions politiques de l'état qui concernent la production et le réinvestissement par des mécanismes commerciaux d'échange se résument dans une économie-monde capitaliste en la production des infrastructures légales, administratives et coercitives pour un fonctionnement régulier du marché. Colás assure toute autre entité assume ces fonctions ce qui ne fait pas la spécificité des empires. Une mise en relief de l'économie-monde capitaliste permet de montrer la tension dialectale entre l'organisation impériale du marché en quête de pouvoir géopolitique de création de la valeur et l'accumulation. Contrairement à l'état westphalien, les empires tendent à enchâsser les pouvoirs politique, militaire et économique constitutif du pouvoir monarchique qui empêche toute séparation: «empires entangled political authority and economic power in ways that precluded the kind of separation between state

and market that obtains under capitalism». Une telle conception fait du pouvoir impérial une totalité à la fois agie et agissante.⁸⁶

L'organisation économique des empires a tendance à s'établir autour d'un contrôle politique relativement et comparativement intensif de la production, de la consommation, du commerce et de la distribution. Prenant les cas des empires antiques, Colás soutient que les économies impériales réfléchissent la position de Motyl où la soumission des régimes périphériques au système bilatéral d'échange du centre écarte toutes relations autonomes entre les entités de la périphérie confortant la fermeture des portes et frontières distinctives des empires modernes. Bien que les périphéries soient intégrées à l'économie impériale, les transactions sont toujours marquées par la métropole. Nous avons là un trait distinctif des économies impériales: la tendance à exclure toutes relations autonomes non seulement entre les périphéries mais également entre les périphéries et d'autres empires. Colás l'approfondit en interrogeant la pertinence de la conception d'un marché capitaliste hostile à l'organisation politique impériale alors que l'histoire du capitalisme est consubstantielle aux empires. Ce paradoxe pousse à questionner l'impérialisme schumpétérien en termes de résidu atavique des formations sociales antérieures, la persistance sous le capitalisme de la féodalité où «les aristocrates martiaux» imbus d'un sens de supériorité congénitale et de la prospérité torpillent le marché par le protectionnisme. D'autres privilégient la logique expansionniste et compétitive du capitalisme. Une autre soutient l'impérialisme du libre échange ou le contrôle des marchés par des mécanismes qui se passent des interventions directes. Colás retient la relation contradictoire nécessaire entre l'empire et le marché renforçant l'unité des intérêts économiques et la divergence politique; autrement dit, le contrôle du marché suivant les normes du capitalisme au sein d'un espace œcuménique est un trait distinctif des empires modernes.⁸⁷

Le néogramscien établit la dernière dimension en considérant les empires comme des entités constitutives des civilisations. L'ordre appelle à l'autoreprésentation de l'autorité impériale pour

inculquer aux dominés le sentiment d'appartenance communautaire via le récit des origines divines des destinées manifestes. Les mythes propres de gloire militaire, de prouesse de la civilisation et de la supériorité culturelle naturalisent et légitiment les conceptions d'ordre telles la Pax Romana ou l'Empire de la liberté. Certains empires privilégient l'assimilation notamment l'empire romain ou français alors que d'autres restent culturellement et géographiquement distants des populations locales dont des évolués sont élevés au rang de la civilisation métropolitaine. Dans un cas ou dans l'autre se joue une dialectique contradictoire de civilisation et de racialisation où des rencontres génèrent des cultures syncrétiques comme des avancées scientifiques quand d'autres expériences produisent une hiérarchie raciale rigide menant souvent à l'extermination pure et simple comme les cas américain et caribéen où l'hybridation s'est accompagnée d'un effacement des indigènes. Contrairement aux états qui recherchent historiquement à reproduire des identités généralement homogènes et des expressions putatives de domination, les empires règnent sur des populations multiethniques, polyglottes et religieusement diverses. Bien que l'état soit un micro-empire pour reprendre Schumpeter, le trait distinguant l'état-nation de l'empire se situe dans l'unification sous une seule juridiction territoriale ou la coexistence de multiples juridictions incommensurables par un discours idéologique qui a du mal à dissimuler la tension entre civilisation et racialisation.⁸⁸ La racialisation au sens colasien est un processus synchronique de différenciation et de subordination se manifestant diversement dans toutes sortes d'expériences impériales mais qui implique toujours une intégration hiérarchique à la civilisation impériale par des référents culturels. La conception colasienne d'empire à la fois comme pouvoir, marché et culture accommode le pouvoir structurel de Susan Strange qui façonne et détermine les structures de l'économie politique globale.⁸⁹

La faiblesse majeure de l'approche néogramscienne de l'impérialisme était l'économie d'un programme de recherche ce que corrige l'approche par empire en établissant la coconstitution des empires d'avec l'organisation de l'espace politique, le marché et la culture appelant aux concepts

dont les classiques accentuent chacun un aspect. Le néogramscien saisit l'empire à la fois comme espace, comme marché et comme culture donnant une unité catégorielle au concept.

Empire comme espace politique

Colás part de la formule énigmatique du philosophe Voegelin qui saisit l'établissement d'un empire comme «un essai dans la création du monde»; autrement dit, l'empire est une construction sociale qui implique à la fois une conception et une organisation spatiale du monde. Pour asseoir leur règne les empires développent, selon Colás, des conceptions complexes de leur position dans le monde qu'ils tentent de modeler à leur image. Les processus d'imagination et de gestion de l'espace sont essentiels lorsqu'on tente de saisir la particularité des empires qui privilégient soit la suzeraineté ou la souveraineté comme principe organisateur ou tout simplement sa dissolution.

L'imagination de l'espace est la première particularité de Colás qui soutient une reproduction graduelle des empires au travers des frontières mutantes. Historiquement, les empires ont construit des idéologies de domination basées sur des dichotomies «intérieur» et «extérieur» ou «civilisés» et «barbares» rarement figées. Les conceptions impériales du monde se fondent sur l'existence même nous dit Colás d'une région à la lisière du monde connu *oikoumene* à découvrir, à conquérir ou à assimiler. Cette conception du monde comme étant une sphère habitée mais traversée de barrières humaines ouvre à l'extension. L'idée d'*oikoumene* qui dénote l'idéologie de l'expansion impériale rattache l'espace à la hiérarchie et à l'ordre. La cosmologie et la cosmogonie placent au centre de l'univers l'empire qui se donne le devoir de maintenir un ordre cosmique en vantant au moyen de récits créationnistes la supériorité culturelle au même moment que ces récits servent de mécanismes de gouvernance et d'administration de l'espace impérial. Une telle stratégie de contrôle est en soi contradictoire d'autant que la mission de civilisation requiert une traction de compensation vers le centre métropolitain et de ce fait, génère des tensions spatiales.

S'appuyant sur les cas espagnol et ottoman, Colás met l'accent sur la place du prosélytisme religieux dans la production des frontières sociétales. Le néogramscien pour ainsi dire soutient que toute étude d'impérialisme ne peut assourdir les activités culturelles qui permettent aux empires de donner aux indigènes une place dans le monde ou le sens d'appartenance à une entité sociale plus large. Les exercices d'imagination de l'espace, la suzeraineté, les courtiers, représentants, et élites assimilées, le recensement, l'éducation, le cadastre, et la propriété privée relèvent des mécanismes d'institution de l'espace qui en facilitent la domination.⁹⁰ L'imagination territoriale illustre la tension entre la cosmologie cherchant à ordonner le territoire suivant les hiérarchies spatiales rigides et la conception relativement expansive et fluctuante des frontières. De telles contradictions rythment des modes de reproduction sociale dominante des empires qui se préoccupent davantage du contrôle des individus. Nation et nationalisme, souveraineté et citoyenneté sont des legs d'administration du territoire en lutte pour s'imposer universellement. La conception de Colás évite toute réification des frontières impériales qui fonctionnent telles des zones d'interaction davantage que géographiques comme le soutiennent Münkler ou Fischer-Tiné et Gehrman.⁹¹

Outre la rhétorique et les exercices d'imagination, Colás retient les institutions culturelles, politico-militaires et socioéconomiques dans l'organisation et la gouvernance de l'espace impérial. Malgré l'ordonnancement et la hiérarchisation, l'organisation et la domination de l'espace politique sont périodiquement défiées par des pressions d'expansion et d'incorporation. Résultats, nous avons des régimes impériaux amorphes avec des expressions puissantes de civilisation mais ouvertes à l'assimilation; et des mécanismes de domination économique coexistant avec des frontières mal définies. La transition de la hiérarchie à l'anarchie n'a été ni lisse ni absolue; et Colás d'observer la persistance du nationalisme et de la citoyenneté comme étant des mécanismes en postcolonie d'organisation de l'espace par la reproduction de l'état souverain.⁹²

Suivant la systématisation de Robert Cox que nous avons exposée en début de section mais approfondie, Colás saisit la construction des états coloniaux comme la matrice du nationalisme anticolonial qui, par le principe d'*uti possidetis*, a admis l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation où une dynamique interne née de l'impérialisme moderne a renforcé toutes relations sociales et contestations politiques: «modern imperialism created its own antithesis in the shape of nationalism by seeking to territorialize colonial rule and exclude locals from full citizenship rights, yet open they everyday lives to the vagaries of the world market and the transnational flow of anti-imperialist ideas».⁹³ L'impérialisme moderne distilla le pouvoir à l'intérieur des colonies et exerce le contrôle en forgeant de nouvelles lois et autorités. L'une des conséquences en est la reproduction des frontières mal-définies et l'empilement des sources d'autorité que les mouvements nationalistes et régimes politiques ont réinventés, manipulés et mobilisés dans la reproduction de la souveraineté. La période de transition des empires coloniaux aux états était soit trop courte ou soit trop brusque et façonnée inconfortablement par les modèles européens de formation de l'état amenant Colás à conclure aux états reflétant la féodalité ou devant adapter le pouvoir dynastique.

Le caractère artificiel des frontières des états postcoloniaux en fait une source constante de conflit. Toutefois, des analystes élaborent des pressions politico-économiques internes et externes qui reconfigurent l'état africain.⁹⁴ Pour Colás, la souveraineté nationale et les frontières sont moins des sources de conflit ou encore pour paraphraser Alexander Wendt, la souveraineté, c'est ce que les acteurs en font. Le néogramscien opte pour les antagonismes sociaux plus larges façonnés par les legs impériaux qui constituent un des aspects majeurs de la défaillance de l'état: le modèle de gouvernance hérité de l'impérialisme moderne. Le mode d'organisation de l'espace ainsi que les mécanismes hérités de l'impérialisme français soumettent par exemple les états de l'ex-AOF à un contrôle complexe qui met sous-tension la citoyenneté et la souveraineté. Achille Mbembe élargit le débat lorsque l'analyste assume l'émasculature de la souveraineté.⁹⁵ Des classiques exposés dans

la première partie de ce chapitre reconnaissent la tendance de l'impérialisme français à sacrifier l'économique au profit du politique quoique Koebner admette le potentiel économique des régions d'importance géostratégique comme une force d'entraînement non négligeable.

Empire comme marché: souveraineté et sécurité du marché

Dans cette partie de son argumentation d'empire à la fois comme pouvoir de commandement et comme espace social, Colás établit une connexion entre empire et le marché en présupposant que l'échange dans tous ses aspects marque notre humanité. Sur cette base, il définit le marché au sens de mécanismes sociaux d'échange entre vendeurs et acheteurs.⁹⁶ Historiquement, les empires ont développé des infrastructures qui légitiment et sécurisent le marché par le protectionnisme et le monopole qui facilitent l'accumulation. Colás soutient la coconstitution d'empire et du marché en soulignant l'ordre politique qui en découle notamment la monnaie et la sécurité des frontières.

The relationship between empires and markets is therefore in many respects mutually reinforcing: the circulation of products, peoples and money within and across imperial frontiers has contributed to the prosperity of most empires. Similarly, the political order issuing from imperial rule – be it in the provision of a common currency or in the policing of those very frontiers – is instrumental in the sustained reproduction of markets.⁹⁷

Colás insiste sur une caractéristique particulière notamment le contrôle extraterritorial du marché à partir d'un centre impérial via une structure d'exploitation dans laquelle la régulation de l'économie est centrale. Pour y arriver, Colás s'appuie sur un canon en économie politique, Karl Polanyi.⁹⁸ Avant de procéder toutefois, l'analyste fait une mise au point en relevant que l'expansion impériale n'a tourné à l'accumulation capitaliste qu'à l'impérialisme rival; ou ainsi que l'a souligné Koebner, l'impérialisme n'a jamais été purement économique vu la liaison incestueuse entre la reproduction du marché et l'autorité politique. Le «price-making market» émerge avec l'impérialisme moderne comme l'ont souligné les Fabiens, un type d'échange différent du «operational exchange» au sens d'économie naturelle pour reprendre Luxemburg et le «decisive exchange» qui se rapporte à une économie sociale assurée par l'autorité politique. Le «price-making market» renvoie à

l'agiotage qui tend à étendre la logique intégrative d'échange aux autres sphères: la marchandisation de l'existence. «The rise of the [price-making] market to a ruling force in the economy [...] can be traced by noting the extent to which land and food were mobilized through [integrative] exchange, and labor was turned into a commodity free to be purchased in the market.»⁹⁹

Suivant la théorisation de Benno Teschke, Colás opine qu'avant l'avènement du capitalisme westphalien, l'impérialisme consistait en un exercice de saisie de terre par l'extraction de tribut, les impôts, ou l'esclavage. Les échanges opérationnels ont joué dans la reproduction des empires pré-modernes; ces transactions, martèle Colás, étaient enchâssées dans des structures juridico-politiques, religieuses et militaires plus larges. Le néogramscien fait montre d'une conception sophistiquée en reconnaissant que même dans le cas des empires pré-modernes, le marché a plutôt huilé la roue de l'empire qu'il n'a été le moteur de toute la machine impériale; pour le dire autrement, l'impérialisme américain dans la dynamique de la guerre contre le terrorisme exprime une politique de consolidation de l'empire américain au sens d'extension d'un modèle qui ne peut se réduire à un seul aspect.

Dans la même veine que Cox, l'impérialisme moderne change la nature du pouvoir juridico-politique et militaire de l'état qui assurait l'accumulation par l'octroi des licences, la régulation des compagnies, l'appui diplomatique, financier et militaire. Dès lors, l'impérialisme moderne était un partenariat public-privé d'autant que quoiqu'en soient les formes de régulation et d'intervention, le phénomène fut activé par des intérêts privés.¹⁰⁰ Toutefois, Colás reconnaît l'intérêt propre de l'état; et sa conception d'empire comme espace correspond à l'impérialisme politique telle que devisée par les classiques libéraux à la différence que l'empire libéral défend la souveraineté moderne des états de tout le spectre.

Colás note un autre aspect, l'accumulation à la Luxemburg et Boukharine faisant du capital et de la main d'œuvre des produits d'exportation. Les empires modernes capitalistes ont œuvré à la transformation radicale de la nature.¹⁰¹ La relation entre empire et marché trouble moins que les

interactions entre les formes particulières de marché et les expressions spécifiques d'empire. Alors que les premiers travaux se sont intéressés à expliquer comment et pourquoi le capitalisme défini par le libre échange a pris le caractère violemment nationaliste, militariste et territorialement expansionniste d'impérialisme moderne, Colás s'inscrit dans la perspective luxemburgiste opinant que suivant le prisme de la mondialisation du marché, l'impérialisme n'était pas qu'économique pour avoir accouché des forces sociales faisant des empires capitalistes une expérience du «present as history»; en d'autres mots, le monde postcolonial fait face aux enjeux d'organisation du marché qui plonge ses racines dans le passé colonial.

Dans son approche, Colás fait du commerce le mécanisme de mondialisation du marché par sa capacité à transformer les centres impériaux et les périphéries subalternes. «Si l'expansion à partir d'un centre territorial est l'une des caractéristiques fondamentales de l'empire, soutient-il, le commerce international est alors un processus clé dans la construction de l'empire».¹⁰² Dans la même veine que Macfarlane, Colás pose la question saumâtre: l'énigme de l'histoire du monde moderne n'est pas tellement pourquoi l'Occident devient dominant après 1492, mais plutôt pourquoi l'Afrique, l'Asie ou le Moyen-Orient n'avaient pas émergé auparavant. La question est appropriée en montrant les ruptures historiques et la centralité des régions périphériques selon Colás pour qui la recherche de profit l'emporte: faire du profit et faire la guerre profitent tant aux industries et aux firmes qu'à l'état impérial quoique l'esprit d'entreprise ou l'éthique protestante, la technologie, l'idéologie et la concurrence militaire étaient des «driven forces» de l'impérialisme moderne.

Colás assoit sa conception des transformations impériales sur trois questions: la contribution de la périphérie à l'industrialisation de la métropole et du développement ou sous-développement de la périphérie; le rôle de l'impérialisme colonial dans la transformation du marché ainsi que des relations centre-périphérie qui conforte Luxemburg et Cox: «the world economy of the nineteenth century did not just include the exchange [...] but began to entangle more and more of the world's

peoples and territories in the laws of the capitalist market», ainsi que le «price-making market» séparé du pouvoir politique qui confère à l'impérialisme moderne ses traits et contradictions.¹⁰³

L'empire et l'impérialisme étaient de plus en plus isolés des ancrages géopolitiques et de plus en plus liés à la dynamique de maximisation de profit d'un marché qui traverse toutes les frontières nationales. Dans ce débat, Colás partage la conception de Koebner qui appuie l'influence de Cobden et de Gladstone doutant des visions marxienne et schumpétérienne d'un capitalisme triomphant du nationalisme de clocher, de la bigoterie ethnique et des prérogatives aristocratiques attachées aux empires. Quoiqu'il admette l'unité de l'impérialisme politique ou d'administration et l'impérialisme du libre échange,¹⁰⁴ Colás se rapproche de Giovanni Arrighi. L'impérialisme combine deux logiques de pouvoir qui lui confèrent une inflexion capitaliste: la logique d'accumulation par exploitation et la logique territoriale; les deux identifiant le pouvoir à l'étendue et au contrôle des ressources faisant des acquisitions le moyen et un sous-produit de l'accumulation.¹⁰⁵ Pour Colás et Arrighi, une telle distinction témoigne du paradoxe par lequel la grande mobilité des facteurs de production sur le marché mondial challenge le contrôle et la régulation de tels mouvements de la part des autorités politiques. La reproduction mondiale du capitalisme et l'intensification de l'empire et par suite de la construction de l'état sont compatibles en révélant la tension dialectale historique entre les formes abstraites des logiques territoriale et capitaliste. Colás pousse loin les réflexions pour tenter de ressortir le problème de causalité historique associé à l'impérialisme colonial en se rapprochant davantage de Cox qui soutient la mondialisation du marché résultant de l'industrialisation, des avancées en matière de communication, de transport, de technologie, et de finance alimentées par le capitalisme industriel. Colás conteste l'impérialisme capitaliste chimiquement pur, «the reproduction of the global capitalist market relied on public bodies and coercitive institutions capable of guaranteeing private contracts, enforcing property rights, providing communications infrastructure and securing investment in the factors of production.»¹⁰⁶ L'impérialisme moderne a hérité de

l'impérialisme marchand et lorsque le capital européen s'est aventuré dans des territoires où la dépendance du marché et la souveraineté moderne n'étaient pas établies l'empire crée ce que Cox avait appelé des proto-états pour imposer une telle transformation pour la sécurité du capital. L'état souverain est essentiel au capitalisme ainsi que l'ont démontré Ernst Mandel ou Charles Lindblom.¹⁰⁷ Pour ainsi dire, l'impérialisme américain vient dynamiser la mutation impulsée par l'impérialisme français et la politique impériale des États-Unis dans toute sa diversité spatio-temporelle.

Colás termine sa conception de la connexion du marché à l'empire par un aspect pertinent, la fermeture des frontières et la création des états coloniaux comme des mécanismes qui sécurisent le marché. Toutefois, les indigènes n'ont pas passivement accepté l'imposition de la souveraineté mais ont développé aussi le nationalisme mettant en place des organisations de masse pour exiger l'institutionnalisation de la souveraineté sous forme d'indépendance nationale. Les antagonismes verticaux et les rivalités géopolitiques horizontales ont dû générer le protectionnisme, l'expansion territoriale et la compétition militaire entre les pouvoirs européens. Autrement dit, l'impérialisme moderne a autant milité contre la forme territoriale de l'empire qu'il a affermi le pouvoir qui donne à l'état toute sa dimension impériale. Cette lecture fait de l'impérialisme un processus dynamique et «agent-driven» touchant tous les aspects de la société notamment la formation des classes, la mobilisation politique ainsi que les formes idéologiques culturelles conséquentes et non comme un simple phénomène qui provient mécaniquement des changements dans la base productive.

Au demeurant, Colás saisit le marché dans le sens de l'expansion des transactions d'une part, et de développement de l'idée même de marché en tant qu'une construction sociale d'autre part. Sa conception ressort implicitement une structure institutionnelle qui fait du capitalisme un système économique particulier. Dans une étude consacrée au capitalisme, Geoffrey Ingham s'appuie sur des classiques notamment Marx, Weber, Schumpeter, et Keynes pour soutenir la nature systémique

du capitalisme. L'état souverain, un système monétaire et de crédit bancaire vigoureux, un marché sain, la production privée mettant l'entrepreneur au cœur du capitalisme, l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme constituent la base même de ce type particulier d'économie. La sociologie de la monnaie et du capitalisme complète le marché en fournissant une explication générale des fondamentaux et du fonctionnement du capitalisme.¹⁰⁸ L'à-propos de Ingham vient de sa capacité à montrer l'enchâssement du capitalisme qui circonscrit l'accumulation dans les règles de l'art; en un mot le capitalisme enchâssé. Dans cette perspective, l'impérialisme qui se définit par l'expansion du marché permet de contrôler le fonctionnement d'un système institutionnalisé d'accumulation.

Empire comme culture ou la socialisation impériale

L'approche néogramscienne de l'impérialisme qui capitalise les conceptions classiques a fait de la culture une composante essentielle du processus de construction d'une structure hégémonique d'accumulation et du pouvoir monarchique qui en assure la projection et la sécurité. La conception colasienne d'empire comme culture élargit la sphère la plus complexe qui est agie et agit l'empire. En plus d'une entité politico-militaire et socioéconomique, l'empire est également une communauté humaine qui engendre des subjectivités, significations, identités collectives et formes propres de culture. Suivant ce principe, Colás saisit de l'empire une entreprise d'agents humains ayant des histoires individuelles et collectives, des mémoires, coutumes, langues et croyances. Comme les Fabiens mais de façon plus étendue, Colás accentue la coconstitution de l'empire et la racine de l'impérialisme notamment les missionnaires, gestionnaires et proconsuls, travailleurs, négociants, esclaves, et indigènes dont les visions du monde varient selon leur position au sein de la hiérarchie impériale en même temps que ces agents devaient donner du sens à leur vie particulière au regard de celle des autres dans le contexte d'un monde œcuménique. De même que David Laitin l'a noté dans sa conceptualisation de la nation en s'appropriant Renan pour qui «la nation est un plébiscite de tous les jours», la culture impériale tend à obéir au même principe de vote et d'accommodement

différenciés.¹⁰⁹ Deux arguments appuient cette position néogramscienne: la culture comme étant un instrument de domination par la programmation psychique; et sa subversion par divers agents. La dynamique culture dominante et culture dominée a créé une civilisation impériale médiatisée par des tensions entre intégration et contestation, et entre les façons dont les empires unifient les peuples par la construction d'identités cosmopolites et l'innovation scientifique qui n'enlèvent rien à une machine de contrôle. Autrement dit, pour le néogramscien inspiré des travaux de Robert Miles et d'Edward Saïd, la culture impériale émerge des processus contradictoires et compétitifs de civilisation et de racialisation.

Les institutions gouvernant l'impérialisme moderne ont greffé la mythologie et l'imagerie de l'altérité forgées au cours de l'impérialisme du libre échange pour codifier l'infériorité et organiser la sujétion par les catégorisations raciales et ethnographiques: «modern imperialism, perhaps because of its coincidence with modern- state and nation-building, transforms existing principles of gradation into new doctrines of degradation».¹¹⁰ L'analyste note trois mécanismes de civilisation/racialisation à l'origine de la culture impériale: la réification de l'infériorité puisant sa source dans la pensée judéo-chrétienne de barbare enracinée dans l'antiquité romaine; l'institutionnalisation du racisme par des mécanismes de gradation; le nativisme puisant dans les sources d'identité culturelle des indigènes pour renforcer les institutions traditionnelles. Dans *Castes of Mind*, Nicholas Dirks a documenté le cas indien de codification racialisée venant exacerber les pratiques d'exclusion et de subordination existantes hypothéquant la démocratisation complète. Dans le cas de la Côte d'Ivoire par exemple, Ragnhild Nordas appuyé par Collett Moya soutient la polarisation des identités que les Ivoiriens ont héritées de l'impérialisme moderne. Bien que subverties et recomposées, l'instrumentalisation de ces identités renforce les clivages sociétaux ayant mené à la rébellion de septembre 2002.¹¹¹

Le second argument touche aux réactions indigènes face au pouvoir racialisé de domination où Colás tient une sphère de bouleversement des schèmes impériaux. L'analyste relève une forme

politico-militaire et une forme économique qui résultent de l'anti-impérialisme et de l'antiracisme. Alors qu'en matière de marché la résistance emprunte au secteur informel non anticapitaliste, l'antiracisme produit quant à lui une culture populaire issue de toutes les hiérarchies agrégées aux institutions impériales imposant les inégalités. Comme l'a développé Ernest Gellner, les individus adoptent le plus souvent la culture dominante par les privilèges que celle-ci procure à ceux-là.¹¹² Colás admet l'internalisation et l'exploitation de la part des métis du complexe de gradations raciales ou la «pigmentocratie» que traduisent en Côte d'Ivoire des pratiques dépigmentaires. Pendant que des radicaux tancent le viol de l'imaginaire ou le masque blanc à la peau noire,¹¹³ l'hybridisme semble l'emporter. Suivant les lignes de pensée de Hobson par rapport à l'impérialisme politique, Colás en appelle aux tensions ethniques et aux clivages entre Afrikaners et Britanniques ou entre les grandes familles coloniales françaises et autres «petits blancs» qui établissent l'hétérogénéité de la culture des impérialistes que fédèrent le statut de minorité privilégiée et l'appartenance raciale. En incubant divers peuples, coutumes, produits, et institutions, les empires génèrent selon Colás une fécondation croisée qui résiste à toute catégorisation étanche. Et le néogramscien de ramener les frontières impériales au sens de zones de négociations permettant aux scientifiques et ambassadeurs culturels d'infuser les idiomes avec des formes émergentes de modernisme créant de puissantes expressions d'art, d'innovations scientifiques et technologiques et de politique avant-gardistes.

La sexualité et les représentations simultanées du colonisé dans l'espace impérial indéterminé sont des mécanismes de subversion de la culture. Les impériaux engagés dans le sexe ont généré des descendance hybrides malgré l'appréhension des empires qui voient dans la sexualité entre Blancs et les Autres des périls de la domination impériale. Colás en appelle à Robert Young qui résume la dynamique contradictoire entre intégration et dislocation, unité et différence, et stabilité et mutation ayant accompagné l'impérialisme moderne: «the disruption of domestic culture, and the increasingly anxiety about racial difference and the racial amalgamation that was apparent as an

effect of colonialism and enforced migration. Both of these consequences for class and race were clearly undermining the cultural stability of a more traditional, apparently organic, now irretrievably lost, society». ¹¹⁴ Pour Colás et Young, la rencontre des cultures agit simultanément les empires à la périphérie et en métropole. Les formes culturelles qu'imposent les empires sont accommodées et réexportées malgré la tension entre civilisation et racialisation. Colás, Young et Saïd considèrent en contrepoint les identités et subjectivités mutuellement inclusives mais différenciées en se basant sur trois principes. ¹¹⁵ Les peuples et territoires sont une composante vitale de la culture métropolitaine; autrement dit la spatialisation de l'imaginaire impérial s'étend aux représentations des «Autres» dans tout l'espace impérial; la glottophagie et le syncrétisme traduisant des formes d'affirmation de soi; l'opposition et la résistance se manifestant dans le code vestimentaire et les activités ludiques. ¹¹⁶ Les institutions et récits impériaux s'accompagnent tant de la réinvention que de la récupération. Malgré une subordination structurelle, les indigènes ont activement contribué à la formation de la culture impériale. Tout en admettant le racisme, le multiculturalisme, l'hybridité, et la ségrégation, Colás soutient la survivance de la culture impériale à l'effondrement des empires coloniaux.

Trois «moments» de l'impérialisme ont forgé la civilisation impériale contemporaine: la fin de l'état de nature; le racisme et les périls du métissage; le nativisme et l'invention de la tradition. S'appuyant sur Robin et John Blackburn et sur Thornton, le néogramscien rejette les prétentions à l'infériorité humaine. ¹¹⁷ Le nativisme construit sur des mythes du «noble sauvage» et des notions essentialistes d'authenticité culturelle, et représenté dans les institutions et l'autorité indigènes de domination. La stratégie procède de deux processus interconnectés déjà accentués par Luxemburg dans sa conception de la mission de civilisation associée à l'impérialisme: la discrimination entre indigènes et non-indigènes et entre les indigènes; et puis la décentralisation de la domination. Le premier construit selon les catégories culturelles de l'impérialisme moderne. L'institutionnalisation du contrôle indirect porte le second garantissant aux chefs tribaux, notables religieux ou *big men*

régionaux le droit d'exercer l'autorité: la sous-traitance de l'autorité impériale. Une telle stratégie a renforcé la société au détriment de l'état que Joel Migdal exprime éloquemment dans son ouvrage *Strong societies and weak states*.¹¹⁸ Le but du colon était d'exercer le pouvoir au travers de diverses institutions indigènes en renversant l'échelle sociale.¹¹⁹ Cet exercice du pouvoir suivant «les lignes verticales» de domination raciale et «les axes horizontaux» de différenciation ethnique relève du «despotisme décentralisé» que Colás emprunte à Mamdani et qui consiste à créer un système de domination dépendante et autonome combinant à la fois l'imputabilité envers le colon, la flexibilité envers les dominés, la capacité de mettre en œuvre les directives impérialistes tout en absorbant les chocs locaux.¹²⁰ L'identité construite sur des semblants de catégories neutres d'ethnicité/religion, royauté ou coutume n'amoindrit la culture raciste.

En territoires subsahariens, insiste particulièrement l'analyste, les sources traditionnelles de pouvoir et d'autorité étaient remaniées pour adapter le moule de la domination coloniale dans ce cas articulé par l'économie politique de l'impérialisme capitaliste. La bifurcation de l'autorité par l'état colonial a opéré une séparation du domaine de la société civile urbaine de Blancs et gouverné par des lois civiles modernes du domaine rural réservé aux indigènes sous le registre coutumier: des sphères artificiellement construites sur la base de ce que Hobsbawm et Ranger ont théorisé de «l'invention de la tradition».¹²¹ Les idées de parenté et de coutumes précoloniales sont refaçonnées dans des institutions indigènes doublées de symboles et de rituels de pouvoir. Ces mécanismes ont permis à l'état colonial d'accommoder les mandats de légitimation et d'accumulation que résume bien Colás en ces termes: faire respecter la loi et l'ordre en favorisant la production de la valeur par la prolétarianisation des paysans, la commercialisation des terres, et la marchandisation des ressources. Pris entre les contradictions du marché et du politique, les colons ont dû développer des relations de production et des régimes éloignés du libéralisme comme l'avaient souligné les Fabiens. Colás tourne au contrôle britannique s'appuyant sur Phillips qui opine une domination soutenue par un

complexe d'alliances mouvantes dans lesquelles les autorités locales et les gestionnaires impériaux étaient conscients des limites de leur contrôle.¹²²

Colás fait une double lecture de la subversion qu'il saisit à la fois comme étant la racine de la résistance face à la marchandisation et l'obstacle au développement du capitalisme. L'absence d'un marché de main d'œuvre et un accès libre à la terre expliquent le recours aux travaux forcés, à la conscription et à l'impôt. Le but de transformer le coutumier en un régime de propriété privée s'est butté à l'opposition locale aidée par les dysfonctionnements dans les administrations métropolitaine et coloniale. Dans le cas ivoirien par exemple, l'angoisse du foncier reste un défi majeur de sécurité nationale.¹²³ Au plan du développement du capitalisme, le contrôle du travail dont l'état colonial a investi les leaders locaux est un obstacle majeur puisqu'aussi longtemps que ces derniers étaient responsables du recrutement et d'administration des indigènes, le droit coutumier régit la propriété foncière: une prolétarianisation inachevée et une marchandisation incomplète de la terre. Autrement dit, persuade Colás, loin d'impulser la culture du capitalisme où la classe transcende l'appartenance ethnique, l'impérialisme poussa le public dans la sphère privée et l'état arbitre des intérêts de deux sociétés civiles parallèles, l'héritage d'un état socialement désincarné comme le montre Dominique Darbon.¹²⁴ L'impérialisme moderne a généré des forces sociales contradictoires qui ont reproduit les usages essentialistes d'identité. Le nativisme, n'était pas simplement un dispositif prémédité de pénétration du corps social ou la conséquence d'une résistance au capitalisme, mais une réponse pragmatique aux pressions de soutenir un ordre politique et de faciliter l'accumulation.

Enfin, Colás met en doute l'impérialisme culturel face au triomphe de la culture impériale en s'inspirant de Tomlinson qui distingue l'impérialisme médiatique, le discours de la nationalité, la critique du capitalisme global et la critique de la modernité; tous renvoyant à l'imposition d'une culture homogénéisante.¹²⁵ Les deux premiers accentuent le pouvoir transnational de la culture occidentale qui écrase les expressions culturelles locales alors que les deux dernières dénotent une

modernité globale définie des flux transnationaux et des espaces d'expression culturelle décentrés et globaux.¹²⁶ Suivant la position de quelque chose d'impérial dans la culture globale, l'analyste néogramscien considère la dynamique de la culture impériale moderne qui affaiblit les dichotomies national/international, local/étranger et indigène/exogène d'autant que l'hybridité, la fusion et la disjonction attachées à la globalisation postmoderne ont marqué la culture impériale moderne; toutes choses qui appellent à intégrer la continuité dans les expressions postcoloniales de la culture impériale. En d'autres termes, les flux culturels multidirectionnels renforcent le décalage des lieux de l'hybridité alors que les processus de fusion affaiblissent un ajustement entre culture dominante et autorité impériale. Les migrations, et les slogans antiracistes comme «nous sommes ici parce que vous étiez là-bas» expriment les réalités coloniales dissimulées dans la haute culture et devenues partie intégrante de la culture populaire mondiale. Toutefois, Colás reconnaît la répartition ethnique dans des cités-globales qui racialisent la ségrégation impériale, un racisme post-impérial traduit par des mécanismes subreptices. Quoique la mutation des hiérarchies tende à conforter le discours de la nationalité, le pouvoir des médias exprime une domination culturelle qui impose des codes vestimentaires, les langues véhiculaires, les formes musicales et les moyens de communication. Colás oppose le souverainisme du consommateur; la production culturelle dans des sociétés postcoloniales comme l'Inde, Hong Kong, Corée du Sud, Mexique ou Brésil; et les tendances culturelles globales montrent l'inversion des flux culturels par la collaboration entre les artistes et en même temps une accumulation par la dépossession des idiomes locaux et une essentialisation des musiques non-occidentales.

La conceptualisation de l'empire comme culture soutient des mutations dans les vecteurs du pouvoir impérial et repousse une égalisation des formes de domination culturelle contemporaine aux inégalités dans la production et la distribution du pouvoir culturel. Le racisme n'opère plus comme un mécanisme de domination de peuples étrangers. Les legs impériaux et les asymétries du pouvoir

s'expriment dans des formes différentes.¹²⁷ Pour autant, Colás retourne à l'art du régime libéral qui motive l'impérialisme postcolonial. Le néogramscien mérite de souligner la survivance de quelque chose de distinctement impérial dans la culture postcoloniale qui prolonge autrement les pratiques coloniales de gouvernance.¹²⁸ Au demeurant, la culture colasienne liée à l'empire et l'impérialisme est constitutive du pouvoir de commandement et combine à la fois la culture politique et économique, la haute culture, et la culture populaire. La conception critique d'empire à la fois comme un pouvoir de commandement et un espace social dépasse la forme coloniale du phénomène tout en renforçant l'idée coxienne d'une structure intersubjective dont les maillons locaux assurent la reproduction. Dès lors, la culture qui sous-tend la gouvernance politique en postcolonie ne peut se comprendre qu'à la lumière de l'impérialisme du système colonial et du système interétatique impérial.

Empire postmoderne

Colás rejette toute analogie entre impérialisme moderne, «impérialisme droit l'hommiste», et le nouvel interventionnisme. Pour ainsi dire, sa conception abonde dans le sens de Schumpeter à la différence que le classique l'impute à l'état. Comme souligné en début de propos, l'impérialisme est un phénomène historique dépendant d'un contexte particulier et la conception poststructuraliste établit le contexte historique pour comprendre l'impérialisme après le triomphe du capitalisme sur ses concurrents; et là se trouve l'une des forces de persuasion de la conception critique d'empire de Colás qui dépasse les formes ante et coloniale d'empire en embrassant ses dimensions libérale et poststructuraliste. Bien que l'analyste admette la fin de la forme moderne d'empire, le phénomène ne se fait et se défait par des superproductions. Un empire déterritorialisé mérite de réunir en une unité théorique des «tendances historiques et conceptuelles» permettant de concentrer le débat sur la pertinence contemporaine du concept. La thèse de Hardt et Negri et «la gamme de concepts et de défis» engendrés ont servi de référence à l'articulation des perspectives américaine et libérale d'empire.

Hardt et Negri contrastent la notion de l'impérialisme au sens fabien d'extension outre-mer de la souveraineté des états-nation européens avec l'empire postmoderne ne possédant de centre territorial de pouvoir ni de frontière ou barrière rigides mais «un appareil *décentré et déterritorialisé* de domination qui incorpore progressivement la sphère mondiale entière dans ses frontières ouvertes et en expansion.»¹²⁹ Un ensemble d'arguments complexes appuie cette position dont les formes de domination politique, de production et de résistance. Tout en admettant l'éclectisme d'une position soutenue par des sources historiques et philosophiques, Colás aperçoit un marxisme puissant dans et combinant des éléments de la sociologie industrielle liée à «autonomiste» italien ou le «workerist» à la base des concepts tels le biopouvoir, le contrôle, la dé/territorialisation et la gouvernementalité que l'on observe chez Michel Foucault, Gilles Deleuze et Félix Guattari. Le cocktail donne une conception autoréférentielle dont la politique et la théorie marxiste franco-italiennes des années 1970 facilitent la compréhension. Colás en retient des articulations qui sont pertinentes par rapport à l'objectif de la présente section qui est d'élargir notre conception de l'impérialisme comme une politique impériale de sécurité cherchant à affermir une structure mondiale d'accumulation.

La première articulation d'importance tient de la reconfiguration du pouvoir. La décennie de crise et de révoltes à l'échelle mondiale dans les années 1970 marque le passage de l'impérialisme moderne à l'Empire qui n'est autre que la constitution d'un ordre mondial basé sur des figures de pouvoir supranational et post-impérialiste inscrites dans une «notion impériale de droit». De telles reconfigurations du pouvoir judiciaire s'expriment dans le décalage de l'autorité du national au supranational sous la forme de Nations Unies; la mutation de la loi domestique par l'universelle, l'instauration d'un état pérenne d'exception global; et la transition simultanée des normes d'après-guerre de souveraineté absolue vers le droit d'intervention humanitaire. Pour Colás, cette suite de pouvoir mondial n'émanant d'aucun lieu spécifique ni ne servant d'intérêts nationaux particuliers repose sur le principe des interventions consensuelles au nom des droits universels.¹³⁰

La reconstitution du territoire suit cette nouvelle codification supranationale. Hardt et Negri attribuent à la globalisation la tendance à aplatir l'espace et les hiérarchies attachées à la modernité. Nous avons là le produit d'une vision transcendantale et constitutionnelle du pouvoir associée aux conceptions hobbesienne et spinozienne de société civile favorisant la compréhension du pouvoir comme *potentia* immanent, constitutif ou puissance. Ainsi, la forme prédominante de la souveraineté moderne de l'état reste exclusive par une reproduction constante des binarités intérieur/extérieur, privé/public, local/global, compatriote/étranger, civilisé/barbare. Alors que la modernité est définie par le racisme, l'expansion territoriale, le militarisme, l'exceptionnalisme national et la supériorité, la postmodernité est distinctive d'un mouvement à l'Empire traversant les hiérarchies et dichotomies en l'absence de l'«Extérieur». Dans la conception hardto-negrisme, l'exclusion à un espace spécifique est devenue plus fluide et indéterminée et davantage définie par une «inclusion différentielle».¹³¹

La reconstruction de l'espace soutenue par une réorganisation parallèle de la production est un autre mécanisme de l'Empire postmoderne. Colás concède la loyauté envers l'héritage marxiste qui pousse les penseurs à épinglez les interconnexions entre les diverses transformations dans nos vies socioéconomiques, politiques et culturelles. Non seulement la globalisation a transformé le rapport état-marché, elle a également bouleversé notre métabolisme collectif avec la nature. La véritable subsomption de la population mondiale au marché selon Hardt et Negri a été facilitée par, et a elle-même accéléré, l'introduction croissante des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les chaînes flexibles de production et la tertiarisation de l'économie. Une telle organisation de la production en réseau accompagnée du pouvoir qu'elle concède aux marchés financiers, au tertiaire et aux multinationales rehausse le travail immatériel qui vient des capacités communicatives intégrées au service à la clientèle ou à l'économie du savoir. Colás fait remarquer que Hardt et Negri marient les notions d'informatisation et de post-fordisme au concept foucauldien de biopouvoir en soutenant la production de plus en plus destinée au contrôle direct de la nature

humaine et de la reproduction de la vie sociale en général. Le nouvel espace reconfiguré se résume en un imperium capitaliste accompli (Panitch et Gindin 2004) où la guerre, un mécanisme favori de l'impérialisme classique devient une simple opération de police. La reconfiguration de l'espace n'est pas le seul facteur de la mutation de la guerre. Le développement même des armes de destruction massive au profit du pouvoir monarchique la rend obsolète (Hardt et Negri 2004).

La multitude pour Colás est une composante résultant des dimensions biopolitiques du capital. Les penseurs ont une compréhension vitaliste et générative du rapport de travail au capital. Outre les marchandises, ce rapport produit de nouvelles subjectivités qui portent en soi le potentiel pour à la fois façonner et transcender le capitalisme. Les réseaux de travail et les formes déterritorialisées de régulation portent en leur sein la possibilité latente du pouvoir immanent. D'un côté, la force de l'Empire réside dans sa capacité de pénétrer la vie par des mécanismes du biopouvoir et de l'autre, la condition même du capital de constamment envahir les secteurs du monde produit toutes sortes de réseaux d'interactivités qui préfigurent un «genre de communisme spontané et élémentaire».¹³²

Colás en déduit un Empire régulé par une constitution supranationale et reproduit par des réseaux valorisés de travail immatériel ainsi que l'émergence d'un nouveau sujet global ajusté aux formes immanentes et décentrées d'un pouvoir impérial. La «multitude» au sens d'une pléthore de mouvements indéterminés expansifs, constitutifs remplace le peuple, produit d'un pouvoir médiatisé, représentatif et institutionnalisé dans l'état souverain moderne et la classe ouvrière définie par les régimes tayloristes, industriels de travail comme l'agent de la démocratie mondiale. Colás accepte avec les penseurs l'illusion des luttes contre le capital autour des notions de libération nationale, de taille du pouvoir étatique ou, de la mobilisation des paysans et ouvriers dans des syndicats ou partis politiques. Puisque le pouvoir est partout et nulle part, et la biopolitique impériale submerge notre existence, seule une subjectivité ubiquitaire et antagonique de la multitude peut challenger la domination impériale; un contre-Empire qui ne peut qu'être «le résultat constitutif d'un militantisme

implacable, non-médiatisé, transversal». Nous avons une reformulation originale du concept depuis les classiques marxistes mobilisant divers courants de penser la globalisation, la postmodernité, le post-colonialisme, le capitalisme, le pouvoir et la résistance qui obéit à l'esprit contemporain du temps. Dans ce contexte historique, l'impérialisme classique perd de sa pertinence analytique en même temps que l'Empire le sort du piège des classiques. Toutefois, la conception hyperglobaliste se heurte au souci des élites globales de restaurer la souveraineté et de reconstruire les états défailants quand l'empire libéral coalesce moins les striations du système interétatique.¹³³ L'heure est au renforcement de «la très moderne souveraineté territoriale» pour permettre à l'état légitime d'assurer la reproduction d'un ordre œcuménique libéral; autrement dit une globalisation armée de la Pax Americana.¹³⁴

Au demeurant, la conception poststructuraliste renforce la théorie critique d'empire comme une structure parasitique au sens d'un pouvoir de commandement se greffant à l'état, au marché ainsi qu'à la culture pour reproduire le monde à son image. L'Empire représente un défi de penser l'impérialisme à l'ère du capital collectif qui exige un dépassement du positivisme de clocher qui distingue les classiques libéraux, marxistes et réalistes; et par ricochet, la reconsidération du *modus operandi* de l'impérialisme: opérations de sécurité plutôt que guerre. Véritablement, l'Empire œuvre à la reproduction mondiale d'un capitalisme hégémonique qui contraint structurellement l'accumulation en liant les citoyens autour d'un modèle donné de société. En clair, l'impérialisme contemporain cherche à enchâsser voire civiliser le capitalisme dans les espaces postcoloniaux.

L'empire libéral et les états défailants

Dans la conception de Colás, les états défailants constituent la force d'entraînement d'un empire libéral en quête de la restauration de leur souveraineté moderne par leur reconstruction au profit du capital. Dans ses efforts de soutenir cette position, Colás s'appuie sur Francis Fukuyama, Thomas Barnett, et la State Failure Task Force Report de la CIA. Le premier soutient un problème

préoccupant de sécurité collective alors que le second associe l'état défaillant à la déconnexion de son régime de la globalisation. Par-delà des frontières de celle-ci tapissent «les états défaillants qui exigent notre attention, des états voyous qui demandent notre vigilance, et des conflits endémiques qui alimentent la terreur», une menace à la sécurité américaine et à la globalisation.¹³⁵

Colás ramène les variables identifiées par la State Failure Task Force à partir d'une étude des crises politiques internes dont la religion, les tensions ethniques, le développement économique, le conflit dans les états avoisinants. Le libre échange frappe dans les conclusions du rapport où les auteurs reproduisent l'orthodoxie libérale en faisant de l'état souverain et légitime le produit de la liberté et de l'ouverture au marché. La protection du droit de propriété privée et l'application des contrats définissent un marché véritablement ouvert.¹³⁶ Suivant une perspective historique, une telle conclusion est en phase avec le capitalisme défini par Geoffrey Ingham. Les nouvelles tutelles qui traduisent l'internationalisme libéral dont John Hobson appelait de ses vœux représentent une nouvelle forme d'empire libéral qui suppose l'extension du capitalisme enchâssé: marché ouvert, démocratie et droits de l'Homme.¹³⁷ À la différence des prédécesseurs coloniaux, l'empire libéral cherche à favoriser l'autonomie, les libertés civiles et l'intégrité territoriale. L'ordre libéral tourne autour d'un ensemble de valeurs et de ressources de pouvoir. Il y a un inconfort qui voit tantôt un empire libéral américain tantôt un ordre libéral mondial.¹³⁸ Colás rappelle les mécanismes de domination impériale fondés sur des principes de paix, d'ordre, de civilisation et d'ouverture qui ont justifié la mise à terme de l'état de nature en Amérique latine, l'impérialisme moderne, la mise sous tutelle du Kosovo.¹³⁹ Dans la conception du néogramscien, le discours des droits de l'Homme fait partie des nouveaux mécanismes d'administration d'un empire œcuménique libéral.

Bien qu'il reconnaisse des enjeux géostratégiques liés à l'empire libéral, Colás soutient plutôt une combinaison des valeurs et des intérêts s'appuyant sur les cas kosovar et koweïtien. Réduire l'interventionnisme humanitaire à l'expansion géostratégique soulève des questions analytiques

sur la motivation d'utiliser le prétexte de violations des droits humains et la construction de l'état. L'argument tend à assourdir les fondements de l'internationalisme libéral et les réalités historiques des régions en état de nature. Les rébellions menacent l'ordre libéral en sapant la souveraineté des états tout en contrariant les principes des droits humains. Suivant le raisonnement de Colás, la guerre de changement de régime en Côte d'Ivoire obéit à une politique d'expansion des valeurs du capitalisme que résume Ellen Meiksins Wood: état souverain, démocratie procédurale et économie de marché. Seuls les résultats davantage que les motivations reflètent le caractère libéral du nouvel ordre impérial. Bien que le néomarxiste encourage à prendre en compte l'histoire des régions qui appellent à l'empire libéral, sa tendance à réifier les états défailants limite son étude aux canons.

Les états défailants comme produits de l'impérialisme

Colás opine que le rétablissement de «la très moderne souveraineté territoriale» des états au profit du capital est au cœur des préoccupations sécuritaires d'un empire libéral. L'idée des états faibles/défailants est intimement liée depuis «la fin de l'histoire», pour reprendre Fukuyama, à l'insécurité mondiale et à l'idée des menaces non traditionnelles. Helman et Ratner avaient alerté l'opinion sur ce nouveau concept dans un article ayant cherché à adresser les implications sécuritaires des états défailants.¹⁴⁰ Sur la question de la souveraineté des états défailants, Robert Jackson ouvrit le débat en établissant la souveraineté de *jure* et la souveraineté intérieure. Les «quasi-états» incorporés à la communauté mondiale par le «jeu de la souveraineté» manquent la capacité de fournir des biens publics et sont davantage des «entités plus juridiques qu'empiriques». Les normes telles que l'anticolonialisme, l'autodétermination, la démocratie et l'égalitarisme ont engendré des états qui apprécient un droit d'exister sans y être qualifiés et des perspectives élevées de survie malgré la désorganisation et l'illégitimité domestiques.¹⁴¹ Toutefois, Young Crawford a démonté une nostalgie fabienne quand la globalisation invalide des conceptions plutôt racistes. Pour Crawford, l'héritage

colonial a infusé une autocratie patrimoniale entrée en crise par des pressions à la fois externes et internes qui ont reconfiguré ces états.¹⁴² En clair, la défaillance de ces états a quelque chose à voir avec la structure même de l'état hérité des impérialismes rivaux et les ingérences continues des anciens colons.

Pour leur part, les théories de conflit et d'instabilité adressent la défaillance de l'état comme le facteur de son déclin ou le problème de l'état moderne.¹⁴³ Certains situent la défaillance dans un contexte social plus large suggérant les mutations dans la forme des conflits. Centrale à cette idée, la politique de sape défend les forces sociales érodant l'étatisme.¹⁴⁴ Pour fonctionner efficacement, l'état doit exercer «l'autorité contraignante sur ses citoyens, [avoir] un appareil administratif pour exercer le contrôle sur les individus et le territoire, le monopole sur les instruments légitimes de la violence, la capacité de ses institutions de pénétrer la société et d'extraire des ressources».¹⁴⁵

Stephen Krasner casse la boîte noire de la souveraineté pour en faire une catégorie analytique dans le contexte de la guerre contre le terrorisme. Il distingue la souveraineté interdépendance liée à la capacité des états de contrôler les mouvements transfrontaliers notamment les flux migratoires, les idées, les capitaux, les crimes, les drogues, les pandémies. Étant donnée la mondialisation érodant la capacité de régulation des états, la souveraineté interdépendance est moins une autorité de régulation que de contrôle. La souveraineté domestique tient aux structures d'autorité au sein des états et à leur capacité effective de régulation des comportements. Krasner les égale aux régimes (monarchie ou république, démocratie, ou systèmes fédéraux). La reconnaissance d'un régime donné est un aspect de la souveraineté domestique; l'autre tient au niveau de contrôle que peuvent exercer les représentants du pouvoir. Les pouvoirs domestiques ordonnés disposent des structures d'autorité à la fois légitimes et effectives contrairement aux états défailants: «Failed states have neither. The loss of interdependence sovereignty, which is purely a matter of control, would also imply some loss of domestic sovereignty, at least domestic sovereignty understood as control,

since if a state cannot regulate movements across its borders, such as the flow of illegal drugs, it is not likely to be able to control activities within its borders, such as the use of these drugs». ¹⁴⁶

La souveraineté westphalienne exclut toutes sources externes d'autorité donnant à l'état, le monopole de la prise de décision dans son territoire. Enfin, la souveraineté internationale complète la typologie de Krasner qui associe à ces composantes des principes, des institutions et des pratiques. Pour lui, la souveraineté se réfère aux pratiques comme la capacité de contrôler les mouvements transfrontaliers ou de contrôler les activités dans les frontières territoriales de l'état, et aux principes comme la reconnaissance juridique internationale des entités territoriales indépendantes et la non-intervention dans les affaires des autres états. Un échec à respecter les principes de la souveraineté internationale liés au contrôle des mouvements transfrontaliers et des activités intrafrontalières implique la perte de la souveraineté westphalienne; autrement dit, la souveraineté transcende les états et renvoie au pouvoir de décision qui restructure continuellement les états, un empire.

Dans ce sens webero-krasnien, Failed States Index du Fonds pour la Paix marque une tentative pour saisir les facteurs, la structure et l'impact des états défailants en élaborant des indicateurs sociaux, économiques et politiques. Pour FfP, la perte du contrôle physique du territoire ou du monopole sur l'emploi de la force légitime est l'indicateur majeur de la défaillance de l'état. ¹⁴⁷ Le concept attire l'attention des universitaires. Certains acceptent sans l'interroger comme changement de paradigme aux implications fondamentales pour la conception de la sécurité/insécurité. Ainsi que le soutient Francis Fukuyama, les états défailants sont devenus le plus important défi à l'ordre mondial. ¹⁴⁸ Pour ces canons, nous avons une catégorie analytique et les dangers que représentent fondamentalement ces états changent la manière de concevoir et de confronter la sécurité. ¹⁴⁹ Une industrie des états défailants s'est exercée à affermir la méthodologie de définition et de mesure, d'identification de leur impact, et de développement des implications de politique. Malgré leur différence, les canons partagent l'incapacité institutionnelle comme la cause de la défaillance des

états. Michael Ignatieff par exemple présume les pratiques des élites, l'interférence étrangère, et la détérioration des termes de l'échange.¹⁵⁰ Robert Rotberg ajoute les legs coloniaux, la performance économique, la violence et un leadership autocratique.¹⁵¹ Les conceptions canons n'expliquent pas d'une façon satisfaisante la défaillance des états. S'appuyant sur des approches structuralistes de la formation de l'état, Shahar Hameiri accentue la nature des relations état-société au sens de luttes entre classes sociales, factions et coalitions pour contrôler l'accès au pouvoir et aux ressources. Bien que réducteur pour avoir privilégié le seul contexte intérieur, ce modèle montre la dynamique interne des conflits.¹⁵²

Les sceptiques pour des raisons épistémologiques, relèvent la difficulté objective de définir, d'identifier et d'analyser des états défaillants avec toute la rigueur méthodologique. Étant donné la nature de tels états, il existe de graves difficultés dans la collecte des données plausibles. L'idée d'état défaillant est loin d'offrir une base solide sur laquelle peuvent se fonder la politique et des analyses judicieuses.¹⁵³ Pour ces universitaires, la menace des états défaillants est souvent mal comprise ou exagérée, et ainsi des politiques qui visent à renforcer la sécurité nationale basées sur, ou la restauration des états défaillants sont inconséquentes voire dangereuses.¹⁵⁴

Pour leur part, les constructivistes notent une construction ethnocentrique qui délégitime les états échouant à se conformer à la vision mondiale des états dominants. De ce point de vue, l'idée d'état défaillant fait partie d'un agenda de remodelage des pays en développement, une tentative de diaboliser pour contrôler «l'autre».¹⁵⁵ Analytiquement impertinent, le concept est loin d'un simple résultat de méthodologie douteuse; son exagération de la menace des états sous observation en fait le pire exemple de sécuritisation négative jamais existé.

Newman qui a analysé les conceptions de la SFTF/PITF, de la Banque mondiale et du PNUD en arrive à deux constats pertinents: les causes de la défaillance de l'état sont situées au sein de l'état lui-même; autrement dit *l'ignotus* explique *l'ignotum*; et l'absence de discussions sur la façon

dont les évolutions économiques, politiques et globales, les actions et pratiques des états dominants ont contribué à la défaillance des états postcoloniaux. Nous avons une explication qui escamote la racine de la défaillance des états liée à des facteurs structurants et globaux.¹⁵⁶ Nuruzzaman propose de combler cette lacune en évaluant le contexte historique spécifique et en connectant ces états aux interactions globales les conditionnant. Une historicisation du processus de formation de ces états appelle à l'impérialisme moderne. Les représentations impériales de l'état façonnées par la Guerre Froide dominant l'idée même de l'état en Afrique.¹⁵⁷ L'expansion et l'approfondissement continus du capitalisme basés sur le système Bretton Woods engendrent des relations économiques inégales à l'intérieur des états, et un affaiblissement des institutions. La globalisation devient un sous-facteur de défaillance.¹⁵⁸ Quoique Nuruzzaman saisisse les états défaillants à la fois comme catégorie et phénomène social et tend à nous rapprocher de la préoccupation majeure de notre thèse qui est de reconnecter l'impérialisme à l'empire avec une lecture en contrepoint des états défaillants comme enjeu de sécurité du marché, il nous éloigne de la question centrale de l'approche critique d'empire de Colás à savoir la relation incestueuse entre souveraineté et capitalisme.

En effet, l'économie politique globale du néogramscien Adam Morton est une solide avancée qui combine Politique comparée et Relations mondiales, deux sous-champs disciplinaires qu'essaie de faire dialoguer la présente thèse. Morton soutient l'émergence des états défaillants des processus historiques contradictoires de formation de l'état et d'accumulation en considérant l'enchevêtrement des logiques de la souveraineté et du capitalisme dans le façonnement des conditions structurelles qui confrontent ces états. La conception évite toute position structurelle simpliste et prédéterminée des états à l'intérieur d'une économie politique globale dans laquelle l'économie-monde déploierait un modèle où l'étatisme est relativement fort au centre et faible en périphérie. Dans la même veine que Crawford Young, Morton rejette l'idée de proto-états reflétant une impasse dans le rapport état-société, figés, et formes de domination arbitraire basées sur la violence de gangsters sur une

popu-lation inarticulée. L'enjeu étant de connecter la souveraineté à l'économie politique et de conditionner autant que de permettre des effets d'une division capitaliste globale du travail.¹⁵⁹

Le néogramscien part de ce qu'il a appelé «la doctrine des états défaillants» qui prolonge la vision fabienne de l'impérialisme au sens de processus biologique devant amener au rétablissement des «patients» attendant une autopsie. Morton appuie son analyse sur Mahmood Mamdani, Ernst Mandel, et Jean-François Bayart en soutenant une pleine historicisation des processus de formation de l'état qui prend en compte les dimensions globalement enchâssées des états africains dans des conditions combinées et inégales de développement. Pour Morton nous avons moins affaire à une anarchie qu'à une accumulation primitive ou le capitalisme classique qui privilégie la force brute et les hommes forts du temps des «impérialismes rivaux» par opposition au capitalisme moderne qui accentue une accumulation systémique et des institutions libérales (Ingham 2003).

Sur Mamdani, le néogramscien accentue la structure bifurquée de l'état postcolonial africain qui compromet le divorce formel entre état et marché caractéristique des capitalismes modernes. En un mot, nous avons affaire au capitalisme chimiquement pur où la règle d'or, c'est-à-dire la recherche débridée de profit n'est pas encore structurellement contrainte. Pour Morton et Mamdani, «l'état colonial était une affaire à double tranchant. D'un côté, l'état qui gouverne une communauté racialement définie, est attaché à la règle de droit et un régime associé de droits. De l'autre, l'état qui domine des sujets est un régime de coercition extra-économique et une justice administrative».¹⁶⁰ L'état est ainsi fractionné en raison d'une forme civile politique de domination semblable aux états modernes basée sur la loi mais concentrée dans les centres urbains et d'une forme coutumière de pouvoir basée sur le personnalisme, les exigences extra-économiques et l'exploitation ancrées dans la ruralité.¹⁶¹ Ce processus de formation de l'état et sa forme associée de souveraineté émergent dans une division globale du travail modelée par l'expansion du capitalisme et des tendances inégales de développement distinctives d'une combinaison de relations précapitalistes, semi-capitalistes et

capitalistes qui font des états défailants une sorte de musée vivant. Cet héritage d'un état discriminatoire se transpose et se recompose par une institutionnalisation de la suzeraineté qui hiérarchise la société entre gouvernants et gouvernés. La compréhension des états défailants ne peut raisonnablement assourdir un développement historique racialisé des processus d'accumulation où différents processus de production ont été combinés dans les territoires coloniaux; autrement dit, l'impérialisme moderne demeure un facteur pertinent pour toute étude cherchant à comprendre la défaillance structurelle des états en postcolonie.

Morton appelle à Ernst Mandel qui établit une différence entre les processus d'accumulation capitaliste continus dans les états en Occident et d'accumulation primitive continus dans les états africains.¹⁶² Pour les deux analystes, ce processus contribue à modeler la souveraineté et le marché dans ces états où l'impérialisme moderne a étouffé le processus d'accumulation primitive pour en faire des «substituts capitalistes collectifs». Toutefois, les distorsions de l'état ne résultent pas que de la dépendance des régimes africains mais également de l'évolution de leur stratification interne comme l'avait souligné Colás. Dans ces conditions, les rébellions traduisent la poursuite prédatrice conjointe de la richesse et du pouvoir par une accumulation primitive enracinée dans les expériences historiques et conditions culturelles, ethniques et politiques du Golfe de Guinée. L'impérialisme a déclenché une accumulation mondiale où toutes formes de production et de relations confrontent un état bifide par une réconciliation des logiques territoriales et capitalistes du pouvoir. Ces problèmes ont acquis la saillance dans les politiques d'engagement dans une accumulation continue à travers le gangstérisme organisé, les tactiques de prédation, de ruse et de violence de toutes sortes aux connexions globales.

Au demeurant, une compréhension des états défailants en contre point de l'approche critique d'empire requiert une économie politique globale des processus historiques contradictoires de leur formation et d'accumulation, de la souveraineté et du capitalisme. L'approche hétérodoxe ramène le

débat aux différentes étapes de développement du capitalisme que rend mieux compte une approche critique d'empire: impérialisme (moderne, du système interétatique, et de la globalisation) transforme indéfiniment les maillons d'une structure constitutive d'accumulation comme le soutient Robert Cox. L'enjeu sécuritaire des états défaillants tient non pas simplement d'un encouragement à l'accumulation classique opposée à une accumulation systémique mais surtout de la logique même de suzeraineté. Les états défaillants, pris entre la cogestion de leur souveraineté et une accumulation primitive, ne peuvent se comprendre qu'à la lumière de l'impérialisme et empire. Le présent chapitre s'était donné la tâche d'élargir notre compréhension de l'impérialisme à partir d'une perspective critique d'empire qui prend en compte en les pondérant les conceptions classiques de l'impérialisme. Un raffinement des approches critiques permet d'atteindre ce but.

Raffiner les approches critiques

La présente thèse qui tente de répondre à comment devons-nous comprendre l'impérialisme cherche à contribuer au savoir en Relations internationales en déliant cette équation. Autant adaptée que sophistiquée, la perspective critique d'empire de Colás fournit un cadre qui permet d'élargir notre compréhension de l'impérialisme comme une politique de sécurité du marché de par un empire qui cherche à protéger un modèle d'accumulation dans son imperium. La sécurité du marché constitue la force directrice d'un mécanisme historique contradictoire de restructuration des états formant une structure intersubjective d'accumulation qui fait du pouvoir politique, économique, et culturel une totalité sociale constitutive. L'empire se démarque de toute projection extraterritoriale du pouvoir dénotant historiquement une structure expansive, coercitive et hiérarchique que rend davantage compte la domination. La spécificité du pouvoir impérial dépasse la simple coordination des régimes et économies; il s'agit d'un pouvoir monarchique de commandement et de régulation des régimes et des économies et repose sur une action décisive ultime en faveur de l'autorité régnante non par

délibération ni consultation entre pairs égaux. La conception critique en fait un espace et un pouvoir sans pair qui en assure une organisation hiérarchique.

Origine du système interétatique, l'empire explique les relations mondiales en montrant la survivance des mentalités et structures impérialistes de contrôle. Une facette de l'empire implique une organisation de l'espace basée sur des principes contradictoires de suzeraineté ou souveraineté et d'absence de frontières territoriales et la pression d'une constante expansion. La disparition de sa forme territoriale et sa mutation en un système interétatique marquent un passage historique. Son organisation spatiale est liée à sa base sociale et repose sur des institutions et une bureaucratie impériales. Malgré les mutations et les contradictions des interactions entre les diverses facettes de l'empire à la fois comme espace, marché et culture, les interactions ont pris la forme de relations capitalistes et de souveraineté avec deux conséquences à l'effondrement des empires modernes: appropriation par les états postcoloniaux des processus d'accumulation; et renforcement du marché et de la culture qui ouvrent la voie à une plus grande intégration transversale des capitalismes.

Les états défailants ayant émergé des processus historiques contradictoires impériaux sont traversés par des antagonismes verticaux et horizontaux plus larges façonnés par la souveraineté et le capitalisme. Les guerres ou crises politiques qui disjonctent parfois leur souveraineté intérieure s'expliquent en référence à l'impérialisme moderne ayant favorisé la suzeraineté et le protectionnisme réfléchissant les mutations des formes des conflits et identités depuis le démembrement des empires modernes. Autant les empires infléchissent les hiérarchies sociales par une intégration différentielle, autant leur substitution par le système d'états territoriaux infléchit les antagonismes. En impulsant la mutation du capitalisme monopoliste et de la suzeraineté à lui adjacente, tous deux legs des empires coloniaux, la globalisation accentue paradoxalement la défaillance structurelle historique des états en postcolonie qui deviennent de facto des menaces à la sécurité du marché dans les limites de leurs territoires et en conséquence appellent de nouveau à l'empire.

Un solide cadre émerge du raffinement des approches critiques pour étudier l'impérialisme dans le contexte d'un imperium capitaliste accompli et de la guerre contre le terrorisme. Le cadre qui élargit notre compréhension de l'impérialisme repose sur ces constatations:

- L'impérialisme implique l'empire et la sécurité du marché dans les limites territoriales des états, la restauration de la souveraineté, et la régulation des régimes, économies et cultures.
- Les menaces à la sécurité du marché proviennent du régime et la cogestion de la souveraineté hérités de l'impérialisme qui alimentent le nationalisme et la disjonction de la souveraineté territoriale des états défaillants.
- L'empire assure la sécurité du marché en diffusant le régime et les valeurs qui structurent sa base sociale d'accumulation.

Le cadre critique d'empire dégage un argument majeur autour du marché et de la souveraineté qui élargit notre compréhension du phénomène impérialisme que le reste de la dissertation tentera de démontrer: une politique impériale de sécurité du marché qui engage historiquement la restauration de la souveraineté moderne des états défaillants et la régulation de leurs régime, économie et culture.

Pour tester la validité d'une politique impériale de sécurité du marché fondée sur, et la saillance analytique de ce cadre, il doit s'appliquer à un cas qui est celui de l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire. Afin de démontrer la solidité du cadre, le cas doit être non reconnu dans la littérature dominante pour apporter une contribution savante. Pour démontrer que la sécurité du marché est le déterminant de la politique impériale de conquête, ce cas doit montrer que les menaces procèdent d'une défaillance historique assortie d'une disjonction de la souveraineté domestique de la Côte d'Ivoire. Le cadre critique qui reconnecte l'impérialisme à l'empire et la sécurité du marché à la souveraineté appelle à examiner l'empire américain comme un pouvoir de commandement et de régulation et la défaillance structurelle historique de la Côte d'Ivoire comme deux étapes critiques à

notre compréhension de l'impérialisme américain en territoire ivoirien. Le chapitre suivant élabore l'empire américain comme un pouvoir de commandement.

¹ Nous préférons comme Robert Cox «relations mondiales» à «relations internationales». La première définit mieux le champ actuel de la politique globale, nous éloigne de la façon dont les approches dominantes ont mis en récit l'histoire du champ qui donne une priorité ontologique aux états. Enfin, elle reflète mieux le point de convergence entre la politique comparée et l'étude des relations politiques, économiques, écologiques et de genre qui dépassent le seul cadre de l'état-nation. La guerre contre le terrorisme démontre l'obsolescence ontologique de ces approches. «Toward a posthegemonic conceptualization of world order: reflection on the relevancy of Ibn Khaldun», Cox et Sinclair, *Approaches to world order*, 1996, p. 144.

² Robert Cox, «Social forces, States and world orders: beyond International Relations Theory», *Millennium*, 1987, 10/2, p.142; Koebner Richards, «The concept of economic imperialism», *The Economic History Review*, New Series, 2/1, 1949, pp. 1-29.

³ Nous utiliserons civilisation et culture de façon interchangeable et le terme marché au sens de Samir Amin (1970) ou de Susan Strange (1994, 1997) qui reconnaissent le triomphe d'un seul marché capitaliste mondial.

⁴ Voir par exemple Martin Hollis et Steve Smith, *Explaining and understanding International Relations*, 1990; Wight Colin, «Philosophy of social science and International Relations» dans Walter Carlsnaes, Thomas Risse, and Beth Simmons, eds., *Handbook of International Relations*, 2003.

⁵ Karl H. Marx 1867, pp.753-54, dans Szymanski 1986, p.24.

⁶ Joseph Schumpeter, *Impérialisme et classes sociales*, 1972. L'accumulation par la dépossession vient de Luxemburg.

⁷ Conant, Charles, «Economic basis of "imperialism"», *The North American Review*, 167/502, 1898, pp.326-340.

⁸ Stuart Mill considère comme nation une partie de l'humanité dont les habitants «sont unis entre eux par des sympathies communes» uniques. L'effet de l'identité de la race et de la descendance, la communauté de langue et de religion sont quelques unes des causes de formation de ce sentiment de la nationalité. Mais selon le libéral classique, «l'identité des antécédents politiques, la possession d'une histoire nationale et d'une communauté conséquente de souvenirs, de fierté collective et de l'humiliation, du plaisir et de regret, en rapport avec les mêmes incidents dans le passé» l'emporte sur toute autre cause, <http://www.marxists.org/archive/hobson/1902/imperialism/index.htm>, page consultée ce 17 novembre 2011.

⁹ Ibid. p.19, traduit par nous.

¹⁰ <http://www.marxists.org/archive/hobson/1902/imperialism/index.htm>, page consultée ce 17 novembre 2011.

¹¹ Anthony Hartley, «Hobson's voice», *The National Interest*, 29, 1992, pp.89-96.

¹² William Langer, *The diplomacy of imperialism*, 1965, p.67.

¹³ David Long, «Paternalism and internationalisation of imperialism. J.A. Hobson on the international government of backward races», David Long, Brian C. Schmidt, *Imperialism and internationalism in the discipline of International Relations*, 2005.

¹⁴ Leonard Woolf, 1920a p. 24; pp. 57-48; pp.8-9 dans Wilson 2005, p.125

¹⁵ Eric Hobsbawm dans *The age of of empire 1875-1914*, 1987, p.149 insiste sur le «catéchisme de la nation» qui est inculqué dans les salles de classe jusqu'à l'avènement de la télévision.

¹⁶ Leonard Woolf, *Impérialisme Economic*, 1970, p. 18; *Imperialisme and Civilization*, 1971, pp.9

¹⁷ Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle*, 1979.

¹⁸ Richards Koebner, «The concept of economic imperialism», *The Economic History Review*, 2/1, 1949, pp. 1-29

¹⁹ Ibid, p.10.

²⁰ Pour Rudolf Hilferding, la société par actions est à l'origine de la création de la Bourse des valeurs ayant favorisé le développement du crédit dans la pure tradition d'accumulation capitaliste: «La société par actions», *Le capital financier: étude sur le développement récent du capitalisme*, 1970, pp.161-174.

²¹ Il existe une abondante littérature sur insider trade. Henry Manne a été le premier à amorcer la réflexion en publiant, *Insider trading and the stock market* en 1966. Le concept a évolué tout comme les pratiques en la matière comme le soutient Stephen M. Bainbridge (éd.), *Insider trading*, 2011. Par ailleurs, *Le capital financier* de Rudolf

Hilferding fournit une meilleure compréhension de la spéculation et du marché financier, développe la théorie de la monnaie et de crédit. Dans la troisième partie, l'ancien ministre allemand de l'économie et des finances qui a initié la réforme d'indexation du Mark sur l'or a développé comment le capital financier régent l'économie et sa fusion avec l'état.

²² Matthew Fraser, *Weapons of mass distraction: soft power and American empire*, 2003.

²³ Geoffrey Ingham, *Capitalism*, 2008, p.15.

²⁴ http://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/rl_accu_k_25.htm, page consulté le 20 novembre 2011

²⁵ Otto Bauer, «L'accumulation du capital», *Cahiers d'Économie Politique/Papers in Political Economy*, 51, 2006, pp.287-309.

²⁶ Rudolph Hilferding a élaboré le concept du «capital financier» et sa connexion avec l'impérialisme surtout dans *Le capital financier: étude sur le développement récent du capitalisme*, 1970, pp.407-454.

²⁷ Hilferding Ibid, p.437

²⁸ Luxemburg, Ibid. Bien qu'ils établissent un tribut, les Perses ne s'arrogeaient pas les terres des peuples tombés sous leur autorité, laissant intacte la structure sociale du pays tout comme la religion, la langue et la vie économique: un «impérialisme pur» exempt de tout nationalisme; Joseph Schumpeter, *Impérialisme et classes sociales*, 1972.

²⁹ Ibid.

³⁰ http://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/rl_accu_k_32.htm, page consultée ce 18 novembre 2011.

³¹ Voir Georgiou Christakis, «Impérialisme et économie mondiale, retour sur les analyses de Nikolai I. Boukharine», *Que Faire? LCR*, no.06, <http://quefaire.lautre.net/que-faire/que-faire-lcr-no06-septembre/article/imperialisme-et-economie-mondiale>, page consultée le 20 septembre 2011.

³² Rappelons que le contexte de parution de «Impérialisme et économie mondiale» est celui de la Première Guerre Mondiale et ce contexte a beaucoup influencé la plupart des classiques.

³³ Brynjolf Hovde, «Scholastic theories of imperialism prior to the Great War», *Journal of Political Economy*, 36, 5, 1928, pp.569-591. Hovde soutient que les marxistes orthodoxes imputent l'impérialisme au capitalisme alors que les révisionnistes reconnaissent une pluralité de facteurs, le capitalisme n'étant pas déconnecté de la société et dès lors, le développement de la société devient la cause de l'impérialisme. Les révisionnistes sont proches de la social-démocratie alors que les radicaux sont des communistes.

³⁴ Lénine, ayant eu la primeur de Boukharine qui l'a davantage influencé, qualifie d'ailleurs l'œuvre de contribution scientifique qui examine des faits fondamentaux de l'économie mondiale se rapportant à l'impérialisme dans son ensemble comme stade défini du développement du capitalisme le plus avancé. Alex Callinicos (2010) dans «L'impérialisme aujourd'hui» précise que le titre original du pamphlet de Lénine est plutôt *L'impérialisme, l'étape la plus récente du capitalisme*, <http://quefaire.lautre.net/archives/article/l-imperialisme-aujourd-hui>, page consultée le 18 novembre 2011.

³⁵ La concentration renvoie à l'expansion du capital sur base d'accumulation de la plus-value produite par ce même capital. La centralisation se définit par la fusion de deux unités de production.

³⁶ <http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp7.htm>, consultée le 11 fév. 2012.

³⁷ Geoffrey Ingham, Ibid, pp.52-63

³⁸ David S. Landes, *Some thoughts on the nature of economic imperialism*, 1962, pp.395-396; Robert Gilpin, *War and change in world politics*, 1981, p.54, Kenneth Waltz, *Man, state and war: a theoretical analysis; Theory of international Relations*, 1959, pp.18-78; Hans Morgenthau, *Politics among nations: the struggle for power and peace*, pp.64-65; p.234; Niebuhr Reinhold, *The structure of nations and empires: a study of the recurring patterns and problems of the political order in relation to the unique problems of the nuclear age*, 1959.

³⁹ Voir *People, states, and fear: an agenda for international security studies in the post-cold war era*, 1991. La typologie de la sécurité nationale de Barry Buzan est d'une pertinence analytique remarquable suivant la conception critique d'empire qui permet d'élargir notre compréhension de l'impérialisme: la sécurité politique touchant l'identité même de l'état se rapporte à la base physique de celui-ci, l'idée de l'état ainsi que les institutions; la sécurité économique touche les agrégats économiques, et la sécurité sociétale a rapport avec les valeurs culturelles.

⁴⁰ Waltz, Ibid, p.238.

⁴¹ Rajan Menon and John Oneal, «Explaining imperialism: the state of the art as reflected in three theories», *Polity*, 19/2, 1986, p.44.

⁴² A. J. H. Latham, *The international economy and the undeveloped world 1865-1914*, 1978, pp.68; Fieldhouse et al. (eds), *Economic imperialism; a book of readings*, 1972.

⁴³ Niebuhr pousse les réflexions loin en soutenant l'arme atomique comme une politique de domination, Ibid.

⁴⁴ Joseph Schumpeter, Ibid., p.44.

- ⁴⁵ Paul Sweezy, *The theory of capitalist development: principles of marxian political economy*, 1942; John Strachey, *The end of empire*, 1959.
- ⁴⁶ David Kenneth Fieldhouse, «Imperialism: an historiographical revision», *The Economic History Review*, New Series, 14/2, 1961, pp. 187-209.
- ⁴⁷ Eric Walberg, *Postmodern imperialism: geopolitics and the great games*, 2011, Morgenthau, Ibid, p.63.
- ⁴⁸ Christian Palloix, *L'économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales*, Tome2, 1975, p.10 et suivantes. Alors que pour le marxiste le partage fini du monde entre nations capitalistes constitue l'effet de l'impérialisme, Andre Gunder Franck le saisit dans le «développement du sous-développement».
- ⁴⁹ Morgenthau, Ibid, note 47.
- ⁵⁰ István Mészáros, *Socialism or barbarism*, 2001; Hardt et Negri, *Empire*, 2000 et *Multitude*, 2004.
- ⁵¹ Voir Robert Cox 1981, pp.128-130 concernant la différence entre théorie de résolution de problème et critique.
- ⁵² Robert Cox, *Production, power and world order: Social forces in the making of the history*, 1987, pp.151.
- ⁵³ Leonard Woolf, *Imperialism and civilization*, 1971, pp.8-28.
- ⁵⁴ R. Cox, «Social forces, states and world orders», *Millennium Journal of International Studies*, 10/ 2, 1981, p.142
- ⁵⁵ Cox 1987, p.155; 157; 159; 346
- ⁵⁶ Susan Strange, *States and the markets*, 1994.
- ⁵⁷ Samir Amin, *Le développement du capitalisme en côte d'Ivoire*, 1967; William Zartman, *The political economy of Ivory Coast*, 1984.
- ⁵⁸ Harry Magdoff, *Imperialism without colonies*, 2003.
- ⁵⁹ Stephen Gill, «Globalization, market civilization and disciplinary neo-liberalism», *Power and resistance in the new world order*, 2008, pp.123-149.
- ⁶⁰ Johan Galtung, «A structural theory of imperialism», *Journal of Peace Research*, 8/2, 1971, pp.81-117.
- ⁶¹ Ibid, p.144
- ⁶² Robert W. Cox, «Beyond Empire and terror: critical reflections on the Political economy of world order», *New Political Economy*, 9/3, 2004, p.309; traduit par nous. Nombre d'analystes dont Leo Panitch et Sam Gindin, Simon Bromley, et Peter Gowan ayant publié dans *The war on terror and the american 'empire' after the Cold War* édité par Alejandro Colás et Richards Saull prétendent que la Pax Americana relève de l'impérialisme américain adapté à l'esprit du temps; voir aussi «Open Doors and Closed Frontiers: The Limits of American Empire» d'Alejandro Colás, *European Journal of International Relations*, vol. 14, no 4, pp. 619-643, 2008.
- ⁶³ Dans la conception néogramscienne, la légitimité distingue l'hégémonisme de la Pax Americana contrairement à l'impérialisme (Agnew 2005); Toutefois des analystes (Colás 2007; Vitalis 2006; Nexon 2008) démontrent une frontière normative plutôt qu'ontologique entre l'hégémonie et l'empire.
- ⁶⁴ La «révolution Bush» est un terme contexté. Pour des analystes comme Melvyn Leffler (2004 et 2005), Carolyn Eisenberg (2005) ou Robert Kagan (2005), la politique mondiale de Bush s'inscrit dans la continuité. Ses objectifs sont invariables au regard des interactions mondiales historiques des États-Unis. Même l'unilatéralisme, l'action préventive, l'endossement et la politisation du pouvoir militaire ont été manifestes tout au long du dernier siècle. Le tournant Bush tient à la façon dont les valeurs et les idéaux américains claironnent les intérêts, la puissance militaire façonne la politique, et la prise de risques surmonte la prudence. L'objectif d'imposer les valeurs du consumérisme résonnent en écho au discours des Puritains et Calvinistes concernant la cité sur la colline, à la Destinée Manifeste et à la vision jeffersonienne d'empire de la liberté. La différence réside plutôt dans le style que dans la substance, dans l'équilibre entre des stratégies rivales que dans les buts, dans l'exercice du bon jugement que dans la définition d'une vision nouvelle mondiale. Peter Gowan (2006) pousse ces réflexions plus loin en soutenant que le tournant Bush n'est pas une politique des seuls nationalistes autoritaires (Patman 2006; Owens et Dumbrell 2006). Elle relève d'une stratégie des élites globales qui tentent de redéfinir les rapports de pouvoir des États-Unis vis-à-vis des Américains, des grandes puissances, et du monde. Dans ce sens, la doctrine Bush rappelle les actions préventives dans bien des pays africains et latino-américains (Patman 2008). La nouveauté, c'est aussi la convergence de la doctrine préventive adossée à un pouvoir césarien, mélangée à la Destinée Manifeste, le tout soutenu par une volonté politique affirmée d'étendre la civilisation américaine au monde. La politique de Barack Obama n'est pas moins impériale.
- ⁶⁵ Robert W. Cox, Gramsci, Hegemony and International Relations: An Essay in Method, *Millennium: Journal of International Studies*, vol.12, no.2 p.163-164, 1983
- ⁶⁶ John Agnew, *Hegemony: The new shape of global power*, Philadelphia, Temple University Press, 2005, p.16
- ⁶⁷ Idem, p.21
- ⁶⁸ Mazen Laban, «John Agnew, Hegemony: The new shape of global power», *The Geographical Review*, 2005, vol.95, no.3, p482(5)
- ⁶⁹ Alejandro Colás, *Empire*, 2007.

-
- ⁷⁰ Ibid., p.3.
- ⁷¹ Ibid., p.158; notre traduction.
- ⁷² Ibid. p.6
- ⁷³ Ibid. p.6; traduit par nous.
- ⁷⁴ Pagen, *The fall of natural man: the American Indian and the origins of comparative ethnography* dans Colás. p.7, notre traduction.
- ⁷⁵ L'expression musée vivant vient de James N. Rosenau et Ernst-Otto Czempiel, *Global Changes and theoretical challenges: approaches to world politics for the 1990s*, 1989.
- ⁷⁶ Ibid., p.8
- ⁷⁷ Frédéric Grah Mel, *Félix Houphouët-Boigny: la fin et la suite*, 2010, pp.17-188.
- ⁷⁸ David Francis (éd), *US strategy in Africa: Africom, terrorism and security challenges*, 2010.
- ⁷⁹ Ibid. pp.10-11; notre traduction.
- ⁸⁰ Richards Koebner, *Empire*, 1966; Maurice Duverger (dir), *Le concept d'empire*, 1980.
- ⁸¹ Colás, Ibid. p.11.
- ⁸² Mamadaou Koulibaly, *Les servitudes du pacte colonial*, c2005. Victor Le Vine, *Politics in francophone Africa*, 2004; Richard Banégas et al., *France-Afrique: sortir du pacte colonial*, 2007.
- ⁸³ Colás, Ibid.
- ⁸⁴ Partha Chatterjee, *The nation and its fragments: colonial and postcolonial histories*, 1993.
- ⁸⁵ Voir Benno Teschke, *The myth of 1648: class, geopolitics, and the making of modern international relations*, 2003. Selon lui, la forme d'organisation spatiale a d'abord émergé en Angleterre. Le capitalisme agraire a résolu la crise de la féodalité et impulsé une nouvelle aristocratie capitaliste ayant défié l'hégémonie des marchands. Voir aussi Joseph Schumpeter, Ibid.
- ⁸⁶ Colás, pp.23-24.
- ⁸⁷ Dans son approche du renforcement de l'étatisme pour pallier à la fragilité de l'état, Fukuyama établit le clivage entre l'Europe et les États-Unis; les seconds soutiennent la très moderne souveraineté des états à laquelle la première oppose la souveraineté partagée: *State building: gouvernance et ordre du monde au XXI^e siècle*, 2005, pp.14-15.
- ⁸⁸ Ibid. pp.28-29.
- ⁸⁹ Suzan Strange, Ibid. (note 55), pp.24-25
- ⁹⁰ Ibid. p.45.
- ⁹¹ Herfried Münkler, Ibid., Herald Fischer-Tiné, Susanne Gehrmann, *Empires and boundaries*, 2009.
- ⁹² Jean Ouédraogo et Ebrima Sall, *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*, 2008.
- ⁹³ Ibid. p.64.
- ⁹⁴ Crawford Young par exemple accentue les pressions politiques et économiques internes et externes qui ont sorti l'état africain du statut postcolonial: «The end of postcolonial state in Africa? Reflections on changing African political dynamics», *African Affairs*, 103, 2004, pp.23-49.
- ⁹⁵ Achille Mbembe, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, 2010; Frederick Cooper, «Citizenship and the politics of difference in French Africa», Harald Fischer-Tiné et Susanne Gehrmann, Ibid (note 85), pp.107-128; Mamadou Koulibaly, *Eurafrique ou librafrique: ONU et les non-dits du pacte colonial*, 2000; Tessa Bakary, *L'état en Côte d'Ivoire: entre "dépendance" et "autonomie relative"*, Québec, 1992; Marcel Amondji, *Côte d'Ivoire: la dépendance et l'épreuve des faits*, 1988; Amadou Koné, *Houphouët-Boigny et la crise ivoirienne*, 2003; Marylin Silberfein et Al-Hassan Conteh, «Boundaries and conflict in the Mano River region of West Africa», *Conflict Management and Peace Science*, 23, pp.343-361, 2006.
- ⁹⁶ Colás Ibid. p.71.
- ⁹⁷ Ibid.
- ⁹⁸ Karl Polanyi, «The economy as instituted process», in Polanyi et al. (eds), *Trade and markets in the early empires: economies in history and theory*, 1957; pp.243-70.
- ⁹⁹ Ibid., p.72.
- ¹⁰⁰ Ibid., p.73.
- ¹⁰¹ Ibid., p.74.
- ¹⁰² Ibid., p.75; notre traduction.
- ¹⁰³ Ibid. pp.92-93.
- ¹⁰⁴ Ghallager et Robinson, Ibid. L'impérialisme d'administration renvoie à l'impérialisme colonial et l'impérialisme du libre échange ne se dissocie pas de l'impérialisme économique dans la conception des Fabiens.
- ¹⁰⁵ Ibid, p.96.
- ¹⁰⁶ Ibid, p.98.

¹⁰⁷ Ernst Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, 1972, pp.375-395; Charles Lindblom, *The Market system*, 2001, pp.4-8.

¹⁰⁸ Alan Aldridge, *The market*, 2005, p.2; Geoffrey Ingham, *Ibid*; Charles Lindblom, *Ibid* (note 101). Il convient de souligner que le capitalisme se définit d'abord par la quête de profit monétaire ainsi que le soulignent Marx, plus tard Hilferding ou Schumpeter. Pour ce dernier, le marché monétaire et financier est le «quartier général du capitalisme», voir Ingham, pp.36-43. Marx contraste deux formes d'échange Produit-Monnaie-Produit1 (P-M-P1) et Monnaie-Produit-Monnaie1 (M-P-M1). Dans la première forme d'échange qui accentue la valeur utilitaire de la production, les biens produits sont vendus pour gagner de l'argent; mais pour Marx, la particularité du marché capitaliste se résume à la seconde forme d'échange où la production obéit d'abord à la logique d'accumulation monétaire (Ingham, p.17).

¹⁰⁹ David Latin, *Nations, states and violence*, 2007.

¹¹⁰ David Theo Goldberg, *Racist culture: philosophy and the politics of meaning*, p.51 dans Colás, p.118.

¹¹¹ Nicholas Dirks, «Castes of Mind», *Representations*, 37, 1992, pp. 56-78; Collett Moya, «Ivorian identity constructions: ethnicity and nationalism in the prelude to civil war», *Nations and nationalism*, 12, 4, pp.613-629; Ragnhild Nordas, «Identity polarization and conflict: state building in Côte d'Ivoire and Ghana», 49e Convention de l'International Studies Association, International Peace Research Institute, Oslo, Juin 2008.

¹¹² Ernest Gellner, *Nations and nationalism*, 1983, chap. 1-5

¹¹³ Aminata Traoré, *Le viol de l'imaginaire*, 2002; Fanon Frantz, *Peau noire masques blancs*, 1952.

¹¹⁴ Robert Young, *Colonial desire: hybridity in theory, culture and race*, p.4 in Colás, *Ibid*. p.121.

¹¹⁵ L'expression contrepoint est d'Edward Saïd qui l'a emprunté à l'anthropologue cubain Fernando Ortiz, Saïd E. *Culture and imperialism*, p.xxix; Ortiz F. *Cuban Counterpoint: Tobacco and Sugar*, dans Colás, *Ibid*. p. 121.

¹¹⁶ Jean-Louis Calvet, *Linguistique et colonialisme: petit traité de la glottophagie*; M.A. de la Torre, *Santería: beliefs and rituals of a growing religion in America*, dans Colás pp.147-148.

¹¹⁷ Robin Blackburn, *The Making of New World Slavery: From the Baroque to the Modern, 1492-1800*, 1998, p.12; John Thornton, *Africa and the Africans in the Making of Atlantic World, 1400-1800*, 1992.

¹¹⁸ Joel Migdal, *Strong society and weak states: state-society and state capability in the Third World*, 1988.

¹¹⁹ Pkinarli Neyire, *The fragility of the 'failed state' paradigm: a different international law perception of the absence of effective government* (livre électronique), 2010, pp.72-76.

¹²⁰ Mahmood Mamdani, *Citizen and subject: contemporary Africa and the legacy of late colonialism*, 1996, p.60; *When Victims Become Killers: Colonialism, Nativism and Genocide in Rwanda*, 2002, p.26 dans Colás, p.139.

¹²¹ Eric Hobsbawm, Terence Ranger, *The Invention of Tradition*, 1983 dans Colás *Ibid*. p.141.

¹²² Anne Phillips, *The Enigma of Colonialism: British Policy in West Africa*, p.11, dans Colás p.142.

¹²³ Entretien avec des dignitaires RHDP à Abidjan le 25 juin 2011.

¹²⁴ Dominique Darbon, «État, pouvoir et société dans la gouvernance des sociétés projetées», Séverine Bellina et al. (dir.) *La gouvernance démocratique: Un nouveau paradigme pour le développement?* 2008, pp.135-152

¹²⁵ John Tomlinson, *Cultural imperialism: A critical introduction* in Colás *Ibid.*, pp.153-155.

¹²⁶ Mike Featherstone (ed.), *Global Culture: nationalism, globalization and modernity*, 1990; Mike Featherstone et Scott Lash, *Global Modernities*, 1995; Arjun Appadurai, *Modernity at large: cultural dimensions of globalization*, 1996. Colás fonde son analyse sur ces canons postcolonialistes.

¹²⁷ Colás *Ibid*. p.154-157. Colás aurait pu pousser les réflexions plus loin en interrogeant l'impact de cette sphère humanisant l'empire sur le pouvoir de commandement comme l'ont démontrée par exemple Jane Burbank et Frederick Cooper, *Empires in world history: power and the politics of difference*, 2010; Tilley Helen, *Africa as a living laboratory: Empire, development and the problem of scientific knowledge, 1870-1950*, (2011); Romain Bertrand, *L'Histoire à parts égales. Récit d'une rencontre Orient-Occident (XVIe-XVIIe siècle)*, (2011); Catherine Hall, *Civilizing subjects: metropole and colony in the English imagination 1830-1867*, 2000; Price Richard, *Making Empire: colonial encounters and the creation of imperial rule in nineteenth-century Africa*, 2008; Ann Stoler et Frederick Cooper, *Tensions of empire: colonial cultures in a bourgeois world*, 1997.

¹²⁸ Souleymane Nyang, «US-Africa relations over the last century: an African perspective», *Social Research*, 72/4, 2005, pp.913-934; Lanciné Baka, *The Wahhabiyya: Islamic reform and politics in French West Africa*, 1974; William Miles (éd), *Political Islam in West Africa: state-society relations transformed*, 2007.

¹²⁹ Michael Hart et Antonio Negri, *Empire*, p.xii, emphase dans l'original, traduit par nous, dans Colás p.171.

¹³⁰ *Ibid.*, p.173.

¹³¹ *Ibid.*, p.190-194.

¹³² Hardt et Negri dans Colás *Ibid.*, pp.174-175.

- ¹³³ Colás met en avant le manque d'une économie politique rigoureuse de l'économie mondiale telle que formulée par A. Boron, *Empire and Imperialism: A Critical Reading of Michael Hardt and Antonio Negri*; et les critiques plus sympathiques du volume édité par Passavent et Dean, *Empire's New Clothes: Reading Hardt and Negri*; et celui d'Aronowitz et Balakrishnan, *Debating Empire*, Colás, Ibid., p.175.
- ¹³⁴ Stephen Gill défend particulièrement le «nouveau constitutionnalisme» qui regroupe les valeurs américaines ou le modèle capitaliste américain que s'emploie l'Empire à mondialiser depuis la fin de la Guerre Froide. Ibid.
- ¹³⁵ Thomas Barnett, p.121 traduit par nous, dans Colás, pp.176-177; Francis Fukuyama, *State-Building: Governance and World Order in the Twenty-First Century*, p.x.
- ¹³⁶ *State Failure Task Force Report: Phase III Findings*, p.11 dans Colás Ibid.
- ¹³⁷ Colin Mooers (ed.), *The new imperialists ideologies of empire*, 2006.
- ¹³⁸ Ibid., pp.177-78.
- ¹³⁹ Colás s'appuie dans le cas de «la guerre juste» au Kosovo sur les discours des Administrations Blair et de Clinton, et aussi sur Tariq Ali concernant les intérêts géopolitiques d'expansion de l'Otan; p.178.
- ¹⁴⁰ Gerald B. Helman and Steven R. Ratner, «Saving Failed States», *Foreign Policy*, 89, 1992/ 93, p. 3.
- ¹⁴¹ Robert Jackson, *Quasi-states: sovereignty, international relations and the Third World*, 1993, p.5, 10, 24.
- ¹⁴² Young Crawford, Ibid note 88.
- ¹⁴³ Raimo Vayrynen, «Complex Humanitarian Emergencies: Concepts and Issues», dans E. Nafziger, Frances Stewart (eds), *War, Hunger, and Displacement: The Origins of Humanitarian Emergencies*, 2000, p. 43; Kalevi J. Holsti, 'Political Causes of Humanitarian Emergencies', E. Nafziger, Frances Stewart, *War, Hunger, and Displacement*, p. 239; Donald M. Snow, *Uncivil Wars: International Security and the New Internal Conflicts*, 1996; Herfried Munkler, *The New Wars*, 2004; Mary Kaldor, *New and Old Wars*, 2006.
- ¹⁴⁴ Adam David Morton, note 137, pp. 425-426.
- ¹⁴⁵ Max Weber 1978: 54-56, dans Mohammed Nuruzzaman, «Failed and Fragile States' in International Relations: Revisiting Issues and Rethinking Options», ACSP-CPSA, Vancouver 2008; notre traduction.
- ¹⁴⁶ Stephen Krasner, «Abiding sovereignty», *International Political Science Review*, 22, 3, 2001, pp.232-233.
- ¹⁴⁷ http://www.foreignpolicy.com/articles/2009/06/22/2009_failed_states_index_faq_methodology, page consulté le 14 janvier 2011.
- ¹⁴⁸ F. Fukuyama, *State-building: governance and order in the 21st century*, p.92.
- ¹⁴⁹ Francis Fukuyama, Ibid, Chapter 3; Robert I. Rotberg, «Failed states in a world of terror», *Foreign Affairs*, 2002, 81/4; Chester A. Crocker, «Engaging Failing States», *Foreign Affairs*, 82/5, 2003, pp. 32-44; Stephen Krasner et Carlos Pascual, «Addressing state failure», *Foreign Affairs*, 84/4, 2005, pp. 153-63; Marla C. Haims, *Breaking the failed-state cycle*, 2008; Derick Brinkerhoff, «Rebuilding governance in failed states and post-conflict societies», *Public Administration and Development*, 25/1, 2005, pp. 3-14; Chuck Hagel, «A Republican foreign policy», *Foreign Affairs*, 83/4, 2004, pp. 64-76; Princeton Lyman et Stephen Morrison, «The Terrorist Threat in Africa», *Foreign Affairs*, 83/1, 2004, pp. 75-9; Stuart Eizenstat, John E. Porter et Jeremy Weinstein, «Rebuilding Weak States», *Foreign Affairs*, 84/1, 2005, pp. 134-6; Rosa Ehrenreich Brooks, «Failed states, or the state as failure?», *The University of Chicago Law Review*, 72/4, 2005, pp. 1159-96; Anonyme, «The Failed State Index 2007», *Foreign Policy*, 161, 2007, pp. 54-63; Rachel Stohl et Michael Stohl, «Failing the failed: the Bush Administration and failed states», *Harvard International Review*, 29/4, 2008, pp. 56-65; Daniel Thurer, «An internal challenge: partnerships in fixing failed states», *Harvard International Review*, 29/4, 2008, pp. 42-5.
- ¹⁵⁰ Michael Ignatieff, «Intervention and State Failure», *Dissent*, 49(1), 2002
- ¹⁵¹ Robert Rotberg, 2004, pp.20-27.
- ¹⁵² Shahar Hameiri, «Failed states or a failed paradigm? State capacity and the limits of institutionalism», *Journal of International Relations and Development*, 10/2, 2007, pp.122-149
- ¹⁵³ Stewart Patrick, «Weak States and Global Threats: Fact or Fiction?», *The Washington Quarterly*, Vol. 29, No. 2, 2006, pp. 27-53; Edward Newman, «Weak States, State Failure, and Terrorism», *Terrorism and Political Violence*, Vol. 19, No. 4, 2007, pp. 463-88; Eka Ikpe, «Challenging the Discourse on Fragile States», *Conflict, Security and Development*, 7/1, 2007, pp. 85-124.
- ¹⁵⁴ Justin Logan et Christopher Preble, «Fixing failed states: A cure worse than the disease? », *Harvard International Review*, 29/4, 2008, pp. 62-6.
- ¹⁵⁵ Adam D. Morton, note 137, pp.371-9; Morten Boos and Kathleen M. Jennings, «Insecurity and Development: The Rhetoric of the "Failed State"», *The European Journal of Development Research*, 17/3, 2005, pp. 385-95; Clement Eme Adibe, «Weak States and the Emerging Taxonomy of Security in World Politics», *Futures*, 26/5, 1994, pp. 490-505.
- ¹⁵⁶ Ibid, note 140, p.7.

¹⁵⁷ Pilnar Bilgin et Adam David Morton, «Historicising representations of ‘failed states’: beyond the cold-war annexation of the social sciences? », *Third World Quarterly*, 2002, 23(1), pp.62-68; voir aussi Colás, note 117.

¹⁵⁸ Mary Kaldor, *New and Old Wars* p.73; dans Edward Newman 2005, p.424, traduit par nous. Voir aussi Amy Chua, *World on fire: how exporting free market democracy breeds ethnic hatred and global instability*, 2003.

¹⁵⁹ Naeem Inayatullah et David L. Blaney, «Realising Sovereignty», *Review of International Studies*, 21/1, 1995, pp. 3-20; dans Morton, 375.

¹⁶⁰ Mahmood Mamdani Ibid, p.19, dans Adam David Morton, p.375; notre traduction.

¹⁶¹ Ibid., pp.16-23 dans Adam David Morton p.375.

¹⁶² Ernest Mandel, *Late Capitalism*, Verso, 1975, pp. 46-61, 85-103; dans Adam D. Morton, p.375.

CHAPITRE II

L'empire américain: un pouvoir transglobal de commandement

Introduction

L'empire ne manifeste plus sa puissance par la maîtrise et le contrôle des territoires, mais par sa capacité de projection et la domination des états (George Koehler 2011).

Le modèle analytique inspiré de la conceptualisation critique colasienne d'empire exposé au chapitre théorique élargit notre compréhension du phénomène impérialisme en le reconnectant à l'empire. De ce cadre se dégage un argument majeur: une politique impériale de sécurité du marché qui engage la restauration de la souveraineté des états défailants et la régulation de leurs régimes, économies et cultures. Une telle position implique un pouvoir qui fait des États-Unis un empire. En lien avec cette position, le présent chapitre expose une vue globale du pouvoir de commandement des États-Unis à partir du matérialisme historique qui permet de considérer les capacités matérielles, les institutions et les idées les traversant comme une totalité sociale constitutive donnant aux États-Unis, l'autorité de dicter les règles du jeu dans un imperium capitaliste accompli.

Le chapitre commence par le pouvoir monétaire fondé sur une institutionnalisation du marché qui sacre la domination en faisant du dollar, une devise impériale non seulement par le seigneurage mais davantage le «privège exorbitant» qu'elle procure au peuple américain et à tout l'imperium des États-Unis. Contrairement à son prédécesseur britannique, l'empire américain enchâsse son pouvoir dans une bureaucratie tentaculaire qui enchaîne et soumet un monde qui apparaît comme une «invention américaine». Le pouvoir monétaire dont disposent les États-Unis, une composante majeure du pouvoir de commandement, leur permet de contrôler le marché.¹ Dans la déclaration présidentielle du 20 septembre 2001 présentée dans l'introduction de cette dissertation, George Bush énonce clairement la stratégie américaine: «We will direct every resource at our command, every means of diplomacy, every tool of intelligence, every instrument of law enforcement, every financial

influence, and every necessary weapon of war, to the disruption and to the defeat of the global terror network». ²

Quoique le pouvoir monétaire semble menacé par la faiblesse de l'économie réelle américaine et une politique qui déprécie apparemment la monnaie mondiale, le dollar demeure un bien public par défaut. Le pouvoir politico-militaire, seconde composante du pouvoir de commandement, ajoute aux déterminants politiques qui renforcent la domination monétaire. La seconde section soutient, en interaction avec l'argument du chapitre en faveur de la transglobalité du pouvoir des États-Unis, une domination de la structure de sécurité. La solidité des institutions domestiques et la suprématie du pouvoir monarchique ajoutent à l'hégémonisme du dollar en faisant de la devise de l'imperium du peuple américain un refuge-sûr dans une période d'incertitude.

La dernière section part de la domination américaine de la structure du savoir en privilégiant la haute culture. La section approfondit la réflexion en accentuant la capacité de contrôle des États-Unis. La conception colasienne fait de la régulation un aspect majeur du pouvoir de commandement. La recherche empirique tend à appuyer Cox qui soutient la maîtrise du savoir dont la technologie est un aspect qui renforce la domination en veillant à la conformité des régulations dictées aux travers des institutions qui attachent les différents capitalismes. Malgré la congestion, la compétition et la contestation dont sont objets l'espace et le cyberspace, le spacepower et le cyberpower semblent assurer une domination full-spectrum au pouvoir militaire américain. Les institutions de la finance mondiale à l'image des institutions du capitalisme domestique, le pouvoir monétaire enchâssé, le pouvoir monarchique sans pair, et la maîtrise du savoir assurent aux États-Unis la domination d'un monde créé par les forces sociales et du marché américaines par suite de contingences historiques et d'actions consciencieuses indéterminées. Le déclin du pouvoir de commandement des États-Unis semble annoncer celui de l'empire. Toutefois, étant donnée la totalité sociale constitutive de

ce pouvoir de commandement, une position basée sur la faiblesse relative de l'un de ses leviers semblerait peu susceptible de faire saisir le déclin de l'empire américain.

Le chapitre est construit à partir de données recueillies auprès de gestionnaires américains en entrevues et couplées de données puisées en économie politique globale et comparée sur le dollar, le pouvoir militaire, et les renseignements. Les publications officielles et les documents de stratégie de défense et de sécurité des États-Unis ont forgé le chapitre.

Le dollar et la domination du marché

Les phénomènes monétaires définissent maintenant les contours de l'économie globale contemporaine [...]. L'argent mène et la vraie économie doit suivre [...] la monnaie, une fois servante de l'économie moderne, en est devenue sa maîtresse (Kirshner 2000: 407).

La conception critique colasienne confère à l'empire la fourniture de la condition de stabilité dont la monnaie. Cette section va démontrer que le dollar américain est la devise du monde et que la domination américaine du marché tire sa substance de son institutionnalisation à travers le FMI. Leur pouvoir monétaire institutionnalisé permet aux États-Unis de dominer le marché mondial et de légitimer cette domination par une double action d'extraction et de redistribution de la richesse mais également en faisant des complexes de l'imperium des participants d'une vibrante structure mondiale d'accumulation.

La prophétie du déclin du dollar: les données macroéconomiques en berne

Annoncé pour atteindre 8.5% du PIB – contre 6,1 selon les prévisions du Gouvernement – soit \$1.330 trillion dont la moitié est imputable aux échanges avec la Chine, le déficit budgétaire des États-Unis s'établit à 7,0% du PIB pour l'année d'exercice 2012 achevé le 30 septembre contre 8,7 pour l'année précédente, soit une baisse de 16% ce qui ramène le solde négatif des finances américaines à \$-1.1 trillion au dessus du seuil symbolique de \$1 trillion. Le déficit global est de \$558 billions en 2011 quand la dette publique américaine a atteint 107,2% du PIB selon le FMI.³

L'étude économétrique de deux universitaires de Wisconsin et de Harvard Chinn et Frankel en 2008 situe le basculement du dollar au profit de l'euro, non plus à l'horizon 2022 comme prévu mais plutôt en 2015. Le dollar serait détrôné comme devise de réserve mondiale par l'euro. Les analystes se sont basés sur des critères macro-économiques notamment la taille de l'économie ou le rendement et le commerce, la liquidité et la profondeur du marché financier du complexe social émetteur, la confiance en la valeur de la devise, et le réseau des externalités.

Chinn et Frankel expliquent ce déclin par la performance de l'euro, le déficit chronique des balances de paiement depuis 25 ans des États-Unis et une dépréciation depuis 35 ans du dollar.⁴ Quoique les données ne touchent que la fonction de monnaie de réserve, les analystes étendent l'étude aux autres fonctions. La politique macroéconomique américaine saperait la confiance en la valeur du dollar: «même avec le Royaume-Uni hors de l'UME, si une fraction des marchés financiers de Londres est comptée comme maison pour les transactions euro alors, nous constatons que l'euro pourrait rattraper le dollar dès 2015.»⁵

La perte de la stature de devise mondiale du dollar entraîne un coût au-delà du simple seigneurage qui inclut la perte du «privilege exorbitant» en jouant au banquier du monde. Et les analystes sont plus pessimistes. «Une fois combiné avec d'autres développements politiques, ce sera la fin de l'hégémonie économique/politique».

D'autres analystes s'intéressent à la montée du renminbi dont ils espèrent remplacer le dollar. Et la Chine multiplie les agissements pour approfondir son marché financier ainsi que des institutions pour enchâsser un pouvoir monétaire supposé renforcer le renminbi sur le marché asiatique.⁶ La Chine mise sur une monnaie régionale comme l'euro en réactivant l'Asian Bond Fund, et le Chiang Mai Initiative. L'extension du capitalisme chinois et une monnaie asiatique menaceraient un hégémonisme du dollar le faisant passer de monnaie top à négociée au mieux ou

pousseraient la devise américaine à partager le pouvoir avec un panier de devises dont elle serait première.⁷

Part du PIB mondial, 1870-2001

Complexes	1870	1913	1950	1973	2001
UK	9.0	8.2	6.5	4.2	3.2
US	8.8	18.9	27.3	22.1	21.4
Japan	2.3	2.6	3.0	7.8	7.1
China	17.1	8.8	4.5	4.6	12.3

Source: Madisson 2003: 261, Bowles et Wang 2008: 337

Les données présentées par Madisson montrent une augmentation fulgurante de la part de la Chine du PIB mondial passant de 8.8 en 1913 à 12.3 en 2001. La Chine détient plus d'un trillion des bons du Trésor américain, une balance commerciale excédentaire avec les États-Unis et une appréciation contrôlée du renminbi face au dollar.⁸

La Chine multiplie les initiatives en signant un accord de crédit avec le Brésil à hauteur de \$30 billions ce qui consolide son ascendance au sein des Brics. «Il s'agit d'une mesure qui renforce la situation financière des deux pays, comme si nous avions une réserve additionnelle de moyens à un moment où l'économie mondiale est tendue», a déclaré Guido Mantega, ministre brésilien des Finances. Cette opération préfigure le fonds commun que les capitalismes émergents appellent de leur vœu. Pendant le sommet de 2012 à New Delhi, ils en ont appelé vertement à la création d'une banque d'investissement, la «South-South Bank» destinée à affermir leurs relations.⁹ L'UA sous la poussée de Mouammar Kadhafi a initié le Fonds monétaire africain avec le siège établi à Yaoundé. La Russie qui avait pourtant accru de 10% à 25% la part de ses réserves en dollar semble mettre en cause la suprématie de la devise américaine. À la Douma comme dans des discours de politique intérieure, le Président Vladimir Putin mène une campagne de promotion du rouble annonçant la diversification des réserves russes, la restriction des crédits en dollar du système bancaire russe, un paiement possible des exportations russes en énergie en des devises autres que le dollar. Avec ses

\$465 billions de réserves connues, la Russie abaisse de 20% ses réserves en dollar qui passe de 70% à 50% au profit de l'euro (40%).¹⁰

Privilège exorbitant

Cette sous-section emprunte pour beaucoup au Service de recherche du Congrès des États-Unis qui a publié deux documents sur les effets de la dépréciation du dollar et le défi de l'euro. D'autres données puisées dans la littérature critique viennent compléter les chiffres du CRS.¹¹

Dollar comme monnaie de réserve

Une monnaie de réserve est une devise tenue en quantités par des gouvernements et banques centrales comme éléments de leurs richesses en devises fortes.¹² Contrairement aux privées, les banques centrales tiennent les réserves de devises étrangères pour se protéger contre des crises monétaires provenant des mouvements de capitaux privés souvent volatils comme le cas de la crise asiatique de 1997, ou prévenir l'impact des mouvements de capitaux pouvant mener autrement aux changements non désirés des taux de change de la part d'autres capitalismes. La Chine et les pays d'Asie achètent et vendent des actifs américains pour influencer la valeur du dollar et maintenir l'attractivité des prix de leurs exportations. L'accumulation par la Banque de Chine des titres du Trésor américain semble répondre à une politique monétaire qui explique partiellement la balance commerciale excédentaire chinoise.

Les possessions de banques centrales d'actifs de monnaie de réserve ont brusquement monté. De 2002 à 2011, les possessions officielles mondiales sont passées d'environ \$2 trillions à plus de \$10 trillions. Des \$5.4 trillions de réserves officielles dont la composition en devise est connue, presque \$3.4 trillions, soit 63% sont des actifs du dollar. En outre, le Trésor américain avise qu'à date de janvier 2011, \$3.2 trillions soit 68% des \$4.7 trillions de ses bons constituent des réserves officielles. Le total de titres du Trésor tenus dans tout l'imperium du peuple américain était en date de janvier 2012 d'environ \$10.5 trillions.¹³

En 2011, la Chine était le plus grand détenteur des réserves de devises étrangères évaluées à plus de \$3.2 trillions, une augmentation de presque \$3 trillions depuis 2002. La composition exacte des devises de ces réserves n'est pas rendue publique; mais la part du dollar est vraisemblablement grande parce que cette accumulation est en grande partie la conséquence des actifs de dollar des achats de la Chine pour stabiliser la valeur du renminbi indexé au dollar.¹⁴ Le Japon est le second plus grand détenteur des réserves de devises étrangères, avec des avoirs évalués à environ \$1.3 trillion, réserves accumulées en grande partie avant 2005.¹⁵

Depuis le troisième trimestre de 2010 cependant, toute l'accumulation des actifs du dollar par les banques centrales a ralenti modérément. Des \$1.2 trillion d'augmentation des réserves de devises étrangères globales pour les quatre quarts finissant au troisième trimestre de 2011, les avoirs du dollar ont accru de \$220 billions, ou représentent une part légèrement de plus de 18%, en deçà du taux dans des périodes de temps plus tôt. La part de l'euro s'établit à environ 25%. Les données de la Cnucead 2010 (Annexe 2) appuient la domination mondiale du dollar sur l'ensemble des capitalismes de toutes régions confondues.

Quoique sa position de devise mondiale procure aux États-Unis le seigneurage, c'est la politique monétaire de Washington qui assure le «privilège exorbitant» lié à la domination du dollar.

Une nette réduction de la dette extérieure liée à la dépréciation du dollar et à sa stature de devise de l'imperium du peuple américain

De 2002 à 2007, le dollar a perdu 33% de sa valeur par abaissement des taux d'intérêt par la Fed. Un dollar en dépréciation tend à améliorer la position nette de la dette extérieure des États-Unis. Cette amélioration est provoquée par des effets favorables d'évaluation sur les actifs des États-Unis. Ceux-ci se produisent parce que les obligations américaines sont en grande partie libellées en dollar, quand les IDE américains le sont en grande partie en des devises indexées au dollar devenu

la référence. Par conséquent, une dépréciation du dollar accroît la valeur des actifs libellés en dollar mais n'accroît pas en grande partie la valeur des obligations des États-Unis.

Les effets induits d'évaluation des taux de change sont substantiels parce qu'ils s'appliquent aux actions entières des actifs américains dans le monde évalués à environ \$20.3 trillions en 2010. La magnitude de ces actifs signifie que les changements d'évaluation peuvent compenser une grande partie de l'addition annuelle de la balance des paiements déficitaire aux actions existantes de la dette extérieure. Par exemple, en 2006, la balance de paiements déficitaire a atteint \$811.4 billions. Financé par l'emprunt sur le marché extérieur, ce déficit contribue à la dette extérieure des États-Unis. Toutefois, la valeur nette de cette dette a cru seulement d'environ \$300 billions parce que les changements ont fait monter la valeur des investissements directs étrangers américains de plus de \$500 billions. Presque la moitié de cet équilibre était attribuable aux effets positifs d'évaluation sur les actifs américains. En 2007, l'impact, y compris \$444 billions produits par la dépréciation du dollar, fut suffisamment grand pour faire chuter la dette extérieure nette américaine en dépit de devoir financer une balance des paiements déficitaire de \$638 milliards.

Une tendance à la hausse des cours mondiaux de matières premières profite à tous

La chute du dollar de 2002 à 2007 coïncida avec de grandes augmentations des cours de matières premières. Le prix de l'or a grimpé d'environ \$300 l'once à plus de \$600 l'once, le prix du pétrole a approché \$140 dollars le baril, et l'index des cours de matières premières non-combustibles a atteint environ 85%.¹⁶ Puisque le dollar est l'unité mondiale de compte et d'ancrage dans divers régimes de change, leurs prix à l'Américain ne sont pas directement affectés.

Cependant, une étude du FMI tempère le privilège en soutenant un impact indirect du dollar sur les cours des matières premières. Une dépréciation de la devise américaine rend des produits quottés en dollar moins coûteux en territoires non-dollar, tirant à la hausse leur demande des

produits. Un dollar déprécié réduit le rendement de toute devise locale sur les actifs libellés en dollar, rendant des marchandises une alternative plus attractive. Enfin, un dollar faible induit une politique monétaire stimulatrice dans des capitalismes qui indexent leur monnaie au dollar tendant à baisser les taux d'intérêt pouvant stimuler une demande extérieure.

Si le dollar était demeuré à son niveau de 2002 à 2007, le prix de l'or aurait été à \$250 l'once plus bas, le prix d'un baril de pétrole brut \$25 plus bas, et les cours de matières non-combustibles 12% bas.¹⁷ D'autres facteurs probablement comptent directement pour la montée rapide des cours de matières premières. Les grandes augmentations de la production industrielle mondiale notamment dans les capitalismes émergents, ont tiré vers le haut les cours de matières premières. En outre, les bas taux d'intérêt aux États-Unis tendent à réduire l'incitation à l'extraction et à abaisser le coût de tenir des stocks, amortissant la réponse d'approvisionnement à des cours plus élevés de matières premières.

Réduction du rôle de monnaie de réserve du dollar

«The U.S. is an amazing beneficiary of being the reserve currency. I think people should start realizing that's the real ticking time bomb» (Lloyd Blankfein, President du Goldman Sachs).

Pour les États-Unis, il y a des avantages consistants liés au statut de monnaie primaire de réserve du dollar. La demande des banques centrales de la monnaie de réserve tend à être moins volatile que la demande privée ce qui stabilise la demande globale de dollar et réduit le risque lié aux devises étrangères que devraient affronter les firmes américaines. Des risques liés à la variation des taux de change sont également réduits dus aux emprunts des États-Unis dans leur propre devise, de sorte que l'appréciation des autres devises contre le dollar n'accroît le coût du service de la dette ou ne hausse le risque de défaut. Un autre privilège tient de l'emprunt à bas coût sur le marché mondial. Cet avantage est lié à la volonté des banques de payer une prime de liquidité pour détenir des actifs de dollar. En outre, le statut de devise de réserve du monde monte l'incidence des investis-

seurs du marché américain des titres. Cette participation additionnelle accroît la taille, la profondeur, et l'attractivité du marché, ce qui bonifie le pouvoir de battre monnaie d'un imperium.

Cependant, la perspective d'une plus grande dépréciation substantielle du dollar pourrait éroder sa capacité à assumer la fonction de stock fiable de valeur. Les banques centrales peuvent y voir un découragement à l'usage du dollar comme leur monnaie de réserve primaire. Une autre menace est toute perception de l'insoutenabilité de la dette américaine à long terme susceptible d'engendrer une dégradation du risque-souverain des États-Unis. Mais il semble y avoir une diversification modeste des actifs du dollar par les banques. L'alternative reste l'euro, une devise sans état. Depuis sa création, sa part dans les réserves officielles globales oscille autour de 25%.¹⁸

En dépit des problèmes posés à certains par la dépréciation du dollar, il n'y a actuellement aucune alternative raisonnable. La crise de la dette souveraine en Europe, la banqueroute de la Grèce et le déficit des états ibériques abaissent l'attractivité de l'euro alors que la taille, la qualité, et la stabilité du marché des placements du dollar notamment, le marché sécurisé à court terme des bons du Trésor où les banques tendent à être les plus actives, continuent de rendre attractifs des actifs du dollar. Un autre avantage est la puissance de l'«incumbency» que confère un immense «réseau-externalités» s'accumulant pour le dollar que conforte l'impérialisme américain par une redistribution stratégique des dividendes du seigneurage. La solidité des fondamentaux du capitalisme américain semble prévenir toute mutation substantielle de la domination du dollar.¹⁹

Les États-Unis sont de loin le complexe qui investit le plus dans l'aide au développement comme le montrent les données de la direction Affaires internationales de l'USAID. De 2008 à 2010, les États-Unis ont consacré plus de \$140 milliards d'aide à la sécurité mondiale (Annexe 3).

Le dollar règne par-delà des banques centrales

Le dollar règne au-delà des banques centrales en devenant une obsession des peuples. Quand un sénateur de la République de Kalmoukie a été arrêté au pied d'un aéronef russe, il avait une valise

qui contenait 300.000 billets verts. Quand les pirates somaliens arraisonnent un navire, la rançon est exigée en dollars. Dans les mines de Bukavu ou dans les centres urbains en République Démocratique du Congo, les transactions se font en dollar. Quand des com'zones trafiquent le diamant notamment à Séguéla en zones CNO, les seigneurs de guerre ivoiriens privilégient un paiement en dollar. Comme l'a souligné le *Wall Street Journal*, «Sur le marché noir, le dollar domine aussi». Presque trois quarts des billets de 100 dollars circulent en dehors du territoire des États-Unis. La Thaïlande et la Corée du Sud fixent les prix de plus de 80% de leur commerce en dollar alors que seulement 20% de leurs exportations vont aux Américains. Plus de 70% des exportations australiennes sont facturées en dollars alors que moins de 6% atterrissent aux États-Unis. Les bourses du monde indiquent des cours en dollars. Le prix du pétrole tout comme des matières premières non-combustibles comme le cacao dont la Côte d'Ivoire est la première productrice du monde est quotté en dollar utilisé dans le monde à 85% de toutes les transactions de devises étrangères et compte pour presque la moitié des actions globales des titres mondiaux.

Autres privilèges

La domination du dollar profite aux citoyens américains. Un touriste américain qui défraie un taxi en dollar à Kuala Lumpur est épargné des inconvénients de change. La domination avantage également les forces américaines du marché. Une firme allemande qui exporte vers la Chine mais recevant ses paiements en dollar encourt des coûts de change; mais comme nous le verrons plus loin au chapitre 3, le planteur ivoirien perd doublement au profit des traders et de la France quand il vend le cacao en dollar qu'il doit ensuite convertir en euro puis en franc des colonies françaises africaines, la devise locale. Ce qui n'est pas le cas des exportateurs américains. Contrairement aux autres, le producteur américain reçoit son paiement directement en dollar, monnaie utilisée pour payer ses fournisseurs, employés et actionnaires. Les banques suisses acceptant des dépôts en franc

mais prêtent en dollar puisque c'est ce que veulent leurs clients s'inquiètent des risques de leurs gains en cas de fluctuation des taux de change. Quoique ces risques soient maîtrisés, leur gestion coûte aux banques suisses contrairement aux banques américaines qui prêtent et encaissent en dollar.²⁰

La domination du dollar remonte à l'après SGM quand les États-Unis comptent plus que de la moitié du rendement économique du monde et à ce titre, il paraissait raisonnable que les imports et exports soient quotés en dollars. Toutefois, une telle domination fait moins de sens en ce début du siècle quand la Chine et l'Allemagne supplantent les États-Unis en matière d'exportation et les indices macroéconomiques contrastés militent en faveur d'un autre ordre monétaire. Les États-Unis ne comptent que 13% des exportations mondiales pour moins de 20% des IDE contre 85% entre 1945 et 1980.²¹ Comment expliquer que le dollar reste la devise mondiale?

En dehors des facteurs politiques, l'institutionnalisation du pouvoir monétaire des États-Unis et la vigueur des banques américaines constituent au côté de la dépendance de sentier, des facteurs de la domination du dollar. Dans la perspective coxienne, les institutions sont des amalgames d'idées et la concrétisation des rapports de force à l'origine de leur émergence. Les Accords de Bretton Woods, les institutions qui veillent à leur application notamment le trio FMI/BM/GATT et leur processus de prise de décision permettent de saisir la domination américaine du marché par-delà du dollar.

Bretton Woods ou suprématie financière institutionnalisée

Cette sous-section s'inspire des travaux de Barry Eichengreen et de Richard Peet. Le premier qui nous a été référé par un diplomate américain en poste à Abidjan, s'est concentré sur la montée et la chute du dollar ainsi que le privilège qu'il procure aux États-Unis. Le second expose la politique de puissance qui a prévalu à l'émergence de la BIRD, du FMI et du GATT devenu OMC.²²

Le système de réserve fédéral

La crise financière de 1907 rappelle la nécessité d'un mécanisme pérenne de gestion des problèmes monétaires. La panique a été provoquée par la spéculation boursière à New York. Faute d'une banque centrale, le Gouvernement a dû recourir à J. Pierpont Morgan.

La recherche de solution amena à la mise en place d'une Commission de dix-huit membres du Congrès en 1908 sous la présidence de Nelson Aldrich, un sénateur patibulaire de Rhodes Island. Républicain, concentré précédemment sur la protection douanière au profit des manufactures, la crise financière l'a convaincu d'un cadre monétaire puissant comme le tourment expérimenté par le nouvel empire de la liberté avait convaincu Hamilton de créer la Banque des États-Unis.

La question était le modèle de système monétaire. Aldrich mena une mission en Europe. Le voyage l'a convaincu d'un système soutenu par une banque centrale. Le Plan Aldrich prône National Reserve Association au centre de laquelle se trouve une banque centrale avec pouvoir d'influencer des conditions financières et de crédit aux banques en détresse. Ce Plan souleva un bouclier pour son accointance avec Wall Street. Le sénateur est le gendre de John D. Rockefeller. Pour limiter les soupçons, le Président Thomas Woodrow Wilson établit un système de réserve régionale avec des conseils locaux d'administration et supervisé par la Federal Reserve Board dont la désignation des sept membres revient au Président des États-Unis. L'idée étant de conserver un mécanisme de souveraineté monétaire comme le note Benjamin Franklin: «le pouvoir d'émettre leur propre monnaie à l'écart des mains de George III et des banquiers internationaux fut la raison PRINCIPALE de la guerre d'indépendance». Et quand signa Wilson le Fed Act, le Président écria avoir «établi le plus gigantesque trust sur terre» légalisant le gouvernement invisible par le pouvoir monétaire.²³ Le mandat de la nouvelle banque était de fournir «une devise élastique» et de réguler l'offre de crédit.

La domination du dollar s'est fait progressivement par des actions consciencieuses conjointes du Fédéral et des banques par des actes législatifs; et la PGM y a joué en raréfiant le crédit en Europe

et en faisant des États-Unis le grenier du monde. Acheter des titres de commerce libellés en dollar présuppose une disponibilité qui exige que les banques américaines s'étendent et le Fed Act les y autorisa. La Grande Guerre décrédibilisa la livre: «Starting in 1915 sterling's value in terms of gold, still the standard measuring rod, oscillated violently», et le dollar était l'alternative disponible tout aussi fixée à l'or. Non seulement les traders américains mais aussi les exportateurs brésiliens et les commerçants à travers l'Amérique latine et l'Asie avaient jugé le dollar plus attractif comme unité de commerce.

Le dollar prit du galon lorsque le gouvernement britannique a indexé en 1916 la sterling au dollar quoique cette tentative de stabiliser la livre crée peu de confiance vu les déficits budgétaires énormes de temps de guerre. Les banques américaines ont procédé par fusion/acquisition pour étendre leur hégémonie en Europe et dans le monde comme la National City devenue Citigroup qui établit des branches en Argentine, au Brésil et au Cuba, en Europe et en Asie. D'autres banques lui ont emboîté les pas et en 1920, les banques américaines disposaient de 181 branches outre-mer.

L'important à la compréhension de la domination à retenir est que les banques américaines ont joué dès le début une partition remarquable en encourageant des importateurs des complexes sociaux où elles ont établi des succursales à accepter des titres libellés en dollars tirés par les exportateurs américains. Les étrangers exportant vers les États-Unis pouvaient pareillement tirer en dollar sur une banque américaine: «it was not just U.S. importers and exporters who made use of the new acceptance market in New York but also foreign merchants linked to it by foreign branches of American banks».²⁴ Mais pour créer ce marché, les banques avaient eu besoin des investisseurs dont la réticence les amène avec l'appui de la Fed à créer l'American Acceptance Council ayant éduqué les investisseurs à la nature, l'attractivité, et l'acceptation des titres comme un double risque sécurisé puisque garanti par les banques émettrices et réceptionnistes, et à bas taux. Benjamin

Strong alors gouverneur de la Federal Reserve Bank de New York instruisit son système à l'achat des titres ce qui rassura les investisseurs.

Début du dollar

Les banques jouent un rôle majeur dans l'hégémonisme d'une monnaie en tant que structure de création et de distribution de la monnaie scripturale.²⁵ La croissance de ce marché particulier permit au dollar d'assumer un rôle international significatif. Par la seconde moitié des années 1920, plus de la moitié des imports/exports était financée par les titres libellés en dollar. L'attractivité de faire du business à New York reflète le bas niveau des taux d'intérêt contrairement à Londres. En outre, l'Europe ravagée était en panne de crédits pour sa reconstruction et les États-Unis semblent la première direction mais peu évidente pour le Pouvoir américain. Alors Strong alla à la conquête des prêteurs de la Pologne à la Roumanie. Ce faisant, il a court-circuité Montagu Norman prêchant pour la Banque d'Angleterre à travers la Ligue des Nations. L'abaissement des taux d'intérêt aida à contrer la sterling. Mais la grande dépression qui a engendré le protectionnisme en Europe sous la poussée de Keynes culbuta le dollar.

La conquête du monde

«Empire par invitation» a favorisé une reconfiguration des pouvoirs en disciplinant les forces sociales, du marché, et politiques rivales. Et les banques américaines dominent la finance mondiale en dépit de l'activisme chinois comme le démontrent les données du *The Banker*.²⁶ (Annexe 2)

Les États-Unis ont émergé de la SGM comme une économie globale qui domine par la moitié de la production mondiale faisant de facto du dollar, l'unité de compte, et le moyen de paiement à l'échelle mondiale. Le baptême de la domination vient de l'institutionnalisation du pouvoir monétaire des États-Unis par la création du FMI qui a reconnu le statut unique du dollar en imposant aux autres capitalismes de définir leur taux de change dans la devise américaine: le dollar est ainsi dédoublé. Le franc, le mark ou la sterling manquaient des marchés financiers ouverts. «The dollar was not just

the dominant international currency but, outside the British Commonwealth and Empire, effectively the only one». La nouvelle structure de régulation monétaire mondiale institue une fixité des taux de change de l'once d'or à \$35 et les firmes américaines pouvaient acquérir des entreprises partout tant la Fed disposait des 3/4 de la production aurifère mondiale.

La suprématie par la création du FMI

La décolonisation n'était pas une simple politique anticolonialiste. Elle participe d'une stratégie de supplanter le pouvoir monétaire vu que «les deux-tiers des réclamations financières d'outre-mer du Royaume Uni étaient aux mains de cette petite partie du monde qui contrôle la zone sterling.» Autrement dit, l'Empire, le Commonwealth, et les dominions ont donné à la Grande Bretagne une ligne de crédit illimité durant la guerre qui a renforcé le Trésor. Au tournant de la guerre, les sterlings sous contrôle des banques centrales doublent leur correspondant américain. Les complexes sociaux ont accumulé la livre à cause de la guerre mais forcés de les garder par le protectionnisme d'un pouvoir impérial qui maintient artificiellement un rôle mondial de la sterling. Les États-Unis ont compris le jeu en faisant de la fin du protectionnisme bancaire une pré-condition à l'octroi de crédit pour la reconstruction de la Grande Bretagne. Et Eichengreen de noter que cet échec de Keynes expose une méconnaissance du système politique américain de freins et de contrepoids.

Du côté du franc, la guerre d'Algérie a assené le coup de grâce depuis que les Germains ont soumis la France. Les insurrections à Paris firent vaciller le pouvoir quand les forces opposées à la souveraineté algérienne cherchaient à renverser le gouvernement créant une crise non seulement politique mais également financière tant la guerre a imposé un coût insurmontable et la Banque de France forcée de financer directement le déficit budgétaire du gouvernement alors que déjà en 1955-1957, elle avait perdu deux tiers de ses réserves. La politique de la planche à billets et la politisation d'une dévaluation en cascades semblent avoir ruiné le pouvoir monétaire français à la conférence de Bretton Woods.²⁷ La politique monétaire du Japon, sous contrôle américain, orientée

vers l'importation limite l'extension du yen aux états limitrophes quand le communisme monétaire de Mao Tsé Toung étouffait les ambitions du yuan.²⁸

Contrôle du système financier du monde

Le dollar est devenu de facto la base du système monétaire contemporain. Les forces politiques et du marché de la Grande Bretagne en absence du pouvoir monétaire savaient devoir se fonder sur la force des idées à la création du nouveau système.

Maynard Keynes, leader des forces britanniques à la Conférence ayant accouché du FMI et de la Banque mondiale, proposa International Clearing Union, une sorte de banque centrale globale. Chaque complexe social y recevrait une ligne de crédit libellée en bancor que les complexes sociaux pourraient utiliser pour se procurer des biens. Le modèle keynésien prévoit des sanctions contre les capitalismes qui encourent des déficits chroniques indéfiniment de leur balance de paiements mais également contre ceux encourant des excédents par des dispositions qui exigent de retourner une partie de leurs crédits bancor et devises au Clearing Union. Campés sur le principe d'ouverture des portes et de fermeture des frontières, les États-Unis exigent une ouverture au commerce libéré des préférences impériales. Pour le Secrétaire du Trésor des États-Unis Henry Morgenthau, le Fonds International de Stabilisation résulte des années de lutte pour déplacer la City à Wall Street pour ainsi «créer un nouveau concept dans les relations d'affaires financières internationales».²⁹

Harry Dexter White alors directeur de la Division Recherche Monétaire et Deputy chargé des Problèmes Financiers Internationaux au Trésor des États-Unis comprit la stratégie anglaise. Après l'attaque contre Pearl Harbour, Morgenthau et White avaient préparé deux plans dont le Fonds de Stabilisation et la BIRD. Le Plan White substitue aux impôts keynésiens une vague possibilité de sanctions. Keynes proposa une dotation du Clearing Union totalisant \$26 billions, dépassant la valeur de tous les biens et services produits aux États-Unis. White y voit une atteinte à l'identité

même des États-Unis soupçonnant un emploi des ressources du Clearing Union pour les dépouiller de leurs marchandises alors que les termes de la structure attentent à leur souveraineté.³⁰

White opposa au Clearing Union et à son bancor dénationalisé, un Fonds de Stabilisation qui prête des devises nationales déposées par des gouvernements avec les États-Unis fournissant la plus grande part des ressources du Fonds proportionnelle à leur poids dans l'économie mondiale. Leon Frasier de la US First National City Bank résume l'état d'esprit des forces en présence en ces termes: «They looked to us for their military salvation and for their economic salvation, and any proposal within human reason put forward by representatives of the United States would in the nature of things be acceptable».³¹ La question des quotes-parts fut cruciale puisqu'elles déterminent les votes au sein du système. Mikesell disait «I was to give the United States a quota of approximately \$2.9 billion; the United Kingdom (including its colonies) about half of the US quota; the Soviet Union, an amount just under that of the United Kingdom». Keynes avait proposé pour son complexe \$4.98 billions, les États-Unis \$4.04 billions, la France \$1.93 billion, l'Allemagne \$3.13 billions, et l'URSS \$0.41 billion. White qui ne voulait pas négocier les quotes-parts établit le plafond à \$10 billions. Les États-Unis ont obtenu le 1/3 des quotes-parts qui les rassure d'un pouvoir de veto au sein de la nouvelle structure.

Les États-Unis avaient opté pour une agence de contrôle des taux de change avec un pouvoir de supervision sur les politiques monétaires nationales. La structure «policies the responsibility of each nation to the community of nations».³² Ils appuient la liquidité internationale qui stabilise les devises nationales et l'or en éliminant les restrictions de change aux transactions courantes, et en proscrivant des ententes bilatérales de paiement et toute autre forme de discrimination.

Le déroulement de la conférence indique les rapports de forces et une autorité souveraine qui dicte les règles du jeu. Comme dans ces arènes, le pouvoir revint aux monétaristes et juristes tant la conférence était technique; et en matière de savoir, les États-Unis jouissaient d'une communauté

épistémique saisissante.³³ White neutralisa l'expertise pouvant combattre les idées américaines en désignant Keynes à la présidence de la Commission BIRD. Le gestionnaire a exprimé sa stratégie lorsque White dit avoir présidé la Commission FMI pour prévenir toutes discussions de fond et veiller à des Accords répondant à la tradition américaine: «Tous les secrétaires des comités et leurs assistants étaient des Américains» qui devaient choisir les thèmes à débattre, compter les votes, et rédiger les procès verbaux.³⁴ Dans un mémorandum, les Américains ont instruit les officiels de leur statut qui leur enlève toute identité nationale ou allégeance à toute organisation ou gouvernement. Au fond, «c'étaient des gens que White avait formés à Atlantic City, et ils étaient une équipe homogène et cohérente qui pouvaient comprendre les sujets principaux et défendre la position américaine.»³⁵ Les États-Unis semblent avoir agrippé des Accords dont les institutions de gestion devaient servir d'échelle à une domination financière mondiale.

Whether the delegates were aware of it or not, the important decisions were made behind closed doors, between the American delegation and the foreign delegations involved. While Harry White and his small group of 'technical advisers' kept absolute control over the text of the articles to be included in the agreement, the powerhouse of the conference was in Morgenthau's office, where some of the most difficult and troublesome issues had to be settled.³⁶

White développa une autre stratégie lui ayant assuré tout contrôle des décisions. Quand des propositions contrariaient ses positions, le président de la Commission, plutôt que de les renvoyer aux comités pour débat, écrivit Morgenthau, «let a few people discuss it, and immediately referred it to the ad hoc committees, created especially for that purpose, to refer back to the Fund Commission, and not to the committees».³⁷ Les Accords de Breton Woods établirent une institution de promotion d'une coopération monétaire mondiale et une machinerie de consultations qui sacrent la suprématie américaine dans le système financier mondial.

Ratification

Les délégués devaient expliquer à leurs mandants les Accords de Bretton Woods et dans bien des cas, ils ignorent exactement ce qu'ils ont signé. Le Congrès a approuvé pour le symbolisme des intentions américaines pour un système monétaire stable et la quote-part qui garantit aux États-Unis un veto. Les propos de Fred Vinson ayant succédé à Morgenthau montrent comment fonctionne un impérialisme gagnant des victoires sans faire des guerres: «it had been made clear to the British that they would have to ratify Bretton Woods before the credit proposal was put up to Congress».³⁸ Dans les accords de crédit aux Britanniques figurent les clauses non seulement de la ratification des Accords de Bretton Woods mais également la levée de toutes restrictions sur la convertibilité de la sterling pour des transactions courantes.

Une subtile stratégie ruina l'espoir britannique. Lors des débats, le délégué anglais Dennis Robertson proposa de remplacer les termes «gold and gold-convertible currency» par «net official holdings of gold and U.S. dollars». White renvoya l'idée à un comité spécial sous sa gouverne et nulle part ne figure la proposition de Robertson. Une erreur stratégique qui semble «legitimize the par value or dollar-pegged system that would come to characterize the Bretton Woods system».³⁹ Le système était ainsi de facto indexé au dollar.

Le site des institutions est également un indice des rapports de force. Les États-Unis invitent en 1946 les trente quatre membres ayant ratifié les Accords pour inaugurer les conseils des gouverneurs du FMI et de la BIRB à Savannah. Contre Keynes qui plaide pour New York, White a privilégié Washington D.C. Assuré d'avoir verrouillé un système monétaire mondial américain, White renonça à la proposition de Keynes d'être le premier directeur du FMI, poste qui revient par tacite accord à un Européen contre un Américain à la BIRD; ce qui fait de l'Europe le vigile du pouvoir monétaire mondial des États-Unis.

Formaliser la domination

Au plan des idées, Bretton Woods était une occasion de formaliser la domination américaine dans un accord qui institutionnalise le dollar. Loin d'être une institution démocratique, le FMI est une reproduction mondiale de la Fed, «it was primarily an American invention». Le système de vote est fait pour faciliter la prévalence du pouvoir américain. «Although Bretton Woods resulted from American and British planning cooperation, the USA dominated the conference and directed it according to its national interests». Le régime de Bretton Woods émerge comme synonyme d'un ordre monétaire dollarisé: «Great men are effective agents in the construction of hegemony only when they marshal great ideas or, more skeptically, ideas that seem as though they might work to resolve crises».⁴⁰

Depuis plus d'un demi-siècle, le dollar est la devise du monde bien que sa stature commence à perdre de son lustre. Le pouvoir monarchique qui a dicté sa domination semble un élément majeur dans l'équation. Comme nous le verrons au chapitre quatre, le contrôle du FMI et de la finance du monde a permis au Gouvernement américain de piloter la dotation de la Côte d'Ivoire du régime anti-blanchiment de capitaux et anti-financement du terrorisme par transposition du régime américain.

Pouvoir militaire

La section précédente établit la domination américaine du marché par l'institutionnalisation du dollar et du pouvoir monétaire des États-Unis à travers le FMI au moment où la finance commande au marché.

Suivant Colás qui capitalise Schumpeter, le pouvoir monarchique est une composante majeure du pouvoir de commandement qui transcende les sphères d'activités mondiales. La présente section appuie, à la différence de l'idée répandue d'un empire militaire, le pouvoir monarchique des États-Unis qui permet de dominer la structure mondiale de la sécurité. La technologie le rend une totalité constitutive du landpower, seapower, airpower, spacepower et du cyberpower. Le nucléaire dans la configuration, transformé par la révolution dans les affaires militaires, assure aux États-Unis une suprématie absolue sur la conduite de la guerre et les capacités militaires.⁴¹

La section construit à partir des données puisées dans *Military Balance*, *Base Structure Report*, *Manpower Report*, et des documents officiels de stratégie de sécurité nationale comme *National Military Strategy*, et les différents *Nuclear Posture Review*. *Military Balance* est publiée par The International Institute for Strategic Studies qui établit les capacités militaires des complexes sociaux. L'édition de 2012 améliore la présentation, l'information et les évaluations des données. Les sections qui traitent des données terrestres assurent la compréhension des capacités interarmes des forces terrestres avec des détails sur l'appui tactique des armées. De plus, *Military Balance* détaille les données des budgets et des questions de politique de défense. Des indicateurs permettent de saisir la suprématie du pouvoir monarchique des États-Unis notamment le budget, les bases militaires, les équipements militaires, et la recherche et développement.

Budget de la défense

Le budget de la défense donne une indication de l'écrasante suprématie de l'armée américaine. Pour l'année fiscale 2011, le budget de la défense dépasse \$700 billions. Les Figures Annexe 3 montrent une distribution par complexe social et par région des dépenses militaires qui place les États-Unis à \$739 billions contre la plus proche rivale, la Chine avec \$89.8 billions, soit respectivement un pourcentage en PIB de 4.9 et 1.3. Au regard du budget de 1998, les dépenses militaires de 2011 sont en hausse d'environ 90%.

Les États-Unis maintiennent la dragée qualitative et quantitative haute aux autres complexes comme la Chine et la Russie par un investissement continu en R&D qui monte à plus de \$80 billions en 2011, la qualité et la fiabilité des équipements, le leadership et la formation. En même temps, le Gouvernement américain renforce le partenariat et la coopération, et hausse la technologie de pointe comme les systèmes d'armement non-pilotés, les capacités C4ISR, cyber, et d'information. Les tableaux Annexe 1 détaillent par champ la répartition du budget militaire des États-Unis.

Les allocations par service indiquent une inégale répartition selon les départements militaires et l'importance accordée au landpower.⁴² La croissance a été disproportionnée selon les services et les agences de défense notamment Missile Defense Agency et National Security Agency. Parmi les départements militaires, l'Armée se taille une part de lion avec une croissance de 167% depuis 1998; ensuite les agences de la défense avec une croissance de 105% quand la Navy et Air Force connaissent une augmentation budgétaire de 56% et 55% respectivement.

Par ailleurs, le Foreign Military Financing Account montre le contrôle par le financement que les États-Unis exercent sur les armées étrangères. De 2006 à 2009 par exemple, les États-Unis leur ont consacré plus de \$18 billions. La répartition par aire géographique traduit l'enjeu relatif des régions dans la politique de contrôle sécuritaire des espaces vacants de pouvoir. Le Proche-Orient a consommé la plus grosse part du budget FMFA avec plus de \$16 billions; vient ensuite l'Asie

pour environ \$1.5 billion. Les armées d'Amérique latine, d'Europe et d'Eurasie, et de l'Afrique ont reçu des États-Unis environ \$500 millions, \$450 millions, et \$45 millions respectivement (Annexe 1 FMFA par complexe et par région). Le FMFA et les programmes de formation militaire, suivant la conception critique colasienne d'empire, indique que les États-Unis assurent un bien public partie de la condition de stabilité au sein des frontières impériales: police et armée.

Des bases militaires ceinturent le monde

«The Department of Defense is one of the world's largest "landlords" with a physical plant consisting of more than 571,900 facilities (buildings, structures and utilities) located on more than 3,740 sites, on nearly 30 million acres» (BSR 2005)

«La restructuration des bases américaines se saisit mieux comme le pilier de consolidation de l'empire global américain dans et au travers des vides de pouvoir laissés suite à l'effondrement de l'Union Soviétique et assure[r] l'intégration de la Chine dans le système américain de domination» (Gerson, 2003).

Élargir l'empire par le retour au monde en développement

Les bases militaires forment un dispositif majeur dans la domination de tous les empires. Le modèle américain de déploiement post-9/11 diffère bien des modèles précédents. Plus de la moitié des bases militaires américaines d'outre-mer sont dans les complexes sociaux en développement avec plus du tiers en Eurasie. La présence militaire américaine s'est étendue à l'arc d'instabilité: Asie, Moyen-Orient, Europe orientale, Afrique, et Amérique latine. La guerre contre le terrorisme en constitue le catalyseur bien que les engagements répondent à des préoccupations géopolitiques plus larges de domination.

En mai 2005, Washington Post dévoile «Interim Global Strike Alert Order», un plan classifié top secret qui a permis de développer le «full spectrum global strike» d'appui cinétique nucléaire et conventionnel et non-cinétique de précision. Au moment où leurs militaires sont engagés dans des théâtres afghan et irakien d'opération, les États-Unis prétendent disposer de la capacité de lancer des attaques conventionnelles ou nucléaires dans «tout coin noir du monde» y compris en Corée du Nord, en Iran, ou en Chine à tout moment. Bien que le pouvoir militaire des États-Unis vienne

en partie selon Zbigniew Brzezinski «de la supériorité de l'organisation, de la capacité à mobiliser d'immenses ressources économiques et technologiques», sa projection globale dépend également des installations militaires américaines qui ceignent le monde. La doctrine de frappe globale repose sur une infrastructure de bases militaires, des forteresses qui font des États-Unis une puissance à la fois africaine, américaine, asiatique, européenne et moyen-orientale selon un gestionnaire américain rencontré à Abidjan.⁴³

Le «colonialisme militaire», pour reprendre Gerson opère sans tirer des projectiles. Les bases et leurs communautés hôtes forment un système social complexe et dynamique qui s'étend par-delà des frontières. Elles abritent des logis, des écoles, des magasins, des ruelles de bowling, et des salles de cinéma aussi bien que des pistes, et dépôts de munitions en même temps qu'elles engagent les communautés en servant de sources d'emploi, de produits, de culture, et bien davantage.⁴⁴ Les traités inégaux et alliances militaires sont l'un des astuces du colonialisme militaire.⁴⁵

Missions des bases américaines

Catherine Lutz résume les missions classiques des bases américaines. Renforcer le statu quo en assurant un accès privilégié et un contrôle du pétrole et en maintenant une hiérarchie du pouvoir et des privilèges de la SGM. Encercler les ennemis comme la Chine est la seconde mission. La «nouvelle posture globale d'Obama» qui a défini les priorités des États-Unis pour le 21ème siècle appuie un redéploiement en avant notamment au Pacifique.⁴⁶ Les installations aériennes, terrestres, navales et spatiales qui répondent des États-Unis participeraient de la domination mondiale. Servir de centres d'entraînement et de points de chute pour des interventions et faciliter les opérations C4I complètent les missions militaires. Assurer le contrôle des gouvernements et la dynamique politique des complexes sociaux en servant de porte-drapeau qui démontre l'engagement d'un empire dans un complexe social ou région particulière. Enfin, servir de centres de torture, d'interrogation et de prison. En bref, les bases assurent l'expansion du pouvoir de contrôle pour la sécurité mondiale.

La typologie de Johnson Chalmers est plus explicite. Le spécialiste de l'empire des bases recoupe les missions classiques auxquelles il ajoute de nouvelles. Les fonctions classiques touchent la projection du pouvoir dans des régions géostratégiques, la préparation à une guerre nucléaire, et le symbolisme du pouvoir américain. Toutefois, les temps changent et le monde entier est devenu 'la patrie américaine'. Un ancien gestionnaire américain en Côte d'Ivoire assume la globalité des intérêts stratégiques des États-Unis, ce que semble confirmer *The National security strategy* du 17 septembre 2002.

The presence of American forces overseas is one of the most profound symbols of the U.S. commitments to allies and friends. Through our willingness to use force in our own defense and in defense of others, the United States demonstrates its resolve to maintain a balance of power that favors freedom. To contend with uncertainty and to meet the many security challenges we face, the United States will require bases and stations within and beyond Western Europe and Northeast Asia, as well as temporary access arrangements for the long-distance deployment of U.S. forces.⁴⁷

Aux missions classiques s'adjoignent le maintien de la suprématie absolue sur le reste du monde, tâche qui inclut des opérations de police partout, l'écoute de toutes communications pour s'assurer qu'aucune sphère n'est imperméable aux capacités technologiques des États-Unis; le contrôle des sources énergétiques, la garantie du travail et de revenu au complexe militaro-industriel, et enfin, l'assurance aux militaires et dépendances d'une vie décente et d'une formation élitiste.⁴⁸

*Typologie des bases militaires américaines*⁴⁹

Dans son audition devant le Comité des services armés de la Chambre des Représentants en mars 2004, James Jones alors Commandant suprême des Forces Alliées donne une classification basée sur cinq types qui facilitent les opérations de sécurité à l'échelle mondiale. Les bases majeures d'opération (MOBs) sont des installations stratégiques qui accueillent pour une longue durée de temps les troupes américaines. Elles constituent des ancrs aux petits avant-postes d'opération dans une zone de responsabilité. Ces installations incluent Air Force Base de Ramstein en Allemagne

ou Kadena au Japon avec des infrastructures substantielles accueillant des troupes et leurs dépendances. Les MOBs sont établies dans les régions ayant plus tôt invité l'empire.

Les avant-postes ou site d'opération en avant sont des installations fortuites renforcées selon les circonstances. Ils accueillent des troupes en rotation sans leurs dépendances pour des courts séjours. Les FOS regroupent le Camp Bondsteel au Kosovo, les bases aériennes de Moron en Espagne, de Libreville au Gabon, et de Dakar au Sénégal. Ces installations sont en augmentation dans les régions en développement.

Les Cooperative-security locations (CSLs) sont des installations des complexes sociaux hôtes avec peu de présence américaine permanente. Elles bénéficient des services périodiques de la part de sous-traitants et destinées à favoriser l'accès d'urgence et sont des points focaux de coopération pour les activités de sécurité. Les CSLs évoluent rapidement vers les FOS.

Les sites de pré-positionnement conjoint ou Joint Preposition Sites sont de grands entrepôts où les unités peuvent venir rapidement s'équiper «profitant de l'avantage stratégique d'être un 'océan plus près' de l'engagement, du conflit, et de l'influence». Les bases du Qatar, du Bénélux, et du Koweït rentrent dans cette catégorie.⁵⁰

Les infrastructures en-route sont stratégiquement situées et dotées de structures qui assurent la capacité d'une projection rapide en temps de crise. Les ERIs établies en Pologne, en Géorgie, et en Bulgarie servent également d'ancrage à l'entraînement.

Outre les bases classiques, l'armée consolide ses installations en appuyant des sous-traitants, et avec un réseau d'accords. Après l'Opération Tempête dans le désert, les États-Unis concluent des accords ayant abouti aux «joint cooperative security locations», correspondants des CSL et JPS avec le Qatar et Oman. Ils ont également conclu depuis le 9/11 une série d'accords ERI avec des complexes sociaux en Afrique où les troupes s'entraînent et entraînent des forces armées locales

dans le cas des missions d'Africom ou même servent de sites de transit des forces américaines vers d'autres théâtres d'opérations.

Dans les nouveaux complexes sociaux en Asie centrale, les États-Unis ont établi des bases au Khanabad en Ouzbékistan et à Manas au Kirghizstan aux frontières de la Chine et essaimé la région de petites installations opérationnelles. Les installations apportent une valeur ajoutée à l'économie hôte comme la base de Manas qui fait 5% du PIB du Kirghizstan en 2003. Le pouvoir kirghize exige la hausse des coûts de location de \$2 millions à \$200 millions l'an.

Deux sources de données permettent de saisir l'ampleur des bases militaires. *Base structure report* ou BSR du DoD détaille la propriété immobilière du Pentagone et *Worldwide Manpower Distribution by Geographical Area* présente le personnel militaire à chaque base par département militaire: Army, Navy, Marins Corps, Air Force, les serviteurs civils du DoD et locaux ainsi que les dépendances des militaires et civils américains. Nonobstant les limites à ces deux documents qui font économie des «officially nonexistent sites», les données sont pertinentes.

Selon BSR, la base de Ramstein est la plus grande base en Europe avec un PRV de \$2,458.8 billions contre \$4,758.5 billions pour Kadena, la plus grande base extérieure en Asie. Ce montant exclut les \$964.3 au titre de l'Annexe de stockage de munition de Kadena. BSR ne compte que des bases de plus de 10 ares avec un PVR de plus de \$10 millions. En dessous de ces critères sont des sites de navigation Unmanned Aerial Vehicle (UAV) ou de missile stratégiques dont l'ensemble dispose d'un PVR de \$118 billions. Manpower Report compte non pas des bases individuelles mais des complexes sociaux. Le chiffre de 254.788 militaires déployés en 2001 a atteint 531.227 y compris les serviteurs civils et dépendants dans 153 complexes sociaux.⁵¹

Nombre de bases sont secret-défense ou déguisées autrement à l'abri de la comptabilité officielle notamment les bases ou les avant-postes dépendant de la communauté de renseignement: «To-day, one could throw a dart at a map of the world and it would likely land within a few hundred

miles of a quietly established U.S. intelligence-gathering operation... America's surveillance network has grown so vast and formidable that in some respects it is feared as much as U.S. weaponry itself. »⁵²

Les données BSR de l'année fiscale 2012 datent de 30 septembre 2011 et servent de ligne de base au début de l'exercice budgétaire suivant. Sur cette base, le DoD gère plus de 5.000 sites à travers le monde.

Répartition par service armé/Agence

Emplacements	Armée	Navy	Air Force	Marine Corps	WHS	Total
États-Unis	1.871	774	1.535	135	136	4.451
Territoires	27	56	11	0	0	94
Outre mer	316	114	216	20	0	666
Total	2.214	944	1.762	155	136	5.211

Source: BSR FY 2012

Le tableau ci-dessous montre les types de structures par endroit dans le monde.

Nombre d'installations par type dans le monde

Secteurs	Actifs immobiliers			Total
	Bâtiments	Structure	Struct. linéaires	
États-Unis	238.164	164.986	37.35	440.503
Territories	6.487	3.740	1.074	11.301
Outre-mer	54.246	42.303	6.721	103.270
Grand Total	298.897	211.029	45.14	555.074

Au total, les États-Unis maintiennent mobilisés 1.569.000 forces contre 2.285.000 pour la Chine et 956.000 pour la Russie (Annexe 1: Budgets militaires comparés).

Supériorité par organisation du monde en commandements unifiés

Historiquement, le contrôle par la division du monde en commandements militaires a toujours été une obsession des empires et les États-Unis n'échappent pas. Pour renforcer sa maîtrise du théâtre des opérations à l'échelle mondiale, l'armée américaine reconfigure son commandement qui couvre l'ensemble des régions du monde: Northcom ayant responsabilité de l'Amérique du Nord, Eurocom qui s'occupe de l'Europe et de l'Eurasie, Africom qui veille aux opérations de sécurité en Afrique, Pacom qui enjambe les complexes sociaux du Pacifique, Centcom couvre tout le Moyen-Orient, et

Southcom assure le contrôle de l'Amérique latine et des Caraïbes.⁵³ La figure 1 Annexe 1 présente la cartographie des commandements combattants régionaux de l'armée américaine.

Révolution nucléaire pour une domination full-spectrum

Gouverneur, nous avons aussi moins de chevaux et de baïonnettes parce que la nature de nos engagements militaires a changé. Nous avons ces choses appelées porte-avions, sur lesquels les avions atterrissent... Nous avons ces naires qui vont sous l'eau, les sous-marins nucléaires (Obama, 22 Octobre 2012)

The United States has attained a nuclear capacity so immense that it cannot be challenged or defeated by any power or coalition of powers (Johnson-Freese Nichols 2007: 164)

Les États-Unis disposent de 1.737 ogives nucléaires déployées sur des ICBMs, SLBMs et des Bombardiers stratégiques selon le décompte du New Start d'avril 2012.⁵⁴ Au 30 septembre 2010, leur réserve consistait en 5.113 ogives nucléaires. Ce nombre représente une réduction de 84% du maximum des 31.255 de la fin 1967, et 75% du niveau de la réserve depuis la chute du mur du Berlin établi à 22.217.⁵⁵ De 1994 à 2009, les États-Unis ont démantelé 8.748 ogives nucléaires avec des milliers d'autres en attente d'être démantelées. Dans l'ensemble, le nucléaire américain chuta de 90% entre septembre 1991 et septembre 2009. Le tableau Réserve d'armes nucléaires américaines (Annexe 1) expose cette évolution. La réduction la plus sensible opérée entre 2001 et 2009 voit chuter de moitié le stock d'armes nucléaires des États-Unis.

Le tableau des puissances nucléaires connues (Annexe 1) donne la seconde place aux États-Unis en termes de quantité d'armes nucléaires derrière la Russie. La nouvelle stratégie de défense publiée en janvier 2012 confirme la dissuasion «avec une plus petite force nucléaire».⁵⁶ Les plus grandes concentrations d'armes nucléaires résident en Russie et aux États-Unis disposant ensemble 96 % de toute la réserve mondiale. Outre leur territoire, les États-Unis ont établi six bases nucléaires dans des complexes alliés non-nucléaires qui logent environ 200 bombes nucléaires. Le tableau ci-dessous présente un panorama des sites et types de nucléaire déclassifiés dont disposent les États-Unis.

Bases nucléaires américaines connues

Complexes	Emplacements	Région	Systèmes armes	Engins de propulsion et Garde
Allemagne	Büchel AB	Rheinland	B61-3/4	Tornados PA 200 allemandes, 33th Fighter Bomber Wing
Belgique	Klein Brogel AB	Limburg	B61-3/4	F-16 belges, 10th Fighter Wing
Italie	Aviano AB	Friuli-Venezia Giulia	B61-3/4	F-16 américaine, 31th Fighter Wing
	Ghedi Torre AB	Lombardi	B61-3/4	PA-200 Tornados italiens, 6th Fighter Wing
Nederland	Volkel AB	Noord-Brabant	B61-3/4	F-16 néerlandais; 703 MSS
Turquie	Incirlik AB	Adana	B61-3/4	F-16 américaines
États-Unis	Bangor (Kitsap) NSB	Washington	W76, W76-1, W88, Trident II D5 SLBMs	Ohio-class SSBNs
	Barksdale AFB	Louisiana	B61-7, B83-1, W80-1/ALCMs	For B-52Hs of the 2nd Bomb Wing
	Kings Bay NSB	Georgia	W76, W76-1, W88, Trident II D5 SLBMs	Ohio-class SSBNs
	Kirtland AFB	New Mexico	B61, W62, W80, B83, W78, W87	
	Lawrence Livermore National Laboratory	California	W62, W83, W87	
	Los Alamos National Laboratory	New Mexico	B61, W76, W78, W80, W88	
	Malmstrom Air Force Base and Missile Field	Montana	W62, W78, W87	150 Minuteman III ICBM s
	Minot Air Force Base and Missile Field	North Dakota	B61-7, W62, W78, B83-1, W87	150 Minuteman III ICBMs, bombs B-52Hs of the 5th Bomb Wing
	Nellis AFB	Nevada	B61, W62, W80, B83, W78, W87	
	Pantex Plant	Texas	Variées	
	Seymour-Johnson AFB	North Carolina	B61-3/4	F-15Es of the 4th Fighter Wing
	Strategic Weapons Facility Atlantic (Kings Bay)	Georgia	W80-0/TLAM-N, W76, W76-1, W88, Trident II D5 SLBMs	
	Strategic Weapons Facility Pacific (Bangor)	Washington	W80-0/TLAM-N, W76, W76-1, W88, Trident II D5 SLBMs	
	Warren Air Force Base and Missile Field	Colorado, Nebraska Wyoming	W62, W78, W87	150 Minuteman III ICBMs.
	Whiteman AFB	Missouri	B61-7/11, B83-1	B-2s of the 509th Bomb Wing

Source: Robert S. Norris & Hans M. Kristensen 2009: 90-95.⁵⁷

Suprématie nucléaire absolue par la modernisation

La réduction sensible de l'armada nucléaire des États-Unis est dictée par un environnement post-911 qui diffère sensiblement du contexte bipolaire. Par suite d'une visite aux forces américaines dans les montagnes de Tora Bora en Afghanistan, Donald Rumsfeld alors Secrétaire DoD résumait l'enjeu du pouvoir militaire américain: «How will the U.S. defend itself against the unknown, the unseen and the unexpected? One way is by exploiting new technologies to develop a flexible arsenal: reduced nuclear forces, advanced conventional capabilities, and a range of defenses against missile, space, and computer attacks».⁵⁸

Le 8 janvier 2002, l'Administration Bush soumit au Congrès une revue de la posture nucléaire ou NPR dont la précédente remonte à 1994. Informée d'une gestion des relations potentiellement hostiles avec la Russie, celle-là détermine la structure des forces nucléaires stratégiques que devaient déployer les États-Unis aux termes du START II.

La NPR de 2002 reconnaît un nouveau rapport en décalant la Russie du statut d'ennemi à celui de partenaire. Une nouvelle triade stratégique a été établie: des systèmes de frappe offensive nucléaire et non-nucléaire, des défenses anti-missiles actives et passives, le tout soutenu par un système C2, ISR et une planification flexible, et une revitalisation du complexe militaro-industriel. Lors de son audition au Sénat le 14 février 2002, Douglas Feith sous-secrétaire DoD chargé de Politique appuie la révolution nucléaire: «Instead of our past primary reliance on nuclear forces for deterrence, we will need a broad array of nuclear, non-nuclear and defensive capabilities for an era of uncertainty and surprise.» La dissuasion stratégique décale du modèle menace-basé vers capacité-basée faisant privilégier «comment un adversaire pourrait combattre [plutôt] que qui l'adversaire pourrait être ou d'où une guerre pourrait survenir» (QDR 2001). «A capabilities-based approach to defense planning will look more at the broad range of capabilities and contingencies that the United States may confront in the future, as opposed to planning against a fixed set of opponents identified as the threat.»⁵⁹

Des cibles fortifiées souterraines, et mobiles

La NPR identifie trois types de cibles appelant à une amélioration des capacités américaines: les installations fortifiées ou souterraines (HDBT); les agents chimiques et biologiques (CB); et les cibles mobiles et relocalisables (MRT). Dans *Defeat of Hardened and Deeply Buried Targets* adressé au Congrès, les HDBT s'identifient comme des structures qui varient «des complexes de bunker extérieurs fortifiés aux tunnels profonds» pouvant protéger des actifs stratégiques et tactiques. Elles incluent les équipements et le leadership C3, les installations de production, d'assemblage, de stockage, et de déploiement des armes de destruction massive (ADM), des équipements d'artillerie ou des lance-missiles, et des systèmes de défense de secteur. La Defense Intelligence Agency évalue à plus de 10.000 les HDBT tactiques dans des designs «cut-and-cover»; mais l'armée estime à 1.400 les HDBTs qui protègent les installations stratégiques particulièrement fortifiées dans des zones urbaines. La destruction physique des cibles ne suffit si les agents CB restent viables ou volatilisés dans la nature. Les dommages collatéraux ou leur dispersion dictent le ciblage des HDBT, leur limitation appelle à de nouvelles capacités d'identification, de négation d'accès, et de neutralisation. Par leur chaleur, les armes nucléaires disposent de la capacité Agent Defeat Weapons. La NPR identifie également les MRT dont les lance-missiles balistiques, les armes et installations de production CB, les systèmes C3, des plateformes ferroviaires, routières ou maritimes. Les MRT ni trop fortifiés, ni trop difficiles à détruire exigent des capacités d'Intelligence, Surveillance et Reconnaissance et des frappes à guidage de précision quand le nucléaire rassure de leur certaine destruction.

La NPR accentue le développement de nouvelles capacités qui répondent aux exigences accrues de ciblage et de frappe chirurgicale, le développement d'une nouvelle génération de bunker-busters ce qui conduit à l'élaboration et à la mise en œuvre de bien des projets. Le «Deep Digger» accroît la profondeur de pénétration cinétique active par la nouvelle technologie de perforation de

tunnel, les «small diameter bombs» faciliteraient la neutralisation d'une cible dispersée et résoudrait le défi de la taille de la destruction inhérent aux armes conventionnelles. La Hard Target Smart Fuse Technology devant faciliter le contrôle d'une détonation pour une efficacité optimale d'impact au sol renforce les BLU-116 Advanced Unitary Penetrator du programme Earth Penetrating Weapon (EPW). En outre, les États-Unis développent des armes de bas-souffle à haute fragmentation destinées à extirper des CB, une forme de neutralisation à haute température par des explosifs aériens et armes thermobariques. Les MRT vulnérables aux capacités offensives non-nucléaires se révèlent une question d'intelligence et de pistage. Toutefois, les capacités conventionnelles de frappe avec des charges sur des sous-marins SLBM accroissent la capacité de leur destruction rapide.

Cependant, «l'addition des forces de frappe non-nucléaires... signifie que les États-Unis seront moins dépendants [...] des forces nucléaires pour fournir leurs capacités offensives de dissuasion».⁶⁰ Ceci dit, les États-Unis notent des limites aux systèmes non-nucléaires de frappe des HDBT ou des agents CB. Les armes conventionnelles pouvant dénier ou perturber le fonctionnement «ne sont pas efficaces pour la destruction physique à long terme des installations profondes et souterraines». Le Rapport 2001 susmentionné statue: «Les armes nucléaires ont une capacité unique de détruire à la fois les containers et les agents CBW».⁶¹

L'armada nucléaire américaine semble disposer de capacités limitées pour contenir le risque des HDBT. Par exemple, bien que B61-11 combine pénétration du sol et système de performance à cadran, elle ne peut survivre en pénétrant des types de terrain où sont localisés les installations fortifiées et souterraines. EPW cède au Robust Nuclear Earth Penetrator et à Advanced Concepts Initiative produisant de nouveaux designs d'ogives. La suprématie nucléaire des États-Unis tend à se ramener à la capacité de contrôle d'une structure contestée, congestionnée, et compétitive de sécurité par la qualité tout en construisant sur les champs classiques de pouvoir. Le nouveau contexte commande à une intégration de toute la gamme de forces dans la stratégie de dissuasion nucléaire.

Planification stratégique

La National Nuclear Security Administration ou NNSA du Département de l'énergie et le DoD œuvrent à implanter la nouvelle triade. Le NPR enjoint au DoD et la NNSA «d'examiner conjointement des programmes potentiels pour fournir des capacités nucléaires, et identifier des occasions d'étude ultérieures, y compris des évaluations des besoins de test nucléaire à la mise en œuvre de telles ogives.» (34-35). Dans «US war planning after 9/11», Hans Kristensen expose un remodelage de la planification stratégique qui mute le «top-heavy» Single Integrated Operational Plan (SIOP) en une «famille» de plans plus petits et plus flexibles en phase avec la Frappe Globale pour menacer les adversaires partout au monde.

Conformément à la NPR, le Président Bush signe en janvier 2003 la mission de frappe globale consignée dans UCP-Change 2 qui ajoute quatre nouvelles missions au Stratcom chargé d'exécuter la nouvelle triade. La Frappe Globale est «a capability to deliver rapid, extended-range, precision kinetic (nuclear and conventional), and non-kinetic (elements of space and information operations) effects in support of theater and national objectives.»⁶²

Supériorité par la Frappe Globale

La Frappe Globale combine les réactions américaines au 9/11 et aux craintes de prolifération des ADM, la révolution dans les affaires militaires, et la planification qui rendent possible un ciblage précis et une frappe rapide. Le Strategic War Planning System modifié dans les années 1990 fit objet d'un Strategic War Planning System (SWPS) Transformation Study qui examine la responsivité d'un système de planification flexible. Le SWPS-M renommé Integrated Strategic Planning and Analysis Network ou ISPAN utilise des modèles informatiques développant un système simplifié, réseau-centré de planification nucléaire. La gamme des Forces Spéciales, des cyber-attaques, et des armes conventionnelles et nucléaires fait de la Frappe Globale la substance même de la doctrine de préemption et de «dissuasion adaptée» impulsée par la nouvelle triade.⁶³

Le Concept Plan ou CONPLAN 8022 donne au Président des options de frappe rapide contre des cibles en temps d'urgence. Ce plan achevé fin 2003 fut mis en œuvre en juin 2004. Le Chairman du Joint Chief of Staff, Richard Myers, signe le Global Strike Alert Order fin juin 2004 enjoignant au Stratcom la coordination avec Air Force et la Navy. Le 17 août suivant, Stratcom publie Global Strike Interim Capability Operations Order qui change CONPLAN 8022 en un plan d'urgence qui aboutit aux choix de bombardiers, de sous-marins ICBM, SSBN, ainsi que des unités de guerre de l'information assignés de cibles dans des complexes sociaux identifiés par la Nuclear Weapons Employment Policy (NUWEP) signée par Donald Rumsfeld en avril 2004.⁶⁴ La planification et l'exécution de Frappe Globale amène Stratcom à établir à Offutt AFB le Joint Functional Component Command for Space and Global Strike (JFCC-SGS), une unité de 400 soldats ayant prouvé sa capacité opérationnelle à travers le «Global Lightning 06» et la simulation de CONPLAN 8022.

Distinctivité du Global Strike

Les gestionnaires saisissent en Global Strike et CONPLAN 8022 la punition, la dissuasion et une assurance plus crédibles qui accroissent les options disponibles au Président. Le global strike de la nouvelle triade provient du SIOP établi en 1961 contre l'URSS et la Chine. La découverte du programme nucléaire irakien, la crise nucléaire nord-coréenne en 1993-1994, et l'acrimonie envers la Chine sont des précédents. Dans son rapport au Président George H. Bush et au Congrès en février 1992, Dick Cheney alors Secrétaire DoD notait l'acquisition du nucléaire par des complexes sociaux en développement. Cheney invite à la prise de conscience du surgissement des instabilités potentielles lorsque des leaders découvrent avoir peu à perdre à l'emploi des ADM.⁶⁵ George Lee Butler, premier commandant du Stratcom informa Colin Powell, Chairman du Joint Chiefs of Staff, en septembre 1992 de sa décision de renommer SIOP eu égard à la prolifération qui implique celle des options de frappe nucléaire dès lors que SIOP accentuant «single» ne répondait plus à l'esprit du plan ayant «évolué vers une collection de choix de représailles beaucoup plus différenciés adaptée

à un environnement de menace d'une plus grande nuance et complexité». ⁶⁶ Le changement survint suite à la signature des Présidents Bush et Putin du Strategic Offensive Reductions Treaty (SORT) en 2002 après que les États-Unis eurent changé le statut de la Russie. Dans sa missive à Richards Meyers, Chairman du Joint Chiefs, le Commandant James Ellis annonce la mutation d'un vestige: «Stratcom is changing the nation's nuclear war plan from a single, large, integrated plan to a family of plans applicable in a wider range of scenarios» qui devient Operations Plan ou OPLAN 8044. Ellis envoya sa missive juste une semaine avant la signature d'UCP-Change 2.

La NPR 2002 en plus des ajustements de force nucléaire favorise la défense anti-missile et un plus grand rôle des armes conventionnelles avancées dans les plans de frappe. Certaines mutations ont été incorporées au OPLAN 8044 Revision 05 en vigueur depuis octobre 2004. Suivant NUWEP édité en avril 2004, OPLAN 8044 Revision 05 est une «retouche majeure» du plan stratégique de guerre. Myers dit plus tard au Congrès que le nouveau plan «provides more flexible options to assure allies, and dissuade, deter, and if necessary, defeat adversaries in a wider range of contingencies». ⁶⁷ En plus des options adaptées de frappe nucléaire, il intègre des armes conventionnelles.

Les nouvelles options de FG consignées dans OPLAN 8044 Revision 05 ont été testées lors d'exercices en 2005 et 2006. Début novembre 2005, «Global Lightning 06» simule OPLAN 8044 et CONPLAN 8022. Un mois plus tard, des bombardiers B-52H ont conduit des exercices d'alerte frappe globale ayant éprouvé leurs capacités à répondre aux directives présidentielles. D'autres exercices ont été effectués fin 2005 et avril 2006. CONPLAN 8022 et OPLAN 8044 sont construits et maintenus sur ISPAN.

Peu après que le JFCC-SGS ait atteint sa capacité opérationnelle, DoD octroie un contrat de dix ans à Lockheed Martin pour moderniser ISPAN qui devient SWPS. Le nouveau système de planification informatique fait un montage rapide de nouvelles options de frappe et capacités en appui à la prise de décision:

The system will assess a given situation and present decisionmakers at U.S. STRATCOM numerous potential courses of action. For each option, the system will determine the probability of success, potential collateral damage, cost, timing, and other related details. U.S. STRATCOM officials can then either execute one of the given options or change the planning parameters to see a new set of options based on different requirements.⁶⁸

NPR, Global Strike et modernisation des systèmes d'armes

Les figures des équipements militaires (Annexe 3) appuient le pouvoir monarchique américain.

La dissuasion ajustée exige des capacités militaires spécifiques et influence significativement la modernisation des armes existantes et le développement de nouvelles. La NPR 2002 et le Quadrennial Defense Review de 2006 élargissent les conditions couvrant tout le spectre allant des forces d'opérations spéciales aux armes nucléaires stratégiques. La première enjoint «Strategic Deterrence Requirements 2020» qui recommande de «pursue more discriminate [nuclear weapons] capabilities for selected target types through lower yields, improved accuracy, and enhanced penetration. »⁶⁹

Le Gouvernement tenta vainement un financement du Robust Nuclear Earth Penetrator au Congrès qui présume d'un passage à un nucléaire utilisable tout comme son opposition au financement des ogives Advanced Concept Initiative devant détruire des armes chimiques et bactériologiques. Devant ces objections, le DoD établit le Life Extension Program ou LEP qui équipe le W76 d'un nouveau fusible lui permettant «de prendre avantage de la plus haute exactitude du missile D5».⁷⁰ En novembre 2004, la Navy a effectué un premier vol d'essai et les troisièmes et dernier le 21 novembre 2006 quand SSBN-738 eut lancé deux Trident II D5 de Floride. Le premier W76-1/Mk4A a été livré en septembre 2007.⁷¹

Outre le nouveau fusible, une «adjonction d'exactitude» donne au W76-1/Mk4A l'exactitude du GPS. Bien que le Congrès oppose son financement, la Navy poursuit son développement sur fond de dotation du Lockheed Martin.⁷² Un vol d'essai accompli «du système d'aileron gyroscopique» permettant aux véhicules en rentrée planée de faire des ajustements pendant la réentrée a été testé sur

un D5 lancé à partir de l'USSBN-734 en mars 2005 selon le témoignage d'un marin ayant participé à l'opération.⁷³

Pour permettre une flexibilité de ciblage des missiles D5 contre les MRT, la Navy installe SRS sur ses sous-marins. Les Retargeting Systems renforcent la flexibilité et la réponse améliorées, l'exactitude et l'efficacité accrues, et les outils de gestion de l'information et de prise de décision, toutes choses qui permettent un emploi crédible des SLBM.

La Navy a entrepris le Warhead Replacement Program contre les missiles Trident. Devenu Reliable Replacement Warhead doté d'un nouveau type de fusible, le RRW redimensionne les ogives W76-1/Mk4 en W88 en leur procurant des capacités additionnelles. L'adjonction d'exactitude permet également de placer des ogives conventionnelles sur le D5. Elle va plus loin en produisant des submarine-launched intermediate-range ballistic missiles dont des tests de prototypes ont été effectués en 2006. Le tube de lancement du Trident II D5 peut en contenir trois sur les quatre sous-marins à guidage de propulsion de missile nucléaire (SSGN).

Modernisation des armes nucléaires

La NPR de 2010 acte la modernisation du nucléaire américain accentuant la sûreté, la sécurité, et le contrôle, le renforcement et l'appui aux capacités de la science et de la technologie élevées au rang de base des moyens de dissuasion, le rehaussement et la modernisation des infrastructures physiques. Les tableaux Annexe 1 présentent les activités de modernisation des armes nucléaires et les coûts associés selon les données du DoE/NNSA.

Types d'armes nucléaires et systèmes associés de propulsion

Ogives – Plateformes missiles balistiques					
Type	Description	Porteur	Laboratoires	Mission	Services
W78-0	Engin ogive rentrée planée	MMIII ICBM	LANL/SNL	Surface-surface	Air Force
W87-0	Engin ogive rentrée planée	MMIII ICBM	LLN/SNL	Surface-surface	Air Force
W76-0/1	Rentrée du corps d'ogive	D5 SLBM/Trident	LANL/SNL	Mer-surface	Navy
W88-0	Rentrée du corps d'ogive	D5 SLBM/Trident	LANL/SNL	Mer-surface	Navy
Bombes Plateformes aériennes					
B61-3/4/10	Bombe non-stratégique	F-15; F-16 Avion OTAN	LANL/SNL	Air-surface	Air Force
B61-7	Bombe stratégique	B-52 et B2	LANL/SNL	Air-surface	Air Force
B61-11	Bombe stratégique	B-2	LANL/SNL	Air-surface	Air Force
B83-1	Bombe stratégique	B52- et B-2	LLN/SNL	Air-surface	Air Force
Ogives Plateformes missile de croisière					
W80-0	Missile TLAM/N	Attaque	LLN/SNL	Mer-surface	Navy
W80-1	Missiles ALCM	B-52	LLN/SNL	Air-surface	Air Force

Source: *FY2012 Stockpile stewardship and management plan report to Congress*, 2011: 9

Les États-Unis engagent la modernisation de la réserve nucléaire qui appuie la surveillance, l'évaluation, l'extension de la durée de vie, et le démantèlement des ogives de la réserve, un mélange d'ogives chargées sur des sous-marins de missiles balistiques et des ICBM, des bombes et ogives de missile de croisière chargées sur des bombardiers.

Part du Stockpile Management Program dans le cadre de la NPR, les LEP adressent la vétusté des systèmes militaires, développent et introduisent des composantes modernes et sous-systèmes non-nucléaires. Component Maturation Framework de la NSSA développe de nouvelles technologies qui améliorent la sûreté, la sécurité, et la fiabilité. Le programme de modernisation accentue la science, la technologie et l'ingénierie puisque la NPR 2010 engage à ne plus procéder à de nouveaux tests. Une nouvelle génération de design des ogives, de développeur de code, et d'expérimentalistes est prévue par 2031 et le ST&E y travaille en recrutant des ingénieurs capables de relever le défi de haute fidélité et de découverte.

Infrastructure revitalisée

NNSA engage la mutation des infrastructures nucléaires classiques vers une infrastructure qui réponde aux exigences de la nouvelle politique nucléaire. La planification infrastructurelle de 20 ans cible huit emplacements du plutonium, uranium, tritium, explosifs puissants, et de production de composantes conventionnelles, des tests de haute fidélité, et le traitement des déchets nucléaires. La transformation de la Nuclear Science and Engineering ou la NSE permet à la NNSA de réduire sa dépendance des installations de Kansas City Bannister pour Kansas Responsive Infrastructure Manufacturing and Sourcing. NPR 2002 a mis en place Facilities and Infrastructure Recapitalization Program qui finit par-delà 2013, et la NNSA œuvre à une nouvelle approche d'investissement dans les infrastructures capacités-basées.

Toutefois, NNSA reporte Chemistry and Metallurgy Research Replacement-Nuclear Facility à Los Alamos. Confronté aux estimations approchant les \$6 billions, le plan supposé accroître la production annuelle des puits de plutonium de 20 à 80 est réévalué alors que le nouvel Uranium Processing Facility à Oak Ridge coûterait \$6.5 billions.⁷⁴ La proposition de budget de 2013 pour la NNSA s'élève à \$11.5 billions. Dans ce budget, les activités des armes représentent \$7.6 billions, soit une augmentation de 5% par rapport à 2012.⁷⁵

Missiles balistiques terrestres

Air Force dispose de 450 silo-based Minuteman III ICBM répartis en trois ailes: la 90th Missile Wing à Warren dans le Wyoming; la 91th MW à Minot AFB dans le Dakota du Nord; et la 341st Wing basée à Malmstrom dans le Montana. Chaque aile a trois escadrons, chacun dispose de 50 missiles sous contrôle de cinq Launch Control Centers.

Les missiles portent soit 335 kilotonnes d'ogive W78 ou 300 kilotonnes d'ogive W87. La majeure partie des ICBM porte une ogive bien que certains portent toujours W78 multiple. La NPR de 2010 précise que tous les missiles seraient chargés à une ogive (DoD, 2010).

Air Force effectue un programme de plusieurs milliards de dollar de modernisation à longueur d'une décennie pour étendre la durée de vie du Minuteman III à 2030; une composante du projet est Propulsion Replacement Program. De nouveaux moteurs d'étape de combustible solide et des contrôles renforcés de vol ont été installés à travers la force entière.

Sous-marins SSBN

Les 14 SSBN Ohio-classe de la Navy (huit dans le Pacifique et six dans l'Océan atlantique) portent Trident II D5 SLBM. Une douzaine de SSBN est considérée opérationnelle quoique les données de New START déclassifiées en décembre 2011 indiquent une dizaine SSBN portant un plein complément de missiles 24 SLBM par SSBN.⁷⁶ Deux types d'ogive sont déployés sur le D5: le W76/W76-1 et le W88.

Chaque SSBN conduit une moyenne de trois patrouilles dissuasives l'an avec deux équipages par vaisseau. SSBN effectua 32 patrouilles de dissuasion dont plus de 60% dans le Pacifique en 2011. Les États-Unis maintiennent à tout moment 9 à 10 SSBN en haute mer dont cinq sur «hard alert», ce qui signifie que leurs secteurs de patrouille sont dans la marge de cibles spécifiques dans leur paquet selon le plan stratégique de guerre; le reste transite vers leurs secteurs de patrouille.

La Navy dispose des plans ambitieux de remplacement de 12 SSBN Ohio-classe par le nouveau SSBN désigné sous-marins X à un coût au moins de \$80 billions. Pour économiser à court terme, l'Administration Obama retarde la construction du premier sous-marin X.

Bombardiers stratégiques

Air Force actionne 20 B-2 et 93 B-52H, dont 16 B-2 et 44 B-52 seraient nucléaires certifiées. Les bombardiers nucléaires sont organisés à travers trois bases, chacune dispose d'une aile et de deux escadrons. Le 69th Bomb Squadron est le tout nouveau ajouté en 2009 et ayant atteint une pleine capacité opérationnelle en juin 2011.

Approximativement, 300 armes nucléaires de bombardiers sont stockées à Minot et Whiteman, y compris des bombes de la pesanteur B61-7, B61-11, et B83-1, tout comme les ogives W80-1 portées sur des missiles de croisière à lanceur aérien. Les installations de stockage de Kirtland et de Nellis tiennent des bombes et missiles de croisière additionnels. Le plan pour rétablir le stockage de Barksdale semble mis en veilleuse.⁷⁷

Air Force conçoit un nouveau bombardier de longue portée devant remplacer les B-2 et B-52H. Le plan à long terme envisage la construction de 80 à 100 bombardiers pour un coût entre \$38 et \$55 billions. Le missile de croisière à lanceur aérien, limité au B-52H sera remplacé par le missile de croisière nucléaire avancé de longue portée.

Les données présentées dans cette section démontrent la suprématie du landpower, seapower, et airpower non seulement par la quantité mais également et surtout par la qualité des ADM dont disposent les États-Unis. La suivante sous-section élabore le spacepower américain.

Domination de l'espace

The now-ubiquitous and interconnected nature of space capabilities and the world's growing dependence on them mean that irresponsible acts in space can have damaging consequences for all of us» (National Space Policy 2010).

Plus que jamais, la vie sur terre dépend des activités civiles et militaires dans l'espace et toute menace à la sécurité dans l'univers menace la vie sur terre. Dans sa déclaration à la publication de la Politique nationale de l'espace, Robert Gates résume la continuité des dimensions terrestre et spatiale de la sécurité nationale et le défi que représente la domination de l'espace pour les États-Unis en ces termes: «Our continued presence in space is vital to our national security. Space-based capabilities are critical to our military's ability to navigate accurately, strike precisely, and gather battle space awareness efficiently.»⁷⁸ Depuis Dwight Eisenhower, chaque Président américain définit une politique nationale de l'espace «to ensure that as we confront the pressing issues of the day, we continue to press forward in the pursuit of new frontiers.»⁷⁹ Outre la politique spatiale, les États-Unis élaborent des documents qui enserrent la domination spatiale dans le leadership américain. Au cours du dernier demi-siècle, les États-Unis ont dominé l'exploration spatiale et la connaissance de l'univers. Des satellites intelligence, surveillance, target acquisition and reconnaissance (ISTAR) et des systèmes de communications en orbite permettent de contrôler et de faire circuler l'information autour du monde (Richelson 2012).

Cependant, le spacepower qui renferme une gamme de capacités reste une notion controversée. La Joint doctrine for Space le saisit comme étant «la force totale des capacités d'une nation à mener et à influencer des activités en direction de, dans, à travers et à partir de l'espace pour réaliser ses objectifs».⁸⁰ Un pouvoir n'a donc pas besoin de dominer l'ensemble des secteurs civil, militaire, commercial, de renseignement pour être un spacepower.⁸¹ En recoupant les différentes visions des gestionnaires, le spacepower revient à un pouvoir de contrôle des activités civiles et militaires dans l'espace. La vision décale la domination du simple accès. Le Président Obama exprime la pertinence

de contrôle: «our goal is no longer just a destination to reach. Our goal is the capacity for people to work and learn and operate and live safely beyond the Earth for extended periods of time, ultimately in ways that are more sustainable and even indefinite» (April 15, 2010). Cette sous-section construit sur les inspirations de William Lynn III, Secrétaire adjoint de la Défense. «A Military Strategy for the New Space Environment» présente des données pertinentes au-delà de la militarisation: la réforme administrative, un régime en gestation des cyber-pratiques, et un investissement conséquent.

L'environnement stratégique de l'espace

La question de la domination spatiale décale la militarisation ayant caractérisé la bipolarité à son contrôle. Toutefois, en matière de domination militaire, les États-Unis maintiennent la dragée haute. La figure Annexe 3 montre que sur les pouvoirs spatiaux, les États-Unis détiennent le record de satellites ISTAR. Sur 150 avions pré-alertes et de contrôle aéroporté connus, 104 répondent du Stratcom, loin devant la Russie et la Chine. Quant aux drones lourds connus, 370 espace-basés sont sous contrôle américain. Dans la catégorie des satellites Image, ELINT/SIGINT, et de navigation, les États-Unis détiennent plus de la moitié de la réserve mondiale. Les tableaux en annexe donnent une idée des investissements massifs américains dans les activités civiles et militaires spatiales.⁸²

Un espace congestionné, contesté et compétitif

Au-delà d'une domination militaire écrasante, le contrôle de l'espace est devenu la boussole de la politique sécuritaire spatiale des États-Unis. Pour reprendre la *National Security Space Strategy*, trois tendances définiraient le nouvel environnement stratégique de l'espace post-9/11: congestion, contestation, et compétition. La domination a débuté par la course pour la sécurité et le prestige entre les États-Unis et l'URSS. De nos jours, une soixantaine de complexes sociaux disposent de satellites dans l'espace aux côtés des firmes commerciales et centres de recherche. L'activité de ces structures ajoute au système antisatellite chinois. Dans l'orbite trottaient approximativement 22.000 objets synthétiques dont 1.100 satellites actifs. La *National Security Space Strategy* publiée début février

2011 établit une nouvelle approche permettant aux États-Unis de maintenir un avantage stratégique: durabilité, accessibilité et stabilité constituent un intérêt de sécurité nationale. Au regard des capacités adverses de destruction, choir un satellite américain, bloquer électroniquement des signaux GPS et de communications sont parmi la gamme d'options. La menace est davantage la prolifération des armes counterspace. Les États-Unis étendent la dissuasion classique basée sur une approche globale.

La stratégie de contrôle commence par une évaluation des initiatives diplomatiques notamment le code de conduite de l'UE pour favoriser des normes internationales de comportement responsable. Ensuite, les États-Unis utilisent des alliances en basant des troupes dans des complexes alliés pour s'assurer qu'une attaque sur un complexe allié est une attaque sur tous. Comme avec des alliances de défense classique, les partenariats dans l'espace ajoutent à la fiabilité et aux capacités au côté de l'avantage stratégique des systèmes spatiaux américains. L'Australie est devenue un partenaire du Wideband Global Satellite Communications System. L'approche par coalitions s'est traduite par la transformation du Joint Space Operations Center en Californie en un Combined Space Operations Center.⁸³ Le centre prévient et décourage toutes agressions contre toutes infrastructures spatiales américaines et alliées.

En outre, les États-Unis renforcent la fiabilité de leurs systèmes spatiaux limitant la dépendance de leur puissance de feu des systèmes satellitaires. Juste comme dans le domaine cyber, dénier l'avantage d'attaque peut joindre la dissuasion aux représailles. Enfin, les États-Unis élèvent au rang d'intérêt national immuable la liberté d'accès à l'espace en renforçant leur aptitude à répondre autant dans l'espace que sur terre aux attaques contre leurs systèmes spatiaux et alliés considérées comme une déclaration de guerre.

Compétitivité dans l'espace

Adresser l'environnement congestionné et contesté n'est pas le seul défi au maintien de la domination américaine de l'espace. La majorité des complexes opérant dans l'espace dispose d'une industrie aérospatiale. Cependant, suivant les données de la *National Space Policy*, les États-Unis dominent l'industrie spatiale par 57% des \$13.5 billions du marché, soit \$7.7 billions en 2009. Cette part est relativement en déclin comparée au 65% de la fin des années 1990.

Pendant la Guerre Froide, la suprématie technologique de leur base industrielle a permis aux États-Unis de développer des systèmes beaucoup plus avancés. Nonobstant un leadership technologique avéré, la position américaine semble menacée. La navigation et le signal de synchronisation avec précision transmis par le système GPS opéré par Air Force est en voie de répllication par le système Galileo européen, le Glonass russe, le Beidou chinois, le Quasi-Zenith nippon, et le Regional Navigation System indien. En outre, l'information et des services autrefois chasse-gardée de la communauté de sécurité sont commercialisés. L'imagerie par satellite distribuée par des compagnies notamment Google et les communications par satellites comme les téléphones et la radio d'émissions peuvent être achetés partout. Le leadership américain s'érode également dans bien d'autres secteurs ce qui menace la vitalité de la base industrielle spatiale américaine.

Pour s'assurer des capacités spatiales mondiales, le DoD change la procédure d'acquisition des systèmes spatiaux en adoptant une approche globale dont les principes sont des achats en gros des satellites, des contrats à prix fixe, l'investissement stable en R&D, et une approche annuelle modifiée de financement. Le Pouvoir américain se dote des Advanced Extremely High Frequency et satellites Space-Based Infrared System tout en entreprenant des réformes de la politique de contrôle des exportations de technologies satellitaires par un système de guichet unique.

La diffusion globale de la technologie spatiale les deux dernières décennies et la restructuration relative de l'industrie spatiale américaine constituent un développement majeur. Les compagnies qui

fabriquent les systèmes spatiaux sont la source d'innovation ayant consolidé le leadership des États-Unis. Pour assurer la viabilité de ces firmes, le Gouvernement change la régulation des exportations et les procédures d'acquisition des systèmes spatiaux.

Un leadership de type nouveau

La stratégie américaine de sécurité nationale spatiale change. Les relations avec les adversaires potentiels sont différentes de ce qu'elles étaient durant la bipolarité. Les États-Unis doivent à la fois protéger le domaine lui-même et leur base industrielle et leur sécurité dépend de l'intégrité des deux. La nouvelle stratégie construit sur des sources de force domestique tout en menant la communauté mondiale à la poursuite des objectifs de durabilité, de stabilité, et de liberté d'accès. En outre, les États-Unis font du Secrétariat Air Force l'Executive Agent for Space. Cette désignation établit la chaîne de responsabilité. Les États-Unis ont aussi établi la Defense Space Council qui coordonne les questions spatiales dans tout le DoD pour une gouvernance susceptible de mener au renforcement des capacités, à de plus grandes efficacités, et à une base industrielle spatiale plus saine.

Domination du cyberspace

Le cyberspace n'est pas juste un réseau. Nous opérons dans un environnement contesté qui le rend donc critique à l'amélioration de nos systèmes de défense (CYBERCOM).

Les États-Unis étendent leur domination au cyberspace par la révolution technologique dont ils sont à l'avant-garde, un espace d'activités qui menacent leur sécurité nationale. Le Pouvoir prend conscience de la transformation du cyberspace qui rappelle des lignes de la lettre d'Albert Einstein adressée au Président Franklin Roosevelt et à l'origine du Manhattan Project. De la même manière, les États-Unis qui ont un avantage avéré en matière de technologie décideraient de maintenir leur leadership par une stratégie de contrôle et de dissuasion. La présente sous-section expose moins la suprématie américaine dans le cyberspace que des stratégies de maintien de la prépondérance des États-Unis. Elle soutient la domination par une approche capacité-basée de contrôle. La sous-

section est conjointement construite à partir des documents édités du Gouvernement et d'un article-rapport de William Lynn III entre février 2009 et octobre 2011. Dans «Defending a New Domain», Lynn présente des aspects de la cyber-guerre contre les États-Unis et les mesures pour combattre les cyber-guerriers suspectés de provenir d'une centaine de renseignements étrangers. Les États-Unis engagent des mesures dont des partenariats avec des alliés et firmes pour des cyber-défenses toujours plus sophistiquées. Mais la plus grande initiative a été la création du Cybercom qui marque un début de contrôle par la militarisation du cyberspace.

Contexte stratégique

Le 23 juin 2009, Robert Gates, Secrétaire de la Défense ordonna au Général Robert Kehler, Commandant du Stratcom des États-Unis d'établir Cybercom. Initial Operational Capability a été réalisée le 21 mai 2010. Cybercom est placé sous l'autorité du Commandant Alexander Keith. La stratégie est d'abord militaire: «la domination de réseau est une partie intégrale du cyber combat». Les États-Unis élèvent le cyberspace au même rang que les domaines classiques de la guerre: terre, mer, air, et espace. «C'est dans le cyberspace que nous devons employer notre vision stratégique pour dominer l'environnement de l'information dans toutes les interdépendances et les systèmes indépendants». L'approche est globale. Cybercom enjambe le monde— allant de l'avancée tactique au niveau d'entreprise ou aux niveaux stratégiques. «Les frontières classiques n'existent plus et les attaques anonymes peuvent se produire littéralement à la vitesse de l'éclair sur des réseaux de fibre optique».

En Mars 2011, la compagnie RSA assurant la sécurité du réseau informatique des États-Unis annonce que des intrus avaient accédé aux jetons de sécurité laissant des millions de fonctionnaires et employés du privé y compris des sous-traitants de la Défense dont Lockheed Martin, se connecter à distance. Cinq mois plus tard, McAfee, une firme d'anti-virus rapporte qu'un groupe d'intrus pénétra les réseaux de 71 gouvernements, firmes, et organisations internationales. Ces attaques ont dépossédé

des firmes et gouvernements de la propriété intellectuelle inestimable et des secrets militaires. La plupart des experts conviennent de la main chinoise. La Chine également a été victime de plus de 500.000 attaques en 2011.⁸⁴

Toutefois, la grosse attaque qui a réveillé les États-Unis est celle de 2008 qui a immobilisé les réseaux informatiques classifiés du DoD. L'attaque a commencé quand un code malveillant, envoyé par un renseignement ennemi, s'est téléchargé sur un réseau Centcom à une base militaire au Moyen Orient. Le code s'est étendu aux systèmes établissant une tête de pont à partir de laquelle des données auraient pu être transférées aux serveurs sous contrôle étranger. La contre-attaque codée Operation Buckshot Yankee marque un tournant dans la cyber-défense des États-Unis. Le Pentagone construit de robustes défenses multi-rangées autour des réseaux militaires et nonobstant les efforts affaire, le pouvoir affirme sa capacité de contrôler et d'agir en toute liberté par diverses initiatives.

Un environnement de menace offense-dominant

La technologie digitale est devenue le fer de lance du pouvoir monarchique américain: appui logistique et commandement global et contrôle des forces, provision en temps réel d'intelligence, et opérations à distance. Chacune de ces fonctions dépend des télécommunications mondiales de l'armée ayant 15.000 réseaux et sept millions d'ordinateurs à travers des centaines d'installations de par le monde. Plus de 90.000 agents travaillent à plein temps à leur entretien. La stratégie de contrôle repose sur des attributs d'un domaine particulier: asymétrie de la cyber-guerre et pro-offense.

La dissuasion américaine est plus basée sur la dénégalion de tout avantage aux attaquants que sur des coûts imposants par les représailles. Le défi est de rendre les défenses assez efficaces pour dénier à un adversaire l'avantage d'une attaque en dépit de la force des outils offensifs.

Les cyber-menaces à la sécurité nationale s'étendent aux virus dans les réseaux qui contrôlent des infrastructures civiles critiques. Les échecs induits d'ordinateur des grilles d'électricité des États-Unis, des réseaux de transport, ou des systèmes financiers ont pu causer bien des dommages: la

coordination du déploiement, du réapprovisionnement et de l'équipement des troupes américaines par des fournisseurs privés exigent des réseaux non classifiés connectés à Internet. La protection de ces réseaux et de ceux qui ceignent l'infrastructure critique des États-Unis fait partie des missions de défense et de sécurité nationale.

La technologie de l'information augmente le risque d'espionnage. Comme McAfee, Google rapporte avoir perdu de sa propriété intellectuelle par une opération malveillante. Chaque année, quantité de propriété intellectuelle plusieurs fois plus grande que toute la propriété intellectuelle contenue dans la Bibliothèque du Congrès est dérobée aux réseaux maintenus par des firmes, des universités, et des agences gouvernementales.

La cyber-menace dépasse les seuls réseaux informatiques. Le logiciel et le hardware encourent le danger de traficotage avant même leur implantation dans un système. Le risque de compromission dans le processus de fabrication semblerait le moins su des cyber-menaces. Le piratage est quasi-impossible à détecter ou encore, plus difficile à supprimer. Le Trusted Foundries Program qui certifie des pièces produites par des firmes de la microélectronique permet au DoD un certain contrôle. Microsoft et d'autres compagnies ont développé des stratégies de détection de code malveillant qui découragent son insertion dans leurs chaînes d'approvisionnement et le Gouvernement leur emboîte le pas.

Militarisation du cyberspace

Autre espace, autre stratégie de contrôle. Les États-Unis déclarent domaine de guerre le cyberspace et donc critique aux opérations militaires au même titre que terre, mer, air, et espace. Pour faciliter des opérations dans le cyberspace, le DoD eut besoin d'une structure appropriée alors que la cyber-défense revenait à un ensemble décousu de groupes de travail géographiquement et institutionnellement dispersés. Ces groupes ont été consolidés dans un commandement quatre étoiles unique en juin 2009 placé sous Stratcom. Cybercom commence ses opérations en mai 2010.

Cybercom est investi de trois missions: protection quotidienne des réseaux de la défense et soutien aux missions militaires et antiterrorismes; définition claire et responsable des ressources de cyber-guerre avec une chaîne unique de commandement partant du Président au Secrétaire DoD au Commandant du Stratcom puis au Commandant Cybercom et surveillance des commandements dans chaque département - AFORCYBER, 24th USAF, FLTCYBERCOM, MARFORCYBER;⁸⁵ et enfin, œuvrer avec une série de partenaires au sein et en dehors du Gouvernement américain. Des représentants du FBI, du DHS, du Département de la justice, et de la Defense Information Systems Agency travaillent sur place au QG du Cybercom à Fort Meade, de même que les officiers de liaison des Renseignements et des pouvoirs alliés. En partenariat avec le DHS, Cybercom œuvre aussi étroitement avec l'industrie privée pour partager les informations sur les cyber-menaces. Les réseaux de l'information connectent une série d'institutions dans un effort de contrôle par la coordination.

La dominance de l'offense commande au dynamisme des défenses amenant l'armée à répondre aux attaques pendant qu'elles se produisent voire de façon préemptive. Le Pentagone a déployé un système qui inclut trois lignes inclusives. Deux sont basées sur des pratiques commerciales – entretien ordinaire de l'ordinateur et des capteurs; et renforcement des capacités d'intelligence pour des défenses actives hautement spécialisées.

La NSA inventa des systèmes qui, déploient automatiquement les défenses pour contrecarrer des intrusions en temps réel. Parts de sonde, de sentinelle, et de tireur d'élite, ces systèmes de défense active changent l'approche de défense de réseau et protègent le domaine «.mil». Aussi les cyber-défenses chassent dans leurs propres réseaux pour éprouver leur capacité de dissuasion des intrusions susceptibles d'échapper à la détection et aux garde-frontières. La stratégie a été rendue possible en consolidant les capacités cyber-défense sous un toit unique et en les connectant aux signaux d'intelligence. Cette connexion constitue une des réalisations majeures du Cybercom.

La stratégie de domination s'étend à un régime cyberspace. La vitesse à laquelle les systèmes de défense active doivent agir signifie que les protocoles régissant la défense de réseau doivent être établis en grande partie à l'avance. La conception exige de distinguer les exploits d'un piratage de la cybercriminalité, de l'espionnage, et d'une attaque contre le Pouvoir américain. Ces distinctions sont préalables à la détermination de l'action appropriée devant être justifiée dans chaque cas en période de guerre et de paix. La publication de «International strategy for cyberspace: prosperity, security, and openness in a networked world» en Mai 2011 participe de cet effort de leadership.

L'efficacité des meilleurs plans de défense des réseaux militaires dépend de la sécurité des infrastructures civiles pouvant être objet de monnaie de change contre le Gouvernement. DoD dépend de toute l'infrastructure globale de technologie de l'information. Par exemple, le DoD se fonde sur des réseaux extérieurs dans les domaines «.gov» et «.com», y compris ceux au contrôle de ses sous-traitants. DHS protège les domaines «.gov» et «.com» mais le Pentagone accroît des investissements en appui au DHS. Les efforts vont grandissants dans la protection des infrastructures civiles critiques. Un programme PPP (partenariat public-privé) étend l'application des cyber-capacités de la NSA aux domaines qui ceignent le complexe militaro-industriel.

Vu la nature globale de l'Internet, les alliés américains jouent un rôle critique dans la cyber-défense. Les États-Unis seraient en train de construire une sorte d'alerte partagée. Des défenses informatiques américaines seraient connectées à celles des alliés par des partenariats de signaux de renseignement. De plus grands niveaux de coopération sont nécessaires pour rester en avant de la cyber-menace et le Gouvernement travaille à des accords devant faciliter le partage d'information, et de technologie en plus de renseignement avec un nombre d'alliés. Dans cette perspective, l'Otan a commissionné une étude dirigée par Madeleine Albright. Le rapport «OTAN 2020» appuie un nouveau «concept stratégique» qui incorpore la cyber-défense.

Hausser la dominance

DoD explore comment les grandes compagnies peuvent aider à adresser la cyber-menace. Par Enduring Security Framework, les gestionnaires des grandes firmes de technologie de l'information et du DHS, du Bureau du directeur de renseignement national, et du DoD se réunissent sur une base régulière pour un pacte républicain.

Les institutions publiques R&D accentuent la cyber-sécurité. La Defense Advanced Research Projects Agency qui a contribué à l'invention de l'Internet développe la National Cyber Range. Le programme étudie les capacités cyber-défense avant leur implantation. Les laboratoires du DoD ont développé des cultures informatiques fonctionnant comme des boîtes numériques pétries, captant les virus à partir de l'Internet et observant leur expansion. Ces capacités de diagnostic et de formation assureraient le leadership des États-Unis en matière de cyber-armes. DARPA poursuit la recherche fondamentale pour améliorer la capacité américaine à attaquer les capacités ennemies. Elle repense l'architecture de réseau qui devrait permettre à l'armée de remodeler le hardware, les logiciels, et les langages de programmation. Le Pouvoir ingénie sa capacité de contrôle d'un cyberspace de plus en plus congestionné, contesté et compétitif.

Le Gouvernement renforce son capital humain. Cybercom dispose de plus de 21.000 agents. La formation des cyber-gardes engage un programme de certification qui gradue trois fois autant de cyber-sécurocrates l'an. Suivant des pratiques industrielles, les administrateurs réseau du Pentagone sont formés à l'«éthique du piratage». La pratique implique l'utilisation des techniques adverses contre les systèmes américains afin d'identifier des faiblesses avant qu'elles soient exploitées par un combattant ennemi. Au même moment, le pouvoir admet les défis des tendances démographiques. Les États-Unis ne comptent que 4.5 pour cent de la population mondiale, et au cours des prochaines décennies, la Chine et l'Inde seraient supposées former des informaticiens plus compétents. Le Gouvernement accentue la qualité et la productivité, et la planification d'un investissement massif

en science, en technologie, et en éducation. Le président-candidat Obama a martelé lors des débats de la présidentielle de 2012, le besoin pressant d'investir dans les technologies de l'avenir.

L'utilisation de la capacité du privé exige des améliorations des procédures d'acquisition. La procédure classique prend en moyenne 81 mois. Le DoD développe une procédure basée sur quatre principes: alignement sur le cycle de développement de la technologie, développement par testing, sacrifice de la clientélisation pour la vitesse des innovations, et discrimination des besoins.

Conclusion

Le cadre critique inspiré de Colás qui appuie ce chapitre évacue la dimension territoriale de l'empire en privilégiant le pouvoir de commandement cherchant à ordonné un espace oecuménique suivant les principes du régime qui structure sa base sociale. Le matérialisme historique de type coxien qui appuie une telle conception invite à saisir les capacités matérielles comme traversées par des idées et des institutions qui favorisent la domination.

Ce chapitre traite de l'empire américain comme un pouvoir monarchique de commandement établissant la domination du marché où règne le dollar à la fois comme devise de réserve, unité de compte et moyen de paiement à l'échelle du monde. Le dollar américain semble la devise la plus recherchée tant des banques centrales et commerciales que des individus. La faiblesse relative de l'économie américaine tendant à décaler le dollar vers une devise négociée affecte peu le privilège exorbitant que confère une devise impériale. Le chapitre démontre un pouvoir monétaire ayant gagné la suprématie du marché sans tirer de projectiles mais plutôt par des actions conjointes des forces publiques et bancaires américaines. Les États-Unis ont réussi à enchâsser le pouvoir souverain de battre monnaie pour le monde dans une structure financière de domination qui reproduit la hiérarchie de la Réserve Fédérale: FMI et BIRD. L'activisme des complexes émergents comme la Chine, le

Brésil, et la Russie butte contre un pouvoir qui agrippe les institutions auxquelles se remettent les rivaux.

Le pouvoir monétaire des États-Unis semble conforté non seulement par des institutions domestiques solides mais également et surtout par un pouvoir militaire écrasant. La seconde section du chapitre établit un panorama des capacités militaires qui permettent aux États-Unis de dominer la structure mondiale de la sécurité. La *Nuclear Posture Review* et des investissements massifs en R&D ont révolutionné les moyens et la façon de faire la guerre des États-Unis. La nouvelle triade décale le pouvoir militaire vers des capacités de destruction des capacités adverses. La modernisation du nucléaire et des armes conventionnelles, un budget hors norme, des installations qui encerclent le monde, et la supériorité technologique donnent à l'armée américaine une capacité de projection dans tout coin noir du globe en capitalisant les moyens du landpower, seapower, airpower, spacepower et cyberpower traversés par une communauté mondiale tentaculaire de renseignements. La nouvelle posture globale inscrit une politique de maintien de la suprématie au sein d'une structure mondiale de sécurité définie par la congestion, la contestation, et la compétitivité. Comparé aux pouvoirs reconnus comme ayant été des empires, notamment la Grande Bretagne qui dominait les mers et, dans une moindre mesure la France, les États-Unis semblent de loin commander au cosmos. Le chapitre suivant établit comment un pouvoir aussi absolu commande à la restauration de la souveraineté avec une autorité de régulation qui accompagne un changement du régime et la diffusion des valeurs du capitalisme hégémonique en Côte d'Ivoire.

¹ Nous employons le terme dollar qui dans notre acception renvoie au dollar américain.

² Op. cit. (Voir introduction)

³ Voir <http://www.cbo.gov/publication/43656>, <http://gbessay.unblog.fr/2012/02/11/etats-unis-deficit-budgetaire-a-8-5-du-pib/> ou encore <http://affaires.lapresse.ca/economie/etats-unis/201210/12/01-4582811-le-deficit-budgetaire-ramene-a-7-du-pib-aux-e-u.php>; http://www.cbo.gov/sites/default/files/cbofiles/attachments/2012_09_MBR.pdf consultées 13 octobre 2012.

⁴ Chinn et Frankel 2008: 51, 66

⁵ Ibid.

⁶ Madisson 2003; Bowles et Wang 2008.

⁷ Takada 2008, Eichengreen 2011; Helleiner 2008; Kirshner 2008; McNamara 2008.

⁸ Robert Carbaugh et David Hedrick, «Will the Dollar be Dethroned as the Main Reserve Currency? », *Global Economy Journal*, 9/3, 2009.

⁹ <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2012/06/24/20002-20120624ARTFIG00153-accord-de-credit-entre-la-chine-et-le-bresil.php>, consultée le 10 octobre 2010.

¹⁰ Johnson, 2008; Cartapanis 2009 Bowles et Wang 2008.

¹¹ Congressional research Service, *The Depreciating Dollar: Economic Effects and Policy Response*, 23 février 2012, et *The Dollar's Future as the World's Reserve Currency: The Challenge of the Euro*. Les documents sont rédigés sous la direction d'Edwell Crag, spécialiste de la politique macroéconomique.

¹² La monnaie assure trois fonctions: unité de compte, moyen de paiement, et réserve de valeur (Ingham 2008). Comme unité de compte, une devise pourrait être employée aussi bien par des acteurs du marché pour dénommer les instruments internationaux et le commerce que par des gouvernements dans ce but ou comme ancrage d'indexation de la monnaie nationale; comme moyen d'échange, une devise peut être utilisée par le secteur privé pour établir des transactions économiques mondiales, ou par des gouvernements pour intervenir sur les marchés de devises étrangères; et comme réserve de valeur, une devise pourrait être gardée comme actif par les acteurs privés étrangers ou des gouvernements sous forme de leurs réserves de devises étrangères officielles (Eric Helleiner 2008: 355).

¹³ U.S. Department of the Treasury, Treasury Direct, *Dept to the Penny*, <http://www.treasury.gov/resource-center/data>, consultée le 15 septembre 2012.

¹⁴ Carbaugh R.J., Hedrick D.W., «Will the Dollar be Dethroned as the Main Reserve Currency? », *Global Economy Journal*, 9/3, 2009

¹⁵ Japon, Ministère des Finances, December 28, 2011, <http://www.mof.go.jp/english/e1c006.htm>, 15 septembre 2012

¹⁶ FMI Primary Commodity Prices, Février 2011, <http://www.imf.org/external/np/res/commod/Table1-020911.pdf>

¹⁷ FMI, *World Economic Outlook – Avril 2008*, pp.48-50

¹⁸ FMI, *Currency composition of official foreign exchange reserves*, December, 2011, dans SRS, disponible au <http://www.imf.org/external/np/sta/cofer/eng/cofer.pdf>

¹⁹ Jonathan Kirshner (2008) et Eric Helleiner (2008) ont développé des arguments politiques en appui à la suprématie du dollar en se basant sur les thèses de Suzanne Strange.

²⁰ Eichengreen, 2011

²¹ Cartapanis 2009

²² Barry Eichengreen, *Exorbitant privilege: the rise and fall of the dollar and the future of the international monetary system*, Oxford, Oxford University Press, 2011; Richard Peet, *Unholy trinity: the IMF, World Bank and WTO*, Palgrave, MacMillan, 2009.

²³ Eichengreen : 26 ou Charles Lindberg, *Banking and currency and the money trust*, Washington, D.C., National Capital Press, 1913, citation disponible à <http://www.bankster.tv/ressource.htm> consulté le 15/10/12.

²⁴ Eichengreen, *ibid*, p.28

²⁵ Geoffroy Ingham, *ibid*.

²⁶ <http://www.thebankerdatabase.com/index.cfm/top50/>, page consultée le 25 octobre 2012. En capitalisation du marché boursier en date de 20 janvier 2012, la Chine dépasse les États-Unis; voir <http://www.relbanks.com/worlds-top-banks/market-cap>, consultée le 25/10/12.

²⁷ Eichengreen, *ibid*.

²⁸ Voir Kay Christobal 2002.

²⁹ Peet, *ibid*, p.50

³⁰ Van Dormael 1978: 40; Mikesel 1994: 2, dans Peet 2009.

³¹ Peet: 51-52; Mikesell, p. 22

³² Cooper 1975: 85 dans Peet.

³³ La domination américaine du Nobel d'économie depuis que le prix a été institué conforte la maîtrise des questions monétaires et du marché en général.

³⁴ Ekes 1975: 174 dans Peet.

³⁵ Peet. 51-57

³⁶ Van Dormael 1978: 179.

³⁷ Mikesell, Ibid. pp. 34, 200.

³⁸ Peet, 60

³⁹ Peet, 61

⁴⁰ Peet, p.63, 64

⁴¹ <http://www.acro.eu.org/fiche46.html> consultée le 28 octobre 2012. Pour plus des éclaircissements sur la révolution dans les affaires militaires voir Elinor Sloan, *The Revolution in Military Affairs Implications for Canada and NATO*, 2002.

⁴² Le landpower ou l'armée de terre est la capacité de maîtrise du champ de bataille par le déploiement de petites unités et mobiles dispersées et reliées ensemble par la technologie de l'information par des opérations simultanées et synchronisées non linéaires, des effets massifs à travers des technologies de précision qui permettent au commandant du théâtre des opérations de «voir par-dessus de la prochaine colline» (Elinor Sloan 2011).

⁴³ Entrevue confidentielle, Abidjan le 28 juillet 2011.

⁴⁴ Cynthia Enloe 1989. La sous-section consacrée à la révolution nucléaire élabore la doctrine de la frappe globale.

⁴⁵ Joseph gerson, *The U.S. foreign military bases and military colonialism: personal and analytical perspective*, p.50.

⁴⁶ Barrack Obama, *Sustaining U.S. global leadership: Priorities for 21st century defense*, January 2012

⁴⁷ Entrevue confidentielle par skype, Ottawa le 8 avril 2011.

⁴⁸ Johnson Chalmers, *Sorrows of empire*, 151-152.

⁴⁹ Calder 2007: 53

⁵⁰ Ibid.

⁵¹ Le Manpower Report est un document complet quoique le BSR attribue à chaque installation «une valeur de remplacement» (PRV) estimée en millions de dollars, et donne des détails sur plus de 700 bases à l'extérieur des États-Unis dont 17 sont de «grandes installations» ayant un PRV de plus de \$1.5 billion, 18 comme «installations moyennes» ayant un PRV entre \$800 millions et \$1.5 billion, et 690 comme «petites installations» ayant un PRV de moins de \$800 dollars. Le PRV est le coût de remplacement de l'installation et son infrastructure de soutien utilisant des normes et coûts courants. *Worldwide Manpower Report* récapitule la distribution mondiale du personnel militaire et civil de service en activité du DoD et de leurs dépendances par complexe social.

⁵² Johnson Chalmers, *The Sorrows of Empire: Militarism, Secrecy, and the End of the Republic*, 2004, pp.55-61

⁵³ Le chapitre sur l'impérialisme américain présente en large Africom, le tout dernier commandement combattant de l'armée américaine qui complète son partage du monde.

⁵⁴ <http://www.armscontrol.org/factsheets/USNuclearModernization>.

⁵⁵ La réserve nucléaire inclut les ogives actives et inactives. Les premières incluent les armes stratégiques et non-stratégiques maintenues dans une configuration opérationnelle et prête à utiliser, les ogives qui doivent être prêtes pour le déploiement possible dans un temps court. Ils font installer des bouteilles de tritium et d'autres Limited Life Components. Les secondes sont non-opérationnelles et maintenues dans des entrepôts avec leurs bouteilles de tritium enlevées. Une ogive retirée est une ogive en attente de démantèlement, enlevée de sa plate-forme de livraison et considérée comme non-partie de la réserve nucléaire. Une ogive démantelée est une ogive qui a été réduite à ses composantes (*Fact Sheet Increasing Transparency in the U.S. Nuclear Weapons Stockpile*, 2010).

⁵⁶ DoD, 2012a: 5, emphase dans l'original.

⁵⁷ Nellis AFB est le dépôt d'ogive de l'Armée de l'Air de rang national (pourrait également stocker quelques ogives navales). Le plus grand site de surface de stockage des armes militaires et de plus grandes concentrations des armes nucléaires dans le monde.

⁵⁸ *Foreign Affairs*, 2002

⁵⁹ Feith 2002: 3

⁶⁰ David McDonough, «Nuclear Superiority: The 'new triad' and the evolution of nuclear strategy», *The Adelphy Paper*, p.48.

⁶¹ Ibid.

⁶² Les trois autres nouvelles missions sont: la défense anti-missile; les opérations d'information; et le commandement global, contrôle, computers, communications, intelligence, surveillance, et reconnaissance (C4ISR). Le 1er mars 2005, le plan 2004 du commandement unifié a ajouté la mission de coordonner les efforts du Pentagone pour combattre des armes de destruction massive, étendant à huit le nombre de missions primaires du commandement straté-

gique: dissuasion globale ; appui global des opérations spatialement basées; et renseignement, surveillance, et reconnaissance globale. Le Général James E. Cartwright, commandant Stratcom, «Statement Before the Senate Armed Services Committee Strategic Forces Subcommittee on Strategic Forces and Nuclear Weapons Issues in Review of the Defense Authorization Request for Fiscal Year 2006, 4 avril 2005, p.3; voir Kristensen 388, note 4.

⁶³ Pour la doctrine d'action préemptive du gouvernement américain, voir le National Security Strategy de septembre 2002 et le NSPD 17 de décembre 2002. Le DoD exprime clairement la Nouvelle Triade et la dissuasion adaptée dans le QDR de février 2006, le NPR 2001; le Memorandum, Peter Pace, General, USMC, Vice Chairman, Joint Chiefs of Staff, to Joint Requirements Oversight Council, «Strategic Deterrence Requirements 2020 Study», JROCM 132-03, Juin 2003; voir Kristensen note 5.

⁶⁴ Selon Stratcom, l'exécution de la mission de Frappe Globale peut impliquer toute arme appropriée dont les missiles balistiques lancés à partir de sous-marins ou intercontinentaux, les missiles de croisière à lanceur aérien ou lancés à partir de sous-marins, et les chasseurs-bombardiers. E-mail Affaires publiques du Stratcom à Hans M. Kristensen, 2 mars 2005.

⁶⁵ Dick Cheney, Secretary of Defense, Annual Report to the President and the Congress, Washington, D.C., February 1992, p. 59, Kristensen, note 8

⁶⁶ Memorandum «Renaming the Single Integrated Operational Plan (SIOP) », 2 September, 1992. Un document interne au Stratcom précède le memorandum de Butler explique la mutation du SIO «pour refléter les changements dans nos défis de sécurité, cible de base, inventaires d'armes. Il évolue en une «famille de plans» plus flexible, une situation spécifique avec une emphase croissante sur une planification adaptable», Stratcom Action Processing Form, Maj. Alex Ivanchishin, U.S. Air Force, pour CINCSTRAT à travers Deputy CINCSTRAT, «CIncstrat Memo to CJCS Regarding Renaming the SIOP», 2 août 1992, Kristensen note 10.

⁶⁷ Richard Myers, «Written Posture Statement to SAC-D», Washington, D.C., 27 avril 2005

⁶⁸ Lockheed Martin, «Lockheed Martin Awarded Strategic War Planning Contract», 20 mai 2003

⁶⁹ Memorandum, Peter Pace, Marine Corps, Vice Chairman, Joint Chiefs of Staff to Joint Requirements Oversight Council, «Strategic Deterrence Requirements 2020 Study», JROCM 132-03, June 17, 2003, Enclosure, p. 2.

⁷⁰ Office of Defense Programs, «Stockpile Stewardship and Management Plan: First Annual Update», 1997: 1-14.

⁷¹ See Hans M. Kristensen, «Small Fuze, Big Effect», Federation of American Scientists Strategic Security Blog, March 14, 2007, Bwww.fas.org/blog/ssp/2007/03/small_fuze_big_effect_1.php

⁷² Le Congrès a approuvé le financement de la recherche sur de nouvelles armes durant les exercices budgétaires 2003 et 2004, mais s'était opposé à étendre le financement pour 2005 (Wade Boese, «Congress Axes Funding for New Nukes», *Arms Control Today*, 34/10, 2004: 34).

⁷³ Kristensen note 25

⁷⁴ Norris et Kristensen 2012.

⁷⁵ NNSA et DoD, 2010: 1-2, 9

⁷⁶ Kristensen, 2011c.

⁷⁷ Airforce-Magazine.com, 2011; Ferrell, 2012.

⁷⁸ Statement on National space policy, http://www.defense.gov/spr/docs/National_Space_Policy_SecDef_June_28_2010.pdf, consulté le 13 novembre 2012.

⁷⁹ Barrack Obama, «Statement by the President on the New National Space Policy», 28 Juin 2010 disponible au <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/statement-president-new-national-space-policy>, 13 novembre 2012

⁸⁰ US Air Force, Space Operations (Washington, DC: Air Force Doctrine Document 2-2, 27 novembre 2006). Elinor Sloan résume le débat autour du spacepower, dans «Spacepower», *Moderne military strategy: an introduction*, 2012, pp.117-132.

⁸¹ La pertinence de l'espace à la vie sur terre et la typologie des activités de l'espace constituent l'un des thèmes de bien des travaux notamment *Space Commission Report* des États-Unis dirigé par Donald Rumfeld en 2001, *The Military use of space* de Barry D. Watts, *On the edge of earth* de Steven Lambakis, *Astropolitik* de Dolman Everett ou encore *Space weapons: earth wars* de Bob Preston.

⁸² Peter Orszag, *A Comparison of Science and Technology Funding for DoD's Space and Nonspace Programs*, Congressional Budget Office, 2008

⁸³ «Implementing the national security space strategy», *Strategic Studies Quarterly*, Printemps 2012: 24

⁸⁴ Adam Segal, «Chinese computer games: keeping safe in cyberspace», *Foreign Affairs*, 91.2, 2012.

⁸⁵ Cyber Command Fact Sheet http://www.stratcom.mil/factsheets/cyber_command/ consultée le 14 novembre 2012. AFORCYBER est Army Forces Cyber Command alors que le 24th USAF est l'unité Air Force en charge de la cyber-sécurité dans le département. FLTCYBERCOM est la structure de la Navy en charge des mêmes activités. MARFORCYBER est le commandement cyber du Corps des Marines.

CHAPITRE III

La césarienne du capitalisme monopoliste

Introduction

Je me considère comme le produit de cette histoire traditionnelle africaine et de l'histoire coloniale ... c'est un grave danger que les Africains veuillent mettre très souvent entre parenthèses l'histoire coloniale sous prétexte que cela blesse telle ou telle partie en cause. L'histoire coloniale fait partie de l'histoire des pays colonisateurs et de notre propre histoire ... les institutions que nous avons, dans tous les pays d'Afrique, sans exception (forme de gouvernement, d'assemblées), sont héritées directement du système colonial. Donc, il nous faut réfléchir sur l'histoire coloniale pour que nous sachions exactement ce que nous devons en faire. (Laurent Gbagbo 1979)

Le temps est révolu où l'Afrique pouvait être divisée en sphères d'influence, où des puissances extérieures pouvaient considérer des groupes entiers de pays comme leur domaine réservé. Les États-Unis vont tenir la dragée haute aux partenaires traditionnels de l'Afrique, à commencer par la France. Nous ne laisserons plus l'Afrique aux Français. (Warren Christopher in Adjagbe 2009: 166)

Suivant le cadre critique d'empire inspiré de Colás, le capitalisme moderne qui privilégie une accumulation systémique est caractérisé par une séparation formelle entre le souverain (public) et le marché (privé) à la différence du capitalisme pré-moderne où le marché et le public sont inféodés à une accumulation primitive. Ce chapitre soutient que la défaillance de l'état ivoirien procède historiquement de l'impérialisme moderne et de la cogestion de la souveraineté de la Côte d'Ivoire par des élites postcoloniales et postcolonisées. La cogestion obéit à une accumulation primitive soutenue par un régime autoritaire et une culture féodale. La cogestion de la souveraineté a produit le capitalisme monopoliste anti-marché. L'impérialisme américain de la mondialisation a procédé à sa césarienne. Comme le soutient la conception critique colasienne d'empire, la sécurité du marché vient de la souveraineté libérale qui permet à celle-ci de fournir à celui-là les biens publics nécessaires à son fonctionnement. Dans sa conception libérale critique, Krasner a souligné une souveraineté moderne plurielle (interdépendance, domestique, westphalienne et internationale) mettant en avant le contrôle des mouvements transfrontaliers, des activités intra-frontalières et la structure du régime. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, cette souveraineté plurielle advient de la France en échange d'une accumulation

primitive qui fait de la Côte d'Ivoire un territoire de transactions avantageuses suivant Lénine. Cette mise au point est fondamentale pour comprendre la suite de ce chapitre.

La première section du chapitre établit le contexte historique de l'impérialisme américain de la mondialisation à partir des accords de cogestion de la souveraineté ayant fait de la Côte d'Ivoire une frontière de la France. La cogestion de la souveraineté traversée par une culture politique féodale a privilégié les hommes forts aux institutions libérales ce qui a abouti à la faillite du capitalisme de la plantation. Les données macroéconomiques à la fin des années 1980 appuient une restructuration profonde du capitalisme anti-marché. La seconde section qui adresse les principes du capitalisme moderne expose la césarienne du capitalisme monopoliste de par les institutions de Bretton Woods suivant le Consensus de Washington, et les actions du Gouvernement des États-Unis en faveur d'une souveraineté moderne. La dernière section établit la subversion de la régulation en accentuant la réforme agraire de 1998, les clivages horizontaux et verticaux, le coup d'état de décembre 1999 et la Constitution d'août 2000 qui consacrent un régime illibéral. Le chapitre en conclut que l'impérialisme américain de la mondialisation a contribué à la défaillance de l'état ivoirien quand une appropriation nationaliste du libéralisme et de la souveraineté qui régissent le capitalisme américain heurte le pacte de cogestion de la souveraineté.

Aux origines de l'état défaillant de Côte d'Ivoire

La décolonisation française nous apprend qu'elle n'a jamais signifié autre chose que du vieux vin frelaté dans une nouvelle bouteille. Et comme pour tout pouvoir délégué, c'est le délégataire qui donne au délégué le droit d'agir en son nom. Le délégué, dans le cas des indépendances, devait agir par procuration pour représenter les intérêts du délégataire (Koulibaly 2005: 30)

Jusqu'à ce que le contrôle de l'émission de devises et de crédit soit restauré au gouvernement et reconnu comme sa responsabilité la plus flagrante et la plus sacrée, tout discours sur la souveraineté et la démocratie est vain et futile... Une fois qu'une nation abandonne le contrôle de ses crédits, il n'importe plus qui fait ses lois (William Lyon Mackenzie King).

Le 7 août 1960 fut proclamé la République de Côte d'Ivoire. Cette proclamation représente une étape de délégation de compétences à un état dont la souveraineté demeure une prérogative de la République française. La finance et l'économie, la justice, la culture et la sécurité intérieure de la Côte d'Ivoire adviennent de la France. La cogestion de la souveraineté ivoirienne remonte à une conception mercantiliste de la colonisation connue sous la dénomination de pacte colonial noué entre la France coloniale représentée par François Mitterrand et les forces sociales ivoiriennes représentées par Félix Houphouët-Boigny (ci-après Houphouët). Le pacte a fait de ce dernier le garant indigène du système d'accumulation primitive au profit du gouvernement français contre les coloniaux établis en Côte d'Ivoire.¹

Les accords de cogestion de la souveraineté

Le 30 juin 1959 furent signés la première convention et ses accords connexes entre la France et la Côte d'Ivoire. La convention fait de la première la gestionnaire de l'administration, des finances et de la monnaie de la seconde. Elle organise une administration directe en veillant au maintien des gestionnaires métropolitains à des postes stratégiques. Une autre convention datant du 31 décembre 1959 organise les relations entre les Trésors français et ivoirien entre Valéry Giscard D'Estaing, secrétaire d'état aux finances et Raphaël Saller, député français et ministre des finances et des affaires économiques de Côte d'Ivoire.² Les deux conventions scellent le pacte de cogestion de la souveraineté monétaire et intérieure de la Côte d'Ivoire. Sur cette fondation fut signé un accord de transfert

d'une partie de la Constitution française du 4 octobre 1958 à la Côte d'Ivoire le 11 juillet 1960 entre Michel Debré et Houphouët. «Toutes les compétences instituées par l'article 78 de la Constitution du 4 octobre 1958 sont, pour ce qui la concerne, transférées à la République de Côte d'Ivoire».³ Le décret 61-157 du 18 mai 1961 sanctifie la délégation de compétence ou la déconcentration du pouvoir au sein d'un même espace souverain. Bien que la convention de juin 1959 maintienne une administration directe de la Côte d'Ivoire, nous nous intéresserons particulièrement suivant notre cadre critique inspiré de Colás, de Cox, de Morton et de Krasner, à la régulation du régime financier et monétaire et de la culture qui sont des éléments de la condition de stabilité dont sont pourvoyeurs les empires.

Contrôle des finances

La convention signée entre Giscard d'Estaing et Saller institue des relations incestueuses entre les Trésors français et ivoirien. Le titre I de la convention autorise la France à centraliser au Trésor français ses recettes et dépenses réalisées en territoire ivoirien. Alors que les recettes et les dépenses de la Côte d'Ivoire réalisées en territoire ivoirien sont centralisées au Trésor ivoirien, le «Trésor français reçoit de même en dehors du territoire de la République de Côte d'Ivoire, et pour le compte de celle-ci, les dépôts de fond réglementaires de toute personne physique ou morale créancière de l'Administration de la République de Côte d'Ivoire ou liée à elle par une obligation.»⁴ Alors qu'en Côte d'Ivoire les opérations financières françaises sont organisées par le Trésor français, celles de la Côte d'Ivoire en dehors de son territoire reviennent au Trésor français. Autrement dit et au regard de la conception critique de Krasner, la convention fait de la France le contrôleur des mouvements financiers et économiques transfrontaliers de la Côte d'Ivoire. Le Trésorier ivoirien nommé par la France est comptable des opérations comptables sur le territoire ivoirien alors que de telles opérations touchant les avoirs extérieurs de la Côte d'Ivoire tombent dans la compétence du Trésor français

suivant l'article 8 du titre II de la convention de 1959. Le Trésor français dispose d'un payeur qui veille aux opérations comptables. L'exécution des paiements et des décaissements correspondant à des titres délivrés par le pouvoir ivoirien et dont le règlement ou le recouvrement doit être opéré à l'extérieur du territoire ivoirien revient au Trésor français. Le pouvoir ivoirien a su utiliser cette convention en faisant payer par le Trésor français des armes achetées en Russie et en Ukraine dans le cadre de la campagne militaire de réunification du territoire de la Côte d'Ivoire en novembre 2004 comme nous le verrons au chapitre cinq; ce qui aurait renforcé l'acrimonie du Président Jacques Chirac contre le Président Laurent Gbagbo.

La convention du 31 décembre 1959 a précisé dans son protocole annexe que les opérations financières de la Côte d'Ivoire et des collectivités publiques secondaires ivoiriennes sont exécutées en territoire ivoirien par le service du Trésor que la République française accepte de maintenir dans le cadre des accords de la convention. De par ce protocole, le gouvernement ivoirien habilite la France à effectuer ces opérations pour son compte en dehors du territoire ivoirien. Ainsi donc, au sein comme en dehors du territoire ivoirien, la France assure la gouvernance des finances et de l'économie de la Côte d'Ivoire et applique les principes régissant l'organisation du service du Trésor et la responsabilité des comptables du Trésor aux services du Trésor ivoirien.

Toute adaptation des règles générales est décidée par accord de la France. La Côte d'Ivoire nomme les chefs de poste de paieries et perceptions sur proposition du trésorier-payeur français tout comme le comptable supérieur et des titulaires de paieries principales. Les agents du Trésor ivoirien relèvent hiérarchiquement du ministre des Finances de la République française alors que le jugement des comptes ivoiriens revient à la Cour des Comptes Française. L'article 14 précise que «Le procès-verbal de caisse et de portefeuille de la Trésorerie à la date du 31 décembre est établi

conjointement par un représentant du ministre des Finances de la République de Côte d'Ivoire et un représentant du ministre des Finances de la République française.»⁵

Défense et sécurité et la défaillance de l'armée ivoirienne

Le 24 avril 1961, Michel Debré représentant le gouvernement français et les Présidents Houphouët de la Côte d'Ivoire, Hubert Maga du Dahomey et Hamani Diori du Niger signent l'accord de défense liant ces trois territoires à la France. Cet accord est consacré en Côte d'Ivoire par la loi 61-248 du 5 août 1961. Cet accord supposé engager chaque contractant oblige seulement les gouvernements africains à reconnaître le droit de la France à disposer librement des installations militaires: la circulation sur les espaces terrestres, maritimes et aériens relevant de leur souveraineté territoriale, l'utilisation des infrastructures portuaire, maritime et fluviale, routière, ferroviaire, aérienne et les réseaux postaux et de télécommunication ainsi que l'établissement et l'utilisation en territoire ivoirien des balisages et moyens de transmission militaire.

L'annexe II de l'accord révèle un dispositif d'accumulation primitive. Elle liste deux catégories de matières premières stratégiques dont les gouvernements signataires «réservent par priorité leur vente à la République française après satisfaction des besoins de leur consommation intérieure et s'approvisionnent par priorité auprès d'elle»⁶: les hydrocarbures liquides ou gazeux; l'uranium, le thorium, le lithium, le béryllium, les minerais et composés. Suivant cette annexe, le gouvernement ivoirien facilite au profit des forces françaises le stockage des matières premières stratégiques avec droit d'interdiction de leur exportation à destination d'autres pays et est tenu d'informer la France de tout programme d'exportation de ces matières premières stratégiques. Le chapitre V dudit accord définit une assistance technique militaire individuelle relativement à la Côte d'Ivoire dont l'armée est un auxiliaire de l'armée française: organisation et formation, normalisation et acquisition des armements sont du domaine réservé de la France. Les matériels militaires et équipements des forces

françaises bénéficient d'une franchise douanière: «La République de Côte d'Ivoire s'engage à respecter les servitudes existantes des installations militaires des forces armées françaises et à permettre la modification de ces servitudes en cas de nécessité». ⁷ Au regard de la conception critique de Colás, la France dote la Côte d'Ivoire des institutions de maintien d'ordre qui font partie de la condition de stabilité en échange de la soumission au brigandage de la domination impérialiste.

Diffusion d'une culture impérialiste

Deux accords scellent le destin de la culture ivoirienne à la culture française: les accords de coopération en matière d'enseignement supérieur et de coopération culturelle du 24 avril 1961. Au plan du premier, la France crée pour le Gouvernement ivoirien l'université Houphouët. Les enseignants sont français et la France «assume la charge exclusive et assure le versement direct des traitements et indemnités afférents à ce personnel.» ⁸ L'accord fait des diplômes et certificats délivrés en Côte d'Ivoire des équivalents automatiques en France et réciproquement. L'article 6 permet aux étudiants et fonctionnaires de bénéficier des bourses d'études, de recherche ou de perfectionnement dans les universités françaises au frais du pouvoir français.

L'article 8 de l'accord précise que la création, en dehors du centre d'enseignement supérieur, d'autres établissements universitaires publics ivoiriens doit se faire d'un commun accord avec la France qui propose et la Côte d'Ivoire nomme le directeur du centre. Le recteur de l'université d'Abidjan a toujours été un fonctionnaire français jusqu'à la fin des années 1970. Le design de l'institution, le cursus ou les programmes d'études sont une reproduction du modèle français. «Le personnel enseignant du centre d'enseignement supérieur de Côte d'Ivoire est choisi suivant les formes et modalités prévues par la réglementation en vigueur dans les universités françaises.» ⁹ Les universitaires ivoiriens sont électeurs et éligibles au comité consultatif des universités françaises dans

les mêmes conditions que leurs homologues de la Métropole. L'exécution de l'accord est confiée à un comité mixte de six délégués en parité choisie des contractants.

Au plan de la culture, le préambule de la coopération culturelle accentue la solidarité morale et spirituelle des nations d'expression française, le français langue officielle de la Côte d'Ivoire, et la promotion via «une étroite coopération des échanges les plus fructueux dans le domaine de la science, de la culture, comme dans celui de l'éducation.» Cet accord permet à la France de doter les écoles primaires, secondaires et techniques des professeurs à la formation de l'élite ivoirienne. Dans les menus détails, la France a engagé «en particulier les mesures appropriées afin de mettre à la disposition du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire du personnel enseignant qualifié ainsi que celui nécessaire à l'inspection pédagogique dans les différents ordres d'enseignement, y compris la jeunesse et les sports, à l'organisation et à la sanction des examens et concours et au fonctionnement des services administratifs et l'enseignement.»¹⁰ Dans cette vision, l'accord engage le pouvoir ivoirien à s'adresser en priorité au pouvoir français pour le recrutement des enseignants. En même temps que le même accord légitime les institutions coloniales d'éducation, il donne à la France le droit d'établir des institutions d'enseignement relevant de l'autorité française avec toutes les facilités notamment le régime fiscal et parafiscal aux correspondants ivoiriens. Ainsi, les écoles coloniales comme le lycée Mermoz restent une propriété privée de la France en terre ivoirienne.

L'accord pousse la coopération culturelle plus loin en instituant en son titre III des échanges culturels par la construction «à Abidjan d'une maison de la culture franco-ivoirienne», «pour les deux pays un centre de rayonnement et d'échanges entre les idées et les hommes.» Le pouvoir français participe directement au titre de cet accord «au développement des institutions nationales ivoiriennes à vocation littéraire ou artistique.»¹¹ Les échanges vont au-delà des élites pour embrasser

les ressortissants des deux pays. Sur les territoires de l'un et de l'autre, une partie contractante est autorisée à créer sur le territoire de l'autre, «de bibliothèques, instituts et centres culturels destinés à répandre la connaissance mutuelle de leur culture et de leur civilisation.» La France et la Côte d'Ivoire s'engagent «à faciliter par tous les moyens, et notamment par l'organisation de voyages documentaires, de stages, d'échanges d'enseignants et de jeunes, par l'octroi de bourses et par l'emploi des techniques de communication audiovisuelles, la connaissance de leurs vies nationales respectives.» Les ressortissants des deux pays disposent dans le territoire des uns et des autres, «dans le domaine de la pensée et de l'art, de toute la liberté, de l'entrée, de la libre circulation et de la diffusion des moyens d'expression de la pensée et de l'art».¹²

Contrôle monétaire

Il n'existe pas de moyen plus efficace pour prendre le contrôle d'une nation que de diriger son système monétaire (Philip Benson, Président American Bankers Association, 1939)

Le 24 avril 1961, les gouvernements français et ivoirien signent les accords de coopération économique, financière et monétaire fondés sur «une intime collaboration devant favoriser une normalisation et une fécondité des rapports entre les deux pays avec la commission franco-ivoirienne qui, pour veiller à leur exécution, se réunit une fois par semestre»¹³. Comme nous le verrons, ces accords font du marché ivoirien un monopole de la France.

En effet, le titre III fonde les échanges sur un régime préférentiel des relations commerciales sur la libre circulation et la franchise douanière, le respect des monopoles fiscaux et des organisations de marchés, des débouchés privilégiés pour les principaux produits et marchandises sous la forme de prix garantis; la coordination des politiques commerciales envers des tiers, et le protectionnisme pour les industries ivoiriennes.

La France engage la Côte d'Ivoire à maintenir une association à la Communauté européenne et sa représentation est assurée par la France; cette précision obéit à l'esprit des pouvoirs que confère la Communauté au pouvoir français. L'article 14 enjoint au pouvoir ivoirien une délégation du pouvoir des recettes et des dépenses à l'extérieur des pays de la zone franc à la Bceao où la Côte d'Ivoire dispose d'un compte en «dollars-monnaie de compte» intitulé «Côte d'Ivoire – droits de tirage». Le compte est alimenté par les exportations ivoiriennes sur le marché extérieur à la zone franc, transactions effectuées en dollars, ainsi que par les prêts et dons en devises étrangères, et à l'occasion par une allocation supplémentaire des droits de tirage spéciaux sur les réserves de la Banque. Ces accords engagent le pouvoir ivoirien à appliquer sur son territoire la réglementation de l'UMOA et de la Banque qui mettent à sa disposition sur demande d'un fonctionnaire alors que la structure ivoirienne en charge de l'administration et de contrôle des changes est une structure de liaison qui assure la coordination par échanges d'informations et de renseignements sur toutes les opérations, la situation du compte «dollars-monnaie de compte» ainsi que les infractions notées. Dans le cadre de la France, son espace ouest-africain permet de mettre en place des structures de contrôle du marché de chaque état de cet espace. Les différents accords de contrôle du système financier et monétaire de la Côte d'Ivoire sont blindés par un accord général qui l'enferme dans un ensemble monétaire et financier sous contrôle de la France.¹⁴

Les accords d'organisation du marché font du franc la monnaie ayant pouvoir libérateur en territoire ivoirien. L'article 19 du Titre IV institue une appartenance et un maintien de la Côte à une zone monétaire qui regroupe les territoires français ouest-africains autour d'une seule banque centrale. La Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) émet la monnaie impérialiste. Souvent se pose la convertibilité entre cette monnaie et le franc français. Contrairement à l'opinion répandue d'une monnaie garantie par la France, cette garantie tient des comptes d'opérations de cha-

que membre que la Banque ouvre dans les écritures, non pas de la Banque de France, mais du Trésor français.¹⁵ Ces accords repris par un accord général établissent le siège de la Banque à Paris. La Côte d'Ivoire dispose d'un comité dont un des administrateurs siège au Conseil d'administration de l'Union monétaire ouest-africaine et un représentant français.¹⁶ Outre les deux administrateurs qu'elle dispose au gounernorat de la BCEAO, la France dispose dans tout comité monétaire de ses territoires ouest-africains d'un représentant. Les accords donnent à la Côte d'Ivoire un accès au marché financier français ou auprès des établissements de crédits français. Comme nous le verrons dans la seconde section, l'impérialisme américain de la mondialisation a brisé une connexion excessive par une convention de 1981. Le système financier et monétaire de la Côte d'Ivoire est enchâssé dans une structure qui enlève au gouvernement ivoirien toute souveraineté monétaire et financière.

Union monétaire (et économique) ouest-africaine

Le 14 novembre 1974, Henri Konan Bédié qui succède à Raphaël Saller signe le traité instituant UMOA. Le traité engage la Côte d'Ivoire à respecter les règles génératrices de l'émission, la centralisation des réserves monétaires, la libre circulation des signes monétaires et la liberté des transferts entre États de l'Union dont fait partie la France et l'Union Européenne. La Conférence des chefs d'état et le Conseil des ministres de l'union assurent la gestion journalière du traité. La gestion de la monnaie communautaire est confiée aux seuls représentants des branches exécutives et à l'abri des Parlements. Le Conseil des ministres où siègent les représentants français et de l'UE décide de la politique monétaire et de crédit pour la Côte d'Ivoire et les autres pays; autrement dit, le pouvoir de battre monnaie qui est un attribut de la souveraineté reste au contrôle de la France par un mode de délibération consensuelle. La dénomination de l'unité monétaire restée le franc semblerait une marque déposée qui rappelle à ses utilisateurs une origine impérialiste alors même que la France a tro-

qué son imaginaire monétaire à l'euro. Toute décision visant à changer le nom doit se prendre à l'unanimité quand la France détient un droit de veto.

Le titre VII portant institutions communes de financement du développement établit un accord de coopération entre la France et les pays de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) représentée par son président choisi chaque deux ans. La France a doublement verrouillé son implication dans la gestion de la souveraineté monétaire et financière de la Côte d'Ivoire. La coopération repose sur quatre principes inamovibles: garantie de la monnaie par un compte d'opérations de la Banque ouvert dans les écritures du Trésor français, ce qui apporte un privilège exorbitant à la France en plus du droit dont elle se donne de vendre les billets francs à la Banque; fixité des parités entre franc et euro, libre transférabilité des capitaux; et centralisation des réserves de change au Trésor français. Le placement des réserves en dollars logées au Trésor français dans des Bourses rapporterait des quotités substantielles qui assouplissent les marges de manœuvre du Gouvernement français. Pour le compte de la Côte d'Ivoire développé dans le chapitre sur la régulation de régime financier, le Trésor français disposerait de \$14 milliards et 300.000 tonnes de lingot d'or environ. Ainsi que le soutient Mamadou Koulibaly rapportant une lettre du gouvernement français portant réforme de l'accord de coopération, ces principes font partie des traités instituant l'Union monétaire et l'accord de coopération monétaire depuis l'origine.¹⁷ Dans cette lettre, la France dit: «il n'est pas question de les changer» et la première phrase de ladite lettre de réforme de juillet 2004 est assez révélatrice: «Fidélité aux principes, plus de liberté dans la gestion». Dans son livre basé sur sa thèse de doctorat, Prao (2012) soutient un instrument de sous-développement¹⁸.

Toutefois, le principe de la fixité des parités n'a pas résisté à l'impérialisme américain de la mondialisation comme nous le verrons dans la seconde section de ce chapitre. La position de la France rejetant tout changement des principes se saisit à son meilleur sous l'aspect d'une décision

que seul le souverain a l'autorité de changer les règles. Dans le cas espèce, seul l'empire américain peut changer le cours de l'histoire. Les avoirs extérieurs que les accords engagent la Côte d'Ivoire à verser à son compte d'opération au Trésor français étaient fixés à 65%. La réforme entrevoit de le ramener 50% contre la proposition de 30% des Africains. La fidélité aux principes instituerait un Trésor toujours impérialiste coordonnant des finances satellites.¹⁹

L'ensemble de ces accords constitue le pacte de cogestion de la souveraineté que la Côte d'Ivoire a signé et la racine des intérêts français. Ils prolongent les relations économiques hors marché que la France avait tissées avec ses colonies. Une lecture en contrepoint de ces accords conforte une délégation des prérogatives du pouvoir français au pouvoir ivoirien. La stabilité nostalgique de la Côte d'Ivoire durant le capitalisme monopoliste tient d'une application dans l'esprit et la lettre de ces accords dans un contexte historique de Guerre Froide.

La section a tenté de démontrer que la Côte d'Ivoire est un état défaillant par une cogestion de la souveraineté. Cette cogestion favorise davantage une accumulation primitive suivant Luxemburg. Rares sont les attributs de la souveraineté ivoirienne qui échappent à la France. Les accords sont doublement verrouillés dans des structures bilatérales et supranationales qui font de la France le véritable souverain dans un espace pourtant postcolonisé.

Cogestion anti-marché de la souveraineté

La chute du mur de Berlin et la perestroïka qui sonnent la fin de la Guerre Froide marquent également la fin de la sous-traitance américaine ayant permis à la France de poursuivre une politique impérialiste crue dans ses anciennes colonies. Contrairement aux États-Unis qui ont hissé au rang de partenaires les dragons du sud-est asiatique, la France est restée prisonnière d'une politique facile de brigandage maintenant la Côte d'Ivoire hors marché allant jusqu'à soutenir une immaturité des états africains pour la démocratie. Toutefois, la fin de la bipolarité ramène la politique mondiale à la

conquête des parts de marché ou au mieux à l'impérialisme coxien de restructuration d'une structure mondiale d'accumulation médiatisée par les états.

L'un des legs pertinents à la position d'un impérialisme moderne déstructurant en Côte d'Ivoire a été de privilégier une société dominée par des hommes forts et un état institutionnellement fragile. Le pacte de cogestion de la souveraineté tel que présenté à la section précédente fait de la France le responsable des opérations financières de la Côte d'Ivoire sur la scène mondiale. La délégation de compétences crée un état ivoirien sans responsabilité et sans souveraineté.²⁰ La Caisse centrale de coopération économique agissant telle une Banque de développement de la coopération française a financé des entreprises publiques qui constituent une pièce-maîtresse du capitalisme hérité de la colonisation et structuré autour de la régulation étatique. Les capitaux publics étaient estimés au début des années 1980 à environ 50% du capital des entreprises publiques. Les investissements publics qui dépassaient \$100 milliards traduisent un capitalisme monopoliste d'au moins 250 entreprises répondant à une ivoirisation des cadres et une régulation politique. La gouvernance féodale fait exploser les finances publiques, la détérioration des termes de l'échange suite au second choc pétrolier, et la hausse du cours du dollar et des taux d'intérêt ont hâté la crise du capitalisme ivoirien.

Les instruments de politiques économiques utilisés dont la surévaluation du franc CFA, les déséquilibres macroéconomiques, la précarité de la prime à l'exportation, et la politique fiscale de réduction des dépenses ont montré leur limite. Le plan de 1981 était «contractionniste» puisque la rigidité de la monnaie impérialiste réduit un accès plus large au financement de la Banque quand le niveau d'endettement exige une crédibilité renforcée auprès du FMI/BM. La dette intérieure de 1 200 milliards de francs en 1992 renforce la récession que la faillite des sociétés publiques a approfondie. Le PIB à prix constant a régressé de -4% en 1983 et de -3% en 1984. Alors que les recettes issues des exportations avaient atteint un sommet de 15,5% en 1977 du PIB, elles sont

tombées en 1987 à 0,3%. Le déficit de solde courant extérieur de \$-838 milliards entre 1975 et 1980 a atteint \$-1 285 entre 1981 et 1983 et \$-1 220 milliards entre 1987-1991. Celui du solde primaire du budget public était passé de -10,6% du PIB entre 1976 et 1980 à -11,9% entre 1981 et 1983 pour atteindre -13,2% entre 1987 et 1991. La détérioration des termes de l'échange traduite par la baisse des recettes d'exportation est un facteur de dégradation sensible. Les dépenses en capital sont passées de 21,1% du PIB de 1978 à 1980 à 4,2% du PIB entre 1987 et 1991.²¹

L'inflation mesurée par indice des prix à la consommation des ménages alors de 16,7% entre 1976 et 1980 était tombé à 4,3% entre 1987 et 1990. Quant au déflateur du PIB, il est passé de 15% à -2,8% entre 1987 et 1991. En parallèle, la masse monétaire augmentait de 20,8% de 1976 à 1980, de 9% de 1981 à 1986 et baissait de -3,2% de 1987 à 1990. La baisse de l'inflation suit la baisse des cours du café et du cacao qui exerce par compression des revenus une pression sur les prix et ainsi réduit la demande globale. Le revenu national par tête qui était de 333 960 francs en 1980 chute à 209 400 francs en 1991. La chute des cours du café-cacao, le manque de compétitivité de l'industrie et la gouvernance politique, économique et monétaire patrimoniale sont des facteurs de faillite du capitalisme ivoirien.²²

Le commerce global ivoirien a chuté en volume de -6% en 1987 dû à la guerre de cacao. Le niveau d'endettement a atteint un sommet. L'encours de la dette publique garantie par l'état et de la dette publique extérieure est estimé à 3 377 milliards de francs en 1990, dont 3 048 milliards de francs de dette gérée par la Caisse Autonome d'Amortissement et à 3 326 milliards de francs en 1991 dont 2 347 milliards de dette à moyen et long terme. Les créanciers bilatéraux étaient de 46,2%, la BIRD de 19%, et les autres créanciers gérés par le FMI de 34,16%. L'encours total de la dette extérieure publique passe de \$10,01 milliards en 1990 à \$10,63 milliards en 1991 alors que la dette extérieure totale se chiffre à \$16,61 milliards en 1990, \$17,56 milliards en 1991 et \$17,97

milliards en 1992. L'acceptation des conditionnalités favorise un rééchelonnement d'environ \$600 millions avec le Club de Paris, et 94 millions de de Droits Spéciaux de Tirage ou DST du FMI et un financement compensatoire de la Facilité d'ajustement structurel renforcée de 82,75 millions DST qui abaissent le service de la dette. Hilferding nous apprend que l'endettement est un mécanisme permettant à la haute finance de prendre le contrôle des nations. Le capitalisme ivoirien des années 1980 appelle à la régulation de la part des institutions américaines de Bretton Woods.

La césarienne du capitalisme monopoliste

Houphouët a servi, suivant la cogestion de la souveraineté, de fusible dans une guerre de cacao contre l'empire américain quand le gouvernement ivoirien devait affronter la crise d'endettement. La première action américaine a consisté en la mondialisation de la gouvernance de la dette ivoirienne. Le FMI et la BIRD appliquent le Consensus de Washington en imposant la doctrine Balladur qui subordonne tout prêt français à la Côte d'Ivoire à approbation des institutions de Bretton Woods. Celles-ci font de la modernisation politique et économique la conditionnalité à tout décaissement.²³ La restructuration du capitalisme monopoliste enclenche la création d'un état moderne et du marché. Le retournement du monde ainsi déclenché accentue la crise du capitalisme bifide.²⁴ Le FMI et la Banque mondiale exigent le retrait du pouvoir public de la quasi-totalité des entreprises publiques et la fin des subventions au secteur privé.²⁵

Toutefois, le capitalisme que proposent les institutions mondiales américaines consiste en une implantation de ce que l'école de Toronto appelle le «nouveau constitutionnalisme».²⁶ Ce dernier fait dépendre la solidité du marché moderne à un état de droits. La lettre d'intention de la BIRD/FMI au pouvoir ivoirien ordonne un état de droit reconnaissant le droit inaliénable de l'individu, des droits inviolables de l'homme et la liaison du pouvoir dans toutes ses actions aux règles permettant de prévoir avec certitude comment les autorités ivoiriennes emploieront leurs pouvoirs coercitifs dans

des circonstances données et planifieront les affaires sur la base de cette connaissance. Le contrôle caractéristique des échanges du capitalisme ivoirien a institué une économie autoritaire opposée à la société de marché. Les principes de cogestion de la souveraineté se sont révélés anti-marché. Le paquet du couple BIRD/FMI comporte trois ensembles de mesures: reconfiguration complète de l'appareil étatique pour faire du souverain un facilitateur de la discipline de marché et des valeurs marchandes; ce qui devrait être réalisé par la séparation du marché du politique et le verrouillage des politiques d'ouverture du marché; construction du marché qui étend les commodités factices dont la réforme foncière répondant à un état de droit; et la philanthropie stratégique qui traite des dislocations issues des commodités factices et du redressement de la taille de l'état pour éviter le double mouvement au sens polanyien de la politique et de la société susceptible de déboucher sur une atomisation et une désintégration sociales. La Côte d'Ivoire a affaire à un design des relations état/société opposé au régime autoritaire hérité de l'impérialisme classique et qui légitime la régulation privée des relations de marché par un approfondissement du pouvoir du capital.

Mutation du capitalisme impérialiste

Les gestionnaires ivoiriens, produits de la méthode française de gouvernance, devaient compter avec des méthodes managériales américaines. La BIRD accentue un état gestionnaire crédible départi de toute influence oligarchique. Elle insiste sur la séparation des pouvoirs en soutenant un pouvoir judiciaire gardien des droits de propriété privée. Au cœur du nouveau constitutionnalisme se trouve le «verrouillage des bonnes pratiques» prévenant toute impulsion qui s'écarte des engagements de politique. La BIRD exige une percée constitutionnelle par un gouvernement autoritaire légitime pour implanter le nouveau constitutionnalisme dans un pays à faibles capacités institutionnelles: «Spécifiez le contenu de la politique dans des règles précises, et puis verrouiller ces règles en utilisant des mécanismes qui le rendent coûteux pour renverser le cours»; et «travailler en partenariat avec les

firmes et les citoyens, et le cas échéant, décaler le fardeau de la mise en œuvre entièrement en dehors du gouvernement». ²⁷ La méthode explique les décaissements liés à la lutte contre la pauvreté.

Les éléments majeurs de la contrainte privilégiés par la BIRD sont tirés de la Constitution américaine: indépendance et efficacité du judiciaire susceptible de tenir imputables les deux autres branches du gouvernement et soutenir la crédibilité et le climat d'affaires; séparation des pouvoirs ou le mécanisme constitutionnel classique à la fois horizontal et vertical. La demande se résume en une implantation du système de freins et de contrepoids caractéristique du régime américain.

The broader the separation of powers, the greater will be the number of veto points to be navigated to change any rule-based commitments. Thus the separation of powers increases confidence in the stability of rules. Multiple veto-points can be a double-edged sword, however: they make it just as hard to change harmful rules as to change the beneficial ones. ²⁸

Les accords internationaux non ancrés dans les institutions domestiques ivoiriennes ferment les mécanismes de contrainte: les traités UEMOA, CEDEAO, OHADA, UE doivent être consignés dans les institutions ivoiriennes. Le gouvernement résiste à une thérapie de choc. Mais la régulation américaine post-9/11 l'impose par la persée constitutionnelle comme nous le verrons au chapitre cinq.

Alignement de la politique monétaire et fiscale

Le gouvernement ivoirien est sonné d'accroître la transparence de son budget et d'aider ainsi à prévenir des politiciens qui déguisent des faveurs spéciales. Pourvue de ses expériences antérieures avec le gouvernement ivoirien quand les députés ont subverti les premiers plans de restructuration des entreprises publiques, la BIRD préconise une approche autoritaire et hiérarchique dans la prise de décision de politique fiscale avec des pouvoirs investis au ministère de l'économie et des finances favorisant un contrôle «top-down» des dépenses et limitant la manœuvre des législateurs. ²⁹

La technicisation facilite le contrôle. Relativement à la politique monétaire, la BIRD et le FMI ont insisté pour une Banque indépendante avec un gouverneur conservateur ayant un contrat relié

à la performance d'une basse cible du taux d'inflation. Elle définit le profile des gestionnaires des finances de la Côte d'Ivoire et organise à leur intention de la formation à l'orthodoxie néolibérale. Dominique Nouvian, à la fois veuve, maîtresse de Houphouët et agent des renseignements français aurait joué aux missi dominici pour obtenir la nomination d'Alassane Ouattara au gouvernorat de la Banque contre Charles Konan Banny alors que Ouattara assurait le vice-gouvernorat réservé au Burkina Faso. En outre, le FMI/BIRD exige et obtient la dévaluation de la monnaie communautaire contre le principe même de la fixité de la parité établie par la France.³⁰

Somme toute, les mécanismes de contrainte de la politique macroéconomique impliquent la claire séparation du marché et du politique des façons qui accroissent une imputabilité démocratique. Le nouveau constitutionnalisme de l'impérialisme de la globalisation en Côte d'Ivoire se résume en un capitalisme moderne par la création d'une société de marché basée sur l'état de droit et l'économie de marché. Toutefois, la France a tenté d'inverser cette orthodoxie comme nous le verrons au chapitre sur la régulation du régime en soutenant la rébellion pro-Ouattara. Les réformes constitutionnelles marquent le début de la restructuration du capitalisme ivoirien.

Une restructuration indigeste

Cette section argumente une restructuration du capitalisme. Pour cela, elle discute des réformes constitutionnelles qui enflamment la Côte d'Ivoire en accentuant la compétition politique sur fond de la Constitution qui cristallise les acrimonies de la citoyenneté. Paradoxalement, cette lutte politique accentue la défaillance du capitalisme en transition.

Le président Houphouët se résout après la défaite de la guerre du cacao à la restructuration. Le Plan Koumoue renforce une agitation sociale permanente et les manifestations pour la liberté politique. En effet, face à la détérioration des termes de l'échange dont la baisse des cours de cacao et de café, la guerre de cacao entraîna un ralentissement de la production et le budget public affiche

un déficit de 160 milliards de francs. «Si rien n'était fait, l'État ne pourrait même plus payer ses fonctionnaires.» Le Plan visait une réduction de 40% des indemnités des présidents des institutions, et des ministres et assimilés; 25% pour les députés et conseillers économiques et sociaux, un abattement jusqu'à 17% des salaires. La résistance par les troubles sociaux force le retrait du Plan Koumoue et la création le 18 mai 1990 d'une commission interministérielle de coordination d'un nouveau plan de stabilisation. Sous pressions internes et du gotha de la finance mondiale, Houphouët rappelle Alassane Ouattara de son poste de gouverneur de la Banque à la direction d'une structure de recréation du capitalisme ivoirien. Le Plan Ouattara «porte principalement sur un assainissement profond des finances publiques et des établissements publics nationaux afin de rendre liquide la situation des entreprises et des banques de la place».³¹ Ouattara qui répond au néolibéralisme disciplinaire, éloigné des intrigues politiciennes, réussit à discipliner une administration trempée dans des principes de «grilleur d'arachide».³²

Suivant les conditionnalités politiques, Houphouët entérine la décision du bureau politique du parti-état PDCI le 3 mai 1990 en autorisant la restauration du multipartisme, ce qui ouvre le pouvoir à la compétition électorale. Mais pour la première fois mutinent des soldats conscrits qui attaquent des symboles du pouvoir dont la Présidence de la République. Le Président accède aux revendications tout en remplaçant le chef d'état-major Félix Ory par Robert Gueï qui les défère aussitôt en justice aux ordres. Les demandes de liberté politique et l'application du plan Ouattara font multiplier les mouvements de contestation. Par suite des grèves étudiantes répétées, Bakary Touré alors recteur de l'université d'Abidjan réquisitionne l'armée quand Salif N'Diaye de l'éducation nationale radie une soixantaine d'étudiants dont le leader du mouvement Martial Ahipeau, et emprisonne autant.

La vie politique était primitive. Dans le cadre d'une première élection présidentielle pluraliste le pouvoir autoritaire crée la tradition. Début du mois d'élection, le pouvoir nomme à la présidence de la Cour suprême Lanzéni Coulibaly et fit adopter la loi 9061167 qui soumet la candidature à la Présidence de la République au contrôle de la Cour suprême de l'éligibilité des candidats et établit une caution de vingt millions. Répondant au-delà d'une instrumentalisation politique à une volonté longtemps refluee, Houphouët introduit dans cette loi le droit de vote des étrangers résidents en territoire ivoirien et charge le ministère de l'intérieur de la mission d'organiser les élections. Pour des raisons d'une déconfiture électorale, le ministre de l'intérieur arrête le dépouillement et déclare vainqueur Houphouët (81%) contre Laurent Gbagbo (18%)³³.

Le gouvernement fait adopter deux mesures au Parlement qui glissent la Côte d'Ivoire vers un régime parlementaire hybride. La loi du 6 novembre 1990 modifie la Constitution en déléguant au Président du Parlement les fonctions du Président de la République en cas de vacance du pouvoir par décès, démission, ou empêchement. La seconde mesure fait du président du comité de création du marché le Premier ministre de Côte d'Ivoire. Le Président devient un simple chef de l'état. Dans l'exécution de son mandat, Ouattara instaure la carte de séjour pour des étrangers qui venaient juste de voter pour la présidentielle. La mesure qui hausse également le coût des pièces d'identité pour les natifs dresse les uns et les autres contre le gouvernement et amplifie la révolte sociale. De violentes manifestations dégénèrent particulièrement sur les campus universitaires où enseignent la plupart des leaders des forces politiques opposées.³⁴

Robert Gueï alors Cema envoya sur instructions du gouvernement Ouattara l'armée sur le campus de Yopougon. La violence de l'expédition radicalise l'opposition politique autour du Front Populaire Ivoirien (FPI) qui exige une Commission d'enquête composée du magistrat Camille Hoguïé, de l'évêque Laurent Mandjo, Émile Dervain et Faustin Kouamé, et des députés Jacob Gnéba

Akpa du FPI et Assana Sangaré du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire PDCI. Dans son rapport du 16 janvier 1992, la Commission recommande de sanctionner les responsables de la violence contre les manifestants. Le Président répond: «je ne retournerai pas mon propre couteau contre moi; pour la paix sociale, il faut éviter de diviser l'armée.» La révolte contre la décision présidentielle fut réprimée et le pouvoir arrête les responsables étudiants³⁵.

Mardi noir de la démocratie ivoirienne

La décision du pouvoir sur l'impunité de l'armée et la répression des manifestations ont nourri l'intérêt des forces politiques et sociales opposées qui organisent une grande protestation. Le pouvoir aurait infiltré les manifestants. Se tient également ce 18 février le procès des étudiants. Les forces de sécurité donnent l'assaut après des explosions simultanées. La chasse aux organisateurs aboutit sous les ordres du commandant John Lath Essoh à l'arrestation des personnalités de l'opposition dont Laurent et Simone Gbagbo, Mollé Mollé, Khalifa Touré, Francis Wodié, Odette Sauyet, Ouaraga Obou, Alexis Ahipeau, Koné Boubacar, Francis Kouablan, Kouassi Lida, Laurent Akoun, pour la plupart des universitaires et députés. Le gouvernement Ouattara fait voter au Parlement dominé par le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire la loi anti-casse pour condamner les contestataires à la prison ferme.³⁶

La réforme constitutionnelle engagée dans un contexte de transition par Houphouët dont la légitimité est ruinée par la restructuration en cours achoppe tant à l'intérieur du parti au pouvoir traversé par des ressentiments que par une opposition politique tout aussi autoritaire. La guerre de succession expose les contradictions de l'impérialisme américain de la mondialisation qui impulse la régulation du régime de cogestion de la souveraineté.

Guerre de succession

La restructuration affaiblit le gouvernement par des lockouts et des liquidations des entreprises publiques et la violence politique devient un mode de contrôle du corps social. Bien que le pacte de co-gestion fasse de la France le bouclier de la Côte d'Ivoire, elle céda aux injonctions américaines. Le pouvoir ivoirien était pris entre l'enclume américaine et le marteau français. Gbagbo résumant le sentiment populaire de trahison de la France rend public le pilier de son programme politique le 18 novembre 1993: «Les colonnes du temple se sont brisées. Il faut **refonder** la Côte d'Ivoire sur de nouvelles bases économiques et institutionnelles.»³⁷ L'économie de plantation et la stabilité du franc étaient au plan économique les colonnes du capitalisme monopoliste alors que Houphouët mourant, et la Constitution étaient les piliers politiques.

La modification fait déraiser les institutions républicaines vers la monarchie. Bédié, appelé aux fonctions de Président de la République par la Constitution, est de la même tribu que Houphouët. Seulement que la transformation sociale profonde dessinée à Washington exige une prise de contrôle de la part de la bourgeoisie de l'appareil d'état. Et pendant que Bédié attendait son intronisation, Alassane Ouattara, Philippe Yacé, Germain Gadeau, et Robert Gueï respectivement Premier ministre, Président du Conseil économique et social, Grand chancelier et Chef d'état major de l'armée manœuvrent en faveur d'un autre ordre. Le citoyen lambda de Côte d'Ivoire était peu surpris de voir sur les écrans de la Radio et Télévision Ivoirienne ou la RTI Bédié s'autoproclamer Président de la République. Bédié a dû se faire accompagner par des militaires français. La France venait parer aux intrigues autour de Ouattara soutenu par une ambassade américaine réticente. «Ma déclaration à la RTI avait suffi à faire comprendre aux intrigants que leur cause était perdue».³⁸

Le pouvoir Bédié manque de légitimité électorale. Dans la préparation des élections de 1995, le gouvernement négocie avant de rejeter un code électoral qui abaisse à 18 ans l'âge de vote, les

urnes transparentes, le bulletin unique, et une commission électorale indépendante. Bédié fonde sa légitimité sur un embastillement des forces opposées. Le 15 juin 1995, Sangaré Aboudramane du FPI et directeur de publication du groupe de presse Le Nouvel Horizon fut convoqué au Bureau du ministre de la sécurité Gaston Ouassenan Koné pour être déshabillé et molesté par la police.

Constitution ivoiritaire et violence contestataire

La restructuration introduite par l'impérialisme américain de la mondialisation ressuscite les principes d'un état moderne: souveraineté et citoyenneté. Dans la perspective de la présidentielle de 1995, Bédié soutenu par les faucons qui ont œuvré sous Bédié au renoncement de la citoyenneté multinationale durcit la gouvernance contre le RDR sorti des entrailles du PDCI, et les étrangers en procédant au retrait des cartes d'identité délivrées à ces derniers en 1990 et qui leur concédaient le droit citoyen de vote. Bien avant toutefois, le pouvoir soutenu du FPI a abrogé la loi CEDEAO.³⁹ La césure du PDCI n'a pas empêché les députés de voter une nouvelle réforme de la Constitution qui institutionnalise l'ivoirité. Fondée sur le *jus sanguinis*, la loi électorale stipule que tout candidat à la Présidence de la République «doit être Ivoirien de naissance, né de père et de mère eux-mêmes Ivoiriens de naissance, n'avoir jamais renoncé à la nationalité ivoirienne, avoir résidé en Côte d'Ivoire sans interruption pendant les cinq années précédant le jour du scrutin et n'avoir jamais obtenu la nationalité d'un autre État.» Les forces opposées (RDR, FPI et USD) créent le Front Républicain, une alliance contre nature: «La constitution et le code électorale avaient finalement réuni dans un même univers ceux qui luttent pour assouplir les conditions d'éligibilité à la Présidence de la République excluant leur candidat et ceux qui le faisaient uniquement pour obtenir des élections justes et transparentes.»⁴⁰ Cette section est fondamentale pour comprendre la régulation du régime imposée par les États-Unis dans le contexte de leur politique impériale de sécurité du marché.

La répression des protestations et la fermeté du régime débouchent sur le «boycott actif» des élections: «je ne retirerai pas le code électoral et je ne l'amenderai pas. Je ne prorogerai pas non plus la date. Si les élections sont bloquées, l'article 10 de la constitution permet au président de la République de le demeurer jusqu'à ce qu'un autre soit élu. En cas de situation exceptionnelle, le Président prend des mesures exceptionnelles.» Le choc des autoritarismes s'enchaîne. Djenny Kobina du RDR déclare: «nous avons opté pour le boycott actif des futures élections jusqu'à ce que soit retiré ce code», complété par Gbagbo: «nous avons tout pour être candidat, mais je ne présenterai jamais ma candidature tant que demeure le code que nous dénonçons.»⁴¹

La réquisition de l'armée pour assurer la sécurité du scrutin et la mise aux arrêts de militaires suspectés de tentative de coup d'état poussent le pouvoir à démettre le Cema Gueï. Bédié remporte la présidentielle avec 95% des suffrages. Le ministre de la défense Léon Konan publie la découverte de massacres d'allogènes baoulé par des autochtones bété dans la région de Gagnoa. Le pouvoir en profite pour refuser d'y organiser les législatives.

Dans un contexte de tensions politiques et sociales, le gouvernement instrumentalise l'ivoirité présentée comme base du projet de société de Bédié. Le document «Ivoirité ou l'esprit du nouveau contrat social du président Henri Konan Bédié» ajoute aux tensions. L'opposition politique crie une bavure idéologique de différenciation et d'hierarchisation des groupes ethniques. Dans *Lire Henri Konan Bédié: le rêve de la graine*, Jean-Marie Ade Adiaffi défend un souverain incarnant la nation; égale la démocratie à la souveraineté du peuple représenté par l'état symbolisé par le Président de la République et le parti incarnant à la fois la souveraineté du peuple et de l'état. Les intellectuels organiques attaquent également un legs de la colonisation. «Lancinante revient la question: quelle langue doit servir à la distribution, à cet échange égalitaire, juste de la parole politique pour une vraie démocratie repensée, adaptée à nos peuples, à notre patrimoine culturel, à notre génie propre, à

cet art difficile, délicat de gérer une cité dans la justice, la prospérité pour tous.»⁴² «Partant de là, ils développent une nouvelle conception de l'identité et de la souveraineté nationales pour légitimer, a posteriori, les conditions d'éligibilité édictées par l'article 49 du code électoral Bombet.»⁴³ Bédié formalise cette vision dans *Les chemins de ma vie* où le Président revient sur Ouattara: «de toute façon, il était Burkinabé par son père et il possédait toujours la nationalité du Burkina-Faso; il n'a donc pas à se mêler de nos affaires de succession.»⁴⁴

Violence politique et épuration

Nos forces doivent rester intactes pour frapper l'ennemi et pour le faire tomber... Je choisirai le bon moment pour frapper fort ce régime qui doit tomber (Alassane Ouattara)

Bédié commence son mandat par une gouvernance féodale respectueuse du pacte renouvelé de cogestion de la souveraineté tout en consolidant les firmes anglo-américaines dans le commerce du cacao. Toutefois, Bédié qui compte sur le paternalisme historique de la France a semblé ignorer son repositionnement stratégique dans un empire en pleine expansion en cooptant Ouattara perçu comme un gestionnaire américain. La seconde partie du programme de restructuration du capitalisme ivoirien est la création d'un état moderne en s'attaquant à une Constitution héritée de l'impérialisme français.

Le régime s'en prend aux étrangers considérés comme des malfrats dont doit se délester la Côte d'Ivoire. Les propos de Dibonan Koné candidat à la présidentielle dont le programme se résume en le nettoyage de la délinquance étrangère, et devenu ministre de la sécurité semblent appuyer une épuration: «80% des malfrats qui tombent sous nos balles sont des non-Ivoiriens. Ceux qui tuent n'ont pas de conscience. Ils ne savent pas ce que c'est que la douleur, car ils ne sont pas Ivoiriens.» La police a abattu environ 200 présumés malfrats en un an suite à une décision du gouvernement basée sur la Constitution d'exécuter publiquement les condamnés à mort.

Dans son discours au 10^e congrès du PDCI en octobre 1996, Bédié rassure les cogestionnaires de la souveraineté par un «parti en harmonie avec ceux qui ont toujours été la sève de tous ses combats libérateurs», réaffirme le principe de justice envers les contrevenants du «boycott actif» de son élection d'octobre 1995: «La justice doit suivre son cours et décider souverainement et dans la sérénité, car une démocratie apaisée passe par la mise en œuvre d'une justice intègre.» Entouré des faucons, Bédié défend l'ivoirité «politiquement et culturellement correcte n'offrant guère de prise à la polémique.»⁴⁵

La réaffirmation de l'exclusion politique et le maintien en prison des opposants, le malaise intérieur et les violations des droits de l'homme n'ont empêché le patronat français de participer à Abidjan à la rencontre franco-ivoirienne initiée par un colonat reconverti. La délégation conduite par Michel Roussin, ancien ministre de la coopération qui préside au Comité Afrique Caraïbes et Pacifique comprend des délégués des BTP, banques, agro-industrie, construction, défense, commerce, distribution, transport, et informatique. Jean-Pierre Prouteau alors président du Conseil des investisseurs français invite la France à reconnaître les efforts d'une démocratie respectueuse des droits de l'homme et du citoyen en Côte d'Ivoire. La France décore Bédié qui reçoit des mains de Janette Brutelle-Duba du Centre d'études politiques et de société le prix de l'année. Jacques Chirac, président d'honneur du Ceps et Président de la République française, venait «distinguer l'homme d'état qui a su conforter une société de liberté». Jacques Pelletier qui représentait Jacques Chirac et ancien ministre de la Coopération s'est «réjoui de la politique démocratique de la Côte d'Ivoire. Le processus engagé dans votre pays prouve que vous avez entamé la construction d'un véritable état de droit».⁴⁶

Dans sa croisade contre le RDR, suspecté d'être un parti des étrangers, le régime cherche à limiter leur afflux en augmentant les coûts des visas. Un Arrêté priorise les Ivoiriens. Tout employeur devant appeler à de la main-d'œuvre étrangère doit s'assurer pendant au moins deux mois n'avoir

trouvé un Ivoirien au poste vacant. La mesure viole les traités de la libre circulation des biens et des personnes des espaces CEDEAO et UEMOA dont les chancelleries crient à une mesure xénophobe, ainsi que les institutions économiques mondiales.

Fin août 1998, un millier de pêcheurs établis en 1959 sont rapatriés manu militari au Mali après des affrontements provoqués par des pêcheurs autochtones Agni. Le ministre Dibonan Koné nie le racisme, la xénophobie ou l'exclusion. Les bavures policières se multiplient avec le délit de patronymes. Dans la Côte d'Ivoire de Bédié, la police pouvait abattre froidement tout suspect. Au même moment, la Centrale d'identification sécuritaire révèle des millions d'Ivoiriens sans cartes d'identité et annonce des audiences foraines. Les nord-ivoiriens aux noms sahéliens se plaignent des tracasseries administratives en tentant de se faire établir une carte d'identité.⁴⁷

Retour de Ouattara et regain de la politique ivoiritaire

Alassane Ouattara, alors directeur adjoint du FMI annonce se mettre à la disposition du pays d'autant que le pouvoir ivoirien tente de débaucher les dirigeants du RDR comme Adama Coulibaly. Le PDCI appelle à «souder les rangs et ne pas nous laisser distraire par des provocations de messies venant d'autres cieux...». *Le Démocrate* lance la série «Alassane Ouattara est burkinabè». Yao Noël chargé de la Communication du PDCI: «Un homme comme Dramane à la nationalité incertaine, évolutive, changeante et multiple, ne peut être le garant de notre unité, de notre intégrité et de notre ivoirité. Ses camarades au lycée l'avaient surnommé «le phénicien», référence aux méditerranéens qui accostaient seulement là où il y avait leur intérêt». *Fraternité Matin*: «La nuit, des camions déposent d'étranges marchandises dans les campements peuplés de Burkinabè et dioulas.» «Un homme, dont la nationalité burkinabè est établie de façon irréfutable, ambitionne de diriger notre pays. Et nous continuons de croire que rien ne peut nous arriver». *Le Populaire* interroge: «Et si on commençait par Bédié, dont les Ivoiriens attendent de connaître les parents? ».⁴⁸

Guerre de la citoyenneté

Le conseil des ministres adopte un nouveau projet de loi qui prévoit que tout candidat à la présidentielle devra être ivoirien né de père et de mère ivoiriens et résider continuellement en territoire ivoirien pendant les dix ans précédant le scrutin, allonge de cinq à sept ans la durée du mandat du Président et crée un Sénat. Le Parlement adopte le texte en l'absence des forces opposées. Le FPI pourfend le droit du Président de la République de repousser les élections ou la proclamation des résultats en cas de «force majeure, d'événements ou de troubles graves», et la résidence de dix ans alors que pour le RDR les dispositions sur la filiation, la nationalité et la résidence constituant la moelle de cette Constitution étaient basées sur des critères arbitraires, des dispositions dangereuses pour un état qui crée différentes sortes de citoyens. «Il est inimaginable pour les Ivoiriens, comme pour la communauté internationale, qu'un citoyen qui a été Premier ministre, et Président par intérim, ne puisse pas être éligible à la présidentielle.»⁴⁹

Le 21 décembre 1998, plus de trois ans après leur arrestation, la trentaine de prisonniers du «boycott actif» sont libérés après une amnistie parlementaire suite à un accord entre le gouvernement et le FPI qui s'étaient entendus sur la création d'une «commission de contrôle des élections», un accès équilibré aux médias publics, et le financement des partis politiques, avec une subvention aux candidats à la Présidence. «J'en appelle à toutes les forces politiques ivoiriennes afin de réaliser un nouveau consensus national sur l'essentiel de la construction de notre avenir collectif» dit Bédié. Onze partis politiques (dont PDCI, FPI, et RDR) signent la «Charte pour l'harmonie interethnique» qui engage les forces politiques à combattre les préjugés ethniques et leur instrumentalisation en favorisant une installation des partis concurrents dans toutes les régions. Elle incite à éviter de «prêter des visées hégémoniques à des ethnies, ou de «dénigrer un candidat ou un leader politique sur une base ethnique.»⁵⁰

Veillée d'armes entre le RDR et le PDCI

D'abord en mai 1999, des négociations entre le gouvernement et le RDR, entamées le 10 mars, échouent. Dans ses bottes de porte-voix des institutions économiques mondiales, le RDR demande une percée constitutionnelle et la dépenalisation des délits de presse. De Paris, Ouattara adjure: «Je propose aux Ivoiriens qu'il y ait un choix. Les populations doivent pouvoir voter en toute liberté et en toute transparence.» Bédié menace: «La Côte d'Ivoire est au travail et quiconque s'amuse à la troubler sera châtié.» Ouattara investi candidat du RDR prêche, contre les nativistes, un marché ouest-africain et un état de droit. Bédié lâche du lest en direction de l'armée en faisant voter une amnistie en faveur des officiers inculpés puis révoqués pour tentative de déstabilisation dont le commandant Oualata Gaoudi exilé à Londres et Robert Gueï alors que se distillent des rumeurs de projet d'arrestation de Ouattara. Martin Bléou de la Lidho se souvient: «depuis quelque temps la situation politique est empestée par des attaques relayées par la presse tendant à contester l'éligibilité soit de Ouattara, soit de Bédié, et la controverse dégénère presque toujours dans des invectives, outrages et dénigrement particulièrement graves».⁵¹

La Police ouvre une enquête sur la validité des pièces d'identité ivoirienne de Ouattara. Le ministre de la justice prévient de la possibilité de déboucher sur une information judiciaire pour faux et usage de faux, et *Le National* relaie: «Accusé de faux et usage de faux, Alassane bientôt à la MACA». Aly Coulibaly dénonce «la décision de croiser le fer dès maintenant. On est prêt, on ne peut pas accepter l'arbitraire, c'est une honte pour la Côte d'Ivoire». Et *Le Patriote* prévient: «Bédié veut mettre le feu au pays». Le pouvoir va loin faisant interroger pendant plus de trois heures Nabintou Ouattara, la mère de Ouattara, sur la sincérité de ses documents d'identité. Ouattara dénonce le fascisme. Émile Bombet reçoit le lendemain les ambassadeurs en Côte d'Ivoire les informant de la décision de demander à Ouattara de respecter la légalité dans la conduite de ses activités politiques.

Selon la loi le RDR devait déposer plusieurs pièces justifiant la modification de ses statuts dont le certificat de nationalité et l'acte de naissance de son président.⁵²

Les militants qui constituent un bouclier à la résidence de Ouattara violentent des officiers venus lui remettre une convocation à comparaître. Les Musulmans s'offusquent. La Confédération islamique de développement rejette un usage courant de certains concepts de haine, de hargne et d'exclusion. Le Conseil Supérieur des Imams appelle «l'attention de tous sur la nécessité de se parler, de rappeler à chacun son devoir moral, d'éviter à la nation les tourments qui naissent toujours des actes d'exclusion, de l'instauration de fait d'une citoyenneté inégale». Sur la polémique sur la nationalité de Ouattara, le Cosim «s'explique difficilement la débauche d'énergie des acteurs politiques», invitant à «éviter les procès en sorcellerie. Certains Ivoiriens se sentent investis du devoir sacré d'exclure d'autres Ivoiriens: personne n'a le choix de ses parents, ni de son lieu de naissance.»⁵³

Ouattara accuse: «L'enquête de police est et doit être consécutive à une infraction, pour en déterminer les circonstances et en rechercher les auteurs, or, en ce qui me concerne, le Parquet me demande des éléments qu'il n'a pas, afin de me poursuivre.» Émile Constant Bombet répondit. La justice a constaté des irrégularités sur les deux cartes d'identités ivoiriennes de Ouattara publiées dans la presse, l'une délivrée en 1982, l'autre en 1990; l'une indiquait que le nom de la mère de Ouattara était Nabintou Cissé et sur l'autre, Nabintou Ouattara, ce qui sous-entend que le président du RDR aurait deux mamans.⁵⁴

Poussé par la France, Bédié rencontre Ouattara sans avancées. Face aux pressions américaines, le pouvoir rassure Michel Camdessus alors directeur du FMI sur Ouattara. Les assassinats ciblés se poursuivent. Ouattara organise des manifestations qui brandissent des pancartes: Non à l'arbitraire et à l'injustice, aux lois iniques, au pouvoir monarchique.

En France où il vient de rencontrer Chirac, Bédié minimise le malaise: «La Côte d'Ivoire est un État de droit... le pays est calme, tout le monde est au travail». Toutefois, la rencontre avec Chirac semble l'assagir car le souverain franco-ivoirien lui aurait confié ses craintes face aux insurrections permanentes et aux méthodes policières ivoiriennes. «Adieu le sifflet, adieu la matraque, adieu la grenade, encore moins dégainer et tuer. Face aux violences pendant les manifestations, j'invite les policiers à tenir la conduite de sang-froid, de tolérance et d'apaisement». La France organise une formation de la police ivoirienne aux méthodes «en douceur». Le même jour, le pouvoir libère les étudiants et élèves emprisonnés par une grâce présidentielle.⁵⁵

De son côté, Ouattara régularise sa présidence du RDR en remettant à la justice un certificat de nationalité ivoirienne annulée aussitôt par Jean Kouakou Brou ministre de la Justice en raison «de nombreuses irrégularités» dont les écarts entre l'original datant de 26 septembre (un dimanche) et le duplicata qui date du 28 septembre. Le registre de la cour de Dimbokro où est né Ouattara et le certificat délivré ne porte aucune trace de l'enregistrement du document. Le numéro du certificat incriminé dans ce registre correspondrait à une autre personne. Le juge Zoro Ballo qui l'a délivré fut verbalisé. L'Association syndicale de la magistrature, un syndicat proche du RDR, désapprouve la sanction et les «propos diffamants, outrageants et attentatoires à l'honorabilité, à la dignité, et à la probité du magistrat Zoro en particulier».⁵⁶

Ouattara instrumentalise la communauté musulmane quand il réussit à se soustraire sur ordre américain des griffes du pouvoir en affirmant que les tracasseries à son égard s'expliquaient par le fait qu'il voulait «faire en sorte que la Côte d'Ivoire ne tombe pas aux mains des musulmans». «Incapable de fournir un certificat de nationalité, Ouattara joue la carte religieuse». Dans «Grave atteinte à l'unité nationale», *Fraternité-Matin* accuse: «Jamais personne n'était allé aussi loin dans sa volonté de détruire la Côte d'Ivoire en essayant de démolir l'édifice national bâti sur la tolérance ethnique

et religieuse. Ouattara lâche le masque: diviser les Ivoiriens, à défaut de devenir le chef d'État.» Se présentant comme un organe de «combat contre Ouattara», *Le National* titra: «Alassane appelle à la guerre religieuse». Et de fustiger «ce mécréant qui ose parler d'islam ne prie jamais, boit du vin à table, a une femme juive.» Depuis Paris, Bédié ajoute: «On dit souvent que Ouattara, à cause de sa nationalité contestée, serait empêché de se présenter à la présidentielle. C'est faux. Car si Ouattara n'est pas ivoirien, le problème ne se pose pas. Or si Ouattara l'est, cela ne veut pas dire qu'il remplit les conditions d'éligibilité. Il doit remplir d'autres conditions dont celle d'être Ivoirien de père et de mère également nés ivoiriens.»⁵⁷

Au même moment le mouvement pour la défense de l'ivoirité organise une manifestation «qui réunit les Ivoiriens de toutes les couches sociales dans la mesure où nous ne marchons pas pour un parti politique quelconque mais pour notre mère patrie» selon Georges Benson président du Modefî et ancien présentateur à RTI. Quelques jours plus tôt, des affrontements entre les militants PDCI et RDR font une trentaine de blessés à Boundiali. Émile Constant Bombet invite Ouattara «à s'abstenir des appels à la dérive identitaire tribale et religieuse qui ne sauraient trouver un écho favorable au sein du peuple ivoirien».⁵⁸

Un bras de fer perdu avec Washington

Le pouvoir, à défaut d'arrêter Ouattara tant la pression américaine, européenne, et française dans une certaine mesure, était forte, procède à l'arrestation de ses lieutenants dont Henriette Diabaté, Amadou Coulibaly, N'Golo Coulibaly, Kafana Koné et Souleymane Koti. Lors d'une manifestation interdite, des militants avaient brûlé des autobus et un engin de la police, pillé un Commissariat et une partie des locaux de Fraternité-Matin: la rue était à Ouattara et la justice à Bédié. De nouvelles manifestations saccagent des bureaux de la Préfecture de Korhogo.

Ouattara met en garde contre des risques de guerre civile. «Nous voulons alerter l'opinion publique africaine et française sur la gravité de la situation en Côte d'Ivoire et sur les risques de guerre civile qu'elle recèle».⁵⁹ La violence était telle que la cour prononce le maintien en détention préventive de sept prévenus sous la protection de la brigade antiémeute.

La loi anticasseurs prévoit pour les organisateurs des manifestations ayant dégénéré des peines de 6 mois à 3 ans de prison, pouvant être doublées pour une manifestation interdite. Mais le pouvoir américain demande une libération immédiate des opposants emprisonnés. «Les États-Unis sont très préoccupés par les développements en Côte d'Ivoire, particulièrement l'arrestation de dirigeants de l'opposition au cours de manifestations qu'ils croyaient autorisées». Les arrestations «semblent viser le bâillonnement de l'opposition. Nous demandons au gouvernement ivoirien de libérer immédiatement les dix dirigeants du parti du Rassemblement républicain arrêtés le mercredi 27 octobre ... Nous prions instamment tous les partis politiques ainsi que leurs dirigeants en Côte d'Ivoire d'exprimer, et d'avoir le droit d'exprimer, leurs opinions par des moyens non violents et dans le cadre d'un processus participatif.» James Rubin du Département d'état prévient: «Si le processus électoral est opaque, injuste et/ou exclusif, il pourrait provoquer des troubles civils qui ne manqueraient pas d'avoir des conséquences pour la stabilité politique du pays, l'assistance étrangère, le commerce et les investissements.» Rubin tacle toutefois l'opposition: «We urge the opposition to refrain from illegal acts and violence and the government to act impartially and within the bounds of established legal procedure. We call on both the opposition and the government to exercise restraint, act within the law in a manner which supports democratic principles, and respect public services and order». Les propos du gestionnaire semblent renforcer la phobie de Chirac. Le Pouvoir américain par son ambassade à Abidjan met en garde contre toute défiance de la part des autorités ivoiriennes.⁶⁰

Prétextant d'une invitation du Président français à la célébration des 20 ans de l'Institut français des relations internationales, Bédié s'instruit. Rassuré, le gouvernement engage le bras de fer qu'il a perdu contre le Pouvoir américain. Koffi Koumou représentant le pouvoir ivoirien aux États-Unis adresse Madeleine Albright, Secrétaire d'état américain, accusant les États-Unis d'en-courager une insurrection des partisans du RDR. «Nous ne nous laisserons pas intimider par des personnes qui pensent qu'elles peuvent bénéficier du support de gouvernements étrangers». Le lendemain, le Pouvoir américain renouvelle la pression.⁶¹ Le soutien à Ouattara s'étend en France. Guy Labertit du parti socialiste défend une victime d'harcèlement judiciaire. Laurent Dona Fologo répond: «Nous sommes au regret de demander, une nouvelle fois, à Guy Labertit de se mêler des affaires de son parti...Pays de paix, de tolérance et d'hospitalité qui compte plus de 30% d'étrangers sur son territoire, la Côte d'Ivoire n'a de leçon à recevoir de personne.»⁶²

Par suite d'une rencontre Bédié-Chirac, la France prône une mesure d'apaisement en faveur des responsables du RDR qui contribuerait de manière concrète à la décrispation et au maintien du dialogue démocratique. Le procès des dirigeants RDR déçante. Onze des prévenus dont Henriette Diabaté et quatre députés sont condamnés à deux ans de prison ferme. Les condamnés et le RDR sont tenus de verser 838 millions de franc à la SOTRA dont la dizaine d'autobus a été détruite, et 86 millions à Fraternité-Matin. Alassane Ouattara demande la «libération immédiate et sans condition des prisonniers politiques. Je suis furieux et indigné. C'est une condamnation injuste et arbitraire. Je rentre la semaine prochaine. Le combat continue.»⁶³

Le socialiste Laurent Fabius qui préside au Parlement français dit «sa très vive inquiétude» après les condamnations. Le Pouvoir américain ordonne à mots couverts une absolution: «Nous pressons le gouvernement ivoirien de manifester par des actes l'engagement qu'il affirme en faveur de la démocratie» affirme le Département d'État.⁶⁴

Retournement du monde paysan et subversion du libéralisme

Le FMI/BIRD subordonne le décaissement du FRPC à la réforme agraire. Les nationalistes saisissent un enjeu de dépossession en inversant la requête. L'adoption à l'unanimité au Parlement de la loi dite Gbagbo 98-750 du 23 décembre 1998 provoque un retournement du monde paysan. La réforme attache le droit de propriété privée de terre à la nationalité ivoirienne ce qui menace du coup, les descendants du colonat français et les firmes américaines. La modernisation du marché attaque le mythe de la terre appartenant à celui qui la met en valeur. Elle donne aux victimes de la césarienne du capitalisme monopoliste en reconversion le droit de déposséder les allochtones. Des émeutes d'expulsion se sont multipliées.⁶⁵ Des femmes Kroumen, munies de clochettes et de bâtons, encouragent les guerriers qui poussent les étrangers dans un camion. La veille au soir, une vingtaine de cases habitées par des étrangers ont été brûlées.⁶⁶ Des pêcheurs ghanéens avaient dû quitter Sassandra où une dizaine avaient été tués. La tension politique entre Bédié et Ouattara envenime les relations entre les communautés burkinabé et ivoirienne.

Le RDR décapité, Ouattara en quête de solution en France, le FR fissuré, le pouvoir interdit toutes manifestations de rue accusant des «antisociaux indésirables endurcis». Des peines de dix jours à deux mois d'emprisonnement et des amendes de 10.000 francs à 360.000 francs sont prévues en cas d'infraction. Le RDR tente de manifester à Abidjan alors que des tentatives de manifestation ont été dispersées à Gagnoa, Bouaké, Daloa, Boundiali, Korhogo, et Bouaké.

Le gouvernement français alerte et défend Ouattara contre Bédié à cause de la loi Gbagbo. La Côte d'Ivoire vit «une situation extrêmement préoccupante puisqu'à la fois on conteste à un ancien Premier ministre sa nationalité – ce qui est quand même, quand on raisonne simplement, quelque chose de très choquant – et qu'en même temps les principaux dirigeants de son parti ont été condamnés à la prison. Je n'ai pas à émettre de préférence concernant la future élection présidentielle,

c'est l'affaire des Ivoiriens. En revanche, comme démocrate attaché aux droits de l'homme, je trouve extrêmement choquant ce qui se passe», déclare Laurent Fabius en accompagnant Ouattara: «J'ai souhaité que la Maison de la démocratie en France puisse nous apporter sa compréhension et son soutien dans ce combat.»⁶⁷ En réponse, le pouvoir ivoirien lance un mandat d'arrêt contre Ouattara signé du juge Laurence Amon pour faux et usage de faux documents administratifs. Les États-Unis qui demandent une réforme constitutionnelle jugent «hautement regrettable» ce mandat que la France objecte de faire exécuter.

Alors que Ouattara a enfin obtenu le soutien du pouvoir français, Fologo menace: la réception de Ouattara par Chirac ou Jospin «n'empêchera pas les lois ivoiriennes de fonctionner. La France ne peut pas reprocher à la Côte d'Ivoire d'appliquer ses lois et d'éviter les désordres et l'anarchie que l'on a tendance à confondre en Afrique à la démocratie. De son côté, le FPI ne semble plus trop préoccupé par le cas Ouattara. Le 8 décembre, les députés ivoiriens adoptent la modification de la constitution et du code électoral, suivant un accord signé en février 1999 entre le PDCI au pouvoir, et le FPI de l'opposition. Le Parlement institue une Commission nationale de contrôle des élections devant assurer la gestion des fichiers électoraux, l'établissement et la révision des listes électorales, la mise en place du matériel et des documents électoraux.

Au sommet de la Cedeao, Bédié distribue un rapport sur la situation politique ivoirienne. Dans un message enregistré et diffusé le 18 décembre, Ouattara pousse: «Je ne renoncerai pas, je rentrerai le moment venu pour participer à vos côtés au combat que nous menons. En attendant, je continuerai de témoigner contre les violations des droits de l'homme dans notre pays et de dénoncer le déficit de démocratie.»⁶⁸

En effet, Le 22 décembre, Bédié anticipe son discours de fin d'année où il offre au RDR de choisir un autre candidat à la présidentielle en échange d'une amnistie aux prisonniers, invite à un

code minimum de bonne conduite respectueux de la loi fondamentale et les lois et l'autorité de la justice, et l'abandon de toutes les manifestations pouvant déboucher sur des scènes de violence. Le Président charge un arrivisme politique: «Est-il concevable de chercher à tirer partie en fonction des circonstances d'une appartenance à plusieurs nationalités? Quelles sont ces personnes qui se disent Ivoiriens les jours pairs et non Ivoiriens les jours impairs?» Les forces opposées dénoncent un discours de la haine. Toutefois, Bédié égratigne l'empire américain sans le nommer vertement: «nos aînés n'ont pas lutté pour l'indépendance pour que nous acceptions aujourd'hui de nouvelles soumissions; aujourd'hui cette souveraineté et cette indépendance sont lourdement mises en cause par des personnes et des organisations qui s'arrogent la faculté de décider de ce qui est bon pour les Ivoiriens!» La déclaration présidentielle en réalité cache les injonctions croisées des États-Unis, de la France, de l'UE, de la CEDEAO, de l'UEMOA et des institutions de Bretton Woods contre la loi foncière Gbagbo et comme nous le verrons au cinquième chapitre, elle fut changée à Marcoussis.

Dans des propos tenus depuis Paris confortant un renouvellement du pacte de cogestion de la souveraineté, Ouattara rassure le gouvernement français: «J'en appelle aujourd'hui à la France qui a un rôle important en Côte d'Ivoire, par l'histoire, par les accords de défense, donc de la sécurité de la Côte d'Ivoire, par la monnaie. J'en appelle donc au Président Chirac, au Premier ministre Jospin». Bien que Chirac maintienne son appui à Bédié, son gouvernement sanctifie un coup d'état: «Nous avons appelé, à plusieurs reprises, l'attention des autorités ivoiriennes sur des mesures ou des comportements qui ne nous apparaissent pas propices à la préparation dans de bonnes conditions d'échéances électorales dans le cadre d'un débat démocratique. Nous souhaitons que les autorités ivoiriennes comprennent ce message». ⁶⁹

Père Noël en treillis: un coup d'état à trois têtes

Un régime illibéral et des discours de haine des héritiers de la cogestion de la souveraineté plongent la Côte d'Ivoire dans une impasse qui appelle à un passage en force différemment organisé par trois groupes. Les propos de Robert Gueï résument le sentiment populaire: l'image de la Côte d'Ivoire est devenue sale. Les amis de la Côte d'Ivoire sont inquiets. Nous étions devenus des pilliers de deniers publics, des rongeurs des fonds de l'état au détriment des contribuables.⁷⁰

Un groupe de dissidents internes au PDCI cherche à installer le Général Joseph Tanny Ehuéni au pouvoir pour parer à un coup de force des Ouattara boys. Le second autour des Généraux Lassana Palenfo, Abdoulaye Coulibaly et Robert Gueï défend des préoccupations constitutionnelles. Le troisième groupe, des militaires ayant servi au maintien de la paix en Centrafrique, cherchait à rendre gorge à Bandama N'guetta de la Défense et le Général Tauthui Marius qui commande aux forces terrestres, tous accusés de détourner leur prime. Quelques jours avant toutefois, Robert Gueï s'était rendu à Paris où résidait déjà Ouattara pour finaliser le plan de dépôt du gouvernement Bédié.

Le 23 décembre à 3h du matin, ce dernier groupe dirigé par Yapi Boka, Marcel Gueu, Issa Touré, et Kabran Iréné attaque la résidence du Général Tauthui Marius et prend le contrôle de la poudrière, des bases militaires et la RTI. Le Premier ministre Duncan Kablan entouré de Wognin et du colonel Kassaraté reçut la délégation dirigée par Marcel Gueu et Kouakou Kprie sans succès. Le groupe Minurca est rejoint par le second dirigé par le sergent Ibrahim Coulibaly dit IB, Souleymane Diomandé, et Aboudramani Ouattara. Joseph Tanny Ehuéni ordonne une action de la gendarmerie considérée comme l'armée du Président. Broua Ahouman qui dirige les opérations fut fait prisonnier.

Bédié qui rentre de Daoukro rencontre la délégation d'une coalition de mutins dirigée par Marcel Gueu, IB, et Gilbert Brou N'Guessan. Contrairement aux mutins Minurca, les Ouattara boys

exigent la libération des dirigeants du RDR, la cessation des poursuites judiciaires contre Ouattara, et une amnistie générale.

La France récupère une *covert operation* américaine

Michel Dupuch autrefois ambassadeur français qui aurait assuré la légalité constitutionnelle contre Ouattara tente de faire intervenir l'armée française. Le gestionnaire aurait tenté également une opération militaire ouest-africaine auprès du Président nigérian Olusegun Obasanjo qui rejette un engagement de l'armée nigériane quand Oumar Konaré du Mali réfractaire à toute intervention militaire française privilégie au nom de la CEDEAO une solution africaine. Robert Gueï et un de ses proches collaborateurs que nous avons rencontré confirment une position française qui radicalise: Dupuch voulait coûte que coûte imposer Bédié à la Côte d'Ivoire. Coincé entre un gouvernement pro-Ouattara et une CEDEAO américaine, Jacques Chirac ordonne à la sécurité de Bédié, et à Francis Lott, de l'accueillir en attendant une évacuation. Raymond Germanos, inspecteur général des forces armées françaises, exécute les ordres.⁷¹

D'un autre côté, les propos de Bédié ont tendance à dévoiler la stratégie des États-Unis dans le coup d'état: «la démocratie serait-elle si dangereuse pour l'Afrique que l'on en vienne à lui préférer le pouvoir des armes comme régulateur de la vie politique? Voici donc des putschistes présentés en Occident comme des modèles de renaissance... Si j'ai finalement dû renoncer à rester sur le sol ivoirien, c'est afin d'éviter que soient mises à exécution les menaces explicites de bain de sang qui auraient pu affecter les militaires français qui avaient bien voulu assurer ma protection.»⁷² Les propos de Robert Gueï en conférence de presse le 26 décembre lèvent le voile sur l'implication directe de l'empire américain: «trois pays doivent s'entendre pour le succès d'un coup d'état: la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne, et que vous soyez d'accord avec eux pour déjà convenir de certains principes.»⁷³

Les trois Généraux Palenfo, Coulibaly, et Gueï ayant coordonné le coup avec le soutien des États-Unis confient le pouvoir au dernier qui forme aussitôt un Comité national de salut public dont ils font partie en plus des officiers en fonction Mathias Doué et Grena Moassi, Saint-Cyr Guikalou, Henri-César Damalan Sama, Honoré Zouin, et le sergent Yapi Boka.⁷⁴ Les liens entre le RDR et le coup se précisent quand Marcel Tanoh arrange un entretien entre Robert Gueï et Blaise Compaoré – Président du Burkina Faso accédé au pouvoir par assassinat de Thomas Sankara avec le soutien des pouvoirs français et américain en 1987 – à la suite de laquelle Gueï le fait accompagner de son fils Stéphane et du sergent Iréné Kabran rencontrer à bord d'un avion militaire burkinabé Compaoré: «nous avons-là au moins la preuve d'une accointance évidente, dès ce moment, entre les autorités du Burkina-Faso et les putschistes ivoiriens pour le compte du RDR.»⁷⁵

Alors que se poursuivent les négociations entre le gouvernement et les mutins, les États-Unis sanctifient le coup en appelant «ceux qui contrôlent actuellement la situation à respecter la tradition d'un exemple de stabilité, d'ordre et de gouvernement démocratique». La France se contente d'une condamnation sans en appeler à la restauration des autorités légalement élues. Lionel Jospin joue à la Ponce Pilate: «ce qui vient de se passer illustre la nouvelle politique française... il n'est pas question de maintenir contre la volonté populaire tel ou tel dirigeant.»⁷⁶ Le changement de régime par la force s'inscrit dans la cogestion même de la souveraineté ivoirienne. La France récupère le coup. Contrairement à ses pairs, Robert Gueï fait unanimité pour avoir commandé l'armée ivoirienne quand l'empire américain saisit une fenêtre d'opportunité de mettre la discipline militaire au service de la sécurité du marché. Deux logiques contradictoires opèrent: souveraineté garantie par la France et souveraineté fondée sur la liberté surveillée. Nativiste devenu chef de collectivité dans sa région en proie à une crise foncière, Gueï est un produit de la France impérialiste. Les deux pouvoirs en compétition sont rassurés par la présence de Lassana Palenfo, un samoriste du nord-est plus proche

des États-Unis, et Abdoulaye Coulibaly de Korhogo, un senoufo allié de la France et aviateur du Président Houphouët pendant deux décennies.

D'un régime illibéral à un autre

Dès sa prise de pouvoir, la junte militaire gage une transition en déclarant «balayer la maison». Les États-Unis attendent le traitement du dossier des prisonniers RDR et les gages d'un retour à la démocratie mais surtout une percée constitutionnelle. Gueï s'engage à la création des conditions nécessaires à «une vraie démocratie» et des élections justes et transparentes. Le militaire justifie lors d'une rencontre des forces politiques le 27 décembre le coup par le conservatisme de la Constitution et du code électoral. Le pouvoir militaire envoie un autre indice d'un coup négocié avec le RDR lorsque Gbagbo, floué dans le partage des postes ministériels, refuse d'accompagner un gouvernement de transition où les trois premières places sont occupées par des Généraux proches du RDR.⁷⁷

Éclatement de l'armée et construction d'une garde prétorienne ethnique

La nature des revendications renforce une armée paroissiale. La Camora d'IB et les Brigades Rouges de Yapi Boka se partagent la sécurité du Président. La Camora a toutefois contribué à détruire le principe de la hiérarchie en choisissant de brutaliser les officiers. Dans la stratégie de surveiller les politiques, elle déploie ses membres à la RTI, à la poudrière, et dans des bases militaires stratégiques. Les Brigades Rouges se donnent de neutraliser les sources de contestation alors que PC-Crise organise la répression en s'improvisant tribunal des armées.⁷⁸ Si le groupe IB représente le RDR, le groupe Boka au départ se réclamant du PDCI finit par s'allier à Gueï quand PC-Crise se rapproche de Laurent Gbagbo représenté par Oulatta et Moassi. Gueï s'est rapproché du pouvoir français par Georges Ouegnin autrefois directeur de protocole des Présidents Houphouët et Bédié. Dans une alliance tripartite entre la France, le Houphouétiste Gueï, et le fondateur Gbagbo, Oulatta nettoie un environnement immédiat de jeunes dioulas, faisant former par le Maroc appuyé

de cinq renseignements français une quarantaine de commandos choisis par Georges Déon qui commande à la gendarmerie, et prend le contrôle de la sécurité rapprochée du Président. Cette unité honore la tradition priorisant des ouest-ivoiriens comme Doh, Simplicie Mao, Sokoudé Kessé, Olivier Klao, Germain Gbagnan, ou encore Mathieu Guy Tahé.

Le balayeur de la cité ivoirienne renonce au technicien de surface

Le pouvoir militaire a changé de camp et d'orientation ethno-spatiale au vu de la composition du Cnsp. Le Général qui avait participé sur financement de Kadhafi au côté de Charles Taylor sur instructions de Houphouët appuyé par la France à la prise de pouvoir et aux guerres nomades au Libéria, en Sierra Léone et en Guinée rencontre Kadhafi en mai 2000. Au retour, il renforce son alliance avec Laurent Gbagbo. Pendant ce temps et dans la perspective des élections justes et transparentes, Gueï découvre une manufacture sous contrôle Palenfo de fabrication de cartes d'identité pour des étrangers et envoie les documents à Gbagbo qui dénonce une fraude massive sur la nationalité.

Dans la foulée intervient un remaniement du cabinet qui confie à Seydou Elimane Diarra le portefeuille de Premier ministre quand les finances arrachées à N'Golo Coulibaly du RDR échoit à Mamadou Koulibaly du FPI. Le RDR voit un basculement. Le slogan, «Gbagbo ou Gueï, le soleil se lèvera à l'Ouest»⁷⁹ le confirme. Palenfo organise les 4 et 5 juillet des mutineries dans les casernes à Abidjan, à Korhogo, à Daloa et à Bouaké suivies des pillages et de la prise en otage de Dekassan Douagbeu qui commandait aux forces terrestres. Les renseignements militaires signalent un projet de rectification mené par Koua Adja en procuration d'IB nommé attaché de défense au Canada. Gueï fait mater les meneurs dont Marcel Gueu, huit officiers et 6 sous-officiers.

Rejet de la citoyenneté multinationale

Le 12 janvier, le pouvoir crée une Commission consultative constitutionnelle électorale qui rédige une nouvelle constitution, un nouveau code électoral, et une charte des libertés. Entre les pressions américaines et les convictions des forces politiques et sociales dominantes internes, Gueï s'approprie l'ivoirité. Le Conseil national islamique charge: «Nous croyons que les démons de la division et de l'exclusion étaient à jamais terrassés. Malheureusement, ces démons sont de retour. Je demande aux musulmans de s'unir pour combattre ces démons... Sachez que si quelqu'un s'attaque à un Malinké, c'est à un musulman qu'il s'est attaqué.»⁸⁰

Dans «Après le putsch de Noël, comment Gueï a trahi les mutins», les Républicains sont amers: «Le fruit n'a pas tenu la promesse des fleurs. Et les lendemains qui chantent que les mutins nous ont promis, se révèlent des lendemains qui déchantent. Des lendemains à parfums de trahison. Quand il n'était que le porte-parole des mutins, le général Robert Gueï nous l'avait juré. Plus jamais sur la terre d'Houphouët-Boigny, ne règneraient l'arbitraire, l'iniquité et le déni de justice.»⁸¹

La campagne référendaire focalise la formule «né de père et de mère ivoiriens de naissance» et «né de père ou de mère ivoiriens de naissance.» Des forces sociales dénonçant une discrimination menacent de saisir la Commission onusienne des droits humains. Constance Yaï de l'Association ivoirienne pour la défense des droits des femmes note: «tout portait à croire que la mère du candidat est moins importante que son père». Lors d'une conférence le 22 mars, Gbagbo interpelle Ouattara: «Comment quelqu'un qui a occupé de hautes fonctions pour la compte de la Haute-Volta peut-il prétendre à la magistrature suprême de ce pays?» La Constitution votée à 86% et le code consacrent une exclusion désormais assumée par le peuple quand tous les partis politiques ont appelé à voter «oui» au référendum, faisant du coup d'état «une erreur historique dont la responsabilité revenait à un empire qui cherche à institutionnaliser une citoyenneté multinationale.»⁸²

L'assassinat de Gueï devint une obsession. La première tentative prévue le 7 août échoue. La répression qui a suivi fit dire que la révolution des œillets saluée par Ouattara dévore ses propres enfants et les mutins sont parmi les principales victimes du régime militaire dont ils ont contribué à l'avènement.⁸³

La tension politique monte quand Gueï dépose sa candidature à la compétition présidentielle contre des conseils américains. Le «coup du cheval blanc» prit la résidence présidentielle dans la nuit du 17 au 18 septembre par des militaires RDR alors que Gueï était sous la protection de Jean-Noël Abéhi et Anselme Séka, tous deux produits de l'armée américaine. Aboudramani, Issa Touré, Issiaka Ouattara, Zagazaga et Sako se sont faits prisonniers. La trahison d'une mission à la Jean-Baptiste vaut un rappel à l'ordre quand d'autres tancent la promesse non honorée d'une prime de six millions de franc par mutin.

Comme Bédié, et Houphouët en 1990, Gueï positionne à la présidence de la Cour suprême, Tia Koné connu pour des décisions assassines. Le magistrat en fit la preuve dans l'arrêt concernant les déclarations de candidature de Ouattara en rejetant l'acte de naissance sérieusement entaché de doute qui en altère la valeur juridique, le certificat de nationalité dont la délivrance a ignoré les instructions ministérielles exigées présente un doute sérieux quant à son contenu, la déclaration sur l'honneur de la non renonciation à la nationalité pour sa seule référence au certificat de nationalité invalidé, la déclaration sur l'honneur de ne s'être jamais prévalu d'une autre nationalité en se basant sur les écritures bancaires de la Société Ivoirienne de Banque où Ouattara détient des comptes en tant que citoyen voltaïque, et la déclaration sur l'honneur de la bonne moralité et de grande probité. La Cour suprême rejette au total 14 des 18 candidatures y compris celle de Bédié. La Constitution, le code, et l'arrêt de la Cour constituent un rempart invincible sans un compromis politique; le jeu étant bien verrouillé de l'intérieur.

Le pouvoir français prévint: «La démocratie et l'uniforme se conjuguent mal» car «les bonnes candidatures sont celles portées par les partis politiques... Il convient que chacun des partis puisse participer sans exclusion artificielle.» Des manifestants qui envahissent la chancellerie française à Abidjan crient «La Côte d'Ivoire aux Ivoiriens!», «Français diviseurs!» Le PDCI rappelle que les firmes françaises sont «souvent perçues comme des monopoles». Les États-Unis et l'Europe condamnent une élection disqualifiée d'avance à la différence de la France qui a œuvré au maintien de la candidature de Laurent Gbagbo en soutenant une décision qui respecte la légalité ivoirienne. La position du gouvernement français devient claire lorsque Gueï a tenté d'usurper les résultats.⁸⁴

Choix de la refondation

Laurent Gbagbo aurait suscité une opération secrète confiée à Yapi Boka. Mais Gbagbo qui a mené une guerre de positionnement bénéficie de la protection des militaires dont le commandant Guezoa, Dogbo Blé Bruno, Séka Anselme, Guy Gnabéhi, Meyer Zizé, Gbakré Gbahi, Bruno Zézé. Alors que la Commission électorale diffuse les résultats de la consultation électorale, Robert Gueï fit interrompre le dépouillement accusant de fraudes massives au profit du candidat de la France: «Si nous sommes partis aux urnes, c'est parce que nous avons confiance en nous-mêmes, parce que nous étions sûrs de gagner les élections et nous allons les gagner»⁸⁵ selon les propos du capitaine Damalan Sama en qualité de ministre de la communication du gouvernement militaire.

Le gouvernement socialiste français réagit: «Nous assistons à Abidjan à une tentative de coup de force. La France ne l'acceptera pas, ni l'Union européenne, et en tirera les conséquences.» Le cardinal Agré tente une médiation entre les deux présumés vainqueurs en présence de Dakoury-Tabley, Benjamin Bonny, Laurent Mandjo. Bonny lui dit: «votre mission est terminée mon général; vous n'êtes plus dans le plan de Dieu.» Le pouvoir enlève le président de la commission nationale électorale Honoré Guié et ses collaborateurs, dissout la commission, et fait proclamer par le préfet

militaire Daniel Cheik Bamba la victoire de Robert Gueï. Gbagbo appelle aussitôt à la rue alors que se poursuivent les tractations avec la France.⁸⁶

Une grande partie de l'armée dirigée par Yapi Boka engage les hostilités contre le groupe dirigé par Dogbo Blé. Les premiers affrontements ont assassiné le commandant Jean Remarck, et Mamadou Soro du premier groupe. Les capitaines Damalan Sama et Saint-Cyr Djikalou du Cnsp ont rejoint le second. Des mercenaires qui combattaient au côté de Gueï et son armée massacrent les manifestants. De sa base militaire, Gueï eut une conversation téléphonique avec Jeannoux Lacaze, ancien Cema de l'armée française qui lui aurait confié le choix de la France dont les renseignements militaires se sont attelés au débauchage des officiers de l'armée ivoirienne contre Gueï. Un des dignitaires du FPI raconte avoir reçu un officier des renseignements français qui le convainc du retournement. Mais avant cette communication, le Président français Jacques Chirac s'est personnellement entretenu avec Laurent Gbagbo qui aurait accepté de respecter le pacte de cogestion de la souveraineté de Côte d'Ivoire. La réaction du dignitaire semble assurer que la décision de celui qui doit diriger la Côte d'Ivoire se prend à Paris: «ça veut dire qu'on a gagné; l'affaire est pliée.»⁸⁷ Toutefois, Mathias Doué soutenu par Gueï et certains renseignements militaires français fit enregistrer un message où il s'autoproclame Président mais les agents de la RTI opposent la diffusion. Le commandant Georges bi Poin Guiai dirige une unité de la gendarmerie qui amène Gbagbo faire une déclaration télédiffusée. La hiérarchie militaire conduite par Soumaïla Diabagaté vient faire allégeance au Président Gbagbo.⁸⁸

Soutenu par des agents américains en poste à Abidjan, Aly Coulibaly appelle sur les ondes de radio Nostalgies les militants du RDR à manifester pour saisir le pouvoir qui serait dans la rue.⁸⁹ Des affrontements ont éclaté quand Seydou Diarra remet la démission du gouvernement au Président Laurent Gbagbo. Thabo MBeki qui assurait la présidence de l'Union Africaine condamne un manque de légitimité du pouvoir Gbagbo, «le processus électoral était de toute façon illégitime», et

«la chose la plus correcte à faire est de tenir maintenant de véritables élections démocratiques».⁹⁰

Mais que peuvent les États-Unis devant la France qui privilégie un régime autoritaire respectueux du pacte colonial à une démocratie électoraliste qu'elle considère un danger pour ses intérêts?⁹¹

Bien que le peuple ivoirien ait choisi Laurent Gbagbo, la dynamique extérieure explique la victoire davantage du dernier cité à la Présidence de Côte d'Ivoire par une contingence historique qui procède de l'impérialisme américain de la mondialisation considéré comme un danger par la France qui manœuvre pour maintenir une cogestion de la souveraineté dans sa zone de transaction avantageuse. Dans cet espace, la décision du suzerain se prend ailleurs. Le soutien du gouvernement français dirigé par le parti socialiste à Ouattara annonce la préparation du chemin à Laurent Gbagbo, le socialiste ivoirien. En cherchant à arracher la souveraineté de la Côte d'Ivoire sans une refondation totale du capitalisme impérialiste, Laurent Gbagbo s'aliène à la fois la France et les États-Unis. La disjonction de la souveraineté intérieure via une rébellion organisée et soutenue par la France crée les conditions qui appellent à un empire de la sécurité du marché.

Conclusion

Ce chapitre a tenté de démontrer la défaillance structurelle historique de la Côte d'Ivoire qui procède de l'impérialisme moderne et d'une cogestion anti-marché de la souveraineté ivoirienne par des élites postcoloniales et postcolonisées. Il a également montré que l'impérialisme américain de la mondialisation mené de front par le FMI et la BIRD a impulsé la restructuration du capitalisme pré-moderne suivant les principes qui gouvernent la société de marché aux États-Unis. La régulation d'une totalité constitutive a libéré les forces sociales de la tyrannie du régime autoritaire. Mais paradoxalement, cette libération a renforcé la défaillance de l'état de Côte d'Ivoire en affaiblissant la souveraineté intérieure. Les réformes ont réveillé le nationalisme de cocardier que le régime autoritaire de Houphouët avait mis en veilleuse par une cogestion de la souveraineté respectueuse d'une ac-

cumulation primitive. Alors que la recréation du capitalisme nécessite la prise de contrôle de l'appareil d'état par la bourgeoisie à dessein de verrouiller les bonnes politiques sécurisant le marché en enchâssant la citoyenneté et les droits inviolables de l'individu, en édifiant un état de droit, les forces sociales nationalistes ivoiriennes rejettent la société de marché cherchant à instituer une démocratie substantive. L'impérialisme américain de la globalisation devant favoriser le transfert du pouvoir des mains des «ayants-droit à la naissance» vers les représentants de la Haute finance enflamme la Côte d'Ivoire. Les nationalistes ont ressenti le projet des réformes agraire et constitutionnelle comme celui d'une dépossession programmée de la base même de leur existence. Au même moment, l'impérialisme américain de la mondialisation révèle au grand jour une souveraineté restée en France qui décide en dernier ressort de qui devait diriger le pays. Ce chapitre constitue la base pour comprendre la politique américaine de sécurité du marché en Côte d'Ivoire que notre dissertation tente de démontrer en établissant deux conditions dictées par notre cadre critique d'empire inspiré par Colás et Cox: les États-Unis sont un empire par leur pouvoir transglobal de commandement et de régulation des régimes et économies et la Côte d'Ivoire un état défaillant. Ainsi que le soutient le premier, les legs coloniaux notamment la souveraineté, la nation et la citoyenneté sont en lutte pour s'imposer en Côte d'Ivoire. Suivant ce chapitre, la France reste dans une logique d'accumulation primitive par le contrôle de la souveraineté ivoirienne.

Une compréhension plus subtile découle du chapitre: la résistance ivoirienne croisée face aux impérialismes français, plus classique, et américain de la mondialisation. Le régime foncier de 1998, la Constitution d'août 2000 et l'arrivée au pouvoir du gouvernement Gbagbo dévoient le nouveau constitutionnalisme. La votation de la loi foncière de 1998 a nécessité une alliance stratégique entre le PDCI et le FPI contre le RDR. La guerre des héritiers qui a permis à Bédié de remplacer Houphouët-Boigny fin 1993 est une autre forme de résistance qui rejette Ouattara, représentant la Haute finance

suivant Hilferding malgré le soutien des Américains. Robert Gueï qui a pourtant reçu la sanction américaine et française n'a pas tenu la promesse des fleurs. Il est devenu le père de la Constitution ivoiritaire d'août 2000 et du code électoral qui ont dénié à Alassane Ouattara sa nationalité. Le clash des autoritarismes en est un autre aspect. La guerre de la nationalité, la politique ivoiritaire, la veillée d'armes entre le RDR et le PDCI, le retournement du monde paysan et la subversion du libéralisme, le rejet de la citoyenneté multinationale et le choix de la Refondation essaient de montrer la capacité de résistance qui semble défier la toute-puissance du pouvoir de commandement. Les États-Unis devaient également composer avec la France ce qui donne une marge de manœuvre aux forces sociales et publiques ivoiriennes.

¹ Il convient de rappeler que la colonie de Côte d'Ivoire créée par décret du Président français Philippe 1^{er} le 10 mars 1893 était une colonie d'exploitation dans la pure tradition luxemburgiste de l'impérialisme. Voir Jacques Baulin, *La politique intérieure d'Houphouët-Boigny*, Paris, Editions Eurafor-Press, 1982.

² Le Trésor équivaut à l'Agence de Revenu du Canada.

³ Ahmadou Kourouma décrit d'ailleurs le sentiment populaire de ces «indépendances qui tombèrent sur l'Afrique comme une nuée de sauterelles» dans son roman *Le soleil des indépendances*.

⁴ Entrevue du 29 mai 2011 à Abidjan. Ces données sont appuyées par Mamadou Koulibaly qui a été ministre du Budget du gouvernement Gueï et ministre de l'économie et des finances du gouvernement Gbagbo avant de servir comme président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire jusqu'en 2012.

⁵ Voir Accord en Bibliographie partie Gouvernement de Côte d'Ivoire.

⁶ Ibid.

⁷ Mamadou Koulibaly 2005, p.141

⁸ Ibid.

⁹ Article 14 de l'Accord.

¹⁰ Ibid.

¹¹ Ibid.

¹² Koulibaly 2005, op.cit. p.120.

¹³ Ibid.

¹⁴ Voir Nicolas Agbohohou (1999), *Le Franc CFA et l'Euro contre l'Afrique*. Les données présentées dans cette partie s'appuient sur notre entrevue du 25 mai et appuyées par des travaux comme celui de Nicolas Agbohohou ou encore Séraphin Yao (2012) et la BCEAO (voir note 18 plus bas).

¹⁵ Voir article 21 desdits accords que mamadou Koulibaly (2005, op. cit) a exposé dans son livre.

¹⁶ Article 25 des accords.

¹⁷ Koulibaly 2005: 210

¹⁸ Les faits que nous avançons sont appuyés par la BCEAO dans trois tomes que la Banque a fait publier en 2000: *Histoire de l'Union monétaire ouest africaine: Des origines à 1958; De 1958 à 1997, Bilan et perspective*.

¹⁹ Ibid.

²⁰ Laurent Gbagbo, *Côte d'Ivoire: économie et société à la veille de l'indépendance*, 1982.

²¹ Ces données s'appuient sur les témoignages des agents du ministère de l'économie et des finances de la Côte d'Ivoire et confirmées par Alassane Sogodogo, «Dévaluation, croissance et équilibres macro-économiques: le cas de la Côte d'Ivoire», dans Bernard Contamin et Harris Memel-Fotê (éds), *Le modèle ivoirien en questions: Crises, ajustements, recompositions*, Karthala-Orstom, Paris, 1997, pp.137-150

²² Ibid.

²³ Dans *Unholy trinity: the IMF, World Bank and WTO*, Richard Peet convainc du Consensus de Washington, une sorte d'alliance avec le Trésor américain, des banquiers et des institutions financières mondiales pour remodeler les capitalismes défaillants et lourdement endettés.

²⁴ Félix Houphouët-Boigny crut lutter contre la baisse des cours du café-cacao en autorisant une firme française avec du financement public ivoirien à faire stocker la production. Voir la revue-synthèse de Vincent Leclercq du livre *La guerre du cacao: histoire secrète d'un embargo* de Jean-Louis Gombeaud, Corinne Moutout, Stephen Smith disponible au <http://www.syfia.info/index.php5?view=articles&action=voir&idArticle=1563> le 15 juin 2012. Voir aussi Frédéric Grah Mel, op. cit. p.97. Il présente la diplomatie du Président, sa politique intérieure et les turbulences de la fin de son règne.

²⁵ La BIRD force la France à articuler son assistance financière avec la sienne alors que dans le FMI exige une dévaluation du franc. Voir Bernard Contamin et Yves A. Fauré, *La bataille des entreprises publiques*, p.135; Richard Crook, «Politics, the cocoa crisis, and administration in Cote d'Ivoire», *Journal of Modern African Studies*, 1990; pp. 649-669; Frédéric Grah Mel, op. cit.

²⁶ Stephen Gill (1998), «New constitutionalism, democratisation and global political economy», *Pacifica review: Peace, Security and global change*, 10:1, 23-38.

²⁷ Ibid.

²⁸ World Bank, *World Development Report 1997*, p. 49, dans Gill 1998, p.34

²⁹ Voir Benard Contamin et Yves A. Fauré, *La bataille des entreprises publiques en Côte d'Ivoire: l'histoire d'un ajustement interne*, 1990. Les auteurs donnent une vue complète des positions de la BIRD/FMI qui siègerait pratiquement au Conseil des ministres en Côte d'Ivoire. La BIRD et le FMI ont pourfendu la pléthore de conseillers techniques français qui ont essaimé l'administration ivoirienne; voir aussi Marcel Amondji, *Côte d'Ivoire: la dépendance et l'épreuve des faits*, 1988.

³⁰ Lors de notre entrevue du 25 octobre 2011 à Washington D.C., notre source est formelle sur le rôle joué par Dominique Nouvian. Ses dires sont appuyés par notre entrevue du 3 août 2011 à Abidjan et par: Antoine Glaser et Stephen Smith, *L'Afrique sans les Africains: le rêve blanc du continent noir*, 1994 (raconte le mariage entre les deux alors que Dominique veuve aurait été la maîtresse de Houphouët. D'ailleurs c'est elle qui a géré le patrimoine immobilier de ce dernier et celui de la Côte d'Ivoire en Europe et aux États-Unis); Frédéric Grah Mel (note 77, p.97); Paul Koffi: *Houphouët et les mutations politiques en Côte d'Ivoire: 1980-1993*; Amadou Koné, *Houphouët-Boigny et la Crise Ivoirienne*, 2003. Pour la dévaluation, voir BCEAO (note 18 supra) ou Anatole Ayissi, «Une perception africaine de la politique étrangère de la France», *Annuaire Français des Relations Internationales*, 1, pp. 373-389, 2000.

³¹ Rapport de présentation du Programme Ouattara devant le Parlement ivoirien le 28 mai 1990. Certains soutiennent que Ouattara occupe ce poste de gouverneur au titre de Burkina Faso alors que d'autres voient une stratégie du vieux.

³² Voir Francis Akindes, *Dynamique de la politique sociale en Côte d'Ivoire*, 2001; et notes 29 et 30 supra. Moïse Koumou présente le processus de césarienne du capitalisme monopoliste dans son livre qui nous a servi de source: *Politique économique et ajustement structurel en Côte d'Ivoire*, 1994.

³³ Voir Lida Kouassi, op. cit. et Marc Le Pape et Claudine Vidal, op. cit., Frédéric Grah Mel (note 29 et 30 supra)

³⁴ Ibid.

³⁵ Entrevue du 29 mai 2011 à Abidjan

³⁶ Voir Christian Bouquet, *Géopolitique de la Côte d'Ivoire: le désespoir de Kourouma*, 2008

³⁷ Idem. Appuyée par le livre-témoignage de Lida Kouassi, ancien ministre de la Défense au moment du coup d'état semi-réussi du 19 septembre 2002.

³⁸ Bédié 1999: 147. Un proche du concerné a confié en entrevue du 28 mai 2011 à Abidjan, le soutien américain.

³⁹ Bien que la loi dite Cedeao qui accordait le droit de vote aux citoyens des pays de la sous-région vivant en territoire ivoirien répondît à une stratégie politique de FHB pour contrebalancer la menace de Laurent Gbagbo porté par les ivoiriens dits de souche, elle vient rétablir des gens établis en Côte d'Ivoire et ayant contribué au miracle ivoirien. Voir Amadou Koné, op. cit. (p.97); Francis Akinès, «*The root of the military-political crises in Côte d'Ivoire*», 2004; Claudine Vidal, «*The brutalization of the Ivory Coast political field, 1990-2003*», *African Sociological Review*, 45-57

⁴⁰ Marc Le Pape et Claudine Vidal, *Côte d'Ivoire, l'année terrible 1999-2000* (2002), p.57

⁴¹ Entrevue confidentielle à Abidjan le 30 mai 2011.

⁴² Adiaffi 1996: 64. La démonstration appuie la prédestination des Akan et particulièrement du sous-groupe baoulé à diriger le pays.

⁴³ Lida, p.105

⁴⁴ Bédié 1999: 139

⁴⁵ Les citations proviennent de notre entrevue du 29 mai 2011 à Abidjan.

⁴⁶ Idem.

⁴⁷ Entrevue avec un haut diplomate américain le 15 octobre 2011 à Washington D.C.

⁴⁸ Ce sont là des quotidiens. *Fraternité-Matin* est un quotidien gouvernemental, *Le Démocrate* est un journal du PDCI et *Le Populaire* était proche des opposants. Entrevue avec un ancien directeur de *Fraternité Matin* et professeur à l'université FHB le 28 mai 2011. Certains soupçonnent Bédié d'être un enfant de Houphouët: voir Jacques Baulin, *La politique intérieure d'Houphouët-Boigny*, 1982.

⁴⁹ Entrevue du 29 mai à Abidjan.

⁵⁰ Idem. Une association de la société civile dénommée Notre Nation a été l'architecte de cette charte.

⁵¹ Entrevue du 29 mai 2011 à Abidjan.

⁵² Les données et citations sont extraites de notre entrevue du 30 mai 2011 à Abidjan.

⁵³ Ibid.

⁵⁴ Entrevue du 30 mai 2011 à Abidjan.

⁵⁵ Toutes les citations sont de notre entrevue du 30 mai 2011 à Abidjan.

⁵⁶ Entrevue (juin 2011 à Abidjan) avec un ancien collaborateur de l'intéressé. Dans nos conversations à Bruxelles où le juge était exilé, le concerné m'a confié avoir agi par conviction politique.

⁵⁷ Entrevue du 30 mai 2011 à Abidjan avec la Direction d'une maison de presse et qui nous a ouvert les archives.

⁵⁸ Ibid.

⁵⁹ Ibid.

⁶⁰ Côte d'Ivoire: Washington remains "very concerned" <http://www.irinnews.org/fr/Report/10279/COTE-D-IVOIRE-Washington-remains-very-concerned>.

⁶¹ <http://www.iol.co.za/news/africa/ivory-coast-simmers-down-after-us-spat-1.18513?ot=inmsa.ArticlePrintPageLayout.ot>

⁶² Ibid.

-
- ⁶³ Entrevue à Abidjan, 30 mai 2011.
- ⁶⁴ Document audio que nous avons écouté lors de notre entrevue du 25 octobre à Washington.
- ⁶⁵ En échange de biens matériels, des propriétaires ont cédé des terres à des étrangers qui saisissent-là un contrat de vente alors que le propriétaire croit en un prêt tant dans la tradition, la terre ne se vend pas. La loi de 1998 consacre la vision des propriétaires en précisant que les droits coutumiers cédés au tiers ne font pas d'eux des propriétaires. Or, il se trouve que qu'avant 1998, des étrangers se disent détenir la pleine propriété en se fondant sur les contrats passés avec les autochtones. Voir SIGS, *Foncier rural: être propriétaire de terre en Côte d'Ivoire*, 2008.
- ⁶⁶ AFP, 15 novembre 1999; voir aussi Dembélé Ousmane, «La Construction économique et politique de la catégorie «étrangers» en Côte d'Ivoire» dans Marc Le Pape et Claudine Vidal op. cit., pp. 123-171; Jean-Philippe Colin, Georges Kouamé et Debegnoun Soro, «Outside the autochthon-migrant configuration: access to land, land conflicts and inter-ethnic relationships in a former pioneer area of lower Cote d'Ivoire», IRD/RÉFO, Document de travail no.10, 2004; Moya Collett, «Ivoirian identity constructions: ethnicity and nationalism in the prelude to civil war», *Nations and Nationalism*, 12, 4, pp. 613-629, 2006.
- ⁶⁷ Entrevue avec le RHDP le 30 mai 2011 à Abidjan.
- ⁶⁸ Ibid. Le RHDP regroupe le parti RDR de Ouattara, le PDCI de Bédié et UDPCY fondé par Robert Gueï.
- ⁶⁹ Idem pour toutes les citations de cette page; voir aussi Yacoubou Konaté, «Cote d'Ivoire: le canari d'eau de Jacques Chirac», *Politique Africaine*, 97, pp. 117-132, 2005.
- ⁷⁰ Lida Kouassi, Ibid. voir aussi Marc Le Pape et Claudine Vidal, op. cit.; Yacouba Konaté, «Cote d'Ivoire: le canari d'eau de Jacques Chirac», *Politique Africaine*, 2005, pp.117-132.
- ⁷¹ Jospin refuse d'engager l'armée française lorsque le socialiste répond au gaulliste qui propose une opération de protection des ressortissants français: «Donnons-nous vingt-quatre-heures», Marc Le Pape et Claudine Vidal, op. cit., pp.312-313. Propos tenus en conférence de presse le 29 décembre 1999, affirmant venir «balayer la maison».
- ⁷² Entrevue avec un proche de Bédié le 30 mai 2011 à Abidjan.
- ⁷³ Le quotidien *Le National* du 27 décembre 1999, p.7.
- ⁷⁴ Dans *Le Monde* qui est un quotidien du pouvoir français, Claude-Hélène Perrot invitait les tenants du pouvoir français à «prendre conscience de la détérioration présente de la situation en Côte d'Ivoire et de la nécessité d'agir concrètement pour que le pire soit évité.», Ibid., 315.
- ⁷⁵ Entrevue du 30 mai 2011 et appuyée par Lida Kouassi, Ibid.
- ⁷⁶ Adjagbe, Op. cit. 160-161
- ⁷⁷ L'Inter, du 9 janvier 2000
- ⁷⁸ Azoumana Ouattara, «L'armée ivoirienne en crise: De la mutinerie de 1990 au coup d'État de 1999», *Débats Courrier d'Afrique*, 15 septembre 2011, <http://news.abidjan.net/h/410650.html>
- ⁷⁹ Entrevue du 30 mai 2011 à Abidjan avec une maison de presse reconnue impartiale en Côte d'Ivoire.
- ⁸⁰ Marc Le Pape et Claudine Vidal, p.75 (op. cit., note 40), *Le National*, «Fête des pèlerins à Adjamé, Idriss Koudouss appelle au soulèvement» du 23 mai 2000.
- ⁸¹ Lida Kouassi, Ibid.
- ⁸² Entrevue avec un ancien ministre et universitaire le 30 mai 2011 à Abidjan.
- ⁸³ Marc Le Pape et Claudine Vidal p.77, op. cit.
- ⁸⁴ Entrevue du 28 mai 2011 à Abidjan
- ⁸⁵ Ibid.
- ⁸⁶ Les citations sont puisées de notre entrevue du 28 mai 2011 à Abidjan.
- ⁸⁷ Ibid.
- ⁸⁸ Ibid. Les faits avancés sont également appuyés par Lida Kouassi, op. cit. et Marc Le Pape et Claudine Vidal, op. cit.
- ⁸⁹ Entrevue du 30 mai 2011 à Abidjan.
- ⁹⁰ Ibid.
- ⁹¹ Voir http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/le-testament-de-chirac-l-africain_478299.html, 15 janvier 2010.

CHAPITRE IV

La restauration de la souveraineté aux frontières globales

Introduction

Le chapitre précédent aura montré que la France assure la souveraineté de la Côte d'Ivoire au sens de Krasner en contrôlant les biens publics, partie de la condition de stabilité des ordres impériaux suivant la conception critique colasienne d'empire notamment, les systèmes monétaire et financier, et militaire et de sécurité intérieure dans la tradition luxemburgiste. La pénétration américaine signe aussi un échec de la modernisation du capitalisme ivoirien. L'impérialisme américain de la mondialisation révèle que seul un pouvoir de commandement peut engager la restauration des états suivant la logique de Cox pour la sécurité du marché.

Le présent chapitre appuie notre argument de politique impériale de sécurité du marché qui lie l'impérialisme américain à la guerre globale contre le terrorisme en élaborant d'une manière créative la sécurité du marché par une restauration engagée de la «très moderne souveraineté» ivoirienne aux frontières globales dont les aéroports et les systèmes financiers sont des ancrages territoriaux. Suivant Colás, les ordres impériaux dépendent de la condition de stabilité dont la loi. Dans le cas des États-Unis, ainsi que nous l'avons statué dans l'introduction de cette thèse en exposant la Résolution 1373, la sécurité des aéroports et des systèmes financiers dépend du souverain. En lien avec la condition de stabilité consubstantielle aux ordres impériaux, ce chapitre va démontrer que le Gouvernement américain dote la Côte d'Ivoire de régimes aéronautique et financier. De ce fait, il contribue à la restauration de la souveraineté ivoirienne. Le chapitre ne prétend pas que cette restauration fonctionne à la façon d'un impérialisme classique étant donné le libéralisme qui infuse le pouvoir de commandement des États-Unis.

La restauration de la souveraineté interdépendance de la Côte d'Ivoire est médiatisée par une structure mondiale tendant à dissimuler le Pouvoir américain. Les États-Unis cherchent à renforcer la souveraineté de Côte d'Ivoire dans les activités transfrontalières et intra-frontalières pour autant que les régimes aéronautique et financier hérités de l'impérialisme menacent la sécurité du marché.¹

Les aéroports internationaux comme Aéroport international Félix Houphouët-Boigny (ci après AIFHB) sont des points focaux qui connectent le territoire ivoirien à un imperium américain. Cette infrastructure fait apparaître la confrontation et la mutuelle constitution des souverainetés: «given its cross-boundary nature, aviation security is a prime case of global governance... The skies after all, like the high seas... do not have jurisdictions over them, 'the need for a strong and effective coalition is reinforced by the fact that most of the Air Domain is under no single's sovereignty or jurisdiction'». ² Entre la sécurité de la navigation aérienne et la sureté aéroportuaire se trouve le contrôle des identités. Le Pouvoir qui commande à la régulation du régime aéronautique commande donc à la restauration de la souveraineté domestique et interdépendance de la Côte d'Ivoire.

La restructuration du régime financier complète la restauration de la souveraineté ivoirienne sur la base de la Résolution 1373. Elle établit des régimes anti-blanchiment des capitaux et anti-financement du terrorisme. La Cellule nationale de traitement de l'information financière (ci-après CENTIF) a été créée. Elle médiatise le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) et le Groupe d'action financière (GAFI/FAFT). La création de la CENTIF appuie la restauration de la souveraineté ivoirienne. La régulation des régimes ne se limite pas simplement aux finances ou à la sécurité des frontières. Elle embrasse aussi un ajustement de la culture financière et aéroportuaire et des individus et institutions vu la place des transactions financières dans la vie contemporaine: comme nous l'avons démontré au chapitre consacré à l'empire américain, la finance mène et l'économie réelle doit suivre. Les cas étudiés montrent un

exercice du pouvoir monarchique de commandement par des actions de régulation médiatisées par diverses instances mondiales sous contrôle américain.

La première section expose la restauration de la souveraineté ivoirienne par la restructuration du régime aéronautique à partir des entrevues et des recherches documentaires. Le déclenchement du processus de certification de l'AIFHB suite à l'audit de la Federal Aviation Administration (ci-après la FAA) marque un tournant dans la restauration de la souveraineté aux frontières médiatisée par OACI et les institutions sous-régionales dont l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). L'ANAC semble une transposition de la FAA. La dernière section essaie de montrer que la CENTIF et le comité national de suivi des activités du GIABA sont connectés à la Direction du terrorisme et de l'intelligence financière du Trésor des États-Unis. Les actions américaines ont abouti à la mise en place du régime financier et bancaire anti-blanchiment et anti-financement du terrorisme.

Restructuration du régime aéronautique

Nowhere is the world more networked than in the aviation system. From producing aircraft, staffing the industry, managing the air space, and assuring its security and the security of our passengers – we depend on each other every day (Kip Hawley 2005)

Notre aéroport est certifié sur tous les pays du monde à part les États-Unis d'Amérique qui estiment que nous ne respectons pas encore certaines normes pour avoir accès à leurs aéroports. Alors, nous faisons les efforts dans ce sens (Laurent Gbagbo 2008)

Dans ce chapitre, les aéroports sont des frontières internationales dont la sécurité est devenue une priorité de la guerre globale contre le terrorisme ainsi que le soulignent Heng et McDonagh: «Airliners and airports are symbolic of the cross-boundary flows relating to globalization: 'cutting across national and international boundaries, as well as economic, political, and social divisions, civil aviation is a vital sector of contemporary global life».³ Le 11 septembre 2001, dix neuf individus ont transformé quatre aéronefs commerciaux en armes contre des centres financier et militaire des États-Unis. «Aviation security then is essentially concerned with regulating the people and objects that may gain access to global aviation systems – including airports, aeroplanes, and flights».⁴ Au regard

de la guerre, les États-Unis définissent des standards et construisent des capacités des acteurs par la régulation de la sécurité aéroportuaire et la diffusion de la Personal Identification Secure Comparison and Evaluation System (PISCES). La Résolution 1373 induit deux enjeux de la sécurisation des frontières territoriales: la sécurité et la sûreté des aéroports et les frontières intelligentes qui favorisent la dataveillance.⁵ *US national strategy for aviation security* publié par la Maison Blanche le 27 mars 2007 exige «that lawful private and public activities in Air Domain are protected from attack and hostile or unlawful exploitation».⁶ La première section, la plus consistante, expose les actions entreprises des États-Unis pour doter la Côte d'Ivoire du régime aéronautique post-9/11 et termine par la dotation de l'AIFHB du PISCES ou frontières intelligentes.

La régulation du régime aéronautique (ci-après le régime) se situe à deux niveaux: les États-Unis commandent à une institutionnalisation du régime, puis à la modernisation des infrastructures économiques aéroportuaires suivant des normes propres de sécurité et de sûreté. Ces infrastructures rappelons-le sont des biens relevant de la condition de stabilité dépendant des ordres impériaux pour la sécurité du marché. Les deux niveaux de régulation contribuent à absorber le territoire ivoirien dans un régime mondial. Deux arguments complémentaires relativement à une politique impériale de sécurité du marché sont développés ici: le régime est défaillant suivant la théorie luxemburgiste de l'impérialisme et de ce fait menace la sécurité du marché; ce régime, en lien avec la position critique d'empire et des états défaillants, procède de l'impérialisme français traversé de pratiques féodales en faveur d'une accumulation primitive. La politique américaine de sécurité du marché déclenche la substitution du régime ivoirien par des actions de régulation qui commencent par une inspection menée par la FAA.

Archaïcité du régime aéronautique ivoirien

Par rapport aux territoires ouest-africains, la Côte d'Ivoire dispose d'un réseau aéroportuaire composé de trois aéroports internationaux (Abidjan [pour 90% des trafics et 95% des recettes], Bouaké et Yamoussoukro), de quatorze aéroports régionaux notamment ceux de Daloa, Korhogo, Man, Odienné et San Pedro, et d'une trentaine d'aérodromes. Les statistiques soutiennent environ 30 300 mouvements commerciaux, 900 000 passagers, et 16 000 tonnes de fret. Jusqu'à la réforme de 1997, la gouvernance du secteur est morcelée entre différentes structures rivales dont l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (ANAM), la Société d'exploitation et de développement aéroportuaire, aéronautique et météorologique (ou SODEXAM), et Aéroport international d'Abidjan (une société de la Chambre de commerce de Marseille).⁷ La certification de l'AIFHB a déclenché un mouvement tectonique de restructuration du régime dont le pouvoir américain est à l'origine.⁸

Un gestionnaire américain raconte une expérience qui résume la défaillance du régime ivoirien. «J'ai fait partie des passagers du vol Air Maroc AT 532 le 9 août 2008 à destination de Casablanca. En plein air, des perroquets sortis de leurs cageots ont commencé à s'égailler dans la cabine, griffant certains et nous effrayant tous. Comment un colis comme celui-là a pu se retrouver dans la cabine traversant tous les contrôles policiers et tout le dispositif sécuritaire de cette infrastructure internationale?»⁹

La culture aéroportuaire héritée de l'impérialisme moderne laisse perplexe: «Des voyageurs bien placés accèdent directement aux avions se passant des contrôles de sécurité, des coutumes, et du contrôle de passeport. Le personnel même ignore les procédures de sécurité. La place d'un des mauvais records de la sécurité aérienne de l'AIFHB ne tient pas simplement du mauvais entretien des avions mais également de la carence des infrastructures aéroportuaires, de la sécurité et de la sûreté». «Comme à toute gare routière en Côte d'Ivoire et malgré la présence policière se trouvent des

accompagnateurs à l'enregistrement. Il est courant que des passagers, des éléments des Forces de défense et de sécurité ou de simples citoyens usant du trafic d'influence soient exonérés de tout contrôle. Ou que le public traine dans le hall de récupération des bagages.»¹⁰

Carence des fondamentaux d'un régime moderne

Nous nous rapprochons de la certification américaine. Ce que nous avons déjà fait est titanesque par rapport à ce qui reste à faire. Nous avons comblé beaucoup de vides en termes d'infrastructures, d'équipements, de services et de dispositions réglementaires.¹¹

La certification de l'AIFHB est devenue en 2002 une préoccupation depuis la rétrocession du contrat de la Convention en 1960.¹² Il convient cependant de remonter six ans plus tôt pour situer le déclenchement du mouvement de restructuration quand la FAA eut audité ANAM. Le Directeur Général de l'Agence nationale de l'aviation civile (DG/ANAC) statue le défi: «Les Américains ne veulent pas de vols directs depuis Abidjan, même si moins de 9 heures de vol nous séparent de New York. Il faut absolument passer par Accra ou Dakar. Pourtant, les normes internationales sont plus souples que celles de la FAA.»¹³ Jusqu'à date, le régime de Côte d'Ivoire obéit à des normes et pratiques primitives. Des dysfonctionnements administratifs, humains, et techniques exposent la défaillance structurelle historique d'un régime qui appelle à une régulation impériale américaine.

En effet, la FAA a relevé des défaillances notoires: «les passagers devant embarquer sur un vol et ceux qui débarquaient d'un autre se croisaient sur la piste. Des passagers indécents peuvent se passer des objets illicites. AIFHB n'était clôturé que sur trois côtés. Des bœufs pouvaient investir la piste». Toutefois, la défaillance fondamentale vient de la loi 63-528 du 26 décembre 1963 qui ne répond pas aux normes internationales (ci après normes OACI).

Sous-traitance de la régulation à l'OACI

La FAA transmet à l'OACI le rapport de son audition et recommande au gouvernement de Côte d'Ivoire ivoirien de suivre l'OACI pour la mise à niveau. Suivant le Règlement R/A32-11, les experts OACI et ceux du gouvernement ivoirien ont élaboré un mémorandum le 6 avril 2000. Basée sur ce document, une équipe OACI audite l'ANAC du 28 avril au 5 mai de la même année. Cette audition visait à établir les capacités ANAC de supervision de la sécurité pour évaluer leur conformité aux normes et pratiques recommandées des Annexes 1, 6 et 8 de la Convention, aux mesures connexes d'autres Annexes, et aux éléments et pratiques de sécurité d'application générale.¹⁴

Le rapport de suivi d'audit donne des éléments qui appuient la défaillance du régime ivoirien dont le Pouvoir américain commande la régulation. L'ANAC ne contrôlait aucun organisme de conception ni d'avionneur, ni d'exploitation, de maintenance ni des services de délivrance de certificat de navigabilité. L'audit américain de 1996 visait à déterminer la qualification de l'AIFHB à servir de point de départ et d'arrivée des aéronefs en direction des États-Unis. La FAA conclut à la carence des fondamentaux d'un régime moderne: un code aéronautique et une structure publique dotée d'autorité juridique et d'autonomie financière qui exerce des pouvoirs régaliens de contrôle de la sécurité de la navigation et de la sûreté en conformité des normes OACI. Ce que nous essayons de montrer est l'archaïcité du régime de Côte d'Ivoire qui menace la sécurité d'une infrastructure économique que le pouvoir de commandement américain s'emploie à restructurer par une institution mondiale le médiatisant. Suivant la théorie critique d'empire de Colás en effet, les institutions sont des mécanismes par lesquels les empires à dominante mondiale assurent la reproduction des sociétés sous leur contrôle.

L'ANAC ne dispose pas de textes réglementaires arrimant ses pratiques aux normes OACI. L'ensemble des éléments de défaillance se cristallise autour du défaut de code de l'aviation civile et d'une autorité souveraine qui gouverne la sécurité de la navigation aérienne et la sûreté aéroportuaire.

Les règlements concernant les domaines des licences du personnel et de l'exploitation technique des aéronefs laissent un vide juridique qui expose un régime primitif. Les tâches, responsabilités et prérogatives des inspecteurs ne sont pas définies.

L'ANAC est dépouillée des tâches régaliennes: dysfonctionnements dus à la multiplicité des entités clientélistes et des déficiences liées aux défis de coordination. La police, la gendarmerie, et la douane répondent de leurs autorités de tutelle.

Les procédures de désignation des instructeurs, des examinateurs et médecins-examinateurs d'homologation et d'inspection des centres de formation ne sont pas établies tout comme celles de la certification des exploitants et d'approbation des manuels et certaines attributions essentielles des services techniques. Par ailleurs, la certification et la surveillance des exploitants pour ce qui est du suivi du maintien des compétences des membres d'équipage de conduite et le transport des marchandises dangereuses ne sont pas assurées.

Une caducité des textes relativement aux attributions techniques du DG/ANAC concernant la supervision de la sécurité confiée à Asecna: incompatibilité entre les attributions du DG/ANAC telle que définies par le Décret 97-231 du 16 avril 1997 et l'autonomie de décision et de gestion que requièrent la certification et la supervision des exploitants conformément au Doc 8335 OACI notamment la délivrance, la modification ou la suspension des certificats et licences.

Une organisation primitive

Inexistence de programme de formation technique initiale et continue des agents; la décision ainsi que l'approbation des ressources reviennent au ministre du transport. «L'état donnait des bourses Fonction publique à l'aviation civile jusqu'en 1992 mais avec les difficultés économiques, le pays les y a mis fin ... nous nous limitons à la formation continue.»¹⁵ Toutefois, cette formation ne tient pas compte d'une politique ou d'un besoin identifié de développement de compétences en fonction des priorités de service, de l'évolution de la technologie du matériel volant et de l'activité

de l'aviation civile. L'ANAC ne dispose pas de dossiers des compétences techniques contenant les justificatifs de formation, stages ou séminaires pour les inspecteurs des licences, d'exploitation technique, et de la navigabilité des aéronefs.

Les textes maintiennent aux mains des gestionnaires ministériels le pouvoir de superviser la sécurité. «Les dispositions ne spécifient pas qu'un inspecteur puisse empêcher le départ d'un aéronef présentant un danger pour la circulation aérienne et aucun système ANAC ne permet de mobiliser la police de l'aéroport en cas de besoin d'interpeller un contrevenant». La structure de commandement favorise les hommes forts postés dans les ministères et la corruption.¹⁶ Le manque de bibliothèque disposant des Annexes OACI ajoute à une gestion primitive quand les services sont non informatisés et les agents sans outils informatiques. Ces carences sont devenues plus préoccupantes à la lumière des attentats terroristes aéroportés du 11 septembre 2001.

Un chevauchement des attributs de la supervision de la sécurité entre ANAC et SODEXAM contrairement aux normes OACI exigeant qu'une autorité administrative exerce en exclusivité les fonctions de supervision de la sécurité et la sûreté. La médecine aéronautique par exemple figure au registre des attributions de la SODEXAM alors que le type de tâches relève de la médecine de soins et d'assistance dans tout aéroport. Les fonctions de médecine aéronautique à l'Annexe 1 sont assurées par ANAC mais ne figurent pas au registre de ses attributions.

Au plan de délivrance des licences et formation des agents, le régime manque de dispositions réglementant les licences conformément à l'Annexe 1; désuétude des systèmes de désignation et d'audit des médecins-examineurs limitant ANAC à s'assurer de la disposition de ces médecins des équipements requis et adaptés.

Certification et supervision: des pratiques informelles des exploitants des services aériens, l'absence de processus et de critères de désignation des pilotes contrôleurs et un vide juridique entourent l'exploitation technique des aéronefs contrairement à l'Annexe 6 et l'absence de normes

d'application indiquant les moyens et les méthodes de conformité.

Navigabilité des aéronefs: la caducité de la loi 63-523 de décembre 1963 et du décret 70-166 d'avril 1970 limite d'établir un organisme d'inspection de la navigabilité avec des procédures et règlements conformes aux normes. Absence de système d'agrément des organismes de maintenance et les règlements ne spécifient pas les procédures pour les activités spécialisées de maintenance. ANAC ne délivre ni ne valide de licence de technicien de maintenance. Tout se fait en France hors de son contrôle. Cette loi préconise la promulgation d'un décret définissant les conditions relatives aux procédures d'investigations et d'enquêtes des accidents d'aviation. Seule fut adoptée la Circulaire 001360/ANAM/EDA/ASV du 6 mai 1996 contrairement aux dispositions de l'Annexe 13.

Les constatations de la FAA/OACI ont tendance à conforter un régime primitif qui menace la sécurité d'une infrastructure économique connectant la Côte d'Ivoire à un système œcuménique. Comme le soutient Colás, c'est l'empire qui procure ces infrastructures économiques conditionnant la stabilité. Ainsi que le soutient Hawley de la TSA, «Nowhere is the world more networked than the aviation system. From producing aircraft, staffing the industry, managing the air-space, and assuring its security and the security of our passengers».¹⁷ Contre tout empire classique, les États-Unis assignent à une structure mondiale sous contrôle la régulation d'un régime précambrien.

OACI et UEMOA/WACAF

La FAA classe le régime ivoirien en catégorie 2 et ordonne la coopération avec OACI qui effectue un audit en 2000. La coopération devait conduire à établir les fondamentaux d'un régime moderne. Outre la fragmentation des responsabilités, des dysfonctionnements administratifs et techniques et un personnel non-qualifié, la FAA consigne un niveau primaire de technicité. Ce premier audit a déclenché un mouvement tectonique de restructuration du régime ivoirien.

Si les deux premiers audits évaluent la conformité aux normes et pratiques recommandées pré-9/11, des missions américaines d'évaluation et les audits OACI-WACAF et UEMOA ciblent

la conformité à dix amendements que les États-Unis ont fait ajouter à l'Annexe 17 de l'OACI le 7 décembre 2001. Ces amendements établissent la «Bible» du régime aéronautique que l'OACI en collaboration avec la FAA s'emploie à diffuser à travers le monde. Les amendements américains condensent les normes et pratiques recommandées en matière de sécurité et de sûreté contenues dans les autres Annexes.¹⁸

La théorie critique colasienne d'empire qui élargit notre compréhension de l'impérialisme accentue les moyens légaux ou coercitifs employés pour absorber les territoires situés à la lisière de l'imperium. La restructuration préparant à l'absorption suit le régime qui structure la base sociale du pouvoir de commandement. Colás avise d'un parasite venant greffer les catégories existantes. Dans le cas de la normalisation du régime ivoirien, OACI semble la cheville ouvrière qui fonde sa mission sur la Résolution 1373. Ce que nous essayons de rendre clair est que les normes et pratiques recommandées reviennent aux normes et pratiques américaines. Les propos du ministre ivoirien des transports ayant participé aux séances avec des experts de la Transportation Security Administration (FAA/TSA) semblent conforter cette idée: «Il y a eu des audits OACI. Mais ce sont des sortes de pré audits. Le véritable audit de la certification est l'autorisation d'organiser des vols directs sur les États-Unis. C'est tout. Ce n'est rien d'autre que ça.»¹⁹ «C'est l'aviation civile américaine qui exige un certain nombre de conditions pour que vous soyez autorisé. Et donc c'est devenu la norme pour tous les états. C'est quand vous êtes autorisé à effectuer des vols directs sur les États-Unis qu'on estime que votre aéroport a atteint le niveau requis».²⁰

Le DG/ANAC relaie la clarté des propos du ministre: «Lorsque l'aviation américaine estime que nous ne remplissons pas les conditions pour obtenir la certification, nous en avons pris acte. Nous nous employons à corriger les reproches. Mais sachez que c'est la décision d'un pays. Il s'agit de la certification américaine au regard des critères propres au régime américain». Avant de décentrer la pression des gestionnaires américains: «Il ne s'agit pas d'un certificat international

dont nous sommes privés. Si notre aéroport souffrait d'un grave problème de sécurité et de sûreté, s'il était si dangereux, des compagnies internationales n'auraient pas continué de nous desservir.»²¹ Ces propos des plus hautes autorités ivoiriennes appuient une égalité des standards internationaux aux standards américains.²²

En effet, la première action américaine de régulation du régime ivoirien fut de prendre le contrôle de l'OACI en faisant adopter en octobre 2001 la Résolution A33-1 qui institue des audits Universal Security Audit Programme (USAP) et constitue la base des dix amendements. La Conférence ministérielle de haut niveau tenue en février 2002 produit ICAO Aviation Security Plan of Action adopté en juin instituant des audits harmonisés, réguliers et systématiques avec le premier cycle débuté en novembre 2002.²³ La seconde action américaine de restructuration du régime par des audits USAP a consisté en l'activation du COSCAP dès octobre 2001. Le COSCAP, supposé aboutir à la création d'une Agence régionale de supervision de la sûreté, ajoute à la politique impériale de sécurité du marché en fournissant un ancrage qui intensifie la pression sur le pouvoir ivoirien d'attaquer les carences relevées plus haut. Poussés par OACI/FAA et un biopouvoir impérial, les ministres des transports africains ont adopté le Plan d'action de Bamako en mars 2002. La réunion de Lomé en novembre établit trois groupes dont COSCAP/UEMOA. Et le 5 mars 2003 fut signé le Protocole d'accord d'implantation du projet entre la Commission de l'UEMOA et l'OACI/FAA. ARSO a activement préparé la Côte d'Ivoire à ces différentes rencontres et en particulier celles des gestionnaires des ANAC tenues à Abuja en 2002 et à Cotonou en 2004: «vu que la France a perdu de son lustre sur le gouvernement ivoirien par un parti pour les rebelles, nous étions les seuls partenaires légitimes aux yeux du gouvernement. Nous avons donné un coup de pouce aux autorités.»²⁴

Dans le cadre de ces rencontres au sommet, le financement au côté d'autres bailleurs du COSCAP est une manifestation non moins négligeable d'un pouvoir de régulation qui défie toute

géographie. En effet, l'OACI et la FAA ont organisé une réunion de coordination les deux premiers jours d'avril 2004 à Dakar avec les bailleurs de fonds et les partenaires économiques pour le financement et la mise en œuvre du COSCAP.²⁵ Les États-Unis ont consacré le minimum d'un million de dollars au COSCAP/UEMOA: «We supported and continue to support security agenda of ANAC through USTDA that grant awarded played to train inspectors and Côte d'Ivoire forces in charge of security at AIFHB». «The development of a regional aviation safety and security agency in West Africa under the second USTDA grant supports the goals of UEMOA's agreement with the International Civil Aviation Organization ... to develop a regional project for the Cooperative Development of Operational Safety and Continuing Airworthiness Program (COSCAP).»²⁶

Outre des formations COSCAP/UEMOA, certains gestionnaires ivoiriens ont été formés à la FAA Academy dans le cadre du programme FAA/OACI Endorsed Government Safety Inspector Courses. ARSO choisit et prend en charge des formateurs ivoiriens.²⁷ En parallèle aux formations américaines, OACI/UEMOA donne des cours de formation des formateurs. Des experts COSCAP ont mené des missions d'assistance technique en Côte d'Ivoire, de formation à la gestion du système de sûreté et sur le programme ivoirien de sécurité.²⁸ Dans le processus de régulation du régime, le Pouvoir américain greffe OACI/WACAF et UEMOA à travers COSCAP devenu un mécanisme à la fois de contrôle du régime ivoirien et de l'UEMOA.²⁹ Les actions américaines médiatisées par UEMOA/COSCAP/OACI s'étendent à l'audit de préparation de la Côte d'Ivoire à la certification américaine autour de l'AIFHB. Autrement dit, l'impérialisme américain qui œuvre à la mutation du régime se comprend davantage par la capacité d'un pouvoir à mobiliser des structures internationales, régionales voire sous-régionales et nationales à la réalisation de la décision dictée par le Rapport de la Commission 9/11 de procurer à la Côte d'Ivoire un régime moderne. Les actions américaines ne se limitent pas simplement à ces niveaux. La Bureaucratie locale américaine ou New Embassy Compound (NEC) ainsi que l'ANAC ont œuvré à travers des missions d'évaluation mais également

de sensibilisation. Et bien que les gestionnaires américains aient peu communiqué une implication dans le processus de modernisation du régime, des sources confidentielles couplées avec des archives des maisons ivoiriennes de presse révèlent la discrétion d'un impérialisme porté par une biopolitique impériale à la Hardt et Negri.

En effet, dans le câble 09Abidjan205 du 27 mars 2009 de Wanda Nesbitt à la TSA/FAA, la gestionnaire invite les experts à une mission de clarification aux autorités ivoiriennes. Dans le câble, est écrit: «les autorités ivoiriennes ont à plusieurs reprises confondu des mesures de sécurité dans les aéroports avec des questions de sureté aérienne. Nous ne pouvons clairement affirmer que le GOCI comprend les étapes nécessaires pour obtenir la classification en catégorie 1 de la part de la FAA américaine.»³⁰ Et le NEC de préciser des rencontres de l'ambassadrice et son staff avec les autorités ivoiriennes. Une source confidentielle travaillant à Abidjan Regional Security Office (ARSO) nous confie: «Dans son discours sur l'état de l'Union, le Président Bush établit trois buts dont ne se dissocient nos actions: gagner la guerre contre le terrorisme; protéger les États-Unis contre de futures attaques; et restaurer l'économie américaine. AIFHB constitue un endroit stratégique que nous nous employons avec les autorités ivoiriennes et nos partenaires à moderniser».³¹

Normalisation législative et réglementaire de base

«Le nouveau code de l'aviation civile a sauvé notre aviation civile... Une véritable "police de l'air" existe maintenant. ANAC peut interdire toute compagnie d'exploitation qui n'est pas conforme aux conditions internationales de navigabilité».³²

Les audits FAA/OACI ont fondamentalement relevé une carence législative et réglementaire; la faiblesse des capacités d'application de la loi; la détérioration et le mauvais fonctionnement des équipements et matériels, et la dégradation avancée des infrastructures techniques.³³

Un exercice médiatisé du Pouvoir américain de régulation a permis d'asseoir les bases d'un régime moderne. Quatre jours avant USAP 2008, le Président Gbagbo a été contraint de signer le

décret 2008-08 rendant exécutoire le Code de l'aviation civile adopté au Parlement.³⁴ Il signe plus tard le décret d'application 2008-277 établissant l'Autorité nationale de l'aviation civile en Côte d'Ivoire. La Convention qui fonde le régime aéronautique moderne sur la souveraineté des états sur leur espace aérien fait deux obligations aux états: un code ayant une partie législative et une partie réglementaire, la réglementation du transport aérien et de la circulation aérienne; et une institution exécutive autonome dotée des pouvoirs régaliens. Depuis les accords de cogestion de la souveraineté, le régime se distribue entre la DAC des transports, ASECNA, ANAM, ANAC/EPN, SODEXAM, et AERIA dans une logique de suzeraineté. Le code et son décret d'application semblent y mettre fin en institutionnalisant la souveraineté: «L'ANAC est une autorité administrative indépendante dotée de la personnalité morale, de l'autonomie financière et de gestion».³⁵ L'article 351 lui assigne également la régulation des aérodromes, le contrôle réglementaire des activités des compagnies aériennes, des exploitants des aéroports, et des services d'assistance en escale, et de l'ASECNA, la surveillance, la sûreté et la sécurité, la médecine aéronautique, la coordination du transport et faire respecter les règles OACI. «Dans un monde où l'efficacité des mesures sécuritaires dans le transport aérien est depuis un souci majeur, cette organisation permet de responsabiliser une seule entité de manière à éviter le flou préjudiciable au système national de supervision de la sécurité aérienne et de la sûreté aéroportuaire.»³⁶

Architecture juridique

Le code et son décret d'application ont été suivis d'une batterie de décrets qui essaient de conformer le régime ivoirien aux normes américaines. Les décrets du processus de restructuration ont produit la Décision 00415/ANAC/NOA du 31 mars 2009 portant Contingency Plan For Abidjan. Il s'agit notamment des décrets 2008-09 réglementant la sécurité aérienne, 2008-277 et 2008-279 du 3 octobre 2008 portant nomination du DG/ANAC, et de l'Arrêté 0027/MT/CAB du 25 janvier 2008 fixant les modalités d'application du décret 2008-09, et de la Décision 00465/ANAC/NOA

portant règlement des services de la circulation aérienne. Pour la première fois, le plan comporte des mesures d'exception en cas de perturbation ou de risque de perturbation des services de la circulation aérienne et des services de soutien et établit les responsabilités dans la gestion du trafic en cas de perturbation. COSCAP a particulièrement contribué à l'élaboration de ce plan.

Assistée de COSCAP, ANAC élabore les textes réglementaires de base. La Décision 00145 régle la navigation quand la D/00659/ANAC/NOA/BCV qui est une première définit la fonction de technicien en maintenance d'aéronef, les conditions de délivrance, de maintien de la validité et du renouvellement de la licence de technicien de maintenance. Elles sont complétées par la Décision 000197/ANAC/NOA régulant les licences et qualifications connexes. Décembre 2001, la Décision 01152/ANAC/NOA établit la procédure de délivrance d'autorisation de survol et/ou d'atterrissage en se fondant sur la loi 63-528 dont les articles 36 et 49 restent vagues.³⁷ Ce qui témoigne de la nouveauté de la régulation liée à la politique impériale américaine de sécurité du marché est que cette décision ainsi que l'ensemble des décrets et du code renvoient à des règlements et décisions UEMOA élaborées dans le cadre du COSCAP.³⁸

Dans ce processus de régulation ayant fait émerger un régime moderne après un demi siècle de cogestion de la souveraineté, la certification devient un point de fixation. La Direction ANAC précise que la réalisation du mandat passe par la certification ce qui laisse peu de doute sur le pouvoir américain de contrôle sur les résultats.³⁹

Les audits comme mécanismes de régulation

Après les deux premiers audits (FAA et OACI) qui ont lancé le chantier de la restructuration du régime ivoirien, le Pouvoir américain de commandement a su mobiliser des structures régionales qui médiatisent une politique impériale de sécurité du régime ivoirien. Ainsi du 14 au 20 octobre, le Bureau Afrique occidentale et centrale de l'OACI conduit un autre audit juste après le 9/11. Le but était d'évaluer les progrès dans la mise en application du plan de navigation aérienne mais les

inspecteurs n'ont pas noté d'avancées tant tout est à faire. Le passage a permis avec le concours de l'UEMOA la D/01152/ANAC/NOA sus-citée. Rappelons que c'est l'audit FAA qui ordonne au pouvoir ivoirien de se soumettre à l'OACI et c'est à partir de ce moment que l'ANAC, produit de l'audit américain de 1996, signe un protocole d'accord de supervision de la sécurité et de la sûreté avec l'OACI d'autant plus que cette tâche régaliennne incombait à l'ASECNA qui est une institution au service d'accumulation primitive. La FAA, dans ses conclusions, a recommandé qu'une structure nationale de plein pouvoir en prenne le contrôle. La mission a été préparée avec le concours des gestionnaires américains en collaboration avec le gouvernement Bédié sous pression des institutions économiques mondiales américaines dans le cadre de la césarienne du capitalisme monopoliste développé au chapitre précédent.

L'audit WACAF releva des dysfonctionnements continus dus à l'existence de plusieurs entités distinctes dans l'organisation et la gestion du régime ivoirien ainsi que des déficiences résultant des difficultés de coordination. Les experts ont recommandé une réorganisation du régime, la création d'une autorité autonome centrale chargée d'assurer les tâches régaliennes, le maintien d'une entité administrative unique qui couvre tout le réseau aéroportuaire ivoirien. «WACAF/OACI a considéré très urgent des mesures de sécurité et de sûreté des aéroports internationaux de Côte d'Ivoire»⁴⁰. Chaque audit donne lieu à un plan d'action pour une mission d'évaluation conséquente.

Du 15 au 17 mars 2004 eut lieu un audit USAP qui conclut en une timide mise en œuvre des recommandations et constate un chevauchement des attributions de l'ANAC et de la SODEXAM dans des domaines de supervision de la sécurité comme la médecine aéronautique, la sûreté et la facilitation. La disjonction de la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire par la France et les accords de Marcoussis ont paralysé les institutions qui, par nationalisme, développent une résistance de cocardier. Le chapitre suivant qui élabore une politique impériale de sécurité par protection de la

souveraineté territoriale ivoirienne développe la rivalité entre un impérialisme français chauvin et un impérialisme américain qui institue une souveraineté responsable.

AviSecure et mise à niveau technique et de sûreté

Le pouvoir ivoirien a concédé le 4 décembre 2007 sous la pression croisée des différents corps constitués de l'empire américain, la gestion de la sûreté à AviSecure, une filiale de Visual Defence et SkyLink Security. Le contrat intègre le renforcement de la sécurité physique, la fourniture de la technologie, la formation, et le filtrage des passagers. Dès la signature du contrat, AviSecure a recruté et formé des agents postés dans des secteurs critiques comme des points de contrôle de la sûreté des passagers et du fret; elle a acquis des infrastructures, de l'équipement et des technologies requises. «AIFHB est l'un des aéroports les mieux équipés, dotés des appareils à rayon x exigés par OACI, des appareils de filtrage, des caméras de télésurveillance, des scanners à rayons x pour le fret, et des renifleurs pour détecter les explosifs; c'est un nouveau dispositif de contrôle contenu dans les dix amendements post-9/11.»⁴¹ Ce sont là des œuvres de la civilisation au sens luxemburgiste dont la politique impériale américaine de sécurité du marché par la régulation a doté la Côte d'Ivoire.

L'audit USAP du 28 janvier au 4 février 2008 se concentre sur ANAC pour évaluer sa capacité de supervision de la sécurité aérienne en ciblant la législation aéronautique nationale, les règlements d'application, la qualification et la formation du personnel technique. Les experts constatent une défaillance par rapport à la Facilitation: le régime aéronautique et les fonctions de supervision de la sécurité ont été jugés aptes à 30% quand la capacité technique du personnel est évaluée à 13%. USAP conclut en l'incapacité du régime à conduire à la classification et la certification. Le code manque de séparer les responsabilités entre la SODEXAM et l'ANAC. Son article 351 confie le contrôle des concessions d'aéroports et les relations avec les institutions mondiales à la seconde quand le décret les a dévolues à la première. La logique est d'établir une chaîne transparente des responsabilités: simplification de la chaîne de commandement et sophistication de la gouvernance

par une régulation technique disciplinaire. La non-désignation d'une entité chargée du transport des marchandises dangereuses conformément aux dispositions et une absence de programme de gestion de la sécurité des services ATS sont des préoccupations qui ajoutent à un plan d'action sous contrôle COSCAP/UEMOA.

Avant l'audit COSCAP/UEMOA de 2010 qui est une mission d'assistance technique comme souligné plus haut, les Américains ont organisé avec l'ANAC et le ministre des transports des séances de clarification concernant la certification TSA.

Les autorités ivoiriennes ont eu droit à un mini-cours: «Nous remarquons que le ministre du transport Toikeusse semble confondre les questions de sécurité dans les aéroports et de sûreté aérienne lors de sa réunion de septembre 2008 avec l'ambassadeur... qui offrit l'aide en facilitant des discussions du gouvernement de Côte d'Ivoire avec la FAA concernant le statut de la catégorie 2 de Côte d'Ivoire. Elle a réitéré son offre dans une lettre du 3 novembre 2008 à Toikeusse.»⁴²

La certification TSA

Suivant notre entrevue de juin avec un DG/ANAC ayant participé aux formations in situ de la TSA, la certification américaine comporte trois volets. La classification traite de la capacité du régime ivoirien à assurer la sécurité des vols de sorte qu'un avion décollant d'Abidjan effectue le trajet et atterrit en toute sécurité aux États-Unis. Elle requiert une mise à jour des licences du personnel navigant, la conformité des permis d'exploitation des firmes aériennes, des organismes compétents de maintenance aux normes de navigabilité. La sûreté touche aux mesures, procédures et dispositions en vue de protéger l'avion contre toutes actions illicites: prise d'otage, détournement, terrorisme comme Umar Abdulmutallab, le nigérian aux explosifs dans les soutes. Elle s'étend à la police des frontières. Le dernier volet consiste à intéresser une compagnie américaine pour des liaisons directes entre AIFHB et les aéroports américains. La certification devrait donc ouvrir la voie à la pénétration américaine du marché aéronautique ivoirien.

«Ce que la TSA veut savoir est si le régime ivoirien dispose de la capacité de supervision optimale de sûreté aéroportuaire et de sécurité de la navigation. Maintenant que les préalables sont établis, nous attaquons les deux chantiers à savoir la classification et la certification en accentuant la formation de nos agents et forces de l'ordre, la formation des formateurs et l'acquisition des outils complémentaires». ⁴³ «Les normes techniques ne suffisent pas à la certification, ce qui manque chez nous en Côte d'Ivoire, c'est la discipline, soutenue par la prévalence du trafic d'influence, un des défis sociaux graves qui minent la certification.» ⁴⁴

COSCAP/UEMOA travaille avec l'ANAC pour pallier les insuffisances du commandement afin de répondre à la Facilitation et la sûreté en créant la Haute autorité de la sûreté (HASAA).

Sûreté aéroportuaire

La HASAA inspirée de la TSA est dotée des pouvoirs de réaliser des audits et évaluations de la sûreté, les enquêtes, inspections et contrôles de sûreté, la formation et la sensibilisation des agents chargés de la sûreté aéroportuaire et des usagers de l'aéroport, la délivrance et le contrôle des autorisations d'accès aux zones réglementées et l'application des normes et pratiques de sûreté. «Lors de sa dernière mission d'évaluation la FAA/TSA fait une fixation sur le design: nous évoluons vers la technicisation. La mission recommande la Haute autorité qui doit exercer les mêmes tâches que la TSA ce qui fait de notre ANAC une sorte de FAA». ⁴⁵ La HASAA, dirigée par un secrétaire nommé par décret du Président, a disposition des ressources financières requises pour exécuter son mandat. Elle a autorité sur tous les personnels policiers et civils, militaires et para-militaires intervenant à l'AIFHB. Autrement dit, la HASAA contrôle et fait appliquer la loi, une sorte du ministère de la sûreté aéroportuaire.

Au plan logistique, le Centre directeur des opérations d'urgence inauguré en novembre 2008 joue dans la certification que la Côte d'Ivoire met tout en œuvre pour avoir en palliant à la carence opérationnelle de gestion de crise. La carence en matière d'organismes de maintenance a été comblée

par le Laboratoire d'Essais de qualité, de Météorologie et d'Analyses grâce au rachat du Centre de Révision des Accessoires en 2004. «Nous avons alors un instrument stratégique utile pour le développement de l'industrie aéronautique en Côte d'Ivoire et qui apporte un appui appréciable à la certification». ⁴⁶ Les États-Unis engagent la Côte d'Ivoire dans la guerre contre le terrorisme et la dote de matériels roulants et d'équipement, de la Police spéciale de l'aéroport et du Groupe de surveillance aéroportuaire de la Gendarmerie. Des technologies biométriques de contrôle des passeports renforcent les capacités de sécurisation de la zone aéroportuaire. ⁴⁷

Mission évaluation et formation

Du 23 au 26, des experts de la TSA/FAA a conduit une mission d'évaluation du processus de certification de l'AIFB. Après les travaux en session, la délégation conduite par l'ambassadeur des États-Unis Wanda Nesbitt a visité les boutiques et banques, la cafétéria et les bureaux des agences de voyage situés dans le hall de l'aéroport, inspecté les aires d'embarquement, le salon d'honneur et la salle de sécurité qui permet de visualiser tout ce qui se passe à AIFHB. La visite a éclairé les Américains sur les installations et les efforts de conformité aux normes OACI. «La visite a permis aux experts américains de constater le nouveau visage de notre aéroport que nous nous employons à en faire une référence. Les Américains sont très attachés à la sécurité et à la sureté. Nous mettons l'accent sur cet aspect et leur avons demandé de nous assister en matière de nouvelles technologies surtout en matière de contrôle des identités.» ⁴⁸

Volet formation

Soutenue par la FAA et les corps constitués du Pouvoir de régulation américain, l'ANAC a entrepris la formation de base OACI des forces de sécurité et des personnels travaillant en zones réservées de l'aérogare.

Le resserrement du contrôle des accès est d'une haute importance. Avant le déclenchement des opérations de normalisation, le contrôle d'accès était peu maîtrisé par la présence dans les zo-

nes réservées d'individus non autorisés. Toutefois, les pratiques féodales se poursuivent avec le gangstérisme des forces de sécurité: «la sûreté est une chaîne dont la force réside dans celle de son maillon le plus faible. Nous faisons de la formation principale pour répondre aux normes TSA». ⁴⁹ AviSecure ajoute la capacité de la régulation américaine à discipliner les «corps habillés» et autres usagers: «Il n'est pas simplement question de sécurité, mais de tout, comme la conformité aux réglementations et la ponctualité aux réunions. Le défi est d'amener les gens à s'adapter au modèle américain.» ⁵⁰ La régulation des comportements par la technologie inculque une nouvelle culture aux décideurs et usagers de la plateforme: «Le système Visual Defence force les passagers et les agents à observer des procédures de sécurité. Entrer dans une zone protégée ou violer le périmètre de sécurité déclenche automatiquement des alarmes. Le centre intégré de commandement et de contrôle que nous avons installé aide les usagers à suivre les procédures et appliquer les politiques. Le système rend la vie plus dure aux gens cherchant à le contourner». ⁵¹

Des frontières intelligentes à AIFHB: TIP et PISCES

As the tragic events of September 11 remind us, terrorism is a global threat with global reach. The proper use of intelligence helps stay one step ahead of terrorist networks, disrupt their operations and protect innocent people around the world from their malicious intentions. But information, although abundant, is useless until it can be interpreted, managed and shared. PISCES is a sophisticated border management tool and powerful high-tech weapon designed to help fight the global war against terrorism. It provides Côte d'Ivoire with the means to detect, prevent and deter global terrorist activities by collecting, comparing and analyzing traveler information at AIFHB. ⁵²

Les États-Unis ont fait installer en toute discrétion Personal Identification Secure Comparison and Evaluation System (PISCES) en 2008 à AIFHB mais le processus commence plus tôt quand des informaticiens de la Martin Lockheed auraient conduit une mission d'évaluation en Côte d'Ivoire mi-2003. Lors de leur séjour, les experts ont travaillé avec des agents des Douanes, des officiers de la Police et de la Gendarmerie et la Direction de l'Office national d'identification. Le but était de déterminer les besoins spécifiques des endroits où installer le dispositif de contrôle et de blocage des mouvements de terroristes. La partie ivoirienne reçut une formation sur le fonctionnement de la

technologie PISCES. Ensemble avec les agents ivoiriens, les experts américains ont préparé *After Action Report* (AAR) sur les actions à mener avant l'installation complète du PISCES. AAR a permis de dépêcher en 2005 une assistance technique pour une formation approfondie. La seconde étape a eu lieu à Washington sur la planification, la commande et la livraison. Les Départements d'état et Homeland Security ont ensuite inséré le budget PISCES dans le Terrorism Interception Program (TIP). «PISCES assists Côte d'Ivoire in the global effort to combat terrorism and crime. It collects, compares and analyzes data gathered from travelers, allowing border control officials to quickly and easily identify suspect individuals.»⁵³

La mise en place du dispositif de frontières intelligentes a commencé avec le TIP «designed to prevent and disrupt the travel of terrorists across international borders into countries like Côte d'Ivoire that have no means of quickly identifying such persons. It complements existing anti-terrorism training programs by providing border control systems, incorporating computerized database programs and rapidly transmitting information to interdict potential terrorists and their weapons trying to cross international borders. In doing so, TIP bolsters the security of Americans here.»⁵⁴ TIP est un programme de construction de capacités globales:

The President, top Administration and Congressional officials have emphasized the global nature of the terrorist threat and the need for a cooperative global attack to defeat it. This war extends beyond the battlefield in Afghanistan to every country where terrorist cells currently operate or have the potential to operate like Côte d'Ivoire because of its weak internal defenses and the civil war. TIP makes it harder for terrorists to enter vulnerable countries undetected by establishing a multiple-layered barrier program comprised of three elements: border monitoring, using lookout systems and passport scrutiny; updated intelligence and security databases and communications systems; and development of appropriate equipment to detect weapons.⁵⁵

Specifically, the TIP program helps recipient nations improve border security by providing computer hardware, database software, peripheral devices--such as passport scanners and fingerprint readers--training, and operational support that enables officials. This increase in the baseline capacity will allow the USG to meet current, emergency, and anticipated needs within the budget.

Cette première section du chapitre sur la restauration de la souveraineté ivoirienne par la régulation du régime aéronautique permet de constater une mobilisation sans précédent des États-Unis

qui ont fait de l'OACI, WACAF et l'UEMOA leur cheville ouvrière. En plus de la sécurité de la navigation aérienne et de la sûreté aéroportuaire, les États-Unis se sont employés à doter AIFHB de frontières intelligentes. Le pouvoir capable de mobiliser ce réseau soumis à sa décision reste un empire en quête de contrôle non pas simplement d'un espace connecté mais d'institutionnalisation de la souveraineté par la régulation du régime aéronautique qui ramène le pouvoir de supervision et de contrôle de sécurité et de sûreté confisqué par des structures féodales d'accumulation primitive à une structure nationale d'autorité. La section qui suit éclaire une autre dimension de la politique américaine de sécurité qui sort le marché financier et bancaire de la féodalité élitiste.

Régulation du régime financier et bancaire ivoirien

La section précédente établit un impérialisme américain en Côte d'Ivoire médiatisé par des structures d'autorité dont les actions appuient une régulation impériale du régime aéronautique ivoirien suivant les normes américaines. La présente section poursuit cette même argumentation en se concentrant sur la restructuration du régime financier ivoirien par un processus complexe qui défie tout impérialisme classique. Ce que nous voulons démontrer ici par rapport à la position centrale d'une politique impériale de sécurité du marché est que le Pouvoir américain travaille à la régulation du régime bancaire et financier en Côte d'Ivoire par des actions qui encouragent une transposition du *USA PATRIOT Act* en droit interne et des pratiques panoptiques de surveillance qui procèdent d'un régime policier. Comme souligné au début de ce chapitre, il ne s'agit pas d'une simple régulation institutionnelle. Le régime colasien qui ne diffère pas de la conception de Krasner renvoie à une régulation des structures ivoiriennes d'autorité chargées de façonner les forces économiques et financières qui y opèrent. Cette politique qui institutionnalise la souveraineté vient paradoxalement raffermir la capacité institutionnelle de contrôle d'un état défaillant de la part d'un pouvoir de commandement qui pénètre les ministères de la sécurité intérieure, économie et finances,

et justice. Ces ministères sont, rappelons-le, des structures de souveraineté domestique. La politique impériale américaine de sécurité du marché en territoire ivoirien, à la différence de l'impérialisme classique, semble conforter la position néogramscienne de contradiction d'un empire postcolonial agissant à renforcer la «très moderne souveraineté» tout en transgressant les frontières ivoiriennes par un jeu de cooptation. La politique impériale américaine semble ainsi donc renforcer les capacités du gouvernement ivoirien à contrôler les mouvements financiers et bancaires dans les limites d'un territoire globalement connecté.

La création du GIABA, une reproduction régionale du GAFI, et de la CENTIF médiatisant le Groupe Egmont et la Financial Crimes Enforcement Network américaine constitue un moment historique de la politique impériale de restructuration du régime bancaire et financier ivoirien au service de la sécurité du marché. Puisque la section appuie le principe de contrôle des mouvements, fondement de toute régulation impériale du marché, elle commence par un portrait du régime financier et bancaire de la Côte d'Ivoire. Ce portrait n'établit pas simplement une domination ivoirienne du marché financier et bancaire ouest-africain hérité de l'impérialisme français mais accentue la défaillance du régime qui l'expose au moment même où le terrorisme et la criminalité financière menacent la structure mondiale d'accumulation dont l'empire américain est le garant. La sous-section est bâtie autour des entrevues confidentielles, des rapports du Département d'état adressés au Congrès, du GIABA, et de la CENTIF.⁵⁶

Structure du régime financier et bancaire ivoirien

The primary U.S. national interest in Côte d'Ivoire is regional and national stability. To that end, are the restoration of peace and the return of civilian rule to areas occupied by rebel forces since September 2002, and the reunification of Côte d'Ivoire. The United States also engage Côte d'Ivoire in the war on terrorism. Until September 2002, Côte d'Ivoire was West Africa's hub for aviation and banking, but now control of its borders is limited and oversight of its financial institutions is weak.⁵⁷

La raison d'engager le pouvoir ivoirien dans la sécurisation des systèmes financiers et bancaires tient à l'existence d'une forte communauté libanaise qui financerait le Hezbollah considéré comme une organisation terroriste affiliée à Al Qaeda:

Abidjan is host to a large and wealthy community of Lebanese merchants whose relations with questionable charities or possibly Hezbollah are areas of concern. USAID has not had a bilateral presence in Côte d'Ivoire for many years. Sanctions that prohibit provision of foreign assistance are mandated by Section 508 of the Foreign Assistance Act and were applied after Côte d'Ivoire's December 1999 military coup d'état. However, by exercising waivers to Section 508, we have been able to engage with Cote d'Ivoire. We also have provided Africa Regional Economic Support Funds to undertake anti-terrorist cooperation with Côte d'Ivoire in the areas of border controls, financial controls, and aviation security.⁵⁸

Ces différentes déclarations donnent la mesure de la politique américaine de restauration de la souveraineté par la régulation qui, suivant la position critique d'empire de Colás et la vision libérale critique de Krasner, concourt au contrôle des mouvements financiers et bancaires en Côte d'Ivoire. Contrairement aux conceptions classiques notamment Hobson et Hilferding en appui de la haute finance impérialiste faisant main basse sur la richesse des sociétés à économie naturelle, le contrôle américain du marché dans la perspective critique d'empire de Colás est sous-traité au souverain. Le rôle de l'empire, souverain des souverains, revient à amener le souverain par divers mécanismes impériaux à adopter des biens publics tributaires de la condition même de stabilité notamment les infrastructures économiques: la loi, les réglementations, la monnaie. Nous ne soutenons pas un contrôle impérialiste américain à l'instar de la France accrochée à une accumulation primitive en se donnant une place de membre plein au conseil d'administration de la BCEAO agissant en Banque centrale ivoirienne.

Un hub bancaire et financier

Le régime financier et bancaire que les États-Unis cherchent à réguler en Côte d'Ivoire fait intervenir quatre structures exécutives: économie et finances (ci-après MEF), sécurité intérieure, justice, et dans une certaine mesure, affaires étrangères.

La Constitution ivoirienne distribue le pouvoir entre trois structures centrales d'autorité: exécutive, législative, et judiciaire. Le Président exerce le pouvoir exécutif, assisté d'un cabinet dirigé par un Premier ministre. Le Parlement exerce le pouvoir législatif quand le pouvoir judiciaire est une prérogative de la Cour suprême qui règne sur les tribunaux de première instance.⁵⁹ Trois cours d'appel relèvent des juridictions de second degré. Chacune de ces cours est dirigée par un Premier Président et subdivisée en chambres dirigées chacune par un Président assisté par des conseillers et un Parquet général dirigé par un Procureur avec des avocats et substituts généraux. Un seul tribunal de commerce a ouvert à Abidjan après des pressions américaines.

La structure administrative du territoire sous contrôle de la sécurité intérieure comprend douze districts, trente et une régions, cent sept départements, cent dix sous-préfectures, cent quatre vingt dix sept communes et huit mille villages. La Police, la Gendarmerie et la Douane assurent l'application de la loi dans ces entités territoriales.

Le MEF, nœud des institutions financières et économiques globales, assure la médiatisation locale de la régulation impériale américaine des activités financières et bancaires en territoire ivoirien. Il est composé de quatre Directions pertinentes: Trésor et comptabilité publique, Douanes, Impôts, Budget et finances, et assure la tutelle de la Banque Nationale d'Investissement, la Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire, la Caisse d'épargne, le Fond de Développement de Formation Professionnelle, le Fonds National de Solidarité, la Loterie Nationale de Côte d'Ivoire, la Société Nationale de Développement Informatique et la CENTIF⁶⁰.

Domination des marchés bancaire et financier

Dans les déclarations des officiels américains susmentionnés, le Pouvoir américain engage la Côte d'Ivoire dans la guerre contre le terrorisme d'autant qu'elle constitue une place financière régionale critique d'une part, et d'autre part, le lieu préféré de résidence des Libanais après le Liban considéré comme le siège du terrorisme palestinien. Cet engagement passe par le contrôle des mouvements financiers et bancaires en territoire ivoirien à partir du contrôle des structures régionales héritées de l'impérialisme français. En matière financière et monétaire dont le contrôle est une obsession des empires, le pouvoir américain de commandement et de régulation vient greffer la BCEAO (ci-après Banque) à Paris avec succursale principale établie à Dakar à partir du contrôle de la Banque par le FMI (ci après Fonds) comme nous l'avons développé au chapitre 3. Ce contrôle revient en fait au contrôle du régime financier et bancaire de la Côte d'Ivoire.

En effet, pour le secteur des marchés financiers et bancaires, le Fonds contrôle la Banque par une convention du 24 septembre 1981 qui fait de la Banque le responsable des fonctions d'agent financier de la Côte d'Ivoire comme définies par l'article 5 des statuts du Fonds. En contrepartie de la rétrocession de ses droits et créances du Fonds, la Banque assume les obligations du pouvoir ivoirien envers le Fonds.⁶¹ La Côte d'Ivoire absorbe 40% de la masse monétaire de la Banque et pesant 33% du PIB UEMOA. Elle évalue ses avoirs extérieurs nets en 2007 à 1 036,6 milliards sur les 4 665,8 milliards (22,21%). L'encours de crédits intérieurs UEMOA s'établissait à 7 251,8 milliards pour 34,9% de part ivoirienne quand celle-ci s'élève à 34,6% de la base monétaire établie à 4 689,5 milliards en 2009. L'épargne des particuliers et d'entreprises monte à 3 400,3 milliards dont 35,1% pour la Côte d'Ivoire qui prend 29,1% des prélèvements de billets de banques aux guichets automatiques pour 20 des 99 banques installées. Aussi les avoirs de la Banque détenus dans les livres du Fonds se chiffraient à 701 DTS, soit 499,802. La répartition donne 194,661 (39,54%) au pouvoir ivoirien dont les réserves au Trésor français sont de \$6 milliards.⁶² Tout cela

amène Amadou T. Touré alors Président de la Conférence des chefs d'état et de gouvernement de la Banque à confesser: «quand la Côte d'Ivoire s'enrhume, c'est toute l'UEMOA qui tousse.»⁶³

La Banque gère la tenue des comptes du Trésor, exécute les opérations financières extérieures, et celles avec les institutions de Bretton Woods en particulier, ainsi que la dette publique extérieure et intérieure de la Côte d'Ivoire. Sur les quinze agences auxiliaires de la Banque, six sont en Côte d'Ivoire qui abrite la Commission bancaire de la Banque, le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (ci après CREPMF), et la seule Bourse régionale des valeurs mobilières (ci après BRVM) où 84% des entreprises quotées sont ivoiriennes.⁶⁴ Ce portrait est un premier pas pour mesurer comment la défaillance du régime financier et bancaire ivoirien menace la sécurité des marchés financiers et bancaires de toute la région d'une part, et comment le contrôle du GIABA et de la Banque est stratégique à une régulation impériale des flux financiers et bancaires ivoiriens. En contrôlant donc ces deux institutions financières, le Fonds et la Banque, le Pouvoir américain agit sur le régime financier et bancaire ivoirien. La convention du 24 septembre 1981 arrache à la France son autorité historique en obligeant la Banque à suivre les directives du Fonds alors que son adhésion statutaire soumet le pouvoir ivoirien aux réglementations de la Banque.

Un réseau bancaire et financier saisissant

Le taux de pauvreté en Côte d'Ivoire est passé de 10% en 1985 à 48,9% en 2008 quand le Rapport UEMOA de la surveillance multilatérale établit à 3,8% la croissance économique ivoirienne en 2009. Le PIB ivoirien est de \$23,4 milliards avec un per capita de \$980. La production agricole dominée par le cacao, le café et l'hévéa joue un rôle de premier plan. Le secteur primaire a connu une croissance de 4,8 % en 2008 pendant que la croissance du secteur secondaire était de 2,9 % et celle du secteur tertiaire de 3,1 % selon les données qui nous ont été communiquées par le MEF.

Le secteur financier se compose d'une agence nationale et de six agences auxiliaires de la

Banque, la BRVM, 21 établissements de crédit dont 19 banques commerciales, 5 institutions financières, 33 compagnies d'assurance, 33 structures de micro-finance, 52 bureaux opérationnels de change manuel, quatre structures de transfert électronique de fonds, une caisse nationale d'épargne, et trois caisses de sécurité sociale.

Le système bancaire ivoirien dominé par les intérêts français est composé de huit banques généralistes dont la moitié est organisée en réseaux denses, cinq banques généralistes dotées de petits réseaux, et quatre banques spécialisées.

Les systèmes financiers décentralisés sous contrôle CREPMF comptent 93 structures dont six sont par une convention relative aux sociétés publiques à responsabilité limitée, et 87 mutuelles. Les assurances comptent 33 compagnies et 95 courtiers, soit le tiers de tout le marché CIMA.⁶⁵

Vers la fin juin 2009, il y avait 52 bureaux de change étrangers en parallèle des réseaux informels. Les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation sont les principaux facilitateurs du marché bénéficiant du commerce exclusif des titres de placement inscrits en Bourse et assurent le gros des protections des titres. Elles sont enregistrées comme des sociétés publiques à responsabilité limitée avec statut d'institution financière.

Ces organes collectifs d'investissement sont sous la tutelle de la BRVM qui, au côté d'autres acteurs des marchés financiers [caisse de dépôts, conseils en placement, agents d'affaires, notaires], est sous contrôle du CREPMF. La BRVM est seule à autoriser et réguler les opérations des marchés, ou refuser l'introduction des sociétés pour une cotation boursière.

Les Entreprises Professionnelles Non-Financières Désignées (EPNFD) comptent 419 avocats, 194 notaires, 79 comptables certifiés et experts comptables, 54 agents immobiliers et promoteurs immobiliers, 44 agences de voyages, 94 ONG, 4 négociants en pierres et en métaux précieux, et 2 convoyeurs de fonds.⁶⁶

Le secteur informel né de la subversion de la politique impérialiste française de civilisation

et de racialisation joue pour beaucoup dans l'économie ivoirienne. Il a occupé 4.107.595 personnes en 2002, contre 1.698.300 en 1995, soit une augmentation de 142 %. Les risques de blanchiment de capitaux y sont particulièrement élevés d'autant que le secteur est dominé par des transactions en espèces à un taux attractif par rapport aux taux des sociétés établies. Les activités de change au marché noir sont particulièrement inquiétantes. Le taux de bancarisation reste faible, soit 14%.⁶⁷

Un régime financier et de crédit défaillant

Pour le Pouvoir américain, le régime financier et bancaire ivoirien est défaillant par absence de loi et de réglementations ABC/FT, un état de droit fébrile, la culture de la corruption, et la disjonction de la souveraineté intérieure par la rébellion soutenue par la France.⁶⁸ La défaillance se traduit par une montée de la contrebande des biens de consommation, des produits agricoles et du blanchiment d'argent provenant des activités criminelles régionales organisées. La corruption et le détournement des fonds publics et leur blanchiment sont préoccupants. Les autorités ivoiriennes ont perdu le contrôle sur la moitié nord du pays. La partition géographique du pays entre le centre-nord-ouest (ci après CNO) sous la coupe réglée de dix seigneurs de guerre s'adonnant à des pratiques féodales rend difficile toute évaluation exhaustive de la participation ivoirienne au trafic de drogue tout comme son rôle de centre de blanchiment d'argent issu du trafic de narcotiques.

La rébellion de 2002 fait augmenter la contrebande des marchandises à travers les frontières CNO, y compris le cacao, les anacardiens, le bois de construction, les textiles, les produits du tabac, les motos légères et du diamant de Séguéla sous contrôle de Ouattara Issiaka dit Wattao, chef d'état-major adjoint de l'armée des Forces Nouvelles.⁶⁹

Le rapport entre les revenus liés aux marchandises passées en contrebande et le montant des narcotiques demeure peu clair pour autant que le gouvernement échoue à exercer son pouvoir de contrôle des frontières CNO. La contrebande du sucre, du coton, du cacao, du café, des voitures, et des DVDs piratés se produit également dans le sud sous contrôle du gouvernement.

Selon le Bureau des enquêtes financières de la douane, le commerce transfrontalier du diamant et du cacao génère des fonds illicites principalement blanchis par des services et des maisons de change informels. Les entreprises criminelles emploient également le système bancaire formel, des courtiers du cash, et les compagnies immobilières et de véhicules d'occasion pour blanchir des fonds de crime. Le Pouvoir américain insiste: «The outbreak of the rebellion in 2002 increased the amount of smuggling of goods across the northern borders, including cocoa, cashews, timber, textiles, tobacco products, and light motorcycles. Reportedly, there has also been an increase in the processing and smuggling of diamonds from mines located in the north».⁷⁰ Le rapport américain ajoute: «the cross-border trade of diamond and cocoa over Cote d'Ivoire's porous borders generates illicit funds that are primarily laundered via informal money services businesses and exchange houses».⁷¹

Le secteur bancaire et financier ivoirien comme exposé plus haut est le plus dense de toute la région. Cependant, parce que les services bancaires étaient en grande partie absents en zone CNO, les gens emploient les services des courtiers informels, les organismes de transfert semblables à hawala ou encore les compagnies de transport de marchandises. «There is no regulation of domestic informal value transfer systems. Informal remittance transfers from outside Cote d'Ivoire violate West African Central Bank money transfer regulations».⁷² Le Hezbollah, solidement implanté en Côte d'Ivoire, exerce des activités de mobilisation de fonds. Cette présence inquiète le Pouvoir américain qui soupçonne la complaisance politique en indexant la vétusté d'une loi régissant les associations: «The Ivorian government has taken no legal action to prevent the misuse of charitable and or other nonprofit entities that can be used as conduits for the financing of terrorism. Reportedly, the Ministry of Interior Security is addressing this problem».⁷³ La loi 60-315 qui régit les associations date du 21 septembre 1960. Les Libanais ont, du fait d'une culture institutionnalisée de la corruption voire de négation de soi, tiennent certains agents censés d'appliquer la loi. ARSO insiste dans son rapport au Congrès: «Hizballah is present in Côte d'Ivoire and conducts fundraising activities, mostly

among the large Lebanese expatriate community».⁷⁴ Cette loi ne cadre plus avec des organismes pouvant servir au financement du terrorisme ou au blanchiment d'argent de crimes.

Un ambassadeur ayant servi au NEC-Abidjan ajoute: «Le gouvernement Gbagbo a perdu tout contrôle du nord du pays. Pour une longue période de temps par exemple, les examens de fin d'études secondaires n'ont pas été administrés, les préfets et sous-préfets, du moins ceux qui ont pu échapper aux rebelles, ont dû quitter les zones sous leur contrôle pour se replier au sud; Gbagbo n'avait aucun contrôle de la partie nord du pays».⁷⁵ En lieux et places des douanes légales, la Centrale dirigée par Moussa Dosso, des Forces Nouvelles et qui émergeait en même temps ministre du gouvernement à Abidjan, contrôle les régies financières dans la pure tradition d'accumulation primitive. Des sociétés qui opèrent dans la région versent des redevances et taxes aux commandants de zone. Des gestionnaires onusiens que nous avons rencontrés à Abidjan sont incisifs: «Les autorités douanières ivoiriennes sont systématiquement empêchées d'exercer leurs activités. La Centrale des Forces nouvelles exerce le même niveau d'autorité. Tous les postes aux frontières de la zone CNO sont sous contrôle exclusif des FN, sans la présence d'aucun agent des douanes ivoiriennes qui sont par ailleurs incapables de mener toutes enquêtes sur la contrebande dans ces territoires sous contrôle des Forces Nouvelles. L'état est complètement absent dans cette partie de la Côte d'Ivoire».⁷⁶

La police économique et financière rapporte une montée des crimes financiers liés au vol de cartes de crédit et des fraudes de comptes bancaires étrangers pour ce qui concerne les transferts électroniques de grands montants d'argent impliquant principalement des titulaires britanniques et américains de comptes victimes des escroqueries sur Internet. Et la Côte d'Ivoire ne dispose pas de loi spécifique aux escroqueries d'Internet.

Les intérêts français comptant pour la majorité des banques et des opérations bancaires et services d'assurance ont influencé la loi de 1990 qui prévient toute divulgation des identités et

propriétés des clients sans toutefois les dénier aux seules autorités judiciaires dûment mandatées, mais souvent corrompues.

Grosso modo, le régime financier et bancaire existant d'une part, et la disjonction de la très souveraineté territoriale ivoirienne d'autre part, menacent la sécurité des marchés financiers et bancaires à la merci de la criminalité financière transnationale. Le Pouvoir américain craint une main basse des suppôts du Hezbollah en faisant expulser Abd Al Menhem Qubaysi en 2009:

Quand vous regardez les organisations terroristes internationales, elles ont généralement de multiples sources de revenus qui proviennent d'un réseau mondial. Pour les combattre, il faut bloquer leurs sources de financement. En ce qui concerne Abd Al Menhem Qubaysi, il a été accusé de mobiliser des fonds pour le financement du Hezbollah une organisation classée terroriste par le Gouvernement américain. Il a accueilli de hauts responsables du Hezbollah en voyage en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays de la région pour récolter des fonds pour le Hezbollah. Il y a une large communauté arabe avec des activités économiques en Côte d'Ivoire; Qubaysi a été accusé d'effectuer une collette de fonds au sein de cette large communauté pour financer le Hezbollah au Liban. C'était là le problème avec Qubaysi, ce qui correspond au contexte élargi de la guerre contre les organisations terroristes internationales par tous les moyens possibles, incluant le blocage de leurs sources de revenus. La Côte d'Ivoire est vue comme un lieu de collecte de fonds pour le compte du Hezbollah, ce fut le cas de Qubaysi qui peut être classé en ce sens dans le contexte de la sécurité nationale des États-Unis et de la guerre contre le terrorisme.⁷⁷

La défaillance du régime tient également de la nature du système judiciaire ivoirien «différent de celui des États-Unis; les lois sont différentes et dans le cas du financement des organisations terroristes internationales, la Côte d'Ivoire n'a pas un système judiciaire étendu comme celui des États-Unis. Nos actions consistent à amener la Côte d'Ivoire à développer un système judiciaire fort pour protéger son système financier et bancaire.»⁷⁸

La régulation impériale américaine du régime laxiste financier et bancaire ivoirien passe par la création d'un régime Anti-blanchiment de capitaux et ant-financement du terrorisme (ABC/FT). La création du GIABA devient une étape majeure de la politique impériale américaine de régulation du régime financier et bancaire de Côte d'Ivoire.

Création du GIABA

... quand les États-Unis classifient un groupe comme groupe terroriste, cela n'implique pas que tous les pays aussi le classifient comme terroriste. C'est seulement quand le groupe est désigné comme terroriste par les organisations internationales que les pays comme la Côte d'Ivoire deviennent plus spécifiques dans ce processus. Notre action a été de convaincre le gouvernement ivoirien d'accepter le fait qu'une organisation déclarée terroriste soit aussi reconnue comme telle par le gouvernement, et que la Côte d'Ivoire coopère totalement avec nous pour contrôler le financement provenant de l'économie ivoirienne et destiné aux groupes terroristes.⁷⁹

«The United States continued to play a strong role in developing new initiatives within FATF, and within FATF-Style Regional Bodies, to meet evolving anti-money laundering and counterterrorism financing threats.»⁸⁰

En janvier 2000, les chefs d'état et de gouvernement de la CEDEAO créent le GIABA pour soutenir les efforts en matière de lutte contre le blanchiment d'argent suivant la Résolution 1267. La structure existe simplement sur papier. Elle est seulement devenue opérationnelle en 2005 et reconnue comme un ORSG en 2006.⁸¹ Le statut ORSG donne mandat au GIABA de faire adopter et appliquer les recommandations GAFI dans les états de sa juridiction en les assistant à promulguer des lois nationales ABC/FT, à renforcer la coopération entre les états, et coordonnant l'assistance technique fournie par les pouvoirs centraux membres et corps associés du GAFI.

Pour y parvenir, le GIABA institue les mêmes mécanismes GAFI: les plénières, les évaluations mutuelles suivant la méthodologie GAFI/FMI pour déterminer le niveau de conformité aux normes, des exercices de typologie fondés sur des recherches empiriques, les réseaux de correspondants constitués en comités nationaux, et les CRF/FIU. Celles-ci et ceux-là répercutent la même technique: évaluation mutuelle nationale, réseau de correspondants dans les structures financières, bancaires, et EPNFD et administratives et judiciaires définies par lois et décret nationaux, et formation des assujettis. Ce sont ces mécanismes structurellement organisés qui médiatisent le Pouvoir américain de régulation du régime financier et bancaire en Côte d'Ivoire.⁸²

Les normes GAFI constituent la base de la régulation du régime financier et bancaire de la Côte d'Ivoire. Elles ont été révisées pour établir une méthodologie unique d'évaluation mutuelle qui renforce les régimes ABC/FT. Outre les missions centrales dévolues aux Organes régionaux de style GAFI (ORSG), le GAFI et ses corps associés assignent au GIABA la mission d'assistance technique. Autrement dit, l'impérialisme américain à la différence des impérialismes modernes prend appui sur un réseau d'institutions qui dissimulent un pouvoir monarchique de régulation du régime et de l'économie de Côte d'Ivoire.

La structure du GIABA montre un contrôle souverain des structures nationales d'autorité pour une régulation impériale des mouvements financiers et bancaires. Le GIABA est composé d'un Comité Ad Hoc réunissant les ministres des finances, de la justice et de la sécurité intérieure de chaque membre dont la Côte d'Ivoire, un secrétariat, une Commission technique composée des experts des ministres impliqués, un coordonnateur du comité de lutte contre la drogue dans chaque état, un Réseau des correspondants nationaux. La structure en fait un hub and spoke médiatisant la politique impériale américaine de régulation du régime financier et bancaire ivoirien. Les CNSA sont des correspondants, des maillons nationaux qui œuvrent à la diffusion des normes GAFI. Le CNSA ivoirien reprend la même structure et joue auprès de la CENTIF ce que représente le GIABA pour la Banque et le GAFI pour le Groupe Egmont et le Fonds. L'étape décisive à la mise en activité du GIABA est la formation que le Pouvoir américain a donnée aux gestionnaires ayant servi de base à la structure qui médiatise l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire.

Formation à la législation anti-terroriste

Bien avant l'institutionnalisation du GIABA, le Pouvoir américain a formé de hauts gestionnaires ivoiriens qui ont servi de cheville ouvrière au CNSA-GIABA et à la CENTIF. Ce que nous voulons démontrer ici est que le Pouvoir américain vient non pas simplement greffer le GIABA, partie du gotha des corps constitués servant un imperium capitaliste américain, il est à sa fondation

même comme source du régime ABC/FT agissant de façon à restructurer le régime financier et bancaire pour un contrôle souverain des mouvements financiers ivoiriens. La Côte d'Ivoire, rappelons-le, constitue le hub financier et bancaire de toute la région ouest africaine.

En effet, dès décembre 2001, Arlène Render alors ambassadeur des États-Unis transmet au Président Laurent Gbagbo, une note du Président George Bush de son soutien à la lutte contre le terrorisme islamiste au côté du peuple américain. La note rappelle les engagements internationaux du gouvernement ivoirien et de la nécessaire coopération dans le cadre des nations unies pour combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Après des rencontres avec le Premier ministre Affi NGuessan et le Président Laurent Gbagbo, la gestionnaire adresse une correspondance à Bohoun Bouabré, Émile Boga Doudou et Siene Oulaï respectivement MEF, et ministres de la sécurité intérieure, et de la justice. Les ministres sont ordonnés de désigner deux hauts gestionnaires chacun dans le cadre du programme américain de formation à la législation anti-terrorisme et la sécurité nationale. La section Affaires publiques a été chargée des modalités pratiques de séjour notamment la formation pré-départ des boursiers dans les locaux du MEF. ARSO a procédé aux vérifications de sécurité et de la loyauté des candidats: «avec mes collègues, nous avons passé trois entrevues dans les locaux de la chancellerie américaine. Il y avait tellement de questions et je me demandais même c'est quoi finalement. On nous demande un service et en plus on nous scrute comme des criminels».⁸³

La formation s'est déroulée du 7 au 11 octobre 2002 à Africa Center for Strategic Studies. La veille eut lieu une réception à Embassy Suites Hotel organisée par Office of Antiterrorism Assistance (ATA) et Office of Oversease Prosecutorial Development, Assistance and Training (OPDAT) respectivement des Départements d'état et de la Justice. Pour les petits soins, Cynthia Wright était aux côtés des gestionnaires ivoiriens. Au premier jour, les gestionnaires aux côtés de pairs du Djibouti, Kenya, Sierra Leone et Afrique du Sud ont été informés des tendances du terrorisme et des obligations des 12

Conventions onusiennes et protocoles liés au terrorisme, le GAFI et les quarante recommandations plus 9 spéciales américaines touchant spécifiquement le financement du terrorisme.

Les apprenants ivoiriens découvrent pour la première fois le GAFI et ses recommandations originelles et une interprétation américaine propre. Ils apprennent que ces recommandations sont fondées sur les Résolutions des Nations unies et douze Conventions et protocoles onusiens faisant obligation aux états de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (BA/FT) en prenant «les mesures immédiates pour ratifier et pour mettre en œuvre sans restriction la Convention de 1999 pour la répression du terrorisme»⁸⁴ et la Résolution 1373. Le GAFI établit 20 catégories d'infractions graves désignées crimes ou délits liés au blanchiment. La structure invite les pays à prendre les mesures nécessaires pour mettre leurs régimes financiers et bancaires nationaux en conformité avec ses recommandations. Les pouvoirs canailles seraient inscrits sur la liste noire – ce qui pourrait avoir pour conséquence (outre une réputation dégradée) d'amener les autres états et organisations économiques globales à les couper du système financier mondial: «un défaut de conformité ferait peser sur nos organismes financiers une atteinte à la confiance telle que plus aucun de leurs correspondants extérieurs n'accepterait d'entrer en relation avec eux».⁸⁵

Les normes du GAFI demandent notamment aux autorités nationales: d'incriminer le BA/FT; de créer une unité d'intelligence financière, d'adapter leur système policier et judiciaire de manière à rendre les sanctions onusiennes effectives; d'imposer des normes et procédures de surveillance à tous les organismes susceptibles de servir de blanchiment (casinos, système financier, apporteurs d'affaire manipulant des fonds...). Le formateur est incisif sur le devoir de criminaliser le financement du terrorisme et le blanchiment de capitaux: «Chaque pays devrait ériger en infraction pénale le financement du terrorisme, des actes terroristes et des organisations terroristes».⁸⁶ Le gel et la confiscation des biens des terroristes préoccupent la formation des agents de changement. «Chaque pays devrait mettre en œuvre des mesures pour geler sans délai les fonds ou autres biens

des terroristes et de ceux qui financent le terrorisme et les organisations terroristes, conformément aux résolutions des Nations unies relatives à la prévention et la répression du financement des actes terroristes.»⁸⁷ La législation semble la mesure privilégiée devant permettre aux autorités compétentes de confisquer les biens utilisés ou destinés à être utilisés pour financer le terrorisme, des actes ou organisations terroristes. La quatrième RS touche à la déclaration des transactions suspectes liées au terrorisme. «Si les institutions financières, ou les autres entreprises ou entités assujetties aux obligations relatives à la lutte contre le blanchiment, suspectent ou ont des motifs raisonnables de suspecter que des fonds sont liés, associés ou destinés à être utilisés pour le financement du terrorisme, des actes terroristes ou des organisations terroristes, elles devraient être tenues de déclarer rapidement leurs soupçons aux autorités compétentes».⁸⁸ Outre la coopération et l'obligation d'assistance mutuelle, les gestionnaires accentuent des mesures à prendre pour soumettre toute compagnie de transmission manuelle ou électronique de fonds à un enregistrement et à une autorisation des autorités conformément aux normes GAFI et que les contrevenants soient pénalement responsables. Les recommandations RSVI et RSVII incitent à prendre des mesures obligeant les structures financières et les services de remise de fonds à inclure et à consigner des renseignements d'identification du donneur d'ordre. La RSVII qui cible les organisations à but non lucratif invite le pouvoir ivoirien à «entreprendre une revue de l'adéquation de ses lois et réglementations relatives aux entités qui peuvent être utilisées afin de financer le terrorisme.»⁸⁹

Mary Lee Warren, adjoint au procureur et Faye Ebreinstamm Deputy adjoint au DoJ exhortent les étudiants à tirer profit du séminaire et à s'appropriier les connaissances. Le but étant de «fabriquer» des formateurs et activistes selon James Silverwood, Directeur Afrique et Moyen Orient, en renforçant la capacité des gestionnaires à transposer la législation américaine et des pratiques recommandées en droit interne. Dans sa communication des tendances du terrorisme, Kevin Foust développe les stratégies de coopération et d'application de la loi pour combattre le terrorisme dans

le monde. Un représentant de chaque pays expose ensuite des défis spécifiques et embûches légales et opérationnelles. Des groupes de travail adressent des plans d'action et recommandations sur lesquels le Gouvernement américain devrait engager le pouvoir ivoirien notamment en ce qui concerne les Conventions et accords internationaux. Brenda Sue Thornton du Département d'état insiste sur la disponibilité du Gouvernement des États-Unis à assister le pouvoir ivoirien à ratifier les accords et conventions onusiens.

Concernant le modèle de législation, Michael Kraft expose des exemples de lois antiterroristes reconnues notamment les cas canadien, norvégien et britannique. Michael Garcia du Commerce familiarise les apprenants aux techniques d'enquêtes anti-terroristes Son exposé place la FIU au cœur de la coopération mondiale, une autorité déterritorialisée où convergent les institutions financières, les autorités de poursuites, les organes publics chargés d'appliquer la loi. La FIU est connectée au Groupe Egmont lequel coordonne les renseignements financiers. L'ordonnance exécutive 13224, *USA PATRIOT Act*, les mesures spéciales, la vérification et l'identification sont des outils indiqués.⁹⁰

Du retour, les gestionnaires ivoiriens engagent de peaufiner leur plan d'action et de réforme du régime financier et bancaire. Ces gestionnaires comptent à la base des experts GIABA, et à ce titre ont formé les membres du CNSA-GIABA et de la CENTIF.⁹¹ La formation de hauts fonctionnaires ivoiriens constitue une étape décisive dans la mise en œuvre du GIABA et du régime ABC/FT qui restructure tout le régime financier et bancaire de la Côte d'Ivoire. Elle devient, dans la perspective critique d'empire d'Alejandro Colás qui élargit notre compréhension de l'impérialisme américain, un mécanisme d'absorption et de recréation. Par analogie à Williams Appleman William, l'impérialisme américain par la formation des agents de régulation gagne la victoire sans faire la guerre quand le Pouvoir américain décide des, et de comment le marché bancaire et financier doit être sécurisé en Côte d'Ivoire.

UEMOA et la Banque: instruments de la régulation américaine

«Nous avons été convoqués d'urgence à Paris au siège de l'OCDE le 25 septembre 2001 par le FMI. La rencontre a été précédée d'une réunion de la Commission bancaire le 15 septembre 2001 où Konan Banny alors Gouverneur de la Banque a pris en attendant une décision formelle du Conseil des ministres, un certain nombre de mesures conservatoires sur instructions du Fonds.»⁹²

La Banque a adressé la liste des personnes et organismes visés par les nations unies aux banques et établissements financiers sous son contrôle, demandant d'identifier les comptes les appartenant tenus dans leurs livres et de lui communiquer mensuellement et au MEF les informations relatives aux mouvements affectant lesdits comptes conformément aux dispositions de l'article 42 de la loi bancaire. Ces comptes devraient, en outre, faire l'objet d'une surveillance rapprochée et d'une stricte application des dispositions de la réglementation des changes pour tout transfert sur l'étranger. Enfin, au cas où ces personnes disposeraient de comptes étrangers, ceux-ci devraient être immédiatement clôturés. Plus tard sur la base d'une stratégie technique de lutte des conseils-résidents américains, une réglementation complète a été établie pour mettre en œuvre les résolutions onusiennes et la Convention sur la répression du financement du terrorisme.

Assistance technique

Programme Resident Advisor

GIABA est devenu seulement actif en 2005 quand OTA/OPDAT y a établi une équipe en assistance technique. Les équipes techniques travaillent avec les pouvoirs de la région pour «facilitate further development of GIABA, the FATF-style regional body for western African nations». Les conseillers OTA ont travaillé avec la Banque et les ministères indiqués pour former les gestionnaires du Trésor, implanter des procédures standards, collecter et analyser des informations pour une gouvernance financière publique améliorée.⁹³

Domaine expertise: lutte contre la corruption et la fraude fiscale, création et renforcement de la FIU, et gestion de trésorerie en contribuant à la mise en place pour le compte du MEF du Système Informatisé de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP), de la réforme de la comptabilité publique et l'implantation de l'Unité de Caisse et du progiciel de comptabilité et de gestion des finances ASTER, des technologies modernes qui surveillent les besoins financiers de façon rapide et efficace, par une assignation des fonds dans les limites des engagements budgétaires du pouvoir ivoirien.

Projet de résidence ATA

L'assistance technique ATA emprunte deux avenues: conseiller-résident et conseiller intermittent. Un projet résident est ancré par un conseiller expert vivant dans le pays de contrepartie, typiquement pendant une période de plusieurs années, et travaillant côte à côte avec des gestionnaires du MEF, de la Banque, de la Direction des impôts ou toute autre institution gouvernementale ce qui favorise un transfert du savoir et un renforcement des systèmes. Le projet de résidence inclut, en plus d'un conseiller résident, la participation des experts dans des domaines spécialisés par des visites à court terme.

Le projet intermittent privilégié pour la Côte d'Ivoire consiste en deux conseillers passant environ 35 semaines par an depuis 2003, en séquences de deux à trois semaines à la fois, et travaillant avec de hauts gestionnaires des finances, de la sécurité intérieure et de la justice sur la base d'un plan d'activités appelé TOR. Le Terms of Reference décrit didactiquement les objectifs et constitue une compréhension bilatérale au niveau politique entre le Trésor américain et le MEF. Entre les voyages, les conseillers américains et les gestionnaires ivoiriens sont en contacts fréquents par email et le téléphone. Un agent de programme permanent OTA est établi au NEC Abidjan.

En outre, le conseiller résident établi auprès du GIABA travaille avec la CENTIF et le CNSA-GIABA et le conseiller intermittent. Le projet Financial Enforcement tire l'expertise de quatre autres champs. Les conseillers de politique fiscale et d'administration, et financiers d'application ont formé

et techniquement assisté le Trésor, ayant tutelle de la LONACI, et la DST pour mettre en place de la technologie de contrôle des transactions financières par Internet.

Le Pouvoir américain tient la Côte d'Ivoire par les conseils résidents GIABA et intermittent: «OTA Financial Enforcement assisted the members of GIABA and ECOWAS in the development and implementation of model anti-money laundering/counter financing of terrorism laws in all member countries. OTA Government Debt Issuance and Management helped several members of the West African Economic and Monetary Union to secure initial credit ratings sovereign and Côte d'Ivoire is not an exception».⁹⁴

Assistance directe OTA/UEMOA/BCEAO 2005

Le conseiller résident Government Debt Issuance and Management a organisé six séminaires sur la sécurité sociale en collaboration avec la Banque. La formation a vu participer une centaine de gestionnaires des banques ivoiriennes, de la BRVM, du CREPMF, du Conseil régional des compagnies d'assurance, des SGI et des MEF de toute l'UEMOA dont l'association des compagnies d'assurance de Côte d'Ivoire.

Formation et assistance technique OPDAT et AFMLS⁹⁵

Les Conseillers juridiques résidents RLAs sont des procureurs fédéraux américains qui offrent de l'assistance technique en vivant dans le pays pendant un ou deux années à travailler avec des cadres des ministères de la justice, des procureurs et des magistrats pour améliorer le professionnalisme des systèmes de justice pénale étrangers.

RLA assiste à la rédaction de loi, des politiques et pratiques de modernisation institutionnelle, et les agents d'application de la loi dont les procureurs, juges, police judiciaire et autres enquêteurs ou agents judiciaires notamment en matière de Counter-Terrorism Financing (CTF).

Les résidents d'AFMLS (Asset Forfeiture and Money Laundering Section) assistent techniquement l'élaboration des projets de statuts de blanchiment de capitaux suivant les normes GAFI. Trois

équipes ont assisté la CEDEAO/UEMOA/BCEAO à rédiger les directives et règlements que la Côte d'Ivoire a transposés en droit interne: OTA côté finance, OPDAT pour la législation Financement du Terrorisme, et AFMLS/FBI côté Blanchiment de Capitaux et sécurité intérieure.

Une telle assistance technique renforce la capacité du pouvoir ivoirien à prévenir, détecter, enquêter et poursuivre les crimes BC et rendre approprié et efficace l'utilisation des actifs confisqués. Les thèmes sur lesquels est portée l'assistance américaine tournent autour du développement dans la législation ABC et les enquêtes, la conformité aux normes GAFI, des méthodes et techniques d'enquête et de poursuites efficaces, la coopération inter-agence et la communication, les systèmes de procédure criminelle, la coopération internationale et le rôle des procureurs. Des représentants de la Côte d'Ivoire notamment, des procureurs, des officiers de la police judiciaire, des magistrats et des agents de douanes ont participé à ces formations étendues aux difficultés à établir des liens entre enquêtes de fraude financière et la corruption, la mise ensemble d'une équipe conjointe d'enquête financière, le pistage et l'identification des bénéficiaires et le traitement des défis particuliers dans la conduite des enquêtes sur la corruption.⁹⁶ Le CNSA-GIABA a coordonné la participation avec ARSO quand Affaires publiques finance le voyage et le séjour en Afrique du Sud en 2005 et en 2006. Les formations et assistance technique de base ont permis aux États-Unis d'asseoir en Côte d'Ivoire les fondamentaux du régime ABC/FT dont le mécanisme d'évaluation mutuelle contribue à améliorer.

Régime Anti-Blanchiment de capitaux et Anti-financement du terrorisme (ABC/FT)

Les experts ATA/OPDAT chargés de réguler les régimes financiers et bancaires ivoiriens suivant les normes GAFI ont travaillé, avec le CNSA-GIABA dirigé par le Trésor et composé de gestionnaires venant des ministères statutaires, à la loi qui transpose en droit ivoirien les directives UEMOA/BCEAO. ARSO et Aubrey Hooks ont particulièrement manœuvré à l'adoption de la loi ABC. Des rencontres entre la Présidence du Parlement et la Commission des affaires économiques

et financières ont précédé l'adoption: «l'ambassadeur avait sollicité de rencontrer des membres du Bureau du Parlement. Nous avons eu deux séances au cours desquelles nous avons discuté outre la situation de rébellion particulièrement de la réforme bancaire, de la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent. Les Américains ont présenté les menaces de blanchiment d'argent pour notre économie. Nous partageons les mêmes préoccupations. Il existe des intérêts protégés qui jouent avec le fisc». «La Côte d'Ivoire est membre de la CEDEAO et du GIABA et nous avons simplement rappelé aux députés leurs engagements internationaux».⁹⁷

Le 2 décembre 2005 le Parlement ivoirien adopte la loi 2005-554 relative au blanchiment de capitaux et promulguée par le Président Gbagbo instituant un régime ABC qui transpose en droit interne les normes GAFI. «With this law, Cote d'Ivoire adopted the all-crimes approach to money laundering, making it a criminal offense regardless of the predicate offense». La loi accentue la prévention du blanchiment tout en élargissant la définition qui inclut les fonds de tous crimes. Elle établit non pas un seuil minimum mais la norme «connaître vos clients» pour des banques et toutes les autres institutions financières ainsi que des procédures et l'obligation de rapporter les transactions suspectes que les établissements financiers doivent suivre pour détecter le blanchiment d'argent. Son champ s'étend au Trésor, la Banque, les organismes financiers, la BVRM et le CREPMF, les EPNFD et l'ensemble des acteurs financiers et bancaires et de tout acteur intéressant la CENTIF.

Le 4 juillet, la Banque émet la Directive 04/2007/CM/UEMOA portant CTF. Sous la pression conjuguée du NEC Abidjan et des corps constitués du GAFI, une structure impériale sous contrôle américain, le Président Laurent Gbagbo signe le 12 novembre l'ordonnance 2009-367 relative au CTF qui reprend presque mot pour mot la directive de la Banque. Dans son préambule, elle acte «la gravité des menaces que fait peser le terrorisme sur la paix et la sécurité internationale» et relève le souci du gouvernement ivoirien «de mettre en œuvre les recommandations relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles découlant de la Convention des Nations Unies

du 9 décembre 1999 pour la répression du financement du terrorisme et les recommandations spéciales du GAFI». Son champ couvre les mêmes acteurs que ceux de la loi susvisée.⁹⁸ Outre l'ordonnance, la Côte d'Ivoire dispose d'un projet de loi AFT résultant de l'assistance technique américaine. Ce texte incrimine et sanctionne les actes de terrorisme; les infractions commises par des explosifs et autres engins contre les personnes jouissant d'une protection internationale, le financement du terrorisme... «Le projet de loi semble traduire la transposition des dispositions internationales ratifiés par la Côte d'Ivoire sur ces matières. Son adoption va sans doute renforcer la lutte contre les actes de terrorisme y compris le financement.»⁹⁹

Définitivement, la loi ABC et l'ordonnance AFT reproduisent les directives et règlements UEMOA élaborés avec l'assistance technique américaine. Elles constituent le cadre définissant le régime financier et bancaire ivoirien, base de la régulation impériale américaine en quête de sécurité du marché par le contrôle des mouvements financiers et bancaires. Ce cadre juridique repose sur la Convention des nations unies sur la répression du financement du terrorisme ratifiée par la Côte d'Ivoire le 13 mars 2002; les UNSCR 1267 du 15 octobre 1999 et 1373 du 28 septembre 2001; les règlements 14/2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002 portant gel des fonds et autres ressources financières de présumés individus et organisations terroristes et 09/2010/CM/UEMOA du 1er octobre 2010 portant relations financières extérieures; les directives 07/2002/CM/UEMOA du 19 septembre portant LBC, 04/2007/CM/UEMOA du 4 juillet portant CTF, et 09/2008/CM/UEMOA modifiant la directive 09/2007/CM/UEMOA du 06 avril établissant la liste des individus et des organismes visés par le gel des fonds et autres ressources financières; du code pénal ivoirien relooké; et la loi uniforme relative à la CTF du 28 mars 2008.

CENTIF et CNSA-GIABA: institutions de médiatisation de la régulation américaine

La CENTIF et le CNSA-GIABA assurent la médiatisation de la régulation impériale américaine. Le 9 août 2006 après adoption et promulgation de la loi susmentionnée, fut pris en conseil des

ministres le décret d'application 2006-261 portant création, organisation et fonctionnement d'une cellule nationale de traitement des informations financières CENTIF/FIU. La création d'une unité d'intelligence financière nationale est une exigence des normes GAFI. Deux ans après le décret, la CENTIF est devenue opérationnelle. Deux structures indépendantes assuraient auparavant les renseignements financiers. Le Centre de recherche financière (CRF) de la Direction des Douanes reportait au MEF et l'Agence nationale de stratégie et d'intelligence répondait du Président de la République.

La composition statutaire telle que définie par la loi et le décret de création fait de la CENTIF une structure nationale d'autorité qui veille au fonctionnement régulier d'un régime essentiellement dédié au contrôle des mouvements financiers et bancaires. En effet, elle est dirigée par un groupe de six gestionnaires en provenance des ministères statutaires du régime AML/CTF, et de la Banque: un haut fonctionnaire issu du MEF ayant rang de directeur d'administration centrale, un magistrat spécialiste des questions financières détaché par le ministère de la justice, un officier supérieur de la Police judiciaire détaché par le ministère de la sécurité intérieure, un représentant de la Banque assurant son secrétariat, un inspecteur des services des Douanes chargé d'enquêtes.

La CRF qui agit en chien de garde des mouvements financiers et bancaires dispose d'un staff de dix huit agents de renseignement dont des analystes financiers, un comptable, un magistrat, un économiste statisticien, et un gestionnaire de réseau informatique. Elle travaille étroitement avec les deux structures existantes susmentionnées. Cette connexion en fait une interface unique en matière de surveillance des mouvements financiers et bancaires. Le contexte de la rébellion et la politique américaine de protection de la souveraineté territoriale ivoirienne contre un impérialisme classique français ont contribué pour beaucoup à faire plier le gouvernement.¹⁰⁰ La CRF et l'ANSI qui enquêtent habituellement les fraudes douanières et fiscales ainsi que la contrefaçon rejoignent la police économique et financière, et la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) qui sont des

assujetties de la CENTIF en veillant à l'application de la loi et en enquêtant les crimes financiers, le blanchiment et le financement du terrorisme.

Le 13 février 2006 fut créé le CNSA-GIABA par arrêté 009/MDPMEF/DGTCP/DIF portant création, attribution et composition qui lui donne mandat d'inspirer et assister les pouvoirs publics dans la conception et la conduite de la politique nationale ABC/FT, de faire des propositions qui renforcent la coopération mondiale et l'implantation des infrastructures de technologie nécessaire. Les membres du CNSA-GIABA viennent également des structures d'autorité statutaires du régime ABC/FT. Ensemble avec le GIABA, la CENTIF et le CNSA assurent dans le cadre de leurs mandats, un processus d'évaluation mutuelle qui dissimule tout pouvoir de régulation américaine.

Un régime panoptique

Les articles 34 de la loi ABC et 27 de l'ordonnance AFT instituent le principe de levée du secret bancaire et professionnel à l'égard des autorités de contrôle et de la CENTIF. Il en est de même pour les institutions de micro-finance prévue à l'article 58 de l'ordonnance 2011-367 et des sociétés d'assurance suivant l'article 17 de l'annexe I du Traité de la CIMA, ainsi que l'article 39 de l'annexe de la Convention portant création du CREPMF concernant les marchés financiers.

Pouvoir de détecter les actifs à confiscation

Le Procureur de la République, le Juge d'instruction, la Police judiciaire, et la CENTIF sont des autorités que le nouveau régime ABT/FT a dotées de prérogatives de contrôle des mouvements financiers et bancaires de poursuite pénale.

La loi LBC précise les pouvoirs dévolus au Procureur aux termes de l'article 41 du Code de procédure pénale qu'elle assigne également au juge d'instruction: saisie, perquisition, audition. Afin de lui permettre d'établir la preuve de l'infraction d'origine et la preuve des infractions liées au blanchiment de capitaux, l'article 33 de la loi ABC donne au juge pouvoir d'ordonner la mise sous surveillance des comptes bancaires et assimilés lorsque des indices sérieux permettent de suspecter

qu'ils sont utilisés ou susceptibles d'être utilisés pour des opérations en rapport avec l'infraction d'origine ou des infractions de BC.

L'article 28 de la loi ABC permet à la CENTIF, de faire opposition à l'exécution de toute opération suspecte, ce, pour une durée de quarante huit heures, ce qui semble une carence pour les Américains car un suspect agile peut déplacer ses fonds par après. L'article 34 interdit également à tous les assujettis de lui opposer le secret professionnel.

Établissement de procédures et mesures de contrôle interne

L'article 13 de la loi ABC fait obligation aux organismes financiers de mettre en place «des programmes harmonisés de prévention du blanchiment de capitaux» comprenant: centralisation des informations sur l'identité des clients, donneurs d'ordre, mandataires, ayants droits économiques; traitement des transactions suspectes; désignation de responsables internes chargés de l'application des programmes ABC; formation continue; et, mise en place d'un mécanisme de contrôle interne de l'application et de l'efficacité des mesures adoptées dans le cadre de la présente loi.

L'article 8 de l'ordonnance AFT impose des obligations similaires aux organismes financiers en ce qui concerne le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Le dernier alinéa de l'article 13 de la loi ABC précise que «les autorités de contrôle pourront, dans leurs domaines respectifs, en cas de besoin, préciser le contenu et les modalités d'application des programmes de prévention du blanchiment de capitaux». L'instruction 01/2007/RB à cet égard précise les obligations prévues aux articles 13, 15 et 16 de la loi ABC: mise en place d'une cellule anti-blanchiment qui établisse un système de surveillance et de contrôle du fonctionnement des procédures instituées, élaboration d'un programme interne comprenant des procédures et des règles internes de prévention et de détection du blanchiment de capitaux, contrôle du programme ABC. En complément, l'article 17 de l'instruction susvisée, fait obligation aux organismes financiers, dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exercice, d'adresser à la Banque et à la Commission,

un rapport sur la mise en œuvre de l'ensemble du dispositif interne de lutte contre le blanchiment de capitaux en vigueur dans les états UEMOA.

L'instruction 35/2008 du CREPMF impose aux acteurs du marché financier régional en son article 13 d'instituer un dispositif AML qui «doit être explicitement confié au contrôleur interne», «chargé de la mise en œuvre d'un système de surveillance et du contrôle du bon fonctionnement des procédures mises en place», en vue d'assurer le respect des règles qui leur sont applicables. Ses articles 15 et 16 font obligation aux acteurs du marché financier d'adopter des «procédures et règles internes» qui permettent de répondre aux exigences relatives à la LBC, et de transmettre la description dudit dispositif au CREPMF avant sa mise en application.¹⁰¹

Formation continue des agents des institutions financières

L'article 13 de la loi ABC ivoirienne institue la formation continue du personnel dans le cadre des programmes internes. En appoint, l'instruction 01/2007/RB en son article 14 indique que les organismes financiers sont tenus d'implanter «une politique d'information et de formation spécifique de l'ensemble du personnel ayant en charge des opérations susceptibles d'être utilisées dans un circuit de blanchiment de capitaux». Il s'agit principalement de toutes les catégories de personnel en contact avec la clientèle. «Au titre de l'information, les organismes financiers doivent faire connaître à leurs agents concernés les dispositions de la législation et de la réglementation en vigueur [et] en matière de formation, les structures opérationnelles impliquées dans la lutte contre le blanchiment doivent être régulièrement formées à la maîtrise des manuels de procédures et sensibilisées aux différentes typologies de blanchiment de capitaux».¹⁰²

Des dispositions similaires sont prévues à l'article 14 de l'instruction 35/2008 du CREPMF applicable aux acteurs des marchés financiers. Relativement aux sociétés d'assurance, le règlement CIMA prescrit une formation des chargés de clientèle et du nouveau personnel, de même que des actions de formation continues impliquant la diffusion de procédures actualisées et de nouvelles

formations. Le règlement en son article 4 requiert une vérification des connaissances et compétences de certains agents des sociétés d'assurance, en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Pouvoirs des autorités de contrôle et des inspections

Commission bancaire UMOA

Une nouvelle Convention de la Commission bancaire fut adoptée par la Conférence des Chefs d'état et de gouvernement UEMOA le 20 janvier 2007 et signée par les ministres des finances le 6 avril suivant à Lomé. La Convention ressort les pouvoirs régaliens de la Commission: agrément, retrait d'agrément et contrôle des établissements de crédit et des systèmes financiers décentralisés; pouvoir établir et appliquer des mesures administratives et des sanctions disciplinaires à l'encontre des établissements assujettis ou des dirigeants responsables; droit de nommer un administrateur provisoire ou de liquidateur d'établissement de crédit, prononce des mesures de police administrative ou des sanctions disciplinaires; émet des avis simples ou conformes pour l'application de certaines dispositions prévues par la réglementation; édicte des circulaires précisant les modalités d'application des textes régissant les activités de la profession.

Direction du Trésor

La sous-direction de la lutte contre la criminalité financière, aux termes de l'article 3 de l'arrêté 060/MEF/DGTCP/DEMO portant organisation de la DT et fixant ses attributions, «contrôle de l'application par les assujettis de la réglementation en matière de LBC/FT». Quant à la sous-direction Finances extérieures, elle est chargée de suivre et de contrôler les activités des bureaux de change manuel.

Formations comme stratégie de régulation contrôlée à distance

Aussitôt établis, la CENTIF et le CNSA-GIABA travaillent à régenter les structures assujetties au régime ABC/FT; les deux disposent des réseaux de correspondants qu'ils s'emploient à former.

Formation CENTIF: les gestionnaires et agents techniques ont bénéficié de diverses formations en matière de ABC/FT «et sont dotées d'une expérience adéquate dans leurs domaines respectifs».¹⁰³

Des éléments de la Police économique et financière, de la Gendarmerie, et de la Direction enquêtes douanières bénéficient de formations ABC/FT et participent aux activités de sensibilisation du CNSA-GIABA et la CENTIF avec l'appui d'experts résidents. La sous-direction des enquêtes financières a été créée par décret 2007-468 du 15 mai. En 2004, elle n'était qu'un simple service. La Direction Générale des Douanes à l'initiative de la Section Direction des Études Financières signe des accords de partenariat avec des compagnies comme l'accord signé avec la société UNIWAX sur la contrefaçon. La CENTIF organise également des activités de formation et de sensibilisation des gestionnaires des établissements bancaires et financiers ainsi que des EPNFD.

Cette section visait à démontrer que les États-Unis ont œuvré à la restauration de la souveraineté en matière de contrôle du système financier et bancaire de la Côte d'Ivoire à partir d'un Pouvoir de régulation qui contrôle les mouvements financiers et bancaires globaux. Il n'existait pas auparavant en Côte d'Ivoire de cadre juridique sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Et bien que le GAFI existe depuis 1989 et le GIABA sur papier depuis 2000, il a fallu attendre 2005 pour que la structure régionale devienne opérationnelle lorsque les États-Unis eut établi un Résident à son siège à Dakar qui est également le siège de la Banque qui couvre la Côte d'Ivoire. Pour voir que l'empire américain au sens d'un pouvoir de régulation est à la base de la restructuration du régime financier et bancaire en Côte d'Ivoire, nous devons remonter à trois principales sources à la base des normes GAFI: la Convention internationale pour la répression du terrorisme à laquelle la Côte d'Ivoire a adhéré le 13 mars 2002, la Résolution 1373; et les recommandations du GAFI. La

Convention onusienne de Palerme sur la criminalité transnationale constitue la base de la loi ABC du 2 décembre 2002 qui transpose en droit ivoirien la D/07/2002/CM/UEMOA. L'assistance technique croisée des États-Unis et l'ensemble des corps constitués qui ont manœuvré à la dotation de la Côte d'Ivoire d'un régime financier et bancaire renvoient à un pouvoir transglobal de commandement.

Conclusion

Ce chapitre visait à appuyer notre argument de politique impériale de sécurité du marché qui lie l'impérialisme américain à la guerre globale contre le terrorisme en élaborant d'une manière créative la sécurité du marché. Cette dernière passe par une restauration engagée de la «très moderne souveraineté» ivoirienne aux frontières globales. Les aéroports et les systèmes financiers sont des ancrages territoriaux de ces frontières. Suivant la conception critique colasienne, l'ordre est une propriété des empires et dépend de la condition de stabilité dont la loi, les réglementations ou encore la monnaie. Le chapitre a essayé de montrer que les programmes déployés en Côte d'Ivoire par les États-Unis s'inscrivent dans la guerre globale contre le terrorisme appliqués à une échelle œcuménique. Le régime aéronautique, les frontières intelligentes tout comme le régime ABC/FT participent de cette guerre invitant à une mobilisation des structures mondiales et régionales d'autorité. L'OACI et l'UEMOA d'un côté, le GAFI et ses corps constitués dont le FMI et la BCEAO/GIABA de l'autre ont servi de mécanismes à la politique américaine de restauration de la souveraineté interdépendance et domestique dans ces secteurs globaux territorialement ancrés. Ces organes sont connectés aux nations unies dont le contrôle a permis aux États-Unis d'impulser la transformation des régimes hérités de l'impérialisme français encourageant une accumulation primitive et des pratiques féodales. Divers dispositifs américains transposés dans des corps régionaux et nationaux comme UEMOA, GIABA, CENTIF et CNSA-GIABA permettent de sous-

traiter la sécurité aux frontières au gouvernement ivoirien. La formation, l'évaluation mutuelle par des pairs, l'assistance technique et les plans d'action permettent au Pouvoir américain de régulation d'amener le pouvoir ivoirien à exercer sa très moderne souveraineté au service du marché, ce qui doit donner à ce dernier toute son inflexion capitaliste. Les actions américaines dépassent une simple procuration de lois et de réglementations pour institutionnaliser la souveraineté ivoirienne en créant des structures nationales qui médiatisent la régulation américaine.

Le fait que le pouvoir de commandement est médiatisé par la structure mondiale du capitalisme limite sa performance dans la dotation de la Côte d'Ivoire du régime aéronautique post-9/11. Malgré les avancées par rapport au *statu quo ante*, l'AIFHB n'a toujours pas obtenu la certification américaine. Les efforts américains semblent butter contre la volonté limitée du gouvernement ivoirien ainsi que la culture aéroportuaire ambiante. De plus, l'imam Qubaysi expulsé sur ordre américain est revenu en Côte d'Ivoire en 2010. Le pouvoir ivoirien aurait cédé à la justice qui défend la nationalité ivoirienne du présumé suppôt du Hezbollah. En outre, malgré les pressions américaines et une assistance technique sans précédent historique, le Parlement ivoirien n'a pu adopter une loi anti-financement du terrorisme. Les États-Unis se contentent d'une ordonnance présidentielle. Ces ratés témoignent des limites d'«ouverture des portes et fermeture des frontières» qui caractérise la politique américaine. Le respect de la souveraineté formelle limite le pouvoir de commandement à un contrôle indirect qui laisse aux forces sociales ivoiriennes des marges de contournement. Toutes choses qui appuient le despotisme décentralisé dont parle Colás inspiré de Mamdani dans notre chapitre théorique. Le système colonial était une sorte d'alliance mouvante entre dominés et dominants, ce qui permet aux chefs tribaux d'exercer leur propre pouvoir.

Le chapitre suivant montre comment les États-Unis ont exercé l'autorité pour aider à restaurer la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire disjonctée par la rébellion pro-Ouattara.

¹ Les régimes, dans ce chapitre, renvoient à la conception de Stephen Krasner au sens de principes, normes, règles, et procédures de prise de décision autour desquels convergent les attentes des acteurs dans un domaine donné (1982: 185). Cette conception ne contredit pas la vision colasienne de mécanismes d'échanges qui rythment le capitalisme moderne. Pour Colás, rappelons-le, le marché est consubstantiel aux régimes juridiques dont l'empire est procureur.

² Heng et McDonagh, *Ibid.*, p.111.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ 'Dataveillance' signifie surveillance des données biométriques en lien avec la frontière intelligente instituée par les États-Unis pour traquer et limiter le mouvement des terroristes; voir Heng et McDonagh, *Ibid.*, p.110.

⁶ La Maison Blanche, *The National strategy for aviation security*, Section VI, Conclusion, Washington, DC, 27 mars 2007, disponible au www.whitehouse.gov/homeland/aviation-security.html#section6, consultée 10 juin 2008.

⁷ Asecna fut créée le 12 décembre 1959. Elle regroupe les anciens territoires de la France coloniale et la France. Elle est régie par la Convention de Dakar du 25 octobre 1974 et assure le contrôle de la circulation aérienne, le guidage des avions, la transmission des messages techniques et de trafic, l'information de vol, le recueil des données, la prévision et la transmission des informations météorologiques. http://www.asecna.aero/publications/rapport_2009.pdf p.11

⁸ Ces statistiques sont basées sur les informations que nous avons recueillies auprès d'une source de la Direction Générale ANAC en entrevue le 10 juillet 2011 à Abidjan.

⁹ Entrevue à Abidjan le 10 juillet 2011.

¹⁰ Propos de deux sources (un expert FAA et un gestionnaire ANAC), en entrevue à Abidjan en juin 2011.

¹¹ DG/ANAC, entrevue à Abidjan, juin 2011; *Jeune Afrique*, <http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ART-JAJA2601p125-126.xml1/algerie-angola-congo-tchadaeroport-d-abidjan-en-attendant-la-certification-americaaine.html> consulté en mars 2011

¹² La Convention est utilisée pour désigner la Convention de Chicago de 1944 qui fonde l'OACI.

¹³ Entrevue DG/ANAC de juin 2011 à Abidjan.

¹⁴ OACI (2004), *Rapport sommaire sur le suivi d'audit de la supervision de la sécurité de l'agence nationale de l'aviation civile de la Côte d'Ivoire*, du 15 au 17 mars, Programme universel OACI d'audits de la supervision de la sécurité.

¹⁵ GD/ANAC, po. cit

¹⁶ Entrevue ARSO appuyée par un gestionnaire OACI, 12 juillet 2011 à Abidjan.

¹⁷ Kip Hawley, Notes de discours à «Anticipating the unsuspected – IATA AVSEC World», Genève, 26 octobre 2005

¹⁸ Entrevue ARSO, op. cit. ARSO assure la coordination régionale de la CIA et du FBI.

¹⁹ *Le Patriote*, «Aéroport d'Abidjan: à quand la certification américaine?» du 5 avril 2009

²⁰ Entrevue avec un ancien ministre des transports de Côte d'Ivoire et appuyé par le Journal *Le nouveau navire* du 3 février 2010 disponible au <http://news.abidjan.net/375594.html> consultée le 13 juin 2011.

²¹ Entrevue du 12 juin 2011 à Abidjan.

²² Les États-Unis ont renforcé en 2004 la régulation des mouvements dans les aéroports. Voir FAA-2000-7479, Amendement No 139-26 (69FR 6380, 02/10/04) Part 139-Certification of airports.

²³ <http://www2.icao.int/en/AVSEC/USAP/Pages/BackgroundandEvolution.aspx>

²⁴ Entrevue avec une source ayant servi à ARSO le 16 juillet 2011 à Abidjan.

²⁵ Fonds Africain du développement, Programme COSCAP: Rapport d'évaluation, décembre 2004, pXI

²⁶ http://www.ustda.gov/USTDA/Press%20Release%20Archive/Press%20Releases/2005/Senegal/July21_05Senegal.htm

²⁷ Entrevue à Abidjan, juin 2011. Des cours suivis sont réservés strictement aux seuls organismes gouvernementaux, industrie, et autorités internationales d'aviation civile.

²⁸ La Décision 13/2005/CM/UEMOA du 16 septembre 2005 établit l'autorité du COSCAP à travers un mécanisme communautaire de supervision de la sécurité de l'aviation civile devant arrimer le système de transport aérien des états membres de l'UEMOA aux normes internationales.

²⁹ COSCAP est un programme de coopération régionale créé par l'OACI en 1998 pour assister les états à se conformer aux normes des Annexes à la Convention. Il vise à améliorer le niveau de sécurité du transport aérien par la mise en place d'une réglementation adaptée et une meilleure supervision des conditions d'exploitation des aéronefs et de leur entretien, de la formation et de la qualification des personnels. COSCAP vient greffer les institutions régionales pour offrir des points focaux aux états. Le concept en est simple: mettre en place des experts recrutés par OACI et assistés d'inspecteurs régionaux recrutés pour chaque projet par OACI et qui assistent la structure nationale chargée de l'aviation civile de chaque état à établir un système harmonisé de réglementation et de supervision par la formation des inspecteurs et l'élaboration des procédures adaptées. COSCAP est financé par le système de Bretton Woods.

³⁰ Entrevue du 16 juillet 2011 à Abidjan appuyée par <http://wikileaks.org/cable/2009/03/09ABIDJAN205.html>

³¹ Entrevue à Abidjan le 16 juillet 2011.

³² Abonouan dans *Fraternité Matin* du 19 mars 2008 et appuyé par *Le Patriote* du 15 janvier 2010

³³ OACI, Note de travail à la 35^e session Assemblée A35-WP/253 EX/104, EC/43, 29/9/04

³⁴ Le code a été préparé et finalisé en septembre 2004 par le cabinet d'avocat Freshfields Bruckhaus Deringer, une firme anglo-allemande née de la fusion de Freshfields avec Deringer Tessin Herrmann & Sedemund et Bruckhaus Westrick Heller Löber associé à Scpa N'goan, Asman & Associés <http://www.freshfields.com/en/global/contactus/>

³⁵ Article 2 du Décret 2008-277 du 03 octobre 2008, p.3.

³⁶ Entrevue Arso, Ibid.

³⁷ Le premier stipule que «Les aéronefs peuvent circuler librement au-dessus du territoire ivoirien, sous réserve d'observer la réglementation relative à la Navigation et à la circulation aériennes.» Le second oblige tout aéronef «atterrissant sur un aéroport ou une propriété privée» à se soumettre «au contrôle et à la surveillance des autorités administratives».

³⁸ Il s'agit principalement de Décision 08/2002/CM/UEMOA portant adoption du Programme commun du transport aérien et du Règlement 1/2007/CM/UEMOA du 6 avril 2007 portant adoption du Code Communautaire de l'aviation civile et de la Décision 13/2005/CM/UEMOA portant adoption d'un mécanisme communautaire de supervision de la sécurité de l'aviation civile dans les états de l'UEMOA.

³⁹ Entrevue DG/ANAC, op. cit.

⁴⁰ Entrevue avec un expert COSCAP/Abidjan auprès de l'ANAC, Abidjan, juin 2011.

⁴¹ Entrevue DG/ANAC, op. cit.

⁴² Le câble cité plus haut.

⁴³ Nouveau ministre ivoirien des transports dans une entrevue confidentielle de juin 2011 à Abidjan.

⁴⁴ Entrevue DG/ANAC le 13 juin 2011.

⁴⁵ Idem.

⁴⁶ Moussa Dosso, ministre de l'industrie et de la promotion du secteur privé à la remise du Certificat d'Agrément d'Organisme d'Entretien pour la révision des aéronefs, <http://ivoire.telediaspora.net/fr/texte.asp?idinfo-38357> accédée le 20 novembre 2011

⁴⁷ La certification va attendre fin 2011, <http://www.acturoutes.info/page.php?2id=1930>, consultée le 15 août 2011.

⁴⁸ Entrevue avec PCA AERIA le 13 juin 2011 à Abidjan.

⁴⁹ DG/ANAC, entrevue de juin 2011.

⁵⁰ Entrevue confidentielle du 12 juillet 2011 à Abidjan.

⁵¹ Idem.

⁵² Ibid.

⁵³ Ibid.

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Ibid.

⁵⁶ Le GIABA est le Groupe intergouvernemental contre le blanchiment d'argent. La CENTIF est la FIU ivoirienne (Financial intelligence unity), une structure exigée par la GAFI pour contrôler les mouvements financiers.

⁵⁷ Entrevue avec un haut cadre du Département d'état le 10 octobre 2011 à Washington. Ces informations sont appuyées par Congressional Budget Justification Foreign Operations de 2003 à 2010. La source confirme les informations qui nous avaient été communiquées par des sources américaines à Abidjan. Voir note suivante.

⁵⁸ Entrevue avec une diplomate américaine de haut rang à Abidjan le 19 juillet 2011. Ses prises de position sont confirmées par The Secretary of State: Congressional Budget justification, Foreign operations 2004, p.207 et INCSR, Volume II 2005. Ces rapports nous ont été indiqués par la source.

⁵⁹ La Constitution a établi la Cour de cassation, le Conseil d'état, la Cour des comptes, et la Cours d'appel qui gouverne les tribunaux de premières instances. Les trois juridictions suprêmes ne sont pas encore fonctionnelles à la différence des Chambres spécialisées de la Cour suprême.

⁶⁰ Voir <http://www.finances.gouv.ci/index.php/fr/ministere/structures-sous-tutelle.html> du 15 mai 2010

⁶¹ BCEAO est composée comme suit: Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina Faso, Mali, le Niger, Sénégal, Togo. Jusqu'en 1981, la France assurait les fonctions d'agent financier de ces états auprès du Fonds. La phase 1 de l'impérialisme américain développé dans le chapitre précédent a accouché de la convention du 24 septembre 1981 qui étend le pouvoir monétaire américain de contrôle de la finance mondiale aux anciens territoires africains de la France.

⁶² Les montants sont en francs cfa. Les données de la section sont appuyées par le Rapport d'évaluation mutuelle du système anti-blanchiment et anti-financement du terrorisme du GIABA sur le cas ivoirien, GIABA 2012 disponible au http://web.giaba.org/media/f/495_FRE-REM%20Co?te%20d%27Ivoire.pdf consulté le 5 janvier 2012.

-
- ⁶³ Voir <http://www.rfi.fr/afrique/20110122-quand-cote-ivoire-s-enrhume-est-toute-uemoa-tousse>, janvier 2011.
- ⁶⁴ Il s'agit des agences d'Abengourou, Bouaké, Korhogo, Man, San Pedro, et Daloa Rapport annuel BCEAO 2009: 136 et 138.
- ⁶⁵ La CIMA est la Conférence interafricaine des marchés des assurances regroupe treize états francophones africains. Son traité signé en 1992 est entré en vigueur en 1995; voir GIABA note 62 supra.
- ⁶⁶ Les EPNFD sont définies par le GAFI comme telles (voir note 62, supra)
- ⁶⁷ GIABA, op. cit
- ⁶⁸ Entrevue du 19 juillet 2011 et appuyée par un gestionnaire ayant servi au premier degré que nous verrons au prochain chapitre.
- ⁶⁹ Bureau of international narcotics and law enforcement affaires, 2009 International Narcotics Control Strategy Report (INCSR), Report, February 27, 2009
- ⁷⁰ Report INCSR 2007, vol.II
- ⁷¹ Idem
- ⁷² Ibid.
- ⁷³ Entrevue du 10 octobre 2011 à Washington et appuyée par INCSR 2010.
- ⁷⁴ Idem.
- ⁷⁵ Entrevue du 25 mars 2011 en Virginie aux États-Unis.
- ⁷⁶ Entrevue du 25 mars 2011. Témoignage corroboré par le rapport S/2008/598 des Nations unies: Dans le rapport à mi-parcours (S/2008/235) figurait une section mettant en évidence certaines lacunes dans les mesures de contrôle des douanes ivoiriennes, imputables avant tout à la division géographique du pays et à d'autres facteurs démographiques. L'absence de douaniers aux frontières nord avec les pays voisins, qui relèvent des Forces nouvelles, demeure un grave sujet de préoccupation et une raison fondamentale du niveau de contrôle déficient des importations, des exportations et des transits de marchandises; p.13. Le paiement des redevances aux FN nous été communiqué par la Chambre du commerce et d'industrie de l'Union Européenne à Abidjan: entrevue confidentielle Abidjan, 6 juin 2011.
- ⁷⁷ Entrevue avec un ancien ambassadeur américain qui a servi en Côte d'Ivoire, Ottawa, avril 2011. Des journalistes rencontrés sur place à Abidjan soutiennent les observations américaines ainsi qu'un gestionnaire de la DST ivoirienne qui a travaillé sur le dossier Qubaysi. La communauté libanaise est évaluée à plus de soixante mille âmes. «La mosquée du Hezbollah» est la plus grande de toute la Côte d'Ivoire à Marcory, quartier d'Abidjan appelé «Petit Beyrouth». Nous y reviendrons sur au chapitre suivant.
- ⁷⁸ Ibid.
- ⁷⁹ Entrevue avec un gestionnaire de la Section Affaires publiques du NEC, Abidjan juin 2011.
- ⁸⁰ Entrevue du 10 octobre 2011.
- ⁸¹ Le GIABA est le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent qui relaie le GAFI établi en 1989 ou Groupe d'Action Financière Internationale. ORSG est Organisation Régionale de Style GAFI. La CEDEAO est la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest créée en 1975. Elle regroupe 15 pays dont la Côte d'Ivoire, membre fondateur. Yee-Kuang Heng et Kenneth McDonald ont soutiennent vertement un contrôle américain du GAFI qui devient un des mécanismes de ce qu'ils ont appelé «l'autre guerre contre le terrorisme», Risk, global governance and security: the other war on terror, 2009, pp.51-78.
- ⁸² *High-Level Principles and Objectives for FATF and FATF-style regional bodies* <http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/High-Level%20Principles%20and%20Objectives%20for%20FATF%20and%20FSRBs.pdf>
- ⁸³ Entrevue avec un des participants, Abidjan juillet 2011.
- ⁸⁴ Document de formation à la législation anti-terroriste, Octobre 2002.
- ⁸⁵ Moïse Kouman Yao du MEF, «Lutte contre la criminalité financière: Les banques obligées de signaler les opérations suspectes», *Le Nouveau Réveil* du 7 Octobre 2010.
- ⁸⁶ Côte d'Ivoire: Document de travail, Rapport III au Comité de lutte contre le terrorisme du Conseil de sécurité des nations unies. Le document nous a été montré en entrevue avec un haut gestionnaire du Trésor le 2 juin 2011.
- ⁸⁷ Idem.
- ⁸⁸ Ibid.
- ⁸⁹ Document de formation ATA/OPDAT qui nous a été communiqué par une source confidentielle participante.
- ⁹⁰ Entrevue d'un participant à plusieurs séminaires de formation à Washington, à Arlington, à Dakar et en Afrique du Sud, Abidjan juin 2011
- ⁹¹ Entrevue avec deux gestionnaires ivoiriens ayant participé à cette formation, Abidjan, juin 2011.

⁹² Entrevue avec Commission bancaire UEMOA à Abidjan en juin 2001. La source a travaillé avec Konan Banny alors gouverneur de la BCEAO.

⁹³ OTA a mandat de développer de solides secteurs financiers et une gestion financière publique saine dans les pays où l'aide est nécessaire et engagés en faveur des réformes. La gouvernance financière dans tous les pays assure une double fonction unique et séparée des autres activités exécutives – établir un cadre pour la croissance économique nationale d'une part, et fournir la gouvernance fiscale de l'autre. OTA aide les états en voie de développement à la poursuite de la perception efficace des recettes, des budgets bien planifiés et exécutés, de la gestion judicieuse de la dette, des systèmes bancaires solides, et des contrôles pour combattre la corruption et d'autres crimes économiques.

⁹⁴ Entrevue appuyée par OTA 2004 http://www.treasuryota.us/other/fy04_congress_report.pdf

⁹⁵ Overseas Prosecutorial Development Assistance and Training & the Asset Forfeiture and Money Laundering Section. OPDAT est le Bureau du Département de la Justice qui évalue, conçoit et exécute les programmes d'assistance technique en matière de justice criminelle en faveur de ses contreparties extérieures. Il sert également de liaison entre le département, les diverses agences privées et publiques qui commanditent des visites aux États-Unis en faveur des procureurs étrangers intéressés à étudier plus étroitement le système judiciaire américain.

⁹⁶ Entrevue Abidjan, juillet 2011. Pour les députés, il s'agit du président des commissions Affaires générales et institutionnelles, et des vice-présidents Affaires économiques et financières, et Relations extérieures.

⁹⁷ Propos tenus respectivement par un député du Bureau du Parlement ivoirien et d'un gestionnaire ARSO ayant participé aux travaux. Entrevue confidentielle à Abidjan, 10 juin et 25 juillet 2011.

⁹⁸ Le 19 septembre 2002, la Banque a émis un règlement et une directive qui attachent le régime financier et bancaire ivoirien en se fondant sur les UNSCR 1967 et 1373. Il s'agit du règlement R/14/2002/CM/UEMOA relative au gel des fonds et autres ressources financières dans le cadre de la lutte contre le FT et de la directive D/07/2002/CM/UEMOA.

⁹⁹ Entrevue avec un gestionnaire ARSO à Abidjan en juillet 2011.

¹⁰⁰ Le chapitre suivant élabore la politique impériale américaine de sécurité qui protège la souveraineté territoriale ivoirienne en développant la disjonction de la souveraineté organisée et entretenue par le pouvoir français.

¹⁰¹ GIABA, Rapport d'évaluation mutuelle de la CENTIF, 2012.

¹⁰² Entrevue avec un gestionnaire de la Banque à Abidjan en juin 2011. Elle semble être confirmée par le Rapport d'évaluation mutuelle du GIABA.

¹⁰³ Entrevue téléphonique avec un conseiller résident américain au GIABA, Abidjan juillet 2011.

CHAPITRE V

Empire comme autorité: souveraineté nationale et percée constitutionnelle

Introduction

Le contexte historique contemporain d'un imperium capitaliste accompli et de guerre globale contre le terrorisme islamique ramène la sécurité du marché à l'impérialisme authentique des Fabiens idéalisant un mécanisme de reproduction du libéralisme qui se résume suivant Ellen Meiksins Wood et Stephen Krasner en la souveraineté territoriale, la démocratie électoraliste et l'économie de marché ou la doctrine Hay formulée par William Appelman: ouverture des portes et fermeture des frontières. Pour reprendre Colás, le présent chapitre va démontrer l'autorité des États-Unis et la régulation du régime ivoirien dans un contexte de disjonction de la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire.¹

En effet, la conception critique colasienne d'empire lie la sécurité du marché à la souveraineté territoriale ce qui avait donné lieu à la création suivant Cox des proto-états. Une autre compréhension adjoint toutefois cette idée lorsque Colás relève la troisième propriété des empires qui, en parallèle à la conception coxienne du phénomène impérialisme, fait de ceux-là des autorités de régulation des régimes qui structurent leur imperium. Outre la condition de stabilité que fournissent les empires, Colás relève également l'autorité légitime. Autrement dit, les empires portent le sceau de la légitimité des gouvernants de leur imperium. Alors que les empires modernes ont assis la légitimité de ceux-ci sur le despotisme et la suzeraineté, les États-Unis privilégient, eux, la démocratie électoraliste et la souveraineté. Quand Cox saisit de l'impérialisme un mécanisme de restructuration indéterminée des états médiatisant le capital enchâssé dans une structure d'accumulation mondiale, Colás retient des empires une autorité de régulation des autres régimes. Étant donnée la préférence des États-Unis à la souveraineté comme principe ordonnateur en postcolonie, la disjonction du territoire ivoirien, forme

perversive de l'état défaillant, insécurise le marché en prévenant le gouvernement d'y exercer sa «très moderne souveraineté».

Le présent chapitre qui élabore l'empire comme autorité de régulation des régimes appuie notre argument de politique impériale américaine de sécurité du marché en soutenant la restauration de la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire par des actions en faveur d'une percée constitutionnelle.

Le chapitre est organisé en trois sections. La première établit la disjonction de la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire en situant la rébellion avec un accent sur les facteurs que privilégie le Gouvernement américain. Suivant le cadre critique d'empire inspiré de Colás, la section révèle que la disjonction de la souveraineté territoriale ivoirienne procède d'un clash de deux impérialismes: l'un américain de la mondialisation et l'autre français qualifié de «réajustement de la politique coloniale».² La seconde section accentue un anticolonialisme autoritaire des États-Unis qui se pose en garant de la légalité constitutionnelle et en même temps appuie la libéralisation du régime ivoirien à travers l'accord de Marcoussis. La dernière section expose la médiation Thabo Mbeki.

Le chapitre restitue la régulation du régime et la restauration de la souveraineté territoriale de Côte d'Ivoire à partir des entrevues auprès d'acteurs situés (Gouvernement américain, ONUCI, RHDP, CNRD). Les premières entrevues ont été réalisées entre mars et août 2011 et les secondes entre septembre et décembre 2011.

Coup d'état et partition du territoire

Les administrations américaines, que ce soit Clinton, Bush, Obama ou d'autres, ont défini la ligne des intérêts nationaux américains. La Côte d'Ivoire qui traverse une guerre civile suite à un coup d'état semi-réussi se situe dans le cadre de la menace à la sécurité nationale des États-Unis pour diverses raisons: au plan économique, plusieurs firmes qui exportent les fèves de cacao sont américaines, d'autres importent du pétrole de la Côte d'Ivoire; au plan politique, la partie du territoire qui échappe à l'autorité du gouvernement était devenue une zone de transactions pour des groupes terroristes.³

La section vise à établir la disjonction de la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire qui est la forme perverse de l'état défaillant suivant le cadre critique d'empire, et une autorité des États-Unis jouant la carte de la légitimité électorale accoudée à une suprématie militaire et diplomatique dont la CEDEAO, l'UA et le Conseil de sécurité des Nations unies sont les lieux d'expression. La «facilitation» du retour du Président Gbagbo, le soutien diplomatique et logistique à la CEDEAO, l'échec des Forces armées ivoiriennes à prendre Bouaké, la mise en place de la force d'interposition de la CEDEAO (ECOFORCE) et l'accord de Marcoussis sont des moments confortant une autorité américaine avec un agenda: opérer une percée constitu-tionnelle suivant Odom et Dujarric.

Retour «miraculeux» du Président Laurent Gbagbo

Dans un rapport présenté au Congrès des États-Unis en 2003, l'Administration Bush a établi le contexte politique ivoirien du coup d'état semi-réussi qui divise la Côte d'Ivoire entre le CNO des Forces Armées des Forces Nouvelles et le Sud des Forces de Défense et de Sécurité. Ce rapport fonde les actions américaines dans le processus de restauration de la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire. «The administration of President Gbagbo has made significant progress towards normalcy. It is governing in a democratic manner, held free and fair municipal elections in March 2001, and concluded a successful National Reconciliation Forum that engaged the leaders of the government and three primary opposition groups to agree on next steps.»⁴

La Côte d'Ivoire a connu une guerre civile de septembre 2002 à janvier 2003. Elle s'est soldée par une partition du territoire entre CNO et le sud. Les deux parties du territoire sont séparées par la

zone de confiance occupées par ECOFORCE transformée en Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), et l'armée française.

La partition du territoire a commencé du 18 au 19 septembre 2002. Des militaires se réclamant du Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire attaquent simultanément Abidjan, Bouaké et Korhogo. Le groupe de Messemba Koné attaque Korhogo; Diarrassouba, Chérif Ousmane et Fofana Losseni affrontent les Forces Armées nationales de Côte d'Ivoire à Bouaké. Les escadrons commandés par Tuo Fozié, Koné Zacharia et Issiaka Ouattara cherchaient à éliminer le chef d'état-major de l'armée Mathias Doué, et les ministres de la défense Moïse Lida Kouassi et de la Sécurité intérieure Boga Doudou. Le premier s'était caché à la Résidence israélienne quand le second prit ses quartiers à la Résidence du Président Gbagbo. Bédié et Ouattara s'étaient réfugiés respectivement à la Résidence française et à la Chancellerie allemande. Diarrassouba, Boga Doudou et Robert Gueï ont été liquidés: «Ça tirait de partout. Nous avons pris mon oncle et on l'a fait grimper sur le mur du jardin».⁵ Des forces spéciales organisent la libération. Des unités conduites par les capitaines Jean-Noël Abéhi et Anselme Séka ont réussi à nettoyer les bases d'Agban et de Yopougon quand le bataillon commandé par le colonel George Guai Bi Poin a nettoyé l'Académie de la Gendarmerie.

Le Président Gbagbo dont le gouvernement essuie le second coup d'état était en visite officielle en Italie sur invitation de Saint' Egidio suite au Forum de la réconciliation nationale. Le Président français Chirac lui offrit l'asile. La première action américaine a été de faciliter le retour du Président Gbagbo: «Dès le lendemain, Arlène Render a été contactée par Gbagbo. Des membres du Congrès voulaient savoir la possibilité que le Président regagne Abidjan pour combattre une attaque terroriste. Nos alliés ont coopéré. Kansteiner a requis Eucom survey and assessment teams (ESAT) qui a raccompagné le Président élu à Abidjan le 20 septembre. Il était hors de question de laisser le pays à des terroristes.»⁶ Lors de son audition au Congrès en février 2003, Kansteiner reconnaît: «Immediately after the coup failed, a European Command Survey and Assessment Team arrived to

assist Ambassador Arlene Render [...] to organize and carry out the evacuation of American citizens from dangerous locations and to find safe havens in Abidjan». ⁷ Dans un huit clos, Kansteiner aurait confié à Edward Royce, Président de la commission des relations internationales, Amo Houghton et Donald Payne, la participation ESAT composée d'un millier de Marines au ratissage de la capitale économique Abidjan. ⁸

Un constat coule de source suivant la conception critique colasienne d'empire comme pouvoir de commandement et autorité de régulation. Le Gouvernement américain a facilité suivant ce haut gestionnaire, contre la décision du souverain français, le retour de Gbagbo au moment où le ministre de la Défense de Côte d'Ivoire, Lida Kouassi, soutenu par Renault Vignal représentant la France agissait comme Commandant en chef. ⁹

Bouaké: capitale du mini-état CNO

Les assaillants qui ont réussi à se soustraire du feu à Abidjan ont rejoint les autres à Bouaké pour en faire la capitale de la rébellion. Le ministre des Affaires étrangères Aboudehmane Sangaré adresse une requête à la France dans le cadre des accords de défense exposés au chapitre 3. La France objecte mais demande que le gouvernement envoie Seydou Diarra dialoguer avec les rebelles. En outre, la France oppose toute action militaire contre Bouaké. Un gestionnaire du NEC nous a confié: «La France bloque une opération qui pouvait nuire à ses ressortissants. Mais peu de ressortissants français étaient en danger à Bouaké. Nos services avaient indiqué la surprise du président français de voir débarquer Gbagbo et que des militaires français et burkinabé encadraient les rebelles. Les FANCI ne disposaient pas non plus de moyens pour reprendre Bouaké. Nous avons lancé Autumn Return qui a fait frémir la France». ¹⁰ Autumn Return a été effectué par ESAT du 20 septembre au 4 octobre officiellement. Cette période a été décisive. Des Américains avaient engagé les Français pour se convaincre d'une rébellion sans appuis terroristes. Le Nigéria envoie trois avions de combat soutenir l'armée ivoirienne mais ravise après une intervention américaine: «les appareils Alpha Jet

que le Nigéria a mis à notre disposition étaient bloqués par des mains invisibles sous-prétexte d'un emploi conditionné par une autorisation de la CEDEAO. Mais la CEDEAO est une institution sous contrôle américain notamment: la main qui finance commande». ¹¹

Les FDS lancent la conquête de Bouaké le 6 octobre. Le bataillon des parachutistes menés par Détho Létho, les marins commandos dirigés par le capitaine Boniface Konan, et la cavalerie du capitaine Gnakpa appuyée des forces spéciales du capitaine Abéhi ont mis les rebelles en déroute. La France et les États-Unis sabotent l'opération. Gnakpa chargé de garder le corridor nord pour prévenir la descente des rebelles de Korhogo et de Katiola décroche de sa position. «Le capitaine Gnakpa a reçu l'ordre de repli de la part de ses supérieurs hiérarchiques qui étaient le colonel Michel Gueu, le chef d'état-major Mathia Doué, et le ministre de la défense. Ces gens étaient des taupes de la coalition rebelle». ¹² Les États-Unis résument leur position: «Nous avons dit en ces moments-là au gouvernement de négocier plutôt. Il ne pouvait y avoir une victoire militaire avec une armée défailante». ¹³

Partition du territoire

Kansteiner arrive à Abidjan rencontrer le Président Gbagbo et donne la position américaine le 9 octobre: soutien au gouvernement et protection de la souveraineté territoriale. «Nous le soutenons sans réserves. C'est un gouvernement élu, et nous reconnaissons un principe important que nous devons appuyer: un groupe rebelle, que ce soit en Afrique ou ailleurs, ne peut s'imposer par la force du canon. J'ai encouragé le Président Gbagbo à rechercher une solution pacifique, à engager des pourparlers avec les rebelles, et à passer par la CEDEAO afin de mettre au point les conditions d'un cessez-le-feu». ¹⁴ La visite de Kansteiner dans un pays en pleine guerre civile ajoute à l'engagement des États-Unis et la volonté de contrôle sur les résultats.

Le Gouvernement américain a déployé une armée de diplomates dirigée par le sous-secrétaire d'état pour les Affaires africaines William Bellamy à la CEDEAO et activé son réseau diplomatique dans les chancelleries à travers la région: «the U.S. recognized that civil war in Cote d'Ivoire posed

a significant threat to stability and security in West Africa, threatened important economic interests, might trigger deep-seated ethnic tensions and risked endangering the lives and safety of American citizens.»¹⁵ La CEDEAO était devenue une annexe du Pouvoir américain qui travaille avec le Secrétariat dirigé par le Ghanéen Mohamed Ibn Chambas. Les diplomates arrachent le 29 septembre 2002 un sommet extraordinaire de la CEDEAO en présence du Président en exercice de l'UA, Thabo Mbéki, du commissaire aux affaires politiques et de sécurité Saïd Djinnit, des représentants de la France et de l'UE, et de l'ONU. La diplomatie française échoue quand le Pouvoir américain a arraché la condamnation des rebelles et un groupe de contact composé des Présidents Gnassingbé Eyadema, Kumba Yala, Amadou Toumani Touré, John Kufuor, Mamadou Tandja, et Olusegun Obasanjo.¹⁶

Les accords de Lomé signé le 20 octobre échouent quand les rebelles, après satisfaction des requêtes corporatistes, posent des revendications politiques et ouvrent un autre front à l'Ouest. Le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) se fractionne en Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) et Mouvement pour la Justice et la Paix (MJP) et cherche à prendre le port de San Pedro.¹⁷ Les États-Unis pointent le Burkina Faso, le Libéria et la Libye et engagent des dispositions: «We had made it clear to all of Cote d'Ivoire's neighbors, particular President Compaore of Burkina-Faso and President Taylor of Liberia that we could not tolerate interference to further destabilize the country. Several of the key coup plotters enjoyed sanctuary for some time in Burkina-Faso immediately before the coup. The level of coordination and planning, the infrastructure, and the weaponry available to the rebels all suggest a pattern of outside assistance.»¹⁸

Le Gouvernement américain mit la pression sur la France en déployant des moyens satellites d'observation et la DIA qui surveillent la Côte d'Ivoire: «We were looking very carefully at Cote d'Ivoire's borders, and have maintained a very high level of diplomatic activity to ensure that others also payed close attention to President Taylor's, President Compaore's and Kaddafi's behavior».¹⁹ Colin Powell engage l'UA et la CEDEAO pour éloigner Charles Taylor. «Jacques Chirac transforme

son armée en une force d'interposition mais qui couvre les rebelles. Nous avons d'un côté la France, le Burkina, et le Libéria, et de l'autre, l'Angola, l'Afrique du Sud et dans une moindre mesure nos alliés israéliens au côté du gouvernement élu. Il n'y avait vraiment pas de forces neutres, il fallait activer ECOFORCE». ²⁰ Les propos de Walter Kansteiner appuient cette position en même temps que le diplomate impute la partition du territoire à la France suivant la lecture qu'en a fait un haut gestionnaire du Département d'état. ²¹

ECOFORCE is deployed in January. We have applauded the ECOWAS leaders for their readiness to assume direct responsibility for regional security. For more than half a decade, we have worked with ECOWAS to develop a regional peacekeeping capability. We were gratified to see large numbers of soldiers who have received training under our ACRI, ACOTA, and Operation Focus Relief among the units deployed. We made recognized ECOFORCE by the UNSCR 1464. The United States had so far supported ECOFORCE deployment, both with \$1.5 million in contractor and logistics support and equipment that includes trucks, jeeps, and other vehicles, generators, and communications equipment. ²²

Cette sous-section visait à établir la disjonction de la souveraineté territoriale ivoirienne qui constitue une forme perverse de la défaillance structurelle de l'état. La division du territoire qui est historiquement, suivant Lénine, une zone de transactions avantageuses de la France connaît un exercice historique de l'hégémonisme américain qui a commencé par la facilitation du retour en Côte d'Ivoire du Président Laurent Gbagbo contre la décision de la France, et un engagement militaire et diplomatique en soutien au gouvernement élu. De plus, les États-Unis ont révélé la participation de Blaise Compaoré, Mouammar Kadhafi et Charles Taylor alliés historiques de la France. ²³ Walter Kansteiner statue le principe ordonnateur de l'engagement américain quand il a justifié le soutien au gouvernement Gbagbo par sa légitimité électorale: un groupe rebelle ne peut simplement pas s'imposer par le canon. Dès le début donc, les États-Unis posent les élections et la légitimité des gouvernants comme la ligne en vue de restaurer la souveraineté territoriale ivoirienne. La suivante sous-section qui traite des accords de Marcoussis expose les revendications des rebelles qui nous connectent au chapitre sur la césarienne du capitalisme monopoliste et explore les facteurs au départ du coup d'état et de la partition de la Côte d'Ivoire.

Une économie primitive féodale

Les propos du chef rebelle Guillaume Soro expriment clairement une accumulation primitive établie sur 60% du territoire qui échappe au contrôle du pouvoir ivoirien: «Nous sommes sur notre territoire. C'est la terre de nos ancêtres. Nous l'exploitons pour notre postérité.»²⁴

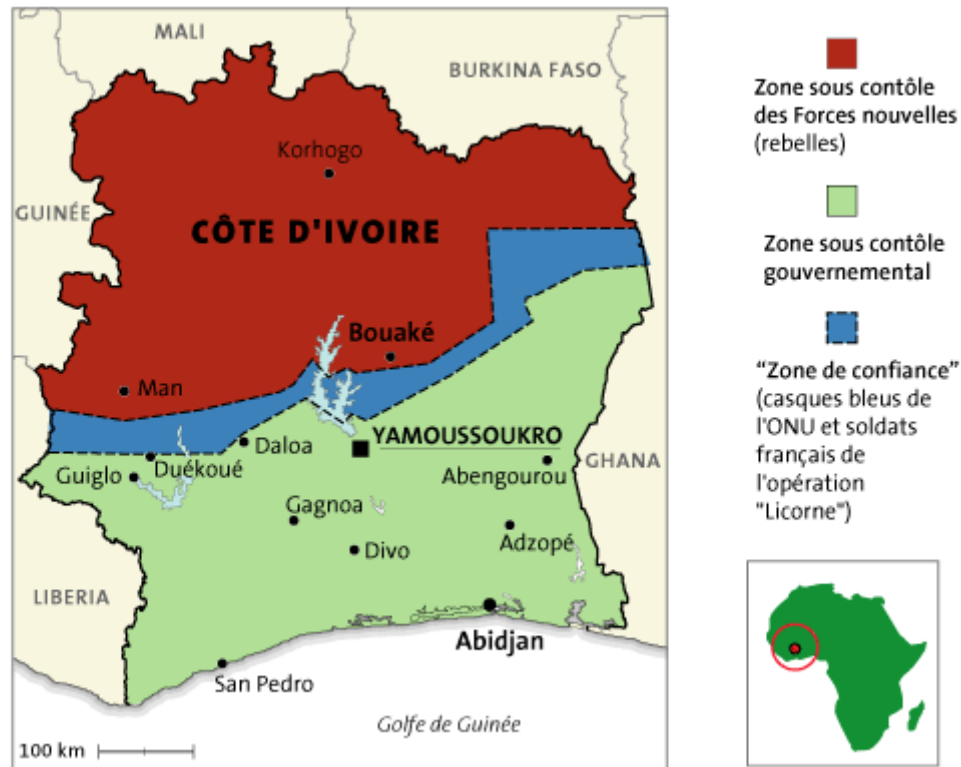
La France a organisé les mouvements rebelles Forces Nouvelles qui ont établi une économie féodale en CNO. La Direction de la mobilisation a été remplacée par une structure administrative. Les FN aidées par des services secrets français ont créé un conseil militaire et organisé en dix régions le CNO avec chacune à sa tête un commandant de zone et un régisseur. Le Secrétariat Général assure une sorte de Présidence et dirigé par Guillaume Soro; Moussa Dosso dirige le Secrétariat national à l'économie et aux finances; la Centrale revient à André Ouattara et qui agit comme le Trésor CNO, le Conseil militaire joue à la Défense et à la Sécurité intérieure avec un état-major sous commandement du colonel Soumaïla Bakayoko et du sergent Issiaka Ouattara. Une école de police a été créée ainsi qu'une banque: «Ces initiatives larvées et provocatrices des FN en vue de «l'autonomisation» des zones sous leur contrôle renforcent progressivement la partition de facto du pays.»²⁵ Le tableau suivant présente les régions et leurs commandants respectifs qui règnent en véritables féodaux selon le Rapport S/2009/521 des Nations unies.

Les commandants de zone et leurs milices respectives

Zone	Lieu	Commandant de zone	Alias	Unité militaire
1	Bouna	Morou Ouattara	Atchengué	Atchengué
2	Katiola	Touré Hervé Pélikan	Vetcho/Che Guevara	Bataillon mystique
3	Bouaké	Chérif Ousmane	Guépard	Les Guépards
4	Mankono	Ouattara Zoumana	Zoua	Diverses
5	Séguélaa	Ouattara Issiaka	Wattao	Anaconda
6	Man	Losseni Fofana	Loss	Cobra
7	Touba	Traoré Dramane	Dramane Touba	Diverses
8	Odienné	Ousmane Coulibaly	Ben Laden	Diverses
9	Boundiali	Koné Gaoussou	Jah Gao	Diverses
10	Korhogo	Martin Kouakou Fofié	Fofié	Fansara 110

Source : Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire et ONUCI, *Fiche sur les comzones CNO*, document d'information établi par la Cellule d'analyse conjointe de la Mission, Rapport S/2009/521, p.16.

Côte d'Ivoire fin 2003



Source: Opération Licorne

Percée constitutionnelle à Marcoussis

Suivant Krasner, le succès de la souveraineté interdépendance et domestique dépend du régime et de la légitimité dont jouit le gouvernement. «Nous avons pris les armes contre la tyrannie et pour la démocratie. Notre but était juste: faire entrer la Côte d'Ivoire dans le concert des nations civilisées et modernes».²⁶ Ces propos du chef rebelle Guillaume Soro nous connectent au chapitre précédent relativement à l'impérialisme américain de la mondialisation et à la guerre autour de la loi foncière de 1998 et de la Constitution illibérale d'août 2000.

Marcoussis Agreement is the beginning of this troubling conflict's end. A few caveats, however, need to be raised. It is hard to see how this French backed peace plan is not a reward to rebels who fought their way to the negotiating table, and if the plan is followed, into legitimate positions of political power. This may be a realistic policy ... but the price paid, legitimatizing the rebels' tactics, is a high price. It certainly seems to do little to break the cycle of violence in West Africa, and it is not the approach that worked in Sierra Leone. The rebels threaten to march on Abidjan if their demands on implementing the agreement, including taking the defense and interior portfolios, are not met. Marcoussis should be supported within reason.²⁷

Les propos d'un diplomate américain résument la sous-section précédente: «ECOWAS acted to form a contact group to bring an early end to the fighting. An ECOWAS team obtained a ceasefire on October 17, and negotiations on a permanent settlement opened afterwards in Lomé under mediation of Togo's President Eyadema. To monitor the ceasefire, ECOWAS provided a military observer mission while the French tasked on an interim basis until ECOFORCE was deployed. But Licorne stayed and the process became stalemated.»²⁸ En décembre 2002, un rapport du SG/ONU limité aux seuls membres permanents du Conseil de sécurité établit l'implication de la France. Les accords de Marcoussis confortent un changement militaire de régime impulsé par la France.²⁹

Les propos du Président Edward Royce résument la diplomatie américaine à Marcoussis. Le Pouvoir américain décide de la restauration de la souveraineté territoriale ivoirienne par une réforme constitutionnelle quand la France préfère suspendre la constitution et confier l'exécutif à un Premier ministre désigné.³⁰ Du 15 au 23 janvier à Marcoussis se réunissent les partis politiques représentés au Parlement, et le MPC, le MPCI et le MJP. Les États-Unis restent concentrés sur les revendications de fond: nationalité, droit de propriété foncière privée et éligibilité à la Présidence.³¹ Pierre Marzeaud du Conseil constitutionnel anime le premier thème qui éclaire la position française: Faut-il suspendre la Constitution ivoirienne? «Avant la Conférence des chefs d'état et de gouvernement qui a sanctifié Marcoussis, Chirac réunit Gbagbo, Soro, et Annan autour de la désignation du Premier ministre. Gbagbo menace de démissionner quand Chirac voulait imposer Henriette Diabaté du RDR. Chirac accepte Seydou Diarra en échange des ministères de la Défense et de l'intérieur au MPC.»³² Un gestionnaire américain résume la position des États-Unis qui appuient le contenu:

Marcoussis provides a format for addressing some of the key contentious issues – citizenship, land ownership, and eligibility for the Presidency. The participants made clear their understanding that many of the measures agreed upon would require legislation, and in some instances, changes to the constitution to implement. We expressed our concerns about the point that Defense and Interior should go to the rebels. We also backed actively S/RES/1464 which endorsed the Marcoussis Agreement and called on SG/UN to examine ways in which the UN could assist its implementation.³³

D'un côté, nous avons la France qui cherche à redistribuer le pouvoir, de l'autre, les États-Unis qui défendent la mutation du régime ivoirien. Marcoussis dont des experts américains et français ont travaillé à l'élaboration des textes relaie les revendications politiques des rebelles en proposant une refonte du régime ivoirien. Les tableaux ci-dessous exposent le régime dessiné à Marcoussis et qui visait trois objectifs: intégrité du territoire, restauration de l'autorité de l'état, et légitimité des gouvernants par des élections sans exclusives, libres et transparentes. Les instruments pour atteindre ces objectifs vont en faveur d'une percée constitutionnelle: régime nationalité, identité et condition des étrangers; régime élections et éligibilité à la Présidence de la République; régime foncier; régime des médias et droits et liberté de la personne humaine; régime DDR; et régime économie et cohésion sociale.³⁴

Régime défini à Marcoussis: matrice des textes de législation

1. Régime: nationalité, identité, et conditions des étrangers

Textes de projets de lois, arrêtés et décrets			Ministères	FP
Lois (6)	1	Modification et complément de la loi 61-415 du 14/12/61 portant code de la nationalité ivoirienne telle que modifiée par la loi 72-852 du 21/12/72	ME/MJ*	RDR
	2	Dispositions spéciales en matière de naturalisation	ME/MJ	RDR
	3	Modification de la loi 2002-03 du 3/01/02 sur identification des personnes et séjour des étrangers et abrogation de la loi 098-448 du 4/08/98	ME/MAT	FPI
	4	Projet de loi modifiant la loi 2004-303 du 3/05/04	ME/MAT	FPI
	5	Ratification du Protocole A/SP2/5/90 de la CEDEAO portant exécution de la troisième étape (droit d'établissement) du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence, et d'établissement, signé à Banjul le 29 mai 1990	ME/MAE	FPI
	6	Ratification du protocole A/SP1/5/89 modifiant et complétant les dispositions de l'article 7 du protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence, et établissement, signé à Ouagadougou le 30 juin mai 1989	ME/MAE	FPI
Décret (11)	1	Modification du décret 2002-331 du 13/06/02 définissant les conditions d'établissements, d'obtention et la forme de Carte Nationale d'Identité	ME/MAT	FPI
	2	Création, organisation, attributions et fonctionnement de la Commission nationale de supervision d'identification (CNSI)	ME/MAT	FPI
	3	Nomination du Président de la CNSI	ME/MAT	FPI
	4	Nomination du Secrétaire de la CNSI	ME/MAT	FPI
	5	Modification du décret 2001-103 du 15/02/01 ayant établi l'Office National d'Identification (ONI)	ME/MAT	FPI
	6	Conditions d'établissements des titres de séjour abrogeant et remplaçant le décret 2002-332 du 13/06/02	ME/MAT	FPI

	7	Modification du décret 2002-121 du 27/02, fixant taxe de la délivrance des titres de séjour	ME/MAT	FPI
	8	Ratification du Protocole A/SP2/5/90 portant exécution de la troisième étape (droit d'établissement) du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, signé à Banjul le 29 mai 1990	ME/MAE	FPI
	9	Publication du Protocole A/SP2/5/90 exécution de la troisième étape (droit d'établissement) du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, signé à Banjul le 29 mai 1990	ME/MAE	FPI
	10	Ratification du Protocole A/SP1/6/89 sur l'exécution de la troisième étape (droit d'établissement) du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, signé à Ouaga le 30 juin 1989	ME/MAE	FPI
	11	Publication du Protocole A/SP1/6/89 sur exécution de la troisième étape (droit d'établissement) du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, signé à Ouaga le 30 juin 1989	ME/MAE	FPI
Arrêtés		Nomination des membres de la CNSI	ME/MAT	FPI
		Création du Comité interministériel d'évaluation de la condition des étrangers	ME/MAT	FPI
Étude		Identification de toutes dispositions législatives et réglementaires de nature à améliorer la condition des étrangers et protéger leurs biens et leurs personnes	ME/MAT	FPI

2. Régime élections

		Textes de projets de lois, arrêtés et décrets	Ministères	FP
Lois (5)	1	Modification de la loi 2001-634 du 9/10/01: composition, organisation, attribution et fonctionnement de la Commission Électorale Indépendante	ME/MAT	MPCI
	2	Déclaration de patrimoine du Président de la République	ME/MJ	RDR
	3	Financement des partis politiques et des candidats à la présidentielle abrogeant la loi 99-694 du 14/12/99	ME/MAT	MPCI
	4	Répression de l'enrichissement illicite	ME/MJ	RDR
	5	Indépendance de la justice et l'impartialité des médias, en matière de propagande et de contentieux électoraux	ME/MJ	RDR
Décret (5)	1	Application de la loi relative au statut de l'opposition et financement des partis politiques et des campagnes électorales	ME/MAT	MPCI
	2	Composition, organisation et fonctionnement du Conseil National de lutte contre l'enrichissement illicite	ME/MJ	RDR
	3	Modalités d'application de la loi 2002-43 du 21/01/02 portant statut du Corps Préfectoral	ME/MAT	MPCI
	4	Nomination des membres de la CEI	ME/MAT	MPCI
	5	Application de la loi modificative de la loi 2001-634 dans le sens d'une meilleure représentation des parties prenantes à la Table Ronde au sein de la Commission centrale de la CEI, y compris au sein de son Bureau	ME/MAT	MPCI
Arrêté	1	Détermination des tâches à accomplir par les Autorités Préfectorales dans la conduite du processus électoral	ME/MC	MPCI
Étude	1	Indépendance de la justice et impartialité des médias en matière de propagande et de contentieux électoraux	ME/MC	MPCI

3. Régime éligibilité à la Présidence de la République

		Textes de projets de lois, arrêtés et décrets	Ministères	FP
Lois	1	Projet de loi portant modification de la Constitution	ME/MJ	RDR
	2	Projet de loi organique portant organisation du referendum	ME/MJ	RDR

4. Régime: droit de propriété foncière

Textes			Ministères	FP
Lois	1	Loi portant amendement de l'article 26 de la loi no 98-750 du 23/12/98 relative au Domaine Foncier Rural	ME/MA	RDR
Arrêté	1	Arrêté portant organisation de la commission Foncière Rurale	ME/MA	
Étude		Étude de la stratégie de communication relative à la campagne d'explication auprès des populations rurales de manière à aller effectivement dans le sens d'une véritable sécurisation foncière	ME/MA	RDR

5. Régime: Droits de l'Homme, liberté de la personne humaine et de la presse

Textes de projets de lois, arrêtés et décrets			Ministères	FP
Lois (5)	1	Régime juridique de la presse	ME/MC	MPCI
	2	Régime juridique de la communication audiovisuelle	ME/MC	MPCI
	3	Création, organisation et fonctionnement: Commission nationale des droits de l'homme (CNDH)	Droits de l'Homme	RDR
	4	Création, organisation, attributions et fonctionnement Commission nationale identification, indemnisation, réhabilitation et réinsertion des victimes de guerre, des déplacés et des exilés		MPCI
	5	Ratification du Traité de Rome portant création de la CPI	ME/MJ	RDR
Décret	1	Nomination des membres de la CNDH	ME/MJ	RDR
Arrêté		Création, organisation et fonctionnement du Comité de pilotage des Réformes du secteur des médias (CPRM)	ME/MC	MPCI
Études (6)	1	Modalités de consolidation de l'Agence ivoirienne de presse	ME/MC	MPCI
	2	Modalités de consolidation du Groupe Fraternité Matin	ME/MC	MPCI
	3	Modalités de consolidation de la RTI	ME/MC	MPCI
	4	Implémenter architecture nationale de formation des journalistes	ME/MC	MPCI
	5	Élaboration et adoption du régime économique des médias	ME/MC	MPCI
	6	Identification des types et modalités de fonctionnement des fonds	ME/MC	MPCI

6. Régime économie et cohésion sociale

Textes de projets de lois, arrêtés et décrets			Ministères	FP
Décret	1	Modification du décret 2002-445 du 16/09/02 portant création, attributions et organisation du Comité de pilotage des réformes économiques et structurelles	ME/MEF	FPI
Arrêtés	1	Nomination des membres du SG/RES	ME/MEF	FPI
	2	Signature du Premier ministre portant création, attribution, organisation et fonctionnement du Comité interministériel de Reconstruction Économique et de l'Insertion Sociale	ME/MEF	FPI

Source: Rapport des Nations unies S/2005/175: 17-29. *FP: Forces publiques; ME: Ministère d'état; MAE: ministère des affaires étrangères; MAT: ministère de l'administration du territoire; ministère de la justice, MA: ministère de l'agriculture; MC: ministère de la communication; MEF: ministère de l'économie et des finances.

Ces régimes forment le noyau de l'accord de Linas-Marcoussis et sanctifiés par la Conférence des Chefs d'état et de gouvernement dont faisaient partie Kofi Annan comme Secrétaire Général des Nations unies (SG/ONU) et William Bellamy représentant les États-Unis. Le 4 février 2003, la

Résolution 1464 les a consacrés par un leadership américain pour vote unanime au Conseil. Un constat par rapport à l'autorité de régulation du régime ivoirien de par les États-Unis: participation à la rédaction des textes et sanctification dudit accord dont la mise en œuvre requiert une refonte de la Constitution. Les États-Unis accentuent un élément appuyant leur facilitation au retour du Président Gbagbo tant l'accord de Marcoussis est rejeté par les nationalistes dénonçant un coup d'état constitutionnel en appelant Gbagbo à user de son charisme alors que Chirac lui demande une pédagogie dudit accord:

Important elements among President Gbagbo's administration have reacted negatively to the proposed participation of the rebels in the new government and to the point that FANCI should be disarmed. They have demonstrated vociferously and ... violently. They singled out the French as responsible for perceived flaws in the agreement. President Gbagbo walked a narrow line. Gbagbo has made clear his opposition to awarding portfolios in the new government to the rebels, and his determination to defend the Ivoirian constitution. On February 7, he addressed the nation, stating that he accepted the spirit of Marcoussis and urged his countrymen to give the accord and Prime Minister Diarra a chance for peace but he opposed to transfer his executive powers to the Prime Minister.³⁵

Marcoussis fait apparaître un autre constat sur l'autorité américaine de régulation des régimes. Alors que la France était mobilisée à travers Pierre Marzeaud (du Conseil constitutionnel), et le Président Chirac, le sous-secrétaire d'état aux Affaires africaines du Gouvernement des États-Unis réussit à faire admettre la réforme plutôt que la suspension de la Constitution ivoirienne. Le Pouvoir américain semble donc mettre à un niveau subalterne la France devant alors traiter avec les seconds couteaux comme nous le verrons particulièrement dans la médiation MBéki. Ces constats ouvrent aux facteurs mis en avant par les patriotes qui considèrent la rébellion comme un réajustement de la politique coloniale. Deux gestionnaires ayant représenté au haut niveau le Gouvernement américain appuient un impérialisme classique et un illibéralisme des forces sociales de Côte d'Ivoire.

One of the problems in Cote d'Ivoire was the frosty relationship between Gbagbo and Chirac. The French did not have a coherent policy. Whereas they have defense agreement that bound them to the national security of Côte d'Ivoire, the French backed the coup d'état of Gueï against Bédié. During the Presidency of Houphouët-Boigny, the French military stopped rebellions from Sanwi and Gagnoa. The French was blamed for not stopping the coup d'état against President Gbagbo. He blamed the French because, during the coup in 2002, they hesitated instead of stopping the coup. The second fact is that the French blamed Gbagbo to not protect their interests enough.»³⁶

Le second gestionnaire ayant servi à la Direction Affaires Africaines du Département d'état et par la suite au Département de la Défense relaie le premier suivant une perspective historique:

Bien que cela change maintenant avec la mondialisation, la Côte d'Ivoire était traditionnellement le plus francophone des pays en Afrique. Abidjan était appelé «Petit Paris». Houphouët-Boigny a été ministre du gouvernement français avant de devenir Président dans son pays où il a été un ancrage de la politique française en Afrique. Le positionnement de Bédié par une Constitution écrite au crayon et sa politique ivoirite ont conduit le pays dans le mur. Bédié n'était pas charismatique, mais un alcoolique qui aime l'argent. Les institutions étaient trop faibles; il a gagné les élections de 1995 en disqualifiant Ouattara dont le gangstérisme constitue le grain de sable dans les relations entre héritiers. La Côte d'Ivoire est une création de la France nostalgique du passé. Le manque de vision du FPI et du PDCI fait perdre le pays.³⁷

Les arguments de ces gestionnaires relaient le CNRD appuyé par Antoine Glaser et Stephen Smith, et Richard Banégas: la Refondation, «une méthode de gouvernement qui consiste à creuser dans les fondations de la société ivoirienne pour corriger certaines tares structurelles qui bloquent et ralentissent la réalisation du bonheur et la prospérité promis par la constitution. Mais la refondation gêne de nombreux intérêts en Côte d'Ivoire et ailleurs dans le monde.»³⁸ Le «refondateur» tance une accumulation primitive persistante dont la mise en cause attende aux intérêts français:

France-télécom a bénéficié d'une convention de privatisation non respectée, Bouygues a bénéficié de gré à gré et mal exécuté des conventions sur l'eau et l'électricité à l'époque où le responsable des rebelles était Premier ministre [Alassane Ouattara], le gouvernement français nous oblige à attribuer le troisième pont d'Abidjan, surfacturé, à Bolloré et l'autoroute du nord à Bouygues. Le groupe SCI Drummore de Hassane Hyjazi et leurs techniques de comptabilité mensongères, le Franc CFA dont la gouvernance est fondée sur l'une des plus grosses escroqueries d'état de l'histoire de l'économie et du droit international, Armajaro qui se défend mais reconnaît avoir fait une bonne opération boursière avec le timing de la rébellion, la firme Barry-Callebaut avait de graves manquements fiscaux envers le gouvernement: ces intérêts qui ne respectent pas toujours leurs engagements, sont les financiers et commanditaires de la coalition mondiale contre la refondation. Blaise Compaoré et Alassane Ouattara n'ont été que des exécutants chacun à son niveau de responsabilité jusqu'à de Villepin et Chirac. La France qui renonce à respecter ses engagements voudrait instituer en Côte d'Ivoire le gangstérisme qui consiste à éjecter du pouvoir, un régime démocratique en prétextant de son incapacité à défendre les intérêts du pays gangster. La mondialisation milite contre la protection de situations de rente dans un pays pauvre très endetté.³⁹

Le nationalisme ivoirien tient moins au régime de la coalition américaine que de la suspension de la Constitution comme nous verrons avec l'opération César suivie de la tentative de la France de déposer le Président Gbagbo. Nous retenons donc des facteurs politiques en appui de la rébellion. Kansteiner dont nous avons présenté les propos remarque un consensus à Marcoussis: le principe

d'une modification de la Constitution et des législations. Ces facteurs renvoient-ils à la quintessence de l'impérialisme qui est de faire dépendre le marché de la souveraineté suivant Colás et Cox. Pour favoriser la mise en œuvre du régime de la Communauté internationale, les concepteurs ont établi un Comité de suivi présidé par Albert Tévoédjrè qui assume également la Représentation spéciale du SG/ONU.

La section visait à établir la disjonction de la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire et un exercice de l'autorité américaine de régulation: «Avant le 19 septembre 2002, la frontière de la Côte d'Ivoire était à Loléaba, Ouangolodougou, après Marcoussis, elle se situe à Djébonoua».⁴⁰ Les États-Unis ont exercé une autorité historique faisant échouer le renversement armé du gouvernement élu et accepter le principe de la légitimité électorale au groupe rebelle et la percée constitutionnelle au camp Gbagbo.

Un anticolonialisme autoritaire

Rappelons que ce chapitre vise à démontrer une autorité américaine de régulation du régime par un engagement historique dans la restauration du territoire ivoirien disjoncté par la rébellion suivant la conception critique colasienne d'empire. La section observe la période allant de 2004 à 2007. Cette période est particulièrement pertinente en révélant les dimensions sociale, humaine et attractive d'une autorité anticolonialiste. La restauration par voie militaire du territoire de la part du gouvernement élu et «la guerre de la seconde indépendance», la médiation Thabo MBeki, le décret d'état d'urgence 13396 de février 2006, et la Résolution 1765 sont des moments d'affirmation de l'autorité des États-Unis inflexibles sur la restauration de la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire par la percée constitutionnelle et les élections.

Opération César

La restauration de la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire était bloquée fin 2003. Un diplomate américain ayant servi à Abidjan situe le contexte: «Le territoire était essentiellement divisé en deux le long d'une fausse ligne entre la savane et la forêt, entre les populations du nord et celles du sud, et substantiellement entre le nord musulman et le sud chrétien. Le gouvernement Gbagbo avait perdu tout contrôle sur le nord et même dans le sud du pays, sa légitimité était remise également en question. Marcoussis échoue car les représentants des Nations Unies qui devaient accompagner son implantation étaient cornaqués par la France qui cherchait à remplacer un Président mal élu».⁴¹

Le gouvernement Gbagbo ne renonce pas à l'option militaire pour restaurer la souveraineté du territoire après l'échec d'octobre 2002. Pendant deux ans, il a décaissé 230 milliards de francs CFA en formation et équipements militaires. Le 2 novembre 2004, les FDS lancent l'Opération César. Mais bien avant, Gbagbo mena une offensive diplomatique aux États-Unis du 8 au 15 juin 2004 dans le but de convaincre le Gouvernement américain de la nécessité de désarmer les rebelles. Gbagbo a été reçu au Capitole par un sénateur de la Commission Défense et trois autres: Sam Brownback, Pat Roberts et Charles Schumer, ainsi que la Présidente du Conseil de sécurité, Laura Baja. Son offensive aurait pesé dans le choix du représentant des États-Unis en Côte d'Ivoire. Le séjour dévoile un aspect de l'autorité américaine que la suite de la section et du chapitre va démontrer: «l'homme fort n'est plus à Paris mais à Washington».⁴²

Toutefois, le choix du diplomate obéit à la reprise en main de la restauration de la souveraineté territoriale ivoirienne: «Kansteiner était motivé par son expérience à Brazzaville durant la guerre civile et en République centrafricaine. Bien avant, le diplomate avait géré African Crisis Response Initiative, la MONUC, traité avec des groupes rebelles en RDC, et réussi à leur faire signer un accord qui a conduit aux élections. Je pense que Kansteiner voulait un diplomate qui pouvait affirmer notre autorité pour relancer le processus de paix.»⁴³

Sabotage et tentative de dépôt du Président Gbagbo

«Laurent, si tu attaques Bouaké, ça va te retomber dessus. Personne ne te défendra et tu seras complètement isolé. Mais Jacques, si je ne lâche pas les FDS, ils se retourneront contre moi». ⁴⁴

La stratégie française de restauration de la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire fait une fixation sur la chute de Gbagbo dont le gouvernement met en cause la cogestion de la souveraineté. «Gbagbo s'est fixé une ligne politique envers la France dont il ne s'est jamais départi jusqu'à son arrestation le 11 avril 2011: des rapports justes et équitables entre les deux pays. Dans l'histoire, il va assurément laisser une honorable empreinte voire une «sève» pour qu'un jour, les pays francophones et la France traitent d'égal à égal». ⁴⁵ Le récit de l'opération César, du sabotage et de la tentative de renversement du gouvernement élu, ajoute à une autorité stabilisatrice des États-Unis.

I told Gbagbo that the international community was not going to send a military force to disarm the rebels. He said: I know you would never have approved of my action here, but I have decided this is what I need to do. In the next 24 hours game will be over. We're going up to Bouaké and we are going to get rid of this rebellion. Then they will sit down at the table. President, my experience is somewhat different. I have been in this business for a long time. Murphy's Law has not been repealed here in Cote d'Ivoire. Things can go wrong, and for certainty, they will go wrong. ⁴⁶

La version américaine invite à regarder du côté de Présidence de la République française:

On November 6, 2004 early in the afternoon I got a phone call from the French Ambassador, who told me that Gbagbo's planes had just bombed a French base in Bouaké. Some soldiers had been killed and one American citizen. In fact, soldiers were fighting for the rebels in a covert operation. The bombing of the French base changed the whole equation. The French maintained it was deliberate, Gbagbo wanted to get the French involved, one way or the other; but Gbagbo is right to maintain that he cannot order bombing French base while the French military arrested the Ukrainian pilots flying the aircraft that bombed the base, but released them. For certainty, the order to crush Gbagbo's military reunification of Côte d'Ivoire came from Chirac to Michelle Alliot-Marie, to Poncet, commander of Licorne. The fact is that Gbagbo's army was stronger than the FAFN's. But Gbagbo did not convince on one point: changing the Constitution and opening the way to democratic elections. So letting him taking Bouaké will not end the game! ⁴⁷

La France a déclaré la guerre en détruisant les capacités aériennes du gouvernement. Le Tonkin ivoirien a servi de *casus belli* à la décision de renverser Gbagbo. Toutefois, le Pouvoir américain contrarie la France en maintenant la position définie dans la section précédente: légitimité électorale.

I went to see the French ambassador in his office and while we were talking about the possible fall-out from the bombing, President Gbagbo called Le Lidec, who told him that I was in his office. Gbagbo wanted to see the two of us. Things began to unravel when Chirac ordered his troops to wipe out Cote d'Ivoire Air Force. The French military destroyed all the military aircraft. The Air Force is an institution of the state and this was occurring while we were in a meeting with the President. We were receiving phone calls every few minutes, with updates of what was happening. Gbagbo was very unhappy because the bombing came against the backdrop of French inaction in 2002. Le Lidec received another phone call and informed Gbagbo that French forces had taken over the military and civil airports in Abidjan. The situation was escalating very rapidly.⁴⁸

Les États-Unis, comme en 2002, exercent leur autorité pour «sauver le régime Gbagbo». La France engage son autorité mais se heurte au pouvoir global de commandement.

I reminded the President that clearly things were getting out of hand. We needed to walk back from the situation and try to find a way to deescalate and to bring about some sort of ceasefire in terms of firing. The question now was whether the rebels would decide to march toward Abidjan. The Government had also sent troops by land to Bouaké; but there were UN military along the way. But the UN troops were not in the position to do much and Gbagbo maintained he could take Bouaké within 24 hours and the conflict would be over.⁴⁹

Force et faiblesse: the big brother sauve le Français

As we stood up the French ambassador said to me, «Don't leave me here. Let me go first». I understand because we knew what would happen. As soon as we arrived outside, my car pulled up, having been summoned by Presidential Protocol. I told Protocol that I would allow my French colleague to go first. Actually, he arrived in Abidjan two years before I did, so he did have precedence. They insisted that I get in my car. I declined, and told Protocol that I would not leave until the French Ambassador left. The President's sister accosted the French Ambassador. She was very emotional. She proceeded to share her unhappiness in very blunt French. No one said a word to me, but you can imagine the situation I faced. A crowd of soldiers was beginning to build up outside in the courtyard. They were making noises and showing signs of anger, although no one was saying a word to me except the Protocol representative who was trying to get me in my car. Janet Gbagbo was accompanied by several women. She was screaming at Le Lidec and all sorts of things about him personally and the French in general. He was trying to explain his side of the story, but no one believed it. They just wanted to vent their anger. His car was nowhere in sight.

The Protocol representative informed us: «The President wants to see you again». As soon as we came into his office, Gbagbo said to Le Lidec, «I understand there is a problem with your car». At that point, he through up his hands: «You see, it has already started». The President obviously wanted to get his dig in to the French ambassador, and he called him back in to tell him as much. I was simply a witness to all this. We got outside and my car was still there; the President's sister was still there and she was getting more and more worked up. Then the courtyard became packed with about 150 military filled the small space there. If I had not seen been there, the military would have lynched the French Ambassador.⁵⁰

Le diplomate sollicite Washington et Constance Newman qui a remplacé Kansteiner engage de Villepin, Alliot-Marie ainsi que le Président Gbagbo et la responsabilité individuelle de chacun.

Finally his car pulled up and he got inside. As he did so, the soldiers in the courtyard became more agitated. Then the guards opened up the gates and brought in an anti-aircraft gun. I was right behind his car. The military were yelling and banging on the French ambassador's car. From my perspective, it was like watching a movie, except that this was the real thing. This was to send a message to French Government: a desperate act of people who felt helpless in the face of superior force. Le Lidec told me later that he was sure they would have lynched him had I not been present. We all had bodyguards. Mine were Ivorian, but his were French. The Ivorian military forced him to strip completely to humiliate him. When they finally let the car into the courtyard, the poor body guard was still putting his clothes back on. He had gone through a complete body search.

This had been a very harrowing experience for the French Ambassador, and one that left a deep imprint in my mind. He was quite shaken up. We went to his residence. His wife greeted us anxiously. Gbagbo was condemned but his government survived!⁵¹

Ce récit montre l'autorité compromise et l'humiliation de la France suivies de démonstration d'une autorité supérieure dans un territoire historique de transactions avantageuses. Cette image du Français sauvé par l'Américain nourrit la décision de renverser un Président indocile.

Les États-Unis ordonnent à la France de garder les rebelles dans les limites de leur territoire et au Président Gbagbo de rappeler ses militaires à leurs bases. Les parties s'exécutent. Quelques jours avant le déclenchement de César, les États-Unis avaient transformé le NEC en construction en une base de circonstance en plus des bases CSL à Bouaké, Grand Bassam et San Pedro. Eurocom déploie quelques centaines de forces spéciales avec des avions Lockheed P-3 Orion également au Ghana, au Mali et au Libéria. Opération Tempête dans la lagune commence au même moment que la «guerre de la seconde indépendance». Les néoconservateurs avaient encore en mémoire la trahison de la France contre le changement armé de régime en Irak et le maintien de Gbagbo était une occasion de «punir la France». Le diplomate raconte un pouvoir qui massacre les plus faibles:

Abidjan is built on a lagoon and there are two bridges that go from the center of the city in the direction of the airport. The President's office and residence are on one side of the bridges, and the airport is on the other side. The French determined that they could not allow the crowds to move in the direction of the airport. That would lead to a confrontation with the French military, and they didn't want to end up killing a lot of Ivorians. They decided that the way to control the bridges was to have helicopters flying over them while firing automatic weapons continuously. Started about 9 o'clock that evening, the helicopters kept circling overhead and firing automatic weapons all night long. I couldn't sleep that night, there were phone calls constantly.⁵²

Autour de trois heures du matin, les renseignements informent le diplomate de la présence de soixante chars commandés par le colonel Destrémeau qui tente de prendre la résidence présidentielle. Koulibaly alerte. «Et dès cet instant, environ 10 000 jeunes ont envahi les abords de la Résidence. Nous ne pouvions accepter un autre Rwanda. Nous avons décidé d’agir et nous avons agi. Notre représentant transmet le message: le gouvernement Gbagbo a été élu. Les chars doivent quitter la Résidence. DAO transmet le message au commandant Poncet. Et par après Gbagbo a été simplement exfiltré.»⁵³ Les propos du diplomate en service au moment des faits appuient cette version:

I recall the times the President wanted to see me at the height of the crisis. The first time I went to see him was really like a movie. To get to his house, I had to get through a crowd of 10,000 people. In Abidjan I had four body guards, all of whom had previously worked at the Presidency. I had an armored car, with a second car following behind. I arrived in the black Cadillac with flags flying. It was just like one of those movies you’ve seen with Clint Eastwood. As we rolled through the crowd, it was like the Red Sea parting. I could see the movie, the Ten Commandments, in my mind. The young people were waving at me, and yelling, America, America, America. It was like a movie set. It was basically people power as Gbagbo supporters took over the streets.⁵⁴

Nous avons d’un côté le commandement américain et le nationalisme ivoirien et de l’autre la force brute impérialiste de la France. Ce qui semble avoir pesé dans un exercice édifiant d’autorité, au-delà de vouloir «punir la France», ce sont les relations sociales, doublement construites par un diplomate en fin de carrière, et inspirées par une hégémonie stabilisatrice. «I could talk quite frankly with Gbagbo when we were alone. I had a good relationship with him. I could tell him quite directly that I knew that the Presidency was not only organizing but also financing the street activity. I had a good relationship with President Gbagbo the whole time I was there and with Ouattara and Soro. I still see them when I go back to Abidjan in a private capacity, and I have been back several times.»⁵⁵

Un ancien dignitaire rebelle situe l’autorité de la France après le «mardi noir»:

La seule option qui restait pour la France suite au mardi noir était de faire peser de tout son poids au Conseil de sécurité. Avait-elle la capacité d’en faire plus? Je constate simplement que la France n’est plus ce qu’elle était. Dans ce conflit, Gbagbo a réussi à la démythifier. Tous les Présidents de la région étaient surpris de le voir malmené par une si grande puissance coloniale. Nous partageons un sentiment: comment la France put accepter une attaque de sa base militaire de Bouaké suivie du rapatriement en catastrophe de 9000 de ses ressortissants? Je ne vois pas les États-Unis laisser passer un tel affront. Saddam Hussein a bien été chassé du pouvoir et Taylor poussé vers la sortie au Liberia sans avoir obligé même cinquante Américains à s’enfuir en catimini. En Haïti, Jean-Bertrand Aristide a dû quitter

le Palais comme un voleur. Mais Gbagbo, lui, a réussi à se maintenir. C'est pourquoi je me pose des questions sur la volonté et la force de la France. Quand de Villepin était venu à Bouaké nous inviter à Marcoussis, nous nous disions: la France est une puissance nucléaire et nous étions convaincus que cette puissance allait effrayer tout le monde. Mais finalement, on en est à se demander la capacité de dissuasion de la bombe française. En fait la panthère a perdu de ses dents face à un hippopotame!⁵⁶

Une autorité par procuration: la médiation MBéki et Accord de Pretoria

Pour les États-Unis qui font des élections le mécanisme de légitimation des gouvernants, le contexte post-novembre 2004 offre une occasion d'accroître la pression sur les belligérants: «The first issue on the Washington's agenda was elections. Washington was very eager to move quickly toward elections. What I found to be unrealistic was the adamant insistence that the Gbagbo regime go to elections in a short timeframe. Elections help to re-establish legitimacy, although they can tear a country apart if elections are not credible. Policy makers in Washington frequently make the mistake of insisting that elections be organized in the wake of severe political turmoil.»⁵⁷

«La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire» et le barrage américain au renversement armé du gouvernement élu marquent l'échec de la méthode française en ramenant la France à une position de belligérant: «la France descend dans l'arène quand les États-Unis rusent avec la souveraineté, et par-delà les contradictions qui ne laissent personne indifférent, le dossier qui était à 100 % dans les mains de la France se retrouvait sous contrôle sud-africain et piloté par les États-Unis. Le choix du médiateur était plus facile quand, après les massacres de la Licorne à l'Hôtel Ivoire, l'ambassadeur propose à Kansteiner un panafricain anticolonialiste rompu à la médiation dans les conflits. Les États-Unis ont tranché en faveur du Sud-Africain».⁵⁸ Le passage de témoin indique aussi un changement de méthode passant de la politisation à la technicisation des enjeux.

Résolution S/RES/1572 (2004)

César donne aux États-Unis une arme pour contraindre Gbagbo à appliquer Marcoussis en faisant rédiger à l'UA et adopter au Conseil de sécurité, la Résolution 1572 du 15 novembre 2004 qui impose un embargo sur les armes, interdit de séjour ou de passage des individus choisis portant entrave à la mise en œuvre de Marcoussis, exige des membres de geler les fonds et avoirs des individus jugés nuisibles au processus de paix, et établit un Comité chargé de lister des individus à sanctionner. La résolution américaine a discipliné Soro, Ouattara mais surtout les caciques du camp Gbagbo. Le tableau suivant présente un état d'avancement des projets de loi et décrets du régime dessiné à Marcoussis.

État d'adoption et de promulgation des projets de loi établis à Marcoussis (février 2005)

Textes de loi prévus (Linac-Marcoussis)		GRN	Parlement	Présidence
1	Loi portant modification de l'article 35 de la Constitution du 1 ^{er} août 2000, annexe 11.1	Oui	17/12/2004	Non
2	Loi portant Code de la nationalité ivoirienne telle que modifiée par la loi 72-852 du 21 décembre 1972, annexe 1.1.a	Oui	17/12/2004	30/12/04*
3	Loi portant modification de l'article 26 sur le foncier rural, annexe IV.2.b	Oui	28/07/04	30/12/04*
4	Loi portant création, organisation et fonctionnement de la Commission nationale des droits de l'homme en Côte d'Ivoire, annexe VI.I	Oui	3/04/04	30/12/04*
5	Loi portant déclaration du patrimoine du Président de la République, annexe II.2.b	Oui	28/07/04	30/12/04*
6	Loi relative au financement des partis et groupements politiques et des campagnes électorales sur fonds publics, annexe II.2.c	Oui	28/07/04	30/12/04*
7	Loi autorisant le Président à ratifier le Protocole A/SP 1/6/89 modifiant et complétant l'article VII du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, signé à Ouagadougou le 30 juin 1989, annexe 1.3	Oui	27/07/04	30/12/04*
8	Loi autorisant le Président à ratifier le protocole A/SP2/5/90 portant exécution du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, signé à Banjul le 29 mai 1990, annexe 1.3	Oui	Demande de complément	Non
9	Loi portant amnistie, annexe VII.5	Oui	6/08/03	30/12/04*
10	Loi relative l'identification de personnes et au séjour des étrangers en Côte d'Ivoire, annexe I.3.b	Oui	23/04/04	30/12/04*
11	Loi composition, organisation, attribution et fonctionnement de la Commission électorale indépendante (CEI), annexe II.2.b	Oui	9/12/04	30/12/04*
12	Loi régime juridique de la communication audiovisuelle, annexe V.2	Oui	9/12/04	30/12/04*

13	Loi portant régime juridique de la presse, annexe V.2	Oui	9/12/04	30/12/04*
14	Loi relative au statut de l'opposition, annexe II.2.c	Non	Non	Non
15	Loi portant Déclaration du patrimoine des personnalités élues, annexe II.2.d	Non	Non	Non
16	Loi portant répression de l'enrichissement illicite, annexe II.2.d	Non	Non	Non
17	Loi spéciale en matière de naturalisation, annexe 1.1.b	Oui	17/12/04	30/12/04*
18	Loi organique portant l'organisation du referendum	Oui	Non	Non
19	Loi portant indemnisation et réhabilitation des victimes de guerre	Oui		

* *Journal officiel*, Special no 2 du 30 décembre 2004. Source: S/2005/175, 2005: 8-9.

Ce tableau montre que la plupart des projets de loi définis à Marcoussis ont été adoptés par le Parlement et promulgué par le Président Gbagbo après les évènements de novembre 2004.

La Résolution 1572 donne une arme à Thabo MBeki pour arracher l'accord de Pretoria. Du 3 au 6 avril 2005 MBeki réunit les protagonistes: Gbagbo et Diarra représentant le pouvoir exécutif, Bédié, Ouattara et Soro représentant l'opposition. Le contexte était au blocage de la restauration de la souveraineté du territoire. Les FN refusent de participer au gouvernement de réconciliation nationale (GRN) et au Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (DDR). Évoluant dans l'ombre de l'agenda des États-Unis, le G-7 concentre ses revendications sur les lois ne respectant pas la lettre et l'esprit de Marcoussis notamment, loi sur la composition, l'organisation et les fonctions de la CEI, loi portant identification des personnes, loi sur le Code de nationalité, loi sur le financement des partis et des campagnes électorales, et loi portant création de la Commission nationale d'identification.

Le 19 février, deux juristes sud-africains sont venus échanger avec les parties à Abidjan du 20 au 23 février 2005. Dans une déclaration publique le 22 février, Gbagbo maintient de soumettre à référendum la modification de l'article 35 de la Constitution. Le Comité de suivi acte le 24 février le consensus du G-7 sur les questions controversées: la Commission électorale indépendante (CEI), le Code de la nationalité, l'identification et la composition du Conseil Constitutionnel. MBeki rencontre en mars les protagonistes à Abidjan et les invite à Pretoria. La feuille de route de MBeki a été établie par Washington: désarmement et démantèlement des milices, cantonnement des Forces

armées des forces nouvelles (FAFN), modification de l'article 35 de la Constitution, et organisation des élections. Aucun désarmement des rebelles ne figure nulle part dans cette feuille de route.⁵⁹

Le climat qui a prévalu lors des négociations à Pretoria indique une autorité médiatisée des États-Unis contrairement à Marcoussis. «Le médiateur nous a dit: donnez tout ce que vous pouvez, acceptez tout et puis après, j'en fais mon affaire. Le climat était tendu avec des menaces ouvertes».⁶⁰

MBeki réussit à traiter le problème et personne ne manque de constater la qualité de sa méthode anglo-saxonne. MBeki n'hésite pas à parler vrai à Gbagbo en lui disant être le seul à continuer de croire possible un sursaut d'orgueil de sa part; que plus personne en Afrique ne lui fait confiance. MBeki explique clairement sa position: je me suis opposé à l'ONU à ce que des sanctions soient promulguées contre la Côte d'Ivoire. Mais si vous ne m'écoutez pas, cette fois, je donnerai mon feu vert et personne ne sera à l'abri. La mise en garde visait en particulier Gbagbo qui savait bien, que derrière MBeki se trouvent les États-Unis, et que ceux-ci n'hésiteront pas à le forcer à partir à sa demande. Il sait bien qui a forcé Charles Taylor à quitter le pouvoir...⁶¹

Pretoria était un compromis entre MBeki et Gbagbo. Le mandat du Président Gbagbo échoit fin octobre 2005 et la mise sous-tutelle onusienne de la Côte d'Ivoire hantait Gbagbo. Il a été rassuré du soutien de MBeki à l'UA et au Conseil de sécurité. MBeki l'a également rassuré en échange du rôle de l'ONU dans l'organisation des élections du maintien de la Constitution et conseillé d'en assurer le contrôle. Gbagbo y a cru et c'était la fin.⁶²

Pretoria marque un tournant dans la politique américaine de restauration de la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire par la régulation du régime et des élections. Les principaux points de Pretoria concernant les élections consacrent une autorité exceptionnelle:

Composition et fonctionnement de la CEI: deux représentants de chaque parti signataire de l'accord de Marcoussis dont six pour les rebelles, un représentant du Président de la République, un représentant du Président du Parlement; seuls les représentants des signataires de ces accords et ceux des deux Présidents ont droit de vote.

Composition et fonctionnement du Bureau de la Commission Centrale: 12 membres dont un représentant de chaque signataire de l'accord de Marcoussis et ceux des deux institutions publiques.

Organisation des élections: ONU invitée à participer à l'organisation des élections: «To ensure that free, fair and transparent elections are held, the parties agree that the United Nations be invited to participate in the work of the Independent Electoral Commission.»⁶³

Washington fit ravalier à Gbagbo sa position de soumettre à referendum la modification de l'article 35 portant éligibilité à la candidature de la Présidence de la République. «Nous avons eu une longue discussion avec MBeki, Obasanjo et Annan. Jenday Fraser a ensuite invité Gbagbo à faire usage de l'article 48. On a contourné la question de modification de la Constitution par un accord politique.»⁶⁴ «MBeki a travaillé avec beaucoup de méthode, de clairvoyance, mais aussi beaucoup de modestie, alors que des intervenants précédents nous donnaient des injonctions, nous faisaient la leçon.»⁶⁵

Ordonnance présidentielle 13396 et Résolution S/RES/1721 des Nations unies

Le 7 février 2006, le Président des États-Unis décrète l'état d'urgence en Côte d'Ivoire suivant l'ordonnance présidentielle 13396.

By the authority vested in me as President by the Constitution and the laws of the United States of America, including the International Emergency Economic Powers Act, the National Emergencies Act, section 5 of the United Nations Participation Act, and section 301 of title 3, United States Code, and to assist in addressing humanitarian, safety, and other concerns in or in relation to the country of Cote d'Ivoire,

I, George W. Bush, President of the United States of America, determine that the situation in or in relation to Cote d'Ivoire, which has been addressed by the United Nations security Council in Resolution 1572 of November 15, 2004, and subsequent resolutions, that has resulted in the massacre of large numbers of civilians, widespread human rights abuses, significant political violence and unrest, and attacks against international peacekeeping forces leading to fatalities, constitutes an unusual and extraordinary threat to the national security and foreign policy of the United States and hereby declare a national emergency to deal with that threat, and hereby order:

Section 1. (a) Except to the extent that section 203(b)(1), (3), and (4) of the IEEPA (50 U.S.C. 1702(b)(1), (3), and (4)) may apply, or to the extent provided in regulations, orders, directives, or licenses that may be issued pursuant to this order, and notwithstanding any contract entered into or any license or permit granted prior to the effective date of this order, all property and interests in property that are in the United States, that hereafter come within the United States, or that are or hereafter come within the possession or control of any United States person, including any overseas branch, of the following persons are blocked.

Sec. 2. (a) Any transaction by a United States person or within the United States that evades or avoids, has the purpose of evading or avoiding, or attempts to violate any of the prohibitions set forth in this order is prohibited.

(b) Any conspiracy formed to violate any of the prohibitions set forth in this order is prohibited.⁶⁶

La section 3 donne l'ampleur d'une mesure d'exception appliquée à toute entité de droit américain à travers le monde. La section 5 investit les secrétaires du Trésor et d'état les pouvoirs de faire appliquer l'ordonnance présidentielle et de prendre toutes les dispositions quotidiennes à sa gouvernance:

The secretary of the Treasury, after consultation with the secretary of State, is hereby authorized to take such actions, including the promulgation of rules and regulations, and to employ all powers granted to the President by the IEEPA and the UNPA, as may be necessary to carry out the purposes of this order. The secretary of the Treasury may redelegate any of these functions to other officers and agencies of the United States Government, consistent with applicable law. All executive agencies of the United States Government are hereby directed to take all appropriate measures within their authority to carry out the provisions of this order and, where appropriate, to advise the Secretary of the Treasury in a timely manner of the measures taken. The Secretary of the Treasury shall ensure compliance with those provisions of section 401 of the NEA (...) applicable to the Department of the Treasury in relation to this order.⁶⁷

L'ordonnance est assortie de trois noms sous sanctions américaines: Charles Blé Goudé, Eugène Djué, tous deux du camp de Gbagbo, et Kouakou Fofié des FN.

Barrage à la suspension de la Constitution et au «Super Premier Ministre»

La passe d'arme entre la France et les États-Unis se déroule autour des articles 4, 8 et 9 du projet de résolution S/2006/854. Le premier suggère de soumettre les parties à l'application intégrale de la résolution en leur défendant d'invoquer des dispositions légales pour prévenir le processus de sortie de crise; le second propose au Conseil de donner au Premier ministre tous les pouvoirs et une autorité totale sans entraves et le pouvoir de prendre toutes les décisions nécessaires en Conseil des ministres ou de gouvernement, par ordonnance ou décret; le dernier demande que le Premier ministre jouisse d'une autorité totale sur les FDS en même temps que le projet français tut son autorité sur les Forces armées des forces nouvelles (FAFN).⁶⁸ Les propos d'un ancien représentant du SG/ONU résument le Rapport de Kofi Annan ayant servi de base audit projet.⁶⁹

John Bolton qui représentait les États-Unis à l'ONU résume la perception du Gouvernement américain sur la méthode européenne en soutenant **un anticolonialisme qui gagne la sympathie des souverainistes ivoiriens et la guerre de positionnement contre la France:**

Par bien des aspects, la France et les Européens se comportaient comme si la Côte d'Ivoire était toujours une colonie. Ils administraient ses affaires, décidaient de qui devaient diriger le pays; en fait, ils décidaient des moindres aspects de la situation politique interne. Plutôt que d'essayer de favoriser l'intérêt d'un camp ou de l'autre, je pense que le rôle du Conseil de sécurité devrait être de résoudre la dispute; et, dans ce cas précis, le désaccord avec la France portait sur une décision prise par l'UA relativement à l'extension de la durée du mandat du Président et de l'autorité à accorder au Premier ministre. La France, le Ghana et la RDC étaient favorables à une résolution clairement différente de celle de l'UA. Or, d'habitude, lorsque l'UA trouve un accord, elle vient au Conseil demander sa validation. La position française marquait une différence flagrante ... soyons clairs: ceci était une déviation par rapport à la pratique habituelle. La Tanzanie, l'Afrique du Sud, la Chine, la Russie et d'autres ont été d'accord avec nous. Nous voulions éviter l'interférence constante dans les affaires internes de la Côte d'Ivoire. Le Conseil devrait faciliter la recherche d'une solution au problème de fond, or ce que nous étions en train de faire, était de redistribuer l'autorité sur l'un des camps du problème. Cela n'a rien à voir avec les gens qui contrôlent le nord du pays. Toute la discussion portait sur qui devait contrôler le sud.⁷⁰

Le néoconservateur admoneste Kofi Annan par ailleurs en contrariant les représentants de la France lors des débats à huit clos sur le texte du projet:

Kofi Annan a très clairement pris fait et cause pour la position de la France. L'un de ses adjoints est venu dire au Conseil: *nous devrions soutenir le texte français*. Je lui ai alors demandé: *est-ce que c'est la position officielle du SG que seul le texte français est acceptable?* Il y eut alors un long silence, parce qu'ils n'ont pas l'habitude d'être contrariés sur des choses de ce genre. J'ai dit: *c'est un débat que nous devrions avoir, c'est pourquoi j'ai soulevé le problème.*⁷¹

Le Monde titrait «Côte d'Ivoire: la France essuie un camouflet au Conseil de sécurité». Cet article avait fait grand bruit en France comme en Afrique, par le fait que le quotidien français de référence expose la soumission de la France à l'autorité américaine:

Les États-Unis, la Chine, la Russie et la Tanzanie se sont opposés à la résolution présentée par la France jugée trop attentatoire à la souveraineté ivoirienne. C'est un revers pour la diplomatie française. Paris entend renforcer nettement les pouvoirs du Premier ministre, Charles Konan Banny, face au Chef de l'état, Laurent Gbagbo. Washington à travers John Bolton conteste le principe de la prééminence des textes internationaux – et donc de la résolution de l'ONU – sur la Constitution ivoirienne, que la France voulait voir affirmé. L'objectif inavoué de Paris était de ligoter le président ivoirien et de l'empêcher de s'abriter derrière la Constitution de son pays pour contrecarrer les actions du Premier ministre.⁷²

Conclusion

Le but du présent chapitre était de démontrer l'autorité de régulation du régime ivoirien de la part des États-Unis qui décident des règles pour la restauration de la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire. Le territoire est divisé entre le nord et le sud. Cette politique est basée sur la légitimité électorale des gouvernants et une percée constitutionnelle du régime de transition démocratique.

Au regard du cadre critique d'empire inspiré de Colás, le chapitre démontre un engagement historique américain à la restauration de la souveraineté faisant de la CEDEAO, l'UA et du Conseil de sécurité des Nations unies des instruments de l'autorité des États-Unis. Cette autorité américaine ne se dissocie pas du contexte particulier de la rébellion armée et de la partition du territoire hérité de l'impérialisme moderne. Le principe de la légitimité électorale constitue la base même sur laquelle les États-Unis ont défendu le gouvernement Gbagbo, et en défendant ce principe idéologique avec autorité, nous constatons un lien entre la condition de stabilité et l'autorité légitime qui sont des biens publics tributaires des ordres impériaux.

Toutefois, la défense américaine de la légitimité électorale des gouvernants n'est pas spécifique à la Côte d'Ivoire. Il s'agit d'un principe qui gouverne la guerre globale contre le terrorisme qui vise à diffuser au monde le régime qui structure la base sociale d'accumulation des États-Unis. Ce principe est à l'œuvre en Afghanistan et dans le projet néoconservateur de démocratisation du Moyen-Orient et ailleurs. Dans son discours au Parlement ghanéen à Accra, le Président Obama a accentué des institutions fortes contre des hommes forts qui caractérisent la politique de la France et l'UE en Afrique. Le chapitre aura montré ensuite un décalage du lieu de pouvoir: «l'homme fort n'est plus à Paris mais plutôt à Washington». Le processus a commencé avec un appui de Colin Powell et de Condoleeza Rice pour faire destituer et extraditer le Président du Libéria Charles Taylor à la CPI et une menace ouverte de faire suivre Blaise Compaoré du Burkina Faso: «le Secrétaire d'état et Jenday Fraser ont joué franc avec Blaise Compaoré qui avait le choix entre coopération et accusation

d'agression devant les juridictions internationales. Nos actions vont loin quand Condoleeza Rice a signifié aux renseignements libyens de cesser tout soutien à une économie de guerre qui profite au Hezbollah. Je crois que le colonel a bien reçu notre message. Nos diplomates sur place à Abidjan et dans les capitales africaines avaient poursuivi la pression sur les différentes parties dans la crise ivoirienne». ⁷³

En lien avec les remarques précédentes, les États-Unis défendent un anticolonialisme invariable contrairement à la France qui rejette toute mutation de la cogestion de la souveraineté ivoirienne. Qui plus que John Bolton représentant le Gouvernement américain au Nations unies considérées comme l'albatros du Pouvoir américain peut le signifier de la manière la plus autoritaire à la France?

Toutefois, une autorité impériale est loin d'être complète même dans le cadre des impérialismes rivaux. Les tentatives françaises de déposer le régime Gbagbo et la résistance ivoirienne ont tendance à montrer le côté attractif du pouvoir américain de commandement ou l'hégémonisme du pouvoir imagé en centaure. Le voyage de Gbagbo et son lobbying auprès de membres du Congrès aux États-Unis, le représentant des États-Unis évitant à son homologue français le lynchage de la part des patriotes ivoiriens et le cri de ces derniers «America, America, America» au passage du convoi du diplomate en novembre 2004 sont des éléments appuyant le côté «mi-homme» et donc séduisant du pouvoir de commandement. Les efforts et échecs du gouvernement français à renverser Gbagbo malgré le bombardement de la base militaire française de Bouaké sans que les États-Unis soient obligés d'utiliser le pouvoir monarchique laissent constater avec Colás que sa possession a «dit la messe en Côte d'Ivoire». La durée de la rébellion et le temps que l'organisation des élections de sorties de crise a pris amènent à ne pas ignorer la capacité de subversion des injonctions américaines. Toutes choses qui appuient une politique impériale plutôt qu'impérialiste. Le chapitre suivant va compléter l'autorité de restauration de la souveraineté du territoire de la Côte d'Ivoire par la régulation du régime à travers la diplomatie de proximité et de poignée de main.

¹ Le terme *imperium capitaliste accompli* vient de Leo Panitch et Sam Gindin 2004 qui désignent la reconfiguration du monde suivant les lignes d'une inclusion différentielle et dominé par un «appareil décentré et déterritorialisé» dont l'ONU constitue la matérialisation selon Hardt et Negri 2000 et 2004.

² Le concept «réajustement de la politique coloniale» nous a été servi par un dignitaire du Conseil National de la Résistance (coalition de partis politiques soutenant Laurent Gbagbo) et ancien ministre du gouvernement à Abidjan le 2 juin 2011.

³ Entrevue avec une source au Département d'état le 25 octobre 2011. En 2008, le déficit commercial entre les États-Unis et la Côte d'Ivoire a augmenté pour atteindre 837 millions de dollars contre 439 millions de dollars en 2007. Les exportations américaines en Côte d'Ivoire étaient de 254 millions de dollars, soit une augmentation de 57% ; ces exportations sont essentiellement des produits alimentaires, des engrais et produits chimiques, des équipements de forage pour le pétrole, des machines agricoles, du matériel informatique, de la pâte à papier, des produits pharmaceutiques et plastiques. Les États-Unis sont le 5e fournisseur de la Côte d'Ivoire d'où ils ont 1 milliard de dollars de marchandises dont principalement le cacao, le caoutchouc, le pétrole brut, le fuel et le bois. Une vingtaine d'entreprises américaines opèrent dans les secteurs pétroliers, agroalimentaires, bancaire, informatique, conseil et gestion d'entreprises, communication, courrier express et logistique notamment. Dans l'industrie pétrolière, il y a Vanco International et Texaco/Chevron; dans l'industrie agroalimentaire on a Cargill, Archer Daniels Midland (ADM) et Zamacom. Dans le secteur bancaire il y a seulement le groupe Citibank; au niveau des entreprises de conseil et de gestion, il y a plusieurs groupes, notamment Arthur Andersen, Continental Audit (KPMG International), Ernst & Young, Deloitte & Touche et Price Waterhouse Coopers. Dans le secteur informatique vous trouverez bien sur Microsoft, dans la communication il y a McCann-Erickson. Au niveau du courrier express et de la logistique les Américains sont très présents à travers les groupes DHL, FedEx, et UPS. Les autres entreprises américaines qui sont actives en Côte d'Ivoire sont Ameritech, Forever Living Products, Coca Cola, et Caterpillar (représentée par Manutention Africaine). Ces données viennent de l'ambassadeur américains Wanda Nesbitt au cours de sa Conférence à l'École de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire disponible au http://french.cotedivoire.usembassy.gov/ambconfepcci_040809.html; site consultée le 15 novembre 2011.

⁴ Fields of actions 2003, p.180; The Secretary of the State, Congressional Budget Justification, 2004, p.207.

⁵ Le neveu du ministre Boga Doudou, dans Philippe Duval... Des proches du gouvernement soupçonnent Lida Kouassi d'avoir été complice de l'assassinat de son collègue de l'intérieur en tentant un coup dans le coup. Le gouvernement Gbagbo qui avait été boycotté pour manque de légitimité par la communauté internationale a été de nouveau apprécié. Gbagbo se rendit à Luanda pour réconcilier la Côte d'Ivoire avec l'Angola. Jacques Chirac avait accueilli Gbagbo en visite privée du 17 au 23 juin 2001 en France. Les institutions de Bretton Woods ainsi que l'UE ont renoué leur coopération. Sur invitation du Président français Jacques Chirac, Gbagbo a été invité au sommet de Yaoundé du 17 au 19 janvier 2001. «Ce sommet marque la première grande sortie du Président Gbagbo»: Lida Kouassi 2010: 185-86); Bertrand de Lesquen, «Côte d'Ivoire: la voix des rebelles, Entretien avec Guillaume Soro Secrétaire général des Forces nouvelles, *La Revue Politique Internationale*, no. 108.

⁶ Entrevue avec un haut gestionnaire du Département d'état le 15 octobre 2011. Le ministre ivoirien de la Défense, Lida Kouassi, conseille au Président Gbagbo de rester en Europe en attendant: Témoignage sur la crise ivoirienne, 2010, p.224

⁷ Kansteiner, Congrès 108...

⁸ Entrevue du 15 octobre 2011 à Washington.

⁹ Lida Kouassi est soupçonné de taupage des parrains de la rébellion tout comme Bohoun Bouabré comme le verrons dans les facteurs empruntés au financement de ce coup d'état. Le matin du coup manqué, l'ambassadeur français Vignal lui aurait confié à Lida: «monsieur le ministre d'Etat, vous voilà par la force des choses dans la position d'un chef d'Etat! Et vous pourriez y rester», Moïse Lida Kouassi, Idem., p.218. La fermeture des espaces aériens français et espagnol au Président bolivien en juillet 2013 dans l'affaire Snowden et le blocage de l'avion du Président Gbagbo en Suisse en 2011 indiquent une autorité américaine derrière un «retour miraculeux de Laurent Gbagbo».

¹⁰ Entrevue du 4 août 2011 à Abidjan. Soutien à Gbagbo à cause de service rendu aux États-Unis pour le 11 septembre 2001 «Cote d'Ivoire: Arlène Render (ambassadeur des Etats-Unis) à Laurent Gbagbo: "Merci pour votre soutien au lendemain du 11 septembre" PAR SÉGUÉI NONE, 21 DÉCEMBRE 2001

¹¹ Entrevue avec un ancien conseiller à la défense du Président Gbagbo à Abidjan le 7 juin 2011. Elle est appuyée par Lida Kouassi, op. cit., pp.231-232.

¹² Entrevue avec un renseignement militaire ivoirien à Abidjan le 31 mai 2011. Notre source occupe une haute fonction dans la hiérarchie des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire.

¹³ Entrevue du 15 octobre 2011 à Washington.

¹⁴ *L'Inter*, «Agression armée contre la Côte d'Ivoire: ce que l'envoyé de Bush a confié à Gbagbo», 24/10/2002.

¹⁵ Walter Kansteiner, Audition Congrès 108 du 12 février 2003

¹⁶ «... les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont fermement condamné la tentative de remise en cause de la démocratie et de la légalité constitutionnelle en Côte d'Ivoire», Point 6 de la Déclaration, Accord d'Accra I.

¹⁷ Entrevue avec un délégué MPCCI ayant participé aux négociations des accords de Lomé, le 2 juillet 2011. Le MPIGO et le MJP suivant cette source et appuyées par des sources américaines seraient des fabrications du chef de guerre et président libérien Taylor. Voir également Michel Galy, *Guerres nomades et sociétés ouest-africaines*, 2007.

¹⁸ Idem. La dépêche AP du 15 novembre 2002 a fait état d'une participation de la Libye à la formation de certains rebelles comme Abdoulaye Traoré qui est devenu le commandant adjoint de zone à man. Le colonel Kadhafi était convaincu par Blaise Compaoré que le Président Laurent Gbagbo est un anti-musulman: <http://lemaire00.blogspot.ca/2008/12/a%20bdoulaye-traor-ex-chef-de-guerre-de.html> consultée le 20 novembre 2011.

¹⁹ Entrevue du 15 octobre 2011, Ibid.

²⁰ Ibid. Voir aussi <http://www.irinnews.org/fr/Report/67367/C%C3%94TE-D-IVOIRE-Le-Gouvernement-nie-toute-implication-des-troupes-angolaises> consulté le 15 mars 2010.

²¹ Ibid.

²² Kansteiner, Ibid.

²³ Pour ce qui des alliés historique de la France, voir Adjagbe 2009

²⁴ Guillaume Soro, S/2006/204, p.11; voir également le Rapport S/2009/521 des Nations unies: «Ressources financières des Forces nouvelles, étude de cas: le nord de la Côte d'Ivoire – une économie de type féodal», 2009: 49-53

²⁵ Ambassadeur Raph Uwechue, Rapport S/2005/175: 14. Voir également Moussa Dosso, Directeur de la Centrale dans <http://www.koffi.net/koffi/actualite/44561-Gestion-de-l-Economie-dans-l-ex-zone-rebelle-Dr-Andre-Ouattara-Dg-de-la-Centrale-C-est-grace-a-la-Centrale-que-la-rebellion-a-resiste-jusque-la.htm>, consulté le 28 avril 2008.

²⁶ Entrevue avec un dignitaire FN le 28 mai 2011 à Abidjan; et appuyée par Bertrand de Lesquen, «Côte d'Ivoire: la voix des rebelles, Entretien avec Guillaume Soro Secrétaire général des Forces Nouvelles», *La Revue Politique Internationale*, no.108, 2005.

²⁷ Edward Royce, Président de la Commission des relations internationales au 108 Congrès des États-Unis le 10 février 2011.

²⁸ Entrevue du 15 octobre 2011, op. cit.

²⁹ Entrevue avec un représentant ONUCI à Abidjan le 5 août 2011. Voir également Armand Depeyla qui appuie une «grande part de responsabilité de la France dans la partition de la Côte d'Ivoire: «Encadré: Laurent Gbagbo, d'hier à aujourd'hui», 27 juin 2011, Soir Info <http://news.abidjan.net/h/402713.html> consulté le 27 juin 2011.

³⁰ En fait, il s'agirait d'un deal entre la France et les États-Unis. Les seconds acceptent de ne pas appuyer militairement le gouvernement ivoirien à réunifier le territoire afin d'obtenir une percée constitutionnelle.

³¹ Entrevue avec un gestionnaire NEC à Abidjan le 30 juillet 2011. Les déclarations de Guillaume Soro confortent le gestionnaire: «L'article 35 du nouveau projet de Constitution ... proclamait que les candidats à l'élection présidentielle devaient être de père et de mère ivoiriens, sous le prétexte d'éviter qu'un étranger puisse assumer la présidence ... Cet article 35, qui stipulait à l'origine que l'on pouvait être candidat à condition d'avoir un seul parent ivoirien, a été modifié conformément aux volontés de Gbagbo... Le concept d'ivoirité ... avait été tout simplement constitutionnalisés!», Bertrand de Lesquen, Ibid.

³² Ibid: Entrevue du 15 octobre 2011 à Washington DC. Elle est appuyée par les propos de Guillaume Soro, Porte-parole du MPCCI à Marcoussi dans *Fraternité Matin* du 23 janvier 2003.

³³ Ibid.

³⁴ Groupe de suivi tripartite, Rapport S/2005/175, 2005: 16

³⁵ Kansteiner, Ibid.

³⁶ Entrevue du 27 mars 2011 à Ottawa avec un haut gestionnaire du Département d'état ayant servi en Côte d'Ivoire entre 2004 et 2010.

³⁷ Entrevue du 25 septembre 2011 à Washington.

³⁸ Entrevue du 15 juillet 2011, op. cit; Stephen Smith et Antoine Glaser exposent le gangstérisme de Bolloré et de Bouygues en Côte d'Ivoire: *Ces messieurs Afrique: le Paris-village du continent noir*, Calamnn Lévy, 1992, Richard Banégas présente une guerre de la seconde indépendance entre la France et la Côte d'Ivoire: «Côte d'Ivoire: une guerre de la seconde indépendance ? Refonder la coopération française sur les brisées du legs colonial, FASOPO.

³⁹ Entrevue avec un ancien dignitaire du gouvernement Gbagbo à Abidjan le 17 juillet 2011. Le pouvoir Gbagbo fit arrêter Hassane Hyjazi du groupe SCI Drummore le 1er janvier 2001 et la justice l'a inculpé. Mamadou Koulibaly, qui est professeur d'économie et ministre de l'économie et des finances atteste d'une fraude de près de 100 milliards de francs CFA que les amendes monteraient à 250 ou 300 milliards de CFA: <http://www.afrique-express.com/afrique/cotedivoire/ci-2001.html>, juillet 2011.

⁴⁰ *Fraternité Matin* du 26 octobre 2007.

⁴¹ Entrevue du 12 août 2011 à Ottawa.

⁴² Entrevue du 31 octobre 2011 à Washington avec une source ayant participé aux rencontres. Voir également http://news.abidjan.net/reportages/gbagbo_usa/articles/gbagbo_usa7.html, http://news.abidjan.net/reportages/gbagbo_usa/articles/gbagbo_usa4.html, http://news.abidjan.net/reportages/gbagbo_usa/articles/gbagbo_usa.html consulté le 20 juin 2008.

⁴³ Entrevue du 15 octobre 2011, po. Cit. Monuc désigne Mission des nations unies au Congo.

⁴⁴ François Soudan, *Jeune Afrique L'Intelligent* No 2289.

⁴⁵ Entrevue avec la Direction du quotidien *Soir Info*, juin 2011 à Abidjan.

⁴⁶ Entrevue du 27 mars 2011 à Ottawa.

⁴⁷ Ibid. Le général Poncet avait reconnu devant le TAP que le bombardement du camp français Descartes était le fait d'une bavure manipulée. Voir également <http://www.atouhou.net/actualite.php?id=2931>, le film *Roquettes sur nos soldats, pièces à conviction* http://www.dailymotion.com/video/x1d0hp_3-3-cote-d-ivoire-pac-57-2e-partie_news?ralg=meta2-only#from=playrelon-4, consulté le 20 août 2010. Ces sources renforcent les propos du diplomate qui disculpent Gbagbo d'avoir ordonné le bombardement. La bavure résulte d'une infiltration: «je ne peux pas donner l'ordre de tirer sur des Français, je ne suis pas idiot, je pense que vous pouvez me concéder cela» (Laurent Gbagbo). Sur le déroulement de l'opération César, lire Alexandre François, «Côte d'Ivoire: l'armée française face aux mystères de Bouaké», <http://www.slateafrique.com/98949/les-mysteres-de-bouake-cote-ivoire-abidjan> consultée

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ Ibid.

⁵¹ Ibid.; de Villepin et Alliot-Marie étaient respectivement ministre français des Affaires étrangères et de la Défense.

⁵² Ibid. La guerre de la seconde indépendance est un terme venant de Richard Banégas, *FASOPO*, p.197.

⁵³ Entrevue du 30 juillet, Ibid.

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Ibid.

⁵⁶ Entrevue du 3 juin 2011 à Abidjan avec un membre du Bureau politique des Forces Nouvelles.

⁵⁷ Entrevue du 27 mars 2001, op. cit.

⁵⁸ Entrevue du 3 juin 2011. Le Conseil de sécurité a adopté une série de résolutions en appui de la restauration de la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire: UNSCR 1572 du 15 novembre 2005 décrète l'embargo sur les armes, menace de sanctions les violateurs des droits humains et entravant au processus de paix et crée le Comité du Conseil de sécurité pour la Côte d'Ivoire. UNSCR 1584 (2005) crée le Groupe d'experts chargé de faire Rapport de suivi du processus de paix, UNSCR1603 du 3 juin 2005 établit ONUCI: voir Rapport S/2006/222, avril 2006. UNSCR 1528 (2004) établi ONUCI

⁵⁹ Entrevue par téléphone avec un ancien vice ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud le 25 août 2011.

⁶⁰ Entrevue du 17 juillet 2011 à Abidjan.

⁶¹ Entrevue du 3 juin. Ce récit est appuyé par UNSC 1572 (supra) et le point 6 du Rapport S/2005/175 du Groupe tripartite en appui des Accords d'Accra III et confirmé dans le communiqué final de la réunion de l'UA de Libreville

⁶² Ibid.

⁶³ Accord de Pretoria signé le 6 avril 2005.

⁶⁴ Entrevue du 12 août 2011, op. cit.

⁶⁵ Gbagbo, <http://www.liberation.fr/monde/0101524924-accord-a-pretoria-sur-la-crise-ivoirienne>, consultée 10 décembre 2011

⁶⁶ Presidential Documents, «Blocking Property of Certain Persons Contributing to the Conflict in Côte d'Ivoire», *Federal Register*, Vol. 71, No. 28 Friday, February 10, 2006.

⁶⁷ Idem, p.7391.

⁶⁸ Entrevue avec un dignitaire du RHDP à Abidjan le 2 juin 2011. RHDP forme la coalition rebelle du G7 ou les marcoussistes comme les appellent les nationalistes du CNRD.

⁶⁹ Kofi Annan précise que le remède aux lacunes et obstacles rencontrés dans le processus de sortie de crise passe absolument par des règles que devait édicter le Conseil: la prévalence des instruments internationaux à savoir les résolutions antérieures et futures du Conseil, les décisions de l'UA et de la CEDEAO et les accords de paix sur la Constitution et les lois de Côte d'Ivoire, un exercice plein de la souveraineté par le Premier ministre sur les institutions de la République y compris les FDS dont les responsables, et les leaders politiques sont personnellement responsables des entraves au mandat du Premier ministre. Annan propose d'imposer des sanctions et de saisir la CPI dans certains cas, de donner au Premier Ministre le pouvoir de prendre sans restriction, toutes les décisions relatives à la mise en œuvre du désarmement, identification, démantèlement des milices et rétablissement de l'autorité de l'état sur tout le territoire. Et

le comble d'une obsession était de demander que la résolution refuse toute invocation des articles 35 et 48 de la Constitution. Annan propose également deux groupes devant répondre du Premier ministre: le premier chargé de restructurer les FDS et le second dédié aux opérations d'identification. Et à ce niveau, Annan propose que Statistique Côte d'Ivoire soit placée sous l'autorité de la CEI qui devait avoir le dernier mot sur les élections en lieu et place de la Cour constitutionnelle. Entrevue réalisée à Abidjan le 31 juillet 2011. Les informations sont corroborées par deux entrevues réalisées auprès du Bureau Afrique du Département d'état le 15 octobre 2011. Il s'agit du Rapport S/2006/821 du 17 octobre 2006.

⁷⁰ Ibid. John Bolton est un néoconservateur de la catégorie de Paul Wolfowitz, de Dick Cheney et de Condoleezza Rice. Il a officié après son séjour onusien comme *Senior Fellow* à American Enterprise Institute dans lequel George Bush a recruté nombre de ses plus proches conseillers. Bolton éclaire la volonté des États-Unis de ne plus laisser la France gérer «sa Côte d'Ivoire» comme elle l'avait fait pendant la Guerre froide. Ce temps semble révolu avec une affirmation globale de l'hégémonisme américain.

⁷¹ Le Nouveau courrier, «L'ancien ambassadeur des États-Unis à l'ONU incendie la France et l'ONU», no 1071, 2007.

⁷² Rédacteur en chef du Bureau politique d'une maison de presse ivoirienne et correspondant du *Le Monde* à Abidjan le 3 août 2011.

⁷³ Entrevue avec un haut fonctionnaire du Département d'état le 15 octobre 2011 à Washington.

CHAPITRE VI

Empire comme espace: la sécurisation du territoire ivoirien

Introduction

La présente dissertation se construit autour d'une idée novatrice de l'impérialisme américain considéré comme étant une politique impériale de sécurité du marché qui engage la restauration de la souveraineté et la régulation du régime et de la culture de la Côte d'Ivoire. Suivant Cox et Colás en appui d'une telle position, l'inflexion capitaliste tient moins du brigandage que d'une accumulation systémique par une reproduction de la dépendance entre souveraineté et marché qui permet à celle-là de procurer à celui-ci la condition de stabilité comme nous l'avons statué au chapitre théorique et qui relève des ordres impériaux.

Le chapitre précédent a élaboré l'empire comme autorité qui œuvre à la régulation du régime par la restauration de la souveraineté du territoire ivoirien divisé entre des factions armées. Le présent chapitre qui prolonge cette idée appuie une politique impériale de sécurité du marché en démontrant la sécurisation du territoire ivoirien à partir des exercices d'imagination de la nation, et des actions de développement de la conscience communautaire du peuple ivoirien de la part des États-Unis que nous considérons comme étant un empire au sens colasien de pouvoir de commandement.

Quand les pouvoirs européens s'étaient aventurés dans des régions où la forme moderne de la souveraineté et du marché n'était pas encore établie – nous apprend Robert Cox dans le chapitre théorique – ces pouvoirs avaient créé des proto-états et dont l'impérialisme assure la restructuration; le troisième chapitre de la présente dissertation a élaboré les accords de cogestion de la souveraineté ivoirienne et la césarienne du capitalisme monopoliste de par l'impérialisme de la mondialisation. Toutefois, la restructuration de l'état défaillant de Côte d'Ivoire a conduit à la partition du territoire par la réforme agraire et une constitution illibérale ayant subverti les principes même du libéralisme.

Une telle disjonction insécurise le marché dans un contexte de guerre contre le terrorisme et, de ce fait même, appelle à la sécurisation de la souveraineté du territoire de la Côte d'Ivoire partie d'un espace œcuménique américain.¹

La première partie du chapitre élabore la pensée critique de Colás d'empire comme espace et la place de la bureaucratie américaine dans la construction de la nation ivoirienne et la reconnexion de la souveraineté. Bien que les ordres viennent de Washington, la conduite journalière de la politique de sécurité du marché en Côte d'Ivoire repose sur une bureaucratie construite en pleine guerre civile. La seconde partie élabore la sécurisation de la nation ivoirienne à partir du programme Paix et sécurité du Pouvoir américain. La dernière partie expose le President's emergency plan for AIDS Relief (PEPFAR) et Ambassador Special Grant (ASG) du programme Investing In People supposé aider au développement du sentiment d'appartenance des Ivoiriens à un espace œcuménique américain.

Le chapitre repose sur la triangulation des données d'entrevues que nous avons menées à Abidjan et auprès des Départements d'état, Homeland Security, et DoD entre mai et décembre 2011, ainsi que des données publiées sur le site internet de l'ambassade des États-Unis en Côte d'Ivoire. Les publications du NEC complètent nos sources.

New Embassy Compound et sécurisation

Suivant la conception critique colasienne d'empire comme espace, l'expansion, la domination et l'ordre sont trois propriétés au déploiement de la politique de sécurité du marché en Côte d'Ivoire. La bureaucratie sert de moelle aux deux premières alors que la dernière procédant de la domination assure la condition de stabilité. Elle œuvre non seulement à légitimer l'empire mais également à instituer le territoire en développant le sense des locaux d'appartenir à une communauté œcuménique par des exercices d'imagination de la nation appuyés par la philanthropie stratégique. Pour le dire autrement, les exercices d'imagination de la nation et la philanthropie stratégique sont supposés sécuriser un territoire en état de nature. La division du monde entre

«civilisés» et «barbares» constitue la philosophie même de l'expansion et de la domination.

Construction d'une nouvelle ambassade

La bureaucratie suivant la conception critique colasienne d'empire comme espace fait partie des mécanismes de conquête qui travaillent à implanter la politique de sécurité du marché alors que l'assimilation requiert des activités qui développent l'appartenance communautaire des peuples. Colás défend avec Chatterjee une interrelation entre empire et construction de l'état-nation; ce qui le pousse à retenir la poursuite du moment impérial en postcolonie.² De même que l'impérialisme moderne français crée le territoire ivoirien, l'impérialisme américain œuvre à affermir un médiateur de la structure mondiale d'accumulation. Le poste ivoirien fonctionne comme une interface locale du gouvernement américain avec un Commandant en chef et un Deputy Chief of Mission (DCM).

La Maison Blanche à Abidjan



Toute politique de conquête commence par des installations qui sont également des œuvres de civilisation. Bien que l'idée de construire une nouvelle ambassade commence plus tôt, le 9/11 semble avoir accéléré sa réalisation. Les travaux de trois ans ont commencé début janvier 2002 et le bâtiment a été inauguré en juillet 2005. Son architecture est l'œuvre des cabinets CMSS Architects Inc. et HOK Architects and Engineers alors que J.A. Jones International et son associé ivoirien Sibagec ont assuré la maîtrise d'œuvre. La construction est la première du projet New Embassy Compound qui procède des réflexions architecturales par suite des attaques terroristes contre les représentations américaines de Dar es Salam et de Nairobi. Le NEC-CI est la plus grande ambassade américaine en Afrique occidentale et dédié à une «diplomatie transformationnelle par des services plus centralisés et plus efficaces». Le site couvre 3,74 hectares, une surface bâtie de 21 845 m² pour

un coût de \$90 millions de dollars.³ Lors de la réception de l'ambassadeur Aubrey Hooks en mars 2006 des notables de Siéguouékou voulant savoir le choix «de la Côte d'Ivoire pour abriter la plus grande ambassade des Etats-Unis, l'Ambassadeur Hooks a déclaré: Abidjan est un hub dans la sous région et l'Ambassade des Etats-Unis sert de bureau régional de mission diplomatique.»⁴

Les déclarations des gestionnaires américains indiquent ce que représente le bâtiment dans la guerre globale contre le terrorisme de par un empire transglobal et la sécurisation du territoire de Côte d'Ivoire. Le Général Charles Williams, Directeur du Overseas Building Operations reconnaît «un véritable exemple de l'engagement de l'Amérique et un symbole adéquat de la présence américaine en Côte d'Ivoire [...], une amélioration majeure à notre capacité de promouvoir et de protéger nos intérêts. Nous avons maintenant un bâtiment sécurisé, sain et approprié au soutien d'autres agences dans leur tâche pour la stabilité régionale, le développement économique et le commerce».⁵ Les architectes y auraient exprimé la liberté et l'égalité à la fondation même de la nation américaine. Le bâtiment répondrait au modèle d'efficacité énergétique et environnementale des standards américains les plus élevés: «L'architecture de ce bâtiment est si exemplaire que nous en avons développé un modèle standard d'ambassade qu'OBO utilise pour nos nouveaux bâtiments dans le monde entier. Cette réalisation a commencé en Côte d'Ivoire.»⁶ Aubrey Hooks rassure d'un «symbole des valeurs américaines et de l'engagement des États-Unis d'Amérique envers l'avenir de la Côte d'Ivoire».⁷ Aubrey Hooks se réfère à la guerre civile qui avait cours en Côte d'Ivoire: «Toutes les grandes œuvres commencent comme un rêve. La réalisation des rêves nécessite les efforts conjoints des cœurs et des mains de nombreux acteurs.»⁸

La poursuite des travaux alors même que la France considérée comme «propriétaire» déclare infréquentable la Côte d'Ivoire semble un soutien à la souveraineté territoriale ivoirienne de la part de l'empire américain ainsi que l'a souligné le Président Laurent Gbagbo:

Il ne fallait pas venir en Côte d'Ivoire. Elle était classée comme une destination dangereuse. Néanmoins, j'envoyais discrètement des personnes voir si les travaux de l'Ambassade des USA continuaient. Effectivement les travaux continuaient et en 2003, au plus fort de la crise lorsque nous avons subi la deuxième vague d'attaque à la frontière du Libéria ... je continuais de m'informer de l'avancement des travaux qui continuaient malgré tout de manière sereine ... C'est pour ce courage, cette persévérance et cette grande espérance dans l'avenir de mon pays que, M. l'Ambassadeur, je vous salue.»⁹

Dans sa conception des citadelles impériales qui sont des sortes de «musées vivants», Colás rappelle l'hybridité de la culture impériale qui joue dans le développement de l'appartenance à une plus grande communauté, et finalité d'un processus contradictoire de civilisation et de racialisation. L'architecture du bâtiment semble refléter ce métissage des cultures qui suscite chez tout visiteur le sentiment d'être en Amérique, en Europe et en Afrique, et donc de se sentir chez soi: «Le bâtiment, conçu sur le modèle américain, comporte toutefois des éléments de la culture locale. La façade extérieure est inspirée de motifs de tissus traditionnels africains, avec du granite gris sombre et blanc» qui, «de l'intérieur et de l'extérieur du bâtiment, a été importé du Brésil et d'Espagne alors que les pavés des allées de la cour proviennent du Ghana. Une fois passée l'entrée principale, des boiseries aux tons chauds, un sol marbré et un haut plafond complètent cet imposant bâtiment.»¹⁰

La bureaucratie américaine en Côte d'Ivoire emploie officiellement 53 gestionnaires américains et plus de 300 serviteurs locaux venant aussi des territoires de la sous-région et œuvrant pour le Département d'état, le DoD, le Department of Holand Security et son Health and Human Services' for Disease Control and Prevention (CDC) – qui joue beaucoup comme nous le verrons plus loin dans la mise en œuvre du PEPFAR – et Open Source Service, branche régionale de la Direction nationale d'intelligence.¹¹ Le NEC fait d'Abidjan, une capitale régionale pour les États-Unis; ce qui semble appuyer les propos de l'ambassadeur Hooks susmentionnés. Les divers départements couverts du NEC donnent la mesure des structures centrales ivoiriennes d'autorité que vise à transgresser le Pouvoir américain.

Décentralisation du Pentagone à Abidjan

Defense Attaché Office (DAO) représente le DoD en territoire ivoirien et assure à ce titre la représentation et le renforcement des relations entre les forces américaines et leurs parties ivoiriennes, qui, dans la pensée critique d'empire de Colás font partie de la condition de stabilité dont les empires sont fournisseurs en échange de la soumission. Le DAO guide l'ambassadeur et assure des activités de contact avec l'armée ivoirienne dont l'éducation aux Droits humains, la sensibilisation au, et le traitement du VIH/SIDA et la formation au professionnalisme sont des priorités des États-Unis.¹²

Les activités américaines d'éducation des militaires ivoiriens ont beaucoup joué quand les États-Unis ont mis en œuvre l'opération *Restore Democracy*. Ces activités et la régulation du régime Gbagbo exposée au chapitre précédent sont des mécanismes de cooptation. DAO représente le Secrétaire DoD auprès du ministre de la Défense de Côte d'Ivoire, le Chairman et le chef d'état-major interarmées auprès de l'état-major ivoirien, les secrétaires adjoints et les chefs des différents services et corps militaires, ainsi que les commandants unifiés auprès des parties ivoiriennes. Mais au-delà de ces fonctions, l'enjeu reste de loger au NEC la base régionale Africom qui accueille déjà un détachement des Marines. «Il n'est pas exclu un site Africom à Abidjan. La Côte d'Ivoire abrite déjà ARSO. Le Général Carter qui commande Africom l'a souligné, la Côte d'Ivoire est un lieu d'observation et de contrôle des activités de sécurité dans la région».¹³

La Marine Security Guards assure la sécurité des services et installations de sorte à prévenir la compromission des informations confidentielles et équipements de la DIA vitaux à la sécurité nationale; et la protection des propriétés de citoyens et du Gouvernement américains.

Homeland Security Department: Abidjan Regional Security Office (ARSO)

ARSO représentant Homeland Security en Afrique occidentale est connecté au Bureau africain du Comité d'Assistance Anti-terrorisme du Conseil de sécurité de l'ONU en appui aux régimes anti-blanchiment et financement du terrorisme comme nous l'avons élaboré au chapitre quatre. Dans la réalisation du mandat de surveillance et de renseignements, ARSO est connecté au ministère de la sécurité territoriale et surveille le *Counterterrorism Implementation Task Force* établi en 2005 et qui œuvre avec Interpol pour coordonner la coopération avec les ministères ivoiriens de la Défense, de la Sécurité intérieure, de la Justice, et des Finances.¹⁴ Sa charte compte trois services pertinents par rapport à l'idée de politique impériale de sécurité du marché.

Le Service de la sécurité diplomatique couvre les activités du Federal Bureau of Investigation (FBI), la sécurité des documents d'immigration et aux frontières. «DSS is a unique organization within the Federal law enforcement community because its agents [...] coordinate with police departments from all countries where the United States has diplomatic relations. ARSO is our main Bureau in West Africa».¹⁵

La Bureau Ressources suit la cybercriminalité, le financement du terrorisme et le blanchiment. Il est connecté aux Criminal Investigations, Passport Fraud Branch, Visa Fraud Branch et OPDTA. La structure travaille également au renforcement des compétences des magistrats ivoiriens à la lutte contre le travail des enfants dans l'implantation du protocole Hakin-Engel et le trafic humain ainsi qu'au respect de l'embargo onusien sur les armes. Ce Bureau a contribué à l'arrestation du Colonel Yao N'Guessan en 2010 aux États-Unis et, comme exposé au chapitre quatre, à l'implantation du régime ABC/FT.¹⁶

Overseas Security Advisory Council assiste les firmes américaines installées en Côte d'Ivoire ou désireuses de le faire par des renseignements liés à la sécurité des opérations et investissements. Ses agents travaillent avec la Chambre américaine de commerce à Abidjan qui dessert la région et à

la sécurité des informations industrielles. Dans la conduite de ses opérations, OSAC opère telle une cellule de renseignement économique qui œuvre autant avec Affaires économiques et Politiques du NEC que l'Office ivoirien d'identification relevant de la Sécurité intérieure pour la dotation technique et la formation des agents des Douanes et de la Police des frontières au contrôle des mouvements migratoires notamment à l'AIFHB et à l'établissement des documents biométriques des identités.¹⁷

ARSO coordonne en bref le Bureau de la sécurité diplomatique, la cellule de renseignements économiques, Assistance antiterrorisme, le Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs; et administre le Rewards for Justice Program en contribuant à la surveillance des activités de suppôts du terrorisme comme Abd Al Qubaysi déporté en 2009, ainsi que des sociétés libanaises et renseignements étrangers en territoire ivoirien et dans la région relevant de sa juridiction.

Public Affairs Office

PAO coordonne les actions de développement du sentiment d'appartenance communautaire et de sécuritisation de la souveraineté nationale au même titre que la diffusion des valeurs culturelles américaines dans toute la Côte d'Ivoire comme nous l'avons développé au chapitre suivant. Trois sections l'appuient dans ses actions: les sous-directions Affaires culturelles, Information et le Centre de Documentation et d'Information CDI. La Direction Information édite trois publications dont deux servent d'appui à notre argument de sécurisation de la souveraineté nationale de Côte d'Ivoire et le développement de la conscience communautaire des Ivoiriens. Il s'agit de *PEPtalk* et *USA Revue*.

Les Directions Affaires Politiques et Économiques sont directement rattachées au Bureau de l'ambassadeur et de la Deputy Chief of Mission qui exercent le pouvoir de commandement en Côte d'Ivoire. La Direction Affaires Politiques est chargée de la conduite du programme Paix et sécurité comme nous l'avons exposé plus haut. D'autres directions complètent l'architecture bureaucratique par laquelle règne l'empire américain en Côte d'Ivoire. Nous reviendrons davantage sur PAO et ses

composantes dans le chapitre suivant qui met en relief la diffusion de la culture américaine en Côte d'Ivoire.

Des exercices d'institution du territoire et d'imagination de la nation

The primary U.S. national interests in Cote d'Ivoire remain regional and national stability. Our principal goals are disarmament, reunification of the country, which has been divided between the government-held south and rebel-held north for over three years, and national elections [...]. With a new African Union peace process underway, and a new prime minister and government in place, there is renewed hope for a negotiated solution to a conflict that has implications for regional stability as well as terrorism in West Africa.¹⁸

En reprenant comme Colás la formule de Voegelin d'établissement d'un empire comme «un essai dans la création du monde», la politique impériale américaine de sécurité du marché en Côte d'Ivoire renvoie l'empire américain à une construction sociale qui implique une conception et une organisation propres contrairement à l'impérialisme classique. Pour asseoir sa domination en Côte d'Ivoire, l'empire américain développe une conception complexe de sa position dans le monde et tente par des exercices de rhétorique de la modeler à son image. Les processus d'imagination et de gestion de l'espace sont essentiels lorsqu'on tente de saisir la particularité de la politique impériale américaine de sécurité du marché qui privilégie la souveraineté territoriale d'une Côte d'Ivoire divisée par la rébellion pro-française entre le CNO et la partie sud sous contrôle du gouvernement.

Contrairement aux états-nation, les empires développent des conceptions dichotomiques en imposant des frontières extérieures par la loi, la guerre, ou la culture en réponse aux anxiétés métropolitaines eu égard aux effets de corruption résultant d'une expansion de la base sociale domestique d'accumulation. Par nature, l'empire cherche à étendre ses frontières et à absorber de nouvelles populations dans un ordre œcuménique: «les empires ont des frontières et barrières, mais pas de limites extérieures», des entités multinationales qui prospèrent de cette diversité. Les exercices de rhétoriques et d'imagination de la nation de la part des ambassadeurs américains, le

PEPFAR et l'ASG dans un contexte de guerre civile et de déconnexion sociale semblent appuyer la sécurisation de la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire.

Sécuritisation du territoire ivoirien

Entre novembre 2004 et juillet 2007 où les tractions de l'impérialisme français ont cédé aux révoltes des «jeunes patriotes» contre la tentative du Président français Jacques Chirac de déposer le régime Gbagbo et une animosité entre une opposition politique ivoirienne inféodée aux rebelles et les souverainistes soutenant le régime Gbagbo, Hooks s'est livré à des exercices de rhétoriques qui semblent appuyer la sécurisation de la souveraineté nationale.

Deux discours devant des étudiants et professeurs sur les campus universitaires de Cocody et d'Adjamé de l'ambassadeur américain résument l'idée d'unité nationale en danger et le message que PAO distille à toutes occasions à travers la Côte d'Ivoire:

Vous: étudiants et professeurs de cette grande université, vous avez entre vos mains le pouvoir de montrer aux dirigeants de votre pays le chemin qui conduit à la paix et à la réconciliation nationale. Au sein de cette université se trouve l'espoir d'un avenir [...] où l'on ne parlera plus de guerre, de pauvreté, de discrimination, ni de **division**. Lorsque vous vous retrouvez hors de ces murs, au lieu de tenir des propos violents, de haine et de peur, vous pouvez plutôt parler d'espoir, d'idéalisme et de prospérité.¹⁹

Poursuivant ce discours du 5 mars 2005 intitulé «Université: lieu de réconciliation et de paix», l'ambassadeur ordonne une institution de construction nationale: «De cette terre sacrée, peuvent venir les appels en vue d'un avenir radieux pour la Côte d'Ivoire. Ces appels retentiront à travers cette terre et les échos résonneront dans les villages **du nord au sud et de l'est à l'ouest.**»²⁰ Aubrey Hooks en appelle à la civilisation en rappelant aux futures élites le Président Richard Nixon: «Nous ne pouvons pas nous comprendre les uns et les autres tant que nous continuerons de nous crier les uns sur les autres. Nous ne pouvons nous comprendre les uns et les autres que si nous parlons calmement de façon à ce que nous puissions entendre nos paroles aussi bien que nos voix».²¹

Le 2 février 2006 suite au décret d'état d'urgence du Président George Bush en Côte d'Ivoire laissant à l'ambassadeur de «prendre des mesures exceptionnelles de sécurité» dans cette partie de l'imperium américain, Hooks réitère comme à travers la Côte d'Ivoire, son exercice de rhétorique à Adjamé. L'ambassadeur convie à la mémoire des Ivoiriens, des héros américains afin de les préparer à une régulation du régime.²²

... selon le Sénateur américain, Robert Kennedy (qui a assisté à l'investiture du Président Houphouët Boigny), je cite: "rêver de ce qui n'a jamais été et se dire pourquoi pas?". C'est ce que Martin Luther King et sa femme Coretta Scott King ont fait [...]. Quand la balle de son assassin l'a frappé, elle a ramassé le drapeau et a continué la lutte...

Vous les étudiants devez maintenant ramasser le drapeau et vous assurer [...] que leurs efforts servent de pierre angulaire pour la construction d'une société plus juste, plus libre et paisible [...] leur exemple peut servir de référence dans la situation de la Côte d'Ivoire aujourd'hui.²³

L'exercice de rhétorique qui tente d'instituer le territoire de l'empire américain de la part de l'ambassadeur sensibilise à l'unité nationale: «vous devez guider votre génération loin des sentiers de la violence et de la division vers la réunification. Comme le Dr. King et sa femme Coretta Scott [...] nous pouvons réaliser plus de choses [...] que par la division».²⁴

"Ne cherchons pas à satisfaire notre soif de liberté en buvant la coupe de l'amertume et de la haine. Nous devons toujours conduire notre lutte au plus haut niveau de la dignité et de la discipline. Nous ne devons pas permettre que notre protestation créatrice dégénère en violence physique. Nous devons toujours nous élever vers les hauteurs majestueuses et répondre à la force physique par la force de l'âme," a dit Dr. King.

Vous aussi pouvez répondre à la force physique par la force de l'âme. Quand vos amis parlent de haine, vous devez parler de compréhension. Quand vos amis lancent des appels à la violence, vous devez les rassembler pour la paix. Quand d'autres prêchent les ténèbres de l'ignorance, vous pouvez leur montrer la lumière du savoir. Vous devez être le flambeau de votre génération.²⁵

Promouvoir unité nationale par les expositions d'art

Comme l'a souligné Colás dans son approche critique d'empire comme espace, des actions artistiques appuient la sécurisation de la souveraineté d'un état ivoirien défaillant où retentissent des voix sécessionnistes. Des initiatives de l'ambassadeur, l'exposition des arts au NEC, sport pour l'unité et la caravane VIH/SIDA ont permis de réunir les Ivoiriens.²⁶ Le programme d'exposition des arts, lancé fin 2005, vise l'unité, le brassage inter-ivoirien et le brassage des cultures américaine et

ivoirienne.²⁷ L'édition de mai 2006, «L'Art pour l'Unité», prêche une nation indivisible: «Par cette exposition, nous voulons souligner que nous croyons à l'unité fondamentale des peuples ivoiriens. Nous croyons que tous les cœurs de ce pays battent à l'unisson. Nous avons invité des artisans qui viennent du cœur de la Côte d'Ivoire. C'est ainsi que notre choix s'est porté sur trois régions, une du nord, une du centre et une du centre ouest.»²⁸ L'ambassadeur pousse loin la mission de promouvoir l'unité territoriale ivoirienne dans un imperium accompli du Peuple Américain:

Les arts présentent les traditions et créent les liens entre les générations. Ils rappellent aux peuples les souvenirs du passé. Mais les arts sont aussi une source d'espoir pour l'avenir [...] les arts contribuent au développement d'un village ou d'un département [...], à la compréhension mutuelle des peuples et le renforcement de l'unité ivoirienne. Ces arts créent aussi des liens internationaux. A travers ces œuvres, les employés de l'ambassade peuvent mieux apprécier la culture de la Côte d'Ivoire. Et donc ces œuvres, ces arts [...] nous rappellent cette idée de l'entendement et de l'unité.²⁹

Le septième vernissage organisé pour prêcher l'unité de la nation a été intitulé «Retrouvailles» faisant suite à l'Accord Politique de Ouagadougou:

Cette exposition est intitulée «Retrouvailles», un thème particulièrement dans l'air du temps. Depuis les Accords de Ouagadougou, la Côte d'Ivoire a commencé à redécouvrir son identité en tant que nation. Le meilleur exemple tout récent est la victoire triomphale des Eléphants sur l'équipe malgache à Bouaké – un match qui a permis à des citoyens du nord et du sud de redécouvrir leur commun amour pour le pays lorsque qu'ils se sont rassemblés pour acclamer leur équipe nationale. [...] Les trois artistes exposants: Kouamé et Sidibé, les peintres et Sossa, le sculpteur, ont merveilleusement exprimé cette notion de redécouverte. En intégrant des techniques raffinées ainsi qu'une touche de styles artistiques africains et européens, ces œuvres expriment de façon universelle le désir des artistes de revaloriser le meilleur du passé. En abordant des thèmes universels, ces œuvres permettent à chacun de nous de nous reconnecter aux habitudes de l'esprit humain. Elles représentent aussi la redécouverte de la Côte d'Ivoire par elle-même – des styles artistiques différents qui convergent et s'harmonisent enfin.³⁰

L'ambassadeur Hooks organisait des soirées de gala et défilés de mode réunissant différentes sensibilités comme celles animées par Tori Robinson (plus bas) et le groupe Kedesch des Assemblées de Dieu de Cocody, Orent'chi, un groupe ivoirien, le défilé de mode de Pathé'O comme l'exposition d'Annelies Assard venu «exposer ses jolis patchworks». La troisième exposition de signification unitaire de la nation a été baptisée «Convergences» en partenariat avec Augustin Kassi et Christophe Dadié. Au gratin réuni à l'occasion comme dans les autres cas, Hooks prêche:

Lors des expositions précédentes, nous avons voulu souligner que nous croyons à l'unité fondamentale du peuple ivoirien. Avec cette exposition, nous lançons le même message: nous croyons que tous les cœurs de ce pays battent à l'unisson.

Cette exposition représente différentes sortes de convergences, des voies différentes dans lesquelles les peuples de Côte d'Ivoire se rassemblent. Le premier genre de convergence se situe au niveau des différents arts – tableaux et céramiques – qui ont été placés côte à côte pour enrichir l'expérience du spectateur. La seconde convergence se situe au niveau des générations...

Cette exposition exprime aussi l'espoir des peuples qui se réunissent. Sur le plan national, l'art contribue à la compréhension mutuelle des peuples et au renforcement de l'unité ivoirienne. L'art crée aussi des liens internationaux. A travers ces œuvres, les employés de l'ambassade peuvent mieux apprécier le cœur de la Côte d'Ivoire. Et donc ces œuvres, ces arts multiformes que nous présentons aujourd'hui, nous rappellent cette idée de l'entente, de l'unité et de la convergence que la compréhension inspire à tous les niveaux. Art pour le rapprochement des peuples.³¹

Toutefois, les expositions sont également des actions politiques qui rythment avec la gestion de la partition du territoire de Côte d'Ivoire. La sixième exposition «Réconciliation» «correspond à cette période historique. Au cours des dernières semaines, les leaders Ivoiriens se sont engagés à combler les fossés et à réunifier leur nation. Les Ivoiriens détruisent les barrières de ces dernières années pour tendre la main à ceux qui sont de l'autre côté.»³² Hooks exprime par cette exposition, la solidarité du NEC «avec tous les Ivoiriens qui [...] au nord, au sud, à l'est et à l'ouest tendent la main de l'amitié à ceux qui ne se trouvent pas dans la même région. C'est dans le même esprit que, pour la première fois, l'Ambassade des États-Unis présente une exposition consacrée exclusivement à des œuvres venant du nord de la Côte d'Ivoire.»³³

Le NEC pousse ses actions artistiques qui, suivant la conception critique colasienne d'empire, participent de l'institutionnalisation de l'empire américain dans un territoire divisé entre des factions en guerre. Il fait venir des enseignants aider à la formation et l'organisation du monde ivoirien des arts. Contre le cantonnement des artistes dans des structures régionales comme l'Union des artistes du grand nord, Hooks a œuvré à la création de la Fédération des artistes de Côte d'Ivoire en collaboration avec Johnetta Miller.³⁴ «L'Ambassade fait continuellement des efforts pour avoir une relation étroite avec le monde artistique ivoirien [...] Tout récemment, nous avons invité dans ce hall

pendant quelques semaines. Et le week-end dernier, l'Ambassade a parrainé l'Assemblée Générale constitutive de la Fédération des Artistes et Artisans en Côte d'Ivoire, la FEDARTCI». ³⁵

Un voyage historique en zone CNO

Le contexte des actions de l'ambassadeur comme nous l'avons développé au chapitre précédent de la présente thèse est celui de la disjonction physique mais aussi psychosociale de la souveraineté ivoirienne par l'impérialisme français. L'ambassadeur américain effectue un voyage historique qui appuie les actions de régulation du régime et de restauration de la souveraineté du territoire de la Côte d'Ivoire comme développé précédemment. Le récit de l'ambassadeur qui se passe de toute autorisation du pouvoir ivoirien résume une institution du territoire par «la diplomatie de proximité et de poignée de mains».

J'ai décidé qu'il fallait faire quelque chose, une sorte de catalyse, pour faire évoluer le processus. Il était clair en ce moment-là que les Français n'allaient pas réagir à cause des événements de Novembre 2004 [la France a évacué 9 mille de ses citoyens en une semaine], ils ont pris du recul dans leur rôle de leader. Aucun ambassadeur ne voulait prendre le relais. J'ai eu alors le sentiment que j'étais la seule personne qui pouvait prendre l'initiative. Comme ambassadeur des États-Unis, j'ai décidé du voyage au nord avec l'emphase sur l'unité nationale, et le fait que les populations des deux parties en conflit étaient ivoiriennes [...] les populations du nord étaient considérées comme des étrangers par les membres du gouvernement. J'ai insisté sur le point que Korhogo est une ville ivoirienne, Odienné est une ville ivoirienne, ainsi de suite.

Vu d'Abidjan, il était tabou de voyager sur le nord; c'était vu comme un soutien aux rebelles ou une liaison avec eux. Mais j'ai senti qu'il était temps que la ligne rigide qui séparait le pays en deux pourrait être transformée en ligne perforée grâce à mon voyage. J'ai donné des interviews à *Reuters*, à *BBC*, à *l'Agence France Presse* et autres sur le même message, l'unité nationale de la Côte d'Ivoire. ³⁶

Aubrey Hooks devient le porte-voix du peuple ivoirien auprès des gouvernants ivoiriens:

L'un des points sur lesquels j'ai mis l'emphase est l'importance d'organiser le BAC pour les étudiants du nord. Il y avait plein de problèmes avec le système scolaire, c'était dans l'intérêt de Gbagbo d'organiser le BAC car après tout, Soro n'avait pas établi un système étatique parallèle. C'était une opportunité pour le régime Gbagbo d'établir un certain degré d'autorité au nord ainsi qu'une certaine légitimité. Gbagbo dit qu'il se posait un problème de sécurité et a délégué le ministre de l'éducation pour me rencontrer. Ils ont insisté sur la sécurité. Je leur ai dit que cet argument ne tenait pas [...] Il s'agit plutôt d'une décision politique. Le BAC a pu être organisé au nord. - J'eux le sentiment que ce voyage a eu un impact immédiat. Ce voyage a attiré l'attention de la presse sur les sujets dont les gens avaient peur de parler. Mais moi en tant qu'ambassadeur américain je parlais de l'unité du pays... Cela a brisé le tabou qu'était tout voyage au nord. ³⁷

Les groupes sur lesquels l'ambassadeur a professé l'unité nationale ajoutent à une volonté de maintenir uni le territoire ivoirien:

... ils [les rebelles] voulaient que je les rencontre et j'avais prévu les rencontrer mais j'avais aussi l'intention de rencontrer d'autres groupes. Ainsi j'ai commencé à Man, ensuite je suis allé à Touba, Odienné, Boundiali, Korhogo, et Fereke en CNO et Sanwi au sud; mais qui ai-je rencontré dans ces villes? Évidemment j'ai rencontré les rebelles, appelés les Forces Nouvelles, les commandants de zone et les commissaires politiques. [...]. J'ai interpellé à chaque endroit les préfets et sous préfets, les leaders religieux; rencontré aussi les responsables d'associations de femmes et les mouvements de la jeunesse. J'avais voulu rencontrer une large couche représentative des populations parce que je voulais en premier lieu leur délivrer un message [...]. J'ai également rencontré les responsables des ONG pour discuter de leurs faits et activités. Voilà en résumé les acteurs que j'ai rencontrés.³⁸

Des intellectuels organiques à l'école du patriotisme américain

Les exercices d'imagination tentent aussi de faire évoluer des mentalités en injectant dans de vieilles outres du vin nouveau. PAO participe à la sécurisation du territoire ivoirien en prêchant au «Gouvernement des professeurs» la souveraineté américaine au colloque de fin avril 2006 autour du patriotisme ivoirien. Suivant Colás, souveraineté, citoyenneté et nation sont restées des principes ordonnateurs en postcolonie. Leur très moderne expression face à l'impérialisme classique français appelle à l'empire américain en quête de sécurité du marché.³⁹

«La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire» aurait «provoqué un éveil sans précédent de la conscience nationale et suscité un vaste mouvement patriotique pour la défense des institutions de la République en péril».⁴⁰ Le patriotisme ivoirien était synonyme de la xénophobie, l'exclusionnisme, l'irrédentisme, et du nationalisme: un patriotisme nativiste. Les rebelles prétendent également défendre la patrie en danger des pratiques exclusionnistes. La conception de Simone Gbagbo, co-sponsor du colloque, résume la très moderne perception des Refondateurs du patriotisme et de la souveraineté que tente de faire fléchir la politique impériale américaine de sécurité du marché:

En Côte d'Ivoire, nous n'avons pas ce droit là qui est reconnu à l'humanité tout entière d'avoir un bout de terre pour soi, mais également toute sa descendance. Si nous avons bien fait d'ouvrir nos cœurs aux étrangers qui frappent à nos portes ... on est troublé. On se demande si on fait bien. Si on a bien entendu et bien interprété la parole de Dieu qui dit: «je vous donne la terre. Dominez-la, peuplez-la de vos enfants». Qui dit: «je vous donne cette nation, gardez-la, cultivez-la [...]» Qui

dit: «cette terre que je vous ai donnée, ce peuple que j'ai placé dessus est votre peuple. A la tête de ce peuple, placez un des vôtres et non un étranger.»⁴¹

Les intellectuels organiques relient le patriotisme au territoire des ancêtres et représentant une triple réalité: divinité propriétaire des vies terrestres, moyen et condition d'existence, et lieu de retour à la fin du séjour terrestre.⁴²

Lynda McMullen, attachée culturelle du NEC instruit des intellectuels organiques au modèle américain de citoyenneté, patriotisme et souveraineté, des notions «omniprésentes dans la mentalité des américains et dans la vie quotidienne». McMullen associe la première aux fondamentaux enseignés aux enfants: la votation, l'allégeance au drapeau, l'idée d'avoir des droits et devoirs. «Les citoyens ont le droit de vivre dans n'importe quelle partie des États-Unis». Elle résume les devoirs de la souveraineté libérale à la soumission aux lois: «Ces notions [...] sont les ABC de la vie». Le patriotisme américain repose sur «la fierté de l'esprit américain optimiste, ouvert, et innovateur»: le patriote ne se dissocie pas du citoyen. «Quand l'Angleterre a imposé les taxes que les résidents des 13 colonies ont considérées injustes, et dédaigné leurs plaintes ... les patriotes historiques- George Washington, Benjamin Franklin, Thomas Jefferson, et d'autres- ont risqué la prison et la mort pour faire naître un nouveau pays basé sur les idéaux de la vie, la liberté, et la recherche du bonheur.»

Comme nous avons tenté de le restituer au second chapitre, ces idéaux, insiste McMullen, ont permis au patriotisme américain de construire une nation imaginée. «Notre patriotisme a survécu à de graves difficultés ... Nous avons enduré une guerre civile qui a divisé notre pays en deux ... Lincoln a [décidé] de ne pas porter la malice contre ses compatriotes qui était de l'autre côté, mais d'exercer la charité. Il a choisi la réintégration au lieu de la punition... ce principe directeur a changé la suite de l'histoire.»

Lynda McMullen enseigne un autre pan de la vision américaine de la souveraineté: la liberté individuelle de choix en invitant les élites à la mutation du système d'éducation ambiant: «notre

système éducatif nous imprègne de ces idées [...] on peut choisir n'importe quelle spécialité à l'université, même si on n'a jamais étudié un tel sujet. On a toujours un éventail de choix, et le choix est toujours individuel. La souveraineté nationale, c'est semblable... En analysant les trois sujets, les Américains tiennent au cœur les mots d'un de nos illustres présidents, Président Kennedy. «Ne demandez pas à votre pays ce qu'il peut faire pour vous, mais plutôt ce que vous pouvez faire pour votre pays». Cette idée inspire notre citoyenneté active, notre fort patriotisme, et notre croyance ferme que la souveraineté est le droit d'un pays.»⁴³

L'autre évènement majeur fut le débat du 17 février 2010 organisé par PAO. Flore Hazoumè et Martin Darryn ont partagé «leurs expériences avec les invités et un parterre de personnalités politiques, membres de la société civile, enseignants, journalistes et étudiants. La rencontre visait à «instruire le public sur l'identité culturelle et la nationalité et échanger sur les principes et les valeurs universelles relatives à ces questions.»⁴⁴ «... il est important de dédramatiser le débat ... La nationalité n'est qu'un simple document administratif qui permet à chaque individu de prouver son lien avec un pays.»⁴⁵ Pour Darryn dont les ancêtres sont africains: «Je suis né et été élevé aux États-Unis d'Amérique. Par conséquent, je suis d'abord Américain».⁴⁶

Les exercices de rhétoriques instituant l'espace puisent dans la cosmogonie et la cosmologie des Peuples de l'imperium pour donner aux locaux une place dans un espace œcuménique. Les commémorations dont America Day, Martin Luther King Day, et le Programme du mois de l'histoire africaine-américaine sont des moments de rappel à la mémoire collective une communauté de destin des peuples américains et ivoiriens, des moments de communion et de conquête des cœurs et des esprits qui suscitent l'appartenance communautaire tout en transmettant au territoire en état de nature le message d'espoir par la pratique du même sursaut. Des récits de l'histoire des États-Unis lors des célébrations Independence Day appuient cette idée.

Nous sommes réunis ce soir pour célébrer la plus vieille démocratie ininterrompue du monde. Elle n'était pas parfaite lors de sa conception et ne prétend pas l'être devenue aujourd'hui. Toutefois, nous les Américains sommes engagés dans une lutte constante en vue de bâtir une nation plus juste, libre et démocratique... En Côte d'Ivoire, la démocratie est également mise au défi de faire face au conflit et de surmonter les obstacles ... Aux États-Unis, nous avons vécu une guerre civile qui nous a obligés à traiter des questions irrésolues concernant le type de nation que nous voulions devenir. Bien que la Côte d'Ivoire vive actuellement une période difficile de son histoire, je crois que la nation ivoirienne émergera de ce labeur plus forte et plus prospère....

Ce soir, comme nous célébrons l'indépendance des États-Unis, puisse notre histoire et notre combat être une source de consolation et d'inspiration pour vous.⁴⁷

Défilé d'un détachement de Marines, exécution des hymnes nationaux ivoirien et américain et un speech empreint de nostalgie pour les années glorieuses des bâtisseurs de la nation américaine ... Tels sont les points saillants ayant marqué le 231ème anniversaire de l'indépendance des USA à la résidence officielle de la plus ancienne démocratie du monde, ainsi que le rappellera l'ambassadeur. Le 4 juillet est un symbole universel à partager. Car, il y a 231 ans, 56 braves hommes ont apposé leurs signatures sur une déclaration audacieuse d'indépendance qui a tracé la voie de la nation américaine et transformé l'histoire du monde.⁴⁸

Relayant les propos du Président George Bush, l'ambassadeur Hooks salue le grand courage et la conviction des pères fondateurs au moment même où le Pouvoir américain célèbre les principes immuables de sa Déclaration d'indépendance.⁴⁹

Wanda Nesbitt appuie:

En tant que première colonie du monde moderne à déclarer unilatéralement son indépendance et à l'obtenir, les États-Unis ont servi d'exemple à beaucoup d'autres qui ont emprunté une voie similaire ... notre exemple foisonne de carences et d'erreurs de jugement... malgré ces imperfections nous avons bâti l'une des nations les plus dynamiques, les plus énergiques sur la terre... Notre espoir en partageant notre histoire avec les autres est qu'ils [...] s'inspirent de nos réussites.⁵⁰

Le rappel des moments historiques de sursaut accompagne les discours de commémoration: en 2009 Nesbitt adresse le corps diplomatique et les forces sociales multinationales, et les membres du gouvernement ivoirien et des institutions:

Cette année a été une année historique pour les États-Unis – une année durant laquelle nous avons atteint de nouveaux sommets avec l'élection et l'investiture de notre premier Président Afro-américain, le très populaire Barack Obama. Mais elle a également été l'année au cours de laquelle nous avons sondé les profondeurs de la pire crise économique de notre histoire depuis la Grande Dépression ... Dans les deux cas, des certitudes longtemps établies ont été brisées. L'opinion selon laquelle les Américains n'éliraient jamais un Noir s'est avérée fautive, tout comme l'a été la croyance que les forces de l'économie de marché seraient toujours les meilleurs régulateurs des excès... Et pourtant, les deux évolutions témoignent de la foi que le peuple américain a dans notre système de gouvernement, dans notre capacité à le changer afin qu'il reflète la volonté du peuple ainsi que dans notre capacité à essayer de l'imposer.⁵¹

Nesbitt 2010: des moments de célébration du libéralisme

... merci de vous joindre à nous à cette réception qui marque le 234ème anniversaire de l'indépendance des États-Unis d'Amérique ... Cette journée est marquée par des défilés qui mettent en vedette des fanfares et des héros locaux. C'est dans cet esprit que nous partageons avec vous ce soir une sélection de chansons traditionnelles américaines... le 4 juillet est aussi une journée du souvenir de la façon dont notre nation a été fondée; les sacrifices qui ont été consentis et le courage qui fut nécessaire ... C'est une belle journée pour les Américains de se rappeler que ... notre bien le plus précieux est notre liberté et notre démocratie... le 4 juillet représente véritablement le début d'une grande expérience: un système de gouvernement fondé sur les principes énoncés dans la Déclaration d'Indépendance, la conviction que «tous les hommes naissent égaux», que tous les hommes (et les femmes) ont certains droits, et que le but du gouvernement est de garantir et protéger ces droits là... Comme beaucoup d'Américains, j'aime l'histoire de la lutte de mon pays pour l'indépendance... parce que c'est l'histoire d'une lutte pour des principes ... qui met en exergue la façon dont un petit groupe de personnes déterminées, qui étaient confrontées à des épreuves pratiquement insurmontables, ont risqué leur vie, leur fortune et leur honneur pour des valeurs pour lesquelles ils croyaient qu'il valait la peine de lutter. C'est l'histoire d'un sacrifice qui donne à réfléchir à toutes les générations successives quant à décider quel sacrifice ils étaient prêts à consentir pour préserver et défendre nos principes fondamentaux.⁵²

Après avoir souligné le sursaut américain en élisant à la Maison Blanche un Africain-Américain, le rappel des paroles d'Obama renforce l'idée de communauté de destin de participation des Africains à la construction d'un imperium civilisé dont font partie les Ivoiriens:

C'est d'ailleurs en référence à cela que le Président Obama dans son allocution du 4 juillet de l'année dernière disait et je cite: «Notre identité nationale est basée sur des principes que nous passons notre vie, et la vie de notre nation, à poursuivre. Nous n'avons jamais appliqué pleinement ces grands idéaux. Nous avons souvent été largement en deçà de ces nobles idéaux. Mais, nous nous consacrons à les poursuivre».

Au moment où les Américains s'apprêtent à célébrer cet Anniversaire de l'Indépendance, notre nation fait face à de nombreux défis, la marée noire dans le Golfe du Mexique et une guerre terrible en Afghanistan. Des obstacles majeurs doivent encore être surmontés avant que notre économie ne se redresse complètement. Les Américains sont divisés sur de nombreuses questions; entre autres, la loi sur le système de santé publique-que notre Congrès par une décision historique a fini par voter cette année - l'immigration, la façon de résoudre la question du réchauffement climatique... Peu importe la profondeur de nos divergences... la plupart des Américains conviennent que les choses qui nous unissent s'avèrent en définitive beaucoup plus importantes.⁵³

L'ambassadeur raconte Martin Luther King Jr

Mais plus que les America Day, ce sont les Martin Luther King Jr Day lors des célébrations du mois de l'Histoire africaine-américaine qu'utilise le NEC pour doper l'appartenance des Ivoiriens à une plus grande communauté et donc capables d'héroïsme pour prendre en charge leur propre civilisation.

Aubrey Hooks a salué l'immense contribution du Dr. Martin Luther King Jr. au mouvement des droits civiques aux États-Unis ... le vendredi 19 janvier dernier en sa résidence devant un parterre d'invités, notamment des membres du gouvernement, des responsables d'institutions, des membres du corps diplomatique, des amis ainsi que le personnel de l'Ambassade des États-Unis à Abidjan, venus célébrer la vie du Dr. King ... les Américains se souviennent du Dr. King à cause de ses idéaux. Présenté comme un Américain ordinaire, Dr. King croyait profondément aux principes qui font de l'Amérique une grande nation: le droit à la vie, la liberté et la recherche du bonheur pour tous les citoyens... Ce discours très applaudi ... a été suivi de la lecture dramatique de «Je Fais un Rêve» du Dr. King. La soirée a été animée par le Groupe Kedesch de l'Église des Assemblées de Dieu. Elle a pris fin sur l'air de «We Shall Overcome», interprété par Constance, la chanteuse de gospel ivoirienne.⁵⁴

Le commentaire du président du Conseil économique et social de Côte d'Ivoire ayant participé à ces cérémonies semble résumer le sentiment qui traverse des célébrations de rapprochement des cœurs et des esprits: «Quand un Américain blanc vous raconte avec émotion et célèbre un Américain noir, forcément, cela nous interpelle, nous appelle à réfléchir sur nos différences en Côte d'Ivoire et à revoir nos limites».⁵⁵

La contribution de King à la diffusion des droits civiques est le second aspect qui mérite en territoire ivoirien la commémoration du héros Africain-Américain:

Tous les Américains connaissent Dr. King à cause de sa contribution au mouvement des droits civiques. Sa carrière en tant que militant des droits civiques débuta par le boycott des autobus à Montgomery, Alabama qu'il mena avec succès pendant un an pour protester contre la ségrégation dans les autobus de la ville. Il organisa la Southern Christian Leadership Conference qui lui servit de base pour sa campagne pour les droits civiques, tout d'abord dans le Sud et plus tard au niveau national... il fut arrêté à plusieurs reprises... Durant son emprisonnement, il écrivit la célèbre «Letter from Birmingham Jail». Dans cette lettre, il prônait l'utilisation de la désobéissance civile comme moyen de protestation contre des lois injustes. En 1963, il est à la tête de la «Marche sur Washington» au cours de laquelle 200 000 personnes ont manifesté dans la capitale américaine. C'est au cours de cet événement que le Dr. King prononça le discours qui sera lu, entendu et vu par le monde entier – le célèbre message intitulé «Je fais un rêve».

Nous sommes donc ici ce soir pour célébrer la vie d'un homme qui a consacré le peu de temps qu'il a passé sur cette terre à lutter pour la bonne cause.⁵⁶

Bien que les exercices de rhétorique et d'imagination de l'espace ou d'institution du territoire soient des mécanismes de civilisation supposés développer le sens d'appartenance communautaire, les programmes d'aide viennent soulager les populations. Comme Colás, les États-Unis légitimeraient leur domination en investissant dans le peuple de Côte d'Ivoire. Le verbe pour attirer les esprits et le

pain pour la compassion aux victimes de la tyrannie. PEPFAR et le Fonds d'auto-assistance de l'Ambassadeur (FSAA) sembleraient contribuer à souder les failles au sein d'un territoire défaillant.

Légitimer la domination: Investing in People

Le VIH/SIDA est devenu une question de sécurité du marché au même titre que la disjonction physique de la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire dans un contexte de guerre au terrorisme: «Côte d'Ivoire is the most heavily infected country in West Africa and among the 15 worst in the world affected by the HIV/AIDS». ⁵⁷ Les actions de résolution du problème VIH/SIDA nous semblent ajouter aux exercices d'imagination de la nation et d'institution de l'empire américain développés dans la section précédente. Au même moment, PEPFAR et FSAA, tous deux rattachés au Programme Investing In People, semblent agir de façon à coopter les forces sociales, et renforcer leur appartenance communautaire tout comme la légitimation de la domination américaine en territoire ivoirien. Le VIH/SIDA menace la sécurité de l'empire américain comme le soulignent les propos de Barbara Bush à l'Assemblée Générale des Nations unies, ou ceux de Hooks à la conférence de publication du financement PEPFAR-CI: «No country can ignore this crisis. Fighting AIDS is an urgent calling - because every life, in every land, has value and dignity». ⁵⁸ Hooks adresse la Côte d'Ivoire en 2005 annonçant clairement une action de transgression des frontières modernes:

Le SIDA ne connaît ni race, ni classe sociale, ni nationalité. Il ne prend pas parti dans l'actuel conflit politique [la rébellion]. Il est aveugle aux différences d'ethnie et d'âge [...] Par conséquent, nous devons lever nos armées contre le SIDA sans distinction de parti politique, de race ni de religion [...] nous, Américains [...] avons donc décidé d'agir. Nous avons choisi [...] de construire de solides collaborations à travers les frontières qui nous divisaient auparavant. ⁵⁹

PEPFAR: une arme de conquête massive des coeurs

PEPFAR est le President's Emergency Plan For AIDS Relief autorisé par le Congrès des États-Unis en 2003 sous la dénomination United States Leadership Against HIV/AIDS, Tuberculosis, and Malaria Act. Cette loi acte la magnitude et la portée de la pandémie qui appelle à une réponse globale à long terme en adressant les causes, en circonscrivant et en améliorant les conditions des peuples

‘déshumanisés’ dans les territoires de l’empire américain. Elle donne au Président des États-Unis, l’autorité de gestion de la menace et adresse 15 pays prioritaires dont 12 en Afrique subsaharienne. Le ravage de la pandémie en Côte d’Ivoire ne se dissocie pas de la structure même de cet état et de la culture sexuelle courante: la banalisation du sexe et de la vie, sacrés par nature, ajoute à l’urgence de civilisation.⁶⁰ Dans son annonce du PEPFAR en janvier 2003, le Président des États-Unis semble lui assigner un double mandat de civilisation et de care: «We have a chance to achieve a more compassionate world for every citizen. America believes deeply that everybody has worth, everybody matters, everybody was created by the Almighty, and we’re going to act on that belief and we’ll act on that passion.»⁶¹

Pour la Carnegie Council, par exemple, PEPFAR ne tient pas d’une simple question de sécurité classique étant donné que la menace du VIH/SIDA touche des régions suffisamment éloignées pour forcer le messianisme américain. Ce qui est en jeu et traduit par un acte bipartisan du Congrès est la tradition américaine même qui connecte PEPFAR à la destinée manifeste des États-Unis et donc à l’empire comme nous l’avons défini au chapitre deux de la présente thèse: «In Bush’s eyes, AIDS relief is tied to a religious obligation to help the suffering because all humans are God’s creations. He also frequently ties AIDS relief to a legacy of compassionate U.S. policies, such as the Marshall Plan, the Berlin Airlift, and the Peace Corps».⁶² Les statistiques sur la pandémie en Côte d’Ivoire semblent conforter un instrument de la politique impériale américaine de sécurité du marché d’autant que la maladie menace les forces productives. PEPFAR est une branche majeure du programme Investing In People du Gouvernement américain établi en réponse au Rapport de la Commission 9/11.

Panorama du VIH/SIDA

Les statistiques CDC couplées avec celles du gouvernement ivoirien donnent la mesure du VIH/SIDA en Côte d'Ivoire. Le tableau ci-après récapitule la pandémie.

Ampleur connue du VIH/SIDA en Côte d'Ivoire (données 2009)

Prévalence (15-49)	Personnes séropositives (0-49)	Décès	Orphelins	Besoins ARV	Transmissions mère-enfant prévenues
3,4%	450 000	36 000	444 000	260 000	54%

Source: PEPFAR 2011⁶³

Au lancement du PEPFAR en 2004, la séroprévalence en Côte d'Ivoire était estimée à 10% chez les 15-49 ans. Les séropositifs connus étaient estimés à 750 000 et 65 000 décès pour 450 000 orphelins estimés en 2007.⁶⁴

L'investissement dans le Peuple de l'empire américain en Côte d'Ivoire fait unanimité quand les organisations humanitaires ont décerné la médaille du plus grand donateur de Côte d'Ivoire aux États-Unis en 2008. Le tableau suivant appuie un investissement de plus de \$600 millions de dollars de la part de l'empire américain pour la Côte d'Ivoire entre 2004 et 2011.⁶⁵

Financement direct PEPFAR en millions de dollars américains								
FY 2004	FY 2005	FY 2006	FY 2007	FY 2008	FY 2009	FY 2010	FY 2011	FY04-11
\$24.4	\$44	\$46.6	\$84.4	\$120.5	\$124.8	\$119.1	\$105.2	\$665.9

Source: Rapport PEPFAR 2011

Le tableau ci-dessous donne une idée des services rendus au cours de la seule année 2011.

PEPFAR: Prises en charge individuelles et traitements antirétroviraux en 2011						
TARV	Soins et appuis	Counseling/dépistage	OVCs	FES, TARV	FES services	EFTS
64 800	231 500	726 800	101 600	9 000	332 000	2 738

Source: PEPFAR 2011

La lecture de ces statistiques à travers la conception critique libérale en contrepoint des apports financiers PEPFAR semble ajouter non seulement à l'état défailant de Côte d'Ivoire mais également à la capacité de l'empire américain d'investir dans son «Peuple». Le gouvernement ivoirien reconnaît une manne à hauteur de 70% de toutes les contributions à la lutte contre le VIH/SIDA.⁶⁶

Ces statistiques quoique pertinentes enseignent peu sur comment opère l'empire américain qui, suivant Cox, transgresse les frontières poreuses d'un état défaillant ivoirien par la cooptation des forces sociales. Leur distribution suivant les départements du Gouvernement américain est un indice d'une arme de conquête des cœurs et des esprits pour une appartenance communautaire.

Distributions suivant les Départements

Structures	GAP	GHCS/SD	GHCS/USAID	Central GHCS/SD	Total All Funding
DoD	\$-	\$ 150 000	\$-	\$-	\$ 150 000
HHS	5 153 000	\$ 54 050 814	\$-	\$ 7 319 108	\$ 66 522 922
State/SD	\$-	\$ 205 000	\$-	\$ -	\$ 205 000
USAID	\$-	\$ 52 249 237	\$-	\$ -	\$ 52 249 237
Grand total	\$ 5 153 000	106 655 051	\$-	\$ 7 319 108	\$119 127 159

Source: PEPFAR 2010

Ce tableau qui décompose le financement PEPFAR-CI montre, contre des gestionnaires ayant tenté de nous convaincre de l'application des sanctions 508, que le DoD participe à la mission qui semble s'inscrire dans le processus de légitimation de l'autorité des États-Unis à travers le monde par la conquête des esprits et des cœurs des militaires comme le Département de la santé et des services sociaux et l'USAID. La conception critique colasienne d'empire qui appuie notre argument de politique impériale de sécurité du marché accentue une conquête par assimilation et civilisation. La déclaration de Hooks ci-haut mentionnée invite à saisir la pénétration des organes centraux de souveraineté quand les partenaires PEPFAR semblent nourrir l'idée d'empire comme pouvoir venant commander aux catégories pour impulser par le bas leur restructuration.

La structure organisationnelle du PEPFAR vient de la loi qui établit le Global Coordinator's Office au Département d'état. Au NEC-CI, nous avons trois organes sous commandement du chef de mission (CDC [Homeland Security, DoD et HHS], USAID et PEPFAR Country Manager) venant greffer la Présidence de la République, qui dirige le Comité national de lutte contre le SIDA, les ministères de la lutte contre le SIDA, la santé et l'hygiène publique, l'éducation, et la famille, la femme

et les affaires sociales; et plus importants, la Défense et la Sécurité intérieure.⁶⁷ Les trois champs couverts du PEPFAR sont d'autres indices de pénétration: prévention positive, dépistage, et traitement. En même temps que PEPFAR fait de ces structures des médiateurs et participants de la civilisation, il permet au Gouvernement américain construire ses propres réseaux locaux de partenaires. Ceux-ci appuient la pénétration sociale par des activités de légitimation et de développement de la conscience communautaire des Ivoiriens: «PEPFAR soutient ... 45 partenaires institutionnels du secteur public et de la société civile qui soutiennent à leur tour, environ 200 sous-partenaires pour mener des actions dans plus de 65 districts sanitaires à travers la Côte d'Ivoire. Ce sont là des preuves de l'engagement des États-Unis dans ce pays».⁶⁸

PEPFAR appuie également la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire comme nous a confié un ancien ambassadeur américain ayant servi à Abidjan:

nous avons mené des campagnes au nord et à l'ouest du pays pour rétablir le système de santé et les infrastructures essentielles afin d'arrêter la progression du VIH/SIDA dans ces zones affectées par le conflit, nous avons ouvert un nouveau front dans les zones rurales où les messages de prévention et les facilités de traitement sont très souvent rares et inadéquats, et en coopérant avec le Ministère de la Défense, nous avons œuvré à transformer un des groupes les plus vulnérables à la maladie.»⁶⁹

Légitimation de la domination?

La pensée critique colasienne d'empire comme espace et culture à la fois et qui appuie notre argument de politique impériale de sécurité du marché inspirée de la conception néogramscienne d'impérialisme empruntée à Cox accentue les forces idéologiques qui accompagnent un mécanisme de restructuration des états. Initiative à la Recherche de Nouveaux Partenaires lancée par le Président Bush en 2005 paraît relayer cette idée en Côte d'Ivoire. En effet, le NPI vise à «renforcer les capacités des organisations locales à base sociale ou religieuses implantées dans les pays bénéficiaires du PEPFAR n'ayant pas assez d'expérience de collaboration avec le gouvernement américain mais solidement implantées dans les communautés de bénéficiaire de ressources adéquates qui leur permettent de s'approprier et de prolonger la lutte au sein des communautés dont elles émanent.»⁷⁰

Le Réseau Ivoirien des Organisations des Personnes Vivant avec le VIH/SIDA, Le Soutien, et GENEVA Global sont les maîtres d'œuvre NPI/PEPFAR. Le Président et Barbara Bush ont reçu officiellement Cyriaque Ako, Directeur du RIP+ à la Maison Blanche lors d'une cérémonie de la Journée mondiale du VIH/SIDA en décembre 2006. Une ivoirisation du NPI établit SERVIR qui signifie «Savoir Ensemble Revitaliser la Vie des Ivoiriens Ravagés par le VIH/SIDA» et son but: renforcer les capacités administratives et organisationnelles des organisations membres à prévenir le VIH/SIDA et à prendre en charge les personnes infectées.⁷¹ SERVIR dépasse la simple fourniture des antirétroviraux. La prise en charge implique la fourniture des soins palliatifs par des visites à domicile et la participation des agents communautaires formés, ce qui amène à pénétrer le ministère ivoirien de la famille et des affaires sociales.⁷²

Bien que les partenaires œuvrent au raffermissement des liens avec l'empire américain de la sécurité du marché, PAO institue America Day avec la Caravane VIH/SIDA Roadshow qui envahit les écoles et les stades de soccer, les radios communautaires. Les campagnes de prévention sont des moments de rappeler le care du peuple américain et d'éduquer les forces sociales ivoiriennes:

notre aide [...] touche également de nombreuses personnes parmi les plus vulnérables – les veuves, les orphelins et ceux qui sont trop faibles pour se prendre en charge eux-mêmes. Nous soutenons des activités focalisées sur l'éducation et la prévention, mais nous dispensons aussi des soins aux personnes vivant avec le SIDA et travaillons avec les communautés dans lesquelles elles vivent en mettant l'accent sur la tolérance et la compréhension.⁷³

La Journée mondiale du SIDA célébrée chaque 1er décembre est [...] un moment pour réaffirmer notre engagement dans les actions de compassion, dans un leadership fort et dans la puissance des partenariats entre la Côte d'Ivoire et les Etats-Unis – lesquels partenariats suscitent un nouvel espoir.⁷⁴

Les propos d'une ancienne Coordonnatrice PEPFAR-CI ajoutent au contrôle de la société par partenariats: «En un laps de temps PEPFAR a permis d'étendre la lutte contre le VIH/SIDA à des grandes comme petites communautés à travers le pays. Des séropositifs, des communautés, des religieux et des représentants du gouvernement à travers toute la Côte d'Ivoire se sont associés au gouvernement américain pour construire un partenariat durable.»⁷⁵

En 2008, par exemple, PAO a organisé la Caravane du VIH/SIDA au Collège de Sikensi, au Collège Moderne d'Agboville, au Lycée des Jeunes Filles Mamie Adjoua et au Centre Culturel Islamique de Yamoussoukro, au Collège Moderne de Tiassalé, et au Centre Culturel Municipal de San Pedro. La HIV/AIDS Roadshow, conçue par Hopkins University, commence par des sketches suivis d'une projection des films «Scénarios d'Afrique», et finit avec des discussions et des tests sérologiques. Au Centre culturel islamique, la caravane a mobilisé plus de 400 leaders religieux et près de 3000 élèves de Mamie Adjoua en plus des enseignants et autorités scolaires. Près de 2000 étudiants en ont pris part à Tiassalé. Entre décembre 2008 et fin 2009, les étudiants et les enseignants du Cours Secondaire de Dabou, du Lycée Moderne d'Aboisso, des étudiants, des rebelles FN et les leaders religieux de Korhogo, et le Lycée Moderne d'Anyama ont suivi la Caravane Roadshow.⁷⁶ Un an plus tôt, c'était Abidjan, Danané et Man que le NEC a pourvu de campagne à l'américaine. La Caravane de 2006 en zone CNO baptisée «Opération rupture des frontières» sous le leadership de Hooks accompagné de MISS-CI semble ajouter au développement de l'appartenance communautaire et à la sécurisation de la nation ivoirienne.

PEPFAR mis en œuvre par les Américains soulage les populations délaissées par Abidjan... Hooks a délivré le même message: le Sida ne respecte pas les frontières et ne fait pas non plus de distinction entre les classes sociales, les races et les religions. C'est pourquoi nous devons tous nous donner la main pour lutter contre ce virus dans tous les coins du pays. Accompagné de toute sa délégation et de MISS-CI, et de nous-mêmes et plus de 300 résidents de Bouaké, Hooks a parcouru à pieds 1 km pour aller se faire dépister dans un centre PEPFAR. Ce geste a envoyé un message fort à travers les rues. La marche de Bouaké a conclu la Caravane de 1 300 km que MISS-CI, la délégation américaine et nous-mêmes avons conduite à travers tout le CNO. La présence de MISS-CI qui est de chez nous [...] avait beaucoup touché les gens.⁷⁷

Lors des arrêts à Korhogo, Komborodougou, Ferkéssédougou et Bouaké, Aliman Diomandé, MISS-CI devenue missionnaire PEPFAR répète le même message: «Je ne sortirai pas avec quelqu'un qui ne connaît pas son statut sérologique. J'encourage donc les jeunes comme moi à faire de même».⁷⁸

«Sports for life» et «Skills for life» font également des vedettes de soccer des missionnaires. Ce sont les cas de Didier Drogba, capitaine de l'équipe ivoirienne de soccer, et de Yaya Touré. Ce

dernier fut assermenté lors d'une cérémonie le 9 juillet 2007: «Your role now, is to boot HIV/AIDS out of Africa», et le missionnaire qui jure: «I'm aware that we sportsmen are a role model for young people. I'm ready to devote my time telling them to do the right thing. I've volunteered to become an Ambassador in the "Sports for Life" campaign in order to save lives in my country and to help my younger brothers and sisters to grow up healthily».⁷⁹ «It's believed that appearances and publicity by the young midfielder, whose meteoric rise has taken him from Côte d'Ivoire's Académie Mimosifcom to a professional contract at age 18, will definitely add to the buzz generated by the growing Sports for Life program».⁸⁰

Les expositions d'art et la formation des journalistes participent également des campagnes de prévention et de care supposés contribuer, suivant la conception critique colasienne d'empire qui appuie un développement d'une appartenance communautaire, à la légitimation de la domination américaine dans un état défaillant en même temps que la civilisation. Par exemple, en 2008, l'exposition «Vies Interconnectées: Portrait du VIH/SIDA en Côte d'Ivoire» a réuni des forces sociales et publiques au NEC. Les propos de Nesbitt sont assez édifiants:

Ces visages sont des visages d'Ivoiriens, d'habitants de Yopougon, Treichville, d'Abobo, de Koumassi, Dabou, d'Orbaff, de Bouaké, Korhogo, Ouangolodougou, de Yamoussoukro dont nous avons touché la vie. Chacun de ces visages a sa propre histoire. Ne vous méprenez pas: si vous regardez de plus près, vous verrez de la peine [...] La plus grande part de la souffrance qui reste n'est pas le fait du virus, mais elle est plutôt causée par notre propre réaction à la maladie. Cette souffrance réside dans le rejet, l'isolement, la peur, la honte [...] C'est cette souffrance qui pousse les gens à se cacher de ceux qui leur sont cher et même de ceux qui peuvent les aider [...] chacun de nous peut aider à atténuer, de par notre manière de penser, de parler de ceux autour de nous qui ont le VIH/SIDA et à travers notre attitude à leur égard. Là où cette souffrance a pu être atténuée, l'on voit des visages pleins d'énergie et d'espoir. [...] nous devons aussi réfléchir à ce que représentent les murs de méfiance autour d'eux. Regardez autour de vous – apercevez-vous tout cet espace créé par les murs, sans visage? Sans doute cet espace vide représente les centaines de milliers d'Ivoiriens vivant avec le VIH mais qui l'ignorent. Environ 90% d'Ivoiriens n'ont jamais fait de test de dépistage. Beaucoup continuent d'avoir peur du test de dépistage du SIDA. C'est une situation que nous devons faire changer, et nous pouvons la changer.⁸¹

Des visites de constat et de soutien

Les visites en territoire ivoirien d'officiels établis à Washington ajoutent à la sensibilisation mais également au réseautage qui appuie la pénétration des organes exécutifs du gouvernement ivoirien. Ce sont les cas de Michael O. Leavitt, Mark Dybul, et une équipe du Sénat. Leavitt alors ministre de la santé et des services sociaux des États-Unis et accompagné du Directeur CDC Julie Gerberding et des cadres supérieurs USAID, CDC et HHS, a séjourné du 13 au 14 août 2008 dans un contexte de grippe aviaire. La délégation a visité la clinique PEPFAR CASM et le centre SAS, une mosquée et un village à Bouaké. Comme le relève Gerberding, la rencontre avec le gouvernement et les populations visait à resserrer les liens entre les États-Unis et la Côte d'Ivoire.⁸² Le second, qui est OGAC a séjourné du 15 au 18 juillet 2007, quelques mois après la formation du gouvernement APO. Dybul a discuté avec chaque structure exécutive impliquée dans l'implantation du PEPFAR à commencer le Président Gbagbo et le Premier ministre Soro: «Dybul is the leader of all U.S.-supported HIV/AIDS activities worldwide. He arrived with the Executive Director of the US Global Health Funds in Côte d'Ivoire to consult with top GOCI officials and get a firsthand look at the country's fight against the epidemic. It was also to support the reconciliation process with the OPA on the way».⁸³ Dybul était accompagné de Michael Kazatchkine alors Directeur exécutif du Global Funds, et de Hooks. Le Global Health Funds ajoute au PEPFAR la lutte contre les maladies tropicales dont la grippe aviaire, le paludisme et la tuberculose.

La visite populaire a été un autre moment de socialisation et de compassion. Dybul et sa suite ont visité à Abidjan le Centre de prise en charge et de formation qui procure des antirétroviraux (ARV) et soins familiaux à Yopougon, le Centre national de transfusion sanguine et le complexe de microbiologie Retrovirus Côte d'Ivoire. En zone CNO à Bouaké, Dybul transmet la solidarité des Américains aux pensionnaires et agents de Solidarité Action Sociale et du centre Communautaire

musulman tout comme ceux de Renaissance Santé, de l'Hôpital Catholique Saint Camille, et du Centre national de transfusion sanguine de Bouaké.⁸⁴

Outre les ambassadeurs et gestionnaires itinérants de la branche exécutive, le Sénat envoie des agents traduire le soutien du peuple américain au peuple ivoirien. Ce sont les cas par exemple, de Shannon Smith et de Mark Clark du Bureau du président du Senate Foreign Relations Committee, le sénateur du Delaware Joseph Biden et du sénateur Benjamin Cardin du Maryland. Le contexte était la délibération du Congrès sur le financement de la seconde phase du PEPFAR où l'Administration Bush proposait de doubler le budget à \$30 billion.⁸⁵

Un des projets de sensibilisation du ministère de l'éducation nationale sur fonds PEPFAR est «VIH et les écoles: élèves et enseignants contre la Pandémie». Le but est de protéger les usagers contre le VIH/SIDA en intégrant la lutte dans le quotidien du milieu scolaire. Il fonctionne autour des Clubs Santé établis dans les lycées et cours secondaires à travers le pays. Les animateurs de ces Clubs qui sont des infirmiers, des travailleurs sociaux et des psychologues réalisent avec les jeunes des sketches, des jeux, des chants et des activités pédagogiques soutenus par des équipes «Life Skills» et «Sports for Life» sur financement PEPFAR.

Life Skills prend en compte les capacités nécessaires pour la vie, en se référant aux questions de prise de décision, de réflexion critique, de clarification des valeurs et de communication efficace, et ce, dans un souci de responsabiliser les filles et la culture de nouvelles valeurs chez les garçons. Sports for Life forme des pairs éducateurs à travers des activités extrascolaires au sein des Clubs Santé. Ce volet comporte également la prise en charge psychosociale et le soutien aux orphelins et autres enfants vulnérables par la distribution de kits scolaires.⁸⁶ Un tableau en annexe présente les réalisations PEPFAR en termes d'infrastructures à l'actif de la légitimation de l'empire et de la prise de conscience de la proximité des Américains.

Des rencontres de socialisation sous-forme de plénières sont organisées par NEC-CI comme celle du 26 au 28 mars 2007 où se sont réunis 300 représentants des partenaires PEPFAR-CI. L'ambassadeur et des représentants du gouvernement ivoirien participent également à des rencontres régionales annuelles avec les pays PEPFAR.

Pénétration d'une armée malade

L'empire étend sa domination aux structures de souveraineté qui capitalisent la condition de stabilité devant garantir la Pax Americana. Suivant cette perspective critique colasienne, le PEPFAR devient un mécanisme de conquête massive par le bas des FDS et des Forces armées des Forces Nouvelles (FAFN) tant les «corps habillés» ivoiriens capitalisent les comportements à risque les plus élevés: «Populations at comparatively high risk for HIV exposure [in Côte d'Ivoire] include youth, the military and highly mobile populations».⁸⁷ L'impérialisme américain vient ajuster une sexualité primitive tout en témoignant de la compréhension.⁸⁸ Comme relevé ci-haut, les cibles de «Skills for life» et «Sport for life» donnent une idée de la culture sexuelle ivoirienne qui appelle à la civilisation par la promotion des valeurs de la droite américaine.⁸⁹

Le Pouvoir américain prend la mesure de la civilisation des deux armées infectées à 25% à travers le DoD HIV/AIDS Prevention Programme (DHAPP).⁹⁰ Le DHAPP est un programme du DoD qui cherche à réduire l'incidence du VIH/SIDA au sein des armées africaines. Il se fait implanter en Côte d'Ivoire sous sanctions 508 à travers HIV/AIDS project for uniformed services du PEPFAR: «Although programming for the Côte d'Ivoire military has been suspended, DHAPP personnel have maintained roles as members of the core team for the Office of the Global AIDS Coordinator, offering support to the in-country team in their country operational planning process for funding under the President's Emergency Plan for AIDS Relief.»⁹¹ Les dépenses militaires du gouvernement ivoirien sont estimées à seulement 1.6% du PIB pour environ 50 000 militaires.

Pour faciliter un noyautage des FDS, le DHAPP établit un Country Support Team au NEC. Au titre des actions en dehors des campagnes de prévention, DHAPP a mené une évaluation du CT program auprès des FDS, établit une assistance technique et un programme de formation Military International HIV/AIDS Training Program (MIHTP) à San Diego, et introduit le Prevention with Positives.⁹² Un gestionnaire pays a été établi en 2009 pour s'occuper des activités DHAPP: formation pour des officiers médecins, sensibilisation, renforcement des capacités de l'Hôpital militaire d'Abidjan, et des visites continues d'assistance technique.⁹³

Deux généraux ivoiriens ont participé en 2010 à International Military HIV/AIDS Conference: Building Sustainable Capacity and Leadership to Combat the Pandemic, une conférence organisée en Tanzanie par le DoD. Marie-Madeleine Guigui, Médecin Colonel aurait participé à la formation du MIHTP en 2010 qui ajoute aux microbiologistes formés par l'armée américaine.⁹⁴

Les Forces armées des forces nouvelles ne sont pas oubliées. Les rapports des Nations unies et des organisations humanitaires établissent des viols et des comportements sexuels déviant qui renforcent une culture sexuelle primitive. Une équipe DHAPP/PSI/PEPFAR a établi Uniformed services Community sensitization on HIV/AIDS à Bouaké et à Korhogo.⁹⁵

Bien que PEPFAR-CI soit la grosse partie du programme Investing in People des États-Unis, les Ambassadeurs disposent également du FSAA dont les actions appuient le développement d'une conscience communautaire en Côte d'Ivoire. FSAA finance de petits projets communautaires implantés dans les zones rurales et ayant un impact immédiat sur leurs bénéficiaires. Ce fonds privilégie les projets appartenant aux communautés locales et destinés à améliorer les conditions économiques et sociales des villages. Wanda Nesbitt a particulièrement exploité une arme de pénétration et de cooptation à grand renforts de publicité.

Les ONG Wopini Woyri et Mutuel de Développement équipent respectivement des villages Tengwere et Gbon d'une unité de production d'acajou d'une valeur de \$13 000. L'ONG AGIR-CI

équipe la coopérative Womingnon à Ferkéssédougou d'une unité de transformation du beurre de karité d'une valeur de \$11 364. Vision Santé implante une fabrique de 150 tables/chaises pour deux écoles primaires d'une valeur de \$4 875 à Bouna.

ASG étend les actions de domination et de légitimation aux pouvoirs publics décentralisés dont les Conseils généraux de Lakota, Man et Mankono aidant à renforcer leur emprise sur les administrés. Le premier a été financé à hauteur de \$14 808 pour le forage de puits modernes au profit des habitants de Dahiri. Le second dote Zagou d'une technologie de transformation du manioc en divers produits dont «l'attiéké» et «le placali» avec \$3 363. Il en est de même pour le conseil général de Mankono en zone CNO en faveur des femmes de Kpesse-Borododalla ainsi que des Handicapés de Toulepleu. Le dernier exemple d'appui au développement d'appartenance communautaire à travers ASG est le financement du forage de puits à hauteur de \$14 000 pour les activités agro-pastorales du Centre de Réintégration des Jeunes de Loko-Niangon Sud par la Fondation Amigo.⁹⁶ Ce qui est spécifique à ces actions est que sur les unités de production est inscrite la mention «don du peuple américain»!

Conclusion

La conception critique colasienne d'empire montre une certaine complémentarité entre empire comme espace et empire comme culture dans ce sens que les deux concourent à instituer le principe ordonnateur du monde des empires et à assimiler les territoires. Ce chapitre visait à démontrer, à partir de la conception critique colasienne d'empire comme espace, la sécurisation de la souveraineté territoriale de l'état ivoirien défaillant et le développement de la conscience des Ivoiriens d'appartenir à l'imperium du Peuple Américain. La première partie adresse la sécurisation de la nation ivoirienne menacée par la disjonction de la souveraineté moderne. Les ambassadeurs américains en territoire ivoirien se sont révélés des bâtisseurs de nation qui, suivant Colás, est un mécanisme d'organisation et de gouvernance de l'espace en postcolonie. Des gestionnaires américains ont tenté de remplir les

notions modernes dont le nationalisme, le patriotisme et la souveraineté de contenu américain. Les exercices d'imagination de la nation sont accompagnés de célébrations des héros américains. Ces exercices suivant la perspective critique colasienne visent non pas simplement à asseoir une domination sur un espace en transition mais également à le modeler à l'image des États-Unis par des récits créationnistes et des mythes fondateurs. Les campagnes de sécuritisation menées par les ambassadeurs américains valorisent des héros Africains-Américains. La particularité en est que ces actions s'inscrivent dans un programme de transformation mondiale qui ne se comprennent qu'à la lumière de la nature même du Pouvoir américain que nous avons exposé au second chapitre de la présente dissertation: un empire transglobal qui cherche à absorber le monde en une seule civilisation comme le soutient Robert Cox.

La seconde partie prolonge la sécuritisation et le développement de la conscience des Ivoiriens par la légitimation de la domination américaine à travers la philanthropie stratégique. Le nom même du programme qui se divise en PEPFAR et FSAA semble mettre en relief la volonté de Washington d'investir dans le Peuple à travers le monde. Au-delà de l'institution de l'empire, de la domination d'un territoire en absorption et du développement de la conscience de ses populations transparait également l'idée de conquête à travers la construction du nouveau modèle d'ambassade américaine post-9/11 et des institutions et structures partenaires. Le PEPFAR et le FSAA semblent à ce titre des armes de pénétration et de conquête massive des cœurs ivoiriens pour faciliter l'administration du territoire. Ces programmes qui transgressent suivant la conception critique coxienne les frontières modernes permettent à l'empire américain de pénétrer des structures de souveraineté comme la Défense. Dès lors, ces programmes agissent de façon à prendre soin des forces qui participent de la condition de stabilité, la Police de l'empire.

La nature non-impérialiste de ces programmes et actions tient davantage du fait qu'ils sont menés par un empire à dominante mondiale en quête de sécurité du marché suivant le principe de la dépendance entre marché et souveraineté dont le raffermissement dépend des actions de sécurisation.

Le chapitre aurait pu pousser plus loin pour ressortir les stratégies de subversion ivoiriennes de ces programmes. Toutefois, le chapitre dépasse une conception classique de l'impérialisme en faisant un portrait holiste des actions américaines. Bien que nous ne disposions pas d'éléments majeurs pour l'argumenter et que notre thèse ne cible pas directement les causes et conséquences d'une politique impériale de sécurité du marché, la subversion de ces programmes ne peut que conforter notre argument pour une compréhension élargie du phénomène impérialisme. En d'autres mots, le cadre colasien établit une dimension verticale et horizontale de l'empire en faisant de la culture et de l'ordonnancement de l'espace des sphères de manipulation en tous genres; ce qui fait de l'empire une communauté humaine et renvoie ainsi le pouvoir de commandement au centaure. La subversion des programmes supposés développer la conscience communautaire des Ivoiriens ne feront, *ceteris paribus*, que conforter donc une politique impériale en montrant les manipulations du pouvoir de commandement par les locaux.

Le chapitre suivant approfondit la pénétration de la Côte d'Ivoire en accentuant la régulation de la culture en Côte d'Ivoire par la diffusion des valeurs qui accompagnent la société de marché.

-
- ¹ Des entretiens auprès de la Primature, de la Grande Chancellerie présidée par Henriette Diabaté du RDR, du Secrétaire du PDC et des sources du NEC en juin 2011 à Abidjan établissent une division de travail héritée de la colonisation. Elle est appuyée par Christian Bouquet dans *Géopolitique de la Côte d'Ivoire*, 2008.
- ² Colás, *ibid.*, p.11.
- ³ Département d'état: entrevue avec une source OBO, novembre 2011. Le coût nous a été communiqué au NEC.
- ⁴ http://french.cotedivoire.usembassy.gov/une_dlgation_de_sigoukou_dcouvre_lambassade.html, janvier 2010.
- ⁵ Entrevue téléphonique réalisée le 15 décembre 2011 avec le concerné qui nous a orienté vers son discours disponible au http://french.cotedivoire.usembassy.gov/le_discours_de_lambassadeur.html.
- ⁶ *Ibid.*
- ⁷ Aubrey Hooks, http://french.cotedivoire.usembassy.gov/le_discours_de_lambassadeur.html, janvier 2010.
- ⁸ *Ibid.*
- ⁹ http://french.cotedivoire.usembassy.gov/le_discours_du_prsident_gbagbo.html consultée en janvier 2011.
- ¹⁰ Brett Bruen, http://french.cotedivoire.usembassy.gov/prsentation_architectural.html consulté en janvier 2010.
- ¹¹ Entrevue avec un gestionnaire du DHS le 21 décembre 2011. Le DNI Open Source est le nœud de la communauté de renseignement pour l'exploitation du matériau de base ouverte. Il vise à favoriser l'acquisition, la fourniture, l'analyse, et la diffusion d'information, de produits et de services de source ouverte dans tout le gouvernement des États-Unis.
- ¹² Entrevue avec PAO juin 2011 à Abidjan; voir aussi au chapitre suivant.
- ¹³ Entrevue avec un officier Africom à Abidjan en juillet 2011, soit deux mois après la capture du président Gbagbo par une opération interne d Police sous commandement américain; voir également Kisselminan Coulibaly, «Les Américains construisent un bunker à Abidjan», *Soir Info*, no.5553 du mardi 26 mars 2013: 3.
- ¹⁴ Entrevue avec un gestionnaire de la PAS à Abidjan le 15 juillet 2011.
- ¹⁵ *Ibid.* Les propos semblent être confirmés par un gestionnaire ivoirien de la sécurité du territoire que nous avons réussi à avoir en entrevue téléphonique de son exil en août 2011 à Abidjan.
- ¹⁶ <http://www.radiodjibi.com/3155-Affaire-achat-d-armes-aux-Usa-La-France-man-uvre-3.html> consulté 8 octobre 2010.
- ¹⁷ http://abidjan.usembassy.gov/international_fraud.html, consultée le 17 août 2011.
- ¹⁸ Département d'État, *Foreign Operations*, 2007: 269.
- ¹⁹ http://french.cotedivoire.usembassy.gov/universit_de_cocody.html, consulté en janvier 2010, souligné par nous.
- ²⁰ *Ibid.*; le gras est notre emphase pour souligner la défense d'un territoire uni de Côte d'Ivoire.
- ²¹ *Ibid.*
- ²² Nous élaborons sur le décret d'urgence du Président Bush au chapitre sur l'empire comme autorité de régulation.
- ²³ http://french.cotedivoire.usembassy.gov/universit_dabobo-adjam.html consulté en janvier 2010.
- ²⁴ *Ibid.*
- ²⁵ *Ibid.*
- ²⁶ La Caravane du VIH/SIDA est développée dans la seconde partie du chapitre, plus bas.
- ²⁷ http://french.cotedivoire.usembassy.gov/art_pour_lunit.html consulté en janvier 2010.
- ²⁸ Les propos de Hooks sont disponibles au http://french.cotedivoire.usembassy.gov/vernissage_9.html, janvier 2010.
- ²⁹ *Ibid.* Voir aussi: http://french.cotedivoire.usembassy.gov/vernissage_8.html, consulté février 2010.
- ³⁰ http://french.cotedivoire.usembassy.gov/vernissage_7__retrouvailles.html, consulté janvier 2010.
- ³¹ Aubrey Hooks, *Ibid.*
- ³² Aubrey Hooks, http://french.cotedivoire.usembassy.gov/vernissage_11.html consulté en janvier 2010.
- ³³ *Idem.*
- ³⁴ Hooks à l'inauguration de la FEDARTCI «Cette Fédération est composée [...] d'artistes et d'artisans talentueux qui ont pris part au séminaire intensif sur le Management et le Marketing des arts conduit par l'envoyée culturelle, Ed Johnetta Miller [...]. Au cours de ce programme, les artistes ont exploré et examiné les approches américaines en marketing, conception des produits, fixation des prix, relations avec les clients et ressources humaines. [...] Les [pourront] établir des liens commerciaux avec les marchés internationaux et tisser des liens encore plus étroits avec les Etats-Unis et leur Ambassade à Abidjan.», <http://french.cotedivoire.usembassy.gov/fedartci.html>, février 2010.
- ³⁵ *Idem.*
- ³⁶ Les propos rapportés ici sont ceux d'un «ambassadeur» lors d'une entrevue confidentielle fin mars 2011 en pleine guerre dans le contexte de l'Opération Restaura Democracy du Président Obama en Côte d'Ivoire.
- ³⁷ *Ibid.*
- ³⁸ *Ibid.*
- ³⁹ Le colloque inspiré par le NEC a été organisé par PHENIX-CI, un think tank ayant suscité un patriotisme nativiste contre ce que les intellectuels organiques de la Refondation considèrent comme un impérialisme chauvin.

-
- ⁴⁰ Actes du Colloque 2006: 11. La galaxie patriotique est une coalition de mouvements nationalistes dont l'Alliance des jeunes patriotes pour le sursaut national, l'Union des patriotes pour la libération totale de la Côte d'Ivoire, l'Union des femmes patriotes.
- ⁴¹ Idem., P.11
- ⁴² Dedy Séri, Ibid., p.22.
- ⁴³ Tous ces propos de McMullen se trouvent dans *Les actes du colloque*, Ibid., pp.101-106.
- ⁴⁴ PAO, *USA Revue*, 38, 13, 2009-2010: 7
- ⁴⁵ Flore Hazoumè, Idem.
- ⁴⁶ Idem. Le débat sur la nationalité et la citoyenneté faisait rage dans un contexte de pré-élection. Sur la conception ivoirienne de la nationalité, voir François Komoin, «La nationalité», *Fraternité Matin*, Samedi 20, dimanche 21 février 2010, p.5. En Côte d'Ivoire existait des tensions sur la nationalité de Ouattara et des étrangers nés en territoire ivoirien. Le message du NEC ramène les Ivoiriens aux fondamentaux, le lieu de naissance.
- ⁴⁷ Hooks, 4 juillet 2006.
- ⁴⁸ <http://ks34402.kimsufi.com/koffi/actualite/12938-Etats-Unis-SEM-Aubrey-Hooks-celebre-son-dernier-Independence-Day.htm>, consultée février 2010.
- ⁴⁹ «Etats-Unis: SEM Aubrey Hooks célèbre son dernier Independence Day», *Fraternité Matin* du 6 juillet 2007.
- ⁵⁰ http://french.cotedivoire.usembassy.gov/feteindependance2008_.html, consulté en août 2011.
- ⁵¹ http://french.cotedivoire.usembassy.gov/feteindpusa_09.html, consulté en août 2011.
- ⁵² <http://french.cotedivoire.usembassy.gov/4juillet2010.html>
- ⁵³ Idem.
- ⁵⁴ http://french.cotedivoire.usembassy.gov/anniversaire_king_2008.html
- ⁵⁵ Entrevue confidentielle à Abidjan le 25 mai 2011.
- ⁵⁶ Extraits du discours «Anniversaire Martin Luther King 2007» du «ambassadeur» Aubrey Hooks à Abidjan disponible au http://french.cotedivoire.usembassy.gov/anniversaire_martin_luther_king_2007.html
- ⁵⁷ Entrevue confidentielle avec une gestionnaire du CDC-CI à Abidjan le 20 juillet 2011.
- ⁵⁸ http://abidjan.usembassy.gov/first_ladys_address_to_aids_conference_06/02/06.html, consulté janvier 2010.
- ⁵⁹ Tenus le 27 septembre 2005, http://french.cotedivoire.usembassy.gov/subventions_du_plan_durgence2.html.
- ⁶⁰ Entrevue avec l'Institut multipolaire d'études, de recherche et de formation en indicamétrie, université de Bouké les 15 et 17 juin 2011.
- ⁶¹ President Discusses the Fight Against Global and Domestic HIV/AIDS," January 31, 2003; disponible au www.whitehouse.gov/news/releases/2003/01/20030131-4.html.
- ⁶² John W. Dietrich, «The Politics of PEPFAR: The President's Emergency Plan for AIDS Relief», *Ethics & International Affairs*, 21.3, 2007, http://www.carnegiecouncil.org/publications/journal/21_3/essay/001.html. Pour une vue complète, lire Myra Sessions, «Overview of the President's Emergency Plan for AIDS Relief», disponible au <http://international.cgdev.org/doc/HIVAIDSMonitor/OverviewPEPFAR.pdf>, consultée en décembre 2011.
- ⁶³ Dans un discours qu'elle a prononcé lors d'une exposition dénommée «Vies interconnectées visage de sida» au NEC-CI en juillet 2008, Wanda Nesbitt estime à environ 90% le taux de la population ivoirienne n'ayant jamais fait de test de dépistage, http://french.cotedivoire.usembassy.gov/expositionpepfar_072808.html, consulté en décembre 2011.
- ⁶⁴ Report of the Global AIDS Epidemic, 2006, <http://2001-2009.state.gov/documents/organization/61618.pdf>.
- ⁶⁵ PEPFAR 2010, p.1
- ⁶⁶ Entrevue à Abidjan avec un gestionnaire du ministère de la lutte contre le Sida du régime Gbagbo. Ses propos sont attestés par les chiffres disponibles au http://www.mlsida.gouv.ci/document_pdf/doc_pepfar.pdf.
- ⁶⁷ Pour ce qui concerne le Département PEPFAR au NEC-CI, voir PEPTalk, 8, 2009: 1.
- ⁶⁸ Entrevue avec CDC/NEC à Abidjan en juillet 2011. Voir en annexe la liste des partenaires PEPFAR.
- ⁶⁹ Entrevue avec PEPFAR-CI, le 2 août 2011 à Abidjan et appuyé par http://french.cotedivoire.usembassy.gov/subventions_du_plan_durgence2.html consulté en août 2011.
- ⁷⁰ Wanda Nesbitt, Discours à l'occasion de la remise des prix NPI.
- ⁷¹ http://ipsinternational.org/fr/_note.asp?idnews=5024
- ⁷² Discours Wanda Nesbitt disponible au http://french.cotedivoire.usembassy.gov/remisecheqong-rip_090508.html
- ⁷³ Wanda Nesbitt à l'occasion des célébrations du 232 Independence Day, op. cit.
- ⁷⁴ Wanda Nesbitt, *USA Revue* vol.38, no.7 Juillet-Décembre 2007: 4
- ⁷⁵ Entrevue téléphonique le 20 mars 2011. Cette source a servi en Côte d'Ivoire entre 2004 et 2007.
- ⁷⁶ *USA Revue*, 38, 8, 2008: 7

⁷⁷ Entrevues à Abidjan en juin 2011 avec un haut responsable politique rebelle ayant participé à la structuration des zones CNO; deux commandants de zone qui disent avoir participé à la Caravane soutiennent ces observations. Voir aussi <http://www.pepfar.gov/pepfar/press/84403.htm> et *USA Revue*, 38, 2, 2006.

⁷⁸ Aliman Diomandé, http://french.cotedivoire.usembassy.gov/rupture_des_frontieres_.html consulté janvier 2010; voir aussi «Miss Côte d'Ivoire et l'Ambassadeur Hooks Ensemble Contre le Sida», *USA Revue*, 38, 2 juin-août 2006: 1.

⁷⁹ http://abidjan.usembassy.gov/ivorian_soccer_star_joins_pepfar_team_against_hiv/aids.html, août 2011.

⁸⁰ NEC, http://abidjan.usembassy.gov/ivoirian_soccer_maestro_becomes_pepfar_ambassador_against_hiv/aids_.html consulté en janvier décembre 2010.

⁸¹ Ces propos de Wanda Nesbitt, alors ambassadeur des États-Unis en Côte d'Ivoire, sont notre transcription d'un enregistrement réalisé par un agent des services de communication du NEC avec qui nous avons eu une entrevue confidentielle à Abidjan le 18 juin 2011. Tard, nous avons retrouvé ces propos publiés sur le site de l'ambassade des États-Unis en Côte d'Ivoire disponibles au http://french.cotedivoire.usembassy.gov/expositionpepfar_072808.html.

⁸² PEPFAR, «Visite de Gouvernement Américain au PEPFAR Côte d'Ivoire», *Peptalk*, No. 4, Octobre 2008: 1

⁸³ Entrevue téléphonique avec une gestionnaire du Bureau CDC à Abidjan en juillet 2011.

⁸⁴ http://french.cotedivoire.usembassy.gov/le_programme_ivoirien_de_lutte_contre_le_vih/sida_bnficic_du_soutien_du_haut_responsable_du_pepfar.html

⁸⁵ http://abidjan.usembassy.gov/senate_staffers_visit_pepfar_cote_divoire.html

⁸⁶ *USA Revue*, 2007, 38, no6: 5

⁸⁷ <http://2001-2009.state.gov/documents/organization/61618.pdf>. L'empire américain estime à 9% le taux d'infection d'une armée ivoirienne aux effectifs officiels d'environ 8000 soldats en 2005 (DHAPP 2005: 28)

⁸⁸ IRC, «HIV in the military: Soldiers need more than courage», *PEPTalk* no6, 2009.

⁸⁹ Une étude PEPFAR réalisée par son partenaire RIJES, une ONG locale sur les connaissances, attitudes et pratiques sexuelles des ceux de 13 à 18 ans de la rue princesse dans le quartier de Yopougon Selmer dans le cadre du projet CYCAS qui œuvre au droit et à la protection des enfants et sur le VIH. Elle montre que les enfants ivoiriens ont leur premier rapport sexuel à dix ans. Lors du passage de la Caravane à Sikensi, la Directrice avait souligné que 54 filles en première et deuxième année du middle school étaient enceintes.

⁹⁰ Entrevue confidentielle avec un agent DAO à Abidjan, et le RIP+, fin juillet 2011.

⁹¹ Entrevue confidentielle au DoD en décembre 2011 appuyée par *DHAPP Report* 2005: 28 et 2006: 27.

⁹² DHAPP, Rapport 2008: 92-93

⁹³ Rapport DHAPP 2009: 101.

⁹⁴ Voir DHAPP 2010: 90 et <http://www.hivresearch.org/news.php?NewsID=178> consulté en octobre 2011 sur conseil d'une source confidentielle Africom à Abidjan.

⁹⁵ Voir http://abidjan.usembassy.gov/pepfar_budget_rise_040108.html consulté en janvier 2011.

⁹⁶ Voir par exemple http://french.cotedivoire.usembassy.gov/ssh_progfr_040808.html, consulté en janvier 2010.

CHAPITRE VII

Empire comme culture: la diffusion des valeurs américaines

Introduction

En procédant à la césarienne du capitalisme monopoliste entretenu près d'un demi-siècle par l'impérialisme français, l'impérialisme américain de la mondialisation avait libéré les forces sociales hibernées par une cogestion primitive de la souveraineté ivoirienne comme nous l'avons élaboré au troisième chapitre. Cet impérialisme-là a impulsé la mutation d'une structure sociale d'accumulation primitive sans pour autant la délester de «la mentalité de colonisé» dont la Constitution de 2000 est la révélation la plus achevée.¹ Suivant Colás, l'impérialisme moderne avait inventé la tradition par une codification sociale racialisée en appui d'une accumulation primitive. Le contrôle psychologique par une culture disciplinaire des corps traumatisés d'un exercice brute du pouvoir de commandement amène les locaux à intérioriser les mécanismes de leur propre aliénation: «l'empire», nous informe Colás, «c'est l'art de mettre les gens à leur place».

Les forces sociales ivoiriennes se sont appropriées la codification impérialiste et l'ont promue par l'ivoirité et des termes comme autochtonie, allochtonie et allogénie où le citoyen se redécouvre étranger par le simple fait de vouloir transgresser les frontières modernes. Le colon français, qui a sa religion, le christianisme, a également codifié une division de travail qui cantonne les Dioula dans le commerce, les Akan dans le souverainisme, les Kroumen dans un rôle de laquais, et les femmes dans une fonction de chair à plaisirs et de production de mains d'œuvre. La résistance du pouvoir français à restructurer une accumulation par la dépossession et la guerre de la citoyenneté élaborée au chapitre trois de cette dissertation ont cédé non pas simplement à une disjonction physique mais aussi spirituelle de la souveraineté ivoirienne.²

Le chapitre précédent basé sur la conception critique colasienne d'empire comme espace aura démontré une expansion de l'empire américain de la sécurité du marché par institution du territoire de l'état défaillant de Côte d'Ivoire à travers des actions politiques d'imagination de la nation fondées sur le programme Investing In People. PEPFAR et l'ASG ont balisé la domination et la légitimation en agissant sur la conscience des Ivoiriens d'appartenir à une communauté œcuménique américaine. Le présent chapitre complète ces idées en soutenant la diffusion des valeurs du consumérisme à partir de la conception critique colasienne d'empire comme culture en nous fondant sur People-to-People (P2P) et Gouverner avec Justice et Démocratie (GJD). Ce sont deux programmes du Gouvernement américain établis dans le cadre de la guerre globale contre le terrorisme.

En effet, la conception néogramscienne de l'impérialisme ayant capitalisé pour faire pondérer les classiques, fait de la diffusion de la culture une composante essentielle de tout Pouvoir qui tente de reproduire sa base sociale d'accumulation dans des territoires à la lisière de son imperium. La conception critique colasienne élargit la sphère la plus complexe, agie et agissante, qui humanise la communauté œcuménique créatrice de subjectivités, significations, identités collectives et formes propres de culture. L'idée ici est de «fabriquer» une élite locale pouvant médiatiser les relations sociales de production suivant la base sociale du capitalisme américain.

De par son ontologie postcoloniale, l'empire américain tend à diffuser dans un territoire où la polarisation des identités racialisées alimente les clivages sociétaux, la civilisation humaine comme l'a soutenu Zelikov. Suivant la perspective critique de Colás qui appuie notre argument de politique impériale américaine de sécurité du marché en Côte d'Ivoire, les institutions et les actions culturelles sont des canaux par lesquels l'empire américain étend ses valeurs. Alors, les activités autour de P2P et GJD appuient la diffusion des valeurs de la société de marché.

La première partie du chapitre expose les institutions culturelles qui constituent un aspect de la diffusion de la culture impériale. Les seconde et dernière parties présentent les activités visant à

«établir une culture démocratique en Côte d'Ivoire» selon les termes de l'ambassadeur Philip Carter III en statuant P2P et GJD.³ Le but étant de démontrer un ancrage ivoirien des programmes universels qui participent de la guerre globale contre le terrorisme.

Les institutions culturelles

Public Affairs Office (ci-après PAO) assure «la diplomatie transformationnelle» de proximité en territoire ivoirien à partir des activités qui se distribuent sur quatre structures: Affaires culturelles ou CA, Information Resource Office (ou IRO), Centre de documentation et d'information (ci-après CDI), et American Corners. PAO «aide non seulement à améliorer les compétences des participants, mais aussi à changer leur mode de vie comme leur mentalité. Les thèmes faisant objet de discussion reflètent la réalité d'ici [Côte d'Ivoire] et donnent l'occasion de partager les expériences sur la façon dont nous devrions prendre notre propre responsabilité dans la résolution des problèmes qui minent notre société».⁴ Il coordonne l'ensemble des activités culturelles de l'empire américain.⁵

CA expose divers aspects de la culture américaine aux convives ivoiriennes par des séminaires de formation, des discours et des concerts musicaux éducatifs. IRO est responsable de la diffusion des activités de l'empire américain par des événements et communiqués de presse, des initiatives outreach qui ciblent les professionnels des médias, et les musulmans et autres contacts clé en plus de tenir informés les gestionnaires du NEC de la politique décidée à Washington et appliquée à travers le monde. Il assure la publication de trois revues dont deux appuient l'élaboration du présent chapitre: USA Revue et IRC News et le site web du NEC: <http://abidjan.usembassy.gov>. Ce site, lancé le 31 août 2006, «est le plus grand d'une ambassade américaine au monde. Ce que nous avons fait ... a mis notre ambassade au premier plan de tous les efforts pour une diplomatie transformationnelle au 21e siècle. Les autres ambassades à travers le monde consultent notre site et prennent exemple de nos pages».⁶ Le Service de conseils aux études de cette Direction partage des informations de base sur le système éducatif américain, les institutions académiques et les centres de formation professionnelle

et technique, les diplômes, les tests de langue, les conditions d'admission, les programmes de bourses du Gouvernement américain et les types d'aides financières accordés par les universités à travers des ateliers au NEC, sur les campus universitaires et les conférences de presse. IRO accompagne en outre les activités du programme immersion du CDI.

CDI est le troisième mécanisme majeur de diffusion des valeurs culturelles américaines en Côte d'Ivoire par sa «bibliothèque ultramoderne» de plus de 4.000 volumes en anglais et en français, des experts en recherche, et une bibliothèque virtuelle qui fournit des informations sur les États-Unis et sur la Côte d'Ivoire. Le CDI dispose de plusieurs programmes:

- Le livre du mois propose onze thèmes de réflexion susceptibles d'influencer individuellement ou collectivement les participants aux différents débats, tables rondes, visioconférences et discussions organisés autour de ces thèmes.⁷ Les thèmes choisis sont basés sur des livres de la collection Nouveaux Horizons du Département d'état en collaboration avec Librairie de France.
- Cross-Cultural Research est une activité de promotion des ressources du CDI et d'initiation à la recherche en ligne auprès des institutions académiques ivoiriennes.
- Immersion: ce programme organisé au NEC, aux American Corners ou dans des mosquées et autres endroits comme les casernes par moment, promeut les activités et les ressources du CDI.
- Le programme de stage permet de recevoir de jeunes étudiants ivoiriens pour une formation et leur familiarisation aux méthodes américaines de travail (voir plus bas).
- Information Technology: une activité de promotion des ressources documentaires auprès des institutions et entreprises en territoire ivoirien. Les experts américains enseignent aux leaders de ces organismes publics et privés comment utiliser les ressources du CDI dans la réalisation de leurs divers agendas.
- Youth Leadership Development organisé en faveur des jeunes vise à développer et à renforcer leurs capacités de leadership.
- Webchat: conférence en ligne généralement en anglais sur l'actualité américaine notamment les élections et les sujets de la politique mondiale des États-Unis.

- Le Fonds tournant appuie en ressources documentaires les bibliothèques scolaires des villes et établissements de l'intérieur de la Côte d'Ivoire ainsi que la formation des bibliothécaires à la gestion de l'information.
- Young readers est initié par l'ambassadeure Wanda Nesbitt en mars 2009 et permet de recevoir de jeunes enfants des cours primaires et secondaires pour une introduction aux ressources en ligne et pour enfants de la collection Nouveaux Horizons. Il promeut la lecture et la mutuelle compréhension chaque mercredi après-midi à partir des conférences et l'accès à ordinateur et à l'internet.⁸

Les American corners

American Corners ou Espaces Américains sont une idée de James Collins alors ambassadeur des États-Unis en Russie en octobre 2000. L'idée est ensuite reprise par le Département d'état qui en fait un mécanisme d'exposition de la vie en Amérique et de la politique américaine en réponse au Rapport de la Commission 9/11. Les American Corners sont des unités documentaires spécialisées qui fonctionnent comme des «fenêtres» sur l'Amérique avec une connexion internet. Le premier en Afrique francophone a été inauguré le 11 avril 2003 par Arlène Render à Abidjan dans un contexte de guerre civile. Deux autres, à Yamoussoukro le 28 mai 2005 et à Tiassalé le 7 septembre suivant, ont été inaugurés par Aubrey Hooks en présence respectivement du Président Laurent Gbagbo et du ministre d'état Bohoun Bouabré. L'ambassadeur situe leur rôle qui semble appuyer une politique de rapprochement et de diffusion de l'Amérique en Côte d'Ivoire: «servir de porte d'entrée aux États-Unis d'Amérique et permettre aux usagers d'accéder directement à toutes les informations concernant les Etats-Unis d'Amérique, d'acquérir des connaissances sur la politique, l'économie, la culture, l'éducation et tous les aspects de la vie sociale en Amérique pour construire une relation durable entre les peuples ivoiriens et américains et une mutuelle compréhension».⁹

Les lieux d'installation des American Corners en Côte d'Ivoire informent également sur une attraction impériale. Il s'agit soit des centres de recherche et de formation universitaires comme les

cas des American Corners d'Abidjan logé au Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES) et de Yamoussoukro établi à la bibliothèque de l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB). Celui de Tiassalé est intégré à la bibliothèque régionale. Outre les salles de lecture et d'informatique propres aux autres, ce dernier dispose d'une salle aménagée pour les enfants.¹⁰ Suivant Colás, le Pouvoir américain greffe des institutions existantes pour aider à la formation d'une nouvelle classe d'élite tournée vers des valeurs de la société du marché: «la lumière vient de l'Amérique quand la France est enchaînée dans sa politique de domination simple. L'idée ici est de faire de l'Amérique une propriété des masses populaires».¹¹

Suivant la conception critique colasienne d'empire comme culture, les American Corners qui sont des institutions culturelles semblent répondre à une occupation stratégique du territoire ivoirien pour faciliter une reprogrammation des forces sociales. Dans le cadre de leur mandat, les American Corners établissent des programmes qui relaient les activités de diffusion de la culture américaine.

- Young Perspectives on America qui se déroule chaque dernier samedi du mois donnent à la communauté américaine une occasion de rencontrer les clients des espaces américains, de discuter des questions américaines actuelles et de pratiquer leurs expressions linguistiques. Des concours annuels sont organisés pour tester la connaissance de l'anglais et de la culture américaine des membres. Le 6 octobre 2007 et le 23 janvier 2010 par exemple, American Corner CIRES a tenu les deuxième et cinquième éditions du concours de génies en herbe sur le thème «Vers une meilleure compréhension de la culture américaine» avec la participation de 150 individus.¹²
- English for Professionals forme les forces sociales au modèle américain de rédaction de résumés et de lettres d'accompagnement, et de préparation aux entrevues d'embauche.
- English Chat Room organise des discussions chaque semaine sur des thèmes qui préoccupent les gestionnaires de l'empire américain en Côte d'Ivoire.
- Celebration of major American Holidays donne occasion à des volontaires américains de venir expliquer et raconter aux Ivoiriens les faits de la culture populaire américaine ou encore

l'histoire des jours de congé importants tels le Thanksgiving, Martin Luther King Day ou encore, le mois de l'histoire Africaine-Américaine comme nous le verrons plus loin.

- Hip Hop against AIDS consiste en une compétition de chants pour éveiller la conscience sur les dangers du HIV/SIDA à la célébration de la Journée mondiale contre le SIDA.
- Poetry Reading Contest se déroule généralement en février durant la célébration du mois de l'histoire Africaine-Américaine pour évaluer les connaissances de la culture américaine et les compétences linguistiques des clients.
- Reading clubs ou des clubs sont un programme journalier de performance de la connaissance linguistique assistée.

Dans les régions autres que celles-là, PAO établit le Rotating Library ou Fonds tournant. Ce sont les cas de Bouaké, Bouna, Sikensi, Korhogo, Ferkessédougou, et Touba. Le programme consiste à installer à l'intérieur des écoles secondaires ou lycées une bibliothèque de 270 livres et CD-ROM traitant de l'histoire, la culture, des biographies des héros américains, des droits des enfants, des classiques de la littérature, et un ordinateur avec connexion internet pour une durée renouvelable de trois mois. Une équipe de volontaires américains servant le plus souvent dans la région assure périodiquement des démonstrations. Bien que le but soit d'inciter à la lecture, Rotating Library vise à diffuser la culture américaine par l'éducation, construire la capacité de leadership, et renforcer la mutuelle compréhension en appuyant le développement des clubs d'anglais.

Le fait d'offrir des programmes ne garantit pas un impact national. Tout comme l'impérialisme classique, le but de ces programmes, suivant la conception critique colasienne d'empire, consiste à séduire des forces sociales pour en faire des ancrages locaux du consumérisme américain et donc des participants à la conquête américaine de leur propre localité.

Connexion P2P

P2P a été initié par le Département d'état et vise à construire des ponts entre le peuple américain et les autres peuples de la «patrie américaine» en réponse à la Commission 9/11 et à la question «Pourquoi nous haïssent-ils?» du Président George W. Bush au Congrès.¹³ Les «activités transformationnelles» du PAO en Côte d'Ivoire s'inscrivent dans ce contexte. Suivant la conception critique colasienne qui nous permet de saisir l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire comme une politique impériale de sécurité du marché, les institutions culturelles favorisent le brassage des peuples quand les empires conquièrent et absorbent les territoires également par des échanges culturels. Les programmes P2P permettent à des Américains et Ivoiriens de brasser par des séjours académiques, des workshops, des projections de film, des concerts, et des expositions d'art à travers les canaux sus-présentés.

Les échanges académiques

Le Gouvernement américain a établi une batterie de programmes d'éducation qui permettent à des étudiants et universitaires américains et ivoiriens de participer à des formations académiques aux États-Unis et en Côte d'Ivoire ou à d'autres forces sociales américaines et ivoiriennes de brasser les unes et les autres. Ces programmes appuient la diffusion des valeurs culturelles qui gouvernent le capitalisme américain suivant la vision néogramscienne de l'impérialisme basée sur la perspective critique colasienne d'empire comme culture pour la sécurité du marché.¹⁴

Teaching Excellence and Achievement (TEA)

Le TEA donne à des enseignants ivoiriens des occasions de développer une expertise dans leur spécialité, renforcer leurs compétences en pédagogie, et accroître leur connaissance des États-Unis sous forme de stage de six semaines comprenant des séminaires sur les nouvelles méthodes d'enseignement, le développement de programmes d'études, la planification des enseignements, et

la technologie. Les stagiaires ivoiriens pratiquent dans une école secondaire américaine près des universités ce qui leur permet de travailler avec des universitaires, d'enseigner et de se présenter aux étudiants américains.

Les stagiaires au retour sont éligibles à des bons d'achat de matériels didactiques, au suivi de la formation pour d'autres professeurs, à des projets de coopération entre les écoles ivoiriennes et américaines, et à d'autres activités qui capitalisent leur expérience américaine.

Leadership des visiteurs internationaux

Le Programme Leadership des visiteurs internationaux (IVLP) a vu participer des forces politiques ivoiriennes dont Laurent et Simone Gbagbo, Laurent Dona Fologo, Konan Bédié, Alassane Ouattara, Patrick Achi, et autres forces ethniques dont imam Dosso, ou occupant des positions influentes dans le secteur privé comme Jean-Louis Billon alors président de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire et devenu ministre du gouvernement Ouattara. Les anciens IVLP ont créé en mai 2005 l'Association Ivoirienne des Visiteurs Internationaux (AIVI-USA). Elle vise à œuvrer pour le rapprochement des peuples américain et ivoirien.

Visiteur volontaire encore appelé Volvis est un programme d'environ trois semaines qui envoie en immersion culturelle des élites ivoiriennes ne disposant pas du temps. Le Département d'état organise les connexions en mettant des services de guide à disposition des visiteurs en quête de civilisation. Sous le leadership de Hooks, Zadi Guillaume et Kouba Zohouri, fondateurs du Centre ivoirien pour la recherche et la documentation en musicologie africaine (CIRDMA) en ont bénéficié en 2007 pour finaliser le logiciel «srèlè» de conservation des sons, danses et instruments ivoiriens.¹⁵

Outre les structures gouvernementales américaines, ces programmes reposent également sur des organisations communautaires, des bénévoles ou des familles d'accueil, ou des milieux d'affaires à travers des Councils for International Visitors. La dissémination des visiteurs dans la société répond

à une immersion complète dans l'esprit du P2P permettant de tisser des relations sociales, de vivre les us et coutumes américains.¹⁶

Les IVLP post-9/11 ont une spécificité avec à la diffusion des valeurs culturelles développées à la section suivante. Ils sont choisis pour leur représentativité de la culture ivoirienne et le charisme et la capacité à infléchir la culture locale. Ces genres de visiteurs comptent le plus souvent aux panels de conférence-débats et tables-ronde organisées par PAO dans le cadre du GJD.

Fulbright et Hubert H. Humphrey Fellowship

Les propos de l'ambassadeur Philip Carter III à la cérémonie de célébration des 40 ans de Hubert H. Humphrey Fellowship résument le but de ces programmes d'échange: «Le gouvernement américain est fier de pouvoir dire que nous voyons nos anciens boursiers devenir des leaders encore plus importants sur leurs lieux de travail et dans leurs communautés qu'ils ne l'étaient avant leur participation au programme Humphrey Fellowship».¹⁷ Le Gouvernement américain met à disposition du public ivoirien cinq catégories de programmes Fulbright pour une assimilation progressive:

African senior research scholars offre aux postdoctoraux ou universitaires de poursuivre des recherches dans des institutions ou laboratoires américains tout en leur permettant de tisser des liens avec leurs pairs américains.

Fulbright Junior Staff Development Program est ouvert aux jeunes professionnels ivoiriens des universités ou autres institutions comme les think tanks pour deux ans en vue d'obtenir une maîtrise ou un doctorat. Il appuie les enseignants du secondaire, du secteur privé et des écoles de formation professionnelle, faisant bénéficier aux candidats de 6 à 8 mois de cours intensif d'anglais *in situ* avant le début leur programme régulier.

Fulbright Teacher and Administrative Exchange adresse les professeurs d'anglais des cours secondaires, lycées et centres de formation professionnelle ainsi que des administrateurs des services d'éducation comme l'École normale supérieure d'Abidjan.

Fulbright Summer Institute in American Studies organise de courts séjours de cinq à six semaines touchant des thèmes comme gouvernement, langue et littérature, histoire et économie des États-Unis ou la civilisation américaine. Les cibles sont des gestionnaires des écoles primaires, secondaires ou lycées ainsi que des universitaires et professionnels des centres de formation dans le domaine des sciences sociales ou humaines.

Fulbright Educational Partnership autrefois programme de jumelage des universités et collèges permet à des institutions ivoiriennes d'approfondir la coopération institutionnelle au moyen d'échange de professeurs/gestionnaires. Le Gouvernement américain a créé l'Université internationale de Grand Bassam connectée à State University of Georgia à Atlanta.

Visiting Fulbright Scholar favorise des séjours de recherche dans les universités ou centres de recherche américains. Fulbright Scholar-in-Residence appuie des missions d'enseignement dans les universités américaines, renforce l'internationalisation et ajuste les comportements et la culture pédagogiques des étudiants.

Occasional Lecturer adresse des intérêts spécifiques de recherche permettant de discuter de l'histoire et des cultures américaine et ivoirienne, d'échanger des idées, et de gagner une meilleure connaissance de l'éducation supérieure aux États-Unis.

New Century Scholars Program qui dure deux à six mois permet aux lauréats d'approfondir ou d'élargir leur recherche en privilégiant des approches comparées.

Edward Murrow Fellowship cible les journalistes pour une immersion dans le milieu américain de la presse en participant à des discussions avec leurs homologues américains. Ce fut le cas par exemple de Sidibé Oumar de Radio ONUCI FM du 25 octobre au 12 novembre 2010 où il a suivi au côté de 150 autres confrères venus du monde entier neuf cours de formation traitant de la place d'une presse libre dans une démocratie, du fonctionnement des médias et des structures politiques, économiques et sociales aux États-Unis.¹⁸

Les critères généraux de participation à ces diverses activités de reprogrammation psychique suivant la conception critique colasienne d'empire sont la citoyenneté et la tenue de position dans des structures publiques ou privées de Côte d'Ivoire.

Bien que ces programmes remontent à la Guerre Froide, leur amplification suite au 9/11 nous pousse à interroger leur contribution à la guerre globale contre le terrorisme lorsque par exemple, Edward Murrow Fellowship a été pour la première fois lancé en Côte d'Ivoire comme en Afghanistan et dans certains pays jugés stratégiques par le Gouvernement américain.¹⁹

PAO commence la diffusion des programmes par des correspondances adressées aux ministres des affaires étrangères et de l'éducation.²⁰ PAO orchestre ensuite des campagnes de diffusion par des affiches et correspondances aux universités, écoles de formation technique et professionnelle privées et publiques, des annonces dans des médias, le site internet du CDI et faisant intervenir une structure spécialisée du NEC: le Centre de conseil en éducation accompagne toute activité PAO: «The first place to start is the Educational Advising Center which is part of the services that the Embassy offers to the Ivoirian public».²¹ EAC informe sur les programmes et la vie universitaires en Amérique. Des conseillers en éducation accueillent les futurs agents de changement et les accompagnent le long du processus.

Diffusion de l'anglais américain

La diffusion de la langue, suivant la perspective critique colasienne d'empire comme culture, obéit à la condition de stabilité en appui de l'expansion et de la domination quand la fonction sociale de la langue en fait le support de la culture et de la communication des idées. PAO diffuse la *lingua franca* ou l'anglais américain par différentes activités du CDI, des American Corners et les Clubs de lectures installés dans les universités, lycées et cours secondaires et des administrations publiques et privées. Cinq programmes sont pertinents en particulier: English Access Microscholarship, English Teaching/Learning via Digital Video Conference, Formation des inspecteurs et professeurs d'anglais

des lycées et secondaires, *English Immersion Program*, *English Session for Journalists*, et *English schooling for military*.²²

En juillet 2009, PAO a inauguré *English Access Microscholarship* au Lycée Moderne Inagoi à San Pedro. Le programme est établi par le Département d'état en 2004. Les efforts du NEC appuyés de Rotary Club et Ameritech ont favorisé son inauguration en Côte d'Ivoire. La Bourse permet à des étudiants de 14 à 18 ans d'acquérir une solide base en anglais et une excellente connaissance de la culture américaine et d'être mieux préparés à rivaliser avec les autres et à participer effectivement à l'évolution de la société ivoirienne. Nesbitt égratigne les résilients francophones: «il y a des gens qui se demandent s'il vaut vraiment la peine d'apprendre l'anglais. C'est peut-être parce qu'ils ne savent pas qu'il y a plus de locuteurs anglophones non natifs... que l'anglais est la langue officielle dans au moins 75 pays et pour plus de 2 milliards de personnes.»²³ Elle adresse particulièrement les enfants:

Je suis venue à San Pedro ... m'adresser à vous directement et d'une façon très personnelle. J'aimerais très brièvement vous raconter ma propre histoire – et surtout, comment la connaissance d'une langue étrangère peut influencer votre avenir ... mon message pour vous aujourd'hui est que la connaissance d'une langue étrangère peut être la clef qui ouvrira beaucoup de portes auxquelles vous n'avez jamais pensé. Aujourd'hui, la connaissance de l'anglais est un atout précieux. L'anglais est devenu la langue des livres, des journaux, de l'aviation, des congrès scientifiques, de la technologie, et même de beaucoup de sports et de la publicité. La connaissance de l'anglais peut vous apporter énormément de plaisir, puisque c'est la langue de la musique populaire, mais elle peut aussi vous apporter beaucoup de succès. Que cela plaise ou non, l'anglais est la langue que le monde a choisie pour la communication internationale.²⁴

Les cours ont lieu dans les laboratoires de l'Institut Ameritech. Le 28 juillet 2010 fut lancé le programme à Abidjan par Chakrawarti pour le compte des meilleurs élèves des lycées Municipal d'Attécoubé et Moderne de Koumassi.²⁵

English Teaching/Learning via Digital Video Conference a été lancé le 30 avril 2009 pour la formation des professeurs d'anglais de l'École normale supérieure d'Abidjan (ENS) et des universités de Bouaké et de Cocody directement par le Bureau des programmes de langue du Département d'état à partir de Washington DC. L'ENS est la structure ministérielle qui forme les enseignants des

cours secondaires et lycées, publics comme privés en Côte d'Ivoire.²⁶ Mais PAO descend également dans ces arènes.

La Formation des inspecteurs et professeurs d'anglais des lycées et cours secondaires est le produit d'un partenariat entre Affaires culturelles et le Département d'anglais du ministère ivoirien de l'éducation nationale. Instituée en 2006, la formation se déroule en marge des activités annuelles marquant America Week. La première session menée par l'attachée culturelle Diane Millar réunit à Abengourou du 17 au 21 septembre 2007 trente deux professeurs et inspecteurs. Le programme est axé sur «l'art d'enseigner et l'art d'apprendre» et vise «à promouvoir une compréhension mutuelle et favoriser un transfert du modèle américain d'apprentissage et de la culture américaine».²⁷

English immersion program poursuit les mêmes objectifs globaux de brassage et de diffusion de l'anglais mais se déroule dans les locaux du NEC à l'intention des journalistes, étudiants, et leaders de la société civile. Leur particularité repose sur des discussions autour des thématiques destinées à transformer la mentalité ambiante par des textes IIP mettant en exergue des discours du Président américain, du Secrétaire d'état ou des ambassadeurs de haut rang. La formation du 16 décembre par exemple animée par Chakrawarti traitait des violences basées sur le genre avec une soixantaine de participants. La tradition racialisée de violence et subvertie par des forces sociales servit de fond aux échanges et la PAO d'expliquer les mesures prises aux États-Unis et le rôle des institutions démocratiques au renforcement des droits humains ainsi que les efforts individuels.²⁸ La formation au changement de mentalité et la performance linguistique a réuni 80 participants dont des «corps habillés» (FDS) le 11 mars 2010 pour discuter du genre et la violence contre les femmes.²⁹

English Session for Journalists est dédié à la même mission de diffusion de l'anglais et de la culture du consumérisme par la formation des professionnels des médias. Les sujets discutés touchent le VIH/SIDA, la démocratie, la bonne gouvernance, les droits humains, la lutte contre le terrorisme

ou la crise économique à partir des textes de la Voice of America une fois par mois. La session du 8 octobre 2009 par exemple a discuté du discours du Président Obama à l'ONU.³⁰

Les stages au NEC sont un autre mécanisme de diffusion de l'anglais mais surtout de la culture consumériste permettant de familiariser durant trois mois de jeunes diplômés ou étudiants ivoiriens aux méthodes et milieu américains de travail, de renforcer une mutuelle compréhension et leurs capacités. Le programme a été initié en 2006 sur partenariat entre PAO, les Chambres américaine de commerce et ivoirienne d'industrie et de commerce et les grandes écoles de formation technique. Chaque année, une dizaine d'élus y participent comme les cas de Nina Bénédicte Kouassi, Fernande N'Guessan et Alain Konan. Le 11 septembre 2007 marque le début par une réception offerte par la Deputy Chief Mission Cynthia Akuetteh.³¹

PAO étend la diffusion de l'anglais aux Forces ivoiriennes de Défense et de Sécurité; et malgré les sanctions 508 mettant officiellement fin à IMET, des Marines du Bureau Attaché de Défense poursuivent la formation qui se déroule non pas au NEC mais dans les quartiers généraux de l'état major des Forces ivoiriennes: «English language training continues in Côte d'Ivoire on a limited basis at the National Gendarmerie School and at the Armed Forces Headquarters. However, given the lack of IMET-funded schooling, the language training has been reduced to a part-time endeavor by those students willing to undertake instruction during non-duty hours».³²

En même temps que la diffusion de l'anglais étend la culture de l'empire américain, elle permet de pénétrer les forces sociales en œuvrant à leur reprogrammation comme d'autres programmes.

Célébrations Histoire Africaine-Américaine

Les célébrations, dans la pensée critique colasienne d'empire comme culture servent non pas seulement à instituer l'espace œcuménique comme nous l'avons élaboré dans le chapitre précédent mais également de mécanisme de transformation sociale pour la sécurité du marché puisque celle-ci ne se dissocie pas de la pacification relative des mœurs locales. Les activités culturelles organisées

par PAO semblent aller dans ce sens quand la culture du consumérisme incarne suivant Zelikov la civilisation humaine. Cette culture a émergé d'une rencontre impérialiste des hommes et des femmes de couleurs et de cultures différentes et recomposée, subvertie par des alliances contingentes à l'échelle des États-Unis. Outre le Mois de l'Histoire Africaine-Américaine du Département d'état, PAO institue America Day, America Week, et Thanksgiving qui sont des occasions de socialisation par la célébration des défenseurs de valeurs universelles mais aussi de communions qui invitent d'une façon subliminale les Ivoiriens à embrasser une culture résultant des saignements immémoriaux d'une communauté œcuménique.³³

Mois de l'Histoire Africaine-Américaine (MHAA)

Le vendredi 19 janvier 2007 Aubrey Hooks enseigne la philosophie de la non-violence de Martin Luther King Jr. et sa contribution au mouvement des droits civiques aux États-Unis en la résidence de l'ambassadeur devant des membres du GOCI et des dirigeants d'institutions nationales, le corps diplomatique, des représentants de la société civile et de la communauté américaine en Côte d'Ivoire. «Les Américains se souviennent de King Jr. à cause de ses idéaux. Présenté comme un Américain ordinaire, King Jr. croyait profondément aux principes qui font de l'Amérique une grande nation: le droit à la vie, la liberté et la recherche du bonheur pour tous les citoyens. La lecture dramatique de «Je Fais un Rêve» émeut avec des animations du Groupe Kedesch et de la chanson «We Shall Overcome», interprété par Constance, une chanteuse ivoirienne de gospel.»³⁴

Le 1er mars 2008, PAO a organisé un concert à la résidence de l'ambassadeur Wanda Nesbitt pour clôturer les activités MHAA avec deux groupes musicaux américain (A Medley of voices) et ivoirien (DomiNation). Les mêmes catégories de convives de toutes origines ont prêté oreilles aux échanges. Des performances dont «Down by the riverside», «Go down Moses», «Rock my soul», «Soon and very soon» et «I saw the light», «Thank you very much» auraient transposé les convives en Amérique. Les conférences et les projections de film visaient à «honorer et célébrer les réalisations

et les riches contributions des Africains-Américains au développement des États-Unis.»³⁵

American Corner CIRES servit de cadre, le 2 février 2008 à des exposés et projections de films dont «Martin Luther King Jr. : un homme de paix». Les commentateurs dont Marcia Norman de la Direction administrative du NEC et qui avait participé à une marche avec King Jr, Tra Bi, un ancien visiteur et Directeur du Département d'anglais de l'ENS, et un responsable de club d'anglais ont vanté la culture du dépassement.

PAO étend ces célébrations d'éducation populaire aux valeurs culturelles de l'empire américain en regroupant à American Corner de Tiassalé, des femmes invitées à copier les militantes «au cœur de la révolution américaine» le 23 février 2008. Bien que la promotion des compétences de la *lingua franca* de l'empire américain soit au menu, le brassage entre les Américains et les Ivoiriens semble guider la manifestation. La DCM qui a conduit la délégation des civilisateurs a raconté à la centaine d'étudiants, enseignants, directeurs d'établissements scolaires, fonctionnaires, membres du Conseil Général dont le Maire Lambert Yapi et son conseil «le rôle important joué par des Africains Américains dans le mouvement des droits civiques aux États-Unis.» Cynthia Akuetteh raconte Rosa Parks, Ida Wells, Mary Jane McLeod Bethune, Ella Baker, Fannie Lou Hamer, Barbara Jordan et Shirley Chisholm. Le récit semble avoir enrichi les «connaissances sur le mouvement des droits civiques et particulièrement la contribution des femmes Africaines-Américaines. Les femmes ivoiriennes ont promis de se servir de ces femmes comme modèles pour une plus grande implication dans des actions d'émancipation».³⁶

Quelques 350 invités dont des formateurs à ENS ont bénéficié des échanges avec Nesbitt qui a promu le leadership féminin en concentrant les cœurs sur Parks le 13 février 2008 et la répercussion de la lutte pour les droits civiques sur les Africains-Américains. Des échanges ont suivi la projection du film «Rosa Parks – Mighty Times». PAO visait à «faire connaître Rosa Parks aux étudiants ainsi qu'aux enseignants dont les principales disciplines sont axées sur la culture et l'histoire américaine.

Le 1er décembre 1955 à Montgomery... Rosa Parks, a eu le courage de dire «NON» à la ségrégation raciale qui sévissait aux États-Unis. Elle a refusé d'obéir à l'ordre que lui donnait le chauffeur d'un autobus de céder sa place à un homme blanc [...] Son refus, qui constitue une violation du règlement raciste de cet état du sud de l'Amérique, va déclencher le processus immuable de la déségrégation.»³⁷

Les célébrations de 2007 ont été clôturées par l'exposition d'art «De l'esclavage à la liberté» le 2 mars et un concert ayant réuni «des autorités ivoiriennes, de diplomates ainsi que de sommités du monde des arts et de la culture en Côte d'Ivoire» et «animé par des artistes dont [des artistes locaux] Antoinette Konan, Les Djiz, DJ Rodrigue, Legen Quauphy ainsi que les Maîtres de l'Ile Boulay.»³⁸ Le programme exposition des arts a été lancé fin 2005 comme développé au chapitre précédent par l'ambassadeur Hooks et qui vise à transformer le grand hall du NEC en un espace culturel en vue de renforcer les relations entre les deux pays.

«The Sky is Gray», un film documentaire réalisé par Ernest Gaines a cristallisé les cœurs au NEC le 10 février 2010 et animé par Marsha Thomas du Bureau des Services Généraux (GSO) du NEC et la DA/PAO Anna Maria Adamo avec une cinquantaine de forces sociales. Le film retrace la vie d'une famille noire pauvre qui vivait dans une communauté rurale à la Louisiane en 1940.³⁹

Le 16 février 2010, la délégation de Chakrawarti a animé les manifestations à Sikensi au sud ouest de la Côte d'Ivoire. Les célébrations ont été marquées par une inauguration du Rotating library. Chakrawarti a instruit 120 étudiants, éducateurs et autorités régionales en éducation sur le leadership féminin à partir du thème «Femmes remarquables au cœur de la révolution américaine». Chaque convive a gagné une copie du document «American teenagers». «The activity met the MSP goals of promoting education, building youth leadership capacities, and reinforcing mutual understanding».⁴⁰

Suivant la perspective critique colasienne d'empire comme culture, ces manifestations qui sont organisées par PAO appuient, comme nous le verrons plus bas, non pas simplement une socialisation

des deux peuples, américains et ivoiriens, mais également une appropriation du leadership et de la liberté inhérents à la culture du capitalisme qui traverse l'empire américain.

Thanksgiving

Le 5 décembre 2007 par exemple, au campus universitaire de Cocody, PAO a regroupé des étudiants et enseignants pour célébrer la tradition du Thanksgiving lors d'une conférence organisée par le Club des Auditeurs de la VOA.⁴¹ La PAO Sharon White décrit les symboles du Thanksgiving et leur importance et performe des chansons populaires américaines avant de commenter le pardon que le Président des Etats-Unis demande à la dinde le jour de Thanksgiving. Le 24 novembre plus tôt, c'était à American Corner CIRES que PAO a réuni des médecins, des hommes d'affaires, des leaders politiques, de la société civile – toutes confessions confondues pour Perspective on America. Jewel Huligar, Directrice du Mapoubi Ba Cultural Project était le guest speaker qui expose les origines du Thanksgiving et son rôle dans la construction des États-Unis. Sharon White et les danseurs Mapoubi Ba ont retourné les esprits par des chants et danses populaires américains. Les échanges ajoutent au but de transmettre la tradition américaine: «The presentation went very well. The audience engaged in rich discussions with the American speakers, and left with a better understanding of Thanksgiving celebrations. At the end of the program, the American Corner Team offered roasted chickens to share.»⁴²

Le MHAA est également une occasion d'enseigner la liberté et les droits humains aux enfants. Le 24 février 2010, l'ambassadeure Nesbitt s'est adressée à plus de 500 élèves des Cours Sociaux à Abobo. Des sketches, des poèmes, des chants, du défilé des élèves imitant des héros américains dont Abraham Lincoln et King Jr. ou mettant en exergue la longue marche des noirs américains vers la liberté, ainsi que des discours ont marqué un événement qui «restera gravé dans les annales de cette école qui recevait pour la première fois la visite d'un ambassadeur américain.» Une fois encore, Nesbitt a souligné la non-violence dans la lutte pour la justice sociale et le droit civique aux États-Unis en citant les exemples de Rosa Parks «dont la discipline, la détermination et la volonté ont en

partie conduit au succès de cette lutte». L'ambassadeure Nesbitt à ces occasions partage sa propre expérience entretenant les enfants sur le devoir des parents à leur éducation. Et les élèves de poser des questions sur la vie des noirs américains, la lutte pour l'émancipation des Africains-Américains et le parcours du Président Obama. La manifestation a été organisée par AngloNet Corporation qui est un réseau de Clubs d'anglais dont la plupart des membres sont des élèves ou étudiants.⁴³

Les activités culturelles ne se limitent pas au seul MHAA. Suivant le programme immersion, Chakrawarti a conduit une mission des sections Information et Culturelle du 7 au 11 décembre 2009 à Tiassalé, Yamoussoukro ainsi que des villes du nord ivoirien. La PAO a relayé le message de Nesbitt à la Chambre de commerce et d'industrie sur la diversité américaine à American Corner de Tiassalé.⁴⁴ Les filles de Yamoussoukro ont été entretenues par Angoran sur l'art d'apprendre. La mission à Korhogo a installé le Fonds Tournant suivi de don de documents scolaires à la Direction régionale de l'éducation nationale des Savanes. Ferkéssédougou reçut sa bibliothèque ambulante lors d'une cérémonie où Chakrawarti a encouragé les élèves à la lecture. «Les activités menées ont reçu une bonne couverture de la part des média locaux et contribué au renforcement des échanges inter-culturels, la promotion de l'éducation et de la stabilité régionale. L'équipe a rendu des visites de cour-toisie aux autorités locales des localités visitées; notamment à Bouaké, où pour l'occasion des livres et des pamphlets de ARS Paris and IIP ont été offerts.»⁴⁵

Des échanges et formations artistiques

Les échanges entre musiciens participent du mécanisme de diffusion des idées par brassages dans un imperium accompli. Suivant la position critique colasienne d'empire, la culture américaine a affaibli les dichotomies indigène/exogène traversées par la globalisation. En d'autres termes, les flux musicaux décalent des lieux de l'hybridité alors même que les processus de fusion affaiblissent un ajustement entre culture dominante et pouvoir de commandement. Mais en parallèle aux initiatives individuelles particulières, les échanges musicaux initiés par le Département d'état dans le cadre du

P2P semblent appuyer la diffusion des musiques produites aux États-Unis de par le Gouvernement américain en Côte d'Ivoire et la haute culture de gestion des arts comme stratégie de civilisation pour la sécurité du marché. «Performing Arts Initiative» et «Rythm Road: American music abroad» sont deux programmes qui envoient des musiciens américains partager leurs expériences et talents avec leurs contreparties à travers des concerts, workshops et rencontres ainsi que le souligne PAO: «Des musiciens américains et ivoiriens donnent une nouvelle signification au concept d'échanges culturels».⁴⁶

Du 25 au 30 septembre 2006 ont séjourné en Côte d'Ivoire Dynamax, le «Maestro du Hip Hop», et son équipe. Le professeur de musique a enseigné «les musiciens, les musicologues, les membres de l'American Corners, les DJ locaux, les chanteurs de gospel traditionnel ivoirien et de hip hop ainsi que les enseignants de l'Ecole Nationale de Musique. Au cours des sessions avec les DJ locaux, il leur a donné le point de vue d'un initié... ce qu'il faut faire pour réussir et les obstacles auxquels les musiciens sont confrontés.» Dynamax instruisit les musiciens et DJ ivoiriens sur les origines du hip hop, le style de mixage américain et le professionnalisme. Le séjour ne se limite pas à la formation. «Dynamax, était l'attraction du concert organisé en plein air à Yopougon [la plus peuplée municipalité de la Côte d'Ivoire]... Des milliers de spectateurs l'ont acclamé. Le show a été un grand succès car des DJ locaux et des amoureux de la musique venant de toutes les couches sociales y étaient présents».⁴⁷

Charlie Porter Quartet est le second groupe venu en échanges sur initiative du Gouvernement américain du 18 au 25 mars 2007 en Côte d'Ivoire. Le groupe de jazz américain a également formé des musiciens et professeurs et animé des concerts à Tiassalé, Institute Goethe à Abidjan suivi d'une jam session au Music'All et à l'Ecole nationale de Musique. «*Concert mémorable que celui offert par le quatuor américain de jazz, "Charlie Porter Quartet", au Goethe Institut dans la soirée du mardi. Ce groupe, composé de musiciens émérites avec comme lead vocal, le trompettiste Charlie*

*Porter, a offert un spectacle de très belle facture au public select présent avec à sa tête SEM. Aubrey Hooks, ambassadeur des Etats-Unis en Côte d'Ivoire».*⁴⁸

Un an plus tôt, Tori Robinson, une artiste américaine établie en France, «a prouvé qu'elle est une envoyée et une ambassadrice culturelle extraordinaire» qui «s'est fait des amis partout où elle est allée et son expérience ivoirienne a donné une nouvelle signification au concept d'échanges culturels ... Tori Robinson a aussi été invitée à dîner au domicile d'artistes ivoiriens renommés et y a participé à des discussions sur la musique ivoirienne et américaine. Comme l'a fait remarquer un participant ivoirien, "la curiosité et l'intérêt que Tori Robinson porte à nos traditions et styles musicaux est évident quand on la rencontre. Nous la respectons et l'aimons pour tout cela."»⁴⁹ La mission de brassage et de formation qui s'est terminée à l'École nationale de musique par une jam session combinant des thèmes du gospel avec des instruments et rythmes africains a permis à Tori Robinson d'apprendre également à jouer l'Ahoko, un instrument traditionnel de musique du nord de la Côte d'Ivoire et des danses et chants villageois ivoiriens.⁵⁰

«Performing Arts Initiative» a dépêché en mission du 31 mai au 6 juin 2010 Freddie Bryant Kaléidoscope Jazz Trio qui a animé des concerts à Yamoussoukro, à Tiassalé et à Abidjan. Le groupe a formé des étudiants et professeurs de musique de l'Institut national des arts et d'action culturelle. Le séminaire de formation du 4 juin a été suivi d'un spectacle en présence de l'ambassadeure.⁵¹

Ces missions d'échanges et de formation semblent démontrer que la diffusion de la culture dite globale dans un territoire ivoirien défaillant est partie de la politique américaine de sécurité du marché puisque ces missions s'inscrivent dans le P2P initié par l'empire américain et participent de la subjectivation des mœurs locales.

Le 28 mai 2008 dans le cadre des échanges interculturels, une vingtaine d'étudiants de deux universités, Oral Roberts et Virginia ont brassé avec des étudiants des universités de Bouaké et de Cocody autour des sujets dits d'intérêt commun comme «la vie sur le campus, le rôle des associations

estudiantines, l'impact des étudiants dans le processus de changement dans leur pays, la diversité et les valeurs de la société américaine, la sécurité, la guerre, les raisons d'apprendre l'anglais, les élections présidentielles, la liberté et le patriotisme.» Comme pour marquer les esprits, les missionnaires leur ont fait don du document «America Is» avant d'échanger des contacts.⁵²

Le sport fait partie du P2P. Juergen Sommer et Linda Hamilton, deux vedettes américaines de soccer, rejointes par Sunil Gulati alors président de la Fédération américaine de soccer étaient venus en Côte d'Ivoire promouvoir le leadership des jeunes du 15 au 22 mai 2010. Les civilisateurs ont animé des séminaires de formation pour des amateurs des centres de football JFCM à Marcory, Littoral à Port-Bouët, Zana FC à Bingerville et Olympic Fusion à Koumassi. Chakrawarti situe les enjeux: «il s'agit de renforcer les liens d'amitié entre les États-Unis et la Côte d'Ivoire mais surtout de partager nos expériences. Expériences basées sur des valeurs telles la discipline, le respect, importantes pour l'avenir de ces jeunes.»⁵³ La mission a été couronnée par la réception de Nesbitt en l'honneur du Sunil Gulati et de Jacques Anouma, représentant les deux Fédérations.

Suivant Cox qui soutient un puissant mouvement de convergence des pratiques culturelles, la diffusion de la haute culture américaine ne semble pas se dissocier de la nature même du Pouvoir qui est à la base du programme GJD implanté en Côte d'Ivoire, un empire.

Gouverner avec Justice et Démocratie (GJD)

GJD est une initiative USGOV de diffusion de la démocratie et de l'état de droit dans les états défaillants. Son implémentation en Côte d'Ivoire semble intégrer la diffusion de la haute culture de l'empire américain pour la sécurité du marché dans un territoire où les comportements des forces sociales incitent à une reprogrammation psychique.

Suivant la conception critique colasienne qui capitalise la vision hobsonienne du libéralisme corrompu par une accumulation primitive racialisé, les droits humains et la démocratie sont des

valeurs dont la violation entraîne un «impérialisme après empire». Contrairement aux impérialismes modernes définis par une discrimination primitive, la politique américaine de sécurité du marché en Côte d'Ivoire accentue par ailleurs l'entrepreneuriat et le leadership. Geoffroy Ingham qui complète Colás permet d'ajouter aux droits humains et la démocratie l'esprit du capitalisme américain associé au leadership des entrepreneurs libéraux présentés comme la fondation même d'une accumulation civilisée. Ces entrepreneurs sont les forces sociales sur lesquelles agissent les empires pour assurer leur reproduction. En Côte d'Ivoire, ces forces procèdent d'une accumulation primitive racialisée, et sont traversées par des valeurs illibérales dont résulte la disjonction du territoire. Les activités culturelles du Pouvoir américain en Côte d'Ivoire semblent promouvoir le libéralisme au-delà de la démocratie et des droits de l'homme.⁵⁴

Formation au leadership et à l'entrepreneuriat

Le séminaire de Wanda Nesbitt à la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire situe les actions de diffusion du capitalisme américain. Nesbitt dit chercher à «faire connaître davantage les Etats-Unis à travers son histoire, sa culture, son mode de vie, sa population, son système scolaire, son mode de gouvernement et son économie». Ce qui appuie notre argument de diffusion de l'esprit du capitalisme comme partie de la politique impériale américaine de sécurité du marché est que l'ambassadeure engage des entrepreneurs qui, suivant Geoffrey Ingham, devraient servir de base au capitalisme hégémonique mais plombés par la féodalité héritée de l'impérialisme moderne. Dès lors, prêcher le capitalisme américain revient à attaquer la racine d'une culture défaillante: «j'ai choisi les aspects qui sont ... les plus importants ou les plus représentatifs de notre histoire et de notre culture [...] nous sommes une nation d'immigrés [...] dès le début de notre existence comme nation, le fait d'être Américain [...] dépend avant tout de l'acceptation de plusieurs principes fondamentaux américains: un gouvernement représentatif, l'Etat de droit et la liberté individuelle [...] la diversité

est acceptée comme une force vitale [...] qu'elle soit liée à la religion, à la race, au sexe ou à la nationalité». ⁵⁵

Un aspect de ce séminaire de formation à la civilisation américaine est le mode de vie que raconte l'ambassadeure Nesbitt aux entrepreneurs ivoiriens:

Le mode de vie américain a changé progressivement au fil des années [...] Mais une chose qui n'a pas changé depuis le 18ème siècle c'est l'importance du travail. Aux Etats-Unis, tout le monde doit gagner sa vie. La grande majorité de la population se lève tous les jours pour aller au travail. Nous travaillons normalement 8 heures par jour, 5 jours par semaine mais il y en a beaucoup qui travaillent beaucoup plus pour gagner assez d'argent pour subvenir à leurs besoins [...] plus de la majorité des femmes américaines aujourd'hui travaillent [...] Cela peut sembler un peu dur [...] La plus grande différence que je trouve entre notre mode de vie et celui de beaucoup d'Africains c'est que nous passons, en général, moins de temps avec la famille. Dans notre culture nous n'avons pas votre équivalent du «village». La ville où on est né, la plupart de notre temps de loisir est occupé par des activités que nous aimons, par exemple le sport, le cinéma, la musique.

Une autre grande différence c'est qu'il est rare de trouver des familles aux Etats-Unis qui ont une bonne ou un jardinier – parce que le salaire qu'on est obligé de payer sont trop élevés. Dans de nombreuses familles, les enfants sont encouragés à faire des tâches ménagères: tondre le gazon, nettoyer les vitres, laver la voiture. Par ailleurs, beaucoup d'Américains aiment faire des activités charitables, faire du bénévolat. ⁵⁶

L'ambassadeure passe ensuite au système d'éducation traversé par la liberté, la responsabilité et la poursuite du bonheur individuel. Suivant Geoffrey Ingham, la nature même du gouvernement impacte la performance des entrepreneurs. Elle insiste sur la structure du Gouvernement américain:

L'expérience de nos pères fondateurs avec un pouvoir très concentré (la monarchie de la Grande Bretagne) les a rendu très méfiants et ils ont créé un système avec plusieurs «checks and balances [...] Le système américain est basé sur le libéralisme fondé sur l'entreprise privée, la réussite personnelle, la réduction de l'intervention de l'Etat, le développement du capital mis à risque, la souplesse de la loi du travail (il est facile d'embaucher et de licencier). L'Etat n'est pas entrepreneur [...] Les facteurs que je viens de citer sont énormément importants. Il faut se rappeler que c'est ce qui a permis aux Etats-Unis de devenir la première puissance économique, c'est la combinaison d'un marché libre et d'un esprit libre. Nous avons réussi quand les hommes et les femmes d'affaires avaient la liberté et l'accès aux moyens de poursuivre une idée et la garantie d'en tirer profit. ⁵⁷

Le changement de mentalité opère quoique lentement à travers des actions d'éducation et de formation qui favorisent l'inversion des valeurs; et «les États-Unis sont engagés à établir une culture démocratique en Côte d'Ivoire». ⁵⁸ Entre 2007 et 2010, PAO a organisé une série de formations à l'entrepreneuriat, au leadership et au management des entreprises dont la section précédente présente un aspect. Nesbitt clarifie le but visé des actions culturelles de l'empire américain en Côte d'Ivoire

lors du séminaire de formation organisé par Center for International Private Enterprise (CIPE) du National Endowment Democracy (NED) à travers la Côte d'Ivoire en 2010. Ce but semble appuyer notre argument de diffusion de la haute culture qui traverse l'empire américain:

La bonne gouvernance n'est pas la chasse gardée des politiciens. Et la démocratie n'est pas seulement une forme de gouvernement, elle est aussi un mode de vie... Elle se manifeste dans les institutions gouvernementales mais aussi dans la culture. Il ne peut y avoir de gouvernement démocratique sans culture démocratique. L'un repose sur l'autre. Nous avons tendance aujourd'hui à penser qu'un système multipartite ou un pouvoir judiciaire indépendant apportera à des sociétés en difficulté tous les fruits de la liberté. Mais la culture est aussi - peut être même plus - importante. Des associations civiques locales créés à partir de la base peuvent faire davantage pour le statut des citoyens que les formules les plus recherchées [...] Un entrepreneur est toute personne douée de l'imagination nécessaire pour concevoir un nouveau produit, un nouveau procédé ou un nouveau service, et de la capacité et de la persévérance nécessaires pour transformer cette idée en quelque chose de réel.⁵⁹

Wanda Nesbitt rappelle au cours de la formation du CIPE aux femmes de la Fédération Nationale des Associations Patriotiques de Côte d'Ivoire (FENAPCI) les mots du Président Obama lors de sa conférence sur l'entrepreneuriat avec des entrepreneurs musulmans et qui appuient une civilisation universelle incarnée par la culture américaine: «l'esprit d'entreprise n'a rien à voir avec le poste que vous occupez ni avec ce que vous avez appris à l'école, ni même si vous êtes allé à l'école ou non. L'entrepreneuriat est une façon de voir le monde et d'y trouver non pas que des obstacles, mais des possibilités; non pas le monde tel qu'il est, mais comme il pourrait être, et d'avoir ensuite la confiance, la détermination et les ressources pour rapprocher ces deux mondes.»⁶⁰

La formation CIPE des forces économiques engagée par l'empire américain a contribué à la création Groupement Économique Nouvelle Vision Côte d'Ivoire (GENOVCI)⁶¹.

Dans le cadre des échanges culturels, Joan Sanger du projet CIPE a animé du 25 avril au 1er juin 2010 des ateliers de formation au leadership, l'entrepreneuriat et le management à l'intention des femmes, dirigeantes d'entreprise, ONG, étudiants et gestionnaires d'entreprises. Le premier touche la responsabilisation des femmes en les amenant à développer des capacités de se prendre en charge.⁶² Le second adresse des étudiants sur le leadership, le management et l'entrepreneuriat et

les invite à s'approprier ces notions et à appliquer les leçons pour la vie. Au siège du Groupement des éditeurs de presse, Joan Sanger instruit à la créativité et le multimédia: «Être journaliste ne veut pas dire que vous pouvez diriger une entreprise de presse. Il faut tirer les leçons des journaux qui ont disparu les deux dernières années pour comprendre les raisons de leur échec». ⁶³ Chakrawarti interpelle les plumes peu professionnels: «Vous travaillez avec les mots. Vous n'êtes pas des vendeurs d'habits. Les informations restent. Vous êtes des créateurs. Elle est venue faire des propositions qui peuvent vous inspirer ... vous avez notre soutien. Notre bibliothèque est ouverte à vous. C'est un moment de renforcer nos capacités et de partager les idées.» ⁶⁴ Au cours de ces formations, Sanger enseigne le changement en accentuant comment négocier, l'éthique des affaires, comment servir de modèle, la rédaction d'un plan d'affaires, les styles de leadership, les astuces pour réussir, comment débiter un business sans perdre et pouvoir le financer.

La formation des éditeurs de presse intègre le Mission Strategic Plan (MSP) de promouvoir la liberté de presse, le professionnalisme des médias et le renforcement des institutions: «The discussion was an eye-opener for many publishers, who become aware that the future of the print media hangs in the balance and that the time has come to think about other alternatives». ⁶⁵

Déjà en 2006 comme souligné plus tôt, le séjour d'échanges et de formation de Tori Robinson a permis de créer la Fédération des Artistes de Côte d'Ivoire (FEDARTCI) développé au chapitre précédent mais aussi de la FENAPCI qui est membre du GENOVCI et ayant suivi la formation de Joan Sanger, et le Réseau des Femmes Journalistes de Côte d'Ivoire dont la constituante eut le soutien de Jendayi Fraser, Secrétaire d'état Adjointe aux Affaires africaines, de Martine Coffi-Studer, ministre ivoirienne de la communication et de Marcelle Ouégnin, première journaliste de Côte d'Ivoire le 15 juillet 2006. ⁶⁶

Le «Youth leadership development program» adresse les filles major de classe âgées de 10 à 18 ans pour renforcer leurs capacités de leadership, «leur inculquer le goût du travail et de l'excellence

à travers des témoignages de femmes leaders dans différents domaines d'activités». La formation du 5 mars 2009 a instruit 125 candidates à INP-HB autour de trois communications: «La femme noire américaine contemporaine», «L'art d'apprendre», et «L'éducation, facteur de développement» faites par Myra Michele Brown et Marie-Laure Angoran, respectivement attachée culturelle et directrice du CDI, et Marie-Laure Kindo qui préside à la Fondation Terre d'Espérance.⁶⁷

La première eut lieu à Abidjan avec une centaine de récipiendaires venant de 16 établissements autour du «Grassroots democracy and youth». Nesbitt et Charles Djrèkpo du National Democratic Institute (NDI) visaient à leur fournir des informations sur les procédures de la démocratie pour renforcer leur participation politique en tant que citoyennes et leaders potentielles. La première a insisté sur le développement de la culture des «valeurs centrales de la démocratie: la liberté, la diversité, l'égalité, la justice, les droits humains et la non-violence; encouragé au volontariat en citant la League of Women Voters aux États-Unis.»⁶⁸ Le programme dépasse toutefois les seules filles comme la conférence animée par Mireille Akouah Tanoh et Doumbia Vassikidi, tous deux des IV sur la «démocratie à la base», «la jeunesse dans le système politique américain».⁶⁹ PAO a organisé dans ses locaux du 10 au 14 avril 2007, une formation sur la «Jeunesse et entrepreneuriat» à l'intention des formateurs et animée par Yamilee Bastien, une Fulbright consultante et formateur, spécialiste en management et leadership. La première eut lieu du 15 au 20 décembre 2006 à l'intention des jeunes entrepreneurs et jeunes sans emploi sur les thèmes comme «les jeunes et l'entrepreneuriat: introduction/initiation à l'entrepreneuriat; les outils de gestion; introduction au marketing; et jeu d'entreprise.»⁷⁰

L'ambassadeure Nesbitt participe régulièrement à la transmission des valeurs du capitalisme américain à des femmes par des tables-ronde au cours desquels elle partage sa propre expérience.⁷¹ Par exemple, le 22 novembre 2008 à la table-ronde de l'Association des Femmes du Bureau National d'Études Techniques et de Développement (AFEM-BNETD), elle a instruit les femmes de cette

entreprise publique sur «la nécessité d'élaborer une politique de carrière dans l'entreprise» et «les bénéfices pour les entreprises qui tiennent compte de la question du genre dans sa politique de carrière»:

J'aimerais commencer en vous parlant juste un peu de ma carrière, parce que je crois que mon histoire n'est pas tellement différente de celle de beaucoup d'autres diplomates de carrière – hommes ou femmes - aux Etats Unis, et j'espère que cette histoire pourra vous permettre de tirer déjà quelques leçons sur les deux questions que je viens de citer [...] Le processus que je viens de vous expliquer a plusieurs bénéfices. Tout d'abord, il permet d'assurer que dès le commencement, les hommes et les femmes sont choisis selon les mêmes critères. L'avantage d'un tel système est que, dès le commencement de nos carrières, nous les femmes savons que nous sommes entrées dans l'entreprise sur la base de nos compétences – et nos frères diplomates le savent aussi [...] Quelque soit le système de recrutement dans une entreprise, il est important d'avoir une politique de carrière transparente.⁷²

Formation à la démocratie

Dans la conception critique colasienne d'empire comme culture et qui semble être appuyée ci-dessus par les propos de Wanda Nesbitt, les États-Unis associent le libéralisme à la démocratie comme valeur dont la diffusion devrait renforcer la sécurité du marché.

Le leadership et la responsabilité, le civisme, le volontariat, la gestion des conflits sont objets régulièrement de conférence, table-ronde et visioconférence à travers la Côte d'Ivoire et animées par des IV et experts américains. Le 17 mars 2010 par exemple, PAO a réuni dans ses locaux des associations étudiantes dont la Fédération des étudiants et scolaires de Côte d'Ivoire (FESCI) autour du «leadership et la responsabilité des étudiants».⁷³ Du 7 au 14 juin 2008, Sheldon Gellar a animé une série de conférences à Abidjan, Yamoussoukro, et Bouaké. Elle a connu la participation de plus de 5 000 autorités administratives, politiciens et opérateurs économiques, représentants de la société civile, des organisations féminines, des jeunes et étudiants. Elle a abordé les «élections libres et transparentes dans une société démocratique, la démocratie à la base aux États-Unis, la participation des organisations des jeunes et des femmes au processus électoral».⁷⁴

PAO institue le programme «*Get Acquainted with the Presidential Candidates*» qui consiste en une série de conférences pour familiariser les Ivoiriens aux candidats à l'élection présidentielle

américaine de 2008. Le contexte était également en Côte d'Ivoire celui des élections dites de sortie de crise. Le 29 avril 2008 sur «Les élections primaires aux Etats-Unis», la vidéoconférence animée depuis Paris par Arum Kapil qui enseigne au Campus de Paris de la New York University visait à expliquer aux leaders de partis politiques et forces sociales incarnant le barbarisme «le processus et les mécanismes des élections présidentielles primaires américaines.»⁷⁵

La vidéoconférence a cédé à une discussion animée par Christiane Bitty-Kouyaté qui préside à «Femmes battantes pour gagner», le député Bamba Massani et la journaliste Maryam Coulibaly ayant couvert des primaires au début de 2008 sur financement PAO. Au-delà du système des partis politiques américains toutefois, PAO vise à faire connaître les valeurs politiques, éducatives, morales, universelles et éthiques des candidats.⁷⁶ Le livre «The Audacity of Hope: thoughts on reclaiming the American Dream» servit de base à la conférence portant sur Obama le 19 février 2008. Moussa Zio, Badia Yro, ancien ministre, et Paul Arnaud ont engagé 80 participants dont des ministres en fonction, des membres de la Commission électorale ivoirienne, des dirigeants de partis politiques, des parlementaires, des femmes, des universitaires, des étudiants, et des activistes sociaux.⁷⁷

Une soixantaine de journalistes et intervenants dans le domaine des médias, des officiels du ministère ivoirien de la communication et de la Commission Electorale Indépendante (CEI), des étudiants journalistes et responsables d'ONG ont été instruits le 6 mai 2008 en vidéoconférence sur «La couverture médiatique en période électorale» animée par Edouardo Cue et Félix Diby Bony respectivement journalistes américain à Paris et ivoirien. Le premier a accentué un report honnête des faits et un soulèvement des enjeux plutôt que de verser dans les émotions. Le second ayant bénéficié du «Reporting Tour» organisé par le Foreign Press Center du Département d'état à l'intention des francophones instruisit les convives sur son expérience américaine.

La formation des reporters «aux plumes incendiaires» préoccupe les diplomates américains du NEC⁷⁸. La table-ronde du 29 septembre 2009 les a instruits sur «Médias et vie privée des citoyens»

avec la participation d'«un parterre de journalistes, de responsables des organes d'autorégulation; des officiels du Ministère de la Communication; des membres de la société civile; des religieux; des membres de partis politiques et des étudiants» autour du livre *Pratique du Journalisme* de Henry Schulte et Marcel Dufresne, tous deux journalistes américains.⁷⁹ D'autres formations sont organisées suivies d'un don de documents didactiques les 17 et 18 mars 2009 à Bouaké et Korhogo respectivement. La formation autour de «Pratique du journalisme indépendant» de Deborah Potter a instruit les journalistes au «désarmement des plumes» par le professionnalisme.⁸⁰

Une autre formation éducative liée à la démocratie et l'état de droit fut celle donnée par Ronald Wimer, un journaliste expert américain sur la «Gestion de l'information en période électorale» du 7 au 11 mai 2007 à Abidjan et à Yamoussokro.⁸¹ Une quarantaine d'apprentis journalistes de l'institut des sciences et techniques de l'information d'Abidjan a eu droit à la formation «Journalisme 101», une formation par vidéoconférence organisée par ARS et animée depuis Paris par George Kazolias. La dernière d'une série de trois a enseigné les catégories d'information, les sources, l'angle et la réd-action, le journalisme en ligne, le rôle de la presse dans la gestion des rumeurs, le journalisme spécialisé, la déontologie. Le but était de «montrer aux étudiants les meilleures pratiques du journalisme en s'appuyant sur le modèle américain.»⁸² La première session s'est déroulée le 18 novembre 2009 sur les neuf principes du journalisme basée sur *What News people Should Know and the Public Should Expect* de Kovach et Rosenstiel. Celle-là avait accentué l'éthique du journalisme dont la vérification des faits, l'objectivité et l'impartialité: «Notre métier ne consiste pas à colporter des rumeurs». Le 15 décembre, la seconde instruit les étudiants sur la recherche de l'information, les sources d'information, le journalisme d'investigation, l'analyse et le traitement de l'information avant sa publication.⁸³

Éduquer les «corps habillés» à la démocratie

En collaboration avec DAO, PAO étend la formation à la démocratie et aux droits humains aux officiers et sous-officiers de l'armée ivoirienne. Bien que le PAO Philip Grant se soit interdit de nous entretenir sur la question, une source confidentielle Africom appuie une implication du DoD dans la formation de généraux et officiers de haut rang des FDS malgré les sanctions 508. «Le chef d'état major général Philippe Mangou, Edouard Tiapé Kassaraté, commandant de la Gendarmerie, Guai Bi Poing commandant du Centre de commandement des opérations de sécurité (CECOS), Michel Gueu des Forces Nouvelles, capitaine Jean Noël Abéhi, colonel commandant des fusilleurs marins Boniface Konan, colonel Donga Adou, Bredou M'Bia qui commande la Police nationale et d'autres, tous ces gens ont suivi des cours IMET et organisent pour leurs unités les mêmes formations». ⁸⁴ Sur indication de rapports justifiant des dépenses au Congrès des États-Unis, la source Africom semble confirmer ces propos: «On ongoing basis from 2003, International Military and Education Training funds is used to training to military officers that focused on human rights, defense resources management, military justice, and civil-military relations.» ⁸⁵

Le 16 mars 2007 en visioconférence avec appui des Marines au NEC, Peter Herrly, un colonel de l'armée américaine a animé une formation qui fait suite à une autre suivie un an plus tôt par 5 officiers ivoiriens à Stuttgart. Peter Herrly a instruit:

... une douzaine d'officiers des forces armées ivoiriennes et de la Gendarmerie le 16 mars dernier, au cours d'une visioconférence organisée par l'Ambassade des États-Unis à Abidjan. Les participants ont discuté et débattu du rôle des militaires dans une société démocratique [...] Les devoirs et les responsabilités des militaires envers leur pays et ses citoyens, le sens de vocation qui les motive et la charge qui les oblige à servir la nation le mieux que possible, tels sont les sujets abordés. Les participants ont aussi analysé - de plusieurs points de vue - des sujets tels que la responsabilité des officiers en ce qui concerne les violations des droits civiques et des droits de l'homme par les soldats sous leur commandement; des relations avec la presse; la façon de gérer des instructions conflictuelles ou controversées de leurs supérieurs». ⁸⁶

Droits humains, liberté religieuse et tolérance

La conception classique d'impérialisme accentue la racine de l'impérialisme constituée suivant Cox de forces idéologiques dont le christianisme qui était la religion des impérialistes européens et ayant forgé une accumulation primitive. La situation semble différente avec l'empire américain qui, suivant Colás, diffuse en Côte d'Ivoire des valeurs universelles de diversité, tolérance et liberté.

La politique américaine est centrée sur des valeurs globales de liberté dont la liberté religieuse et la tolérance. La tolérance est un mot que nous avons beaucoup employé en Côte d'Ivoire. Avant comme après les événements de septembre 2002, nous avons eu des contacts avec la communauté musulmane à diverses occasions, des rencontres fréquentes avec ses leaders lors de diverses activités et réceptions auxquelles ils ont été invités. Certains leaders musulmans ont participé à des programmes d'échange aux États-Unis dans ce contexte. J'ai visité des mosquées et interpellé les leaders musulmans à travers la Côte d'Ivoire. Nous avons des relations étendues et un réseau extensif de contacts avec eux.⁸⁷

Situation religieuse

Le christianisme qui avait accompagné l'impérialisme français et l'islam qui était porté par les almoravides sont venus greffer les religions endogènes pour produire un syncrétisme unique comme le soutient Colás. Les religieux ivoiriens se distribuent entre 35% et 40% pour les musulmans et les chrétiens avec le nord ivoirien souvent associé à l'islam et le sud au christianisme. Toutefois, la migration due à la rébellion bouscule les frontières religieuses quand les clivages tendent à suivre les lignes ethniques et socioéconomiques. Les catholiques, les témoins de Jéhovah, les adventistes du 7ème jour, les méthodistes, les assemblées de Dieu, les baptistes, les coptes et les mormons forment la nomenclature des chrétiens quand des wahhabites sont de plus en plus présents. Le bouddhisme, le bossonisme, le bahaï, et le krishna complètent le tableau des religions en Côte d'Ivoire.⁸⁸

Des défaillances sociétales

Des pratiques discriminatoires s'observent contre des musulmans, des adeptes des religions traditionnelles et des évangéliques quand les catholiques sont les plus favorisés. Les musulmans sont sous-représentés dans la fonction publique et dans les stations de radio et de télévision publiques. Des tensions entre ces groupes subsistent et les uns se sentent désavantagés par rapport aux autres alors

que la disjonction de la souveraineté accentue des clivages le long des lignes ethniques.⁸⁹ Bien que la conversion forcée soit subliminale, la présence des entrepreneurs ethniques comme Tariq Ramadan et des affirmations identitaires comme la création de l'Université Musulmane de Côte d'Ivoire, le port de plus en plus du niqab, et les échanges culturels sur des fonds saoudien et iranien apeurent l'empire américain.⁹⁰ En d'autres mots, la disjonction physique de la souveraineté se double d'une couche spirituelle qui accentue la perception de menace à la liberté quand des religieux et politiques tentent de lier l'exclusion de Ouattara à son identité musulmane comme développé au troisième chapitre.⁹¹

Outre les actions de régulation et de restauration de la souveraineté territoriale élaborées au chapitre cinq, la politique impériale américaine de sécurité du marché suivant la conception critique colasienne d'empire comme culture engage de diffuser la liberté religieuse du programme GJD dont les sections précédentes ont présenté des aspects.

Religious Outreach Program et Reaching Young Muslims

Religious Outreach Program et Reaching Young Muslims empruntent trois avenues: les Dîners If Tar, les échanges culturels et les conférences, et l'immersion exécutés par PAO et le CDI.

Les Dîners If Tar sont institués du Département d'état dans le contexte de la guerre globale contre le terrorisme islamiste et opèrent à la célébration du Ramadan. Les Dîners If Tar visent à «mieux faire connaître, à travers le monde, le peuple américain et son attachement à la tolérance religieuse et à la liberté de culte.»⁹² Les éditions organisées souvent à la résidence des ambassadeurs américains mais aussi aux résidences des serviteurs de second rang connaissent la participation des dignitaires dont Cheik Aboubacar Fofana et El Hadj Idriss Koudouss, respectivement président du Conseil supérieur des imams (COSIM) et du Conseil National Islamique (CNI), des imams dont leur chef El Hadj Mamadou Traoré, des universitaires comme Aminata Koné-Kane qui a participé au Forum Jeunes leaders africains du Président Obama en août 2010 à la Maison Blanche, Alassane et Dominique Ouattara, des membres du gouvernement et des professionnels des médias.⁹³

Ces dîners offrent des occasions de conquête des cœurs et de socialisation qui accommodent l'idée des États-Unis prospérant de la diversité: «Les musulmans des États-Unis sont originaires de 80 pays et sont généralement plus jeunes et dotés d'un niveau d'instruction plus élevé et de compétences professionnelles plus pointues que l'ensemble de la population [...], parallèlement à leurs origines ethniques diverses, ils sont sunnites ou chiites et représentent toutes les tendances religieuses.»⁹⁴ Le 28 septembre 2007, par exemple, s'étaient retrouvées des musulmanes au domicile de la PAO Etta Touré pour rompre le jeûne. Le 10 octobre suivant, Wanda Nesbitt souligne à la réception If Tar: «Aux États-Unis, pendant le mois saint du Ramadan, les groupes et associations islamiques américains vont à la rencontre de leurs voisins et collègues non musulmans, les invitant à apprendre plus sur les valeurs de l'Islam.» La diplomate invite alors les religieux «à se tourner vers l'avenir en pensant à ce que nous devrions faire pour nos enfants afin qu'ils puissent vivre une vie meilleure et plus facile»,⁹⁵ à débarrasser l'Islam de ses aspects illibéraux. Contrairement aux empires modernes comme l'a souligné Colás, l'empire américain prêche en Côte d'Ivoire la diversité et se présente en garde des sceaux de la liberté, une valeur qui transcende les civilisations.⁹⁶

Les échanges culturels

Bien qu'il ne nous ait été communiqué aucune statistique, des responsables musulmans sont envoyés en immersion en Amérique et des imams américains viennent enseigner en Côte d'Ivoire le modèle américain de musulman. Imam Dosso et El Hadj Ibrahim Kone, Aminata Koné Kane et Hadja Maconi Cissé par exemple ont participé au IVLP sur «religion et société en Amérique».⁹⁷

En effet, présenté comme «Expert islamique et des questions relatives au monde musulman», imam Yahya Hendi de la Georgetown Catholic University, fondateur du Clergy Beyond Borders, a animé du 11 au 17 juin 2009 des conférences à Abidjan, Yamoussoukro et Bouaké sur la tolérance religieuse en Amérique. Le message semble appuyer la liberté transcendant les civilisations: «Nous avons du sang sur les mains, nous devons faire la différence entre les enseignements de l'Islam et le

comportement des mauvais musulmans... Ben Laden ne parle pas au nom de l'islam. Il est rejeté par tous les bons musulmans ... les attaques kamikazes, le non respect des femmes, les suicides au nom de l'islam sont un crime selon le Coran». ⁹⁸ En dehors des oulémas, Hendi a instruit en ateliers des jeunes, femmes et étudiants sur «l'éducation et la religion», «la jeunesse et l'islam en Amérique», «Women and Muslim», et «Islam as an engine of peace». ⁹⁹

Conférences, webchat, et immersion

Le 12 mars 2009, l'Ambassade a coordonné un forum webchat entre des femmes d'affaires, des leaders étudiants et des musulmans aux États-Unis. Le 29 janvier, PAO a fait débattre des leaders catholiques, protestants et musulmans de la façon dont les principes démocratiques fondamentaux sont reflétés dans diverses religions; tout comme la rencontre du 21 janvier 2009 axé sur la tolérance religieuse et les communautés musulmanes en Amérique qui a réuni plus de 600 participants.

Le 22 avril 2010, PAO/CDI réunit 80 participants de toutes tendances religieuses dont des responsables, des femmes, des étudiants, des membres du gouvernement ivoirien, et des professionnels des médias autour du thème du Livre du Mois «Les religions du monde et la démocratie». Le panel était composé du Père Augustin Obrou qui dirige la Radio nationale Catholique, Imam Cissé Djiguiba, porte-parole du COSIM et le Pasteur Rosemonde Kyria Oba Kodjo qui coordonne International Christian Action for Human Rights et le World Conference of Christian Churches. «Sita Liane Chakrawarti a insisté sur la complémentarité entre la religion et la démocratie» et le rôle de la première au développement et à l'enracinement de la seconde dans une nation. ¹⁰⁰

Des conférences sont également organisées à l'intérieur du pays autour des livres du mois comme la conférence sur le mode de vie des musulmans en Amérique tenue à Yamoussoukro autour de *Musulmans Américains: la Nouvelle Génération*. ¹⁰¹ La conférence a révélé le wahhabisme quand des imams défendent la charia et «le port du voile ... partie intégrante des pratiques de la religion musulmane, est un moyen d'extérioriser ses convictions» contre le libéralisme d'Asma Hasan: «Allah

tient seulement compte des desseins de notre cœur et de la manière dont nous menons notre vie et non des pratiques culturelles telles que le port du voile». ¹⁰²

Les droits de la femme en islam fait objet de conférences-débat organisées par PAO comme la table ronde du 16 septembre 2009 où Hadja Maconi Cissé, Aminata Koné-Kane, et Ibrahim Koné, ont entretenu une soixantaine de participants au NEC. ¹⁰³

Le 23 janvier 2008 reste historique. PAO se rend à la mosquée Aghien sensibilier sur la liberté. Une équipe du NEC dont la PAO Sharon White, IRO Anne Johnson et Omer Gonne, ont présenté à près de 80 leaders religieux dont des imams et le recteur de l'Université musulmane de Côte d'Ivoire, les services du CDI et des ressources IIP en arabe et en français avec don de 164 documents IIP dont *Muslim Lives in America, Freedom of Faith*, et le CD-ROM USInfo. Au même moment, une équipe PAO anime Reaching Young Muslims au Lycée islamique de Marcory. ¹⁰⁴ Ces différents programmes sont exécutés chaque année depuis 2002, pour la plupart, en Côte d'Ivoire dans le cadre de la guerre globale contre le terrorisme islamiste.

Fonds pour la démocratie et les droits de l'homme

Outre les conférences, séminaires, et échanges culturels par lesquels les États-Unis essaient de diffuser l'esprit du capitalisme moderne, le NEC finance des ONG qui appuient des droits humains à travers Democracy and Human Rights Funds:

La violence est partout, dans les médias, les foyers, en milieux scolaires et de travail et dans la vie politique en Côte d'Ivoire qui traverse une crise profonde. Le DHRF est un élément important de notre politique d'éducation en faveur de ce pays ... Le fonds aide à promouvoir les droits civils et politiques. Les projets financés démontrent des activités ciblées, à court terme, et liées à la démocratie, appuient une société civile efficace, des processus électoraux libres et transparents à tous les niveaux, ainsi que la protection et la défense des droits de l'homme. ¹⁰⁵

Entre 2008 et 2009 par exemple, Wanda Nesbitt a investi plus de \$200 000 dollars en appui des organisations de défense des droits humains comme contribution à l'éradication des mutilations génitales féminines, la sensibilisation des jeunes des partis politiques et étudiants aux droits humains,

la citoyenneté et l'éducation civique, la sensibilisation aux droits de l'enfant et aide aux familles pour établir des pièces d'état civil des enfants, et sur la violence sexuelle en milieux scolaires, l'assistance juridique et judiciaire, la formation des associations de la société civile aux techniques de résolution de conflits, et l'éducation des organisations de jeunes et de femmes à la culture démocratique. Outre les ONG locales, les États-Unis financent Search For Common Ground. La structure américaine aide à désarmer les cœurs en instruisant les locaux aux méthodes de résolution des conflits fonciers dans la boucle de cacao. Elle privilégie des émissions radiophoniques et des groupes de discussion.¹⁰⁶ Le but visé semble une pacification des mœurs en éduquant au libéralisme.

Conclusion

Ce chapitre s'était donné d'élaborer les actions culturelles des États-Unis dans un état défaillant de Côte d'Ivoire comme partie de notre argument de politique impériale américaine de sécurité du marché suivant la conception critique colasienne d'empire comme culture. Les programmes People-to-People et Gouverner avec Justice et Démocratie engagent le conditionnement psychologique des forces sociales que les États-Unis cherchent à faire des ancrages locaux du consumérisme. Bien que sa conception critique fasse des empires des communautés humaines, Colás saisit une mondialisation affaiblissant un ajustement entre culture dominante et pouvoir de commandement. Les échanges académiques et non-crédités, les immersions culturelles croisées, les conférences, les table-ronde, et les séminaires de formation ont tendance à relativiser l'idée d'un auto-ajustement des cultures. Ces actions démontrent que la diffusion des valeurs de la société de marché dans un territoire en état de nature est une initiative impériale. La diffusion est universelle et accompagne la régulation du régime et la restauration de la souveraineté des états défaillants à travers le monde.

D'autres activités comme les conférences-débats et les immersions organisées spécifiquement par le CDI avec l'appui du PAO notamment, le Livre du Mois et immersion culturelle indiquent que le but ne se limite pas simplement à échanger. Le gouvernement américain espère plutôt une

mutation de l'imaginaire par socialisation, dans la tradition même des empires, des forces sociales ivoiriennes. Ce faisant, les États-Unis les engagent dans la reproduction de la société du marché: «Convaincu que la réflexion précède l'action, le CDI de l'Ambassade des États-Unis en Côte d'Ivoire propose chaque année onze thèmes de réflexion susceptibles d'influencer individuellement ou collectivement les participants aux différents débats, tables rondes, visioconférences et discussions organisés autour de ces thèmes.»¹⁰⁷

Comme nous l'avons souligné au chapitre sur l'empire comme espace, les actions culturelles de l'empire transgressent les frontières modernes en portant au cœur même des structures d'autorité comme la Défense et la Police de Côte d'Ivoire, la diffusion de la *lingua franca* et de la culture qui sont deux éléments de la condition de stabilité, suivant la conception critique colasienne, et dont sont pourvoyeurs les empires en échange de la soumission à un ordre cosmique. La condition de stabilité œuvre à reproduire une accumulation hégémonique qui caractérise la société du marché. Toutefois, suivant Ingham appuyé par les propos de l'ambassadeure Nesbitt, la reproduction du capitalisme américain dépend également et surtout de la structure du régime.

La magnitude, l'ampleur et l'intensité des activités de diffusion des valeurs de la société de marché nous ramènent à la structure du Pouvoir qui fait de la diffusion des valeurs organisées en P2P et GJD. Le but reste la diffusion du consumérisme.

Les valeurs que tentent de promouvoir les programmes présentés dans ce chapitre décalent d'un lieu d'hybridité (les États-Unis) vers un autre, (la Côte d'Ivoire). Ainsi, la diversité, la liberté, la démocratie, le leadership, l'entrepreneurship, la souveraineté résultent du développement aux États-Unis de la société du marché. Suivant Colás, cette société est impériale pour autant qu'elle procède de l'impérialisme authentique au sens fabien et des alliances contingentes qui traversent le mouvement des droits civiques. Les gestionnaires américains ont accentué Martin Luther King Jr ou Rosa Parks et leur sacrifice pour une universalisation de ces valeurs universelles. Une telle

conception tend à invalider un impérialisme culturel après-empire tout en soutenant notre argument de politique impériale quand il revient de constater dans ce chapitre que le Gouvernement américain et non des privées promeut ces valeurs en Côte d'Ivoire. Les formes de subversion qui peuvent procéder de cette promotion nous semblent militer pour une certaine humanisation du pouvoir de commandement qui le connecte à empire comme culture.

¹ Le terme «mentalité de colonisé» a été employé par une professeure de l'Université américaine de Grand Bassam en entrevue en banlieue d'Abidjan le 2 août 2011 et ancien membre du «gouvernement des professeurs» comme la source a qualifié le régime de Laurent Gbagbo. Voir aussi Djeouti Sa-Oussiré, «Portrait de l'intellectuel colonisé», *Le Nouveau Courrier*, no. 760, 2013: 9.

² Entrevues avec des socio-anthropologues de l'université de Bouaké à Abidjan en juin 2011. Des gestionnaires de l'ONUCI nous ont confié leur étonnement de la présence dans le vocabulaire ivoirien des termes allochtone et allogène en entrevue fin juillet 2011 à Abidjan. Voir Collett, Moya, «Ivoirian identity constructions: ethnicity and nationalism in the prelude to civil war», *Nations and Nationalism*, 12/4, pp. 613-629, 2006; Colin, Kouamé et Soro, «Outside the autochthon-migrant configuration: access to land, land conflicts and inter-ethnic relationships in a former pioneer area of lower Cote d'Ivoire», *The Journal of Modern African Studies*, 45/1, 33-59, 2007. Comme nous le verrons plus loin, Bédié a qualifié l'islam de serpent de la mer dans *Le rêve de la graine*, Ibid.

³ Entrevue avec PAO à Abidjan en juin 2011.

⁴ Entrevue avec un gestionnaire ivoirien du CA en juin 2011. Ces propos semblent confirmés par *USA Revue*, vol.38, no.15, 2010: 5 (qu'il nous a indiqué).

⁵ Le chapitre sur empire comme espace développe la bureaucratie qui assure la diffusion des principes de la société de marché en Côte d'Ivoire.

⁶ Entrevue avec une agente IRO le 12 juin 2011 à Abidjan.

⁷ Entrevue avec une source PAO le 13 juin 2011 à Abidjan.

⁸ *IRC News*, 030 juillet/août 2009: 7

⁹ Entrevue téléphonique le 17 mars 2011 à Ottawa.

¹⁰ Ibid. CIREs: Centre ivoirien de recherches économiques et sociales; INP-HB: Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny. Yamoussoukro et Tiassalé sont deux centres régionaux. Le NEC envisage d'ouvrir d'autres Espaces américains à Bouaké, Daloa, et San Pedro suivant les confidences d'un agent PAO (voir note 7).

¹¹ Entrevue avec un professeur de sciences économiques de l'université de Cocody le 2 juin 2011 à Abidjan.

¹² Voir *USA Revue*, 38, 7, 2007: 7 et Idem., 38, 13, 2010: 3.

¹³ Entrevue avec PAO Philip Grant à Abidjan, Ibid. Les informations décrites dans cette sous-section proviennent de l'entrevue que nous avons eue avec ce dernier le 20 juillet 2011

¹⁴ Ibid.

¹⁵ «Le directeur du CIRDMA face à la presse après son voyage aux États-Unis», *USA Revue*, vol.38 no.6, mars-juin 2007: 7. Le travail a commencé avec Ed Johnetta ci-haut; voir aussi <http://www.cipaco.org/spip.php?article462>.

¹⁶ Entrevue avec une source confidentielle Fulbright servant à l'université de Cocody à Abidjan le 2 juin 2011.

¹⁷ *USA Revue* vol.38, no.16, octobre-décembre 2010: 4

¹⁸ *USA Revue*, 38, 8, 2010: 7

¹⁹ Resource Information Center, 5 juin 2011.

²⁰ Entrevue avec un gestionnaire Amérique au ministère ivoirien des affaires étrangères le 5 juin 2011 à Abidjan.

²¹ Philip Grant, Ibid.

²² Entrevue avec le Département anglais du ministère ivoirien de l'éducation nationale, 10 juin 2011 à Abidjan.

²³ Voir http://french.cotedivoire.usembassy.gov/microschol_sanpedro_050609.html consultée le 30 décembre 2011.

²⁴ Voir http://french.cotedivoire.usembassy.gov/microscholarship_050609.html consultée le 30 décembre 2011.

²⁵ Voir *USA Revue*, 38, 12, 2009:1 et 38, 15, 2010: 8.

²⁶ Entrevue avec une attachée culturelle en juillet 2011 à Abidjan et appuyée par *USA Revue*, 38, 11, 2009: 2.

²⁷ Entrevue avec une source PAO qui a requis l'anonymat à Abidjan le 10 juin 2011 mais qui nous a orienter vers http://french.cotedivoire.usembassy.gov/lambassade_des_etats-unis_forme_des_professeurs_danglais__abengourou.html

-
- ²⁸ *USA Revue*, vol.38, 13, 2009-2010: 9
- ²⁹ *USA Revue*, vol. 38, 14, 2010: 7
- ³⁰ *USA Revue*, 38, 12, 2009: 7. VOA ou Vox of America est la Radio du Service de Press du Département d'état qui a son Bureau au NEC, Information Section. Ce Bureau a beaucoup été mis à contribution dans la crise de 2010-2011.
- ³¹ Entrevue avec une source PAO à Abidjan le 10 juin 2011 et appuyée par *USA Revue*, 38, 12, 2009: 3, *IRC News*, 30, 2009: 6 et http://french.cotedivoire.usembassy.gov/le_charg_daffaires_de_lambassade_des_etats-unis_accueille_les_tudiants_stagiaires_ivoiriens.html
- ³² Entrevue avec une source PAO ayant requis l'anonymat à Abidjan le 10 juin 2011 et appuyée par un document DoD secret qu'il nous montré sans possibilité de copie.
- ³³ Entrevue avec un universitaire de l'université de Cocody à Abidjan le 25 juillet 2011.
- ³⁴ Entrevue avec le concerné le 8 mars 2011 à Ottawa.
- ³⁵ Entrevue avec une professeure membre de la rébellion pro-Ouattara à Abidjan le 31 mai 2011.
- ³⁶ Entrevue avec une source du Wanep, juin 2011 à Abidjan et appuyé par *USA Revue* 38, 8 2008: 4.
- ³⁷ Wanda L. Nesbitt, *USA Revue*, 38, 82008: 3.
- ³⁸ Voir http://french.cotedivoire.usembassy.gov/concert_musical__lambassade_des_etats-unis_damrique.html
- ³⁹ *USA Revue* 38, 14, 2010: 9
- ⁴⁰ Le Fonds tournant vise à «maximize success in supporting the school learning environment. According to the recipients, they were deeply moved and honored to benefit from such a treasure that will serve not only the students but also the teachers», *IRC News*, 35, 2010: 3. MSP est Mission Strategic Plan ou de civilisation du NEC des Ivoiriens.
- ⁴¹ <http://french.cotedivoire.usembassy.gov/progthanksgunivcdy120507.html>
- ⁴² Entrevue avec une source PAO le 11 juin 2011 à Abidjan et appuyée par *USA Revue*, 38, 7, 2007: 7 et http://abidjan.usembassy.gov/uploads/images/Sp13z5rBPCSghAQV3DOlcA/AmCorCIRES_TG_Nov2007.pdf
- ⁴³ «Célébration du Mois de l'Histoire Africaine-Américaine à Abobo», *USA Revue*, 38, no.14 Février-juin 2010: 6
- ⁴⁴ Pour le message de Nesbitt, voir la section Gouverner avec Justice et Démocratie plus bas.
- ⁴⁵ PAO, «Échanges Interculturels et Promotion de l'Éducation au Nord de la Côte d'Ivoire», *USA Revue*, 38, 13, 2009-2010: 1
- ⁴⁶ http://french.cotedivoire.usembassy.gov/tori_robinson_en_cte_divoire.html
- ⁴⁷ Idem.
- ⁴⁸ «Cote d'Ivoire: Musique jazz, Charlie porter quartet séduit le Goethe Institut» <http://fr.allafrica.com/stories/200703260248.html>
- ⁴⁹ http://french.cotedivoire.usembassy.gov/tori_robinson_en_cte_divoire.html, consultée en mars 2010.
- ⁵⁰ Ibid.
- ⁵¹ *USA Revue* 38, no.14, 2010: 3
- ⁵² <http://french.cotedivoire.usembassy.gov/crosscultural052808.html>
- ⁵³ PAO, «Tournée d'Anciens Footballeurs Américains en Côte d'Ivoire», *USA Revue* 38, 14, 2010: 2.
- ⁵⁴ Voir William E. Odom et Robert Dujarric, «The sources of American power», *America's inadvertent empire*, New Haven, London, Yale University Press, 2004, pp.11-35.
- ⁵⁵ Voir http://french.cotedivoire.usembassy.gov/ambconfepcci_040809.html.
- ⁵⁶ Ibid.
- ⁵⁷ Ibid.
- ⁵⁸ Ambassadeur Philip Carter III, Ibid.
- ⁵⁹ <http://french.cotedivoire.usembassy.gov/ambdisrfenapci07012010.html>
- ⁶⁰ Ibid.
- ⁶¹ GENOVCI compte 175 membres institutionnels
- ⁶² PAO, «Série de Conférences sur l'entreprenariat, le leadership et le management des entreprises», *USA Revue*, 38, no.14, 2010: 4.
- ⁶³ Ibid., ou encore <http://www.lenouveaureveil.com/a.asp?n=363280&p=2510>.
- ⁶⁴ Sita Liane chakrawarti, <http://www.lenouveaureveil.com/a.asp?n=363280&p=2510> consultée le 5 décembre 2011.
- ⁶⁵ <http://abidjan.usembassy.gov/managmedia.html>
- ⁶⁶ Hooks, *USA Revue*, 38, 2, 2006: 3
- ⁶⁷ <http://french.cotedivoire.usembassy.gov/leadershipjeune040509.html>
- ⁶⁸ *IRC News* 20, juin 2008: 4.
- ⁶⁹ *USA Revue* Juillet - Septembre 2010, 38, 15: 1.
- ⁷⁰ *USA Revue*, vol.38, no.6, mars-juin 2007: 2
- ⁷¹ Entrevue avec un ancien directeur de l'école nationale d'administration de Côte d'Ivoire à Abidjan, juin 2011.

-
- ⁷² http://french.cotedivoire.usembassy.gov/femmecarriere_professionnelle122208.html consultée le 25 juin 2011.
- ⁷³ USA Revue 38, no.14, 2010: 8.
- ⁷⁴ USA Revue, 38, 9, 2008: 4.
- ⁷⁵ Idem., p.5.
- ⁷⁶ USA Revue 2008, 38, 8: 10.
- ⁷⁷ Idem., voir aussi *IRC NEWS*, 016, 2008: 5-6.
- ⁷⁸ Entrevue avec un membre du Conseil national ivoirien de presse à Abidjan le 28 juillet 2011.
- ⁷⁹ «Table Ronde sur Media et Vie Privée des Citoyens», *USA Revue*, vol.38, no.12, 2009: 9
- ⁸⁰ Entrevue avec l'Association des hommes et femmes de medias de Korhogo à Abidjan le 5 juin 2011 et confirmée par USA Revue vol 38 no.11, 2009: 5.
- ⁸¹ USA Revue, 38, 6, 2007: 9
- ⁸² USA Revue 38, no.14, 2010: 9.
- ⁸³ D'autres formations touchent la liberté de la presse: voir *USA Revue*, 38, 14, 2010: 5; don de documents didactiques: *USA Revue*, 38, 7, 2007: 9; «le journalisme en ligne»: *USA Revue*, 2010, 38, 15: 6; et formation des documentalistes: http://french.cotedivoire.usembassy.gov/cdi_forme_journalistes.html consulté en décembre 2011.
- ⁸⁴ Une source militaire qui a travaillé avec à l'organisation de l'Opération Restaura Democracy que nous verrons au chapitre suivant, entrevue confidentielle le 15 juin 2011 à Abidjan.
- ⁸⁵ Entrevue téléphonique le 10 décembre 2011 à Ottawa et appuyé par Foreign Operations, «Côte d'Ivoire: Advance transformational diplomacy», 2007: 269 et 2008: 293; 2003: 180; 2009: 217-218.
- ⁸⁶ http://french.cotedivoire.usembassy.gov/_rle_des_militaires_dans_une_socite_democratique__au_centre_dune_visioconfrence__lambassade.html consultée le 20 octobre 2010.
- ⁸⁷ Entrevue avec un ancien ambassadeur, ayant servi à Abidjan, aux États-Unis le 22 décembre 2011.
- ⁸⁸ Entrevue avec un gestionnaire du PAO qui participe à la rédaction des Rapport américains sur la liberté religieuse en Côte d'Ivoire à Abidjan le 20 juillet 2011.
- ⁸⁹ Idem.
- ⁹⁰ Entrevues avec un imam du CNI, ancien IV, et un autre du COSIM à Abidjan les 17 et 18 juillet 2011.
- ⁹¹ Ibid. Voir aussi <http://www.connectionivoirienne.net/cote-divoire-les-frci-le-djihad-et-la-republique-islamique/>
- ⁹² Julia Stanley, «Dîner en l'honneur de la Communauté Musulmane de Côte d'Ivoire», *USA Revue*, 2010, 38, 15: 3.
- ⁹³ USA Revue, 38, 15, 2010: 3. COSIM est le Conseil supérieur des imams et CNI, le Conseil national islamique.
- ⁹⁴ Wanda Nesbitt, 3 Septembre 2009 à l'occasion de l'Iftar, *USA Revue*, 38, 12, 2009: 8.
- ⁹⁵ Cynthia Akuetteh, DCM, http://french.cotedivoire.usembassy.gov/lambassade_des_etats-unis_a_offert_un_dner_des_membres_des_communautes_musulmanes_en_cte_divoire.html.
- ⁹⁶ Voir http://french.cotedivoire.usembassy.gov/lambassadeur_hooks_sentretient_avec_islam_info_.html.
- ⁹⁷ Une source nous a indiqué «International religious freedom report 2010» lors d'une en entrevue le 17 juillet 2011 à Abidjan, disponible au <http://www.state.gov/g/drl/rls/irf/2010/148681.htm>.
- ⁹⁸ <http://news.abidjan.net/article/imprimer.asp?n=333745>, consultée en mars 2010.
- ⁹⁹ Voir photo en annexe: http://abidjan.usembassy.gov/imamhendi_061209.html, consultée en mars 2010.
- ¹⁰⁰ *USA Revue*, 38, 14, 2010: 10.
- ¹⁰¹ http://french.cotedivoire.usembassy.gov/femmes_musulmanes_de_yamoussoukro.html
- ¹⁰² Ibid.
- ¹⁰³ USA revue, 38, 12, 2009: 5 et 9.
- ¹⁰⁴ Voir *IRC News* 015, 2008: 3 et 6.
- ¹⁰⁵ Entrevue téléphonique avec une ancienne gestionnaire du NEC à Abidjan le 20 juillet 2011 et appuyée par http://french.cotedivoire.usembassy.gov/fondspourla_dmocratiedroitsdelhomme.html et http://french.cotedivoire.usembassy.gov/dhrf_092209.html qu'elle nous a communiqués. Nous les avons consultés le 21 août 2011.
- ¹⁰⁶ Entrevue avec la Direction Search For Common Ground (SFCG) à Abidjan le 17 juillet 2011. Elle est appuyée par *USA Revue*, 38, 12, 2009: 4-5.
- ¹⁰⁷ Entrevue avec une source confidentielle PAO à Abidjan le 13 juin 2011. L'idée se trouve appuyée par CDI, «Le livre du mois 2009», p.2.

Conclusion: une conquête impériale de la Côte d'Ivoire?

Le 11 avril 2011 Laurent Gbagbo, investi Président de la République de Côte d'Ivoire par la Cour constitutionnelle, a été sorti du bunker de la Résidence présidentielle comme Saddam Hussein (en décembre 2003) par une coalition composée de militaires Africom, français de Licorne et des Nations unies après une semaine de bombardement de la Résidence. Le 21 mai 2011, son opposant Alassane Ouattara présenté comme le sigisbée de la Communauté internationale a été inauguré à Yamoussoukro devant le Président français Nicolas Sarkozy et Philip Carter III, ambassadeur des États-Unis, et le gotha de la finance mondiale. La cérémonie d'investiture parachève une décennie de guerre globale contre le terrorisme en Côte d'Ivoire et la démocratie au bazooka depuis la conquête coloniale de 1893.

Alors que le phénomène impérialisme signifie au départ la construction d'empire, les classiques ont imposé une conception économique ayant émergé dans l'opinion mondiale telle une évidence accomplie. Et qui plus que Michael Hardt et Antonio Negri (2000: 333) pour envoyer au musée une monstruosité archaïque codifiant les vies, canalisant et territorialisant les flux des capitaux, bloquant certains et favorisant d'autres? Le monde serait entré dans une phase historique de marché: «Dans l'actuelle phase impériale, il n'y a plus d'impérialisme - ou, quand il subsiste, c'est un phénomène de transition vers une circulation des valeurs et des pouvoirs à l'échelle de l'Empire. De même, il n'y a plus d'État-nation: lui échappent les trois caractéristiques substantielles de la souveraineté - militaire, politique, culturelle -, absorbées ou remplacées par les pouvoirs centraux de l'Empire.» (Negri 2001).

Dans ce contexte d'un imperium capitaliste accompli, les attentats terroristes aéroportés du 11 septembre 2001 contre des symboles du Pouvoir américain et la GWOT ont ravivé en Relations internationales une question fondamentale à laquelle a voulu répondre notre thèse à savoir, comment devons-nous comprendre l'impérialisme. Puisque les approches théoriques et les modèles analytiques

reflètent une réalité sociale quelconque, on doit pouvoir admettre que la mutation de celle-ci doit introduire des changements dans ceux-là. Nous avons étudié la question en adressant l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire.

Comme l'impérialisme ne se fait et se défait par des superproductions, il était important pour nous d'étudier un phénomène qui a participé à la formation et œuvre à la restructuration continue des états médiatisant une accumulation mondiale systémique. Contrairement aux interprétations classiques qui font état des causes et des impacts de l'impérialisme pris pour une donnée naturelle, notre thèse a soutenu que l'impérialisme est une politique impériale de sécurité du marché qui engage historiquement la restauration de la souveraineté moderne des états défailants et la régulation de leur régime, de leur économie et de la culture politique ambiante. Cette position qui élargit notre compréhension reconnecte l'impérialisme à l'empire en adaptant le modèle critique d'empire d'Alejandro Colás et la conception critique d'impérialisme de Robert Cox, le tout fondé sur le matérialisme historique.

Nous avons étudié le cas de l'impérialisme américain en Côte d'Ivoire en essayant de tester trois hypothèses empiriques que nous suggère le cadre critique adapté de Colás à savoir les États-Unis sont un empire au sens d'un pouvoir de commandement et de régulation des régimes et économies; la Côte d'Ivoire est un état défailant qui menace comme tel la sécurité du marché; et l'impérialisme américain engage la restauration de la souveraineté moderne de la Côte d'Ivoire et la régulation de son régime, de son économie et de la culture ivoirienne.

Comparativement aux empires classiques, les États-Unis dominent la structure mondiale de la sécurité, du savoir, du marché et battent monnaie pour le monde. Les États-Unis capitalisent à eux-seuls le landpower, seapower, airpower, spacepower, et le cyberpower avec des bases militaires qui ceinturent le monde. La révolution dans les affaires militaires introduit la révolution nucléaire à travers le Nuclear Posture Review de 2002 et de 2010 et la modernisation des systèmes d'armement

pour une domination full-spectrum. La suprématie écrasante du pouvoir monarchique est appuyée par un budget qui finance théoriquement les armées à travers le monde. Sur le plan économique et financier, les États-Unis dominent le marché malgré la dépression économique de 2008 et le déficit de leur balance des paiements. Et vu la financiarisation qui fait de la finance le moteur de l'économie mondiale, une institutionnalisation du pouvoir financier et monétaire des États-Unis fait du dollar l'unité de compte, de paiement et la devise de réserve des banques centrales et des économies du monde. Cette institutionnalisation fait des institutions de Bretton Woods des structures américaines de régulation des autres économies. Le modèle américain de capitalisme associé au consumérisme est devenu une attraction mondiale faisant du marché le seul jeu de notre cité globale. Le pouvoir monarchique sans pair et le pouvoir financier sous surveillance du pouvoir monarchique font des Nations unies l'albatros du Gouvernement américain en démultipliant le pouvoir diplomatique et politique américain. Suivant la conception critique colasienne, la domination hiérarchique à travers une bureaucratie tentaculaire, l'expansion et l'ordre sont inhérents aux empires à la fois comme espace, marché et culture. L'ordre impérial est tributaire de la condition de stabilité, l'autorité légitime et la conscience communautaire. Suivant Colás, les États-Unis battent monnaie, fournissent la loi, la langue et la culture, l'armée et la police et se révèlent le plus grand contributeur de l'aide au développement du monde; et par-delà la planète terre, les États-Unis dominent le cosmos comme jamais auparavant. La dissertation en conclut à un empire postcolonial qui domine les états et dont l'impérialisme éloigne suffisamment des conceptualisations classiques. La GWOT qui structure la manifestation substantielle de l'impérialisme américain plaide pour un pouvoir de commandement et de régulation des régimes, économies et cultures y compris des États-Unis d'Amérique.

La Côte d'Ivoire est un état défaillant qui procède historiquement de l'impérialisme moderne de la France qui organise une cogestion de la souveraineté pour une accumulation primitive à travers des accords perpétuant le pacte colonial. Celui-ci garantit à la Côte d'Ivoire la sécurité nationale en

échange de sa souveraineté. Paradoxalement, l'impérialisme américain de la mondialisation qui a procédé à la césarienne du capitalisme monopoliste fragilise la Côte d'Ivoire par des ajustements structurels qui accroissent une gouvernance féodale. La réforme agraire de 1998 liant le droit de propriété foncière à une citoyenneté lignagère et la Constitution d'août 2000 ont subverti les principes du libéralisme et consacré un régime illibéral. La contestation du régime et le rejet de toute mutation des principes de cogestion de la souveraineté moderne de la Côte d'Ivoire par la France ont déclenché la disjonction de la souveraineté physiquement et socialement du territoire hérité de l'impérialisme moderne. La partition de la Côte d'Ivoire, mais bien avant la rébellion de septembre 2002, les États-Unis en guerre contre le terrorisme islamique engagent la restauration de la souveraineté ivoirienne aux frontières globales territorialement enchâssées: AIFHB et les systèmes financiers et bancaires.

L'impérialisme américain de la mondialisation arrache à la France, non pas le pouvoir de battre monnaie pour la Côte d'Ivoire, le seigneurage et le privilège exorbitant à lui liés mais le pouvoir de décision et de contrôle de la politique budgétaire et financière transféré aux institutions mondiales américaines de Bretton Woods. Ces dernières font de la Banque centrale des anciennes colonies françaises d'exploitation l'agent financier de la Côte d'Ivoire par la Convention de 1981.

Le contexte post-9/11 de la guerre globale contre le terrorisme semble changer la donne. Le Gouvernement américain engage les Nations unies par la Résolution 1373 qui exige un exercice moderne de la souveraineté des états pour combattre les actes de, et le financement du terrorisme.

Au niveau de la Côte d'Ivoire, les États-Unis ont aidé à la transposition de la *USA PATRIOT Act* pour instaurer des régimes aéronautique et financier anti-terroristes. Pour assurer la sécurité aux frontières mondiales, ANAC a été restructurée pour devenir la seule autorité chargée de la sécurité de la navigation aérienne et de la sûreté aéroportuaire. Le Pouvoir américain a mobilisé l'OACI, le WACAF et l'UEMOA à travers le programme COSCAP ainsi que les institutions économiques et financières mondiales. Mais au centre des fonctions régaliennes se trouve le contrôle des identités

pour bloquer les mouvements de présumés terroristes. Le Pouvoir américain établit à l'AIFHB des frontières intelligentes à travers le système PISCES du programme TIP ayant nécessité de biométriser les documents de voyage. Le régime ABC/FT a requis un engagement sans précédent des États-Unis à travers la création du GIABA sur le modèle GAFI. Le GIABA et la Banque centrale au niveau de la région et le CNSA-GIABA et la CENTIF au niveau ivoirien médiatise la régulation américaine. Ces structures assurent le contrôle des activités financières et bancaires qui connectent la Côte d'Ivoire au marché global dont la sécurité est la mire de la politique mondiale américaine post-9/11. Une remarque s'impose suivant la conception critique colasienne d'empire. Les États-Unis ont fourni par transposition de la *USA PATRIOT Act* la loi qui est un bien public que procurent les empires et partie de la condition de stabilité dont sont tributaires les ordres impériaux. Loin d'être spécifiques à la Côte d'Ivoire, les régimes aéronautique et financier anti-terroristes s'étendent aux autres états de l'UEMOA dont la BCEAO reste la Banque centrale et à tous les quinze états d'Afrique de l'Ouest. Le GIABA qui couvre la région et le GAFI qui couvre l'Europe et l'Amérique du Nord tout comme leur pendant asiatique, du Moyen-Orient et d'Amérique latine inscrivent le régime ABC/FT ivoirien dans un programme œcuménique de restructuration de la souveraineté des états à travers le monde; ce qui pose la question du Pouvoir capable de mobiliser le monde et le doter de régimes universels!

Toutefois, la disjonction de la souveraineté territoriale de la Côte d'Ivoire par suite du coup d'état semi-réussi du 19 septembre 2002 limite le gouvernement à exercer sa souveraineté moderne au sens interdépendance et domestique sur 60% du territoire organisé en une économie féodale par des commandants de zone dont les activités alimentent diversement le Hezbollah libanais. Les États-Unis ont exercé une autorité particulière pour faciliter le retour du Président Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire au moment du coup d'état contre la décision de Jacques Chirac. Le Président français a offert un asile à Paris au Président ivoirien en visite en Italie. Le soutien américain au retour du Président Gbagbo annonce une mutation historique de la politique américaine dans un territoire

considéré suivant Lénine comme une zone de transactions avantageuses de la France. Toutefois, et au regard de la GWOT que mène Washington, les États-Unis défendent le principe de la légitimité électorale des gouvernants contre celle des hommes forts. Suivant la conception critique colasienne d'empire, l'autorité légitime est un autre bien public dont les empires sont pourvoyeurs et qui affermit l'ordre impérial garanti par un pouvoir de commandement. Le Gouvernement américain fait de la percée constitutionnelle et des élections démocratiques les seules voies possibles pour restaurer la souveraineté nationale de la Côte d'Ivoire. La mobilisation de la CEDEAO, l'UA et l'ONU lui a permis d'étendre son autorité sur la France, de faire extradier le Président libérien Charles Taylor considéré comme un suppôt des rebelles pro-Ouattara à la CPI et de menacer le Président burkinabé Blaise Compaoré de poursuite à la Cour internationale de justice. Un hégémonisme particulier des États-Unis a favorisé l'adoption de l'Accord de Marcoussis alors que leur anticolonialisme autoritaire au Conseil de sécurité a fait gagner la ferveur des souverainistes ivoiriens. Cette ferveur est renforcée par le barrage américain à la décision du gouvernement français déposer le régime Gbagbo suite au sabotage de la restauration militaire de la souveraineté du territoire de Côte d'Ivoire. L'Accord de Pretoria du 6 avril 2005 consacre de fait le changement de régime en ouvrant la voie aux élections inclusives, à une citoyenneté républicaine et à une constitution libérale.

Colás retient trois propriétés intrinsèques des empires: domination, expansion et ordre. Cette dernière est assurée par la condition de stabilité, l'autorité légitime et la conscience communautaire.

Toutefois, la restauration de la souveraineté ivoirienne par la haute politique a nécessité des actions journalières de la part de la Bureaucratie locale américaine. Les exercices d'imagination de la nation ivoirienne et l'implantation du programme Investing in People du Gouvernement américain appuient le principe d'une souveraineté territoriale indivisible de la Côte d'Ivoire et la reconnexion du peuple ivoirien. PEPFAR et FSAA qui sont des programmes globaux diffusés particulièrement à travers le continent expriment la compassion et le *care* du peuple américain ainsi que le messianisme

caractéristique de la cité sur la colline et la civilisation; toutes choses supposées développer la conscience des Ivoiriens d'appartenir à une communauté œcuménique. Suivant Cox, ces programmes se sont révélés des mécanismes de pénétration et de transgression des frontières modernes et des structures d'autorité de la Côte d'Ivoire. La diffusion des valeurs de la société de marché dont la liberté, la diversité, la tolérance, l'égalité, l'entrepreneuriat, le leadership, la démocratie mais aussi de l'anglais à travers des tables-ronde et des séminaires de formation et une batterie de programmes d'échanges académiques comme non-crédités et des activités culturelles appuyées des American corners d'Abidjan, Tiassalé et Yamoussoukro appuient la création d'une élite pro-américaine.

Le cadre critique inspiré d'Alejandro Colás faisant de l'empire un pouvoir de commandement et comme espace, marché et culture et la conception critique de Robert Cox permettent de considérer les États-Unis comme un empire. Dès lors que les actions américaines de restauration de la souveraineté ivoirienne et de régulation du régime par la percée constitutionnelle et la diffusion des valeurs de la société de marché sont menées par un empire et guidées par la sécurité du marché dans le contexte particulier de la guerre globale contre le terrorisme et de disjonction de la souveraineté, il semble logique de reconnecter l'impérialisme à l'empire et d'interpréter d'impérialisme la politique américaine de sécurité du marché en Côte d'Ivoire. La médiatisation du pouvoir de commandement limite sa performance face aux capacités de subversion des forces sociales ivoiriennes. Le dévoiement du nouveau constitutionnalisme par la loi foncière de 1998 et la Constitution d'août 2000, les retards dans la certification de l'AIFHB et la persistante des pratiques féodales sont des éléments pertinents. La restauration de la souveraineté aux frontières et la diffusion des valeurs du consumérisme ne sont pas affranchis de la subversion comme l'impérialisme moderne a produit le capitalisme monopoliste. Une étude consacrée aux impacts de l'impérialisme américain aurait approfondi ces aspects et les limites du pouvoir américain de commandement; le faire dépasse la portée de la présente thèse.

Bibliographie

- Abrahamsen, Rita (2004) «A breeding ground for terrorists? Africa and Britain's 'war on terrorism'», *Review of African Political Economy*, 31, 102, pp. 677-684.
- Adam Segal (2012), «Chinese computer games: keeping safe in cyberspace», *Foreign Affairs*, 91.2.
- Adekeye, A. (2003), «Africa and America in an age of terror», *Journal of Asian and African Studies*, 38, 2-3, pp. 175-191.
- Adiaffi, Jean-Marie (1996), «Diversité culturelle, nation et identité ivoirienne», *Ethics*, 1, 61-77.
- Adiaffi, Jean-Marie (1996), *Lire Henri Konan Bédié: le rêve de la graine*, Abidjan, Éditions Neter.
- Adjagbe, Mathieu (2009), «Les dessous de l'opération Licorne en Côte d'Ivoire: pour une lecture géopolitique nouvelle des interventions françaises en Afrique», *Africa Development*, 34/2, pp.159-175.
- Agnew, John (2005), *Hegemony: the new shape of global power*, Philadelphia, TUP.
- Ahrweile Hélène, Maurice Duverger (dir.) (1980), *Le concept d'empire*, Paris, PUF.
- Ahua, T. (1993), «The Ivory Coast - imported incoherence when the wisdom of the market falters», *International Review of Administrative Sciences*, 59, 4, pp. 633-650
- Akindès, Francis (2001), *Dynamique de la politique sociale en Côte d'Ivoire*, Geneva: UN Research Institute for Social Development
- Akindès, Francis (2003), «Côte d'Ivoire: socio-political crises, "Ivoirité," and the course of history», *African Sociological Review*, 7, 2
- Akindès, Francis (2004), *The Roots of the military-political crises in Côte d'Ivoire*, Urppasala: Nordiska Afrikainstitutet.
- Alakagni Hala (2003), Côte d'Ivoire: Aéroport d'Abidjan: en avant pour la certification américaine, *Fraternité Matin* du 29 septembre
- Aldis, A. Herd, G.P. (eds.) (2007), *The ideological war on terrorism: worldwide strategies for counter-terrorism*, London, New York, Routledge.
- Aldridge, Alan (2005), *The market*, Cambridge, Malden, Polity.
- Amin, S. (1967), *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- Amin, S. (1988), *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Paris, Éditions Anthropos.
- Amondji, Marcel (1988), *Côte d'Ivoire: la dépendance et l'épreuve des faits*, Paris, L'Harmattan.
- Anonyme (2007), «The Failed State Index 2007», *Foreign Policy*, 161, pp. 54-63
- Anonyme, «The Failed State Index 2007», *Foreign Policy*, 161, 2007, pp. 54-63
- Appadurai, Arjun (1996), *Modernity at large: cultural dimensions of globalization*, Mineapolis, University of Minnesota Press.
- Axilrod, Stephen H. (2011), *Inside the Fed: monetary policy and its management, Martin through Greenspan to Bernanke*, Cambridge, Mass. MIT Press.
- Ayissi, Anatole (2000), «Une perception africaine de la politique étrangère de la France», *Annuaire Français des Relations International*, 1, pp. 373-389.
- Bacevich, A. J. (2002), *American Empire: The realities and consequences of U.S. diplomacy*, Cambridge, Harvard University Press.
- Bacevich, A. J. (éd) (2003), *The Imperial tense: prospects and problems of American empire*, Chicago, Ivan R. Dee.
- Bainbridge Stephen M. (éd.) (2011), *Insider trading*, Cheltenham, England, Edward Elgar.
- Bakary, Tessy (1992), *L'état en Côte d'Ivoire: entre "dépendance" et "autonomie relative"*, Québec.

- Bakker, I., S. Gill (éds.) (2003), *Power, production, and social reproduction: human in/security in the global political economy*, New York, Palgrave Macmillan.
- Bamba, L. Wiwa (2001), «Cote d'Ivoire: Walter Kansteiner (Monsieur Afrique de Bush) "Le président Gbagbo a fait d'importants progrès vers la démocratie"», *AllAfrica* du 1er Août.
- Banégas, Richard (2006), «Cote d'Ivoire: patriotism, ethnonationalism and other African modes of self-writing», *African Affairs*, 105, 421, pp. 535-552.
- Banégas, Richard et al. (2007), «France-Afrique: sortir du pacte colonial», *Politique Africaine*, 105, pp. 7-26.
- Banégas, Richard, «Côte d'Ivoire: une guerre de la seconde indépendance? Refonder la coopération française sur les brisées du legs colonial», FASOPO, Université Paris I, disponible au http://www.fasopo.org/publications/legscolonial2_rib_1206.pdf (janvier 2012)
- Banégas, Richard, R. Marshall-Fratani (2003), «Côte d'Ivoire, un conflit régional: la Côte d'Ivoire en guerre: dynamique du dedans et du dehors», *Politique africaine*, 98, pp. 5-11.
- Banégas, Richard, R. Otayek (2003), «Le Burkina Faso dans la crise ivoirienne: effets d'aubaine et incertitudes politiques: la Côte d'Ivoire en guerre, dynamique du dedans et du dehors», *Politique africaine*, 89, pp. 71-87.
- Barnes, Sandra T. (2005), «Global flows: terror, oil and strategic philanthropy», *African Study Review*, 48, 1, pp. 1-23.
- Barraclough, Geoffrey (1964), *An introduction to contemporary history*, London, Penguin Books.
- Bassett, T.J. (2003), «“Nord musulman et Sud chrétien” : les moules médiatiques de la crise ivoirienne», *Afrique contemporaine*, 206, pp. 13-27.
- Bassett, T.J. (2004), «Containing the Donzow: the politics of scale in Cote d'Ivoire», *Africa Today*, 50, 4, pp. 31-49.
- Baulin, Jacques (1980), *La politique africaine d'Houphouët-Boigny*, Paris, Eurafor-Press.
- Baulin, Jacques (1982), *La politique intérieure d'Houphouët-Boigny*, Paris, Editions Eurafor-Press.
- BCEAO (2000), *Histoire de l'Union monétaire ouest africaine: Tome 1 Des origines à 1958*, Georges Israel Éditeur, Paris, 554p.
- BCEAO (2000), *Histoire de l'Union monétaire ouest africaine: Tome 2 De 1958 à 1997*, Georges Israël, Paris, 636p.
- BCEAO (2000), *Histoire de l'Union monétaire ouest africaine: Tome 3 Bilan et perspectives*, Georges Israël, Paris, 252p.
- Bédié, Henri Konan (1999), *Les chemins de ma vie*, Plon, Paris.
- Berry, Sara (2009), «Property, authority and citizenship: land claims, politics and the dynamics of social division in West Africa», *Development and Change*, 40, 1, 23-45.
- Berry, Sara. (2009), «Property, authority and citizenship: land claims, politics and the dynamics of social division in West Africa», *Development and Change*, 40, 1, pp. 23-45.
- Bertrand Romain (2011), *L'Histoire à parts égales. Récit d'une rencontre Orient-Occident (XVIe-XVIIe siècle)*, Paris, Seuil.
- Biel, Robert (2003), «Imperialism and international governance: the case of US policy towards Africa», *Review of African Political Economy*, 30, 95, pp.77-88.
- Bieler, A., A.D. Morton (2001), «The Gordian knot of agency-structure in International Relations: a neo-Gramscian perspective», *European Journal of International Relations*, 7, 1, pp. 5-35.
- Bilgin, Pilnar, Adam David Morton (2002), «Historicising representations of 'failed states': beyond the cold-war annexation of the social sciences? », *Third World Quarterly*, 23(1), pp.62-68
- Blackburn, Robin (1998), *The making of new world slavery: from the baroque to the modern, 1492-1800*, London, New York, Verso.

- Bluth, Christoph (2008), «Toward nuclear superiority? U.S. strategic nuclear power in the twenty-first century», *The Korean Journal of Defense Analysis*, 20, 2, pp.125-139.
- Boas, M. (2009), «“New” nationalism and autochthony - tales of origin as political cleavage», *Afrika Spectrum*, 44, 1, pp. 19-38
- Boga, Sivori (2007), «Attentat manqué contre le Premier ministre guillaume Soro: Voici ceux que les Forces Nouvelles soupçonnent», *Notre voie* du 2juillet.
- Boggs, Carl (ed.) (2003), *Masters of War: militarism and blowback in the era of American empire*, New York, Routledge.
- Boone, C. (1993), «Commerce in Cote d’Ivoire: ivoirianisation without Ivoirian traders», *Journal of Modern African Studies*, 31, 1, pp. 67-92.
- Boone, C. (2007), «Africa’s new territorial politics: regionalism and the open economy in Côte d’Ivoire», *African Studies Review*, 50, 1, pp. 59-81.
- Boot, M. (2001), «The case for American empire», *Weekley Standard*, 15 Octobre.
- Boron, Atilio (2005), *Empire and Imperialism: A Critical Reading of Michael Hardt and Antonio Negri*, London, New York, Zed Books.
- Bosworth-Davies Rowan (2009), «Section 311 Patriot Act: is America using this legislation more as a means of cementing her extraterritorial reach than as a legitimate method of preventing money laundering? », *Journal of Money Laundering Control*, 12, 3, pp.299-314.
- Boulding, Kenneth E, Mukerjee Tapan (eds) (1972), *Economic imperialism; a book of readings*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- Bouquet, Christian (2008), *Géopolitique de la Côte d’Ivoire: le désespoir de Kourouma*, Paris, Armand Colin.
- Bourke, G. (1990), «Houphouet’s heavy hand», *Africa Report*, 35, 2, pp. 13-16.
- Bourke, G. (1991), «Cote d’Ivoire: a new broom? », *Africa Report*, 36, 1, pp. 13-16.
- Bowles Paul, Wang Baotai (2008), «The rocky road ahead: China, the US and the future of the dollar», *Review of International Political Economy*, 15:3, pp.335-353.
- Braudel Fernand (1979), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle*, Paris, A. Colin.
- Brinkerhoff, Derick (2005), «Rebuilding governance in failed states and post-conflict societies», *Public Administration and Development*, 25/1, pp. 3-14
- Brooks R. Ehrenreich (2005), «Failed states, or the state as failure?», *The University of Chicago Law Review*, 72/4, pp. 1159-96
- Brower, S.E, A. Simons (2000), «The CRI command and control challenge», *Parameters: U.S. Army War College Quarterly*, 30, 4, pp. 118-127.
- Brynjolf, Hovde (1928), «Scholastic theories of imperialism prior to the Great War», *Journal of Political Economy*, 36, 5, pp.569-591
- Burbank Jane, Frederick Cooper (2010), *Empires in world history: power and the politics of difference*, Princeton, N.J. Princeton University Press.
- Buzan, Barry (1991), *People, states, and fear: an agenda for international security studies in the post-cold war era*, Boulder, CO, L. Rienner
- Calder Kent E. (2007), *Embattled garrisons: comparative base politics and American globalism*, Princeton, Princeton University Press.
- Callinicos, A. (2009), *Imperialism and global political economy*, Cambridge, Malden, Polity Press.
- Callinicos, Alex (2003), *The new mandarins of American power: the Bush administration’s plan for the world*, Cambridge, Polity Press.
- Campbell, Bonnie (2001), «Governance, institutional reform and the state: international financial institutions and political transition in Africa», *ROAPE*, 28, 88, pp. 155-176.

- Carbaugh Robert, David Hedrick (2009), «Will the Dollar be Dethroned as the Main Reserve Currency? », *Global Economy Journal*, 9/3, pp1-14.
- Cartapanis, André (2009), «Le dollar incontesté? Économie politique d'une monnaie internationale», *Revue d'Économie Financière*, 94, 94, pp.135-150
- Chandler, D. (2006), *Empire in denial: the politics of state-building*, London, Pluto.
- Chatterjee, Partha (1993), *The nation and its fragments: colonial and postcolonial histories*, Princeton, N.J., Princeton University Press
- Chester A. Crocker (2003), «Engaging Failing States», *Foreign Affairs*, 82/5, pp. 32-44
- Chinn Menzie, Frankel Jeffrey (2008), «Commentary: Why the Euro Will Rival the Dollar», *International Finance*, 11, 1, pp. 49-73
- Chirot, D. (2006), «The debacle in Cote d'Ivoire», *Journal of Democracy*, 17, 2, pp. 63-77.
- Chomsky, Noam (2003), *Hegemony or survival: America's quest for global dominance*, New York, Metropolitan Books
- Chua, Amy (2003), *World on fire: how exporting free market democracy breeds ethnic hatred and global instability*, New York, Doubleday.
- Clarke, Richard (2004), *Contre tous les ennemis: au Coeur de la guerre américaine contre le terrorisme*, Paris, Albin Michel
- Clifford, L. (2003), «The religious roots of American imperialism», *Global Dialogue*, 5, 1-2, pp. 32-41.
- Colás, A. (2007), *Empire*, Cambridge, Malden, MA, Polity.
- Colás, A. (2008), «Open doors and closed frontiers: the limits of American empire», *European Journal of International Relations*, 14, 4, pp. 619-643.
- Colás, A. R. Saull (éds.) (2006), *The war on terrorism and the American 'empire' after the cold war*, New York, Routledge.
- Colin, J.P., G. Kouamé, D. Soro (2007), «Outside the autochthon-migrant configuration: access to land, land conflicts and inter-ethnic relationships in a former pioneer area of lower Cote d'Ivoire», *The Journal of Modern African Studies*, 45, 1, pp. 33-59.
- Collett, Moya (2006), «Ivoirian identity constructions: ethnicity and nationalism in the prelude to civil war», *Nations and Nationalism*, 12, 4, pp. 613-629.
- Comité de médiation pour la réconciliation nationale (2001), *Actes de l'atelier de Grand Bassam sur la réconciliation nationale du 17 au 19 avril 2001*, Abidjan, CEDA
- Conant, Charles (1898), «Economic basis of "imperialism"», *The North American Review*, 167/502, pp.326-340
- Connolly, W. E. (2008), *Capitalism and christianity: American style*, Durham and London, Duke University Press.
- Contamin, Benard et Yves A. Fauré (1990), *La bataille des entreprises publiques en Côte d'Ivoire: l'histoire d'un ajustement interne*, Karthala, Paris,
- Cooke, J. (2009), «Obama's Africa agenda», *Current History*, 108,718, pp.195-201.
- Cooper, Frederick (2009), «Citizenship and the politics of difference in French Africa», Harald Fischer-Tiné and Susanne Gehrman (ed.), *Empires and boundaries: rethinking race, class, and gender in colonial settings*, New York, Routledge, pp.107-126
- Cooper, R. (2003), *La fracture des nations, ordre et chaos au XXIe siècle*, Paris, Éditions Denoël.
- Cooper, Robert (2000), «The post-modern state and the world order», *DEMOS*, pp.7-43 disponible au <http://www.demos.co.uk/files/postmodernstate.pdf> (octobre 2012)
- Cooper, Robert (2002), «The Post-Modern State», Mark Leonard (ed.), *Re-ordering the world: The long-term implications of September 11th*, pp.11-20

- Cox Robert W., Timothy J. Sinclair (1996), *Approaches to world order*, Cambridge, New York, Cambridge University Press.
- Cox, Michael (2004), «Empire, imperialism and the Bush doctrine», *Review of International Studies*, 30, pp.585-608.
- Cox, Michael (2005), «Empire by denial: the strange case of the United States», *International Affairs*, 81, 1, pp. 15-30.
- Cox, Michael (2006), «The imperial republic revisited: the United States in the era of Bush», Alejandro Colás et Richard Saull (éds.) *The war on terrorism and the American 'empire' after the cold war*, New York, Routledge, pp. 114-130.
- Cox, Robert W. (1981), «Social forces, states and world orders», *Millennium Journal of International Studies*, 10/ 2, pp.126-155
- Cox, Robert W. (1987), *Production, power and world order: social forces in the making of history*, New York, Columbia University Press.
- Cox, Robert W. (2004), «Beyond empire and terror: critical reflections on the political economy of world order», *New Political Economy*, 9, 3, pp. 307-323.
- Crook, R.C. (1990), «Politics, the cocoa crisis, and administration in Cote d'Ivoire», *Journal of Modern African Studies*, 28, 4, pp. 649-669
- D'Esru, L. (2007), «La crise ivoirienne, une intrigue franco-française», *Politique Africaine*, 105, pp. 85-104.
- D'Souza, D. (2002), «In praise of American empire», *Christian Science Monitor*, 26, Avril.
- Daalder, I. H., J. M. Lindsay (2003), «Bush's revolution», *Current History*, 102, 667, pp. 367-376.
- Daalder, I.H, J.M. Lindsay (2005), *America unbound: the Bush revolution in foreign policy*, New Jersey, Wiley.
- Darbon, Dominique (2008), «État, pouvoir et société dans la gouvernance des sociétés projetées», Séverine Bellina et al. (dir.) *La gouvernance démocratique: Un nouveau paradigme pour le développement?* Paris, Karthala, pp.135-152
- David, Francis (éd), (2010), *US strategy in Africa: Africom, terrorism and security challenges*, London, New York, Routledge.
- Davis, J. (2007), «Conclusion: Africa and the war on terrorism: an assessment», *Africa and the war on the terrorism*, Aldershot, England; Burlington, VT, Ashgate, pp. 144-163.
- De Lesquen, Bertrand «Côte d'Ivoire: la voix des rebelles, Entretien avec Guillaume Soro Secrétaire général des Forces nouvelles», *La Revue Politique Internationale*, 108.
- Deegan, H., (2004). «Global agenda for political reform: the case of Africa », *The Round Table*, 93, 375, pp. 355-368.
- Dembélé, Ousmane (2002). «La Construction économique et politique de la catégorie "étrangers" en Côte d'Ivoire», Le Pape, M. and C. Vidal (eds.), *Côte D'Ivoire: L'Année Terrible 1999-2000*, Paris: Karthala, pp. 123-171
- Depeyla Armand (2011), «Grande part de responsabilité de la France dans la partition de la Côte d'Ivoire: «Encadré: Laurent Gbagbo, d'hier à aujourd'hui», *Soir Info* du 27 juin.
- Diarra, S. (1997), *Les Faux complots d'Houphouët-Boigny: fracture dans le destin d'une nation (1959-1970)*, Paris, Karthala
- Dietrich, John W. (2007), «The Politics of PEPFAR: The President's Emergency Plan for AIDS Relief», *Ethics & International Affairs*, 21.3.
- Dirks, Nicholas (1992), «Castes of Mind», *Representations*, 37, pp. 56-78
- Djéhoury, Anicet Maxime (2007), *La guerre de Côte d'Ivoire: la dernière expédition coloniale*, Paris, L'Harmattan
- Djeouti, Sa-Oussirê (2013), «Portrait de l'intellectuel colonisé», *Le Nouveau Courrier*, 760, p.9.

- Dobelle, Jean-François (2003), «Le droit dérivé de l'OACI et le contrôle du respect de son application», *Annuaire français de droit international*, 49, pp. 453-491
- Donald M. Snow, *Uncivil Wars: International Security and the New Internal Conflicts*, Boulder Co, Lynne Rienner Publishers 1996; Herfried Munkler, *The New Wars*, Oxford, Polity, 2004; Mary Kaldor, *New and Old Wars: organised violence in a global era*, Stanford, California, Stanford University Press, 2006
- Doran, C.F. (2009), «Fooling oneself: the mythology of hegemony», *International Studies Review*, 11, 1, pp. 177-181.
- Doyle, Michael W. (1986), *Empires*, Ithaca, NY, Cornell University Press.
- Dulin, Antoine (2005), *La gestion par la France de la crise en Côte d'Ivoire, de septembre 2002 à avril 2005*, Séminaire de relations internationales 2004-2005, Institut d'études politiques de Lyon.
- Duménil Gérard, Dominique Lévy (2004), «The economics of US imperialism at the turn of the 21st century», *Review of International Political Economy*, 11, 4, 657-676
- Echengreen, Barry (2011), *Exorbitant privilege: the rise and fall of the dollar and the future of the international monetary system*, Oxford, Oxford University Press.
- Ehrenreich, Brooks Rosa (2005), «Failed states, or the state as failure? », *The University of Chicago Law Review*, 72/4, pp. 1159-96
- Eisenberg, C. (2005), «Imperial crisis and domestic dissent», *Positions*, 13(1), pp.75-85.
- Eisenberg, C. (2005), «The new Cold War», *Diplomatic History*, 29, 3, pp. 423-427.
- Eizenstat, Stuart John E. Porter, Jeremy Weinstein (2005), «Rebuilding Weak States», *Foreign Affairs*, 84/1, pp. 134-6
- Elshtain, J.B. (2003), «Intellectual dissent and the war on terror», *The Public Interest*, 151, pp. 86-95.
- Enloe Cynthia (1989), *Bananas, beaches & bases: making feminist sense of international politics*, Berkeley, University of California Press.
- Ero, C., A. Marshall (2003), «L'Ouest de la Côte d'Ivoire: un conflit libérien? La Côte d'Ivoire en guerre, dynamique du dedans et du dehors», *Politique africaine*, no. 98.
- Fall, E. (2003), «Côte d'Ivoire: un cauchemar français», *Jeune Afrique L'Intelligent*, 2191, pp. 13-16.
- Featherstone Mike, Scott Lash, Roland Robertson (éds.) (1995), *Global Modernities*, London SAGE
- Featherstone, Mike (ed.) (1990), *Global Culture: nationalism, globalization and modernity*, London: Sage in association with Theory, culture & society.
- Ferguson, Niall (2004), *Colossus: the rise and fall of the American empire*, NY, Penguin Books.
- Fieldhouse, D. Kenneth (1961), «Imperialism: an historiographical revision», *The Economic History Review*, New Series, 14/2, pp. 187-209
- Fieldhouse, D. Kenneth (1966), *The colonial empires: a comparative survey from the eighteenth century*, London, Weidenfeld & Nicolson.
- Firmin-Sellers, K. (2000), «Institutions, context, and outcomes: explaining French and British rule in West Africa», *Comparative Politics*, 32, 3, pp. 253-272.
- Fischer-Tiné, Herald Susanne Gehrmann (2009), *Empires and boundaries*, New York, Routledge.
- Fonds Africain du développement (2004), *Programme COSCAP: Rapport d'évaluation*, décembre
- Förster, Till (2010), «Maintenant, on sait qui est qui: statehood and political reconfiguration in northern Côte d'Ivoire», *Development and Change*, 41, 4, 699-722.
- Foster, J. B (2006), «A warning to Africa: the new U.S. imperial grand strategy», *Monthly Review*, vol. 58, no. 2.

- Fouskas, V.K., B. Gökyay (2005), *The new american imperialism, Bush's war on terror and blood for oil*, Westport, Praeger Security International.
- Frantz Fanon (1952), *Peau noire masques blancs*, Paris, Éditions du Seuil.
- Fraser, Matthew (2003), *Weapons of mass distraction: soft power and American empire*, Toronto, Key Porter Books.
- Fukuyama, Francis (2004), *State-Building: Governance and World Order in the Twenty-First Century*, Ithaca New York, Cornell University Press
- GAFI/FAFT (2012), *High-Level Principles and Objectives for FATF and FATF-style regional bodies*, <http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/High-Level%20Principles%20and%20Objectives%20for%20FATF%20and%20FSRBs.pdf>
- Gallagher J., J. Robinson (1953), «The imperialism of free trade», *The Economic History Review*, Second series, 6, 1, pp. 1-15.
- Galtung, J. (1971), «A structural theory of imperialism», *Journal of Peace Research*, 8, 2, 81-117.
- Galy, Michel (2005), «Qui gouverne la Côte-d'Ivoire ? Internalisation et internationalisation d'une crise politico-militaire», *Politique étrangère*, 4, pp.793-807
- Gardner, L.C, M. Young (éds.) (2005), *The new American empire: a 21st Century teach-in on U.S. Foreign Policy*, New York London, The New Press.
- Gbagbo, Laurent (1982), *Côte d'Ivoire: économie et société à la veille de l'indépendance (1940-1960)*, Paris, L'Harmattan.
- Gbagbo, Laurent (1991), *Côte d'Ivoire: agir pour les libertés*, Paris, L'Harmattan
- Gellner, Ernest (2005), *Nations and nationalism*, Malden, MA, Blackwell.
- Gerson, Joseph (2009), «*The U.S. foreign military bases and military colonialism: personal and analytical perspective*», Katherine Lutz (éd.) *Empire of Bases: the global struggle against U.S. military posts*, London, Pluto Press.
- Gharbi, Foued (2011), *Poids économique de la Côte d'Ivoire dans l'espace UEMOA*, Abidjan, RCT
- Gill, S. (1995), «Globalisation, market civilisation and disciplinary neoliberalism», *Millennium*, 24, 3, pp. 399-423.
- Gill, S. (1998), «New constitutionalism, democratisation and global political economy», *Pacifica Review: Peace, Security and global change*, 10:1, 23-38
- Gill, S. (2003), «American transparency capitalism and human security: a contradiction in terms? », *Global Change*, 15, 1, pp. 9-25.
- Gill, S. (2008), *Power and resistance in the new world order*, New York, Palgrave Macmillan.
- Glaser Antoine, Smith Stephen (1994), *L'Afrique sans africains: le rêve blanc du continent noir*, Paris, Stock.
- Gnabéli, Roch Yao (2008), «La production d'une identité autochtone en Côte d'Ivoire», *Journal des anthropologues*, pp.114-115
- Goldberg, David Theo (1993), *Racist culture: philosophy and the politics of meaning*, Oxford [England]; Cambridge, Massachusetts, Blackwell.
- Gombeaud Jean-Louis, Corinne Moutout, Stephen Smith (1990), *La guerre du cacao: histoire secrète d'un embargo*, Paris, Calmann-Lévy
- Gomé, Gnohité Hilaire (2004), *Le Rampart: attaque terroriste contre la Côte d'Ivoire*, Abidjan Éditions Institut éco-projet.
- Gowan, P. (2006), «The Bush turn and the drive for primacy», Colás, A. R. Saull (éds.) *The war on terrorism and the American 'empire' after the cold war*, NY, Routledge, pp. 131-154
- Grah Mel, Frédéric (2010), *Félix Houphouët-Boigny: la fin et la suite*, Abidjan CERAP, Paris Karthala
- Hadiz, V.R. (éd) (2006), *Empire and neoliberalism in Asia*, London and New York, Routledge

- Hagel Chuck (2004), «A Republican foreign policy», *Foreign Affairs*, 83/4, pp. 64-76
- Haims Marla (2008), *Breaking the failed-state cycle*, Santa Monica, RAND Corp.
- Hall Catherine (2000), *Civilizing subjects: metropole and colony in the English imagination 1830-1867*, Cambridge, Polity; Chicago, University of Chicago Press.
- Hameiri, Shahrar (2007), «Failed states or a failed paradigm? State capacity and the limits of institutionalism», *Journal of International Relations and Development*, 10/2, pp.122-149
- Hardt Michael, Antonio Negri (2004), *Multitude: war and democracy in the age of Empire*, New York, The Penguin Press.
- Hardt, M., A. Negri (2000), *Empire*, Cambridge, Mass, Harvard University Press.
- Harvey, D. (2003), *The new imperialism*, Oxford University Press.
- Harvey, R. Volat H. (2006), *De l'exception à la règle : USA Patriot Act*, Paris, Lignes.
- Hawley, Kip (2005), *Notes de discours à «Anticipating the unsuspected – IATA AVSEC World»*, Genève, Suisse, 26 octobre
- Hecht, R. M. (1983), «The Ivory Coast economic miracle: what benefits for peasant farmers?», *Journal of Modern African Studies*, 21, 1, pp. 25-53.
- Helleiner, Eric (2008), Political determinants of international currencies: What future for the US dollar? *Review of International Political Economy*, 15:3, pp.354-378.
- Hellweg, J. (2004), «Encompassing the state: sacrifice and security in the hunters' movement of Cote d'Ivoire», *Africa Today*, 50, 4, pp. 3-28.
- Helman, Gerald B. Steven R. Ratner (1992), «Saving Failed States», *Foreign Policy*, 89, 93.
- Heng Yee-Kwang, K. McDonagh (2008), «The other war on terror revealed: global governmentality and the financial action task force's campaign against terrorist financing», *Review of International Studies*, 34, pp.553-573.
- Heng Yee-Kwang, K. McDonagh (2009), *Risk, global governance and security: the other war on terror*, London, New York, Routledge.
- Hilferding, Rudolf (1920, [1970]), *Le capital financier: étude sur le développement récent du capitalisme*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- Hixon, W. (2007), «Empire as a way of life», *Diplomatic History*, 31, 2, pp. 331-334.
- Hobsbawm Eric, Terence Ranger (eds.) (1983), *The Invention of Tradition*, Cambridge, NY, Cambridge University Press
- Hobsbawm, Eric (1987), *The age of of empire 1875-1914*, New York, Pantheon Books.
- Hobson, Jobson A. (1902[1938]), *Imperialism: a study*, London, G. Allen and Unwin.
- Hollis Martin, Steve Smith (1990), *Explaining and understanding International Relations*, Oxford, England, Clarendon Press; New York, Oxford University Press
- Holsti, Kalevi J. (2000), «Political Causes of Humanitarian Emergencies'», Frances Stewart, E. Nafziger (eds), *War, hunger, and displacement: the origins of humanitarian emergencies*, Oxford, Oxford University Press
- Hopkins M, R.F., Hopkins (2003), «September, 11: symbolism and responses to "9/11"», *The Forum*, 1, 4, pp. 1-24.
- Howard, W. (1988), «The succession crisis», *Africa Report*, 33, 3, pp. 53-55.
- Hudson, M. (2002), *Super imperialism: the origin and fundamentals of U.S. world dominance*, Sterling, VA, London, Pluto Press.
- Hurrell, A. (2005), «Pax Americana or the empire of insecurity? », *International Relations of the Asia-Pacific*, 5, 2, pp. 153-176.
- Husband, M. (1992), «Côte d'Ivoire: silencing the opposition», *Africa Report*, 37, 3, pp. 55-57.
- Ignatieff, Michael (2002), «Intervention and State Failure», *Dissent*, 49(1).
- Ignatieff, Michael (2002), «Nation-Building Lite», *New York Times Magazine*, 28 juillet.

- Ikenberry, G. J. (2002), «America's imperial ambition», *Foreign Affairs*, 81, 5, pp. 44-60.
- Ikenberry, G. J. (2004), «Illusions of empire: defining the New American Order», *Foreign Affairs*, 83, 2, pp. 144-154.
- Ikpe, Eka (2007), «Challenging the Discourse on Fragile States», *Conflict, Security and Development*, 7/1, pp. 85-124.
- Ingham, Geoffrey (2008), *Capitalism*, Cambridge, Malden, Polity Press.
- Inoguchi T., P. Bacon (2005), «Empire, hierarchy, and hegemony: American grand strategy and the construction of order in the Asia-Pacific», *International Relations of the Asia-Pacific*, 5, 2, pp. 117-132.
- International Institute for Strategic Studies (2005), «Chapter One: The North America», *The Military Balance*, 105, 1, pp.13-44
- International Institute for Strategic Studies (2010), «North America», *The Military Balance*, 110, 1, 15-52
- International Institute for Strategic Studies (2012), «Chapter Two: Comparative defence statistics», *The Military Balance*, 112:1, 31-38.
- Jackson, Robert (1993), *Quasi-states: sovereignty, international relations and the Third World*, Cambridge, New York, Cambridge University Press.
- Jalloh A., T. Falola (éds.) (2008), *The United States and West Africa: interactions and relations*, New York, University of Rochester Press.
- Jervis, R. (2006), «The remaking of a unipolar world», *The Washington Quarterly*, 29, 3, pp. 7-19.
- Jervis, Robert (2003), «The compulsive empire», *Foreign Policy*, 137, pp. 82-87.
- Johnson, Chalmers A. (2004), *Blowback: the cost and the consequences of American empire*, New York, Henry Holt.
- Johnson, Chalmers A. (2004), *The Sorrows of Empire: Militarism, Secrecy, and the End of the Republic*, NY, Metropolitan/Owl Books.
- Johnson, Juliet (2008), «Forbidden fruit: Russia's uneasy relationship with the US dollar», *Review of International Political Economy*, 15, 3, pp.379-398.
- Johnson-Freese, Thomas N. Nichols (2007), Space, security, and the new nuclear triad, *The Brown Journal of World Affairs*, 14, 1, pp.159-172.
- Joint Space Operations Center (2012), «Implementing the national security space strategy», *Strategic Studies Quarterly*, Printemps.
- Joseph, Anne (2002), *La réforme du secteur financier en Afrique*, Document de travail No. 190, OCDE, 73p.
- Jourde, Cédric (2006), «The role of the United States in Western Africa: tying terrorism to electoral democracy and strategic resources», Charles-Philippe David and David Grondin (éds.) *Hegemony or empire? : the redefinition of US power under George W. Bush*, Aldershot, England, Burlington, VT, Ashgate, pp. 181-201.
- Kaba, Lanciné (1974), *The Wahhabiyya: Islamic reform and politics in French West Africa*, Northwestern University Press
- Kadet, Bertin (2011), *La politique de défense et de sécurité de la Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan.
- Kagan, R. (2005), «Between wisdom and foolishness», dans *Diplomatic History*, 29/3, 415-417
- Kaldor, Mary (2006), *New and Old Wars*, Cambridge, Malden, Polity Press.
- Kam C.D., D.R. Kinder (2007), «Terror and ethnocentrism: foundations of American support for the war on terrorism», *The Journal of Politics*, 69, 2, pp. 320-338.
- Kaplan, A. (2002), *The anarchy of empire in the making of U.S. culture*, Cambridge, MA et London, Harvard University Press.

- Katada Saori N. (2008), «From a supporter to a challenger? Japan's currency leadership in dollar-dominated East Asia», *Review of International Political Economy*, 15, 3, pp.399-417
- Kay Cristóbal (2002), «Why East Asia Overtook Latin America: Agrarian Reform, Industrialisation and Development», *Third World Quarterly*, 23, 6, pp.1073-1102.
- Kazenstein, Peter J. (2005), «The American imperium in a world of regions», *The world of regions: Asia and Europe in the American imperium*, Ithaca, NY, Cornell University Press
- Keenan, Jeremy (2004), «Terror in the Sahara: the implications of US imperialism for North and West Africa», *Review of African Political Economy*, 31, 101, pp. 475-496.
- Kegley, C. W. Jr. (éd.) (2008), *The new global terrorism: characteristics, causes, controls*, New Jersey, Pearson Education Inc.
- Kehler, C. Robert (2012), «Implementing the national security space strategy», *Strategic Studies Quarterly*, Printemps, 18-26
- Kirshner, Jonathan (2000), «The study of money», *World Politics*, 52, 3, pp.407-436
- Kirshner, Jonathan (2008), «Dollar primacy and American power: what's at stake? » *Review of International Political Economy*, 15, 3, pp. 418-438
- Koebner, Richards (1949), «The concept of economic imperialism», *The Economic History Review*, New Series, 2, 1, pp. 1-29
- Koebner, Richards (1966), *Empire*, Cambridge, Cambridge University Press
- Konaté, S. A. (2004), «The politics of identity and violence in Cote d'Ivoire», *West Africa Review*, 5
- Konaté, Y. (2005), «Cote d'Ivoire: le canari d'eau de Jacques Chirac», *Politique Africaine*, 97, pp. 117-132.
- Koné, Amadou (2003), *Houphouët-Boigny et la Crise Ivoirienne*, Paris, Karthala
- Kouamouo, Théophile (dir.) (2005), *Tout sur un rapport de l'ONU qui dérange*, Abidjan, Le Courrier d'Abidjan.
- Koulibaly Mamadou, Busch Garry, Ahua Antoine Jr. (2003), *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*, Abidjan, BEN-DECO
- Koulibaly, Mamadou (2000). «Côte d'Ivoire: Entretien Avec Mamadou Koulibaly», *Politique Africaine*, 77, pp. 129-142
- Koulibaly, Mamadou (2005), *Les servitudes du pacte colonial*, Abidjan CEDA/NEI.
- Koulibaly, Mamadou (2009), *Eurafrique ou librafrique: ONU et les non-dits du pacte colonial*, Paris, L'Harmattan.
- Koulibaly, Mamadou (2013), *Lettre de Mamadou Koulibaly à Venance Konan à propos de l'ivoirité*, <http://www.ivoirediaspo.net/index.php/politique-cote-d-ivoire/lettre-de-mamadou-koulibaly-a-venance-konan-a-propos-de-livoirite/>
- Koumoué, Koffi Moïse (1994), *Politique Economique et Adjustement Structurel en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan.
- Koureyssi Ba, Cheik, Mamadou Wade (2005), *Laurent Gbagbo: c'est le plus difficile qui est le chemin*, Abidjan, La refondation
- Krasner Stephen, Carlos Pascual (2005), «Addressing state failure», *Foreign Affairs*, 84/4, 153-63
- Krasner, Stephen (1982), «Structural Causes and Regime Consequences: Regimes as Intervening Variables», *International Organization*, 36, 2, pp.185-205.
- Krasner, Stephen (2001), «Abiding sovereignty», *International Political Science Review*, 22, 3, pp.229-251
- Krauthammer, C. (2002), «The unipolar moment revisited», *National Interest*, 70, pp. 5-17.
- Kristensen Hans M. (2007), «Small Fuze, Big Effect», Federation of American Scientists Strategic Security Blog, March 14, [Bwww.fas.org/blog/ssp/2007/03/small_fuze_big_effect_1.php](http://www.fas.org/blog/ssp/2007/03/small_fuze_big_effect_1.php)

- Kristensen Hans M., Robert S. Norris (2011), «US nuclear forces», *Bulletin of the Atomic Scientists*, 67, 2, pp.66-76.
- Kristensen, Hans M. (2007), «US strategic war planning after 9/11», *Nonproliferation Review*, 14, 2, 373-390
- Kristensen, Hans M. (2008), «Counterproliferation and US Nuclear Strategy», *International Journal*, 63, 4, pp. 803-820.
- Kurtz, S. (2003), «Democratic imperialism: a blueprint», *Policy Review*, 118, 18p.
- L'Inter* (2002), «Agression armée contre la Côte d'Ivoire: ce que l'envoyé de Bush a confié à Gbagbo», Groupe Olympe, Abidjan, 24 octobre.
- Mazen Laban, «John Agnew, Hegemony: The new shape of global power», *The Geographical Review*, 2005, vol.95, no.3, p482(5)
- Lambert, S. H. Schneider, A. Suwa (1991), «Adjustment and equity in Cote d'Ivoire: 1980-1986», *World Development*, 19, 11, pp. 1563-1576.
- Landes, David S. (1962), *Some thoughts on the nature of economic imperialism*, Berkeley, CA, Institute of Industrial Relations.
- Langer, A. (2005), «Horizontal inequalities and violent group mobilization in Cote d'Ivoire», *Oxford Development Studies*, 33, 1, pp. 25-45
- Langer, W.L. (1951), *The diplomacy of imperialism, 1890-1902*, NY, Knopf.
- Latin, David (2007), *Nations, states and violence*, Oxford, Oxford University Press
- Le Pape Marc, Claudine Vidal, (éds), *Côte d'Ivoire: l'année terrible 1999-2000*, Paris, Karthala
- Le Patriote* (2009), «Aéroport d'Abidjan: à quand la certification américaine?», Mayama Editions et Production Sarl, Abidjan, 5 avril.
- Le Sage, Andre (2007), *African counterterrorism cooperation: Assessing regional and subregional initiatives*, Washington D.C. National Defense University Press, Potomoc Books Inc.
- Le Vine, Victor (2004), *Politics in francophone Africa*, Boulder, Colo.: Lynne Rienner Publishers.
- Leffler, M. (2004), «Think again: Bush's foreign policy», *Foreign Policy*, 144, pp.22-28.
- Leffler, M. (2005), «Response», *Diplomatic History*, 29, 3, pp. 441-444.
- Lida, Moïse Kouassi (2010), *Témoignage sur la crise ivoirienne: de la lute pour la démocratie à l'épreuve de la rébellion*, Paris, L'Harmattan
- Lindberg, Charles (1913), *Banking and currency and the money trust*, Washington, D.C., National Capital Press.
- Lindblom, Charles (2001), *The market system: what it is, how it works, and what to make of it*, New Haven & London, Yale University Press.
- Lipshultz, R. D. (2009), *The constitution of imperium*, Boulder, Paradigm Publishers.
- Logan Justin, Christopher Preble, «Fixing failed states: A cure worse than the disease? », *Harvard International Review*, 29/4, 2008, pp. 62-6.
- Long, David (2005), «Paternalism and internationalisation of imperialism, J.A. Hobson on the international government of backward races», David Long, Brian C. Schmidt, *Imperialism and internationalism in the discipline of International Relations*, Albany, State University of NY Press.
- Lord, C. (2006), *Losing hearts and minds? Public diplomacy and strategic influence in the age of terror*, Westport, Connecticut, London, Praeger Security International
- Loucou, Jean-Noël (2007), *Côte d'Ivoire: les résistances à la conquête coloniale*, Abidjan, Les éditions du CERAP.
- Lundestad, G. (1998), *The United States and Western Europe since 1945: from empire by invitation to transatlantic drift*, Oxford, Oxford university Press.
- Luxemburg, Rosa (1967), *L'accumulation du capital*, Paris, F. Maspero.

- Mabee, B. (2004), «Discourse of empire: the US ‘empire’, globalisation and international relations», *Third World Quarterly*, 25, 8, pp. 1359-1378.
- MacLean, M. L. (2004), «Empire of the young: the legacies of state agricultural policy on local capitalism and social support networks in Ghana and Cote d’Ivoire», *Comparative Studies in Society and History*, 46, 3, pp. 469-496.
- MacLean, M.L. (2002), «Constructing a social safety net in Africa: An institutionalist analysis of colonial rule and state social policies in Ghana and Cote d’Ivoire», *Studies in Comparative International Development*, 37, 3, pp. 64-90.
- Magdoff, Harry (1979), *L’impérialisme: de l’époque coloniale à nos jours*, Paris, Maespero.
- Maier, C.S. (2006), *Among empires: American ascendancy and its predecessors*, Cambridge, MA.
- Mallaby Sebastian (2002), «The reluctant imperialist: terrorism, failed states, and the case for American Empire», *Foreign Affairs*, 81/2, pp.2-7
- Mamdani, Mahmood (1996), *Citizen and subject: contemporary Africa and the legacy of late colonialism*, Princeton, Princeton University Press.
- Mamdani, Mahmood (2002), *When Victims Become Killers: Colonialism, Nativism and Genocide in Rwanda*, Princeton, Princeton University Press.
- Mandel, Ernst (1976), *Le troisième âge du capitalisme*, Paris, Union générale d’éditions.
- Mann, Michael (2005), *Incoherent empire*, London, New York, Verso.
- Manne, Henry (1966), *Insider trading and the stock market*, NY, Free Press
- Marshall-Fratani, R. (2005), «La France en Côte d’Ivoire: l’interventionnisme à l’épreuve des faits», *Politique Africaine*, 98, pp. 21-41.
- Marshall-Fratani, R. (2006), «The war of “who is who”: autochthony, nationalism, and citizenship in the ivoirien crisis», *African Studies Review*, 49, 2, pp. 9-43.
- Mbembe, Achille (2010), *Sortir de la grande nuit. Essai sur l’Afrique décolonisée*, Paris, Découverte.
- McDonough, David (2006), *Nuclear Superiority: The ‘new triad’ and the evolution of nuclear strategy*, London, NY, Routledge.
- McFaul, M. (2004), «Democracy promotion as a world value», *The Washington Quarterly*, 28:1, pp.147-163.
- McNamara, Kathleen R. (2008), «A rivalry in the making? The Euro and international monetary power», *Review of International Political Economy*, 15, 3, pp.439-459.
- Memel-Fotê, Harris (1991), «Des ancêtres fondateurs aux Pères de la nation: introduction à une anthropologie de la démocratie», *XIII^e Conférence Marc-Bloch*, 18 juin, Paris.
- Menon Rajan, John Oneal (1986), «Explaining imperialism: the state of the art as reflected in three theories», *Polity*, 19/2, pp.169-193
- Mészáros, I. (2001), *Socialism or barbarism: from the “American Century” to the crossroads*, NY, Monthly Review.
- Migdal, Joel (1988), *Strong society and weak states: state-society and state capability in the Third World*, Princeton, N.J., Princeton University Press.
- Mikesel, Raymond (1994), *The Bretton Woods debates: A memoir*, Essay in International Finance, no.192, Princeton, International Finance Section, Dept. of Economics, Princeton University.
- Miles, William (éd.) (2007), *Political islam in West Africa: state-society relations transformed*, Boulder: Lynne Rienner Publishers.
- Miller, M., B. Stefanova (2007), «Introduction», Miller Mark et Boyka Stefanova (éds.) *The war on terror in comparative perspective: US security and foreign policy after 9/11*, NY, Palgrave and MacMillan, pp. 1-16
- Mingst, K. A. (1988), «The Ivory Coast at the semi-periphery of the World-Economy», *International Studies Quarterly*, 32, 3, pp. 259-274

- Mohan, G., T. Zack-Williams (2005), «Oiling the wheels of imperialism», *Review Of African Political Economy*, nos. 104/5, pp. 213-214.
- Mooers, Colin Peter (ed.) (2006), *The new imperialists ideologies of empire*, Oxford, Oneworld.
- Morgenthau, H. (1948), *Politics among nations: the struggle for power and peace*, NY, Knopf.
- Morrison T. J., J. Cooke (éds.) (2009), *U.S. Africa policy beyond the Bush years: critical challenge for Obama administration*, Washington D.C., CSIS.
- Morton, A. David (2005), «The 'Failed State' of International Relations», *New Political Economy*, 10/3, pp.371-379
- Moutout, Corinne (1988), «Chute des cours du cacao, impérite des dirigeants: qui croit encore au «miracle» ivoirien?», *Le Monde diplomatique*, décembre.
- Moya, Collett, «Ivorian identity constructions: ethnicity and nationalism in the prelude to civil war», *Nations and nationalism*, 12, 4, pp.613-629
- Münkler, Herfried (2004), *The New Wars*, Oxford, Polity
- Münkler, Herfried (2007), *Empire: the logic of world dominion from ancient Rome to the United States*, Cambridge, Malden, Polity.
- Musch, D. J. (2004), *International terrorism agreements: documents and commentary*, NY, Oceana Publications Inc.
- Myers, Richard (2005), «Written Posture Statement to SAC-D», Washington, D.C., 27 avril
- N'Diaye, B. (2000), «Ivory Coast's civilian control strategies 1961-1998: a critical assessment», *Journal of Political and Military Sociology*, 28, 2, pp. 246-270.
- Nabers D., R. G. Patman (2008), «September 11 and the rise of political fundamentalism in the Bush administration: domestic legitimization versus international estrangement? », *Global Change, Peace & Security*, 20, 2, pp. 169-183.
- Naeem Inayatullah, David L. Blaney (1995), «Realising Sovereignty», *Review of International Studies*, 21/1, pp. 3-20
- Nandjui, P. (1995), *Houphouët-Boigny, l'homme de la France en Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- Negri, Antonio (2001), «Vers l'agonie des états-nations: l'«Empire», stade suprême de l'impérialisme», *Le Monde diplomatique*, janvier, p.3
- Nelson, A. K. (2005), «Continuity and change in the age of unlimited power», *Diplomatic History*, 29, 3, pp. 437-439
- Newman, Edward (2007), «Weak States, State Failure, and Terrorism», *Terrorism and Political Violence*, 19, 4, pp. 463-88
- Newman, Edward (2009), «Failed states and international order: constructing a post-westphalian world», *Contemporary Security Policy*, 30/3
- Nexon, Daniel H. (2008), «What's this, then?' Romanes eunt domus'? », *International Studies Perspectives*, 9, 3, pp. 300-308.
- Nexon, Daniel H., Thomas Wright (2007), «What's at stake in the American empire debate», *American Political Science Review*, 101, 2, pp. 253-271.
- Niebuhr, Reinhold (1959), *The structure of nations and empires: a study of the recurring patterns and problems of the political order in relation to the unique problems of the nuclear age*, New York, Schribner.
- Nordas, Ragnhild (2008), «Identity polarization and conflict: state building in Côte d'Ivoire and Ghana», 49e Convention de l'International Studies Association, International Peace Research Institute, Oslo, du 7 au 9 Juin.
- Norris Robert N., Kristeinsen Hans M. (2009), «Nuclear notebook: worldwide deployments of nuclear weapons», *Bulletin of the Atomic Scientists*, 65, 6, pp.86-98.

- Norris Robert N., Kristeinsen Hans M. (2009), «U.S. nuclear warheads, 1945-2009», *Bulletin of the Atomic Scientists*, 65, 4, pp.72-81
- Norris Robert N., Kristeinsen Hans M. (2010), «Global nuclear weapons inventories, 1945-2010», *Bulletin of the Atomic Scientists*, 66, 4, pp.77-83.
- Norris Robert S., Hans M. Kristensen (2010), «US tactical nuclear weapons in Europe, 2011», *Bulletin of the Atomic Scientists*, 67, 1, 64-73
- Nuruzzaman, Mohammed (2008), «Failed and Fragile States' in International Relations: Revisiting Issues and Rethinking Options», ACSP-CPSA, Vancouver 2008
- Nyang, Souleymane (2005), «US-Africa relations over the last century: an African perspective», *Social Research*, 72/4, pp.913-934
- O'Donnell, G. (2004), «Why the rule of law matters», *Journal of Democracy*, 15, 4, 32-46.
- Odom William, Robert Dujarric (2004), «The sources of American power», *America's inadvertent empire*, New Haven, London, Yale University Press
- Offner, A. (2005), «Rogue president, rogue nation: Bush and US national security», *Diplomatic History*, 29, 3, pp. 433-435.
- Ogunmola, D. B. Isiaka Alani (2009), «Côte D'Ivoire: understanding and solving the ethno-political civil conflict», *World Affairs*, 13, 1, pp. 94-128.
- Okbazghi, Y. (2003), «America's new frontier: oil in the gulf of Guinea», *The Black Scholar*, 33, 2, pp. 2-21.
- Orszag, Peter (2008), *A Comparison of Science and Technology Funding for DoD's Space and Non-space Programs*, Congressional Budget Office, Washington DC.
- Otto, Bauer (2006), «L'accumulation du capital», *Cahiers d'Économie Politique/Papers in Political Economy*, 51, pp.287-309
- Ouattara, Azoumana «L'armée ivoirienne en crise: De la mutinerie de 1990 au coup d'État de 1999», news.abidjan.net/h/410650.html (janvier 2010).
- Ouédraogo Jean-Bertrand, Ebrima Sall (2008), *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, CEDESRIA.
- Palloix Christian (1975), *L'économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales*, Tome2, Paris, F.Maspero.
- Palmer, R.D. (2007), «Political terrorism in West Africa», John Davis (éd.), *Africa and the war on terrorism*, Aldershot, England, Burlington, VT, Ashgate, pp.103-112
- Panitch Leo, Sam Gindin (2006), «The unique American empire», Alejandro Colás et Richard Saull (éds.) *The war on terrorism and the American 'empire' after the cold war*, NY Routledge, pp. 24-43.
- Panitch, L. (2003), «September 11 and the American empire», *Interventions*, 5, 2, pp.233-240.
- Passeron, J. C., J. Revel (éds.) (2005), *Penser par cas*, Paris, ÉHSS.
- Peet, Richard (2009), *Unholy trinity: the IMF, World Bank and WTO*, London, NY, Zed Books
- Pentland, C.C. (2005), «The European Union and civil conflict in Africa», *International Journal*, 60, 4, pp. 919-936.
- Pétrás, J. (1999), «NGOs in the service of imperialism», *Journal of Contemporary Asia*, 29, 4, pp. 429-440.
- Pham, J.P. (2007), «Next front? Evolving United States-African strategic relations in the war on terrorism and beyond», *Comparative Strategy*, 26, 1, pp. 39-54.
- PHENIX-CI (2006), *Actes du colloques international sur la problématique du patriotisme africain: le cas de la Côte d'Ivoire*, Abidjan, Palais de la culture
- Pkinarli, Neyire (2010), *The fragility of the 'failed state' paradigm: a different international law perception of the absence of effective government* (livre électronique), pp.72-76

- Polanyi, Karl (1975), «The economy as instituted process», in Karl Polanyi, Conrad M. Arensberg, Harry W. Pearson (eds), *Trade and markets in the early empires: economies in history and theory*, pp.243-70
- Prao, Yao N. Séraphin (2012), *Le franc CFA: instrument de sous-développement*, Paris Harmattan
- Preston, Bob et al. (2002), *Space weapons: earth wars*, Project AIR FORCE RAND, Santa Monica, Arlington, Pittsburgh.
- Prestowitz, Clyde (2003), *Rogue Nation: American unilateralism and the failure of good intentions*, NY, Basic Books
- Price Richard (2008), *Making Empire: colonial encounters and the creation of imperial rule in nineteenth-century Africa*, Cambridge, Cambridge University Press
- Princeton Lyman, Stephen Morrison (2004), «The Terrorist Threat in Africa», *Foreign Affairs*, 83/1, 2004, pp. 75-9
- Radhik, D. (2007), «The last empire? From nation-building compulsion to nation-wrecking futility and beyond», *Third World Quarterly*, 28, 2, pp. 435-456
- Ray, K. (2005), «Capitalist expansion and the imperialism-globalization debate: contemporary Marxist explanations», *Journal of International Relations and Development*, 8, pp.27-57.
- Reynolds, C. (1981), *Modes of imperialism*, NY, St. Martin's Press
- Richard, Joseph (1976), «The Gaullist legacy: patterns of French neo-colonialism», *Review of African Political Economy*, 3, 6, 4-13.
- Ridler, N. B. (1988), «The caisse de stabilisation in the coffee sector of the Ivory Coast», *World Development*, 16, 12, pp.1521-1526
- Robbins, Lionel (1937), *Economic planning and international order*, London, Macmillan and co., limited.
- Rocco, L., Z. Ballo (2008), «Provoking a civil war», *Public Choice*, 134, 3/4, pp. 347-366.
- Rosenau James N., Ernst Otto Czempiel (1989), *Global Changes and theoretical challenges: approaches to world politics for the 1990s*, Lexington Mass, Lexington Books
- Rotberg, I. Robert (2002), «Failed states in a world of terror», *Foreign Affairs*, 81/4, pp. 127-140.
- Roy, S.N. (2003), «L'étude de cas», Benoît Gauthier (dir.) *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*, 4^e éd., Québec, PUQ.
- Rutland Peter, Gregory Dubinsky (2008), «US foreign policy in Russia», Michael Cox et Doug, *US Foreign Policy*, Oxford, Oxford University Press, pp.257-273
- Sany, Joseph (2010), *Education and conflict in Côte d'Ivoire: special report*, Washington, United States Institute of Peace
- Saull, R. (2004), «On the 'new' American 'Empire'», *Security Dialogue*, 35, 2, pp. 250-253.
- Saull, R. (2008), «Empire, imperialism, and contemporary American global power», *International Studies Perspectives*, 9, 3, pp. 309-318
- Savoie-Zajc, L. (2009), «L'entrevue semi-dirigée», Benoît Gauthier (dir.) *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*, Québec, PUQ, 5^{ème} édition, pp.337-360.
- Schier, S.E. (2009), «Understanding the Obama presidency», *The Forum*, 7, no. 1, 1-11.
- Schmidt, B. C. (2008), «Political science and the American empire: a disciplinary history of the 'politics' section and the discourse of imperialism and colonialism», *International Politics*, 45, pp. 675-687.
- Schraeder, P. J. (2001), «Forget the rhetoric and boost geopolitics: emerging trends in the Bush administration's policy toward Africa», *African Affairs*, 100, 400, pp. 287-404.
- Schumpeter, Joseph A. (1972), *Impérialisme et classes sociales*, Paris, Éditions de Minuit.
- Seabrooke, Leonard (2004), «The economic taproot of US imperialism: the Bush rentier shift», *International Politics*, 41, 3, pp. 293-318.

- Serfati, Claude (2004), *Impérialisme et militarisme: actualité du XI^e siècle*, Lausanne, Éditions Page deux
- Sessions, Myra «Overview of the President's Emergency Plan for AIDS Relief», disponible au <http://international.cgdev.org/doc/HIVAIDSMonitor/OverviewPEPFAR.pdf>(décembre 2011).
- Shaw, M. (2002), «Post-imperial and quasi-imperial: state and empire in the global era», *Millennium*, 31, 2, pp. 327-336.
- SIGS (2008), *Foncier rural: être propriétaire de terre en Côte d'Ivoire*, Abidjan, Les Éditions du Cerap.
- Silberfein Marilyn, Al-Hassan Conteh (2006), «Boundaries and conflict in the Mano River region of West Africa», *Conflict Management and Peace Science*, 23, pp.343-361
- Singh, Robert (2006), «The Bush doctrine», Mary Buckley and Robert Singh (eds.), *The Bush Doctrine and the War on Terrorism Global responses*, Routledge, Abington, pp.12-31
- Sloan, Elinor (2002), *The Revolution in Military Affairs: Implications for Canada and NATO*, 2002.
- Sloan, Elinor (2012), *Modern military strategy: an introduction*, NY, Routledge.
- Smith Stephen, Antoine Glaser (1992), *Ces messieurs Afrique: le Paris-village du continent noir*, Paris, Calamnn-Lévy.
- Sogodogo, Alassane (1997), «Dévaluation, croissance et équilibres macro-économiques: le cas de la Côte d'Ivoire», Bernard Contamin et Harris Memel-Fotê (éds), *Le modèle ivoirien en questions: Crises, ajustements, recompositions*, Karthala-Orstom, Paris, pp.137-150
- Steinmetz, G. (2005), «The return to empire: the new U.S. imperialism in comparative historical perspective», *Sociological Theory*, 23, 4, pp. 339-367.
- Stewart, Patrick (2006), «Weak States and Global Threats: Fact or Fiction?», *The Washington Quarterly*, Vol. 29, No. 2, pp. 27-53
- Stohl Rachel, Michael Stohl (2008), «Failing the failed: the Bush Administration and failed states», *Harvard International Review*, 29/4, pp. 56-65
- Stohl Rachel, Michael Stohl (2008), «Failing the failed: the Bush Administration and failed states», *Harvard International Review*, 29/4, pp. 56-65
- Stokes, Doug (2005), «The heart of empire? Theorising US empire in an era of transnational capitalism», *Third World Quarterly*, 26, 2, pp. 217-236.
- Stoler, Ann L, Frederick Cooper (1997), *Tensions of empire: colonial cultures in a bourgeois world*, Berkeley, UCP.
- Strachey, John (1966), *The end of empire*, NY, Praeger.
- Strange, Susan (1994), *States and the markets*, London; New York, Pinter Publishers
- Strange, Susan (1996), *The Retreat of the state: the diffusion of power in the world economy*, NY, Cambridge University Press.
- Sweezy, Paul M. (1970), *The theory of capitalist development: principles of marxian political economy*, NY, Monthly Review Press.
- Szymanski, Albert (1981), *The logic of imperialism*, New York, Praeger.
- Talla, B.P. (2002), «Côte d'Ivoire: dix clés pour comprendre l'imbroglie», *Jeune Afrique Economie*, 37, pp. 8-21.
- Tayoro, C. (2007), «L'ancien ambassadeur des États-Unis à l'ONU incendie la France et l'ONU», *Le Courrier du Jour*, 1071, p.6.
- Tayoro, Paul D. (2007), «Attentat manqué contre le premier ministre: Les faits qui accablent la France» *Notre voie*, 2 juillet.
- Teschke, Benno (2003), *The myth of 1648: class, geopolitics, and the making of modern international relations*, London; NY, Verso.

- Thornton, John (1992), *Africa and the Africans in the Making of Atlantic World, 1400-1800*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Thurer, Daniel (2008), «An internal challenge: partnerships in fixing failed states», *Harvard International Review*, 29/4, pp. 42-5.
- Tilley Helen (2011), *Africa as a living laboratory: Empire, development and the problem of scientific knowledge, 1870-1950*, Chicago, Chicago University Press.
- Tilly, C. (2008), *Explaining social processes*, Boulder London, Paradigm Publishers.
- Tomlinson, J. (2002), *Cultural imperialism: a critical introduction*, London, NY, Continium.
- Traoré, Aminata (2002), *Le viol de l'imaginaire*, Paris, Fayard.
- Van Dormael, Armand (1978), *Bretton Woods: birth of a monetary system*, London, Macmillan
- Van Elteren, M. (2003), «U.S. cultural imperialism today: only a chimera? », *SAIS Review*, 23, 2, pp. 169-188.
- Van Wyk, Jo Ansie (2005), «Allah, Africa and America: the US war on terrorism in Africa», *Africa Insight*, 35, 2, pp. 61-70.
- Varenne, Leslie (2012), *Abobo-la-guerre: Côte d'Ivoire, terrain de jeu de la France et de l'ONU*, Paris, Mille et une nuits.
- Vayrynen, Raimo (2000), «Complex Humanitarian Emergencies: Concepts and Issues», Frances Stewart, E. Nafziger (eds), *War, hunger, and displacement: the origins of humanitarian emergencies*, Oxford, Oxford University Press
- Vergès, Jacques (2006), *Crimes contre l'humanité: massacres en Côte d'Ivoire*, Paris, Pharos
- Vidal, C. (2003), «The brutalization of the Ivory Coast political field, 1990-2003», *African Sociological Review*, 7, 2, pp. 45-57.
- Vitalis, R. (2006), «Theory wars of choice: hidden causalities in the 'debate' between hegemony and empire», Charles-Philippe David et David Grondin (éds.) *Hegemony or Empire? The redefinition of US Power under George W. Bush*, Burlington, VT, Ashgate, pp. 21-31.
- Vogel, J. (1991), «Culture, politics, and national identity in Cote d'Ivoire», *Social Research*, 58, 2, pp. 439-456
- Walberg, Eric (2011), *Postmodern imperialism: geopolitics and the great games*, Atlanta, Clarity Press.
- Walt, S. M. (2001), «Beyond bin Laden: reshaping U.S. foreign policy», *International Security*, 26, 3, pp. 56-78.
- Waltz, Kenneth Neal (1959), *Man, state and war: a theoretical analysis; Theory of international Relations*, NY, Columbia University Press, 18-78
- Waltz, Kenneth Neal (1979), *Theory of international politics*, New York, Random House.
- Wauthier, C. (c1995), *Quatre présidents et l'Afrique: de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand: quarante ans de politique africaine*, Paris, Seuil.
- Wehler, H.U. (1970), «Bismarck's imperialism 1862-1890», *Past & Present*, 48, 1, pp.119-155.
- Whitaker, Beth Elise (2007), «Exporting the Patriot Act? Democracy and the 'war on terror' in the Third World», *Third World Quarterly*, 28, 5, pp. 1017-1032
- Wight, Colin (2003), «Philosophy of social science and International Relations» Walter Carlsnaes, Thomas Risse, and Beth Simmons (eds.), *Handbook of International Relations*, London; Thousand Oaks, Calif., SAGE Publications, pp.23-52.
- Wilkinson, James M. (2008), «Make the United Nations a cornerstone of U.S. foreign policy!», *SAIS Review*, 28, 2, pp17-29.
- Williams, W. A. (1962), *The tragedy of American diplomacy*, NY, Dell Pub Co.
- Williams, W. A. (1970), *The roots of the modern American empire: A study of the growth and shaping of social consciousness in a marketplace society*, NY, Vintage Books.

- Wood, E. M. (2006), «Democracy as ideology of empire», Mooers Colin (éd.) *The new imperialists, ideologies of empire*, Oxford, One World Publications, pp. 9-23
- Woods, D. (2003), «The tragedy of the cocoa pod: rent-seeking, land and ethnic conflict in Ivory Coast», *The Journal of Modern African Studies*, 41, 4, pp. 641-655.
- Woods, D. (2004), «Predatory elites, rents and cocoa: a comparative analysis of Ghana and Ivory Coast», *Commonwealth and Comparative Politics*, 42, 2, pp. 224-241.
- Woolf, Leonard S. (1920), *Economic imperialism*, The Swarthmore Press Ltd.
- Woolf, Leonard S. (1920), *Empire and commerce in Africa: a study in economic imperialism*, London, Allen and Unwin
- Woolf, Leonard S. (1928), *Imperialism and civilization*, NY, Harcourt Brace.
- Wright, R. (2004), «War on evil», *Foreign Policy*, 144, pp. 34-35
- Yin, R. K. (2009), *Case study research; design and methods*, Los Angeles, SAGE Publications
- Young Crawford (2004), «The end of postcolonial state in Africa? Reflections on changing African political dynamics», *African Affairs*, 103, pp.23-49
- Young, Robert (1995), *Colonial desire: hybridity in theory, culture and race*, London, NY, Routledge
- Youngs, R. (2006), «The EU and conflict in West Africa», *European Foreign Affairs Review*, 11, 3, pp. Pp.333-352
- Zartman William, Crhistopher L. Delgado (eds.) (1984), *The political economy of Ivory Coast*, NY, Praeger.
- Zelikow, Philip (2003), «The transformation of national security: five redefinitions», *The National Interest*, 71, pp. 17-28.
- Ziady, H. (2002), «Côte d'Ivoire: le crash», *Economia*, 24, pp. 8-11.
- Ziké, Marc (1990), *Café/cacao: la rébellion ivoirienne contre les multinationales*, Abidjan, Édition Ami.
- Zureik Elias, Mark Salter (eds.) (2005), *Global surveillance and policing: borders, security, identity*, Cullompton, UK, Portland, Or, Willan.

Documents administratifs et rapports

ANAC

- Arrêté n° 00027/MT/CAB du 25 janvier 2008 fixant les modalités d'application du décret n° 2008-09 du 23 janvier 2008 portant réglementation de la sécurité aérienne
- Arrêté n° 00027/MT/CAB du 25 janvier 2008 fixant les modalités d'application du décret n°2008-09 du 23 janvier 2008 portant réglementation de la sécurité aérienne
- ATM Contingency plan for Abidjan / UTA
- Décision 1422 ANAC/NOA du 7 octobre 2008 Relative aux Conditions de Validation des Certificats Acoustiques des Aéronefs Civils Immatriculés en Côte d'Ivoire
- Décision n° 000132 du 24 février 2004 portant conditions de certifications d'un organisme de maintenance agréé
- Décision n° 000197/ANAC/NOA du 17 mars 2004 portant réglementation des licences et qualifications associées du personnel aéronautique (PEL-CI).
- Décision n°00659/ANAC/NOA/BCV du 30 mai 2007 relative à la délivrance et au renouvellement de la Licence de Technicien de Maintenance d'Aéronef et du Certificat de Technicien de Maintenance d'Aéronef.

Décision n°000145 du 25 janvier 2008 portant règlement relatif aux Conditions de navigabilité des aéronefs civils en République de Côte d'Ivoire.

Décision n°00415/ANAC/NOA du 31 mars 2009 relative au plan de mesures d'exception du secteur d'information de vol d'Abidjan

Décision n°00474/ANAC/NOA du 12 avril 2007 portant règlement relatif aux cartes aéronautiques

Décret n°2008-277 du 03 octobre 2008 portant organisation et fonctionnement de l'administration autonome de l'Aviation Civile dénommée Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire, en abrégé ANAC

Décret n°2005-73 du 3 février 2005 portant réglementation des activités privées de sécurité et de transport de fonds

Décret n°2006-261 du 9 août 2006 portant création, organisation et fonctionnement d'une cellule nationale de traitement des informations financières

Décret n°2008-277 du 3 octobre 2003 portant organisation et fonctionnement ANAC

Décret n°98-371 du 30 juin 1998 portant réglementation des établissements de jeu de hasard, *Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire* du 20 août 1998

Règlement relatif à l'homologation des hélistations, Abidjan

BCEAO

Circulaire n°01152 ANAC/NOA du 10 décembre 2001 relative à la procédure de délivrance d'une autorisation de survol et/ou d'atterrissage

Code communautaire de l'aviation civile des états membres

Commission Bancaire (2010), Rapport annuel, Abidjan

CREPMF, Instruction n°35/2008 du 23 février 2009 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux au sein des acteurs agréés du marché financier régional de l'UEMOA

Décision 08/2002/CM/UEMOA du 27 juin 2002 portant adoption du Programme commun du transport aérien des états membres de l'UEMOA

Décision 09/2008/CM/UEMOA portant modification de la décision 9/2007/CM/UEMOA du 06 avril 2007, relative à la liste des personnes, entités ou organismes visés par le gel des fonds et autres ressources financières dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme dans les états UEMOA

Décision 13/2005/CM/UEMOA du 6 septembre 2005 portant adoption d'un mécanisme communautaire de supervision de la sécurité de l'aviation civile dans les états membres de l'UEMOA

Directive 01/2003/CM/UEMOA du 20 mars 2003 relative à l'accès au marché d'assistance en escale des aéroports de l'Union;

Directive 04/2007/CM/UEMOA du 4 juillet 2007 relative à la lutte contre le financement du terrorisme dans les états membres de l'UEMOA

Directive 05/2002/CM/UEMOA du 27 juin 2002 relative aux principes fondamentaux régissant les enquêtes sur les accidents et les incidents de l'Aviation Civile au sein de l'UEMOA

Directive 07/2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002, relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux dans les états UEMOA

Directive 01/2004/CM/UEMOA portant statut des administrations de l'aviation civile des états membres de l'UEMOA

Instruction n°01/2007/RB du 2 juillet 2007 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux au sein des organismes financiers

Loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux dans les états membres de l'UEMOA, adoptée le 20 mars 2003

Loi uniforme relative à la lutte contre le financement du terrorisme: le financement du terrorisme dans les états membres de l'UMOA

Loi-cadre portant réglementation bancaires

Règlement n°02/2003/CM/UEMOA du 20 mars 2003 relatif à la responsabilité des transporteurs en cas d'accident

Règlement n°03/2003/CM/UEMOA du 20 mars 2003 établissant les règles relatives aux compensations pour refus d'embarquement des passagers et pour annulation ou retard important d'un vol

Règlement n°04/2003/CM/UEMOA du 20 mars 2003 fixant les règles communes pour l'attribution des créneaux horaires dans les aéroports de l'Union

Règlement n°05/2006/CM/UEMOA du 2 mai 2006 relatif à la libre circulation et à l'établissement des experts comptables et des comptables agréés ressortissants de l'Union au sein de l'espace UEMOA

Règlement n°07/2002/CM/UEMOA du 27 juin 2002 relatif à l'agrément de transporteur aérien au sein de l'UEMOA

Règlement n°08/2002/CM/UEMOA du 27 juin 2002 relatif aux tarifs de passagers, fret et poste applicable aux services aériens à l'intérieur, et vers les états membres de l'UEMOA

Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1er octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des territoires UEMOA

Règlement n°1/2007/CM/UEMOA du 6 avril 2007 portant adoption du Code communautaire de l'aviation civile des états UEMOA

Règlement n°14/2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002, relatif au gel des fonds et autres ressources financières dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme dans les états membres de l'UEMOA

Règlement n°24/2002/CM/UEMOA du 18 novembre 2002 fixant les conditions d'accès des transporteurs aériens de l'UEMOA aux liaisons aériennes intracommunautaires

Règlement relatif aux relations financières extérieures des états membres de l'UEMOA et textes d'application

Textes d'application de la loi portant réglementation bancaire

GAFI (2012), Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme: les recommandations du GAFI, Paris

GIABA (2012), Rapport d'évaluation mutuelle sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme: Côte d'Ivoire

BIRD, Infrastructure de la Côte d'Ivoire: une perspective continentale, Washington

Bush, George W. (2006), «Blocking property of certain persons contributing to the conflict in Côte d'Ivoire», *Federal Register*, 71, No. 28.

Cartwright, James E. (2005), «Statement Before the Senate Armed Services Committee Strategic Forces Subcommittee on Strategic Forces and Nuclear Weapons Issues in Review of the Defense Authorization Request for Fiscal Year 2006

CENTIF (2008), Rapport d'activités trimestrielles avril-juin, Abidjan

CENTIF (2008), Rapport d'activités trimestrielles octobre-décembre, Abidjan

CENTIF (2009), Rapport d'activités trimestrielles janvier-mars, Abidjan

CENTIF (2009), Rapport d'activités trimestrielles juillet-septembre, Abidjan

CENTIF (2009), Rapport d'activités trimestrielles octobre-décembre, Abidjan

CENTIF (2010), Rapport d'activités trimestrielles avril-juin, Abidjan

CENTIF (2010), Rapport d'activités trimestrielles juillet-septembre, Abidjan

CENTIF (2010), Rapport final: atelier de sensibilisation des professions assujetties à la lutte

CENTIF-CI, Synthèse des activités 2010

Département d'État

CIA, State Failure Task Force Report: Phase III Findings
Congressional Budget Justification, FOREIGN OPERATIONS 2008, Overview of the Congressional Budget Justification Foreign Assistance and USAID Operations FY 2008 Budget Request, United States Foreign Assistance: investing in transformational diplomacy, pp.1-18, Cote d'Ivoire, Rebuilding: Obstacles and opportunities for advancing transformational diplomacy, pp.193-194
Congressional Budget Justification, Overview, Foreign Operations FY 2009 Budget Request
Country report on human rights practices: Côte d'ivoire, Washington DC. 1998
Foreign Operations, «Côte d'Ivoire: Advance transformational diplomacy», 2007; 2008; 2003; 2009.
International narcotics control strategy Report, Washington DC, February 27, 2009.
International narcotics control strategy: volume II Money laundering and financial crimes, 2005, pp.159-161
International religious freedom report 2010, Washington DC.
Liberté de religion: les minorités religieuses aux États-Unis, E Journal, 13, 8, 2008
US Department of interior (2006), Geology and total petroleum systems of the Gulf of Guinea Province of West Africa US geological survey Bulletin 2207-C, Reston Virginia
US Trade and Development Agency (2005), USTDA supports regional transportation infrastructure development in West Africa
USAID, Office of Inspector General, Audit of USAID Compliance with Military Coup d'Etat-Related Program Suspension Requirements of Section 508 and Other Related Sections of the Foreign Operations Appropriation Acts -Cote d'Ivoire, Audit Report No. 7-000-02-003-P March 21, 2002
USGOV, Africa Regional Overview, Foreign Assistance Program Overview, Washington, pp.1-5, cote d'ivoire, pp.37-38 (Governing Justly and Democratically, Investing In People), 2010

Département du Trésor

Department of State and the Broadcasting Board of Governors Office of Inspector General, Report of Inspection, Embassy Abidjan, Cote d'Ivoire Report Number ISP-I-08-10A, March 2008
Imam Yahya Hendi Calls for Inter-Religious Dialogue and Tolerance, Photo Album June 12-16, 2009.
International affairs technical assistance report to Congress, Washington DC., 2004
International affairs technical assistance report to Congress, Washington DC, 2005
International affairs technical assistance report to Congress, Washington DC., 2006.
International affairs technical assistance report to Congress, Washington DC., 2007.
FAFT, High-Level principles and objectives for FATF and FATF-style regional bodies
FMI (2003), La répression du financement du terrorisme: *manuel d'aide à la rédaction des instruments législatifs*, Washington DC.
FMI, Currency composition of official foreign exchange reserves, December, 2011, SRS, disponible au <http://www.imf.org/external/np/sta/cofer/eng/cofer.pdf>
FMI, World Economic Outlook – Avril 2008, pp.48-50

Department of Energy

FY2012 Stockpile stewardship and management plan report to Congress, 2011

Hearing on the Nuclear Posture Review before the Senate Armed Services Hearing February 14, 2002 (Feith Douglas J.)

Department of Defense

2005 Annual report: Department of Defense HIV/AIDS prevention program, Washington DC.

2006 Annual report: Department of Defense HIV/AIDS prevention program, Washington DC., 2007

2009 Annual report: Department of Defense HIV/AIDS prevention program, Washington DC., 2010

Base structure report: fiscal year 2012 Baseline, Washington DC.

Collection of 07 Individual Country Reports, Washington DC., 2008

Department of Defense HIV/AIDS prevention program: 2011 Annual report. Reducing the incidence of HIV/AIDS among uniformed personnel across the globe, Washington DC., 2011

F-35 Joint strike fighter program: Background and issues for Congress CRS, Washington DC. (Gertler Jeremy) 2011.

Fact Sheet Increasing Transparency in the U.S. Nuclear Weapons Stockpile, 2010

Joint Operational Access Concept, Washington DC., 2012.

Military transformation: A strategic approach, Washington DC., 2003.

Northrop Grumman, «Deterrence and defense in "the second nuclear age" (Haffa Robert P. et al), 2009.

NPR 2001; le Memorandum, USMC, Vice Chairman, Joint Chiefs of Staff, to Joint Requirements Oversight Council, «Strategic Deterrence Requirements 2020 Study», JROCM 132-03, Juin 2003 (Peter Pace).

NPR: The nuclear posture review, Washington DC., 2012.

Nuclear Posture Review [Excerpts], Washington DC, 2002.

Obama Barrack (2012), Sustaining U.S. global leadership: Priorities for 21st century defense, Washington DC., January

Quadrennial Defense Review Report, Washington DC, 2001.

Quadrennial Defense Review Report, Washington DC, 2005

Quadrennial Defense Review Report, Washington DC., 2006

Strengthening U.S. global defense posture, Report to Congress, Washington DC., 2004

Sustaining U.S. Global Leadership: Priorities for 21st Century Defense, January, 2012

The 2011 national military strategy: Briefing to the precision strike association, Washington DC., 2011

The national military strategy of the United States of America, Washington DC, 2011.

Gouvernement de Côte d'Ivoire

Compil des textes législatifs et réglementaires relatifs à l'identification des personnes et au séjour des étrangers: Projet MDHLP/UNHCR Prévention Apatrié, Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques, 2011

Constitution d'août 2000

Décision n°2005-05/PR du 15 juillet 2005 relative à l'identification des personnes et au séjour des étrangers en Côte d'Ivoire

Décret n°2008-09 du 23 janvier 2008 portant réglementation de la sécurité aérienne

Loi 2005-554 du 02 décembre 2005 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux;
Loi 90-589 du 25 juillet 1990 portant Règlementation bancaire, Journal Officiel, 286-291
Loi n°2002-03 du 3 janvier 2002 relative à l'identification des personnes et au séjour des étrangers en Côte d'Ivoire
Loi n°2004-303 du 3 mai 2004
Loi n°2005-554 du 2 décembre 2005 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire du 29 décembre 2005
Loi n° 2005-554 du 2 décembre 2005 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, Journal Officiel du 21 décembre 2006
Loi uniforme du 20 mars 2003 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux dans les états membres de l'UEMOA
MEF (2011), *Guide des clients de banques et établissements financiers*, Direction du trésor et de la comptabilité publique
MEF (2011), *Guide des finances extérieures*, Direction du trésor et de la comptabilité publique
MEF Eco Actualité (no 12, décembre 2007)
Ordonnance n°2009-385 du 1^{er} décembre 2009 portant Règlementation bancaire
Ordonnance n°2008-08 du 23 janvier 2008 portant Code de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire
Ordonnance n°2009-367 du 12 novembre 2009 relative à la lutte contre le financement du terrorisme en Côte d'Ivoire
Protocole d'accord du 05 mars 2003 entre la Commission UEMOA et l'OACI, relatif à la mise en œuvre du projet COSCAP

Homeland security

FAA, Airport Certification Program Handbook: Order 5280.5C du 8 septembre 2006
FAA-2000-7479, Amendement 139-26 (69FR 6380, 02/10/04) Part 139-Certification of airports.
Homeland Security Presidential Directive/HSPD-6-Directive on Integration and use of screening information to protect against terrorism, September 16, 2003
National security strategy, 2002, 2006
The National strategy for aviation security, Section VI, Conclusion, Washington, DC, 27 mars 2007
The Personal Identification Secure Comparison and Evaluation System, /9/11 Agency internal matters 2002
TSA, Secretary Mineta Announces Beginning of Security Screening Program; BWI First to Deploy Federal Screening Personnel,
TSA/FAA Part 139 – Certification of airports: *Authority: 49 U.S.C. 106(g), 40113, 44701-44706, 44709, 44719 Source: Docket No. FAA-2000-7479, Amendment No. 139-26 (69 FR 6380, 02/10/04) effective 06/09/04*

OACI

Audit USAP 2008: recommandations pour la Côte d'Ivoire
Convention relative à l'aviation civile internationale: Annexes 1 à 18
Cooperative Development of Operational Safety and Continuing Airworthiness Programme Africa, ICAO Technical Co-operation Bureau
IATA, The Impact of September 11 2001 on Aviation, Genève, 2012
La Convention COSCAP – UEMOA, transition vers la création d'une agence communautaire de supervision de la sécurité de l'aviation civile, Note d'information du 23 septembre 2010

Multinational CEDEAO/UEMOA: programme de renforcement des capacités de supervision de la sécurité aérienne (COSCAP) en Afrique de l'Ouest et du Centre – Rapport d'évaluation, 2004
Rapport sommaire sur le suivi d'audit de la supervision de la sécurité de l'agence nationale de l'aviation civile de la Côte d'Ivoire, du 15 au 17 mars 2004, Programme universel OACI d'audits de la supervision de la sécurité.

Resolutions adopted at the 33rd session of the Assembly: provisional edition

USOAP: Rapport sommaire sur le suivi d'audit de la supervision de la sécurité de l'ANAC Côte d'Ivoire, Abidjan, Montréal 2004

ONU/Conseil de sécurité

Côte d'Ivoire: Document de travail, Rapport III au Comité de lutte contre le terrorisme du Conseil de sécurité des nations unies.

Rapport à mi-parcours (S/2008/235)

Rapport S/2005/175, 2005

Rapport S/2005/175, 2005

Rapport S/2006/222, avril 2006. UNSCR 1528 (2004)

Rapport S/2006/821 du 17 octobre 2006

Rapport S/2008/598

Rapport S/2009/521 des Nations unies: «Ressources financières des Forces nouvelles, étude de cas: le nord de la Côte d'Ivoire – une économie de type féodal»

S/RES/1267 (1999)

S/RES/1267 du 15 octobre 1999;

S/RES/1373 (2001) du 28 septembre

S/RES/1373 (2001) du 28 septembre 2001

S/RES/1572 (2004)

S/RES/1584 (2005)

S/RES/1603 (2005), Endossement de l'accord de Pretoria, Conseil de sécurité, New York

S/RES/1603 du 3 juin 2005

S/RES/1624 (2005) du 14 septembre

South Africa High Commissariat in Abidjan, Pretoria Agreement on the peace process in Côte d'Ivoire, 6 April 2005

Journaux

AF du 15 novembre 2002

AFP du 9 août 2009

Cote d'Ivoire Economie

Fraternité Matin du 11 novembre 2009

Fraternité Matin du 15 mars 2010

Fraternité Matin du 19 mars 2008

Fraternité Matin du 26 octobre 2007

Fraternité Matin du 6 juillet 2007.

Fraternité Matin du 6 juin 2008

Fraternité Matin, 20-21 février 2010

Fraternité Matin, 8-9 mai 2010

Fraternité Matin, Samedi 20, dimanche 21 février 2010

Fraternité Matin, vendredi 30 novembre 2007

Fraternite-Matin du 19 mai 2007
Jeune Afrique n°2426 2006
L'Inter du 9 janvier 2000
Le Courier d'Abidjan du 15 Novembre 2004
Le National du 23 mai 2000
Le Nouveau Réveil du 30 April 2003 et du 7 Octobre 2010.
Le Patriote du 9/21/2004 et du 15 janvier 2010
Le Quotidien du 24 novembre 2009
Le National du 27 décembre 1999, p.7.
Le Temps du 21 octobre 2004 et du 12 novembre 2009
Les Afriques
Soir Info

NEC/PAO

IRC, Livre du mois 2011
IRC, Le livre du mois 2010
IRC, Le livre du mois 2009
IRC NEWS, 036 – Mars 2010
IRC NEWS, 035 – February 2010
IRC NEWS, 034 – December 2009/January 2010
IRC NEWS, 033 – November 2009
IRC NEWS, 032 – October 2009
IRC NEWS, 031 – September 2009
IRC NEWS, 030 – July/August 2009
IRC NEWS, 022 – September 2008
IRC NEWS, 021 – July 2008
IRC NEWS, 020 – June 2008
IRC NEWS, 019 – May 2008
IRC NEWS, 017 – March 2008
IRC NEWS, 016 – February 2008
IRC NEWS, 015 – January 2008
IRC NEWS, 014 – Special issue
IRC NEWS, 012, 2007
PEPtalk, 12, October 2010
PEPtalk, 11, July 2010
PEPtalk, 10, April 2010
PEPtalk, 9, January 2010
PEPtalk, 6, April 2009
PEPtalk, 5, January 2009
Peptalk, 4, Octobre 2008
PEPtalk, 2, April 2008
PEPtalk, 1, January 2008
USA Revue, 38, 16, 2010
USA Revue, 38, 15, 2010.
USA Revue, 38, 14, 2010
USA Revue, 38, 13, 2009-2010

USA Revue, 38, 12, 2009
USA Revue, 38, 11, 2009
USA Revue, 38, 9, 2008
USA Revue, 38, 8, 2008
USA Revue, 38, 7, 2007
USA Revue, 38, 6, 2007
USA Revue, 38, 2, 2006

Sources internet

Bwww.fas.org/blog/ssp/2007/03/small_fuze_big_effect_1.php
<http://2001-2009.state.gov/documents/organization/61618.pdf>
<http://2001-2009.state.gov/documents/organization/61618.pdf>
<http://2001-2009.state.gov/documents/organization/61618.pdf>
http://abidjan.usembassy.gov/first_ladys_address_to_aids_conference_06/02/06.html (janvier 2010).
http://abidjan.usembassy.gov/imamhendi_061209.html (mars 2010)
http://abidjan.usembassy.gov/international_fraud.html (août 2011).
http://abidjan.usembassy.gov/ivoirien_soccer_maestro_becomes_pepfar_ambassador_against_hiv/aids_.html (décembre 2010)
http://abidjan.usembassy.gov/ivorien_soccer_star_joins_pepfar_team_against_hiv/aids.html (août 2011).
<http://abidjan.usembassy.gov/managmedia.html>
http://abidjan.usembassy.gov/pepfar_budget_rise_040108.html (janvier 2011).
http://abidjan.usembassy.gov/senate_staffers_visit_pepfar_cote_divoire.html (février 2010)
http://abidjan.usembassy.gov/uploads/images/Sp13z5rBPCSghAQV3DOlcA/AmCorCIRES_TG_Nov2007.pdf
<http://actualiteci.ivoire-blog.com/archive/2008/01/14/1-argent-de-la-casse-de-la-bceao-au-senegal.html>
<http://cotedivoireverite.unblog.fr/2010/12/31/comment-larmee-francaise-soro-et-ouattara-sont-complices-de-la-casse-du-siecle-des-agences-de-la-banque-centrale-de-lafrique-de-louest-bceao/?#>
<http://fr.allafrica.com/stories/200108010148.html>
<http://fr.allafrica.com/stories/200210100813.html>
<http://fr.allafrica.com/stories/200608250516.html> (décembre 2011)
<http://fr.allafrica.com/stories/200703260248.html>
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/_rle_des_militaires_dans_une_socite_democratique__au_centre_dune_visioconference__lambassade.html (octobre 2010).
<http://french.cotedivoire.usembassy.gov/4juillet2010.html>
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/ambconfepcci_040809.html (septembre 2011)
<http://french.cotedivoire.usembassy.gov/ambdisrfenapci07012010.html> (septembre 2011)
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/anniversaire_king_2008.html
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/anniversaire_martin_luther_king_2007.html
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/art_pour_lunit.html (janvier 2010.)
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/cdi_forme_journalistes.html (décembre 2011)
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/concert_musical__lambassade_des_etats-unis_damrique.html
<http://french.cotedivoire.usembassy.gov/crosscultural052808.html>

http://french.cotedivoire.usembassy.gov/expositionpepfar_072808.html.
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/expositionpepfar_072808.html (décembre 2011).
<http://french.cotedivoire.usembassy.gov/fedartci.html> (février 2010)
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/femmecarriere_professionnelle122208.html (juin 2011)
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/femmes_musulmanes_de_yamousoukro.html
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/feteindependance2008_.html (août 2011).
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/feteindpusa_09.html (août 2011)
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/fondspourla_dmocratiedroitsdelhomme.html et
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/dhrf_092209.html
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/lambassade_des_etats-unis_forme_des_professeurs_danglais_abengourou.html
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/lambassade_des_etats-unis_a_offert_un_dner_des_membres_des_communautes_musulmanes_en_cte_divoire.html.
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/lambassadeur_hooks_sentretient_avec_islam_info_.html
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/le_charg_daffaires_de_lambassade_des_etats-unis_accueille_les_tudiants_stagiaires_ivoiriens.html
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/le_discours_de_lambassadeur.html (janvier 2010)
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/le_discours_de_lambassadeur.html.
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/le_discours_du_prsident_gbagbo.html (janvier 2011).
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/le_programme_ivoirien_de_lutte_contre_le_vih/sida_bnficiduc_soutien_du_haut_responsable_du_pepfar.html
<http://french.cotedivoire.usembassy.gov/leadershipjeune040509.html>
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/microschol_sanpedro_050609.html (décembre 2011)
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/microscholarship_050609.html (décembre 2011).
<http://french.cotedivoire.usembassy.gov/progthanksgunivcdy120507.html>
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/prsentation_architectural.html (janvier 2010)
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/prsentation_architectural.html (janvier 2010)
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/remisecheqong-rip_090508.html
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/rupture_des_frontires_.html (janvier 2010)
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/ssh_progfr_040808.html (janvier 2010).
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/subventions_du_plan_durgence2.html (août 2011).
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/subventions_du_plan_durgence2.html.
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/tori_robinson_en_cte_divoire.html
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/tori_robinson_en_cte_divoire.html (mars 2010).
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/une_dlgation_de_sigoukou_dcouvre_lambassade.html
(janvier 2010)
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/universit_dabobo-adjam.html (janvier 2010)
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/universit_de_cocody.html (janvier 2010)
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/vernissage_11.html (janvier 2010.)
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/vernissage_7__retrouvailles.html (janvier 2010).
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/vernissage_8.html (février 2010).
http://french.cotedivoire.usembassy.gov/vernissage_9.html (janvier 2010).
<http://international.cgdev.org/doc/HIVAIDSMonitor/OverviewPEPFAR.pdf> (décembre 2011).
http://ipsinternational.org/fr/_note.asp?idnews=5024
<http://ivoire.telediaspora.net/fr/texte.asp?idinfo=2624>
<http://ivoire.telediaspora.net/fr/texte.asp?idinfo=2625>
<http://ivoire.telediaspora.net/fr/texte.asp?idinfo=2738>

<http://ivoire.telediaspora.net/fr/texte.asp?idinfo=2763>
<http://ivoire.telediaspora.net/fr/texte.asp?idinfo-38357> (novembre 2011)
<http://ivoire.telediaspora.net/fr/texte.asp?idinfo-38357> (novembre 2011)
<http://ks34402.kimsufi.com/koffi/actualite/12938-Etats-Unis-SEM-Aubrey-Hooks-celebre-son-dernier-Independence-Day.html> (février 2010).
<http://ks34402.kimsufi.com/koffi/actualite/48969-Cooperation-militaire-La-securite-en-Afrique-une-preoccupation-pour-les-USA.htm> (juin 2008)
<http://news.abidjan.net/375594.html>
<http://news.abidjan.net/article/imprimer.asp?n=333745> (mars 2010)
<http://news.abidjan.net/h/339920.html>
<http://news.abidjan.net/h/346822.html>
<http://news.abidjan.net/h/347963.html?n=347963>
<http://news.abidjan.net/h/371654.html?n=371654>
<http://news.abidjan.net/h/376751.html?n=376751>
<http://news.abidjan.net/h/402712.html>
<http://news.abidjan.net/h/402713.html>
<http://news.abidjan.net/h/402713.html> (juin 2011)
<http://news.abidjan.net/h/410650.html>
<http://news.abidjan.net/h/454208.html>
<http://nouvelles.abidjantv.net/actualite.php?id=9245-cote-d-ivoire-trop-de-banques-pas-assez-de-comptes.html>
<http://quefaire.lautre.net/archives/article/l-imperialisme-aujourd-hui> (octobre 2011)
<http://quefaire.lautre.net/archives/article/l-imperialisme-aujourd-hui>
<http://sn.telediaspora.net/fr/texte.asp?idinfo=51611>
http://www.africanindependent.com/ci_militaires_francais_arretes_vol092204.html
<http://www.afrik.com/article24782.html>
<http://www.afrique-express.com/afrique/cotedivoire/ci-2001.html> (juillet 2011)
http://www.agoa.info/?view=country_info&country=ci&story=trade
http://www.asecna.aero/publications/rapport_2009.pdf p.11
<http://www.atouhou.net/actualite.php?id=2931>
<http://www.bankster.tv/ressource.htm> consulté le 15/10/12.
http://www.carnegiecouncil.org/publications/journal/21_3/essay/001.html (mai 2013).
<http://www.cbo.gov/publication/43656>, <http://gbessay.unblog.fr/2012/02/11/etats-unis-deficit-budgetaire-a-8-5-du-pib/> ou encore <http://affaires.lapresse.ca/economie/etats-unis/201210/12/01-4582811-le-deficit-budgetaire-ramene-a-7-du-pib-aux-e-u.php>;
http://www.cbo.gov/sites/default/files/cbofiles/attachments/2012_09_MBR.pdf
http://www.cgeci.org/cgeci/index.php?option=com_content&view=article&id=318:aviation-civile-l-anac-erigee-en-autorite-autonome-et-independante&catid=45:securite-qualite-environnement
<http://www.cipaco.org/spip.php?article462>.
<http://www.cnn.com/2003/WORLD/meast/03/17/sprj.irq.bush.transcript/>
<http://www.connectionivoirienne.net/casse-de-la-bceao-un-francais-tente-de-disparaitre-avec-des-milliards/>
<http://www.connectionivoirienne.net/cote-divoire-les-frci-le-djihad-et-la-republique-islamique/>
http://www.dailymotion.com/video/x1d0hp_3-3-cote-d-ivoire-pac-57-2e-partie_news?ralg=meta2-only#from=playrelon-4 (août 2010).

http://www.dailymotion.com/video/xci45u_comment-lamine-diabate-preparait-le_news#.UQvHeh2cOE0
http://www.dailymotion.com/video/xuoxe_cote-d-ivoire-poudriere-identitaire_news#.UQrzdR2cOE0
http://www.diplomatie.gouv.ci/politique_amerique.php
<http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/High-Level%20Principles%20and%20Objectives%20for%20FATF%20and%20FSRBs.pdf>
<http://www.freshfields.com/en/global/contactus/>
http://www.giaba.org/member-states/9_c-te-d-ivoire.html
<http://www.hivresearch.org/news.php?NewsID=178> (octobre 2011)
<http://www.hSDL.org/?view&did=457663>
<http://www.icao.int/safety/CMAForum/Pages/default.aspx>
http://www.iccnw.org/documents/CountriesOpposedBIA_final_11Dec06_final.pdf
<http://www.imf.org/external/np/res/commod/Table1-020911.pdf> (Février 2011)
<http://www.iol.co.za/news/africa/ivory-coast-simmers-down-after-us-spat-1.18513?ot=inmsa.ArticlePrintPageLayout.ot>
<http://www.irinnews.org/fr/Report/10279/COTE-D-IVOIRE-Washington-remains-very-concerned>.
<http://www.irinnews.org/fr/Report/67367/C%C3%94TE-D-IVOIRE-Le-Gouvernement-nie-toute-implication-des-troupes-angolaises> (mars 2010)
<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2549p079-082.xml0/investissement-ambassadeur-israel-business-irresistible-ascension-de-l-israel-connection.html>
<http://www.koffi.net/koffi/actualite/30249-Lutte-contre-le-blanchissement-d'argent-et-le-financement-du-terrorisme-La-Cote-d'Ivoire-un-pays-qualifie-d'exemplaire-dans-la-sous-region.htm>
<http://www.koffi.net/koffi/actualite/44561-Gestion-de-l-Economie-dans-l-ex-zone-rebelle-Dr-Andre-Ouattara-Dg-de-la-Centrale-C-est-grace-a-la-Centrale-que-la-rebellion-a-resiste-jusque-la.htm> (avril 2008)
<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2012/06/24/20002-20120624ARTFIG00153-accord-de-credit-entre-la-chine-et-le-bresil.php> (octobre 2010).
<http://www.lenouveaureveil.com/a.asp?n=363280&p=2510> (décembre 2011).
<http://www.lepoint.fr/actualites-monde/2007-01-17/la-france-au-coeur-des-tenebres-ivoiriennes/924/0/33060>
<http://www.lesafriques.com/cote-d-rsquo-ivoire/comite-anti-blanchiment-dargent.html?Itemid=50?articleid=1929>
<http://www.lesafriques.com/economie-politique/500-milliards-fcfa-d-argent-sale-circulent-annuellement-dans-la-region-ouest-afric.html?Itemid=308>
<http://www.liberation.fr/monde/0101524924-accord-a-pretoria-sur-la-crise-ivoirienne>, décembre 2011
<http://www.marxists.org/archive/hobson/1902/imperialism/index.htm>
http://www.mlsida.gouv.ci/document_pdf/doc_pepfar.pdf.
<http://www.mof.go.jp/english/e1c006.htm> (septembre 2012)
<http://www.mof.go.jp/english/e1c006.htm>, 15 septembre 2012
<http://www.notrevoie.com/develop.asp?id=23225>
<http://www.pepfar.gov/pepfar/press/84403.htm>
<http://www.radiodjibi.com/3155-Affaire-achat-d-armes-aux-Usa-La-France-man-uvre-3.html> (octobre 2010)
<http://www.relbanks.com/worlds-top-banks/market-cap> (octobre 2012).

http://www.rewmi.com/%C2%AB-Blanchiment-des-milliards-du-casse-de-la-Bceao-de-Korhogo-%C2%BB-Le-procureur-requiert-5-ans-de-prison-ferme-contre-El_a12300.html
<http://www.rfi.fr/afrique/20110122-quand-cote-ivoire-s-enrhume-est-toute-uemoa-tousse> (janvier 2011)
http://www.seneweb.com/news/Politique/blanchiment-de-l-argent-de-la-bceao-de-korogho-et-de-bouak-malick-ndiaye-et-le-ciis-r-clament-une-commission-d-enqu-te-ouest-africaine_n_18398.html
<http://www.slateafrique.com/98949/les-mysteres-de-bouake-cote-ivoire-abidjan> (novembre 2010)
<http://www.state.gov/documents/organization/3964.pdf> 2002
<http://www.state.gov/documents/organization/60649.pdf>
<http://www.state.gov/g/drl/rls/irf/2010/148681.htm> (décembre 2007)
<http://www.state.gov/t/pm/ppa/sat/c14560.htm> (novembre 2012)
http://www.stratcom.mil/factsheets/cyber_command/ consultée le 14 novembre 2012.
<http://www.syfia.info/index.php5?view=articles&action=voir&idArticle=1563> (juin 2012)
<http://www.thebankerdatabase.com/index.cfm/top50/> (octobre 2012)
<http://www.treasury.gov/resource-center/data> (septembre 2012)
http://www.treasuryota.us/other/fy04_congress_report.pdf (décembre 2004)
<http://www.tsa.gov/press/releases/2002/04/24/secretary-mineta-announces-beginning-security-screening-program-bwi-first>
http://www.uemoa.int/Pages/Actes/NewPages/reglement_14_2002_CM_UEMOA.aspx
http://www.ustda.gov/USTDA/Press%20Release%20Archive/Press%20Releases/2005/Senegal/July21_05Senegal.htm
<http://www.whitehouse.gov/photos-and-video/video/2011/03/25/president-obama-speaks-people-cote-divoire>
<http://www2.icao.int/en/AVSEC/USAP/Pages/BackgroundandEvolution.aspx>
https://crescent.web-dns1.com/~centifci/actualites.php?type=4&id_article=90&num=14
https://crescent.web-dns1.com/~centifci/actualites.php?type=4&id_article=66&num=21
https://crescent.web-dns1.com/~centifci/actualites.php?type=4&id_article=72&num=21
https://crescent.web-dns1.com/~centifci/actualites.php?type=4&id_article=68&num=21
<http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2601p125-126.xml1/algerie-angola-congo-tchadaeroport-d-abidjan-en-attendant-la-certification-americaine.html>
<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N01/557/43/PDF/N0155743.pdf?OpenElement>
www.whitehouse.gov/homeland/aviation-security.html#section6 (juin 2008)
www.whitehouse.gov/news/releases/2003/01/20030131-4.html (janvier 2003)

Entrevues

Canada		Nasser Ary Tanimoune, Professeur agrégé, École de développement international et mondialisation, Université d'Ottawa ELinor Camille Sloan, professeure, Carleton University: Military and strategic studies; US and Canadian defense policy
Côte d'Ivoire	Structures américaines	NEC/Ambassade des États-Unis: ARSO, PAO, American Corners National Democratic Institute, Search for Common Ground, Carter Center, Ameritech Institute, Chambre de commerce américaine en Côte d'Ivoire, University of Grand Bassam
	Forces mondiales	ONUCI: état-major, Directions politique et élections, Onuci-FM LICORNE
	Structures régionales	CEDEAO (Commission), UA (Commission, Affaires politiques), Club Union Africaine de Côte d'Ivoire, BCEAO, AviSecure, Chambre de commerce européenne en Côte d'Ivoire
	Gouvernement	MEF (Trésor, CENTIF, CNSA-GIABA), MSI, ONI, FDS/état-major, MAE/Direction Amérique, ANAC, Assemblée nationale (Présidence), Ministère de lutte contre le SIDA, Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire
	Société politique	FN: Secrétariat Général et État-major RHDP et CNRD
	Société civile	Convention de la société civile ivoirienne, CNI, COSIM, CERAP, Université de Bouaké, Université de Cocody
	Autres ambassades	Afrique du Sud, Angola, Chine
États-Unis		Département d'état (Affaires Africaines) Département de la défense

ANNEXE

Annexe 1

Budget de la défense: distribution

Répartition (\$mn)	2010	2011		Total
		Base + décrété	OCO supplémentaire	
Militaires	157.100	140.131	16.643	156.774
Opération et maintenance	293.630	185.307	109.648	294.956
Acquisition	135.817	104.789	29.375	134.164
RDT&E	80.234	80.387	518	80.905
Construction militaire	22.577	15.920	1.399	17.319
Logement famille	2.267	2.272	0	2.272
Autres	4.022	24.817	1.449	26.266
Total DoD	695.646	553.623	159.033	712.656
Département Énergie (défense)	18.233			19.039
Autres (défense connexe)	7.430			7.622
Total Défense nationale	721.309			739.317

Source: Military Balance 2012: 44. OCO: Overseas Contingency Operation

R&D FY2008-FY2010 (données en millions de dollars américains)

Classification	Désignation	FY2008	FY2009	FY2010
Joint				
UAV	Global Hawk	386	743	783
UAV	Warrior	103	62	85
Tpt	C-130	295	206	231
JTRS	Tactical Radio System	831	843	876
	Défense anti-missile	9.605	9.372	8.186
	Missile Air-Sol	51	118	127
	Bombe petit diamètre	158	145	197
Armée				
	Warfighter info netwok	309	393	180
FCS	Future Combat System	3.302	3.380	2.635
Hél.	AH-64 Apache	185	197	151
APC	Stryker	127	80	90
Navy				
EW	F/A-18G Growler	269	55	55
FGA	F-35 JSF	1.848	1.744	1.741
Hél.	V-22	125	68	89
MPA	P-8A Poseidon	861	1.129	1.162
CVN	Carrier replacement	85	147	173
DDG	DDG 1000	514	449	539
LCS	Navire de combat côtier	309	368	360
SSN	Virginia	239	190	154
AEW	E-2 Hawkeye	785	482	364
Sat	MUOS	593	515	387

SAM	Standard	214	237	182
EFU	Véhicules amphibies	240	255	293
Air Force				
Bbr	B-2	278	364	415
Tpt	C-17	166	162	162
Tpt	C-5	174	127	95
FGA	F-22	607	605	569
FGA	F-15	114	198	311
FGA	F-16	77	127	141
FGA	F-35 JSF	1.939	1.734	1.858
Tkr	KC-X	30	23	439
Sat	AEHF	612	386	464
Sat	NAVSTAR GPS	556	789	867
Sat	NPOESS	331	287	396
Sat	SBIRS	583	542	512

Source: Military Balance 2010: 26

Soldats, civils, et dépendants par région et complexes sociaux.

Emplacements	Total	Militaire	Civils	CS militaire et dépendants	NCS armée dépendants	Dépendants civils
États-Unis et Territoires	3462453	1093397	598668	1757082	8306	0
Europe	277996	101622	45645	112949	9965	7815
Hém. Occid.	4532	2034	551	682	959	306
Anc. URSS	263	125	15	87	36	-
Russie	115	44	13	36	22	-
Asie Pacific	194233	78854	38689	49534	22801	4355
Corée Sud	63104	30983	12803	4945	13201	1172
Japon	117268	35571	25569	43928	9078	3121
P-O et A.S.	8047	6349	878	301	467	52
Bahrein	2089	1641	349	35	51	13
Diego Garcia	762	683	67	0	9	3
Égypte	645	410	64	55	113	3
Afrique	1252	939	7	179	127	0
Côte d'Ivoire	27	15	0	10	2	0
Djibouti	625	622	3	0	0	0
Kenya	68	32	4	26	6	0
Non-Assignés	104567	101074	404	1982	1099	8
Ashore	97866	94373	404	1982	1099	8
Afloat	6701	6701	0	0	0	0
Complexe Ext.	590890	290997	86189	165714	35454	12536
Monde	4053343	1389394	684857	1922796	43760	12536

Source: Worldwide Distribution by Geographical Area, 2005

Répartition par service armé/Agence

Emplacements	Armée	Navy	Air Force	Marine Corps	WHS	Total
États-Unis	1.871	774	1.535	135	136	4.451
Territoires	27	56	11	0	0	94
Outre mer	316	114	216	20	0	666
Total	2.214	944	1.762	155	136	5.211

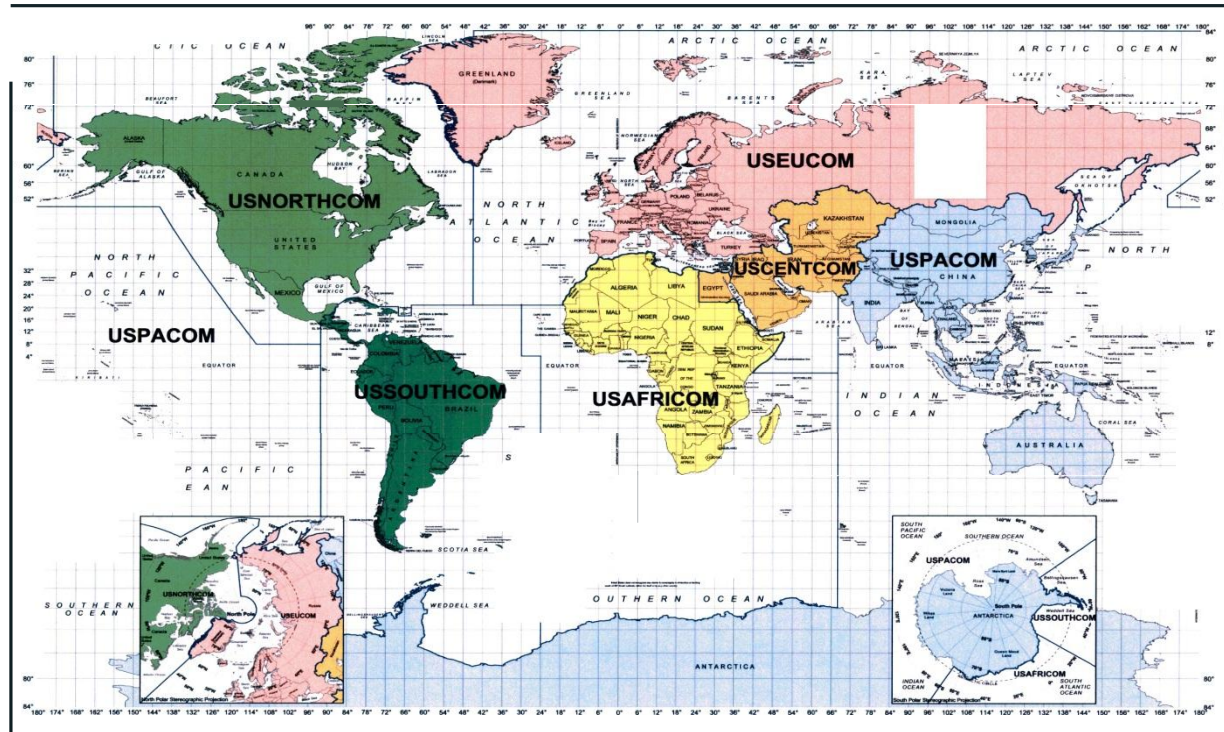
Source: BSR FY 2012

Distribution des soldats par corps d'armée

Région/complexes	Total	Armée	Navy	Marine corps	Air Force
États-Unis & territoires	1.098.397	41.0745	285.022	126.475	276.155
Europe	101.622	57.393	9.262	927	34.040
Allemagne	66.418	50.377	286	295	15.460
Belgique	1366	794	81	38	453
Lituanie	11841	3312	4048	56	4425
Royaume Uni	10752	406	791	78	9477
Ancienne URSS	125	37	4	69	15
Asie Est & Pacifique	78854	23159	16578	16365	22752
Corée Sud	30983	21372	326	241	9044
Japon	35573	1665	4445	15926	13535
Af. Nord, Proche Orient, Asie sud	6349	725	2108	2677	839
Bahreïn	1641	20	1392	204	25
Diego Garcia	683	3	307	0	373
Égypte	410	327	6	32	45
Afrique	939	70	13	839	17
Côte d'Ivoire	15	5	0	10	0
Djibouti	622	1	0	621	0
Kenya	32	13	1	14	0
Amérique latine et caraïbes	2034	599	713	352	37
Non-Assignés	101074	0	49241	32325	19508
Complexes sociaux externes	290997	81983	77919	53554	77541
Imperium	1389394	492728	362941	180029	353696

Source: Manpower 2005

Figure 1: Commandements militaires combattants de l'armée américaine



Réserve nucléaire américaine – Années fiscales 1967-2009

31.255	1967		2001	10.526
29.561	1968		2002	10.457
27.552	1969		2003	10.027
26.008	1970		2004	8.570
23.575	1987		2005	8.360
23.205	1988		2006	7.853
22.217	1989		2007	5.709
21.392	1990		2008	5.273
19.008	1991		2009	5.113

Source: Fact Sheet Increasing Transparency in the U.S. Nuclear Weapons Stockpile, 2010

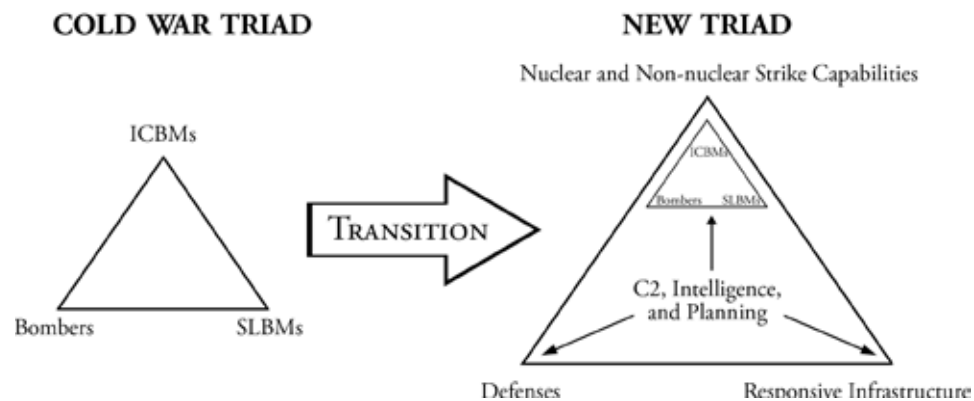
Puissances nucléaires connues

Complexes sociaux	Stratégiques	Non-stratégiques	Opérationnelles	Total
Russie	2600	2050	4650	12000
États-Unis	1968	500	2468	9400
France	300	-	~300	300
Chine	180	-	~180	180
Grande Bretagne	225	-	<160	225
Israël	60-80	-	-	60-80
Pakistan	70-90	-	-	70-80
Inde	60-80	-	-	60-80
Corée du Nord	-	-	-	<10
Total	~ 5.500	~ 2.550	~7.500	22.400

Source: Robert Norris & Hans Kristensen, *Bulletin of the Atomic Scientists*, 2009: pp. 86-98

Figure 2: Résumé de la NPR post-9/11

A CAPABILITIES-BASED CONCEPT: THE NEW TRIAD



Source: Johnson-Freese Nichols, 2007: 161

Panorama des activités de modernisation nucléaire des États-Unis

	FY 2010	FY 2011	FY 2012	FY 2013	FY 2014	FY 2015
Travail direct de réserve	1.564.290	1.898.379	1.963.583	2.111.439	2.327.859	2.529.992
Sensibilisation science	294.548	365.222	405.939	4.18.216	416.284	394.315
Sensibilisation ingénierie	149.679	141.920	143.078	168.418	165.898	159.449
Fusion haute performance	457.486	481.548	476.274	476.381	471.668	485.237
Simulation et calcul	566.069	615.748	628.945	616.104	628.100	643.120
Préparation (Readiness)	106.744	112.092	142.491	130.753	130.754	133.706
Base technique et installation	1.810.279	1.848.970	2.326.134	2.484.259	2.742.504	2.729.657
Transport sécurisé	240.683	248.045	251.272	249.456	252.869	261.521
Réponse anti-terrorisme nucléaire	223.379	233.134	222.147	219.737	232.680	236.045
Capitalisation infrastruct. et équip.	95.575	94.000	96.380	94.000	0	0
Site intendance	63.308	105.478	104.002	104.699	175.370	207.488
Sécurité nucléaire de la défense	769.823	719.954	722.857	729.795	729.173	756.110
Sécurité cybernétique	123.338	124.345	126.614	125.416	125.321	126.898
Applications sécurité nationale	0	20.000	20.000	20.000	20.000	20.000
Projet dirigés Congrès	3.000	0	0	0	0	0
Balance année précédente	-81.830	0	0	0	0	0
Total	6.386.371	7.008.835	7.629.716	7.948.673	8.418.480	8.683.538

Source: Tableau 7 Appendix C, p.122

Distribution du budget: Life Extension Program (LEP)

Programme LEP	FY2010	FY2011	FY2012	FY2012	FY2014	FY2015
B61	0	0	223.562	279.206	320.894	396869
W76	231.888	249.463	257.035	255.000	255.00	255.000
Sous-total ELP	231.888	249.463	480.597	532.206	575.894	651.869
Système de réserves						
B61	114.195	317.136	72.396	72.364	72.483	70.488
W62	2	0	0	0	0	0
W76	65.451	64.521	63.383	65.445	63.580	63.537

W78	52.167	85.898	109.518	151.207	329.354	333.978
W80	20.107	34.194	44.444	46.540	50.457	58.888
B83	36.689	39.349	48.215	57.947	72.516	65.941
W87	53.848	62.603	83.943	85.689	68.774	63.638
W88	42.743	45.666	75.728	105.582	78.602	163.626
Sous-total	385.202	649.366	497.627	584.775	735.766	820.106
Services de reserve						
Soutien à la production	300.037	309.761	354.502	319.805	320.614	332.371
Appui R&D	37.071	38.5582	30.264	31.059	31.824	33.116
R&D certification et sûreté	189.174	209.053	190.892	241.658	242.420	250.963
Gestion, technologie, production	183.223	193.811	198.700	199.080	207.290	215.468
Entretien plutonium	141.909	190.318	154.231	157.453	161.957	171.894
Sous-total	851.414	941.525	928.589	949.055	964.109	1.003.812
Grand total service réserve	1.564.290	1.898.379	1.963.583	2.111.439	2.327.859	2.529.992

Source: DOE, *FY2012 Stockpile stewardship and management plan report to Congress*, 2011: 124.

Investissement militaire direct étranger

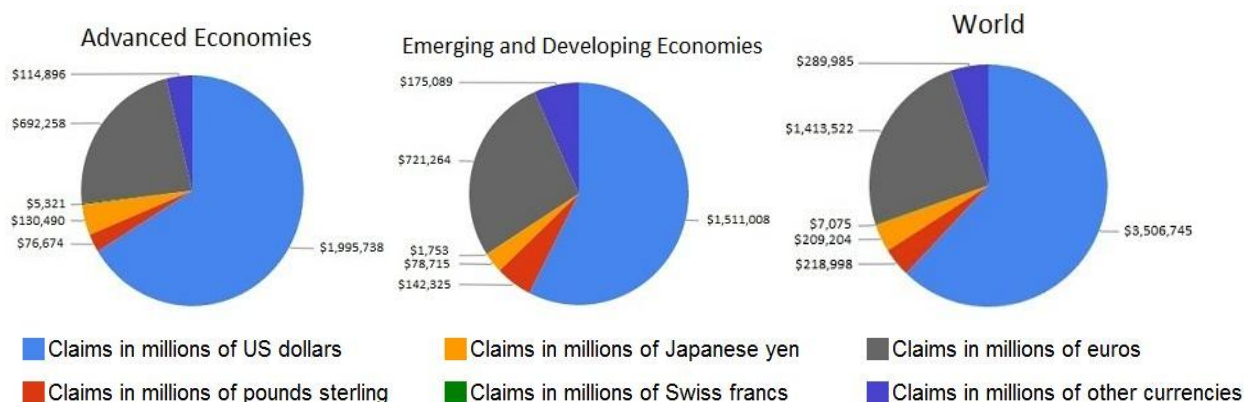
Complexes sociaux/Année	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Afrique						
Botswana	-	-	300	-	200	340
Tchad	-	-	-	-	500	400
RD Congo	-	-	397	600	1.450	1.450
Djibouti	3.960	3.800	1.983	2.000	2.000	2.500
Éthiopie	1.980	1.900	843	843	843	2.000
Gabon	-	-	-	-	200	200
Ghana	495	500	298	300	350	450
Guinée	-	-	109	-	-	-
Kenya	-	-	198	250	1.000	1.000
Liberia	1.980	1.520	298	1.500	6.000	9.000
Mali	-	-	-	-	200	200
Nigeria	990	1.000	1.339	1.350	1.350	1.350
Rwanda	-	-	-	-	200	400
Sénégal	495	500	-	-	300	400
Afrique du Sud	-	-	-	-	800	800
Tanzanie	-	-	-	-	200	200
Uganda	-	-	-	-	300	300
Programme sécurité côtière	3.960	4.000	-	-	-	-
Affaires santé militaire	1.980	1.600	992	1.412	1.600	1.600
Sécurité maritime	-	-	-	-	1.300	1.200
Total Afrique	15.840	14.820	6.757	8.255	18.793	23.790
Asie du Sud et Pacifique						
Cambodge	990	990	198	1.000	1.000	1.000
East Timor	990	475	-	-	500	500
Fiji	494	-	-	-	-	-
Indonésie	990	6.175	12.872	15.700	20.000	22.000
Mongolie	2.970	3.951	993	1.000	4.500	5.000
Philippines	29.700	39.700	27.757	28.000	32.000	15.000
Thaïlande	1.485	-	423	1.600	1.600	1.060

Tonga	248	500	498	500	500	600
Vietnam	-	-	-	500	2.000	1.345
Regional Maritime	-	2.000	-	-	-	-
Asie Est et Pacifique	-	-	2.465	-	-	-
Total	37.867	53.791	43.495	48.300	62.100	46.505
Europe et Eurasie						
Albanie	3.465	3.054	2.115	2.100	3.000	5.000
Arménie	3.960	3.883	2.976	3.000	3.000	3.500
Azerbaïdjan	3.960	3.883	2.976	3.000	3.000	3.500
Bosnie Herzégovine	8.910	8.550	3.292	3.600	4.000	6.440
Bulgarie	9.900	9.625	6.594	7.400	9.000	13.200
Croatie	-	-	-	1.000	2.500	5.000
Tchéquie	3.957	3.245	2.845	3.000	6.000	7.000
Estonie	4.451	3.905	1.505	1.500	2.500	3.000
Géorgie	11.880	9.700	9.000	11.500	16.000	16.000
Hongrie	2.474	2.358	940	1.000	1.000	1.000
Kosovo	-	-	-	1.500	2.500	5.000
Lettonie	5.940	3.799	1.505	1.500	2.500	3.000
Lituanie	4.455	5.439	1.504	1.700	2.700	3.300
Macédoine	3.960	3.420	2.822	2.800	4.000	5.000
Malta	-	-	-	100	455	600
Moldavie	495	474	470	500	750	1.500
Monténégro	-	-	-	800	1.200	1.800
Pologne	29.700	28.478	26.980	27.000	47.000	42.000
Roumanie	12.870	14.417	11.097	12.000	13.000	16.500
Serbie	-	-	-	800	1.000	2.500
Slovaquie	3.960	3.753	1.035	1.000	1.250	1.500
Slovénie	494	447	376	400	500	750
Turquie	14.850	14.231	6.817	1.000	-	-
Ukraine	10.890	9.500	6.036	7.000	11.000	15.000
Total	140.571	132.072	90.875	95.200	137.855	162.090
Proche-Orient						
Bahreïn	15.593	14.998	3.968	8.000	19.000	19.500
Égypte	1.287.000	1.300.000	1.289.470	1.300.000	1.300.000	1.300.000
Israël	2.257.200	2.340.000	2.380.560	2.550.000	2.775.000	3.000.000
Jordanie	207.900	252.900	298.380	335.000	300.000	300.000
Jordan SUP	-	-	50.000	-	-	-
Liban	3.713	5.020	6.943	159.700	100.000	100.000
Libye	-	-	-	-	150	250
Maroc	12.375	12.000	3.625	3.655	9.000	9.000
Oman	13.860	13.494	4.712	7.000	11.848	13.000
Tunisie	8.413	8.385	8.345	12.000	15.000	4.900
Yémen	8.415	9.725	3.952	2.800	12.500	35.000
Total	3.814.469	3.911.301	4.049.955	4.378.155	4.542.498	4.781.650
Asie du Sud et Centrale						
Bangladesh	990	990	595	590	1.500	1.500
Kazakhstan	3.465	3.205	1.339	4.500	3.000	2.400
Kirghizstan	1.881	1.425	843	800	3.500	2.400
Népal	-	-	-	-	800	900
Pakistan	297.000	297.000	298.570	300.000	238.000	296.000
Sri Lanka	990	990	-	-	1.000	1.000

Tadjikistan	495	250	372	740	1.500	1.200
Turkménistan	297	250	-	150	2.000	1.200
Total	305.118	304.110	300.719	306.780	251.300	306.600
Amérique latine et Caraïbes						
Bahamas	99	80	-	150	150	-
Belize	198	175	-	200	200	200
Chile	592	500	-	400	400	750
Colombie	89.100	85.500	52.570	53.000	55.000	51.500
Costa Rica	-	-	-	-	325	350
République Dominicaine	941	725	-	400	1.000	-
Équateur	-	-	-	300	300	750
El Salvador	9.900	7.225	5.631	3.500	1.000	4.800
Guatemala	-	-	496	500	1.765	1.000
Guyana	99	75	-	150	300	-
Haiti	988	990	982	2.800	1.600	1.600
Honduras	891	675	496	-	1.075	1.300
Jamaïque	594	500	-	400	500	-
Mexico	-	-	116.500	39.000	265.250	8.000
Nicaragua	594	500	496	400	925	800
Panama	990	775	-	1.000	1.400	2,100
Paraguay	-	-	-	-	-	750
Pérou	-	-	-	750	1.500	3.500
Suriname	99	80	-	150	300	-
Uruguay	-	-	-	-	-	570
Caraïbe Est	1.006	990	-	800	2.000	-
Opération Enduring Friendship	3.960	4.000	7.968	14.490	8.000	-
Initiative Sécurité Caraïbienne	-	-	-	-	10.000	18.160
Total	110.051	102.790	185.139	118.390	352.990	96.130
FMF: Coûts administratifs	41.085	42.075	41.561	51.420	56.583	56.583
Total Global	41,085	42,075	41,561	51,420	54,464	56,583
Total pour l'année fiscale	4.464.999	4.560.960	4.668.249	5.006.500	5.420.000	5.473.348

Source: Département d'État <http://www.state.gov/t/pm/ppa/sat/c14560.htm> consultée le 1 novembre 2012

Annexe 2: Part du dollar dans les réserves monétaires mondiales



Source: Cnucead 2010

Contribution à l'aide au développement, USAID: Affaires internationales

Budget en million de dollar	FY2008	FY2009	FY2010
Aide économique: Europe, Eurasie et Asie centrale	690	892	762
Fonds d'appui à l'économie	5.362	7.017	6.504
IMET: Entraînement et éducation militaire	85	93	110
Financement Armée étrangère	4.718	5.035	5.274
Santé mondiale et petite enfance	6.498	7.189	7.595
Non-prolifération, contre-terrorisme, déminage	496	651	765
Contrôle narcotrafic et enforcement de la loi	724	556	1.202
Catastrophe mondiale et aide alimentaire	956	1.463	1.947
Migration et assistance au réfugiés	1.338	1.577	1.480
Total (suppléments exclus)	42.914	49.497	53.872

Source: Military Balance, 2010: 25

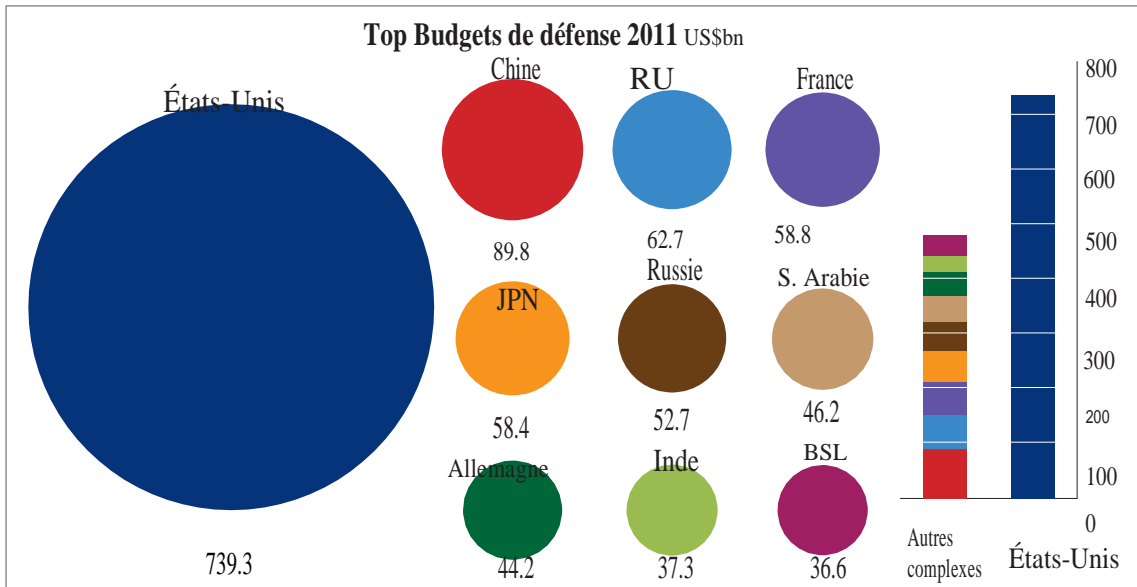
Top 10 banques du monde

Rang	Avant	Banque	Complexes sociaux	Force		\$M actifs
				\$Mn Tier 1 capital	Tier 1 capital %	
1	1	Bank of America	États-Unis	159.232,00	-2%	2.136577,91
2	2	JP Morgan & Co	É-U	150.384,00	5,57%	2.265.782
3	6	ICBC	Chine	140.027,62	23,5%	2.456.294,82
4	3	HSBC Holdings	R U	139.590,00	4,81%	2.555.579
5	4	Citigroup	É-U	131.874,00	4,5%	1.873.878
6	8	CCBC	Chine	119.135,36	24,31%	1.949.219
7	5	MUFJ FG	Japon	117.017,65	1,7%	2.664.170,61
8	7	Wells Fargo	É-U	113.952,00	4.21%	1.313.867
9	9	Bank de Chine	Chine	111.172,53	17.54%	1.877.520,04
10	14	BAC	Chine	96.413,05	21,6%	1.853.318,89

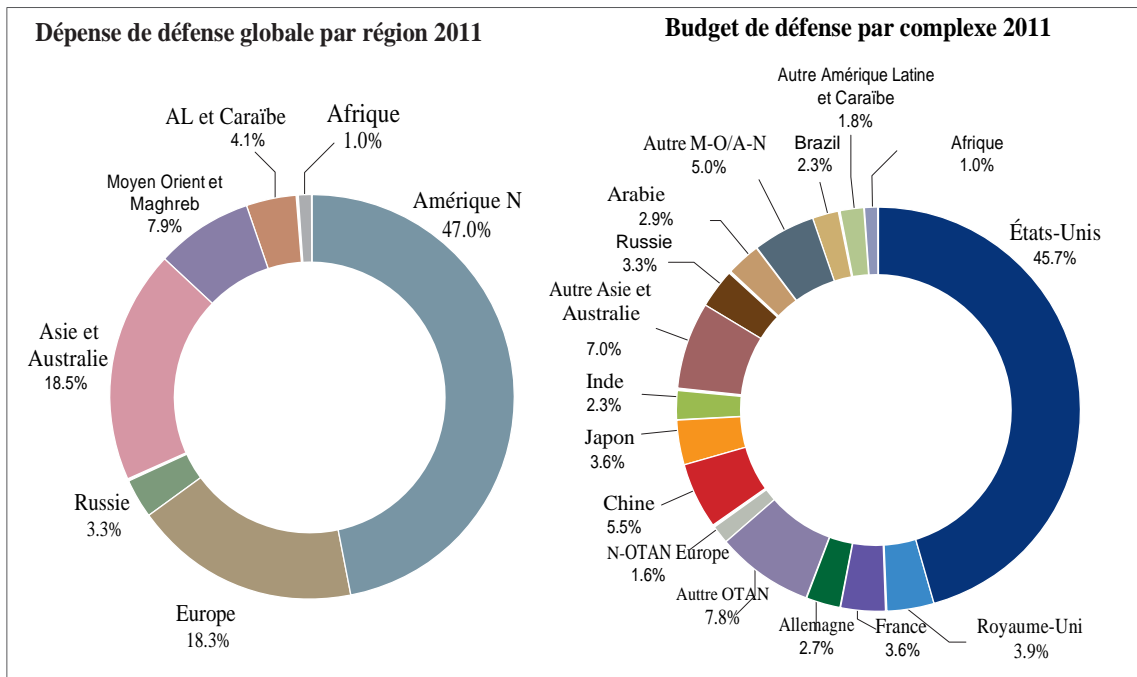
Source: The Banker, Top 50 Banks in Top 1000 World Banks 2012¹

¹ <http://www.thebankerdatabase.com/index.cfm/top50/>, page consultée le 25 octobre 2012. Mais en capitalisation du marché boursier en date de 20 janvier 2012, la Chine dépasse les États-Unis avec la Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC); voir <http://www.relbanks.com/worlds-top-banks/market-cap>, consultée le 25/10/12.

Annexe 3: Budgets militaires comparés des complexes sociaux

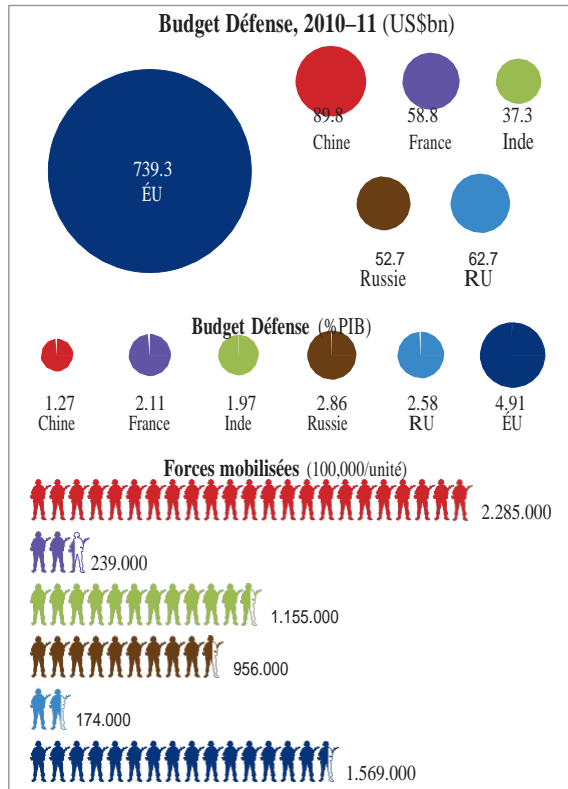


MB 2010

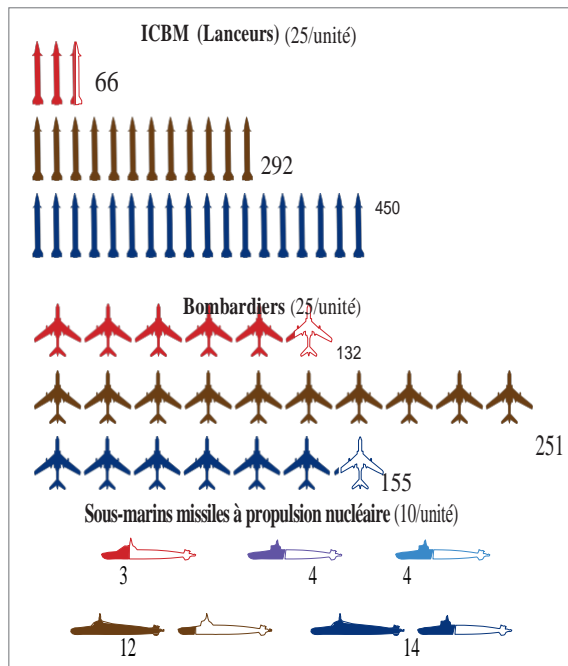


Source: MB 2010

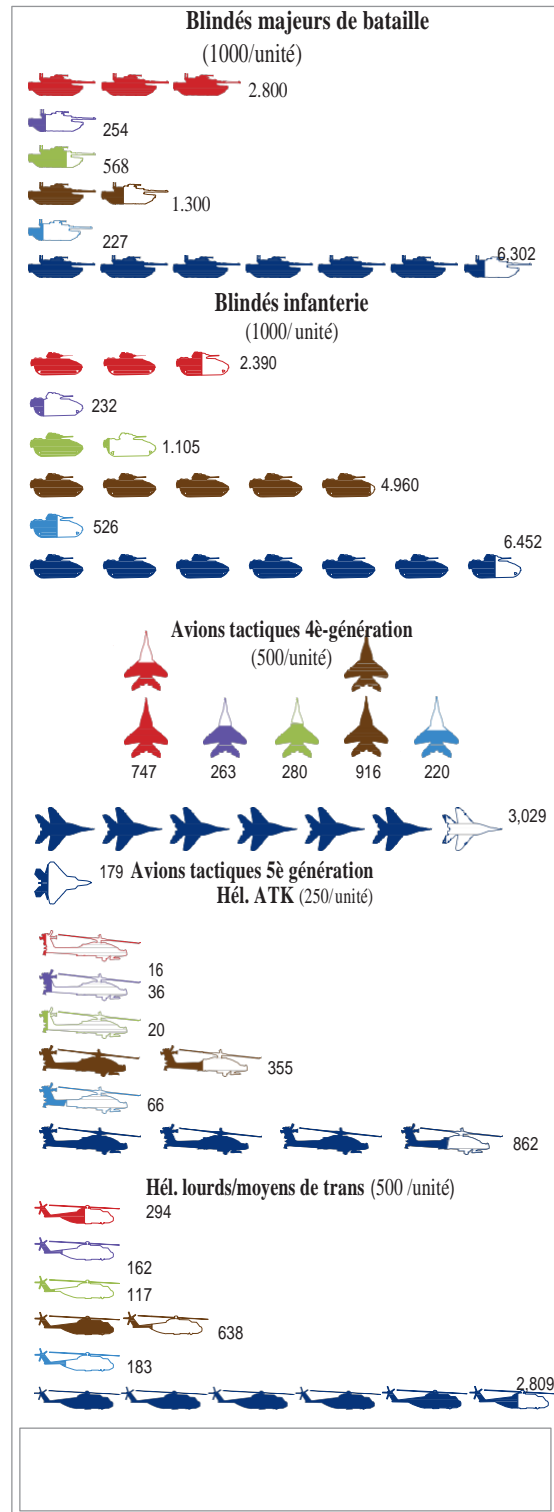
Économie/Hommes



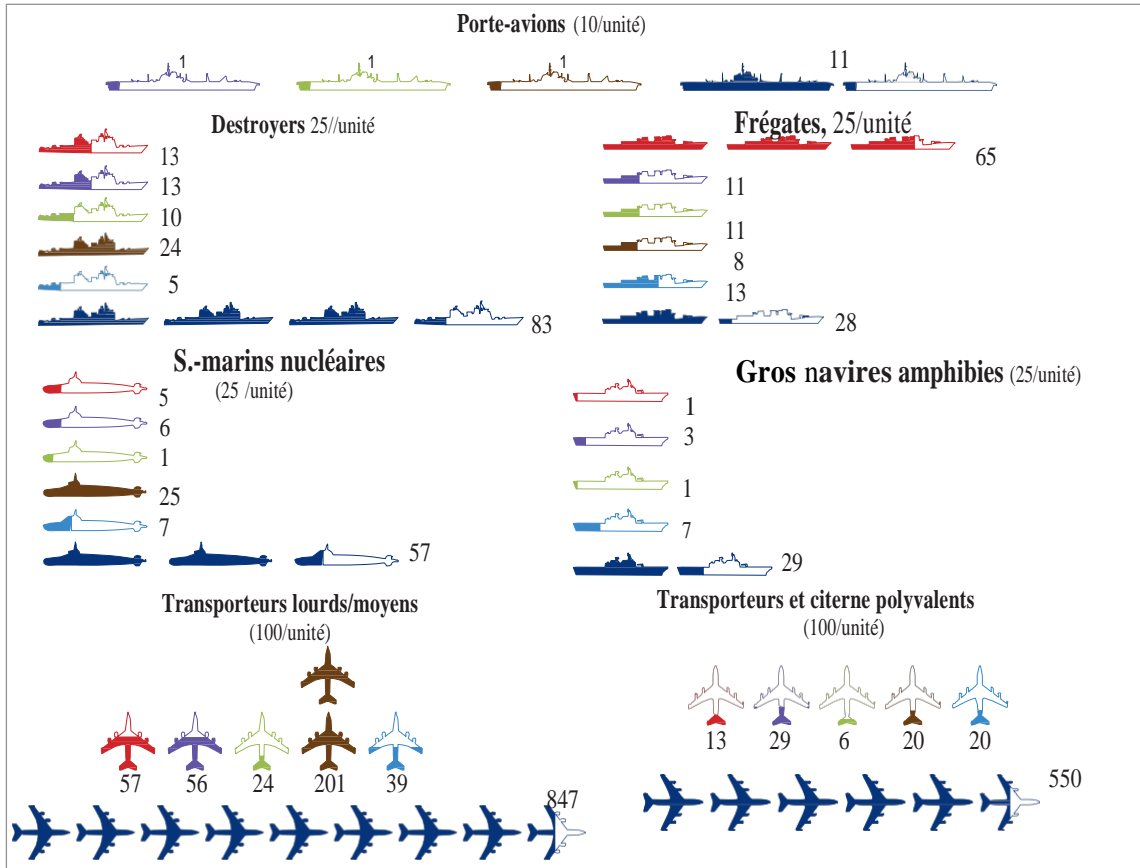
Stratégique/Longue portée



Matériels de guerre

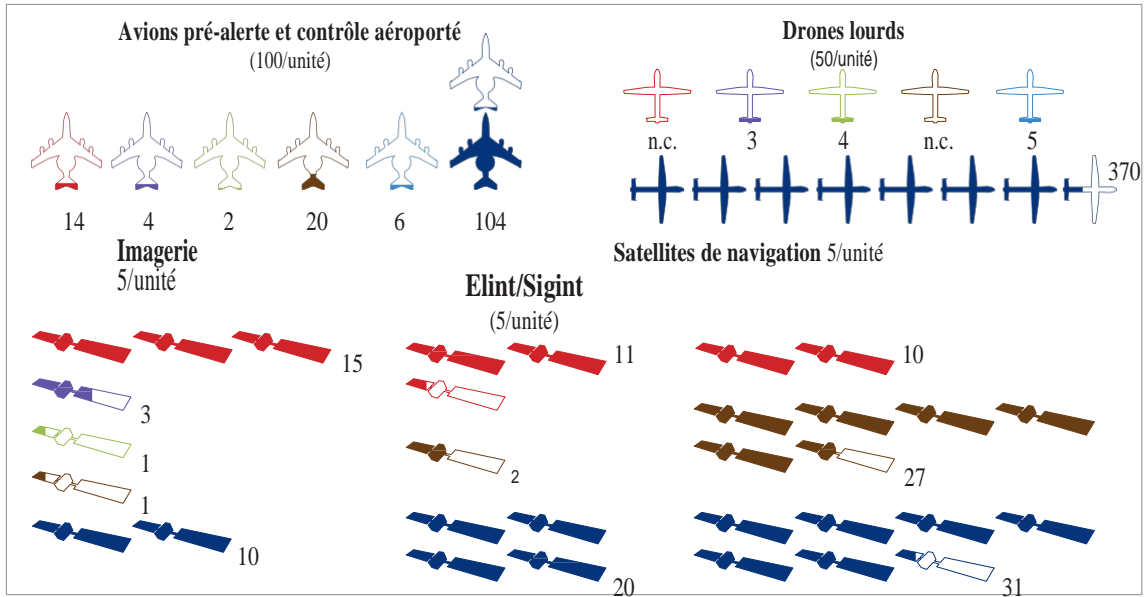


Projection



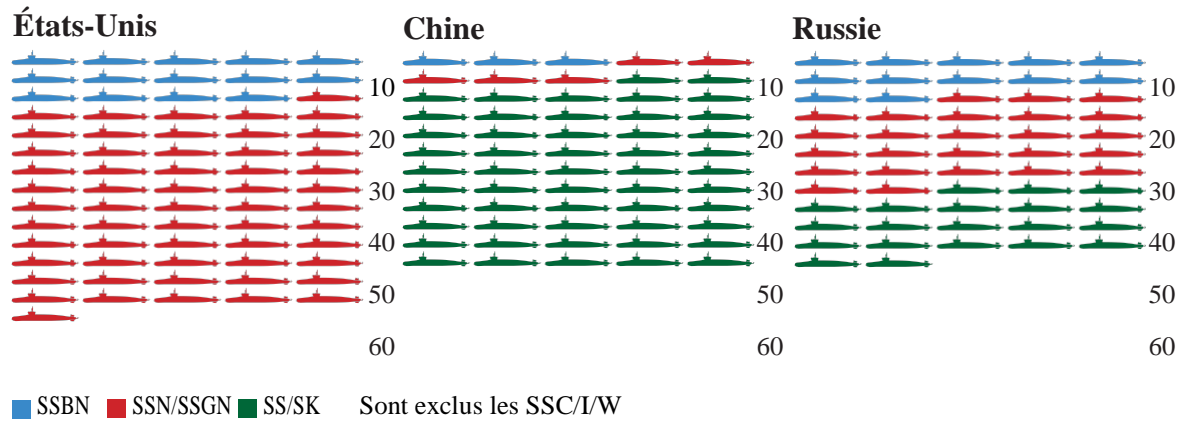
Source: Military Balance 2012

ISTAR (Satellite de surveillance et de reconnaissance)



Source: Military Balance 2012

Top 3 maîtres de sous-marins



Source: Military Balance 2012